

Université Paris I- Panthéon- Sorbonne

UFR 11 - Science Politique

Ecole Doctorale de Science Politique (ED 119)

Thèse de Doctorat

Science Politique

Ayşe Gülce UYGUN

**La Turquie et la Méditerranée :
Une Approche Constructiviste de l'identité**

Thèse dirigée par M. Gilles DORRONSORO

Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Date de soutenance : 16 décembre 2016

Jury :

Gilles DORRONSORO Professeur, Université Paris1 Panthéon-Sorbonne (Directeur de thèse)

Gérard GROC Professeur, IREMAM (Rapporteur)

Olivier GROJEAN Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Élise MASSICARD Chargée de Recherche, CERI (Rapporteur)

« L'Université n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur. »



Prononciation de certaines lettres turques

Les lettres suivantes se prononcent comme en français :

a , b, d, f, i, j, k, l, m, n, o, p, r, t, v, z,

Pour les autres lettres

Voyelles

e est un *è* « ouvert » comme dans « père »
ı est une voyelle gutturale intermédiaire entre *i* et *é*
ö se prononce « eu » comme dans « beurre »
u se prononce « ou » comme dans « loup »
ü se prononce « u » comme dans « lu »

Consonnes

c se prononce « dj » comme dans « adjectif »
ç se prononce « tch » comme dans « tchèque »
g se prononce comme dans « gare »
ğ est une consonne gutturale qui ne se prononce pratiquement pas
h est toujours aspiré
s se prononce comme dans « passant » ou « façon »
ş se prononce « ch » comme dans « cheval »
y se prononce comme dans « yole »

Résumé

Cette thèse étudie les politiques méditerranéennes de la Turquie dans le cadre de l'approche constructiviste des relations internationales. Elle s'intéresse à l'influence des registres identitaires et à l'image de *soi* et de l'*autre* sur la formation de la politique étrangère, en analysant la construction, la consolidation et l'institutionnalisation de l'identité nationale, d'une part, et les conflits idéologiques dans la sphère politique, d'autre part. Par ailleurs, elle étudie la perception méditerranéenne de la Turquie, basée sur son imaginaire sécuritaire et identitaire, à la lumière des discours géopolitiques dominants en Turquie. Ainsi, cette thèse se focalise sur l'influence des éléments non-matériels du domaine socio-politique intérieure de la Turquie, sur la formation de sa politique étrangère vers une zone spécifique : la Méditerranée. Dans ce cadre théorique, ce travail analyse les trois dimensions des politiques méditerranéennes de la Turquie : les relations gréco-turques, la question chypriote et la coopération Euro-Méditerranéenne.

Mots-clés : Turquie, Méditerranée, identité nationale, identité de la politique étrangère, approche constructiviste, relations gréco-turques, question chypriote, coopération euro-méditerranéenne

Turkey and the Mediterranean: A Constructivist Approach

Abstract

This thesis studies the Turkish vision of the Mediterranean by using the insights of the constructivist approach of International Relations. It argues that throughout its modern history, Turkey's foreign policy towards the Mediterranean has been influenced by its Western identity created in the years following the foundation of the Republic of Turkey. It underlines the construction, consolidation, and institutionalization of this identity by taking also into consideration the ideological conflicts in domestic politics. Furthermore, it elaborates on the perception of the Mediterranean in Turkish foreign policy in the light of dominant geopolitical discourses in Turkey. It studies the influence of the non-material context of domestic politics on Turkey's foreign policy decision-making process, while it offers an understanding of the Mediterranean geopolitics based on security and identity imaginary of Turkey. Within this theoretical framework, this study focuses on the three dimensions of the Mediterranean politics of Turkey: Greek-Turkish relations, the Cyprus issue, and the Euro-Mediterranean Partnership.

Key words: Turkey, Mediterranean, national identity, foreign policy identity, constructivism, Greek-Turkish relations, Cyprus issue, Euro-Mediterranean Partnership.

Remerciements

En premier lieu, je tiens à remercier mon directeur de thèse, Monsieur Gilles Dorronsoro, pour la confiance qu'il m'a accordée en acceptant d'encadrer ce travail doctoral, pour ses conseils et pour toutes les heures qu'il a consacrées à diriger cette recherche, sans qui ce travail n'aurait pas abouti.

Je souhaiterais également exprimer ma gratitude à Monsieur Yves Viltard, pour m'avoir donné envie de réaliser une thèse sur ce thème, pour son aide, ainsi que ses multiples encouragements, pendant les premières années de cette thèse.

J'adresse mes remerciements particuliers aux membres du jury ; Madame Elise Massicard, Monsieur Gérard Groc et Monsieur Olivier Grojean.

J'adresse également toute ma gratitude à tous mes ami(e)s, à toute ma famille, et à toutes les personnes qui m'ont aidée pendant la réalisation de ce travail, aussi bien qu'à mes interviewés pour leur accueil sincère.

Un grand merci à Régine Pajot pour son attentif travail de relecture du document final.

Enfin, les mots les plus simples étant les plus forts, j'adresse toute mon affection à ma famille : à mon frère, Ömer Emre Uygün, à ma mère, Zehra Uygün, et à mon père Ismail Bülent Uygün. Malgré mon éloignement depuis de nombreuses années, leur confiance, leur soutien, leur tendresse, leur amour me portent et me guident chaque jour. Merci pour avoir fait de moi ce que je suis aujourd'hui.

Pour terminer ces remerciements, ma dernière pensée va à mes grands-parents ; Sehriban-Nihat Asikoglu, Zehra-Hüseyin Uygün, qui n'ont pas vu l'aboutissement de mon travail mais je sais qu'ils auraient été très fiers de leur petite-fille.

Table des matières

Prononciation de certaines lettres turques	3
Résumé	4
Abstract	5
Remerciements	6
Les Abréviations utilisées	10
Introduction	12
Problématique, Méthodologie et Annonce du Plan	14
PARTIE I. L'ANALYSE DE LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE : LES FONDEMENTS HISTORIQUES ET IDEOLOGIQUES DE LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE	27
Introduction.....	28
Chapitre 1 : Le cadre théorique : l'analyse de la politique étrangère et l'approche constructiviste	30
1.1. L'analyse de la politique étrangère	30
1.2. Le constructivisme contre les théories rationalistes	33
1.3. Les principaux concepts du constructivisme et la construction de l'identité et de l'intérêt nationaux.....	37
1.3.1. La co-constitution de l'agent et la structure	37
1.3.2. L'identité nationale et l'intérêt national.....	41
1.4. Le constructivisme holistique et la critique du constructivisme dominant	45
Chapitre 2 : Les Fondements Historiques et Idéologiques de l'identité politique de la Turquie	50
2.1. De « Sauver » l'État à « construire » l'État : La Modernisation.....	50
2.1.1. L'Influence d'Occident et les réformes ottomanes.....	51
2.1.2. L'opposition aux réformes : les <i>Jeunes Ottomanes</i> et l' <i>islamisme</i>	54
2.1.3. Les Jeunes Turcs	55
2.2. La période républicaine : la construction et l'institutionnalisation de l'identité de la Turquie.....	58
2.2.1. Le point zéro de l'identité nationale : la révolution kémaliste	63
2.2.2. La création de la nouvelle identité et les principes fondamentaux du kémalisme.....	68
2.2.2.1. Le nationalisme	68
2.2.2.2. La laïcité.....	72
2.2.2.3. Le républicanisme, l'étatisme, le populisme et le révolutionnarisme	76
2.3. Les principes fondamentaux de la politique étrangère turque : la « politique du statu quo » et « l'occidentalisme »	79
2.3.1. La politique de statu quo.....	80
2.3.2. L'occidentalisme	83
Chapitre 3 : Les crises identitaires et la politique étrangère.....	87
3.1. Les idéologies en conflit	87
3.2. L'alternance militaro-civile et la politique étrangère.....	97
3.3. A la recherche d'une nouvelle identité	100
Chapitre 4 : L'évolution de la politique étrangère dans les années 2000 : continuité ou rupture ?.....	103
4.1. La profondeur stratégique	103

4.1.1. La réinterprétation de la puissance de Turquie	104
4.1.2. Quels paramètres pour le nouveau paradigme ?.....	106
4.1.3. La nécessité et les obstacles d'une théorisation dans la politique étrangère	108
4.2. Changement de cap ?.....	110
4.3. L'approche multidimensionnelle et multidirectionnelle.....	115
4.4. <i>Zéro-problème</i> avec les voisins ?.....	118
Conclusion	120
 PARTIE II. LA POSITION GEOPOLITIQUE EN TANT QU'ELEMENT D'IDENTITE	
NATIONALE ET L'ALTERITE DANS L'AFFIRMATION IDENTITAIRE DE LA	
POLITIQUE ETRANGERE DE TURQUIE.....	122
Introduction.....	123
Chapitre 1 : La perspective théorique.....	128
1.1. Quelle est la place de l'approche géopolitique dans l'analyse de la politique étrangère ?	128
1.2. Les discours géopolitiques dans l'analyse de la politique étrangère en Turquie	131
1.2.1. <i>Le dogme géopolitique</i> : la centralité de l'approche géopolitique dans l'analyse de la politique étrangère en Turquie	131
1.2.2. Le « syndrome de Sèvres » : le trauma choisi de la Turquie.....	138
Chapitre 2 : La Turquie et la Grèce : l'ennemie imaginaire ?.....	142
2.1. La perspective socio-politique : production et reproduction de l'altérité dans les sociétés turques et grecques	145
2.2. La perspective technique : Les différends gréco-turcs dans la mer Égée.....	148
2.2.1. La délimitation du plateau continental.....	150
2.2.2. La délimitation de la mer territoriale : <i>casus belli</i>	151
2.2.3. La délimitation de l'espace aérien - FIR.....	152
2.2.4. Le statut des Iles et la question de la démilitarisation.....	153
2.3. Les initiatives gréco-turques de rapprochement.....	154
Chapitre 3 : La question chypriote : la crise de la Méditerranée la plus longue.....	162
3.1. La perspective historique	162
3.2. La centralité de Chypre dans la politique étrangère turque.....	166
3.2.1. L'intervention de 1974 est-elle légitime ?	166
3.2.2. L'île divisée et les acteurs internationaux	169
3.2.2.1. Les États-Unis, la Grande-Bretagne l'OTAN et l'UE	169
3.2.2.2. L'ONU.....	174
3.2.2.3. La RTCN et les organisations internationales « on existe mais on n'existe pas ! »	175
<i>La République turque de Chypre du nord (RTCN) : l'« enfant-patrie » de la Turquie</i>	<i>175</i>
3.3. La perspective socio-politique : le conflit des deux nationalismes « Chypre est grec ! » versus « Chypre ne sera pas une nouvelle Crète ! »	178
3.3. 1. Le traumatisme crétois de la communauté chypriote turque	179
3.3. 2. La perspective grecque « Chypre est grecque ! »	181
3.4. La politique chypriote de l'AKP : le Chypre s'agit-il toujours de « cause nationale » pour la Turquie ?.....	182
3.5. Vers la résolution du conflit : la Réunification éventuelle de l'île.....	185
3.5. 1. Le Plan Annan et le referendum du 24 avril 2004	185
3.5.2. Quelle solution pour l'avenir de Chypre ?.....	186

PARTIE III. LA TURQUIE, LA MEDITERRANEE ET LA COOPERATION EURO-MEDITERRANEENNE.....	190
Introduction.....	191
Chapitre 1 : La Méditerranée : une zone de contact et de confrontation	196
1.1. La Méditerranée en tant que mer.....	196
1.1.1. La « mer » : comme moyen d'activité d'un État.....	196
1.1.2. La mer Méditerranée et l'Europe	197
1.1.3. La <i>puissance maritime</i>	199
1.1.4. La Turquie est-elle une puissance maritime ?	202
1.2. La géopolitique Méditerranéenne.....	208
1.3. La Zone euro-méditerranéenne : une euro-invention	213
Chapitre 2. La coopération euro-méditerranéenne et la Turquie.....	215
2.1. La perspective théorique : la coopération, le régionalisme et l'intégration régionale dans les relations internationales	215
2.2. Le Partenariat Euro-méditerranéen et le Processus de Barcelone	218
2.2.1. La Déclaration du Barcelone et ses dispositions	220
2.2.2. La Turquie et le Processus de Barcelone	224
2.2.2.1. La perception de la Méditerranée par la politique étrangère turque.....	224
2.3. La Turquie, l'Union Européenne et la coopération euro-méditerranéenne.....	228
2.4. Les coopérations régionales dans la politique étrangère turque et les raisons de réticences à l'égard du PEM	233
Chapitre 3 : L'Union pour la Méditerranée : un nouveau stade du Partenariat Euro-Méditerranéen	238
3.1. Un projet français : Quelles ambitions ?.....	238
3.2. Les démarches préparant l'Union pour la Méditerranée.....	239
3.3. Les défauts du processus de Barcelone et les objectifs de l'Union pour la Méditerranée	242
3.4. Les réactions européennes et méditerranéennes au projet français	244
3.5. Les réflexions turques et l'intention de la France vue de la Turquie.....	246
3.6. Les Institutions de l'Union pour la Méditerranée et la participation de la Turquie	253
3.7. Les obstacles à la coopération euro-méditerranéenne	255
Conclusion	260
Conclusion Générale.....	266
Bibliographie	273
Annexes.....	302
Carte IV : Le bassin Méditerranéen	303
Histoire Politique de la Turquie contemporaine- Chronologie	304
Relations gréco-turques- Chronologie.....	313
Question chypriote : les cycles de négociation.....	320
Liste des Ministres des Affaires Etrangères de Turquie	322
L'Union Européenne et la Méditerranée : Chronologie.....	323
La structure Institutionnelle de l'Union pour la Méditerranée.....	333

Les Abréviations utilisées

AKP : Parti de la Justice et de Développement- *Adalet ve Kalkinma Partisi*

ANAP : Parti de la mère patrie- *Anavatan Partisi*

BEI : Banque Européenne d'Investissement

CEE : Communauté Economique Européenne

CENTO : Organisation du traité sur le Moyen-Orient (ou Pacte de Bagdad)- *Central Treaty Organisation*

CEMN : Organisation de Coopération Economique de la Mer Noire

CHP : Parti Républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi)

CNS : Conseil National de Sécurité

CUP : Comité Union et Progrès

DSP : Parti de la gauche démocratique (Demokratik sol partisi)

DYP : Parti de la juste voie- *Dogru Yol Partisi*

EUROMED : Euro- Méditerranéen

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OCI : Organisation de la conférence islamique

ONU : Organisation des Nations unies

OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

MHP : Parti d'action nationaliste- *Milliyetci Hareket Partisi*

PEM : Partenariat euro-méditerranéen

PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan

PMR : Politique Méditerranéenne Rénovée

PSEM : Les Pays du sud et de l'est méditerranée : Algérie, Autorité Palestinienne, Egypte, Israël, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie

UE : Union Européenne

UEO : Union de l'Europe occidentale

UPM : Union pour la Méditerranée

ZLE : La zone de libre-échange



Introduction

Malgré le rattachement historique et géographique à l'espace méditerranéen, la Méditerranée et la méditerranéité sont des concepts absents dans l'imaginaire historique, géographique, politique et culturel des Turcs¹. Comme le note l'historien Edhem Eldem :

« (...) Baignée sur des milliers de kilomètres par la Méditerranée, la Turquie ne se sent guère méditerranéenne. Ou du moins, la Méditerranée est largement absente des visions et représentations que ce pays a de lui-même. Cette absence se note aussi bien au niveau du discours politique que des identifications culturelles, qu'elles soient collectives et inconscientes ou, au contraire, individuelles et inventées. Aucune référence à une identité méditerranéenne, aucune notion d'héritage méditerranéen, aucun passé, aucun présent, aucun futur méditerranéens ne viennent troubler les grandes lignes des perceptions identitaires turques et des représentations qui les accompagnent. »².

Cette absence d'identification à la Méditerranée est à la fois la cause et la conséquence de la mentalité de la politique turque. Concernant la cause, il s'agit d'un choix conscient basé sur la rupture identitaire historique depuis la fondation de la Turquie républicaine. À cet égard, selon l'idéologie fondatrice, la construction de la nation nécessitait la négation des registres identitaires liés à la Méditerranée. Pour ce qui est de la conséquence, il s'agit d'une référence à l'idéologie fondatrice tout en se basant sur l'imaginaire sécuritaire ; une approche globale, unitaire, continue, unifiée et permanente de la Méditerranée n'a pas pu être développée.

Au niveau géographique, il est indéniable que la Turquie se trouve en Méditerranée en tant que l'un des pays les plus peuplés et possédant les côtes méditerranéennes les plus longues. En revanche, n'appartenant ni à la région arabe, ni au Moyen-Orient et ni tout à fait à

¹ Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », in *La Méditerranée turque* Edhem Eldem and Feride Çiçekoglu, (Paris, Maisonneuve & Larose, 2000) ; Emel Parlar Dal, « Le Paradoxe Méditerranéen de la Turquie. » *L'Europe en Formation* 356, no. 2 (2010) ; Gérard Groc, « Le paramètre turc dans l'espace public méditerranéen », in *Politiques Méditerranéennes Entre Logiques Étatiques et Espace Civil Une Réflexion Franco-Allemande*, eds. Jean-Robert Henry and Gérard Groc, (Paris: Karthala, 2000), 191-209, 194 ; Dorothée Schmid, « La Turquie Et l'Union Pour la Méditerranée: Un Partenariat Calculé », *Politique étrangère*, Printemps, no. 1 (2008).

² Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », in *La Méditerranée turque* Edhem Eldem and Feride Çiçekoglu, (Paris, Maisonneuve & Larose, 2000), 27.

l'Europe, chaque fois que l'on trouve des points communs avec d'autres acteurs de la zone, il émerge aussi des contradictions qui proviennent de la diversité des éléments de son identité. Pour la Turquie, la Méditerranée n'est pas simplement une « région », c'est aussi une *zone de contact et de confrontation*, un *complexe de régions*, un lieu où se trouvent les questions vitales selon ses intérêts nationaux.

La stratégie politique de la Turquie, dans la zone, est dominée par l'évolution à l'Est de la Méditerranée autour des sujets menaçant son intérêt national. La Méditerranée *occidentale* est largement exclue de la conceptualisation turque de la Méditerranée car selon l'imaginaire de la Turquie l'*occident* est un concept en soi qui occupe une place centrale dans l'agenda politique. Dans ce sens, la priorité de la politique étrangère turque consiste à être intégrée à la communauté *occidentale* dont l'Union Européenne, et elle s'approche avec réticence de toutes les constructions susceptibles d'endommager sa démarche européenne.

Globalement, sa conception Méditerranéenne est influencée par les événements autour des sujets comme le problème chypriote, les relations gréco-turques, le conflit dans la mer Egée, ainsi que ceux au Moyen-Orient, dont chacun de ces éléments constitue l'« autrui » dans l'affirmation de son identité en politique étrangère.

Les sources de l'identité se trouvent à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur d'une entité étatique. En se construisant par rapport à l'« autre », l'identité s'affirme à partir des perceptions d'identité des autres Etats dans le système international : « l'identité et le sens d'altérité vont de pair »³. Selon l'approche constructiviste, dans le cadre du concept de l'identité, l'« autre » est défini comme un élément constructif de ce que « l'un ne veut pas être ». Dans ce sens, l'héritage historique réunit des éléments de ce que la nouvelle Turquie ne veut pas être. Ainsi, l'histoire ottomane constitue l'« autre » fondateur de la République de Turquie dans la construction de son identité, sous forme d'éloignement de soi-même. En d'autres termes, le passé ottoman en tant que « l'autre » constitutif du nouvel État n'est pas à l'extérieur mais à l'intérieur de l'État. Toutefois, afin de garantir l'identité d'un État et de légitimer son entité à l'intérieur, il a besoin de s'identifier par rapport aux « autre(s) géopolitique(s) » en terme de menace externe.

³ Alex Macleod, « L'Approche Constructiviste de la Politique étrangère », in *Politique étrangère. Nouveaux Regards.*, ed. Frédéric Charillon (Paris: Presses de Sciences Po, 2002), 72.

Malgré l'argument largement crédité selon lequel l'identité de la Turquie s'est produite en s'éloignant de sa propre histoire⁴, il est indéniable que les « autres externes » ont joué des rôles constructifs dans la politique étrangère (en termes de *danger/menace* externe et d'*ennemis* externes). Dans ce sens, le Moyen Orient⁵, la Grèce⁶ et l'URSS⁷ constituent les « autres » distanciés et l'Occident constitue l'« autre » rapproché dans la construction de l'identité politique de la Turquie. Ici, il importe de souligner que ces « autres externes constructifs » de l'identité politique turque sont, en même temps, les éléments principaux dans la perception de la Méditerranée par sa politique étrangère. Ce constat constitue le point de départ de notre travail. Ainsi, nous défendons l'idée que la négligence de la Méditerranée, l'indifférence vers la coopération euro-méditerranéenne, ainsi que la mentalité consistant à nier de la Méditerranée et les valeurs qu'elle représente constituent les produits de la construction identitaire et idéologique.

Problématique, Méthodologie et Annonce du Plan

Cette étude vise à étudier le (non)attachement identitaire de la Turquie à la Méditerranée dans le cadre de l'approche constructiviste des relations internationales. Notre but consiste à élaborer l'influence des registres identitaires et idéologiques ainsi que l'image de soi et de l'autre sur la formation de la politique étrangère turque et sur sa perception de la Méditerranée. Nous tentons de comprendre à quel niveau l'affirmation de *soi* et de *l'autre* influence l'orientation de la politique étrangère. A cet égard, la Méditerranée représente des situations paradoxales pour la Turquie, ce qui nous permettra de formuler nos hypothèses:

⁴Voir par exemple Saban H. Calis, *Hayalet Bilimi Ve Hayali Kimlikler; Neo-Osmanlılık, Özal Ve Balkanlar* (Konya: Cizgi Kitabevi, 2004), 51-101. ; Birol Akgun and Saban Calis, « Tanrı Dağı Kadar Türk, Hira Dağı Kadar Müslüman: Türk Milliyetçiliğinin Terkibinde İslamcı Doz » in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt IV: Milliyetçilik*, ed. Tanil Bora (Istanbul: İletişim Yayınları, 2003), 587. ; Tanil Bora, « Cumhuriyetin İlk Döneminde Milli Kimlik » in *Cumhuriyet, Demokrasi ve Kimlik*, ed. Nuri Bilgin (Istanbul: Bağlam Yayınları, 1997), 58; Suleyman Seyfi Ogun, « Türk Milliyetçiliğinde Hakim Millet Kodunun Dönüşümü » in *Cumhuriyet, Demokrasi, Kimlik*, ed. Nuri Bilgin (Istanbul: Bağlam Yayınları, 1997), 224.

⁵Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity: A Constructivist Approach* (New York&London: Routledge, 2003).

⁶Herkül Millas, « Milli Türk Kimliği ve 'Öteki' (Yunan) », in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt IV: Milliyetçilik*, 193-201, Samim Akgönül, « Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ? », *Les Dossier de l'IFEA*, Serie La Turquie aujourd'hui, no : 6, (2001).

⁷Fulya Ereker, « Dis Politika ve Kimlik : İnsani Perspektiften Türk Dis Politikasının Analizi » (Ankara Üniversitesi, 2010)

1) Dès que les Turcs ont accédé à la mer au X^{ème} siècle, la Méditerranée était « un espace naturel d'expansion »⁸ ainsi qu'une voie de communication et de commerce pour sa relation avec l'Europe⁹. Notamment pendant sa période d'expansion avec la prise d'Istanbul, la conquête de la Syrie et de l'Égypte, ainsi que la conquête des côtes de l'Arabie, de l'Irak, du Maghreb, de Belgrade, de l'Île de Rhodes, et de Malte, l'Empire s'est élargi et la Méditerranée a été considérée comme le « lac turc » au XVI^{ème} siècle. En revanche, à partir de la fondation de la Turquie républicaine, elle a tourné le dos à la Méditerranée et la perception du « lac turc » a été remplacée par celle d'une « mer menaçante pour les Turcs », et ce, dès le début du XX^{ème} siècle. Ayant conscience du fait que la Turquie républicaine est une forme minime de l'Empire ottoman, et qu'elle ne mène aucune politique expansionniste, la Turquie républicaine n'a pourtant pas conservé de liens historiques pour une position dominante dans cet espace. Les raisons de cette négligence, voire ignorance de cette zone et ses représentations, malgré sa domination historique et ses liens socio-culturels historiques étroits, se reposent sur une préférence consciente dès la construction du nouvel État républicain.

2) La Turquie, en tant que l'un des pays au rivage méditerranéen le plus long n'a pas développé une politique méditerranéenne cohérente et continue, ayant préféré conceptualiser la zone autour des sujets problématiques (selon ses intérêts basés sur son imaginaire sécuritaire, afin de renforcer son identité—occidentale-). Ainsi, dès la fondation de l'État républicain, elle a tourné le dos à la Méditerranée, puisque ce dernier s'associait à *autrui* (comme héritage impérial ottoman, le Moyen-Orient, la Grèce, l'islam, etc.) que la nouvelle identité kémaliste envisageait d'exclure. Ainsi, au lieu d'entretenir des relations fortes et de profiter des liens historiques et des avantages économiques et politiques la Turquie a préféré complètement négliger la Méditerranée sauf en cas de crise ou de problème se produit : la prise de position est alors plutôt défensive.

3) Malgré le littoral turc méditerranéen long de 8333 kilomètres, la Méditerranée n'a jamais occupé une place centrale pour les Turcs, et le manque de sentiment de méditerranéité dans leur identité collective est en relation avec les représentations et les images de la Méditerranée dans l'historiographie et la cartographie turques. Désignée comme la « mer blanche » (*Akdeniz*) ou la « mer du sud », la conceptualisation de la Méditerranée exclut, en

⁸ Dorothée Schmid, « La Turquie Et l'Union Pour la Méditerranée: Un Partenariat Calculé », *Politique étrangère*, Printemps, no. 1 (2008).

⁹ Faruk Bilici, « l'histoire ottomane est avant tout une histoire européenne », Interview par Marine Copin, July 13, 2007, accessed: ovipot.hypotheses.org

générale, la mer Egée et la mer de Marmara, à savoir une cote de 1577 kilomètres - qui s'étire à l'Ouest du fleuve Dalaman, de Rhodes à droite, jusqu'à la frontière syrienne à l'Est¹⁰. Cette conceptualisation reflète également la non acceptation de la Méditerranée comme une entité totale et la nécessité de la diviser en sous-régions dans la production des politiques étrangères. De même, comme conséquence de cette mentalité, la Méditerranée occupe une rare place dans les représentations cartographiques des manuels scolaires turcs¹¹. A cet égard, le fait que la Méditerranée ait été désignée comme le « lac turc » au cours de l'histoire ; où que la ville d'Alger ait été conquise par les Turcs ; sont loin de susciter les mêmes émotions que les références aux « ancêtres forçant les portes de Vienne »¹².

4) D'un point de vue plutôt fonctionnel, la coopération euro-méditerranéenne pourrait servir de moyen de rapprochement vers l'Europe pour la Turquie - étant objectif visé dès la fondation de la Turquie républicaine- toutefois, la perception turque de cette initiative est bien au contraire pour plusieurs raisons, à part de celles imaginaires identitaires. Les défauts du processus en soi, les enjeux géopolitiques dans la zone concernée, les faiblesses d'intégration dans différentes dimensions, l'hétérogénéité de cette espace, ainsi que la présence d'autres acteurs plus fiables aux yeux des Turcs pour une coopération politique constituent les raisons de la réaction réticente de la Turquie à propos de la coopération euro-méditerranéenne.

Partant de ces hypothèses nous chercherons des réponses aux questions suivantes : quel est le rôle de l'identité dans l'orientation de la politique étrangère de la Turquie ? Quels sont les éléments fondateurs historiques et idéologiques de l'identité politique turque ? Quelles sont les motivations générales de la politique étrangère turque en Méditerranée ? L'idéologie dominante de la sphère politique intérieure influence-t-elle l'identité de la politique étrangère ? Que signifient la Méditerranée et l'Euro-Méditerranée pour la Turquie ? Pourquoi la Turquie a-t-elle du mal à conceptualiser la Méditerranée dans sa totalité ? Comment les relations avec la Grèce -le 'frère ennemie'- influencent sa perception méditerranéenne ? Comment la (re)production du sens de l'altérité et les affirmations identitaires réciproques influencent-elles les relations entre la Turquie et la Grèce ? Pourquoi la question chypriote est-elle centrale dans l'imaginaire méditerranéen de la Turquie ? A quel

¹⁰ Jean-François Pérouse, « La "mer blanche" des Turcs, en quoi la Turquie est-elle aussi méditerranéenne ? », *Hérodote*, n° 90, (juillet-septembre 1998), 163.

¹¹ Étienne Copeaux, « Manuels scolaires et géographie historique : le cas turc. Étude d'un corpus de cartes historiques scolaires », *Hérodote*, (1994), 74-75.

¹² Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », in *La Méditerranée turque* Edhem Eldem and Feride Çiçekoglu, (Paris, Maisonneuve & Larose, 2000).

niveau le conflit des deux nationalismes, turc et grec, influence-t-il la question chypriote ? Qu'est-ce que la coopération euro-méditerranéenne ? Quelle est sa place dans l'agenda de la politique étrangère turque ? Quelles sont les raisons des réticences turques à propos de la coopération politique en Méditerranée ?

Les limites de l'étude

Cette thèse se focalise sur les rapports de la Turquie en Méditerranée. La Méditerranée sera donc le cadre géographique de référence de notre étude. Toutefois, le concept de « Méditerranée » n'est pas uniforme, il suppose un positionnement politique, civilisationnel, historique, géopolitique, sinon culturel.

Au plan géographique, la mer Méditerranée est une mer intérieure délimitée par les terres qui l'enferment, par le détroit de Gibraltar à l'Ouest et les côtes du Moyen-Orient à l'Est. Elle est le point de rencontre de trois continents ; africain, asiatique et européen. Elle s'étend sur près de 45000 kilomètres de long et sur une superficie d'environ 2,5 millions de kilomètres carrés. Ses rives accueillent environ une vingtaine d'États et 450 millions d'habitants. Quasi fermée, la Méditerranée connaît très de peu moyens d'accès vers d'autres mers : le détroit de Gibraltar la relie à l'Océan Atlantique, à l'Ouest ; à l'Est, les Dardanelles et le Bosphore la rattachent à la mer Marmara et à la mer Noire ; et elle est reliée à la mer Rouge par le canal de Suez, au sud-est.¹³

Sur le plan géopolitique, il s'agit non seulement de la mer et de ses rivages, mais aussi des nombreux États qui entourent cette étendue marine, aussi bien que les acteurs transatlantiques et non-étatiques, avec des intérêts multiples. Pour emprunter l'expression à Yves Lacoste, il s'agit d'« un ensemble géopolitique très particulier ».¹⁴ La Méditerranée en tant que « seul grand ensemble géopolitique à être désigné par le nom d'une étendue marine »¹⁵ est à l'attention des diverses acteurs étatiques et non-étatiques (riverains, ou non-riverains). Par ailleurs, les États européens maintiennent des connexions historiques, socio-

¹³ Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée* (Paris: A. Colin, 2006) ; Bélig Nabhli, *Géopolitique de la Méditerranée* (Paris: Armand Colin, 2015), 12.

¹⁴ Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée* (Paris: A. Colin, 2006), 19.

¹⁵ Ibid

politiques et culturelles avec la Méditerranée et l'Union Européenne accorde une importance stratégique à cette zone sur plusieurs plans. Car la mer Méditerranée est, en quelque sorte, l'une des deux grandes frontières liquides, l'autre étant l'Océan Atlantique, à travers laquelle l'Europe est en communication avec le reste du monde. Ces zones sont essentielles pour son trafic maritime, sa défense, ses activités de pêche, entre autres.¹⁶

D'ailleurs, la Méditerranée a profondément contribué à former l'identité de l'Europe comme « configuration politique de l'Europe résulta en grande partie de la prédominance méditerranéenne »¹⁷. D'un côté, les rivages de la Méditerranée ont favorisé la naissance de la civilisation européenne, en Phénicie et en Grèce. C'est là que la cité, premier signe de l'organisation sociale, économique et politique des futurs Européens, est née et s'est développée. C'est aussi en Méditerranée que l'on trouve, dès l'Antiquité, les premières manifestations de la puissance maritime : la volonté d'exercer une suprématie politique dans une aire géographique grâce à sa force navale¹⁸. D'un autre côté, la mer Méditerranée a, d'une certaine manière, servi de terrain d'expérimentation à la première expression juridique du droit naturel, à un moment-clé où l'Europe des marchands, confrontée aux perspectives nouvelles que lui ouvraient les grandes découvertes maritimes, avait besoin d'un cadre juridique pour une nouvelle phase de son expansion¹⁹. De plus, la mer Méditerranée a mis en relation l'Europe avec d'autres continents et d'autres civilisations, et comme les objectifs commerciaux étaient présents dans les motivations qui poussaient à élargir l'horizon, l'établissement de comptoirs puis de colonies était aussi l'une des manifestations de la puissance maritime.²⁰

C'est une mer convoitée où les grandes puissances comme la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'URSS ont été longtemps en compétition, mais c'est aussi sur cette mer que l'Europe manifeste, pour la première fois, une volonté commune de se défendre : la bataille de Lépante (1572) remportée contre les Turcs par une force navale européenne, est un événement historique qui montre qu'« une défense européenne n'est pas un concept illusoire ».²¹

Toutefois, comme le note Anne Ruel, « l'idée moderne de Méditerranée est une invention récente qui s'établit en Europe au cours du XIX^e siècle, structurée tant par le

¹⁶ Pierre Papon, *Le sixième continent, géopolitique des océans*, (Paris : Editions Odile Jacob), 312

¹⁷ Michel Mollat du Jourdin, *L'Europe et la Mer*. (Editions du Seuil, 1993), 314.

¹⁸ Pierre Papon, *Le sixième continent, géopolitique des océans*, 164

¹⁹ Ibid, 165

²⁰ Ibid, 169

²¹ Ibid, 170, 312

discours que par la constitution de disciplines scientifiques, telles la géographie, les sciences naturelles ou l'archéologie ». ²² Dans le même sens, Jean-Robert Henry souligne : « aujourd'hui, le référent méditerranéen s'affiche de façon plus collective, comme une nouvelle façon de penser le rapport de l'Europe à l'outre-Méditerranée et de tenter de fonder une stratégie commune. Mais ceci n'anéantit pas le capital accumulé des perceptions et des pratiques particulières de la Méditerranée. » ²³

Par ailleurs, les éléments de confrontation et de conflits sont multiples dans cette zone, et le « concept même de Méditerranée est porteur de conflits d'interprétation ». ²⁴ Comme le note Jean-Robert Henry :

« l'idée méditerranéenne n'est pas uniforme, elle ne l'a jamais été depuis son émergence au dix-neuvième siècle, quand les pays européens portaient tout à la fois à la redécouverte symbolique de leurs racines orientales et à la conquête pratique de l'Orient contemporain. Durant plus d'un siècle, chacune des principales nations européennes a mené pour son compte cette double expérience d'appropriation de l'espace méditerranéen aux dépenses de l'Empire ottoman, et de réappropriation d'une mémoire des origines ». ²⁵

Il ajoute que « la pluralité des sensibilités méditerranéennes s'observe (...) au sein de chaque société, à travers différents types de discours – politiques, savants, littéraires – qui varient dans le temps. Car l'idée méditerranéenne ne reste pas non plus constante, même si nos attentes du moment poussent à lui reconstruire des filiations homogènes » ²⁶.

Ainsi, les rapports des Turcs en Méditerranée sont d'une nature complexe tant au niveau historique qu'au niveau géopolitique. Ces rapports sont composés de sensibilités plurielles à la base d'une mémoire qui renvoie à une construction identitaire étatique suite à une faillite historique. En effet, entre le moment de leur arrivée sur les rives de la mer Egée au Xème siècle et la chute de l'Empire Ottoman au début du XXème siècle, la mer, et

²² Anne Ruel, « L'invention de la Méditerranée comparaisons franco-allemandes » in *Politiques Méditerranéennes Entre Logiques Etatiques et Espace Civil Une Réflexion Franco-Allemande*, Jean-Robert Henry et Gérard (eds.), (Paris: Karthala, 2000), 29-39.

²³ Jean-Robert Henry, « Métamorphoses du mythe méditerranéen » in *Politiques Méditerranéennes Entre Logiques Etatiques et Espace Civil Une Réflexion Franco-Allemande*, Jean-Robert Henry et Gérard Groc (eds.), (Paris: Karthala, 2000), 41-56.

²⁴ Rémi Caucanas, *Relations Islamo-Chrétiennes En Méditerranée. Entre Dialogue Et Crispation* (Rennes: Presses Universitaires des Rennes, 2015), 15

²⁵ Jean-Robert Henry, « Métamorphoses du mythe méditerranéen ».

²⁶ Ibid

notamment la mer Méditerranée était un espace naturel d'expansion pour les turcs. Ces derniers ont eu accès aux mers Égée et Marmara jusqu'en 1081. Dès la fin du XI^{ème} siècle, la Méditerranée et la Mer Noire leur ont servi à établir une relation étroite et permanente avec l'Europe et, à partir de ce moment, plus jamais les Turcs n'interrompent leurs relations avec ce dernier²⁷. La puissance ottomane s'est élargie rapidement et particulièrement dans sa période d'expansion et a longtemps dominé la Méditerranée orientale étant « la plus grande puissance maritime de l'époque ».²⁸

La Méditerranée a donc été très marquée par la présence historique turque, cependant, au XX^{ème} siècle, le rapport des Turcs à la Méditerranée a connu un changement profond, plus particulièrement après la fin de la Première Guerre Mondiale.²⁹ Dans ce cadre, la Méditerranée actuelle est l'héritage des tensions et des bouleversements historiques, et est en relation directe avec la chute de l'Empire ottoman. Comme conséquence directe de la Première Guerre mondiale, la chute de l'Empire ottoman, qui attirait déjà l'attention des autres grandes puissances de l'époque (Empire russe, France, Grande-Bretagne, Italie, etc.) depuis qu'elle avait été considéré comme l'*homme malade* de l'Europe, engendre le grand bouleversement du XX^e siècle en Méditerranée.³⁰ Le plan de partage des puissance occidentale (le Traité de Sèvres), la guerre d'indépendance de la Turquie, le Traite de Lausanne annulant le traite de Sèvres et établissant les frontières actuelles de la Turquie, la non réalisation des ambitions des puissances occidentales sur les cotes méditerranéennes de la Turquie actuel, ont en quelque sort déterminé le rapport des Européennes à la Méditerranée, au cours du XX^e siècle, et ils ont servi à la production de l'imaginaire sécuritaire tant qu'identitaire méditerranéen à la Turquie à partir de la chute de l'Empire ottoman.

Dans ce cadre, à partir de la fondation de la Turquie républicaine, comme le note Gérard Groc, « (...) la Turquie n'est pas, à proprement parler, encline à se définir ni géographiquement, ni historiquement, ni culturellement, comme un pays méditerranéen ou comme un pays du 'Sud' (...) »³¹. Il ajoute ainsi, « la Méditerranée est restée, en Turquie, un

²⁷ Faruk Bilici, « l'histoire ottomane est avant tout une histoire européenne », Interview par Marine Copin, 13 juillet 2007, consulté en ligne : ovipot.hypotheses.org

²⁸ Halil Inalcik, Bulent Ari, « Bir Deniz Gucu olarak Osmanli Imparatorlugu ». consulté en ligne : http://www.shodb.gov.tr/pirireis/oturumlar/osmanli_deniz_egemenligi.htm

²⁹ Dorothee Schmid. "La Turquie et l'Union pour la Méditerranée: Un partenariat calculé". 65-76

³⁰ Jean François Coustilière, Pierre Vallaud, *Géopolitique et Méditerranée, la méditerranée ; un espace imaginaire et fracturé*, Volume 1, (Paris : L'Harmattan, 2014), 25.

³¹ Gérard Groc, « Le paramètre turc dans l'espace public méditerranéen », in *Politiques Méditerranéennes Entre Logiques Etatiques et Espace Civil Une Réflexion Franco-Allemande*. Eds. Jean-Robert Henry and Gérard Groc, (Paris: Karthala, 2000), 191-209, 194.

concept assez peu expressif, principalement parce qu'il était mesurée à des paramètres essentiellement nationaux (voir nationalistes), lesquels avaient été les axes majeurs de l'expérience kémaliste modernisante³².

Ainsi, ce présent travail se focalise sur les origines idéologiques et identitaires de l'éloignement de la Méditerranée qui présuppose aussi une conceptualisation géopolitique de cette dernière. Dans ce cadre, notre attention portera sur la perception turque de la Méditerranée autour de la question chypriote et les relations turco-grecques. Ce sont les deux principaux piliers de la politique étrangère turque en Méditerranée et ils constituent aussi l'« autrui » dans son affirmation identitaire. Notre attention portera aussi sur le concept d'« Euro-méditerranée », apparu comme conséquence des politiques de l'UE. Nous nous focaliserons ainsi sur la coopération euro-méditerranéenne ainsi que la position réticente de la Turquie à l'égard de cette dernière.

Faut-il annexer la mer Noire, la mer Égée et les Détroits à la conceptualisation géopolitique de la Méditerranée ? Nous inclurons aussi la mer Égée, mais écarterons la mer Noire et les Détroits. En fait, sur le plan géo-historique, comme le note Yves Lacoste :

« Quand les empereurs romains disent *Mare nostrum*, ils incluent la mer Noire (...) Dans les représentations de la Méditerranée que diffusent les ouvrages des géographes d'Europe occidentale, la mise à l'écart de la mer Noire commence au milieu du XIXe siècle, quand l'affaiblissement de l'Empire ottoman (...) fait craindre aux dirigeants anglais et français qu'elle prenne Istanbul et débouche au-delà des Détroits (...) La façon dont la géographie classique limite la Méditerranée par les Balkans et la Turquie est donc une représentation géopolitique implicite, mais fort efficace puisqu'elle pose, comme allant de soi, la mise à l'écart de la mer Noire. C'est sans doute aussi la conséquence de l'importance accordée en Méditerranée au contraste Nord-Sud entre la façade nord et la façade sud sous-développée... qui ne peut guère s'appliquer en mer Noire ».³³

En outre, notre exclusion la mer Noire vient aussi du fait que la cartographie et l'historiographie turques excluent ses représentations de la conceptualisation

³² Ibid, 191

³³ Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée* (Paris: A. Colin, 2006), 42,43.

méditerranéenne, mais aussi en raison de l'appellation des Turcs de la Méditerranée comme *Akdeniz* la « mer Blanche », par opposition à *Kara Deniz*, qui désigne la « mer Noire ».³⁴

Dans ce présent travail, même si nous avons délimité de la zone d'étude pour analyser l'affirmation identitaire de la politique étrangère turque, nous avons préféré ne pas limiter la période d'analyse. En revanche, pour mettre en évidence la signification de la Méditerranée pour la Turquie et pour une meilleure compréhension de ses politiques dans cette zone, nous nous trouvons dans l'obligation de souligner les périodes les plus marquées par une idéologie dominante sur l'affirmation identitaire. Dans ce sens, la période de fondation de l'État républicain, ou la construction de l'identité de la politique étrangère kémaliste tire ses racines, le passage au multipartisme et à la démocratie, également marqué par les crises idéologiques et identitaires, les années de guerre froide pendant lesquelles l'identité occidentale a été consolidée ; et la période d'AKP ou une re-conceptualisation identitaire a vu le jour, ont été privilégiés. Il faut également ajouter que ces périodes ne sont pas étudiées dans un cadre méthodologique historique linéaire et nous n'avons pas ambition d'élaborer toute l'histoire de la politique étrangère turque dans les détails. Bien au contraire, nous tenterons de comprendre la construction, la transformation et la consolidation de l'identité de la politique étrangère turque et de voir à quel niveau son imaginaire sécuritaire, basé sur son autodéfinition identitaire, influence sa perception de la géopolitique euro-méditerranéenne. Ainsi, toutes ces périodes ont été prises compte afin de se questionner sur l'importance des registres identitaires et idéologiques sur des politiques visant une zone spécifique, mais aussi de comprendre comment et pourquoi l'idéologie fondatrice peut ignorer une zone, ainsi que d'observer les points de rupture et de continuité.

Comme Jean-Baptiste Duroselle le souligne, toute étude de la politique étrangère d'une zone spécifique (*area study*) « fait à l'époque actuelle ne dispose que d'un ensemble de matériaux primaires, de monographies, insuffisant pour aboutir partout à des certitudes », et puisque « la situation actuelle, par définition même, en perpétuelle évolution, il faut donc de temps en temps reprendre le travail et le mettre à jour ».³⁵ Dans ce sens, après avoir commencé nos recherches, la géopolitique méditerranéenne a connu de profondes mutations. De plus, la transition politique des États de la région, après les événements du dit Printemps arabe, a changé l'atmosphère de l'enjeu tant régional qu'international. Egalement, la politique

³⁴ Paul Balta, *Méditerranée, Défis et enjeux*, (Paris : L'Harmattan), « Les Cahiers de Confluences », 2000, 8.

³⁵ Jean-Baptiste Duroselle, "L'étude des relations internationales : objet, méthode, perspectives" *Revue Française de Science Politique*, (volume2: no4, 1952), 694.

étrangère turque a connu des mutations vers la région, notamment avec la crise syrienne. Cette dernière qui comporte plusieurs dimensions en soi, a influencé les politiques de la Turquie au niveau intérieur (notamment le problème migratoire des réfugiés syriens – 2,5 millions de personnes - et la lutte contre le terrorisme) et extérieur (en particulier ses relations avec les grandes puissances et d'autres pays de la région). Dans ce sens, cette présente thèse n'a pas l'ambition d'apporter une analyse exhaustive de la sécurité en Méditerranée ni même des stratégies qui s'y appliqueraient. Comme la situation politique autour du bassin méditerranéen a été modifiée depuis le Printemps arabe, les relations euro-méditerranéennes et les enjeux géopolitiques ont été bouleversés non seulement pour la Turquie mais aussi pour tous les pays de la zone, ainsi que d'autres acteurs extérieurs. Par exemple, la guerre en Libye a changé ses paramètres des relations avec l'Italie mais aussi avec la France et la Grande-Bretagne. L'intervention de l'Europe et de l'OTAN a créé des tensions avec l'Algérie mais également avec des acteurs extérieurs, tels que la Chine et la Russie. La révolution tunisienne a modifié les relations de la Tunisie avec ses voisins et avec la France. De plus, la confrontation en Syrie a mis fin à la tentative de rapprochement de ce pays avec la France, initiée en juillet 2008, et les relations turco-syriennes deviennent de plus en plus tendues chaque jour.³⁶

Ainsi ce sujet qui nécessite une élaboration en détail, ne constitue pas l'un des objectifs de notre travail. Car cette thèse se focalise sur les dimensions 1) les relations gréco-turques 2) la question chypriote et 3) la coopération euro-méditerranéenne, excluant la dimension Moyen-Orient dans la perception de la Méditerranée par la Turquie. Ce n'est pas parce que cette dernière mérite moins d'attention, cela provient justement de la limitation de notre cadre de travail. D'un autre côté, les sujets que nous tenterons d'étudier comme les relations gréco-turques et le problème chypriote sont très vaste et au caractère hautement conflictuel. Comme le note Michel Bozdemir, « toute tentative d'analyse d'un conflit en cours, quel que soit le bien fondé des hypothèses adoptées et la bonne foi des sources utilisées, demeure aléatoire : l'histoire n'y est encore qu'à moitié vécue et tout État est capable de trouver mille prétextes pour faire prévaloir son point de vue »³⁷. Ainsi, nous avons objectif de donner une vue d'ensemble, aussi cohérente que possible, de la Turquie concernant ces sujets, sans exclure les points de vue des autres acteurs concernés. D'autre

³⁶ Jean François Coustillière, Pierre Vallaud, *Géopolitique et Méditerranée, la méditerranée ; un espace imaginaire et fracturé*, Volume 1, (Paris : L'Harmattan, 2014), 8,9.

³⁷ Michel Bozdemir, *Les Clés de la Méditerranée Orientale : Turquie, Grèce, Chypre* (Dossier no 25: Fondations Pour les Etudes de Défense Nationale, 1989). 5.

part, quand nous avons commencé nos travaux de recherche, et au moment de formuler notre problématique et de penser au contenu de la thèse, les soulèvements en Méditerranée orientale n'avaient pas encore vu le jour. Par conséquent, ce présent travail ne peut s'appuyer sur peu de ces situations mouvantes, étant en transformation radicale et ayant des conséquences considérables pour la région et le système international. Ainsi, ces thèmes que nous ne pourrons élaborer au cours de ce travail, détermineront l'axe de nos futures recherches académiques.

Méthodologie

Ayant profité des ressources dans trois langues, français, turc, anglais, nous avons pu consulter de nombreux documents officiels, travaux académiques et journaux sur notre thème de recherche. Nous avons utilisé les méthodes qualitatives et herméneutiques dans le cadre de notre thèse. Il s'agit de rassembler et d'interpréter un ensemble d'éléments destinés à soutenir notre propos, à savoir des textes officiels, des analyses de discours, des livres et des articles de revues spécialisées dans les relations internationales, ainsi que des informations provenant d'Internet (site des Ministères des Affaires Etrangères, sites de revues scientifiques, site des *think tanks*, etc.). Malgré la multiplicité des ressources sur quelques dimensions théoriques et des relations conflictuelles gréco-turques et la question chypriote; la rareté des ressources académiques analysant la dimension turque des relations euro-méditerranéennes qui attire très peu l'attention des milieux académiques ont beaucoup limité l'usage de ces ressources. Ainsi, afin de contre - balancer le vide de la littérature sur les sujets étudiés et d'assurer l'originalité du travail, des entretiens ont été effectués en France, (Paris, Strasbourg, Nice), en Turquie (Ankara, Istanbul, Izmir), à Chypre (Nicosie), en Italie (Catane), en Espagne (Barcelone) dans les années 2008, 2010 et 2014 avec des diplomates, des hommes politiques, des professeurs, et des responsables des institutions concernées. Ainsi, dans le but d'enrichir ce travail, ces entretiens qualitatifs ont été effectués dans les différents départements du Ministère des Affaires Etrangères de Turquie, avec les diplomates chargés des Affaires à l'Ambassade de Turquie à Paris, les spécialistes du Secrétariat Général turc pour les Affaires Européennes, le Sous-Secrétariat du Trésor du Premier Ministère de Turquie, les experts de la Direction Générale des Affaires Européennes du Sous- secrétariat du Commerce Extérieur de Turquie, les députés de tous les partis politiques (y compris des anciens ministres) représenté (2014) à

l'Assemblée Nationale de la Turquie, les représentants de la Turquie dans l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, l'ancien ministre des Affaires Etrangères de la République turque de Chypre du nord, des professeurs spécialisés en politique étrangère turque et en géopolitique méditerranéenne, ainsi que des représentants des acteurs-clés dans la coopération euro-méditerranéenne³⁸. Au cours de ces études de terrain, l'une des difficultés observées était d'accéder aux personnes vraiment concernées. Par exemple, dans le Ministère des Affaires Etrangères de Turquie, il n'y a pas de département spécialisé sur la Méditerranée – ce qui reflète aussi sa perception méditerranéenne- la zone est donc sous l'attention des différents départements sous diverses directions générales. Egalement, le Ministère de l'Union Européenne de Turquie ne possède pas, en son sein, de département qui s'occupe des politiques régionales telles que la coopération euro-méditerranéenne, se focalisant notamment sur l'intégration européenne, l'ouverture et l'adaptation des chapitres de négociation en vue d'adhésion du pays à l'UE. De même, les interviewés, notamment les responsables des institutions gouvernementales et même parfois des députés des partis politiques turcs -d'une signification-clé pour l'idéologie qu'il représente- nous ont demandé de ne pas citer leurs noms et ont largement préféré la généralisation. En outre, chaque fois que nous posions des questions spécifiques sur la signification de la Méditerranée, sur la perception méditerranéenne de la politique étrangère turque, et les politiques méditerranéennes de la Turquie ; nous avons obtenu des réponses marquées par l'*européanité* de la Turquie que son *méditerranéité*, ce qui constitue aussi l'un de nos points de départ : la Méditerranée et ses représentations sont largement absentes dans la mentalité politique turque.

Annonce du Plan

Cette thèse se divise en trois parties et de dix chapitres. La première partie qui est composée de quatre chapitres, est consacrée aux racines idéologiques et historiques de l'identité de la politique étrangère turque, elle tente d'élaborer l'imaginaire identitaire de la Turquie dans une perspective théorique. Le premier chapitre se concentre sur la perspective théorique dans l'analyse de la politique étrangère et étudie l'approche constructiviste des relations internationales. Le deuxième est consacré à l'héritage historique ainsi qu'à la

³⁸ Pour la liste des interviewés voir la fin de la Bibliographie

création et l'institutionnalisation de l'identité officielle turque autour des concepts de *modernisme*, d'*occidentalisme* et de *kémalisme*. Dans le troisième chapitre, nous élaborons la crise d'identité autour des idéologies dominantes en Turquie et analysons la nécessité d'une redéfinition identitaire pendant la période d'après guerre froide. Le dernier chapitre de la première partie est consacré à la transformation de l'identité depuis les années 2000 et nous étudions la nouvelle conceptualisation de la politique étrangère turque avec les éléments de continuité et de rupture dans l'affirmation identitaire et idéologique.

La deuxième partie se focalise sur la position géopolitique de la Turquie en tant qu'élément de son identité nationale. Elle élabore les relations gréco-turques et la question chypriote dans une perspective identitaire. Le premier chapitre de cette partie tente de donner un cadrage théorique sur l'utilisation de la position géographique en tant que source de la puissance d'un État, en élaborant les discours géopolitiques centraux en Turquie, ainsi que ses réflexions sur l'affirmation identitaire. Le deuxième chapitre de la deuxième partie a pour but d'analyser les relations gréco-turques dans perspective également identitaire en mettant l'accent sur la production et reproduction de l'altérité dans les deux sociétés et leurs influences politiques. Le dernier chapitre de cette partie se focalise sur la question chypriote, centrale dans l'imaginaire turque de la Méditerranée, en soulignant le conflit des deux nationalismes, turc et grec.

La troisième partie est consacrée à la coopération euro-méditerranéenne et la position de la Turquie dans cette initiative européenne. En analysant la perception méditerranéenne de la politique étrangère turque, nous mettons en évidence les causes des réticences turques à propos de cette coopération. Ainsi, le premier chapitre de cette partie étudie la Méditerranée en tant qu'une zone de contact et de confrontation. Le deuxième vise à explorer la position de la Turquie dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne, en analysant le Partenariat Euro-Méditerranéen ainsi que ses dispositions et ses défauts. Le dernier chapitre est dédié à la perception turque de l'Union pour la Méditerranée et s'interroge sur les obstacles devant la coopération politique euro-méditerranéenne.

PARTIE I. L'ANALYSE DE LA POLITIQUE ETRANGERE
TURQUE : LES FONDEMENTS HISTORIQUES ET
IDEOLOGIQUES DE LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Introduction

Partant du fait que « l'identité et le sens d'altérité vont de pair »³⁹, l'histoire ottomane constitue l'« autre » fondateur de la République de Turquie dans la construction de son identité, sous la forme d'éloignement de soi-même. En d'autres termes, le passé ottoman en tant qu'« autre » constructif du nouvel État, ne se trouve pas à l'extérieur mais à l'intérieur de ce dernier. En définissant l'« autre » comme un élément constructif de ce que « l'un ne veut pas être », l'histoire ottomane - avec sa philosophie de règne, l'origine et les formes de sa souveraineté, sa composition culturelle et même les interactions avec d'autres États - réunit des éléments de ce que la nouvelle Turquie ne veut pas être. Cependant, afin de garantir l'identité d'un État et de légitimer son entité à l'intérieur, il importe de s'identifier par rapport aux « autre(s) géopolitique(s) » en terme de menace externe. Dans ce sens, l'identité est le produit de l'ensemble des pratiques basées sur les discours relatif au « danger » perçu, compte tenu des « menaces » (internes et /ou externes)⁴⁰.

Même si l'argument selon lequel l'identité de la Turquie républicaine s'est produite sans une « autre » géopolitique externe est largement crédité, du fait de la réalité que l'« autre » fondateur est sa propre histoire⁴¹, il est indéniable que les « autres externes » ont joué des rôles constructifs. Dans ce sens, le Moyen Orient⁴², la Grèce⁴³ et l'URSS⁴⁴ constituent les « autres » distanciés et l'Occident, l'« autre » rapproché dans la construction de l'identité nationale de la Turquie. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle ces « autres

³⁹ Alex Macleod, "L'Approche Constructiviste de la Politique étrangère," in *Politique étrangère. Nouveaux Regards.*, ed. Frédéric Charillon (Paris: Presses de Sciences Po, 2002), 72.

⁴⁰ David Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998), 68.

⁴¹ Voir Saban H. Calis, *Hayalet Bilimi Ve Hayali Kimlikler; Neo-Osmanlılık, Özal Ve Balkanlar* (Konya: Cizgi Kitabevi, 2004), 51-101. ; Birol Akgun and Saban Calis, "Tanrı Dağı Kadar Türk, Hira Dağı Kadar Müslüman: Türk Milliyetçiliğinin Terkibinde İslamcı Doz," in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt IV: Milliyetçilik*, ed. Tanil Bora (Istanbul: İletişim Yayınları, 2003), 587. ; Tanil Bora, "Cumhuriyetin İlk Döneminde Milli Kimlik," in *Cumhuriyet, Demokrasi ve Kimlik*, ed. Nuri Bilgin (Istanbul: Bağlam Yayınları, 1997), 58.; Suleyman Seyfi Ogun, "Türk Milliyetçiliğinde Hakim Millet Kodunun Dönüşümü," in *Cumhuriyet, Demokrasi, Kimlik*, ed. Nuri Bilgin (Istanbul: Bağlam Yayınları, 1997), 224.

⁴² Yucel Bozdaglioglu. *Turkish foreign policy and Turkish identity: A Constructivist Approach.* (Routledge, 2003).

⁴³ Herkül Millas, "Milli Türk Kimliğine 'Öteki' (Yunan)", *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt IV: Milliyetçilik*, 193-201.

⁴⁴ Fulya Ereker, « Dis Politika ve Kimlik : İnsaci Perspektiften Turk Dis Politikasinin Analizi » (Ankara Üniversitesi, 2010).

externes constructifs » de l'identité politique turque sont en même temps les éléments principaux dans la perception de la Méditerranée à travers la politique étrangère turque. D'après cette hypothèse qui constitue notre point de départ, la négligence envers la Méditerranée, l'indifférence vis-à-vis de la coopération euro-méditerranéenne, ainsi que la mentalité de négation de la Méditerranée et des valeurs qu'elle représente, sont des produits de la construction identitaire et idéologique.

Cette thèse se focalise sur l'analyse de l'identité de la politique étrangère turque dans une perspective *constructiviste* de Relations Internationales. Ainsi, cette partie vise à analyser les racines historiques et idéologiques de l'identité nationale de la Turquie, dans la mesure où cette identité est directement liée à l'orientation de sa politique étrangère, notamment dans la Méditerranée. Elle envisage d'étudier la production et la reproduction de l'identité nationale turque, ainsi que l'influence de l'Occident dans cette production à partir de la nation-building républicaine. Nous allons tout d'abord tenter de montrer comment *l'identité occidentale* de la Turquie a été construite, comment cette identité a été institutionnalisée et comment elle influe – traditionnellement - sur les orientations de la Turquie. En étudiant les éléments identitaires et idéologiques fondamentaux - dès leur origine - de la politique étrangère turque, l'approche constructiviste des Relations Internationales nous servira de base théorique. De ce fait, après avoir élaboré le constructivisme et ses aspects sur l'analyse de la politique étrangère et justifié le choix du constructivisme (*holistique*) dans le premier chapitre, nous consacrerons le deuxième chapitre à l'héritage ottoman ainsi qu'à la création et à l'institutionnalisation de l'identité nationale turque autour des concepts de *modernisme*, d'*occidentalisme* et de *kémalisme*. Dans le troisième chapitre, nous élaborerons la crise identitaire autour des idéologies dominantes en Turquie et nous analyserons la nécessité d'une redéfinition identitaire pendant la période après la guerre froide. Le dernier chapitre de cette partie sera consacré à la transformation de l'identité sous le gouvernement d'AKP, au pouvoir depuis 2002. Nous nous interrogerons sur les éléments de continuité et de rupture de cette dernière période autour de la conceptualisation théorique de *Profondeur Stratégique*.

Chapitre 1 : Le cadre théorique : l'analyse de la politique étrangère et l'approche constructiviste

1.1. L'analyse de la politique étrangère

La description et l'analyse des comportements d'un État vis-à-vis d'un autre État et/ou d'une région spécifique, ainsi que des rapports interétatiques figurent parmi des éléments principaux de l'étude des Relations Internationales. L'ensemble des décisions, des attitudes et des comportements produits par un État dans ses relations avec d'« autres », et son positionnement dans le système international forment sa *politique étrangère*. Bien que de nombreuses études soient consacrées à l'analyse de la politique étrangère, la définition de cette dernière est un sujet problématique pour le chercheur aussi bien que pour le décideur car les dilemmes sont nombreux pour chacun d'eux⁴⁵. La définition de la politique étrangère varie selon des perspectives, théories et points de vue différents. Pour la plupart, il existe une continuité entre la politique étrangère et la politique intérieure ; la première étant une extension de la seconde. De ce point de vue, la politique étrangère et la politique intérieure sont « deux terrains d'application de la même activité politique » dont le but principal est de « maintenir la cohésion nationale »⁴⁶. Dans ce sens, Meyriat définit la politique étrangère comme « le choix des relations qu'il faut favoriser ou limiter, nouer ou interrompre, intensifier ou espacer ; choix opéré par le gouvernement, en accord ou non avec la majorité de la nation, sous la pression ou non de particuliers, mais toujours par référence à la valeur politique fondamentale qu'est la cohésion nationale »⁴⁷. Ainsi, la politique étrangère se présente comme « l'instrument par lequel l'État tente de façonner son environnement politique international, mais elle n'est plus seulement une affaire de relations entre des gouvernements. Elle peut être vue comme une politique publique mise en œuvre par les services de l'État avec des moyens précis afin d'atteindre les objectifs définis »⁴⁸. Toutefois, c'est une « politique publique très particulière » parce que ses actions dépassent le territoire national et qu'elle « consiste à réagir ou à s'adapter à des événements externes »⁴⁹.

⁴⁵ Frédéric Charillon, ed., *Politique étrangère. Nouveaux Regards* (Paris: Presses de Science Po, 2002), 13.

⁴⁶ Jean Meyriat. « L'étude de la politique extérieure » *Revue française de science politique*, (Volume 11, 1961), 145.

⁴⁷ Ibid, 146

⁴⁸ Frédéric Charillon, *Politique étrangère...*, 13.

⁴⁹ Ibid.

Cependant, malgré sa perception en tant que « gardienne des intérêts à long terme d'un État », elle ne fait pas l'objet d'un Ministère des Affaires Etrangères car d'autres acteurs existent dans le jeu politique. Les acteurs qui influencent le processus de prise de décision sont multiples : les OIG (organisations internationales gouvernementales), les ONG (les organisations non gouvernementales), les entreprises transnationales, les mouvements religieux, les acteurs privés, etc.⁵⁰.

Qui fait la politique étrangère en Turquie ? et comment celle-ci est-elle réalisée ?

Bien que l'élaboration de la politique étrangère en Turquie soit l'activité des élites bureaucratiques, comme dans la plupart des États, les acteurs non-étatiques tels que les media, les think-thanks, les universités, les associations et milieux des affaires, les syndicats et l'opinion publique influent à un certain degré dans le processus de prise de décisions. En revanche, les acteurs non-étatiques sont facilement manipulés par les acteurs étatiques, et la relation entre les institutions de l'État et la société civile reste donc inégale⁵¹⁵².

Les trois institutions responsables dans la formulation de la politique étrangère en Turquie, durant la plus grande partie du vingtième siècle, sont le premier ministre, le Ministère des affaires étrangères et l'Armée. Le Ministère des affaires étrangères fournit l'expertise et est responsable du déroulement quotidien de la politique extérieure. Il peut offrir des options alternatives au gouvernement dans un domaine spécifique, et peut aider à parvenir à une décision ultime. Bien que le gouvernement ait le dernier mot, le Ministère des affaires étrangères est très influent jusqu'à arriver à la décision finale⁵³. Quant à l'influence du Ministre des affaires étrangères, elle dépend du caractère, de la compétence et des valeurs politiques de celui qui occupe cette position. Traditionnellement, et jusqu'à tout récemment, l'Armée participait au processus de prise de décision dans la politique étrangère par le biais du *Conseil national de Sécurité (CNS)* (en turc *Milli Güvenlik Kurulu* ou *MGK*) étant une institution

⁵⁰ Ibid, 17

⁵¹ Umut Uzer, *Identity and Turkish Foreign Policy: The Kemalist Influence in Cyprus and the Caucasus* (London & New York: I. B. Tauris, 2011), 76.

⁵² Pourtant, il est important de souligner que dans certains moments critiques le media et les ONG sont très influents sur l'opinion publique. Par exemple les journaux comme *Milliyet*, *Hurriyet*, *Sabah*, *Cumhuriyet* ainsi que *L'Association des Industriels et Hommes d'Affaires et Turcs (TUSIAD)* ont été les tenants principaux de l'accession de la Turquie à l'UE, et les journalistes ainsi que les académiciens ont joué un rôle important pour augmenter la sensibilité à ce sujet à la veille de la décision de commencement des négociations à l'UE.

⁵³ Entretiens effectués avec des diplomates turcs dans le Ministère des Affaires Etrangères, Ankara, Turquie ; et Entretiens effectués dans l'Ambassade de Turquie, Paris France, 2010, 2012, 2014

constituée de civils et de militaires⁵⁴. Elle est présidée par le Président de la République et comprend le chef d'état-major, des généraux qui commandent les forces armées, le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères. Instituée en 1961, son rôle a été considérablement renforcé par la Constitution de 1982, qui en a fait une véritable instance de contrôle et de surveillance. Après la réforme de 2003, le poste de secrétaire général a été confié à un civil et l'influence du CNS a été considérablement réduite : il est devenu un organe essentiellement consultatif.

Au niveau constitutionnel (Article 112), le gouvernement détermine la politique étrangère et assume des responsabilités. Quant au Ministère des affaires étrangères, il propose des options alternatives et applique les décisions du gouvernement. L'Assemblée Nationale, quant à elle, ratifie les traités internationaux, et procède aux déclarations de guerre. Elle est aussi responsable de déployer des troupes turques en terre étrangère ou des troupes étrangères en Turquie⁵⁵. Le MIT (*l'Organisation Nationale d'Intelligence*) (*Milli Istihbarat Teskilati en turc*) a très peu d'influence sur la formulation de la politique étrangère et ne fournit que des informations aux institutions concernées⁵⁶.

Les acteurs qui influencent le processus de prise de décisions sont multiples. Quel cadre théorique faut-il alors adopter analyser la politique étrangère ? Selon Charillon, il existe plusieurs moyens théoriques pour ce faire et l'on peut distinguer les approches qui en permettent l'interprétation et, d'autre part, celles qui lui sont entièrement consacrées⁵⁷. Les premières, comme le réalisme (et le néo-réalisme), le libéralisme, le constructivisme, etc., offrent des cadres généraux permettant d'appréhender les acteurs, leurs actions et interactions, les systèmes ou les structures. Les secondes (*foreign policy analysis* par exemple) font de la politique étrangère l'objet même de leurs travaux. D'un côté, les deux moyens offrent des champs d'analyse très vastes, mais de l'autre s'imposent des limitations dans l'étude⁵⁸.

Dans cette thèse, nous nous concentrons sur le constructivisme qui fait partie des premières approches. Nous croyons que le constructivisme est le meilleur cadre théorique dans le cas de la Turquie, et ce particulièrement dans l'espace (euro-)méditerranéenne car dès sa fondation en 1923, son identité politique et son autodéfinition : *occidentale, moderne,*

⁵⁴ Alan Makovsky and Sabri Sayari, « Introduction » in *Turkey's New World: Changing Dynamics in Turkish Foreign Policy* (Washington, DC: Washington Institute for Near East Policy, 2000), 4.

⁵⁵ Baskin Oran, *Türk Dis Politikasi 1919-1980*, (IletisimYayinlari, 2004), 91, 92

⁵⁶ Umut Uzer, *Identity and Turkish Foreign Policy*, 77

⁵⁷ Frédéric Charillon, ed. *Politique étrangère. Nouveaux Regards*. (Paris: Presses de Science Po, 2002), 15.

⁵⁸ Ibid

laïque, séculaire et européenne- et la redéfinition de cette identité en rajoutant des éléments autrefois négligés : *occidentale mais orientale en même temps, puissance régionale, séculaire mais musulman en même temps-* se trouve au cœur de l'orientation de sa politique étrangère, montrant parfaitement la perception turque de la Méditerranée. Comme les partisans des différents courants du constructivisme ne s'unifient pas sur l'adaptation des principes du courant, après avoir introduit les concepts généraux du constructivisme qui le différencie des théories rationalistes purement matérialistes, nous nous centrerons sur le constructivisme *holistique* (le modèle interactif) offrant un cadre intégral des éléments internes et externes qui influencent la prise de décisions dans la politique étrangère.

1.2. Le constructivisme contre les théories rationalistes

Le réalisme et le néoréalisme, à savoir les théories rationalistes, ont longtemps dominé l'étude des Relations Internationales. Notamment pendant la période de l'après deuxième guerre mondiale et de la guerre froide, la tradition (néo)réaliste est restée au cœur des analyses théoriques. Le néoréalisme⁵⁹ étant une théorie structuraliste considère l'État (« la boîte noire ») comme la seule unité d'analyse tentant de survivre dans le système international « anarchique ». Pour les néoréalistes, la première préoccupation des États est leur sécurité, et celle-ci peut être atteinte par 1) l'augmentation des capacités militaires et 2) la constitution des alliances. En offrant la théorisation du « dilemme de sécurité » et de « l'équilibre des puissances », ils croient que le jeu international est un « jeu à somme nulle ». En sous estimant l'importance des facteurs internes, leur analyse se maintient au niveau des rapports entre des acteurs rationnels qui maximisent leurs intérêts nationaux dans le système anarchique. En revanche, dans le nouveau système mondial d'après la guerre froide, qui n'est plus bipolaire, les intérêts « purement nationaux » et le système « anarchique » sont devenus incapables d'expliquer les règles du jeu politique pour plusieurs. Ainsi, les dernières décennies ont été marquées par la critique du néoréalisme et les demandes pour de nouveaux paradigmes.

⁵⁹ Voir : Kenneth N. Waltz. *Man, the State, and War : A Theoretical Analysis*, 1959 (1ère ed). (Columbia University Press, 2001) ; Kenneth Waltz. *Theory of International Politics*, (New-York, McGraw-Hill, 1979). Kenneth N. Waltz. « Reflections on Theory of International Politics. A Response to My Critics » in Robert Keohane (ed) *Neorealism and Its Critics*, 1986 ; Kenneth N. Waltz « Realist Thought and Neorealist Theory », in Charles W. Kegley (ed.), *Controversies in International Relations Theory: Realism and the Neoliberal Challenge*, (New York, St Martin's Press, 1995), 67-82.

Après la domination des approches réalistes, néoréalistes et néolibérales, l'émergence du constructivisme, vers la fin des années 1980, a apporté une nouvelle conception dans la théorie des Relations Internationales, également appelée le « troisième débat »⁶⁰. En soulignant les approches sociologiques négligées par les néoréalistes et les institutionnalistes néolibéraux, le but du constructivisme est de chercher à comprendre l'origine de la « réalité » dans les relations internationales, et comment celle-ci est « socialement construite ». Il considère que cette réalité n'est ni objective ni purement *subjective* mais *intersubjective* - en termes d'interactions entre les *agents* qui prennent en compte des *normes*, des *identités* et des *intérêts*⁶¹.

Le constructivisme est une approche relativement nouvelle dans les relations internationales, bien que l'on trouve ses origines intellectuelles en philosophie⁶² et en sociologie⁶³. C'est l'ouvrage de Peter Berger et Thomas Luckmann : *La construction sociale de la réalité*⁶⁴, qui a ouvert la voie au constructivisme dans les sciences sociales. Ces deux auteurs montrent comment la réalité est socialement construite en partant de trois hypothèses : le fondement de la connaissance de la vie quotidienne est le langage ; la société comme réalité objective soumet l'individu au pouvoir ; la société comme réalité subjective est l'identification à l'autre.

⁶⁰ Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflits*, 54, (2004), 13-51.

⁶¹ Voir Alexander Wendt. « Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics ». *International Organization*, 46, (1992), 391-425 ; Alexander Wendt, « Constructing International Politics » *International Security* Vol 20 no1, (Summer 1995); Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1999).

⁶² On voit ses origines intellectuelles chez des philosophes comme Emmanuel Kant (1724-1804), Ludwig Wittgenstein (1889-1951) ou encore des sociologues comme Max Weber (1864-1920), Georg Simmel (1858-1918) et Emile Durkheim (1858-1917). Voir Florent Parmentier, « Vers un 'constructivisme tempéré'. Le constructivisme et les études européennes », (avril 2008, Science Po, Centre d'Etudes Européennes) : « Le sociologue français a inspiré le constructivisme sur plusieurs plans ; il a développé une conception spécifique des faits sociaux (voir son ouvrage classique *Le suicide*), a accordé une centralité aux croyances et aux sentiments communs (la « conscience collective »), et a échappé à l'alternative ontologique entre individualisme et transcendantalisme. Plus encore, Weber a une influence très importante sur le constructivisme, en cherchant à éviter l'alternative méthodologique entre le subjectivisme de l'école historique allemande et le positivisme de l'école théorique autrichienne (la théorie de l'utilité marginale) et du marxisme. Sur Durkheim, Weber, et le constructivisme, voir John Gerard Ruggie, "What Makes the World Hang Together? Neo-utilitarianism and the Social Constructivist Challenge", *International Organization*, Vol.52, n°4, (1998).

⁶³ Voir Peter L Berger and Thomas A. Luckmann, *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge* (London: Allen Lane The Penguin Press, 1967).; Anthony Giddens, *The Constitution of Society* (Berkeley: University of California Press, 1984).

⁶⁴ Peter L Berger and Thomas A. Luckmann, *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge* (London: Allen Lane The Penguin Press, 1967).

A partir des années 1980, le constructivisme, dans le domaine des Relations Internationales, a été lancé et développé par les travaux de Nicholas Onuf⁶⁵, Friedrich Kratochwil⁶⁶, John Ruggie⁶⁷, et Alexander Wendt⁶⁸. Selon Nicholas Onuf, qui est l'un des promoteurs de l'approche, le constructivisme « prétend que les gens font la société, et (que) la société fait les gens »⁶⁹. Pour Alexander Wendt, il s'établit de la façon suivante : « les structures de l'association humaine sont déterminées principalement par des idées partagées plutôt que par des forces matérielles, et les identités et les intérêts des acteurs sont construits par ces idées plutôt que donnés par la nature »⁷⁰. Autrement dit, les acteurs, « les agents », ont des identités qui participent à la création de leurs intérêts, qui, eux, influencent leurs attitudes et leurs rapports avec d'autres agents⁷¹. Les constructivistes ne rejettent pas totalement l'importance des facteurs matériels, mais, contrairement aux néoréalistes, ils croient que les idées comptent et que les identités, et donc les intérêts, ne peuvent être traités comme de simples données constantes⁷². Les théories rationalistes acceptent les États comme des acteurs unitaires et rationnels évoluant dans le système anarchique ; l'État est donc admis comme une donnée naturelle du système international. Indépendant de son régime interne, il agit face aux autres États selon son intérêt national qui est basé sur la sécurité (pour les néoréalistes) ou sur bien-être économique (pour les néolibéraux)⁷³. En revanche, les constructivistes introduisent la notion du monde « socialement construit », et plutôt culturaliste, en rejetant la vision

⁶⁵ Nicholas G. Onuf, *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations* (Columbia, SC: University of South Carolina Press, 1989).

⁶⁶ Friedrich Kratochwil, "The Force of Prescription", *International Organization*, Vol.38, n°4, (1984), 685-708; Friedrich V. Kratochwil, *Rules, Norms, and Decisions: On the Conditions of Practical and Legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs* (Cambridge: Cambridge University Press, 1989).

⁶⁷ Friedrich Kratochwil and John Gerard Ruggie, "International Organization: A State of the Art on an Art of the State," *International Organization* 40, no. 04 (September 1986), 753-775.

⁶⁸ Alexander Wendt, "Anarchy Is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics," *International Organization* 46, no. 02 (March 1992) 391-425 ; Alexander Wendt, "Constructing International Politics," *International Security* 20, no. 1 (summer 1995); Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics* (Cambridge, U.K.: Cambridge University Press, 1999).

⁶⁹ Nicholas G. Onuf, *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations* (Columbia, SC: University of South Carolina Press, 1989).

⁷⁰ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, 1.

⁷¹ Alex Macleod, "Les études de Sécurité: Du Constructivisme Dominant Au Constructivisme Critique," *Cultures & conflits*, no. 54 (2004), 13-51.

⁷² Alex Macleod, "L'Approche Constructiviste de la Politique étrangère," in *Politique étrangère. Nouveaux Regards.*, ed. Frédéric Charillon (Paris: Presses de Sciences Po, 2002).

⁷³ Ibid. 68

purement matérialiste d'État qui ne souligne que l'importance des ressources matérielles, militaires et économiques⁷⁴.

Donner un cadre précis pour le constructivisme n'est pas une tâche aisée, tout au moins pour trois raisons. En premier lieu, le constructivisme n'est pas accepté comme un véritable paradigme ou « théorie »⁷⁵ au sens strict⁷⁶. On le décrit comme une « approche »⁷⁷, « une approche ou un style »⁷⁸, « une méthode plus que toute autre chose »⁷⁹, une « approche de portée théorique envers l'étude des relations internationales »⁸⁰, ou comme un « ensemble d'approches inter-liées, plutôt qu'une approche complètement cohérente »⁸¹. En deuxième lieu, il existe d'autres approches qui partagent une vision de la politique étrangère laquelle est « socialement construite ». Dans ce sens, il ne faut pas le confondre avec la théorie critique et le postmodernisme. Malgré la tendance de le nommer comme « théorie critique » ou postmodernisme (comme c'est le cas du néoréaliste John Mearsheimer et de la réaliste

⁷⁴ Ibid. 67

⁷⁵ Qu'est-ce qu'on comprend d'une « théorie » ? C'est un sujet problématique à cause de la dichotomie entre la compréhension hard positiviste qui est dominant aux Etats-Unis et la compréhension soft réflexive qui est commun en Europe. Les européennes souvent utilisent le terme « théorie » pour tous qui organise un domaine systématiquement ; qui structure des questions et qui établit des liaisons entre des concepts et catégories qui sont inter-liés l'un aux autres. Par contre selon la dominante tradition américaine, en générale la théorie nécessite une définition positiviste alors qu'une théorie se définisse en termes de sa forme opérationnelle et s'explique les relations entre la cause et les conséquences. Ce genre de théorie doit comprendre les hypothèses testables de la nature causale. Alors, la théorie doit simplifier la réalité. Pour les théoriciens, le but c'est de trouver la plus efficace explication dans les cas où il y a peu de facteurs qui peuvent expliquer un grand nombre de cas. Comme dans l'exemple de Kenneth Waltz (1979) : son théorie parcimonieuse des relations internationales ; l'idée d'un système anarchique internationale pour expliquer la distribution des capacités est le point clés pour comprendre les éléments principales des relations internationales pour toute l'histoire du monde. Pour ce débat voir: Ole Wæver, "The Sociology of a Not so International Discipline: American and European Developments in International Relations," *International Organization* 52, no. 4 (October 1, 1998), 687-727 ; Amitav Acharya, and Barry Buzan, eds. *Non-Western International Relations Theory: Perspectives on and Beyond Asia*. (London: Routledge, 2010), 3,4 ; Martin Hollis and Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations* (New York: Clarendon Press, 1990).

⁷⁶ Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique »

⁷⁷ Ted Hopf, « The Promise of Constructivism in International Relations Theory », *International Security* 23, no. 1 (1998),

⁷⁸ Robert Jervis, "Realism in the Study of World Politics," *International Organization* 52, no. 4 (October 1, 1998) ;

⁷⁹ Jeffrey T. Checkel, « The Constructive Turn in International Relations Theory », *World Politics* 50, no. 02 (January 1998). 326.

⁸⁰ John Gerard Ruggie, *Constructing the World Polity Essays on International Institutionalization* (London: Routledge, 1998), 34.

⁸¹ N.J. Rengger, *International Relations, Political Theory and the Problem of Order. Beyond International Relations Theory?*, (London & New York : Routledge, 2000) cité dans Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique ».

Jennifer Sterling Folker⁸²), il importe d'établir la distinction entre eux car ils comportent des différences fondamentales⁸³. En troisième lieu, il n'existe pas de consensus sur ses principes dans la mesure où le constructivisme critique apporte une vision différente du constructivisme classique. Dans le sens général d'une simplification de la situation, Alex Macleod propose de diviser en deux le courant constructiviste : le premier, le « constructivisme dominant » largement inspiré des travaux de Nicholas Onuf et d'Alexander Wendt, le second, le « constructivisme critique ». Par ailleurs, il existe d'autres classifications dans le courant, comme le constructivisme naturaliste contre le constructivisme néo-classique ; le constructivisme systématique⁸⁴ contre le constructivisme état-centrique (« unit-level ») et le constructivisme holistique. Bien qu'il y ait des différences essentielles entre ces différents courants, le but, ici, est d'explorer les concepts et les hypothèses du constructivisme permettant de distinguer cette approche des approches rationalistes des relations internationales, sans chercher à classer ses différents courants. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'étudier la politique étrangère de la Turquie comme étude de cas de l'approche constructiviste, bien au contraire, notre intention est de nous servir de cette approche comme base théorique pour une meilleure compréhension de la politique étrangère turque dans l'espace (euro-)méditerranéen. Ainsi, en élaborant ses thèmes et ses concepts-clés dans l'analyse de la politique étrangère, nous tenterons de justifier notre choix du constructivisme (holistique) comme cadre théorique de cette étude.

1.3. Les principaux concepts du constructivisme et la construction de l'identité et de l'intérêt nationaux

1.3.1. La co-constitution de l'agent et la structure

Les rapports entre *agent* et *structure* se trouvent au cœur de l'approche constructiviste. En critiquant les (néo)-réalistes et les (néo)-libéraux qui partent de l'*agent* (l'État) pour établir la nature anarchique du système international, les constructivistes soulignent l'importance du

⁸²Voir Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflicts*, (Summer 2004) ; John J. Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions », *International Security* 19, no. 3 (1994), 5-49 ; Jennifer Sterling-Folker, « Competing Paradigms or Birds of a Feather? Constructivism and Neoliberal Institutionalism Compared », *International Studies Quarterly*, 44, 1, 2000, 98.

⁸³Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique »

⁸⁴Voir Mikael Baaz, *A Meta-Theoretical Foundation for the Study on International Relations in a Global Era- A Social Constructivist Approach* (Göteborg: Göteborg University, 2002).

rôle joué par les structures de ce dernier⁸⁵. La notion de *co-constitution* rejette la vision unilatérale des relations internationales ; de ce fait l'*agent* et la *structure* se constituent réciproquement. La *co-constitution* est une constitution mutuelle des comportements des acteurs qui est conditionnée - plutôt que prédéterminée - par les structures du système international.

La principale critique apportée par le constructivisme se concentre sur le fait que les sources des hypothèses des réalistes ne sont qu'un système anarchique, à la base d'une distribution des puissances (distribution of powers)⁸⁶, par conséquent, il manque des idées partagées inter-subjectivement qui conditionnent les comportements politiques par le biais de la construction des identités et des intérêts des acteurs⁸⁷. Pour les néo-réalistes comme Waltz, les acteurs du système international sont fonctionnellement semblables, parce que l'anarchie leur impose certaines règles qui les forcent à réagir de façon similaire. Cette similarité fonctionnelle produit des unités semblables lorsque l'anarchie perdure. Si l'anarchie est constante et si les États sont fonctionnellement similaires comment alors expliquer la variation dans la structure internationale et les conséquences (outcomes) variables/instables ? Pour le néoréalisme, ce n'est que la distribution des capacités matérielles qui explique la variation dans la structure internationale. Ce qui compte pour Waltz, c'est le nombre et la puissance des États. En fait, cette ontologie matérialiste limite l'explication de changement dans le système international par rapport au nombre et à la puissance des États : « transition d'une distribution de puissance à un autre ». Dans ce contexte, des réalistes structuraux insistent sur le fait que les États sont des unités similaires, leurs identités et leurs intérêts sont intrinsèquement donnés par nature et reste stable mais interchangeables par rapport aux déterminants exogènes.⁸⁸ Ces identités pré-données comportent quatre principes : la souveraineté (les États sont tous similaires excepté leurs capacités), la rationalité (les États sont uniformément rationnels), la vulnérabilité (l'une des plus importantes préoccupations des États est leur survie, leur principale but est de maintenir leur sécurité dans le système anarchique), et la négativité (le manque de confiance)⁸⁹.

⁸⁵ Alex Macleod « L'approche constructiviste de la politique étrangère », 69

⁸⁶ Yucel Bozdaglioglu, « Constructivism and Identity Formation: An Interactive Approach » *Uluslararası Hukuk ve Politika*, no. 11 (2007). 121-144, 121.

⁸⁷ Dale C. Copeland, "The Constructivist Challenge to Structural Realism: A Review Essay," *International Security* 25, no. 2 (October 2000), 187.

⁸⁸ Vendulka Kubalkova, ed., *Foreign Policy in a Constructed World* (Armonk, NY: M.E. Sharpe, 2001), 31.

⁸⁹ Ibid

Les constructivistes, également, soulignent la notion de « structure internationale », même pour comprendre le rôle des identités. Dans ce sens, les tenants du constructivisme dominant et/ou systématique sont des « structuralistes convaincus », essentiellement intéressés par le fait de comprendre « comment les structures construites d'une signification, incarnée dans des normes et des identités, influent sur ce que font les États ».⁹⁰ Le comportement des États est déterminé par la structure internationale, en « façonnant les perceptions qu'ils ont du monde et de leur rôle dans ce monde ».⁹¹ Selon Wendt, ces perceptions sont en interaction constante avec celles élaborées par d'autres États⁹². Dès lors, les identités et les intérêts sont considérés comme des variables endogènes dans le système interactionnel entre États. Wendt tente de prendre en compte à la fois la structure et le processus qui conduisent à la formation des identités : « la structure n'a ni existence ni de capacité de causalité en dehors des processus ».⁹³

Toutefois il est possible d'élargir la définition et le rôle de « structure » : « Des structures de connaissance partagée et de compréhension intersubjectives peuvent aussi former et motiver des acteurs. Des règles socialement construites, des principes, des normes de comportement, et de croyances partagées peuvent fournir aux États, aux individus et à d'autres, une compréhension de ce qui est important ou précieux, et une idée sur les moyens les plus efficaces et/ou légitimes pour obtenir ces biens. Ces structures sociales peuvent fournir aux à la fois des préférences et des stratégies pour poursuivre ces préférences »⁹⁴.

De ce point de vue, les « normes » figurent parmi les éléments les plus importants de ces structures. Elles peuvent être définies comme « les attentes socialement partagées par une communauté à propos des comportements jugés acceptables pour une identité donnée. Elles

⁹⁰Ronald L. Jepperson and Alexander Wendt, "Norms, Identity and Culture in National Security," in *The culture of national security: Norms and identity in world politics*, ed. Peter J. Katzenstein (New York: Columbia University Press, 1996).; Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique ».

⁹¹ Martha Finnemore, *National Interests in International Society* (New York: Cornell University Press, 1996), 2.

⁹² Alexander Wendt, « Anarchy is What States Make of it. The Social Construction of Power Politics », 401. Voir aussi, Alex Macleod, Isabelle Masson, and David Morin, "Identité Nationale, Sécurité Et la Théorie Des Relations Internationales," *Études internationales* 35, no. 1 (2004), 7-24

⁹³Alex Macleod, Isabelle Masson, and David Morin, "Identité Nationale, Sécurité Et la Théorie Des Relations Internationales," *Études internationales* 35, no. 1 (2004), 7-24.

⁹⁴ Marta Finnemore, *National Interests in International Society*, (1996) cité dans Alex Macleod « L'approche constructiviste de la politique étrangère » (2002).

délimitent la frontière entre la conformité et la déviance».⁹⁵ Dans cette perspective, la « norme » comme « standard de comportement approprié pour des acteurs qui ont une identité donnée » des politologues, n'est pas loin de ce que les sociologues nomment « institutions ».⁹⁶ Même si l'on trouve des références similaires aux « normes » chez les institutionnalistes néo-libéraux, les constructivistes introduisent le concept dans un fondement « intersubjectif »⁹⁷. Les idées et les normes ne comptent que « dans la mesure où leur signification est largement partagée par les membres d'un groupe, d'une société ou d'un État : elles deviennent dès lors intersubjectives »⁹⁸

Comment les normes sont-elles associées aux comportements de la politique étrangère ? Pour Morin, deux débats principaux les relient : d'une part, les États comme les sujets visés par les normes, d'autre part les États comme des acteurs de la diffusion de ces normes⁹⁹. Il faut aussi distinguer les normes nationales des normes internationales, dont toutes deux peuvent orienter les comportements de politique étrangère¹⁰⁰. Le rôle des normes est « de discipliner les acteurs » pour les néo-réalistes, au contraire, les constructivistes réévaluent « la boîte noire » des États en considérant l'importance de l'intersubjectivité et la nature constitutive des normes et des règles. Pour les constructivistes comme Kratchowil et Katzenstein, la norme reflète les « *identités sous-jacentes* » autant que les normes constitutives les font évoluer¹⁰¹. Dans ce sens, les préférences sociales qui reflètent les identités sous-jacentes sont socialement et politiquement construites, de plus elles sont intersubjectives.

De l'autre côté, une large littérature a été consacrée à relier le constructivisme et l'institutionnalisme¹⁰², car les théoriciens ont recherché la compatibilité des approches

⁹⁵ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références* (Paris: A. Colin, 2013), 183.

⁹⁶ Florent Parmentier, « Vers un 'constructivisme tempéré'. Le constructivisme et les études européennes ».

⁹⁷ Dans le sens d'un instrument de régulation du système international et du comportement des États à travers les institutions internationales. Voir Alex Macleod, « L'approche constructiviste... » , 70.

⁹⁸ Alex Macleod « L'approche constructiviste... », 69.

⁹⁹ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère...*, 184.

¹⁰⁰ Ibid, 184-186.

¹⁰¹ Florent Parmentier, « Vers un 'constructivisme tempéré'... ».

¹⁰² Pour la littérature consacrée à cette question voir: Jeffrey T. Checkel, "International Norms and Domestic Politics: Bridging the Rationalist-Constructivist Divide", *European Journal of International Relations*, Vol.3, n°4, décembre 1997, 473-495; Peter Katzenstein, Robert Keohane, Stephen Krasner, "International Organization and the Study of World Politics", *International Organization*, Vol.52, n°4, 645-685; Thomas Risse, Stephen Ropp, Kathryn Sikkink (dir.), *The Power of Human Rights: International Norms and Domestic Change*, (Cambridge, Cambridge University Press, 1999); James Fearon, Alexander Wendt, "Rationalism vs. Constructivism: a Skeptical View", 52-72 in Walter

rationalistes et constructivistes. Dans ce sens, Jeffrey Checkel¹⁰³ souligne que « l'obéissance à une norme peut combiner des éléments propres au rationalisme (coercition, calcul coûts-bénéfices, incitations matérielles) et en emprunter d'autres au constructivisme (apprentissage social, socialisation, normes sociales) »¹⁰⁴.

1.3.2. L'identité nationale et l'intérêt national

Travailler sur l'identité nécessite la lecture de milliers de pages, des mois d'interviews et de recherche des archives¹⁰⁵. Ainsi, savoir limiter le niveau d'analyse est important. L'identité nationale est l'image socialement construite qu'une communauté politique projette sur elle-même¹⁰⁶. Pour simplifier l'analyse, la plupart des constructivistes optent pour des définitions « plus restreintes et plus faciles à opérationnaliser ».¹⁰⁷ Ainsi Jutta Weldes, en reconnaissant que « d'autres » participent au processus, limite l'analyse empirique de l'identité nationale aux représentants officiels de l'État. Quant à Marcussen et ses collègues, ils soulignent l'importance des élites des partis politiques dans la formation de l'identité nationale¹⁰⁸. Les éléments qui construisent l'identité nationale sont multiples pour les constructivistes : « les valeurs largement partagées à l'intérieur de la société ; les visions de ce que l'État représente pour ses citoyens et pour l'extérieur ; les rôles donnés -aux États par les décideurs- à jouer dans le système international »¹⁰⁹. Ainsi, l'identité se compose d'un ensemble d'éléments caractéristiques, incluant des normes

Carlsnaes, Thomas Risse, Beth Simmons (dir.), *Handbook of International Relations*, (London, Sage Publications, 2002); James Caporaso, Jeffrey T. Checkel, Joseph Jupille, "Integrating Institutions: Rationalism, Constructivism and the Study of European Union – Introduction", *Comparative Political Studies*, Vol.36, n°1-2, février-mars 2003, 7-40; Harald Muller, "Arguing, Bargaining and all that: Communicative Action, Rationalist Theory and the Logic of Appropriateness in International Relations", *European Journal of International Relations*, Vol.10, n°3, 395-435; Michael Zuern, Jeffrey T. Checkel, "Getting Socialized to Build Bridges: Constructivism and Rational Choice, Europe and the Nation-State", *International Organization*, Vol.54, n°4, 2005.

¹⁰³ Jeffrey T. Checkel, "Why Comply? Social Learning and European Identity Change," *International Organization* 55, no. 3 (September 1, 2001), 553-588.

¹⁰⁴ Florent Parmentier, « Vers un 'constructivisme tempéré'. Le constructivisme... ».

¹⁰⁵ Ted Hopf cité par Alex Macleod « L'approche constructiviste... ».

¹⁰⁶ Jean-Frédéric Morin, *La politique étrangère : Théories, méthodes et références*, 194.

¹⁰⁷ Alex Macleod « L'approche constructiviste de la politique étrangère », 71.

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ Alex Macleod « L'approche constructiviste ... », 74.

constitutives, des aspirations collectives et des références cognitives, qu'une communauté politique peut partager avec d'autres, mais pas avec toutes.¹¹⁰

Les débats sont multiples autour des sujets du processus de formation d'une identité nationale, de sa capacité à évoluer, des finalités de sa reproduction et de ses relations avec le nationalisme¹¹¹. Tout ceci nous conduit à nous interroger sur les notions de « soi » et de « l'autre », sur « l'altérité et l'adversité » et à réfléchir sur la politique étrangère dans une zone géographique spécifique.

En se construisant par rapport à l'« autre », l'identité s'affirme à partir des perceptions de l'identité des autres acteurs dans le système international¹¹². Ainsi, l'élément culturel du « Soi » est circonscrit par rapport à la représentation d'un « Autre » qui ne partage pas les caractéristiques que le « Soi » s'attribue.¹¹³ Toutefois, l'altérité constitutive n'est pas obligatoirement le résultat d'une interaction sociale entre l'acteur qui se définit et celui qui lui sert de pendant¹¹⁴. Dans ce sens, l'altérité peut très bien être une communauté fantasmée, une idéologie ou encore le propre passé historique de l'acteur¹¹⁵.

Il importe de souligner les transformations du système international et l'intériorisation des normes internationales qui peuvent avoir des effets sur les perceptions des identités nationales¹¹⁶. L'identité nationale ne se crée pas seulement par des oppositions, de ce fait, les alliances et le désir de joindre une organisation intergouvernementale peuvent également contribuer à édifier des constructions identitaires¹¹⁷. Ainsi, depuis la fin de la guerre froide, l'adhésion à l'OTAN, à l'Union Européenne ou aux autres institutions a contribué à confirmer l'identité de plusieurs pays d'Europe de l'Est et de la Turquie¹¹⁸.

¹¹⁰ Rawi Abdelal et al., « Identity as a Variable », *Perspectives on Politics* 4, no. 04 (November 28, 2006).

¹¹¹ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références*, 195.

¹¹² Alex Macleod « L'approche constructiviste de la politique étrangère », 72.

¹¹³ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références* (Paris: A. Colin, 2013), 196.

¹¹⁴ Ted Hopf, *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999* (United States: Cornell University Press, 2002); Bahar Rumelili, "Constructing Identity and Relating to Difference: Understanding the EU's Mode of Differentiation," *Review of International Studies* 30, no. 01 (December 2, 2003)

¹¹⁵ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références*, 196, 197

¹¹⁶ Alex Macleod « L'approche constructiviste de la politique étrangère », 73.

¹¹⁷ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références*, 198.

¹¹⁸ Bahar Rumelili, "Turkey: Identity, Foreign Policy, and Socialization in a Post-Enlargement Europe," *Journal of European Integration* 33, no. 2 (March 2011).

A partir de la création, il est difficile de dévier les identités nationales de leurs trajectoires, car elles s'inscrivent dans un contexte historique qui balise leur évolution¹¹⁹. D'une perspective de « dépendance au sentier », elles sont quotidiennement reproduites par les discours socio-politiques, la diffusion de la culture médiatique, l'enseignement, les fêtes nationales, la valorisation des sites historiques, entre autres. Elles s'institutionnalisent et se consolident continuellement, dans la mesure où cette « dépendance au sentier » renforce la survie des identités dans leur contexte d'origine car, d'un autre côté, un changement peut aussi impliquer des coûts très élevés à long terme. Cependant, les identités nationales ne sont pas toujours constantes et stables, parce que les crises politiques et/ou idéologiques, qu'elles soient d'origine interne ou externe, peuvent causer l'avènement de nouveaux discours identitaires¹²⁰.

Quelle est la relation entre l'identité nationale et la politique étrangère ?

La politique étrangère - en tant qu'affirmation de l'identité - contribue à définir l'identité nationale, à éviter les crises identitaires, à répondre à une demande sociale et étatique d'identité collective, ainsi qu'à maintenir une certaine cohésion sociale¹²¹. Selon le constructivisme de Wendt, l'identité est l'élément stable et préexistant sur lequel s'établit la politique étrangère¹²². Pour les post-structuralistes qui vont au-delà du constructivisme de Wendt, l'identité n'est pas uniquement le guide de la politique étrangère, c'est aussi son objectif¹²³. D'une part, cette dernière se nourrit de l'identité et, d'autre part, elle la reproduit constamment pour la survie de l'État. C'est une reproduction constante de l'identité en construisant des menaces sécuritaires internes et/ou externes. Si l'on considère les nations comme des « communautés imaginées », où il n'existe pas d'unité nationale préalable aux interactions sociales, ce sont les États qui construisent le sentiment d'appartenance à une

¹¹⁹ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références*, 201.

¹²⁰ Rawi Abdelal et al, « Identity as a Variable » *Perspectives on Politics* 4, no. 04 (November 28, 2006) ; Martin Marcussen et al. « Constructing Europe? The Evolution of French, British and German Nation State Identities », *Journal of European Public Policy* 6, no. 4 (January 1999)

¹²¹ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références* (Paris: A. Colin, 2013), 206. Voir aussi David Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity* (Manchester, UK: Manchester University Press, 1992). ; David Campbell, *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia* (Minneapolis, MN: University of Minneapolis Press, 1998). ; Lene Hansen, *Security as Practice: Discourse Analysis and the Bosnian War* (New York, NY: Taylor & Francis, 2006).

¹²² Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics* (Cambridge, U.K.: Cambridge University Press, 1999)

¹²³ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références*, 205.

collectivité¹²⁴, cela se fait souvent par la guerre¹²⁵. En construisant des menaces - même imaginaires - pour assurer l'identité, le sentiment d'insécurité de la nation devient l'élément fondateur de la sécurité de l'État. Dans ce sens, comme le précise Campbell, « l'articulation constante de dangers par le biais de la politique étrangère n'est pas une menace à l'identité ou à l'existence de l'État : c'est la condition même de sa possibilité »¹²⁶.

Pour les constructivistes, l'auto-perception de l'identité constitue la source primaire dans la formation de l'intérêt national d'un État. Néanmoins, *comment* ces identités se construisent-elles autour des structures non-matérielles, étant très importantes parce que les identités produisent les intérêts, et déterminent dès lors les comportements politiques¹²⁷. De cette façon, les intérêts sont définis par rapport aux identités dotées de fonds historiques, culturels, sociaux et politiques. Contrairement aux réalistes, pour les constructivistes, les systèmes d'idées, de croyances des valeurs partagées ont des caractéristiques structurelles et, donc, ils influencent l'action politique¹²⁸.

Selon Wendt, les identités sont les fondements des intérêts car, selon lui, « un acteur ne peut pas savoir ce qu'il veut avant de savoir ce qu'il est ». Il établit donc une relation forte entre l'identité nationale et l'intérêt national, en ajoutant que les intérêts présupposent les identités, parce que celles-ci sont essentielles dans la compréhension de l'intérêt national et de la politique étrangère. Wendt parle de quatre types d'intérêt national objectifs. Il s'agit 1) de la survie physique, 2) de l'autonomie (comme la capacité d'un État de contrôler ses ressources et le choix du gouvernement), 3) du bien-être économique et 4) de la valorisation collective de soi. Ces quatre composantes peuvent faire l'objet d'interprétations contradictoires et rester sujettes à un processus de construction et de perception¹²⁹.

Selon les constructivistes, les intérêts nationaux peuvent évoluer dans le temps parce qu'ils sont le résultat d'un *processus* politique¹³⁰. Jutta Weldes propose un modèle de la

¹²⁴ Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* (London: Verso, 1983).

¹²⁵ Erik Ringmar, *Identity, Interest and Action: A Cultural Explanation of Sweden's Intervention in the Thirty Years War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996).

¹²⁶ David Campbell, *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia* (Minneapolis, MN: University of Minneapolis Press, 1998), 13

¹²⁷ Christian Reus-Smit, « Constructivism » in Scott Burchill, *Theories of International Relations*, New York, 2001, 217.

¹²⁸ Ibid

¹²⁹ Alex Macleod, « L'Approche constructiviste... », 75.

¹³⁰ Ibid, 76.

compréhension constructiviste d'intérêt national en trois étapes¹³¹ : en premier lieu, les décideurs fournissent une série de représentations ou d'identités de divers objets, y compris de l'État dont ils font partie ; en deuxième lieu, ces représentations postulent des relations bien définies entre ces différents objets ; en dernier lieu, en les plaçant dans le contexte international, ces représentations ont déjà défini l'intérêt national¹³². La politique étrangère est donc fondée sur l'interprétation par les décideurs de ce qu'est l'intérêt national.

Il convient également de souligner que *l'identité nationale*, *l'identité étatique*, *identité politique*, *l'identité collective*, *l'identité sociale* sont des concepts bien différents, mais qu'il est facile de confondre. Il est à souligner, tout en reconnaissant leurs différences, que *l'identité étatique* est prioritaire dans le cadre de notre analyse car *l'identité collective sociale* peut connaître des mutations selon l'idéologie dominante de l'époque et la vision du monde du gouvernement au pouvoir¹³³. Cependant, il n'est pas si facile de modifier ou de détruire/reconstruire *l'identité étatique*, si l'État ne connaît pas un changement radical de régime. Dans ce sens, même si l'identité socio-politique de la Turquie semble avoir été transformée et redéfinie récemment, et que l'identité collective semble être en mutation, l'identité étatique reste inchangée, notamment dans son affirmation au niveau international, tout en respectant les rattachements préexistants.

1.4. Le constructivisme holistique et la critique du constructivisme dominant

En se concentrant sur les idées, les agents, les normes, les identités, ainsi que sur les connections transnationales, le constructivisme apporte une nouvelle perspective dans l'étude des Relations Internationales. À côté de sa popularité, il a aussi été largement critiqué par d'autres écoles de pensée, particulièrement par les réalistes structuralistes, pour ne pas être une théorie remplaçant le réalisme, mais une approche supplémentaire à celui-ci¹³⁴. De la

¹³¹ Jutta Weldes cité dans Alex Macleod « L'approche constructiviste de la politique étrangère », 77.

¹³² Ibid

¹³³ A cet égard, nous rejoignons Alex Macleod qui souligne que « le concept d'identité nationale n'est pas totalement satisfaisant. Il soulève notamment la question de savoir ce qu'est une nation. Il serait plus juste de parler d'identité étatique ». Nous avons pourtant conservé le concept d'identité nationale « du fait qu'il apparaît comme tel dans la littérature constructiviste ». Alex Macleod « L'approche constructiviste... », 71.

¹³⁴ Michael C. Desch, « Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies », *International Security* 23, no. 1 (July 1998), 141-170

même façon, d'autres soutiennent l'idée que le constructivisme ne constitue pas une théorie singulière unifiée, il s'agit plutôt, pour eux, d'un « cadre de science sociale généralisé »¹³⁵. Aussi, le constructivisme contemporain a-t-il été critiqué pour être dominé par le libéralisme et l'idéalisme¹³⁶.

Par ailleurs, en réduisant l'analyse à « la façon dont le système entre États fonctionne », les tenants du constructivisme dominant comme Wendt sont partisans d'une vision État-centrique, et fournissent peu d'explications concernant l'influence des sources internes dans la construction de l'identité nationale. Même, Wendt reproche même aux néo-réalistes de ne pas être « assez structuralistes »¹³⁷. Bien qu'il admette qu'« une théorie complète de l'identité a besoin d'une forte composante interne », il traite l'État comme l'élément d'analyse dont l'identité est construite à partir des interactions avec d'« autres » États. Les interactions systémiques et l'auto-identification de « soi » à partir de l'« autre » deviennent le point de départ dans sa conception¹³⁸. Ainsi, les constructivistes dominants ne fournissent que très peu d'explications pour comprendre comment l'identité d'un État est créée au niveau domestique et comment cette identité est obtenue au niveau systémique¹³⁹.

Etant donné que le constructivisme a reçu de nombreuses critiques car il est considéré comme n'étant pas suffisamment compréhensif, selon Bozdaglioglu, le constructivisme dominant (ou le constructivisme systémique de Wendt) peut être réévalué par l'intégration d'éléments internes et externes. Bozdaglioglu propose un « modèle interactif » de constructivisme qui tient compte des éléments internes et systémiques. Afin de comprendre les comportements et les préférences politiques des États dans les Relations Internationales, il importe de prendre en compte les éléments internes à côté des éléments internationaux.¹⁴⁰ L'analyse à deux niveaux devient alors plus importante dans l'étude de l'identité nationale, parce qu'il faut comprendre comment les identités sont formulées au niveau domestique et comment elles influencent les intérêts et les comportements des États au niveau systémique. Ce que Bozdaglioglu propose par son modèle *interactif* n'est pas une approche alternative au

¹³⁵ David Patrick Houghton, « Reinventing the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach », *Foreign Policy Analysis* 3, no. 1 (January 2007), 24-45: 27.

¹³⁶ Patrick Thaddeus Jackson, « Bridging the Gap: Toward A Realist-Constructivist Dialogue », *International Studies Review* 6, no. 2 (June 2004), 337-352: 338.

¹³⁷ Yucel Bozdaglioglu. *Turkish foreign policy and Turkish identity. A Constructivist Approach*, 24.

¹³⁸ Ibid.

¹³⁹ Yucel Bozdaglioglu, « Constructivism and Identity Formation: An Interactive Approach », 138.

¹⁴⁰ Gerry C. Alons, « Predicting a State's Foreign Policy: State Preferences Between Domestic and International Constraints », *Foreign Policy Analysis* 3, no. 3 (July 2007), 211-232: 211.

constructivisme, il s'agit plutôt de favoriser l'application de l'approche constructiviste dans différents cas d'analyse de la politique étrangère.

Le modèle *interactif* du constructivisme dit aussi *constructivisme holistique* est conforme à notre cas d'étude, parce que nous trouvons utile de procéder à une analyse à deux niveaux (agent- structure) pour examiner la politique étrangère de la Turquie dans l'espace (euro)-méditerranéen. On ne peut nier les éléments domestiques, soit la construction, la transformation et la consolidation de l'identité politique de la Turquie, ni non plus les dynamiques systémiques, soit la perception des autres acteurs dans le système international, et la reproduction intersubjective de la réalité sociale régionale/ internationale. De plus, l'espace Euro-méditerranéen est une construction géopolitique en soi, et le partenariat Euro-méditerranéen comporte ses dynamiques internes (concernant les membres de l'UE et les partenaires méditerranéens), ainsi que des dynamiques régionales (les conflits au Moyen-Orient, le processus de transition depuis le printemps arabe, etc.) et internationales (la présence d'autres acteurs dans la Méditerranée). Ainsi, dans le cas de la Turquie, nous pensons que le modèle interactif de constructivisme (le constructivisme holistique) constitue la meilleure base théorique afin d'étudier la politique turque - construite au niveau domestique -, ainsi que l'influence intersubjective de cette politique, compte tenu des enjeux régionaux et internationaux. D'autre part, la coopération Euro-méditerranéenne, qui constitue une construction sociopolitique en soi, possède ses propres dynamiques internes et externes. Dans ce contexte, nous nous servons du constructivisme holistique pour comprendre comment les politiques euro- méditerranéennes se produisent au sein de l'UE, comment les États méditerranéens participent aux processus au niveau régional et quels sont les autres acteurs sur la scène internationale qui influencent les enjeux méditerranéens.

Le choix du constructivisme holistique ou du modèle interactif par rapport aux autres courants constructivistes est une conséquence de l'insuffisance de l'approche constructiviste systémique dans l'analyse des comportements politiques d'un État, dans la mesure où la littérature constructiviste (dominante et systémique) n'élabore que les dynamiques autour des structures domestiques, tout en niant l'environnement normatif¹⁴¹. De l'autre côté, le non choix d'approches rationalistes provient de leur insuffisance due à leur ignorance des dynamiques idéologiques/normatives de la sphère domestique. Dans ce contexte, le

¹⁴¹ Mahdi Mohammad Nia, « Holistic Constructivism : A Theoretical Approach to Understand Iran's Foreign Policy », *Perceptions* Spring-Summer (2010), 2.

constructivisme holistique est conforme à l'analyse de la politique étrangère pour deux raisons : 1) cette approche relie les deux niveaux d'analyse¹⁴² : domestique et environnement normatif systémique, les considérant comme deux dimensions déterminantes de la politique étrangère d'un État, 2) cette approche ne nie pas les facteurs matériels et non-normatifs d'un État, elle soutient plutôt l'hypothèse selon laquelle les structures matérielles sont *contexte-orientées* et doivent être évaluées et interprétées dans la structure normative.

L'argument principal du modèle interactif du constructivisme, est que les identités des États se construisent avant l'interaction systémique et que ces identités construites au niveau domestique informent ces derniers sur ce qui est *ami* et sur ce qui est *ennemi*.¹⁴³ Nous favorisons le modèle holistique car le constructivisme systémique ne se concentre que sur les structures normatives et idéationnelles de l'environnement international, ignorant les éléments politiques domestiques. La théorie de Wendt qui constitue l'un des exemples les plus connus du constructivisme systémique, dit aussi dominant, élabore 2 types d'identité : l'identité sociale et identité collective. Concernant l'identité sociale (l'auto définition), il s'agit de la définition de soi ou de l'auto-perception des acteurs par rapport aux autres. L'identité collective quant à elle, se focalise sur les éléments structurels (matériels, idéologiques, culturels) qui produisent ce qui est l'État. Dans la formation de ces deux identités, les interactions sociales entre les États unitaires deviennent importantes au niveau systémique.

Par conséquent, le constructivisme holistique propose de donner un cadre intégral et sert de pont entre les éléments domestiques et la structure systémique, formant ainsi l'identité et les intérêts politiques d'un État. Koslowski et Kratochwil, les deux représentants du courant holistique du constructivisme, soulignent que les identités sociales et collectives des États doivent être analysées selon une perspective unifiée, tout en considérant les structures domestiques et internationales en tant que les deux faces d'un seul ordre social et politique¹⁴⁴. Ainsi, le constructivisme holistique se concentre sur « comment interagissent » les phénomènes sociaux domestiques et internationaux et sur la façon dont cette interaction influence les décisions des États dans le système international¹⁴⁵. Concernant cette approche, les comportements des États sont des produits des normes intellectuelles mutuelles aussi bien domestiques qu'internationales. Ces normes mutuelles construisent les identités des États,

¹⁴²Ibid, 3.

¹⁴³Yücel Bozdaglıoğlu, « Constructivism and Identity Formation: An Interactive Approach », 142.

¹⁴⁴ Christian Reus-Smit, « Constructivism », 221.

¹⁴⁵Richard Price, Christian Reus Smit. Dangerous Liaisons? « International Theory and Constructivism ». European Journal of International Relations, Vo. 4 no. 3, 1998, 265

d'un côté, mais elles établissent des limites basées sur des interprétations de l'environnement matériel des États, d'un autre côté¹⁴⁶.

La logique du constructivisme holistique¹⁴⁷



Dans ce contexte, on part de l'hypothèse selon laquelle l'héritage ottoman (sous forme d'éloignement de son propre passé), la révolution réformatrice kémaliste (le processus de modernisation et d'occidentalisation), ainsi que la position géopolitique, servent de base pour l'identité nationale de la Turquie. Dans le chapitre suivant, nous allons étudier la création de l'identité de la Turquie moderne basée sur la révolution kémaliste. Nous nous concentrerons sur la construction et la transformation de l'identité nationale, afin de saisir les orientations de la politique étrangère parce que la Turquie a été marquée par des crises identitaires depuis sa naissance. Étant donné que nous choisissons le constructivisme holistique-interactif qui souligne les corrélations entre l'interne et l'externe, il importe de bien comprendre, en premier lieu, comment l'identité nationale se produit au niveau domestique, et comment cette identité détermine les orientations de la politique étrangère par rapport aux dynamiques du système international. Ainsi, dans le chapitre suivant nous nous focaliserons sur les fondements idéologiques et historiques de l'identité politique de la Turquie.

¹⁴⁶Ibid, 264-265.

¹⁴⁷Mahdi Mohammad Nia, « Holistic Constructivism : A Theoretical Approach to Understand Iran's Foreign Policy. », *Perceptions* Spring-Summer (2010), 11.

Chapitre 2 : Les Fondements Historiques et Idéologiques de l'identité politique de la Turquie

2.1. De « Sauver » l'État à « construire » l'État : La Modernisation

Plusieurs sociologues occidentaux et Turcs - notamment après la deuxième guerre mondiale - ont étudié la Turquie en tant que « l'un des exemples les plus réussis du processus de modernisation -défini universellement- »¹⁴⁸. L'établissement d'un État-nation séculaire, sous le leadership de Mustafa Kemal Atatürk en 1923, ayant créé un changement profond « dans le principe de base de la légitimation fondamentale, les symboles de la communauté politique, avec la redéfinition de la collectivité » a confirmé les expectations des théoriciens de la modernisation¹⁴⁹. Pour plusieurs scientifiques, la transformation turque représentait la transition d'une société traditionnelle vers une société moderne¹⁵⁰.

La caractéristique la plus remarquable de la révolution turque est son projet de modernisation dans sa totalité¹⁵¹. Pour ceux qui ont construit la République turque, la modernisation signifiait « occidentalisation », en prenant part à la civilisation européenne. La modernité, selon leur conception, était un projet de compréhension et d'intériorisation des éléments culturels qui ont modernisé l'Europe (notamment l'Europe occidentale : la France et l'Angleterre). Pour atteindre la sécularisation et l'autonomie de l'individu, la bureaucratisation, l'augmentation de la rationalité et l'efficacité organisationnelle n'étaient pas suffisantes et il fallait aussi assurer la transformation culturelle et sociale au complet¹⁵².

La compréhension d'une telle modernisation nécessitait « la négation de l'islam » qui avait fourni la légitimité politique de l'État et l'identité de l'individu pendant l'Empire

¹⁴⁸Sibel Bozdoğan and Reşat Kasaba, *Rethinking Modernity and National Identity in Turkey*, ed. Sibel Bozdoğan (Seattle: University of Washington Press, 1997), 3.

¹⁴⁹ Shmuel N. Eisenstadt, "The Kemalist Regime and Modernization: Some comparative and Analytical Remarks", in *Ataturk and Modernization of Turkey*, Jacob M. Landau (Ed.) (Boulder: CO Westview Press, 1984), 9

¹⁵⁰Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 35

¹⁵¹ Ibid

¹⁵²Caglar Keyder, "Wither the Project of Modernity: Turkey in the 1990s" in *Rethinking Modernity and National Identity in Turkey*, ed. Sibel Bozdoğan (Seattle: University of Washington Press, 1997). 37.

Ottoman¹⁵³. La révolution turque a complètement rejeté le fondement religieux de la légitimité et a tenté de développer une base nationale séculaire en tant que paramètre principal du nouvel État¹⁵⁴. Même si la révolution turque représente les efforts d'une transformation totale de la société et la rupture complète avec le passé, elle tire ses racines dans les réformes institutionnelles de la période récente de l'Empire Ottoman vers la « modernisation » et l'« occidentalisation » du pays. Ainsi, avant d'étudier la construction et l'institutionnalisation de l'identité occidentale de la Turquie républicaine, nous trouvons utile d'élaborer brièvement les mouvements d'occidentalisation de la dernière période de l'empire Ottoman ayant préparé le chemin pour la révolution kémaliste ainsi que la construction de la nouvelle identité étatique.

2.1.1. L'Influence d'Occident et les réformes ottomanes

Même si l'Empire Ottoman a toujours été en contact avec la civilisation occidentale pendant son histoire, les Ottomans, notamment dans la période la plus saillante, croyaient que la civilisation *islamique* était supérieure à la civilisation *occidentale*. L'Ouest ne présentait donc pas un modèle à suivre¹⁵⁵. Les moyens de contact avec la civilisation occidentale étaient nombreux : à côté des guerres, pendant les temps de paix, les diplomates européens, les commerçants ainsi que les aventuriers qui voyageaient dans l'empire ottoman apportaient des connaissances technologiques, médicales et culturelles. Cependant, les ottomans voulaient se tourner vers l'Europe seulement pour la technologie et l'éducation militaire¹⁵⁶.

Les premiers pas vers l'occidentalisation sont apparus au XVIII^e siècle qui coïncide aussi avec la période de déclin ottoman. Les défaites causées par des Empires d'Autriche et de Russie, suivies par les traités de Carlowitz (1699) et Passarowitz (1718), ont forcé les élites politiques ottomanes à s'interroger sur les raisons de ce déclin. En cherchant des réponses, deux idées ont dominé la *bureaucratie civile* : la structure détériorée de l'État et la supériorité

¹⁵³ Shmuel N. Eisenstadt "The Kemalist Regime and Modernization: Some comparative and Analytical Remarks" dans Jacob M. Landau (Ed.) *Ataturk and Modernization of Turkey* (Boulder: CO Westview Press, 1984), 9.

¹⁵⁴ Shmuel N. Eisenstadt "The Kemalist Revolution in Comparative Perspective", Ali Kazancigil, Ergun Ozbudun (Ed.) *Ataturk Founder of a Modern State* (Hamden: Archon Books, 1981), 135.

¹⁵⁵ Serif Mardin, *Türk Modernleşmesi*, (İletişim Yayınları, 1997), 10.

¹⁵⁶ Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity : A constructivist Approach*, 36.

militaire de l'ouest¹⁵⁷. Ainsi, l'empire pourrait regagner sa puissance avec un programme de modernisation et d'occidentalisation. L'occidentalisation de l'Empire provenait donc d'une obligation et non d'une admiration¹⁵⁸.

Ainsi, une fois la paix établie, le Grand Vizir Damad Ibrahim Pacha (1718-1730), qui était aussi un défenseur de l'occidentalisation, a envoyé des hommes d'État en Europe afin d'observer de plus près les moyens de civilisation et de l'éducation et de conformer la possibilité de leur application dans l'Empire. Même si le but principal de cette démarche était d'adapter les technologies militaires et industrielles, leurs effets se sont diffusés dans la vie sociale et culturelle, notamment des élites¹⁵⁹.

Le processus de modernisation et d'occidentalisation s'est accéléré avec la révolution française. Cette période coïncide avec le règne de Selim III (1789-1807) qui était un grand admirateur de l'Europe. Dès son arrivée au pouvoir, il a lancé un programme de réformes appelé *Nizam-i Cedid* (l'ordre nouvel). Comme précédemment, le but était de renforcer l'organisation de l'État central contre les ennemis externes (Russie) mais aussi internes (*ayan* : les notables ruraux)¹⁶⁰. Les réformes les plus importantes de cette période étaient la création des différents moyens de communications avec l'Europe : les instructeurs européens dans l'éducation militaire ainsi que l'ouverture des ambassades dans les villes européennes ont facilité la pénétration des idées européennes dans l'empire ottoman.¹⁶¹ Plus particulièrement, les relations fortes avec la France dans l'éducation militaire ont aidé à créer une classe sociale des officiers militaires et navals qui connaissent bien la civilisation et les langues européennes (surtout le français). A son tour, les ambassades ont influencé la création d'une classe bureaucratique d'une apparence européenne de la même façon que la classe militaire. Les officiers des Ambassades, en retournant dans leurs pays, ont diffusé les idées révolutionnaires d'Europe. Ainsi, grâce à ces officiers du service étranger « pour la première fois dans l'histoire de l'empire Ottoman, une évaluation systématique de l'Europe et des propositions pour un nouvel ordre dans l'empire qui accepte l'Europe comme modèle est

¹⁵⁷Ibid, 36, 37

¹⁵⁸Ilber Ortayli, *Imparatorlugun en Uzun Yuz Yili*, (Istanbul : AlkimYayinlari, 2006), 24.

¹⁵⁹Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 37

¹⁶⁰Eric J. Zürcher, *Turkey a Modern History* (London and New York: I. B. Tauris & Co Ltd., 1995), 23

¹⁶¹Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 38

apparu »¹⁶². Plus tard, ces classes militaires et bureaucratiques ont été les initiatrices des réformes ottomanes suivantes, et notamment des réformes républicaines¹⁶³.

Les Janissaires, l'*ulema* (la classe religieuse) et l'*ayan* n'étaient pas satisfaits des réformes de Selim III, leur opposition ont amené à la déposition de ce dernier. Même si cette opposition a retardé le progrès, cela était temporaire. L'un des sultans les plus réformistes était Mahmut II (1808-1839). Il a initié un large programme de réformes qui a aussi servi de base pour les réformes de XIX^e et XX^e siècles. Le janissaire a été détruit, l'*ulema* a été affaibli et une série de réformes dans l'armée, la bureaucratie centrale, l'administration locale, la taxation, l'éducation, et la communication ont été initiées pendant son règne.

Pour Mahmut II, l'une des conditions les plus importantes de réussite était de créer un nouveau cadre de connaissances pré-requises, celle de l'Europe, avec la science, la technologie et la langue. Pour cette raison, en 1827, pour la première fois dans l'histoire ottomane, Mahmut II a envoyé des étudiants en Europe pour apprendre les sciences modernes¹⁶⁴. De plus, durant cette période, une Ecole Militaire de Médecin (1827) et une Ecole Militaire (1836) ont été ouvertes avec des programmes scolaires séculaires et des instructeurs étrangers (la connaissance d'une langue étrangère était une condition de l'inscription). Le nouveau système d'éducation moderne, rationaliste et positiviste a reproduit les penseurs, les écrivains et les activistes qui influenceraient les démarches vers d'autres réformes¹⁶⁵. La création des nouvelles classes bureaucratiques et militaires avec des idées matérialistes et séculaires signifiait que les réformes de XIX^e et XX^e siècles se reproduiraient par ces classes et non par la société¹⁶⁶. Ainsi, le mouvement de *Tanzimat* (réorganisation) (1839-1871) est apparu comme le résultat concret de la volonté de la modernisation de cette élite en même temps que la pression extérieure.

La période de *Tanzimat* a été initiée par le noble rescrit de la Maison des Roses, le 3 novembre 1839, sous le règne d'Abdülmeccid (1839-1861). Cette période de la grande réorganisation de l'empire était la première initiative sérieuse contre la souveraineté absolue des sultans. Le rescrit de 1839 se basait sur *les bonnes pratiques européennes* et annonçait

¹⁶² Serif Mardin, *Türk Modernleşmesi*, (İletişim Yayınları, 1997), 11

¹⁶³ Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 38

¹⁶⁴ Ibid, 39

¹⁶⁵ Eric J. Zürcher, *Turkey a Modern History*, (London: I.B.Tauris, 2004), 46

¹⁶⁶ Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 39

l'égalité pour tous, quelle que fut leur religion, l'élimination de la corruption, le droit à la justice pour tous, la réforme fiscale et la réorganisation de l'armée et de l'éducation. Le deuxième rescrit de la période du Tanzimat, *Hatt-i Humayun* (rescrit impériale) de 1856, se conformait aux principes du premier. Même si ces réformes ont été initiées du fait de la pression extérieure, ce n'était pas la seule raison. D'un côté, la prévention de l'intervention étrangère et l'interromption de la chute de l'empire constituaient les raisons principales des réformes, de l'autre côté, elles étaient les résultats de la conviction que l'empire pourrait être sauvé uniquement par des réformes de style européen¹⁶⁷.

Pendant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, l'influence des réformes a été ressentie dans plusieurs branches de la société ottomane. En empruntant les éléments occidentaux dans l'armée et dans les structures administratives, la culture occidentale a été diffusée dans la société : l'habillement, l'architecture, la décoration des maisons et les relations entre les personnes sont devenus européens¹⁶⁸. Pour les réformistes, il existait une seule civilisation : la civilisation européenne¹⁶⁹. Il fallait adopter la civilisation occidentale avec sa rose et ses épines¹⁷⁰.

2.1.2. L'opposition aux réformes : les *Jeunes Ottomanes* et l'islamisme

Vers la fin du XIX^{ème} siècle, les réformes ottomanes n'ayant pas produit les résultats escomptés, n'avaient pas sauvé l'empire du déclin. L'opposition politique apparue dans cette période, appelée les *Jeunes Ottomanes*, était « le premier exemple d'un groupe de pression musulmane »¹⁷¹. Se formaient des élites du nouveau cadre administratif créé depuis les réformes de Mahmut II. C'étaient de pieux musulmans et des patriotes ottomans, et ils s'opposaient aux réformes de Tanzimat. Pour les *Jeunes Ottomanes*, les réformes étaient l'imitation superficielle de l'Europe et de caractère non respectueux des valeurs ottomanes et islamiques. Ils croyaient que la politique de Tanzimat aboutirait à la destruction de l'État¹⁷². Pour les *Jeunes Ottomanes* il fallait prendre en considération les valeurs et la loi islamiques

¹⁶⁷ Ibid

¹⁶⁸ Serif Mardin, *Türk Modernleşmesi*, 13

¹⁶⁹ Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 39

¹⁷⁰ M. Sukru Hanioglu, *The Young Turks in Opposition* (New York and Oxford: Oxford University Press, 1995), 17

¹⁷¹ Feroz Ahmad, *The Making of Modern Turkey*, 28

¹⁷² Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 40

dont le *Sériât*. Cependant, ils n'étaient pas tout à fait contre l'Europe et les valeurs européennes. Leur argument était de défendre les valeurs libérales européennes, mais avec les arguments islamiques qui construiraient la conscience ottomane. En conséquence ils ont été très influents dans la rédaction de la Constitution de 1876 ainsi que dans l'initiation du Parlement¹⁷³.

Un autre mouvement d'opposition qui allait être très influent tout au long de l'histoire de la Turquie est l'islamisme, ayant eu lieu pendant le règne d'Abdülhamid II (1876-1909). Même si celui-ci a essayé de sauver l'empire avec les réformes en adoptant les technologies et les systèmes éducatifs, militaires et administratifs européens, il méprisait la civilisation occidentale¹⁷⁴. Il voulait aussi empêcher la diffusion des idéologies comme le libéralisme, le nationalisme et le constitutionalisme, il soulignait ainsi le caractère islamique de son règne en utilisant les symboles et son titre de *califat*¹⁷⁵. Conscient de la montée de l'islamisme dans la société ottomane, il a utilisé l'islam tant dans sa politique intérieure que dans sa politique extérieure. Sa politique islamique, appelée aussi *pan-islamisme* (*ummecilik*) était une réaction aux idéologies occidentales émergentes vers la fin du XIX^e siècle. Ainsi, il voulait créer une solidarité islamique parmi la société. Cependant, Abdülhamid niait le caractère multi-ethnique et multi-religieux de la société ottomane. En conséquence, malgré les efforts consistant à maintenir l'unité de l'Empire via l'idéologie pan-islamiste, les idéologies occidentales, notamment le nationalisme, se sont diffusées dans la société ottomane¹⁷⁶.

2.1.3. Les Jeunes Turcs

La première opposition organisée contre le règne d'Abdülhamid II, *Ittihad-i Osmanli Cemiyeti* (la société d'unité Ottomane), a été menée en 1889 par des étudiants formés dans des écoles de façon occidentales. Leur but était de rétablir la constitution et le parlement. Après l'ordre d'arrestation de leurs membres par le Sultan, quelques-uns ont réussi à s'échapper, notamment à Paris, où ils continueraient leurs programmes. Ils ont créé une petite organisation : *Ittihat ve Terakki Cemiyeti* (Comité de l'Union et du Progrès), et en France, ils ont été appelés les *Jeunes Turcs*.

¹⁷³ Ibid, 41

¹⁷⁴ M. Sukru Hanioglu, *The Young Turks in Opposition*, 18

¹⁷⁵ Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 41

¹⁷⁶ Ibid, 42

Les idées et les activités des *Jeunes Turcs* se sont diffusées rapidement et ont conduit à la révolution de 1908, ayant ouvert la deuxième période constitutionnelle dans l'histoire de la Turquie. Dès lors, le Comité de l'Union et du Progrès est devenu la puissance dominante dans l'empire jusqu'en 1918¹⁷⁷. L'idéologie officielle de la Turquie moderne formulée pendant cette période par les *Jeunes Turcs*, a influencé la vie intellectuelle et la politique en Turquie, et encore aujourd'hui. Les fondateurs de la Turquie moderne, ainsi que ses trois premiers présidents, étaient d'anciens membres du Comité de l'Union et du Progrès¹⁷⁸.

Le mouvement des *Jeunes Turcs*, mis en place par le camp moderniste de la bureaucratie ottomane, présentait une continuité dans le processus de modernisation ottomane. Satisfaits des réformes antécédentes, les leaders de ce mouvement demandaient l'établissement des institutions occidentales. Influencés par la science et le matérialisme européen, au contraire des Jeunes Ottomans¹⁷⁹, ils n'ont pas favorisé la réconciliation de la civilisation occidentale avec les valeurs traditionnelles et islamiques. Ils ont sécularisé les systèmes éducatifs et judiciaires. Les programmes scolaires des hautes écoles religieuses ont été modernisés, et même l'apprentissage d'une langue européenne est devenu obligatoire¹⁸⁰. En adoptant les valeurs occidentales, en vue d'une transformation complète de la société, la révolution des *Jeunes Turcs* a influencé tous les domaines de la vie socio-culturelle et pas seulement le système politique.

Cette période des *Jeunes Turcs* a connu un débat public concernant les questions politiques et sociales. Ce débat socio-politique se centrait sur trois idéologies compétitives : l'*ottomanisme*, l'idéal des *Jeunes Ottomans* consistant à unifier les différentes communautés de l'empire sous le trône ottoman, le (*pan*) *islamisme*, qui prévoyait la création de la solidarité dans la communauté musulmane, et le (*pan*) *turquisme*, qui visait l'unification des peuples turcs sous le drapeau ottoman¹⁸¹. L'autre courant idéologique, l'*occidentalisme* était une constante au milieu de ces trois idéologies qui pouvaient être différenciées par rapport à leurs

¹⁷⁷ Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 42

¹⁷⁸ M. Sukru Hanioglu *The Young Turks in Opposition*, 3

¹⁷⁹ « Le mouvement *Jeune Ottoman* cristallise en son sein toutes les idées *progressistes* ou nouvelles : l'occidentalisation, l'ottomanisme constitutionnaliste, l'islamisme non intégriste et réformateur. Chez leurs successeurs, les *Jeunes Turcs*, ces différents mouvements s'autonomisent et deviennent antagonistes. Les *Jeunes Ottomans*, en fonction du contexte politique, semblent être contraints de rassembler l'ottomanisme et l'islamisme au nom de l'*unité* et de l'*identité* » ce qui n'est pas le cas chez les *Jeunes Turcs* : Cité dans Cengiz Aktar, *L'occidentalisation de la Turquie, essai critique*, (Paris : l'Harmattan, 1984), 51

¹⁸⁰ Eric J. Zürcher, *Turkey a Modern History*, 125

¹⁸¹ Ibid, 132

niveaux d'occidentalisation¹⁸². L'ottomanisme et l'islamisme, n'étant pas contre l'adaptation de la science et technologie occidentale, favorisaient leur incorporation aux principes islamiques afin de protéger la société contre *les effets dangereux* de la civilisation occidentale. Leur débat se centrait sur la question de savoir « comment devenir moderne en conservant *soi-même* »¹⁸³. De l'autre côté, les occidentalistes prenaient *la civilisation* en tant qu'un modèle complet à adapter. Ainsi, la civilisation européenne devrait être adaptée en prenant compte de tous ses aspects de sa technologie et de sa science, sa culture et sa logique pour une transformation totale de l'identité étatique et collective¹⁸⁴.

L'un des éléments du débat entre les idéologies dominantes de cette période était *le turquisme*. Dès le début du XIX^e siècle, une tendance à l'identification ethnique et racial est apparu. Ainsi, le concept *turc* a du faire face aux identifications précédentes, *ottomanes* et *musulmanes*. La période de Jeunes Turcs a débuté le processus de conversion vers le *turquisme*, et a aussi aidé à poser les fondements du *kémalisme*. Même si le Comité de l'Union et de Progrès soutenait officiellement l'ottomanisme, leur interprétation de ce mouvement se rapprochait de la turquification des éléments non-turcs¹⁸⁵ qui affaiblissaient la crédibilité de l'ottomanisme. Le principal maître de *turkisme* était Ziya Gökalp (poète et sociologue durkheimien d'origine kurde), et les fondateurs de la République turque, notamment Mustafa Kemal Atatürk ont été largement influencés par ses idées¹⁸⁶. Gökalp s'interrogeait sur la question de savoir « qui était le Turc et comment il fallait comprendre l'identité nationale, compte tenu de l'identité religieuse islamique et de l'identité moderne-scientifique-rationnelle »¹⁸⁷. Pour lui, la culture turque et la civilisation occidentale n'étant pas contradictoires, la première devait être purifiée des effets malfaisants de l'islam par la sécularisation¹⁸⁸. Les moyens de sauver l'État passaient par « *la turquisation, l'islamisation et l'occidentalisation* »¹⁸⁹. La turquisation signifiait la purification de la culture turque des cultures et des traditions mixtes ; quant à l'islamisation, elle soulignait la réforme dans la langue religieuse comme la traduction du Coran en turc. Pour Gökalp, le Turc devait

¹⁸² Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 43

¹⁸³ Eric J. Zürcher, *Turkey a Modern History*, 132

¹⁸⁴ Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 44

¹⁸⁵ Eric J. Zürcher, *Turkey a Modern History*, 133

¹⁸⁶ Ali Kazancıgil, *La Turquie*, (Le Cavalier Bleu Editions, 2008), 9

¹⁸⁷ Andrew Davison, "Secularization and Modernization in Turkey: The Ideas of Ziya Gökalp," *Economy and Society* 24, no. 2 (May 1995), 189-224:190.

¹⁸⁸ Yücel Bozdağlıoğlu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 44

¹⁸⁹ Enver Z. Karal "The Principles of Kemalism" in *Atatürk: Founder of a Modern State* Ali Kazancıgil Ergun Özbudun (Ed.), (Hamden: Archon Books, 1981), 26

s'identifier ainsi : « je suis de race turque, de religion islamique et de civilisation occidentale »¹⁹⁰.

Même si les occidentalistes constituaient le groupe dominant de la période de Jeunes Turcs, et malgré l'implication des réformes à l'occidentale, ils n'ont pas pu arrêter le déclin et *sauver* l'empire. L'une des raisons les plus importantes était la création de nouvelles institutions au lieu de supprimer les anciennes. Ce *dualisme*, qui produisait les réformes et en même temps des réactions contre ces réformes, a continué jusqu'à la période républicaine¹⁹¹.

De l'autre côté, jusqu'à la période républicaine, les réformistes n'avaient pas l'intention de changer l'identité de l'État ni celle du peuple. Au contraire, l'objectif des réformes était de protéger l'État et son caractère islamique. Cependant, l'influence de l'Occident dépassait les limites des conséquences attendues, et a mené à la création d'une *identité occidentale* à côté des identités *islamiques* et *turques*.¹⁹² L'émergence de ces trois identités fondamentales est devenue la cause d'une lutte pour gagner le pouvoir politique. Cette lutte a connu une rupture, non encore achevée, avec la victoire des *kémalistes occidentalistes*. Dès qu'ils ont eu le pouvoir, ces derniers ont attaqué les institutions étatiques existantes qui présentaient le caractère islamique/ottoman de l'État et de la société. Aussi, les kémalistes n'ont pas seulement changé l'identité de l'État, ils ont aussi créé une nouvelle *identité occidentale* pour le peuple car la contradiction entre l'identité de l'État et celle de la société pouvait entraîner la perte de la légitimité de l'État¹⁹³.

2.2. La période républicaine : la construction et l'institutionnalisation de l'identité de la Turquie

Malgré les conditions militaires, économiques et politiques inconvenables pour l'époque, les *unionistes* étaient convaincus d'entrer dans la Première Guerre mondiale afin de prévenir l'isolement des affaires internationales et la destruction de l'Empire. Néanmoins, la guerre a causé le démembrement de l'empire et la perte de son contrôle de l'Anatolie. L'armistice de Moudros (1918) a mis fin à la guerre entre l'Empire Ottoman et l'Entente,

¹⁹⁰ Ibid, 27

¹⁹¹ Yucel Bozdaglioglu, *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity*, 45

¹⁹² Ibid

¹⁹³ Ibid

ayant créé des clauses menaçant la souveraineté du pays tout en octroyant le droit d'occuper n'importe quelle partie de l'Empire, si toutefois les pays vainqueurs estimaient que leur sécurité était menacée. Pendant la période suivant l'armistice, un *plan de partage* de l'Anatolie en zones séparées (zone grecque, zone britannique, zone italienne et zone française) a été mis en place par les États vainqueurs¹⁹⁴. Durant cette période, le sultan Vahidettin (1918- 1922), qui suivait une politique d'apaisement, était prêt à coopérer avec les pays de l'Entente à condition qu'ils ne touchent pas à ses institutions, comme le siège du califat à Istanbul, qu'il souhaitait maintenir.

Selon le plan de partage¹⁹⁵ la Turquie se réduisait à quelques provinces au centre de l'Anatolie, qui risquait même de disparaître¹⁹⁶. A la suite de l'occupation de cette région par les États de l'Entente, la Guerre d'Indépendance (1919-1922) a commencé sur de nombreux fronts : au sud avec les Français et les Britanniques, à l'ouest avec les Grecs et à l'est avec les Arméniens. Le but de la lutte était de retrouver les frontières telles que définies par le Pacte National (*Misak-i Milli*)¹⁹⁷ décidé lors des Conférences d'Erzurum et de Sivas en 1919 et, ratifié par le dernier Parlement ottoman en février 1920. L'armée turque a remporté des victoires sur tous les fronts, Mustafa Kemal est alors sorti de la guerre comme le leader incontesté de la Turquie et, par le traité de Lausanne (1923), cette dernière a accédé à son indépendance avec ses frontières actuelles. Les nationalistes et les indépendantistes turcs avaient atteint leur objectif le plus important : la souveraineté nationale de la Turquie. De l'autre côté, le traité de Lausanne, qui remplaçait celui de Sèvres, accordait au pays la plupart des revendications territoriales énoncées dans le Pacte National, hormis quelques

¹⁹⁴ Geoffrey Lewis, *La Turquie, le déclin de l'Empire, les réformes d'Atatürk, la République moderne*, (Université Marabout, Paris, 1968), 75

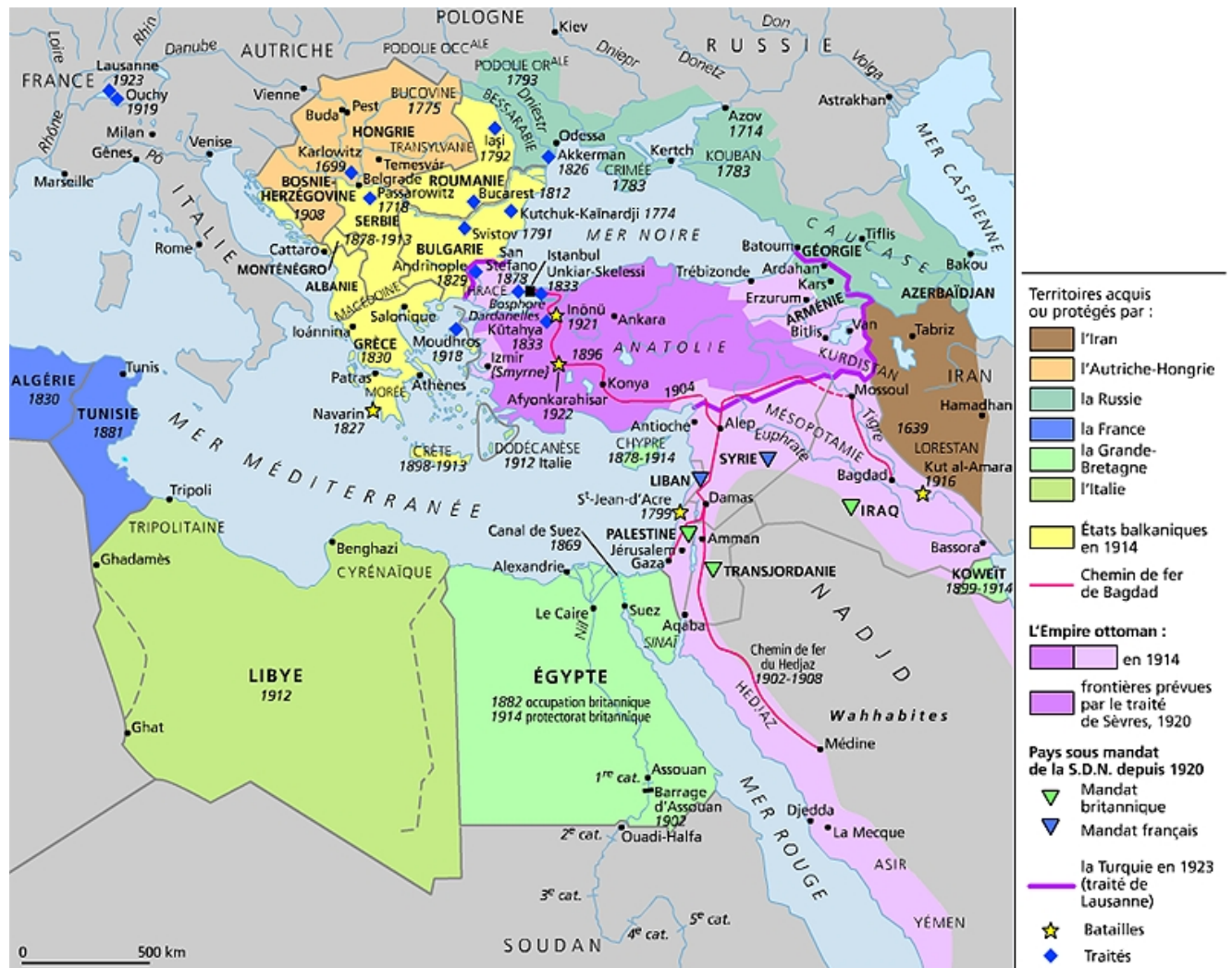
¹⁹⁵ Selon le plan de partage, les Britanniques ont obtenu la totalité de la province de Mossoul ; les Français, l'Anatolie du sud-est et les Italiens la région d'Antalya. Avec l'appui des Britanniques, les Grecs ont voulu tirer profit de la situation afin de mettre en œuvre leur projet de Megali Idea (la Grande Idée, c'est-à-dire la grande Grèce incluant l'Anatolie occidentale et Constantinople) et ont obtenu Smyrne. Enfin, le 16 mars 1919, ce fut le tour de la capitale de passer sous le contrôle des forces anglaises, françaises et italiennes. Un contrôle international sur les détroits a été instauré. Le traité de Sèvres du 10 août 1920, que le gouvernement ottoman a été contraint de signer, prévoyait la division de l'Empire et, plus grave encore, de l'Anatolie : une grande partie de la Thrace occidentale a été donnée à la Grèce. Enfin, on parlait d'une Arménie indépendante et d'un Kurdistan autonome, susceptible de devenir indépendant sur les territoires de l'Est. Voir Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie contemporaine*, 23.

¹⁹⁶ François Doppfer, *L'imbroglio turc*, (Paris : Lignes de Repères, 2008), 55.

¹⁹⁷ Le Pacte National (*Misak-i Milli*) qui a été déclaré en 1920 se constituait de six clauses qui déterminaient les frontières nationales souhaitées ainsi que la politique du combat nationale dès la guerre d'Indépendance.

exceptions¹⁹⁸. Malgré ces pertes relativement mineures, le traité de Lausanne a été considéré comme une grande victoire pour la Turquie¹⁹⁹. La République a été proclamée le 29 octobre 1923, avec Mustafa Kemal comme président.

Carte I: Le démantèlement de l'Empire Ottoman



(Source : Encyclopédie Larousse)

¹⁹⁸ Les exceptions concernaient deux anciens territoires habités par des Arabes, les provinces riches en pétrole de Mossoul et Kirkouk, au nord de l'Irak (sous mandat britannique), et Sandjak d'Alexandrette en Syrie du nord (connu sous le nom d'Hatay en Turquie et sous mandat français). En outre, excepté Imroz et Ténédos, les îles de la mer Égée, revendiquées par la Turquie, restaient sous l'autorité de la Grèce et de l'Italie. Les détroits se sont internationalisés et ont été mis sous l'autorité d'une commission, dont le président serait nommé par la Turquie. Ils ont également été démilitarisés (sauf pour un contingent de 12 .000 hommes à Istanbul).

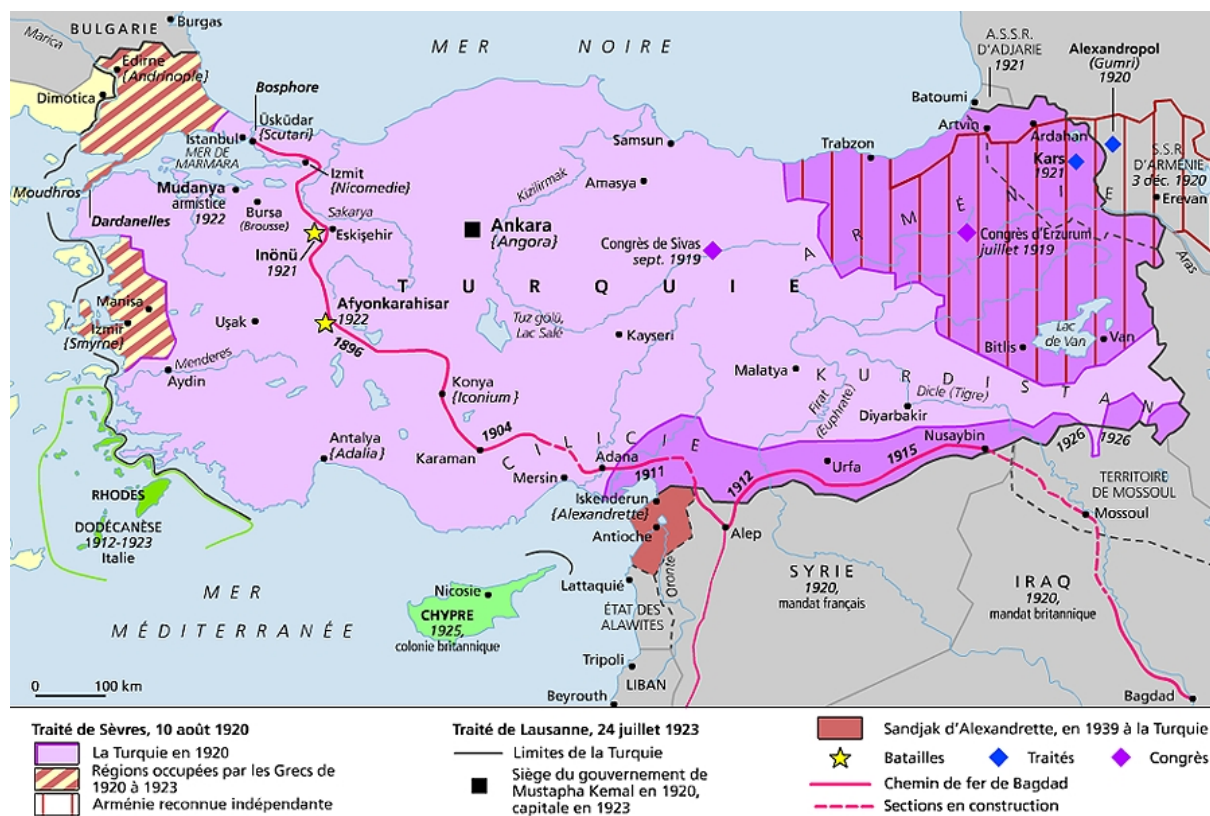
¹⁹⁹ Robert Mantran, *Histoire de l'Empire Ottoman* (Paris: Fayard, 1989), 646.

Carte II : La Turquie selon le Traité de Sèvres



(Source : L'Atlas Historique : <http://www.atlas-historique.net>)

Carte III : La formation de la Turquie



(Source : Encyclopédie Larousse)

2.2.1. Le point zéro²⁰⁰ de l'identité nationale : la révolution kémaliste

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale et jusqu'à la déclaration de la République, sortis de la guerre avec les victoires militaire et politique, les kémalistes ont défini leurs objectifs comme l'*occidentalisation*. Ainsi, le kémalisme, officialisé et institutionnalisé dans les années 30, a été accepté comme la continuation et la plus réussie des initiatives précédentes d'occidentalisation²⁰¹. Le processus aynat commencé avec la déclaration de la République en 1923 est le processus de construction de l'État, son but consistait à établir un État-nation indépendant et à créer une identité moderne. Dans ce sens, la modernisation était vue comme le moyen pour atteindre ces deux objectifs : la construction d'un État et l'instauration d'une identité moderne²⁰².

Avec l'établissement de la République, la signification de l'occidentalisation et celle de la modernisation ont été évaluées. Ainsi, la compréhension de sauver l'État contre l'Occident a été remplacée par la construction de l'État en affirmant l'appartenance à l'Occident²⁰³. Dans ce cadre, l'occidentalisme, étant le moyen d'assurer la survie de l'État depuis la période de Tanzimat et de construire un nouveau État pendant la période pré-républicaine est devenu l'idéologie de l'État avec le kémalisme pendant la période républicaine²⁰⁴. Dans cette perspective idéologique, l'occidentalisme était vu comme une pratique constructive de l'identité, ayant aussi servi pour garantir la survie de cette identité.

²⁰⁰ Le « point zéro » ou l'« heure zéro » (*zero hour*) est un concept pour définir la création d'une nouvelle identité pour la nation : voir Ilya Prizel, *National Identity and Foreign Policy: Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine* (Cambridge: Cambridge University Press, 1998), 27. Voir aussi Fulya Ereker « Dis Politika ve Kimlik : İnsani Perspektiften Türk Dis Politikasının Analizi » (Ankara Üniversitesi, 2010). Il faut toutefois souligner que nous reprenons l'expression du « point zéro » dans un sens que la mentalité fondatrice a tenté de construire une nouvelle identité et initié un nouveau programme pour faire cela, pour le peuple aussi bien que pour l'État. Sinon il est évident qu'il n'est pas possible de supprimer ni le passé dans la mémoire collective de la nation, ni l'héritage historique qui constitue l'un des éléments principaux de l'identité nationale.

²⁰¹ Mesut Yeğen, « Kemalizm ve Hegemonya? », Ahmet İnsel (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt II: Kemalizm*, (İstanbul: İletişim Yayınları, 2004), 56

²⁰² Fuat E Keyman and Ziya Önis, *Turkish Politics in a Changing World: Global Dynamics and Domestic Transformations* (İstanbul: İstanbul Bilgi University Press, 2007), 11.

²⁰³ Alper Kaliber, « Türk Modernleşmesini Sorunsallaştıran Üç Ana Paradigma », in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt III : Modernleşme ve Batıcılık*, (ed.) Uygur Kocabasoglu, (İstanbul : İletişim Yayınları, 2004), 107.

²⁰⁴ Kerem Ünüvar, « İttihatçılıktan Kemalizme: İhya'dan İnşaya », in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt I*, 140.

Il est évident que l'identité ne se construit pas seulement par rapport à ses relations avec les « autres », elle n'a pas de signification si elle n'est pas reconnue par les « autres ». Dans la construction de l'identité, l'« autre significatif » (significant other)²⁰⁵ auquel le soi veut ressembler, a la même importance que l'« autre » qui définit ce pour quoi le soi veut se différencier. Dans ce sens, l'« autre significatif » de la République turque, l'*Occident* a joué un rôle major dans la construction de son identité. Ainsi, l'assurance de la nouvelle identité passait par l'occidentalisation, tout en étant considéré comme un membre de la famille occidentale, accepté et reconnu par son autre significatif. L'autre face de l'identité qui consistait à *se différencier*²⁰⁶, est apparue comme « l'éloignement de soi-même » (difference with itself)²⁰⁷. Dans ce cadre, le passé ottoman a été déterminé comme l'autre éloigné pendant la construction de la nouvelle identité turque²⁰⁸. De même, comme l'islam avait été perçu en tant que référence principale de ce passé, l'éloignement de l'héritage ottoman s'est automatiquement caractérisé par l'éloignement de l'islam. Ainsi, pendant l'établissement de la République turque, la construction de la nouvelle identité s'est réalisée sur la base de la modernisation et de l'occidentalisation, d'une part, et en contestant le passé ottoman et l'islam, d'autre part²⁰⁹.

La modernisation par le biais de l'occidentalisation²¹⁰ devait être accomplie par la main de l'État dans la compréhension des élites kémalistes. Dans ce sens, l'État était le seul 'agent' à pouvoir *élever la nation* au niveau modernisé et occidentalisé. Ainsi, la création de l'identité et du nouvel individu conforme à la modernité a été réalisée à l'initiative de l'État sur la base d'une série de réformes, qui n'étaient pas seulement de nature politique, il s'agissait aussi d'une transformation socio-culturelle. Dans ce sens, « la révolution kémaliste est probablement la plus radicale du XXème siècle parce que, en quelques années, le pouvoir politique a changé l'identité des gens, la façon de se vêtir, de porter un nom, de pratiquer sa

²⁰⁵ L'autre significatif (significant other) est décrit comme l'« autre » qui inspire le « soi » à se définir puisqu'il est accepté réussi et prospère. Wendt, *Social Theory of International Politics*, 325

²⁰⁶ William E. Connolly, *Identity Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 2002), 92.

²⁰⁷ Maja Zehfuss, *Constructivism in International Relations*, (Cambridge University Press, 2009), 84-86.

²⁰⁸ Tanıl Bora, « Cumhuriyetin İlk Döneminde Milli Kimlik », in *Cumhuriyet, Demokrasi ve Kimlik*, 58.

²⁰⁹ Alper Kaliber, « Türk Modernleşmesini Sorunsallaştıran Uc ana Paradigma Uzerine », in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt III*

²¹⁰ En fait, dans la conceptualisation de Mustafa Kemal, les deux sont souvent utilisés comme des concepts synonymes. Fulya Ereker, « Dis Politika ve Kimlik : İnsani Perspektiften Türk Dis Politikasının Analizi », 79

religion, etc. »²¹¹.

Les ambitions de Mustafa Kemal ont été concrétisées par des moyens offerts suite à sa victoire militaire qu'il a remportée contre les pays occupants, étant conscient qu'une fois au pouvoir, il pourrait mettre en place ses projets, et ce même sans le soutien du peuple²¹². Ainsi, les réformes kémalistes ne tiraient pas leurs racines dans la société, elles venaient de l'élite politico-militaire et des intellectuels, convaincus de la transformation radicale de la société turque sur la base de l'occidentalisation. D'un côté, cela constituait la force des réformes kémalistes ou, en quelques années seulement, des mouvements d'une grande ampleur ont trouvé un terrain d'application ; mais, de l'autre côté, elles étaient privées du soutien populaire, et restaient fragiles. Dans ce sens, la révolution, comme l'a précisé Mustafa Kemal lui-même, se caractérisait par « *malgré le peuple, mais pour le peuple* »²¹³.

En très peu de temps, le nouvel État turc a connu une série de réformes politiques et socio-culturelles. Après l'abolition du sultanat en 1922, le califat²¹⁴ (succession du prophète) a été aboli en 1924. La même année, a été adoptée la loi sur l'unification de l'enseignement qui constituait la première tentative de Mustafa Kemal pour affranchir l'individu des normes de la communauté²¹⁵. L'unification du renseignement a considérablement réduit l'autonomie des institutions religieuses²¹⁶ et, en ouvrant la porte à l'éducation mixte, il a encouragé l'intégration entièrement nouvelle des genres dans la société, à partir dès le début de la vie scolaire. En 1925, les confréries religieuses ont été interdites et les biens des fondations religieuses ont été transférés au Trésor public. La même année, la réforme dite « du chapeau » a prohibé les couvre-chefs autres que les chapeaux de style européen. Le Code civil suisse a été adopté en 1926 et a doté la Turquie d'une juridiction, qui n'avait rien de commun avec la charia²¹⁷. D'autres codes n'ont pas tardé à remplacer les anciens. Le Code pénal, adapté de

²¹¹ Pierre-Jean Luizard « le debat- la Turquie d'hier à aujourd'hui », *Public Senat*, 7octobre 2013

²¹² Robert Mantran, *Histoire de l'Empire ottoman*, 33

²¹³ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, (3.ed) (Imge Kitabevi, 1994), 15

²¹⁴ Le califat avait été assuré par les sultans ottomans depuis 1517

²¹⁵ Serif Mardin, « Religion et laïcité en Turquie », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 206

²¹⁶ Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, 34

²¹⁷ Selon le charia (la loi islamique) : « les femmes adultères devaient être exécutées par lapidation ; un homme pouvait officiellement épouser quatre femmes ; il disposait du droit de répudier une ou plusieurs épouses, sans même en préciser la raison à l'instant où il le décidait ; la part d'héritage de la femme était égale à la moitié de celle de l'homme ; le témoignage de deux femmes devant un tribunal équivalait de celui d'un seul homme ; un mari avait le droit de battre sa femme afin de la ramener à la raison quand elle était en désaccord avec lui.» Voir Daniel Georges, *Atatürk, une certaine idée de la Turquie*, (Harmattan, Paris, 2000), 221

celui d'Italie, le Code des Obligations (inspiré de celui de la Suisse) et le Code de Commerce (inspiré de celui de l'Allemagne) ont été adoptés la même année²¹⁸. En 1928, l'alphabet latin a été intégré et l'usage des caractères arabes pour les nouveaux documents, interdit. Le calendrier grégorien et l'heure calculée à partir du méridien de Greenwich ont également été adoptés en 1925. De plus, la religion d'État a été supprimée de la Constitution en 1928. Une grande partie de changements apportés par l'adoption du Code civil suisse en 1926 avait pour objet de transformer le statut légal des femmes : monogamie, égalité des deux sexes devant l'héritage et des articles sur l'aménagement de la propriété²¹⁹. Cela a été suivi, en 1930, par la reconnaissance du droit de vote des femmes et celui de se présenter aux élections municipales, ainsi que de leur éligibilité, en 1934. En 1933, *Ezan* (l'appel à la prière) a été turquifié et la dernière faculté de théologie a fermé ses portes. En 1935, le dimanche a remplacé le vendredi comme jour férié et, enfin, en 1937, la laïcité a été introduite dans la Constitution²²⁰.

Compte tenu des réformes mises en place et des tentatives de la transformation complète de la société, le kémalisme s'est répandu rapidement, non seulement au niveau politique mais aussi socio-économique, notamment au sein d'une nouvelle classe élite-bureaucratique. Ainsi, que signifiait le kémalisme pour le nouvel État ?

En fait, le terme de *kémalisme* a d'abord été employé par les occidentaux, puis a été remplacé par le terme « *ataturkcülük* » (qui peut être traduit par *Atatürkisme*)²²¹. Le *kémalisme* a reçu la préférence parce qu'il prenait plus facilement place dans la littérature internationale et le sens d'*ataturkisme* avait été vidé autour des débats domestiques concernant ses principes et sa vision du monde²²².

Il n'existe pas une compréhension simple et unique du kémalisme, au contraire des autres courants idéologiques dominants en Turquie ; il ne s'agit pas, non plus, d'une « doctrine » systémique avec sa version d'origine²²³. Le fait de ne pas pouvoir réduire le kémalisme à une compréhension unique provient de l'existence du kémalisme de gauche ou

²¹⁸ Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, 34

²¹⁹ Serif Mardin, « Religion et laïcité en Turquie », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984), 206.

²²⁰ Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, 34.

²²¹ Enver Ziya Karal, « Les Principes du kémalisme » in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984), 16

²²² Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, (3.ed) (Imge Kitabevi, 1994), 15

²²³ Voir *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce*: Cilt2, (iletisim yayinlari, 2002(2.ed)) et ; Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, (3.ed) (Imge Kitabevi, 1994), 50

de droite, du kéralisme libérale ou étatiste, ou même du kéralisme conservateur, culturaliste ou réformiste²²⁴.

D'un autre côté, le kéralisme, avec sa version d'origine, ne constitue pas une « doctrine » et Mustafa Kemal refuse de systématiser l'ensemble de son projet pour la nouvelle société turque, trouvant que cela peut avoir des effets de ralentissement dans le processus de rénovation. Il défend l'idée qu'un mouvement, sous le progrès, ne peut se présenter comme une doctrine car il peut causer un certain recul dans la transformation de la société²²⁵. Lui-même déclare que son programme réformiste de modernisation ne s'appuie pas sur une idéologie systémique²²⁶. Dans ce sens, l'« action » se présente comme primordiale. De plus, la théorie ainsi que la rhétorique ont une importance de second niveau pour le projet de Mustafa Kemal²²⁷. Pour lui, il importe de privilégier une doctrine flexible et d'éviter des principes strictement définis²²⁸. Ainsi, avec sa version d'origine, le kéralisme ne se présente pas comme une véritable idéologie avec son caractère peu profond, tant au niveau pragmatique qu'au niveau méthodologique²²⁹.

D'ailleurs, l'effort de systématiser le kéralisme en tant que doctrine a eu lieu longtemps après la fondation de la Turquie. D'abord, les principes doctrinaux (le nationalisme, le laïcisme, le républicanisme, l'étatisme, le populisme et le réformisme) ont été incorporés dans le programme du parti par le troisième Congrès du PRP en 1931 et les *six flèches* (*altı ok, en turc*) sont aussi devenues l'emblème de ce parti²³⁰. Le projet kéraliste a ensuite été institutionnalisé en introduisant ces principes fondamentaux d'État dans la constitution en 1937²³¹. Dans ce cadre, Mustafa Kemal avait réalisé ses réformes politiques, culturelles et législatives les plus importantes entre 1924 et 1928, avant que les principes idéologiques soient systématisés et institutionnalisés²³².

²²⁴ *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce*: Cilt2, (iletisim yayinlari, 2002(2.ed)), 14

²²⁵ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, 50

²²⁶ *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce*, 14

²²⁷ Ibid, 15

²²⁸ Ali Kazancigil, « Anti-emperyalist bagimsizlik ideoljisi ve ucuncu dunya ulusculugu olarak kemalizm », *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce*: Cilt2, iletisim yayinlari, 2002(2.ed), p235

²²⁹ *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce*: Cilt2, iletisim yayinlari, 2002(2.ed), 15

²³⁰ Ergun Ozbudun, « la nature du régime politique kéraliste », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 91

²³¹ Ali Kazancigil, « Anti-emperyalist bagimsizlik ideoljisi ve ucuncu dunya ulusculugu olarak kemalizm » *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce*: cilt2, 2ed, (iletisim yayinlari, 2002),235

²³² Ibid

Ici il serait utile d'aborder les principes fondamentaux de la révolution kémaliste, les « six flèches », -tout en accordant plus d'attention aux deux premiers. Comme Ergun Ozbudun le souligne, l'écriture sur les divers aspects de l'expérience kémaliste s'attachent à la description plutôt qu'à l'analyse, en insistant sur la singularité du régime kémaliste²³³. Cependant, le régime kémaliste constitue une « transition pacifique d'autoritarisme à une démocratie », qui permet de l'évaluer dans un sens analytique et théorique²³⁴. D'ailleurs, il se caractérise par la création d'une nouvelle identité pour l'État, pour la nation, ainsi que pour l'individu. Dans ce sens, la nouvelle identité a été construite dans la tentative de ressembler à son « autre significatif » : l'Occident, en même temps que dans « l'éloignement de soi-même » : le passé ottoman et l'islam. A la lumière de ce cadre théorique, nous tenterons d'analyser les principes doctrinaux du régime kémaliste en vue d'ouvrir la voie à des discussions théoriques et analytiques sur la crise identitaire.

Par ailleurs, les principes kémalistes sont importants dans le cadre de notre travail, parce que, d'une part ils constituent le cadrage idéologique domestique de la Turquie qui influence l'orientation de sa politique étrangère et, d'autre part, toute l'histoire politique turque a été marquée par des conflits domestiques autour de ces concepts, notamment le nationalisme et la laïcité. Ainsi, dans la mesure où « les réformes kémalistes établissent le principe de laïcité comme fondement de la structure constitutionnelle et de la vie politique, principe conservé, en dépit du changement de régime et de la constitution »²³⁵, les rapports entre la religion et l'État occupent toujours une place centrale dans le débat domestique. De même, ayant des racines dans le processus de *nation-building*, les crises identitaires domestiques autour des questions ethniques et de minorité figurent toujours au cœur des débats politiques et socio-culturels.

2.2.2. La création de la nouvelle identité et les principes fondamentaux du kémalisme

2.2.2.1. Le nationalisme

Les Ottomans ne possédaient pas d'identité nationale et le « Turc » renvoyait à un « pauvre paysan », du fait que le turc était la langue officielle, venant de la dynastie dominante

²³³ Ergun Ozbudun, « la nature du régime politique kémaliste », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984), 81

²³⁴ Ibid

²³⁵ Serif Mardin, « Religion et laïcité en Turquie », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984), 183

et non d'une domination d'éthnicité²³⁶. Grâce à l'expansion territoriale de l'Empire ottoman, les Turcs occupaient une place minoritaire au sein de la population. On en trouvait seulement en Anatolie et en Thrace et, « même là, l'appellation de Turc ne signifiait pas grand chose »²³⁷. On se définissait comme « ottoman » et comme « musulman », et l'État ne prenait pas en considération le fait que les Turcs pouvaient développer une nation²³⁸. Ainsi, au sein de l'Empire ottoman le nationalisme turc était le dernier né des nationalismes développés tout au long du XIX^e siècle²³⁹. Au contraire des autres courants de la fin de l'Empire, « le nationalisme kémaliste n'a été ni raciste ni expansionniste »²⁴⁰. C'est donc un nationalisme « réaliste » et « pacifique », basé sur la défense de la seule Turquie dans ses nouvelles frontières définies par le traité de Lausanne, et ce sans aucun objectif expansionniste²⁴¹.

Malgré l'appellation européenne de l'Anatolie turcophone, pratiquement depuis la conquête par les Turcs au XI^e siècle, ces derniers l'ont eux-mêmes accepté officiellement en 1923. Ainsi, ils ont adopté le mot *Türkiye* (Turquie) dont la forme révélait clairement l'origine européenne. Bernard Lewis précise à cet égard : « sans doute la population s'était-elle jadis dite turque, appelait-on toujours sa langue le turc mais la société impériale ottomane n'employait guère le terme ethnique 'turc', et encore la plupart du temps avec mépris, que pour désigner les nomades turcomanes ou, plus tard, les paysans turcophones, ignorants et grossiers, d'Anatolie. Qualifier ainsi un gentilhomme ottoman de Constantinople eut été considéré comme une insulte »²⁴².

Par ailleurs, jusqu'au XIX^e siècle, les Turcs se définissaient avant tout comme des musulmans ; leur allégeance, à différents niveaux, allait à l'islam, à la maison et à l'État ottoman. Les rapports individuels à la langue, au territoire et à la race avaient probablement « une portée personnelle, sentimentale ou sociale, mais nulle signification politique »²⁴³. Comme Bernard Lewis le décrit encore : « les Turcs s'identifiaient si complètement à l'islam que la notion même d'une nationalité turque était oblitérée, et cela malgré la survivance de la

²³⁶ Kemal Karpat, *Türk Dis Politikasi Tarihi*, (Istanbul : Timaş Yayınları, 2012), 348

²³⁷ Enver Ziya Karal, « Les Principes du kémalisme » in Ali Kazancigil et Ergun Özbudun (eds.), *Atatürk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 21

²³⁸ Ibid

²³⁹ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, (ellipses, 2007), 39

²⁴⁰ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, (3.ed) (Imge Kitabevi, 1994), 39

²⁴¹ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, ellipses, 2007, 39 ; Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, (3.ed) Imge Kitabevi, 1994, 39

²⁴² Bernard Lewis, *Islam et Laïcité La naissance de la Turquie moderne*, traduit de l'anglais par Philippe Delamare, (Fayard, 1988), 14

²⁴³ Ibid

langue turque et l'existence, dans les faits, sinon en théorie d'un État turc ». ²⁴⁴ D'ailleurs, au niveau des paysans et des nomades, on continuait à se sentir Turc comme le témoigne une littérature riche. Quant aux milieux cultivés et dirigeants, ils n'avaient pas le sentiment d'appartenance à une identité turque, ethnique et culturelle, distincte de l'islam²⁴⁵.

François Georgeon souligne l'importance des facteurs exogènes dans la naissance et le développement du nationalisme turc. Pour lui, il s'agit d'un nationalisme d'opposition : celui d'une nationalité qui se définit par rapport à d'autres nationalités et dans le conflit avec elle : « Sursaut aux autres nationalismes des autres peuples de l'Empire, réaction contre la culture islamique, résistance au panslavisme, révolte contre l'hégémonie européenne, opposition à la chrétienté, tout cela représente une série de luttes au cours desquelles se forge et s'exprime la nationalité turque »²⁴⁶. A la tête de ces luttes, on trouve la classe dirigeante de l'Empire ottoman, la bureaucratie civile et militaire turque, le nationalisme turc est donc d'abord le nationalisme d'une classe bureaucratique. Dans ce sens, il a fallu donner un contenu au nationalisme turc, après avoir formé un État-nation²⁴⁷.

De même, Bernard Lewis indique qu'une fois que les mouvements nationalistes et modernistes ont été implantés, l'identité turque aux civilisations locales et antérieures s'est affirmée et cela se basait sur l'idée selon laquelle « il existe une patrie laïque et territoriale et une relation mystique permanente entre la terre et le peuple qui l'habite »²⁴⁸. Ainsi, les projets de « la thèse turque de l'histoire » et la théorie de la « langue soleil » sont apparus dans les années 30 afin de promouvoir l'identité nationale²⁴⁹. Ces projets étaient, en partie, politiques et visaient à encourager les Turcs à s'identifier avec le pays qu'ils habitaient, tout en décourageant les motivations pantouraniennes.²⁵⁰ « Mais malgré ses excès et ses absurdités d'inspiration politique, la théorie anatolienne d'Atatürk contenait, ou plutôt mettait en lumière, d'importants éléments de vérité »²⁵¹.

²⁴⁴ Ibid

²⁴⁵ Ibid

²⁴⁶ François Georgeon, *Des Ottomans aux Turcs Naissance d'une nation*, (Les Editions Isis Istanbul, 1995), 22

²⁴⁷ Ibid

²⁴⁸ Bernard Lewis, *Islam et Laïcité La naissance de la Turquie moderne*, traduit de l'anglais par Philippe Delamare, (Fayard, 1988), 15

²⁴⁹ Serif Mardin, « Religion et laïcité en Turquie », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Atatürk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 202

²⁵⁰ Bernard Lewis, *Islam et Laïcité La naissance de la Turquie moderne*, 15

²⁵¹ Ibid

Le nouvel État-nation unitaire se basait sur la turcité par opposition à l'Empire ottoman qui était un agglomérat de communautés diverses²⁵². Pourtant, « le nationalisme kémaliste ne reposait pas sur des critères ethniques exclusifs : toute personne liée à l'État turc par le lien de citoyenneté est turque »²⁵³. De même, toute personne vivant en Turquie, y compris les étrangers, était soumise à la législation et à la juridiction du pays. Toutes les demandes de dédommagement, énoncées dans le traité de Sèvres, ont été supprimées par le traité de Lausanne. En outre, ce traité contient une clause par laquelle « la Turquie s'engage à protéger ses citoyens, sans distinction de religion, de nationalité ou de langue », et lui octroie un pouvoir autonome sur les minorités²⁵⁴ vivant à l'intérieur de ses frontières. Ainsi, la nationalité turque appartient à ceux qui parlent turc, vivent sur le sol turc et partagent les idéaux tures²⁵⁵. Cette définition, qui semble ordinaire à première vue, n'est pas, en fait, comme Bernard Lewis le précise : « l'introduction et la diffusion de cette idée en Turquie, et le fait que le peuple turc a fini par y voir l'expression de sa personnalité et de son identité nationale, sont une de révolutions essentielles des temps modernes, représentant une rupture radicale et brutale avec les traditions sociales, culturelles et politiques du passé »²⁵⁶.

D'un autre côté, malgré la tendance séculariste, l'État présentait un caractère musulman puisque seuls les musulmans (quelles que soient leurs origines ethniques), appartenaient à la définition de la « nation » (*the core nation*), tandis que les non-musulmanes ont été acceptés comme des minorités²⁵⁷, même s'ils bénéficient du plein droit de citoyenneté²⁵⁸. D'ailleurs, la population non-musulmane, en Anatolie, a diminué, suite au projet kémaliste de nation-building et à travers l'échange de populations entre la Grèce et la

²⁵² Il faut aussi préciser que les idéologues les plus en vue du nationalisme turc sont d'origine non turque ; Ziya Gökalp d'origine kurde, Tekin Alp, juive, Mehmet Akif, albanaise. Voir Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, (Ellipses, 2007), 39. Voir aussi, Olivier Bouquet, « Faut-il encore parler de modernisation ottomane ? », in *L'art de l'Etat en Turquie: Arrangements de l'action publique de la fin de l'empire ottoman à nos jours*, Marc Aymes, Benjamin Gourisse, Elise Massicard (Eds.), (Paris: Karthala, 2014), 72.

²⁵³ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 40

²⁵⁴ Le Traité de Lausanne reconnaît les minorités de l'Anatolie sur la base de leur appartenance religieuse, et non pas ethnique. C'est pourquoi, contrairement aux Grecs, Arméniens et Juives, les Kurdes ne sont pas reconnus comme minorité.

²⁵⁵ Enver Ziya Karal, « Les Principes du kémalisme » in Ali Kazancigil et Ergun Özbudun (eds.), *Atatürk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 22

²⁵⁶ Bernard Lewis, *Islam et Laïcité La naissance de la Turquie moderne*, traduit de l'anglais par Philippe Delamare, Fayard, 1988 (1961, 1^{ère} ed.), 13

²⁵⁷ Puisque seul les arméniens, grecs et juifs, ont été reconnus comme minorité par le traité de Lausanne, les minorités linguistiques ou confessionnelles- notamment kurde et alévie- ne disposent d'aucun statut juridique.

²⁵⁸ Hasan Kosebalaban, *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalisation*, 47.

Turquie²⁵⁹. En outre, l'immigration musulmane des Balkans et du Caucase vers la Turquie a contribué à augmenter la population musulmane. Deux problèmes ethno-sectaires qui ne sont, aujourd'hui, pas encore résolus : la question kurde et la question d'alévis²⁶⁰ sont étroitement liées à ce processus de construction nationale turque²⁶¹. Par ailleurs, le nationalisme, culturel des premières années de la République, s'est transformé, dans le temps, en un nationalisme plutôt ethnique²⁶². Le succès ainsi que les limites du processus de cette construction nationale ont encadré l'idéologie de la politique intérieure et étrangère de l'État²⁶³.

2.2.2.2. La laïcité

La laïcité et la sécularisation figurent au cœur du processus de démocratisation et de la modernisation turque²⁶⁴. Dès la fondation de la République turque, la laïcité et les rapports entre l'État et la religion restent centraux dans tous les débats socio-politiques. La laïcité constitue le principe auquel Mustafa Kemal est extrêmement sensible, il s'agit également, pour lui, de la pré-condition aux autres principes²⁶⁵. Le caractère le plus important du kémalisme est la mentalité rationaliste et positiviste et, par conséquent, il se traduit par une

²⁵⁹ Selon le traité d'échange entre la Turquie et la Grèce 400,000 musulmane de la Grèce et 900.000 chrétien orthodoxe (inclus le chrétiens turcophones) de Turquie ont quitté leurs pays vers l'autre. Voir Erik Zürcher, *Tueky A Modern History*, 164.

²⁶⁰ Voir Elise Massicard, *L'Autre Turquie: Le Mouvement Aléviste Et Ses Territoires* (Paris: Presses Universitaires de France, 2005).

²⁶¹ Hamit Bozarslan « Les minorités en Turquie », *Pouvoirs* 4/2005 (n° 115), 101-112.

²⁶² Hasan Kosebalaban, *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalisation*, 48.

²⁶³ « La république truque en rupture avec l'héritage ottoman, s'est fondée sur le mythe d'une homogénéité de la population, au point de nier l'existence des certaines groupes comme les kurdes. L'affirmation politique des différences ethniques contredit les bases du nationalisme officiel et reste de ce fait illégitime. De même sur un plan religieux, l'alévisme (minorité hétérodoxe de l'islam) n'est pas reconnu comme une religion par l'Etat, malgré le nombre de ses membres, et, en dépit de la laïcité officielle, le sunnisme est de facto la confession de l'Etat. La perspective d'adhésion à l'Union Européenne a permis d'ouvrir de nouveaux débats sur les minorités et les régions, mais les réformes peinent toujours à être appliquées. Le débat en cours sur des réformes de décentralisation montre la profondeur des réticences chez les hommes politiques et les cadres de l'administration devant une autonomie, même limitée, du local. Si des perspectives de résolution du conflit kurde, atour d'une certaine « fraternité musulmane » , ont vu le jour après l'arrivée au pouvoir des islamo-conservateurs au début des années 2000, les questions identitaires ou particularistes (ethniques, géographiques, religieuses) demeurent des facteurs de polarisation qui pèsent énormément sur la vie politique turque » Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean, « Introduction/Identité, Hierarchie et Mobilisation » in Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean (eds.), *Identités et Politiques, Dela differenciation culturelle au conflit*, (Paris, Presses de Sciences Po, 2015), 17.

²⁶⁴ Faruk Bilici, Elise Massicard, Semih Vaner, « Religion et Société » in *La Turquie d'une révolution à l'autre*, Ali Kazancigil, Faruk Bilici, Deniz Akagul (eds.), (Librairie Artheme fayard/pluriel, 2013), 119

²⁶⁵ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, (1994 (3eme ed.), Imge Kitabevi), 30

« rationalisation qui implique nécessairement la laïcisation »²⁶⁶. Alors que « le nationalisme est notre seul moyen de cohésion », dit Inonu, il souligne aussi la nécessité de créer une identité turque qui se substituerait à l'appartenance à la communauté islamique », au niveau individuelle²⁶⁷. Ainsi, comme le note Serif Mardin, l'une des objectifs de laïcisme était « la nécessité de trouver un principe de cohésion sociale pour la société turque et de concevoir les moyens de renforcer chez les Turcs une conscience sociale. Dans la mesure où l'islam avait cessé de poursuivre ces deux buts, il avait été rejeté. Des lors que l'islam n'y réussissait plus, il était véritablement devenu une question de conscience 'privée' pour les Turcs »²⁶⁸.

Il est fréquent, pour les intellectuels turcs, d'accuser Mustafa Kemal d'avoir coupé le pays de ses traditions, d'avoir causé une rupture avec l'identité traditionnelle du peuple turc au sein de la société. Dans quel sens la création de la nouvelle identité laïque signifie-t-elle une rupture ? Francois Georgeon répond ainsi : « ce discours qui se veut, à vrai dire, sans doute moins une défense de l'islam qu'une illustration de la tradition (...) mais c'est l'histoire qu'il faut interroger si l'on veut démêler la question embrouillée du laïcisme turc »²⁶⁹. Dans ce cadre, pour mieux comprendre la politique de Mustafa Kemal à l'égard de l'islam, il ne faut pas oublier le milieu et les conditions dans lesquelles elle s'est effectuée. Tout d'abord, c'était l'islam de la période ottomane auquel on s'est opposé pendant la création identitaire de la nouvelle nation. Deuxièmement les réformes de laïcité avaient déjà commencé pendant la période ottomane. Dans ce sens, « ce n'est pas à l'époque kémaliste qu'il faut chercher les origines du laïcisme turc, puisque le sort de l'islam est fixé dès la période de Tanzimat »²⁷⁰. Par ailleurs, ce que le projet kémaliste rejetait, c'était l'islam ottoman : « le laïcisme kémaliste ne s'est pas établi contre l'islam éternel des théologiens ou l'islam en général des orientalistes. L'émergence de la laïcité en Turquie apparaît dans un contexte bien précis : l'islam ottoman de la fin du XIXème et du début du XXème siècles »²⁷¹.

Francois Georgeon souligne également que, dans sa version officielle, l'islam ottoman est, au moment de la grande confrontation avec l'Occident, un islam particulièrement peu apte à évoluer qui présente un paradoxe : le laïcisme s'est établi dans le pays musulman qui était

²⁶⁶ Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), « Introduction » in *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984).

²⁶⁷ Francois Georgeon, *Des ottomanes aux turcs naissance d'une nation*, 20.

²⁶⁸ Serif Mardin, « Religion et laïcité en Turquie » in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984), 201

²⁶⁹ Francois Georgeon, *Des ottomanes aux turcs naissance d'une nation*, 12

²⁷⁰ Ibid

²⁷¹ Ibid

considéré comme le plus strictement orthodoxe. Aussi cet islam ottoman est-il un islam d'État, avec sa loi islamique (seriat), sa juridiction d'État reposant sur les décrets (kanunnname) et son contrôle sur les institutions religieuses ainsi que sur le « clergé »²⁷². Dans ce sens, Ahmet Taner Kislali précise que la laïcité kémaliste visait à « supprimer la pression et le despotisme de l'état au nom de la religion » ce qui était le cas durant la période ottomane et, de mettre la 'rationalité' à sa place²⁷³.

Comme souligné par plusieurs auteurs, le « laiklik »²⁷⁴ turc et la laïcité dans son acception française ne sont pas équivalents²⁷⁵²⁷⁶. Le même concept en français et en turc se distingue sur plusieurs plans : politique, juridique et sociologique. Ainsi que le décrit Samim Akgönül, « l'évolution d'un concept tel que la laïcité, sa signification dynamique et interactionnelle, ses champs d'application et même son intériorisation par la (les) société(s) ne peuvent évidemment pas être identiques, non seulement parce que contextes historiques et sociologiques ne sont pas analogues mais de plus, l'existence des 'sociétés synchrones' n'est que construction mentale pour avancer dans la réflexion »²⁷⁷.

D'ailleurs, le *laiklik* présente deux facettes : l'une négative, qui prend place par la destruction des institutions islamiques préexistantes, l'autre créative, basée sur l'exploitation

²⁷² Ibid, 12,13

²⁷³ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, 30.

²⁷⁴ Laiklik : laïcité en turc

²⁷⁵ Elise Massicard, « L'Organisation des rapports entre État et religion en Turquie », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* 4 (2005), 121 ; Samim Akgönül (ed), « Introduction » in, *Laïcité en débat Principes et Représentations en France et en Turquie*, (Presses Universitaire de Strasbourg, 2008), 8. ; Nathalie Clayer « un laiklik imposé ou négocié ? L'administration de l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique » in Marc Aymes, Benjamin Gourisse et Elise Massicard (ed.) *L'Art de l'Etat en Turquie Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire Ottoman à nos jours*. (Editions Karthala, Paris 2013), 102-125, 103.

²⁷⁶ A ce propos voir aussi Jean-François Pérouse, *La Turquie En Marche: Les Grandes Mutations Depuis 1980* (Paris: Editions de La Martinière, 2004), 209 : « le système laïc progressivement mis en place par Atatürk entre 1924 et 1928 n'a rien à voir avec la laïcité à la française. En Turquie, le pouvoir politique prétend exercer un strict contrôle sur le religieux. Depuis 1925, le Premier ministre a en effet la haute main sur la Direction des affaires religieuses (*Diyanet Isleri*), qui organise et surveille l'activité des mosquées, nomme et rémunère les imam chargés du culte, statue sur le contenu de l'enseignement religieux et même sur celui de sermons du vendredi (*hutbe*). Les imams sont donc fonctionnaire d'Etat, et leurs sermons reflètent en priorité les préoccupations du gouvernement, qui ne manque pas de faire passer des messages par leur intermédiaire, messages parfois d'ordre très pratique, sur la prudence au volant, sur les mesures à prendre en cas de tremblement de terre, sur l'hygiène... ».

²⁷⁷ Samim Akgönül (ed), « Introduction » in, *Laïcité en débat Principes et Représentations en France et en Turquie*, (Presses Universitaire de Strasbourg, 2008) 8.

de la religion pour façonner l'identité nationale turque²⁷⁸. Dans ce cadre, d'une part, les institutions publiques telles que la Direction des affaires religieuses (Diyanet Isleri Baskanligi) créée en 1924, sont souvent perçues comme un mécanisme de contrôle de la sphère religieuse par l'État²⁷⁹, d'autre part, il est commun de soutenir l'idée que de telles institutions publiques sont nécessaires pour la garantie de la laïcité²⁸⁰. Pour les premières, outre la Diyanet, une multitude d'acteurs étatiques interviennent (comme le Président de la République, le Premier ministre dont dépend directement la Diyanet, la Direction générale des fondations pieuses, le Ministre de l'éducation, et le Ministre de l'intérieur, la gendarmerie, etc.) dans la régularisation de la religion, dans diverses circonstances à divers degrés, comme dans l'exemple du processus de turcisation de l'appel à la prière (ezan) au début des années 1930²⁸¹. Cependant, pour les secondes, l'existence des acteurs étatiques qui régularisent les rapports religieux entre la société et l'État n'est pas opposée au principe de laïcité, car : « le premier objectif de l'État, c'est d'organiser la vie sociale, et donc, comment l'État peut-il rester indifférent à l'élément le plus important de la société ? »²⁸².

Comme déjà précisé, le projet pour le nouvel État turc tire ses racines de deux idéaux principaux de Mustafa Kemal: une nation turque homogène et un État laïc et occidentalisé. Les efforts d'occidentalisation au niveau culturel se sont donc traduits par une laïcisation militante de l'État et de la vie sociale. Au niveau étatique, le sultanat et la religion étaient les deux responsables de la chute de l'Empire, il fallait donc les supprimer²⁸³. Selon lui, si le nouvel État ne se débarrassait pas de sa structure archaïque basée sur des valeurs religieuses et traditionnelles, il risquerait d'être toujours condamné au recul. Quant au niveau socio-culturel, on devait assurer « la construction d'une nouvelle identité collective où la religion n'avait aucun rôle »²⁸⁴. Dans ce cadre, Mustafa Kemal est parvenu à créer un nouvel État basé sur de

²⁷⁸ Gavin Brockett, *How happy to Call Oneself a Turk : Provincial Newspapers and the Negotiation of a Muslim National Identity*, Austin, University of Texas Press, 2011, 45 cité par Nathalie Clayer « Un laiklik imposé ou négocié ? L'administration de l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique » in *L'Art de l'Etat en Turquie Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire Ottoman à nos jours*. Marc Aymes, Benjamin Gourisse et Elise Massicard (ed.) (Editions Karthala, Paris 2013) (102-125), 104.

²⁷⁹ Nathalie Clayer « Un laiklik imposé ou négocié ? ... », 104.

²⁸⁰ Voir par exemple Toktamis Ates, *Dunyada ve Turkiyede Laiklik*, (Umit Yayincilik, Ankara, 1994)

²⁸¹ Umut Azak, *Islam and Secualrism in Turkey, kemalism, religion, and the Nation State*, (I.B.Taurius, Londron, 2010), 45-58 cité par Nathalie Clayer « Un laiklik imposé ou négocié ? ... », 103.

²⁸² Toktamis Ates, *Dunyada ve Turkiyede Laiklik*, (Umit Yayincilik, Ankara, 1994), 30.

²⁸³ Yves Terson, *L'Empire ottoman, le déclin, la chute, l'effacement*, 372.

²⁸⁴ Serif Mardin, « Religion et laïcité en Turquie », in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 203.

nouvelles conceptions, diamétralement opposées à celles de l'Empire. Ainsi, a été mis en place un État moderne, conforme au modèle européen et un projet strictement national²⁸⁵.

« Hormis un changement fondamental, l'islam a peu de chance de déterminer la politique étrangère turque » écrivait Bernard Lewis en 1988²⁸⁶. Ce changement fondamental a-t-il trouvé sa place au cours des années ? L'islam est-il devenu un déterminant de la politique étrangère turque ? En abordant l'approche d'AKP, nous allons aussi nous interroger sur la place de l'islam dans la vision de la politique étrangère de l'AKP, qui est une partie de l'orientation islamiste. Nous reviendrons ainsi sur ce sujet (les rapports entre la politique et l'islam) avec plus de détails dans les chapitres suivants qui se focalisent sur l'approche d'AKP.

2.2.2.3. Le républicanisme, l'étatisme, le populisme et le révolutionnarisme

Le principe *républicain* a pris place dans la Constitution lors de la proclamation de la République turque, par l'Assemblée Nationale, le 23 octobre 1923. La majorité des populations ne pensaient pas qu'elles pouvaient se passer d'un sultan, et même les proches de Mustafa Kemal favorisaient la monarchie constitutionnelle²⁸⁷. Avec la république, qui se traduisait par la rupture avec l'Empire ottoman, la souveraineté n'appartenait plus au sultan calife mais à la nation²⁸⁸.

L'étatisme qui est un principe d'origine occidentale, se traduit par la participation de l'État à l'économie²⁸⁹, principe opposé au libéralisme²⁹⁰. La nécessité, pour ce principe provenait de l'inexistence de l'accumulation du capital privé et l'absence d'une bourgeoisie turque à la fin de l'empire ottoman²⁹¹. Pour la construction d'une économie nationale, l'État prend l'initiative de la création des entreprises publiques. Mais, cet étatisme est loin de la

²⁸⁵ Paul Dumont, *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, (Bruxelles : Éditions Complexe, 2006), 136-175.

²⁸⁶ Bernard Lewis, *Islam et Laïcité La naissance de la Turquie moderne*, préface VIII

²⁸⁷ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, (Ellipses, 2007), 40.

²⁸⁸ Enver Ziya Karal, « Les Principes du kémalisme » in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, Masson, 1984, 20 ; Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, Ellipses, 2007, 40.

²⁸⁹ Enver Ziya Karal, « Les Principes du kémalisme » in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds.), *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, (Masson, 1984), 23.

²⁹⁰ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, 30.

²⁹¹ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 51.

forme soviétique malgré le rapprochement entre la jeune Turquie et la Russie bolchevique²⁹², car au contraire des économies collectivistes chez les régimes communistes, l'étatisme ne part pas de l'objectif d'une *monopolie* d'Etat qui tient tous les moyens de production entre ses mains²⁹³.

Le populisme est un concept *assez flou* et, en un sens, il correspond au populisme romantique des révolutionnaires russes²⁹⁴. Si on le conceptualise comme « le gouvernement du peuple, avec le peuple et pour le peuple », on peut indiquer qu'il fonde la démocratie²⁹⁵. Cependant, Michel Bozdemir souligne que « le populisme ne signifie nullement des masses libérées, au contraire le peuple a besoin d'être encadré, orienté, guidé, (...) on peut le ramener à la formule célèbre « pour le peuple : malgré lui »²⁹⁶. Cette formule se traduit surtout par des discours : M. Kemal, au congrès d'Izmir sur la politique économique de la Turquie, célèbre les vertus du paysan anatolien : « le paysan est le maître de la nation », et dans d'autres discours, il rappelle aux foules : « c'est vous qui avez tout fait ». En réalité, les kémalistes, se sont toujours méfiés des foules inorganisées ou organisée en dehors d'eux. L'idée du peuple est conçue comme une entité homogène. On nie l'existence des classes sociales dont les intérêts seraient opposés : « nous sommes une masse confondue, sans classe, ni caste »²⁹⁷. Comme le républicanisme, il faut comprendre ce principe en opposition avec la dynastie ottomane.²⁹⁸

Les concepts de *la révolution* ainsi que *le révolutionnarisme* comportent différentes significations par rapport au milieu d'application. Comme Kislali le précise, en France la révolution se présente comme la conclusion éventuelle de l'évolution. Quant aux pays telle que la Turquie, elle est un moyen de se sauver et d'avancer, compte tenu du processus de transformation et d'un effort conscient²⁹⁹. Le révolutionnarisme kémaliste a deux éléments principaux : construire des institutions modernes en détruisant les anciens qui ne répondent plus aux besoins actuels du monde, et être toujours ouvert pour se développer, s'avancer, ainsi que pour les nouveautés³⁰⁰.

²⁹² Ibid, 41

²⁹³ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, 44

²⁹⁴ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 41

²⁹⁵ Enver Ziya Karal, « Les Principes du kémalisme », 23

²⁹⁶ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 41

²⁹⁷ Ibid,

²⁹⁸ Ibid, 40

²⁹⁹ Ahmet Taner Kislali, *Kemalizm, Laiklik ve Demokrasi*, 47

³⁰⁰ Ibid, 50

Selon Tekin Alp³⁰¹, c'est plutôt son aspect révolutionnariste qui caractérise le succès du projet kémaliste, et notamment les changements profonds qui se sont produits en Turquie dans l'espace d'une douzaine d'années³⁰². Il souligne aussi que le kémalisme est accepté comme un mouvement de renaissance et de rénovation mais qu'il faut plutôt le qualifier de *révolution* : « rien en somme de ce qui s'est passé en Turquie de 1922 à 1928 n'a eu d'équivalent dans le monde ; un peuple entier, pour ainsi dire, a 'retourné sa peau' »³⁰³.

La définition de la *révolution* dans le cadre du projet kémaliste a été donnée par Mustafa Kemal lui-même dans un discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de la faculté de droit à Ankara : « qu'est-ce que *l'inkilap* turc ? En dehors du sens de révolution (*ihtilal*, en turc)³⁰⁴ qu'on lui attribue, ce terme désigne un changement plus vaste et plus profond à la fois. Il a changé soit dans la forme soit dans le fond, le lien qui rattachait les uns aux autres les membres de la nation depuis des siècles. Il les a réunis par le lien de la nationalité turque en lieu et place du lien religieux et théocratique. Si vous reculez dans vos souvenirs de six ans, vous remarquerez que nous avons maintenant d'autres bases et d'autres principes dans la forme de l'État, dans lien commun entre les membres de la nation ; dans la marche dans la voie de la civilisation, en un mot dans tout ce qui concerne notre structure notre organisation et nos besoins nationaux. Ces grands changements, réalisés par notre nation dans un intervalle de six ans seulement, représentant des mouvements grandioses, plus sublimes et plus intenses que ce qu'on peut entendre par le mot 'révolution'. Nous avons vu d'autres nations s'exalter dans la lutte pour la libération et pour le relèvement, mais cette exaltation n'a rien de commun avec *l'effervescence consciente et réfléchie* de la nation turque »³⁰⁵. Tekin Alp précise que par *l'effervescence consciente et réfléchie*, Mustafa Kemal fait allusion au fait que, dans la révolution turque, il n'y a pas de réveil d'instincts brutaux, comme dans d'autres mouvements similaires³⁰⁶.

Mustafa Kemal, qui avait l'idéal d'un État-nation *occidentalisé, civilisé, et moderne*, décrivait ainsi son projet, déjà en 1908 :

³⁰¹ Intellectuelle, né dans une famille juive, Moiz Cohen a changé son nom comme Tekin Alp connu aussi comme Munis Tekinalp il est l'un des premiers à utiliser le terme « kémalisme »

³⁰² Tekin Alp, *Le Kémalisme* Paris, Alcan, 1937, 7

³⁰³ Paul Gentizon, *Mustafa Kemal ou l'orient en marche*, (Editions Bossard, 1929) cité dans Tekin Alp, *Le Kémalisme* (Paris, Alcan, 1937), 7

³⁰⁴ Inkilap, ihtilal et devrim sont des concepts qui se traduisent comme révolution en français

³⁰⁵ Discours prononcé par Mustafa Kemal, faculté de droit, 5 novembre 1925, Ankara. Pour le discours complet voir <http://www.law.ankara.edu.tr/files/2013/07/Ataturkunkonusmasi.pdf>

³⁰⁶ (Munis) Tekin Alp, *Le Kémalisme* (Paris, Alcan, 1937), 11

« Un jour viendra où je réaliserai toutes ces réformes qui vous semblent, aujourd'hui, chimériques. Ma nation me fera confiance. Le sultanat doit être aboli. Il faut empêcher la religion de s'immiscer dans les affaires de l'État. Nous devons adopter les spécificités de la civilisation occidentale. Un nouveau système social doit supprimer toute inégalité entre les sexes. L'alphabet actuel qui dresse un barrage entre nous et l'Occident doit laisser sa place à des caractères latins. Nous devons ressembler aux Occidentaux en tout, même dans notre manière de nous vêtir. Croyez-moi, tout ce que je viens de dire deviendra, tôt ou tard, réalité »³⁰⁷.

Enfin, cela est devenu réalité en très peu de temps, au moins en théorie, tout en restant fragile quant à sa consolidation pour toute la société. Compte tenu de tout ce que nous venons d'aborder, le projet kémaliste fixe les règles du jeu socio-politique au niveau domestique, au moins pendant les premières décennies de la République. Au niveau extérieur, comment l'idéologie fondatrice influence-t-elle l'orientation de la politique étrangère ?

2.3. Les principes fondamentaux de la politique étrangère turque : la « politique du statu quo » et « l'occidentalisme »

Dès la fondation de la République, la politique étrangère turque se caractérise par des principes traditionnellement acceptés. Ces principes déterminent l' 'identité' de la politique étrangère et ses réflexions au niveau international. A la fois idéologique/stratégique et pragmatique/tactique, ces principes complémentaires sont définis par rapport aux « valeurs » à la base de l' « occidentalisation », à l' « identité » liée à ces « valeurs », ainsi qu'aux « intérêts » encadrés par ses « valeurs » et cette « identité » et aux « objectifs » plutôt conservatifs et défensifs³⁰⁸. Dans ce cadre, la politique étrangère turque se base sur les principes suivants : la politique d'occidentalisation, la politique de statu quo, la politique d'équilibre et la légitimité³⁰⁹. Malgré la difficulté de réduire à quelques éléments et d'y chercher des traces de continuité, deux principes présentent un fil conducteur tout au long de

³⁰⁷ Georges Daniel, *Atatürk, une certaine idée de la Turquie*, 37

³⁰⁸ Erol Kurubas, « Davutoglu Donemi Turk Dis Politikasinin, Geleneksel Dis Politika İlkeleri Acisindan Analizi » 2. Uluslararası Davraz Kongresi, Isparta, Suleyman Demirel Universitesi, 29-31 (may 2014), 1416-1433

³⁰⁹ Ibid

l'histoire politique turque « la politique de statu quo » et « la politique d'occidentalisme ».³¹⁰³¹¹

2.3.1. La politique de statu quo

Le *statu quo* signifie l'ordre établi et la politique de statu quo est définie comme le maintien de ce qui est établi afin de réagir dans la politique étrangère pour ne pas endommager l'équilibre établi. La politique de statu quo a donc deux significations pour la Turquie : maintenir les frontières actuelles et respecter l'équilibre établi au niveau international³¹². A l'instauration de la république, sur la base de modernisation, les dirigeants du pays ont voulu faire de la Turquie un pays centralisé, unitaire et occidental. De même, des revendications territoriales ont été évitées et malgré l'héritage d'un empire qui s'étendait sur trois continents, elle n'avait pas l'intention de mener des politiques irrédentistes. La politique de *statu quo* était nécessaire pour assurer la sécurité et l'indépendance de nouvel État ainsi que de renforcer son intégralité territoriale. La victoire à la fin de la guerre d'indépendance et l'ordre établi par le traité de Lausanne satisfaisaient les attentes de l'époque ; il fallait donc maintenir ce qui avait été obtenu. Cette politique s'est donc concrétisée dans les efforts du nouvel État pour maintenir les frontières établies, les faire reconnaître, et renforcer son indépendance³¹³.

L'expression « Paix dans le pays, paix dans le monde » de Mustafa Kemal mettait en évidence son désir et la nécessité de protéger le statu quo établi par le traité de Lausanne³¹⁴. Après avoir fondé un État 'occidental', 'nationaliste' et 'indépendant', son expression pacifiste comportait des significations pour le peuple ainsi que pour le monde extérieur. Pour

³¹⁰ Baskin Oran, *Türk Dış Politikası*, 46-53

³¹¹ Bien évidemment qu'avec les périodes de ruptures selon l'idéologie dominante et la vision du monde du gouvernement au pouvoir. Par contre comme précisé, la modification de l'identité étatique n'est pas une tâche simple sauf s'il n'existe pas un changement radical du régime. Ainsi l'identité de la politique étrangère présente un fil conducteur dans son orientation occidentale. Cependant, même si l'AKP (au pouvoir depuis 2002) ne cesse pas de vouloir poursuivre des bonnes relations avec l'Occident et ne coupe pas les rattachements pré-existants au niveau institutionnel ; il est difficile d'argumenter qu'il suit une politique d'occidentalisme dans le sens d'une admiration à tous qui est lié à l'Occident.

³¹² Baskin Oran, *Türk Dış Politikası*, 46-49

³¹³ Nevzat Arslan, « La place de l'identité dans la politique étrangère : Le cas de la Turquie dans la période post 11 Septembre 2001 », (Université de Liege, 2011)

³¹⁴ Ibid, 47

le peuple, il donnait ce message : « on a créé un ordre occidental au niveau idéologique, économique et politique, donc, il faut maintenant, sans aucune discussion, renforcer la volonté de vivre en paix à l'intérieur des frontières ». Son message pour le monde extérieur était que « les Turcs contents de vivre en paix à l'intérieur de leurs frontières, n'avaient pas de visées irrédentistes et révisionnistes et qu'en contrepartie, ils attendaient le respect des autres peuples de leur droit à la survie et à la sécurité »³¹⁵. Ainsi, il a souligné dans l'un de ses discours : « il est tout à fait simple et naturel d'expliquer le fait qu'un pays engagé dans des réformes et des changements fondamentaux doit souhaiter la paix et la tranquillité à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de ses frontières »³¹⁶.

Les raisons d'adoption d'une politique de statu quo étaient multiples. Consciente des difficultés et de la vulnérabilité du nouvel État, la politique étrangère kémaliste présentait un caractère plutôt réaliste et rationnel. Baskin Oran souligne ainsi les raisons de la suivie d'une politique de statu quo dès les premières années³¹⁷ : tout d'abord, les années de guerre qui ont conduit à l'affaiblissement, puis à l'effondrement de l'Empire ottoman avaient créé un sentiment de lassitude et de prudence au sein du peuple turc. Les efforts de l'Empire ottoman pour empêcher son déclin, ainsi que sa participation aux jeux d'alliances au cours de la Première Guerre mondiale ont créé un désastre. Deuxièmement, suite à la proclamation de l'indépendance, il fallait guérir les blessures, réaliser des réformes, rassembler le peuple autour de la nation turque, réprimer les révoltes kurdes et éliminer les opposants islamistes du régime pour la reconstruction et le renforcement du nouvel État. La troisième raison établit la présence russe au nord qui constituait une menace non négligeable pour l'Empire ottoman et pour la Turquie, depuis déjà trois siècles. Puisque la survie était la priorité du nouvel État, une politique de statu quo s'imposait afin d'éviter le danger que représentait l'Union soviétique au nord. La plus importante communauté turque se trouvait en Union Soviétique. Les deux pays s'étaient engagés mutuellement par le traité de Kars de 1921 à ne pas provoquer de mouvements nationalistes dans leurs pays. D'ailleurs, le maintien de cet ordre établi entre les deux pays, qui avait été garanti pendant la guerre d'indépendance, s'avérait essentiel pour la Turquie. Quatrièmement, étant conscient que la République turque était fondée sur les ruines de l'Empire ottoman, les dirigeants évitaient toutes politiques expansionnistes car ce type de

³¹⁵ Ibid

³¹⁶ Le discours de Musataf Kemal Atatürk, 1 novembre 1928 cité dans Bilge Criss, Pinar Bilgin, "Turkish Foreign Policy Toward The Middle East", *The Middle East Review of International Affairs*, vol.1, n°1, décembre 1996

³¹⁷ Baskin Oran *Türk Dış Politikası*. 47,48

politiques du Comité de l'Union et du Progrès l'avaient conduit à sa chute. Enfin, pendant les premières années de la République, les efforts ont été plutôt focalisés sur la résolution des problèmes laissés en suspens depuis les négociations du traité de Lausanne. Le rapprochement avec la Grèce, le règlement de la question de Mossoul avec le Royaume-Uni et l'Irak, et le fait de devenir membre de la Société des Nations reflètent la volonté de maintenir la politique de *statu quo*.

Tourné vers l'Occident et ayant adopté l'occidentalisation comme guide pour atteindre 'le niveau de haute civilisation', le pays a évité de suivre une politique active ; la politique étrangère présentait donc un caractère passif et défensif. Il faut toutefois préciser que la guerre d'indépendance a constitué la première résistance contre l'ordre établi, et dans ce sens, la politique étrangère turque a d'abord été révisionniste jusqu'à la réalisation de ses objectifs, avant de suivre cette politique de *statu quo*³¹⁸.

D'un autre côté, des actions comme le remplacement des dispositifs du traité de Lausanne concernant le transit maritime à travers les détroits par celui de Montreux en 1936, l'annexion de Hatay (Alexandrette) en 1939, l'envoi de troupes militaires en Corée en 1950, l'intervention à Chypre en 1974 et les opérations militaires au nord de l'Irak à partir des années 1990, peuvent être considérés des exemples de politiques interventionnistes, en revanche, il s'agissait d'interventions réalisées dans le cadre du droit international et avec l'accord des grandes puissances, et non pas en conséquence des politiques expansionnistes³¹⁹.

Quant aux années 2000, elles ont été marquées par l'« activisme ». Toutefois, malgré l'intégration des nouveaux concepts dans la compréhension de la politique étrangère, la politique de *statu quo* n'a pas été quittée. Cette fois, ce dernier a été concrétisé par Ahmet Davutoglu sous forme de « zéro-problème avec les voisins ». L'objectif du bon voisinage et la volonté de maintenir la paix et la stabilité dans sa région ont été mis au centre de la politique étrangère. Le Ministère des affaires Etrangères met en évidence la politique de « zéro problème avec les voisins » comme l'extension de la politique de *statu quo* : « Considérant que le développement et le progrès en termes réels ne peuvent être atteints qu'à travers la paix durable dans un environnement de stabilité, la Turquie place cet objectif au centre de sa vision de politique étrangère. Cette approche est la déduction de la maxime *Paix dans le pays, paix*

³¹⁸ Nevzat Arslan, « La place de l'identité dans la politique étrangère : Le cas de la Turquie... »

³¹⁹ Ibid

dans le monde définie par le grand leader Atatürk, fondateur de la République de Turquie. En outre, il s'ensuit que cette approche est la conséquence naturelle d'une responsabilité contemporaine et d'une vision humaniste de politique étrangère »³²⁰.

2.3.2. L'occidentalisme

Dès la fondation de la République, la politique étrangère turque est perçue comme un domaine d'action qui assure la sécurité interne et externe. Dans ce sens, l'identité occidentale signifie l'assurance du régime démocratique à l'intérieur et la survie de l'État par le fort attachement aux valeurs occidentales à l'extérieur³²¹. Avec cette compréhension protectrice et passive, les actions de la politique étrangère ne devaient servir qu'à la justification et à la fortification de l'identité occidentale de la Turquie³²².

Pour la mentalité fondatrice de la République, l'« Occident » ne représente pas seulement un espace géographique, mais un ensemble de valeurs qui prennent leurs racines de la pensée humaniste et rationnelle. Ainsi, la « civilisation occidentale » que la révolution kémaliste prend comme modèle, met la « raison » à la place des « valeurs religieuses » au niveau de la supra-structure et favorise un système économique basé sur le libéralisme au niveau de l'infrastructure³²³. En fait, l'occidentalisation et la modernisation sont deux concepts souvent utilisés comme identiques en Turquie. Cela provient du fait que chaque mouvement de modernisation prend l'« Occident » comme modèle, la modernisation présupposait donc l'occidentalisation. Dans ce sens, celle-ci est perçue comme la précondition de la modernisation et de la modernité³²⁴ depuis des siècles, d'abord pour la survie

³²⁰ Ministère des Affaires étrangères, accès web: <http://www.mfa.gov.tr/la-politique-de-zero-probleme-avec-nos-voisins.fr.mfa>

³²¹ Erol Kurubas, « Davutoglu Donemi Turk Dis Politikasinin, Geleneksel Dis Politika Ilkeleri Acisindan Analizi », 1416-1433

³²² Ibid

³²³ Baskin Oran *Türk Dış Politikası*, 49

³²⁴ Il serait aussi utile de souligner que la modernisation et la modernité sont deux concepts flous et sont utilisés souvent comme identique, notamment en turc. A ce propos Semih Vaner note : « Le terme de modernisation recouvre la rationalisation, le changement sociale, la sécularisation des comportements, tantôt l'élévation du niveau de vie, la croissance ou l'industrialisation. Quant à la modernité, il est utilisé tantôt pour exprimer l'autonomisation de l'économie ou le capitalisme tout court, tantôt « l'hypothèse selon laquelle la modernisation suppose une 'révolution culturelle', une modification des mentalités et des références idéologiques. (...) La modernité en elle-même comme un ensemble d'attributs de l'organisation sociale, sans la confondre avec la modernisation qui est un mouvement, une volonté, une mobilisation, à la tête de laquelle se trouve de toute façon placé l'Etat,

de l'Empire ottoman, puis pour la construction du nouvel État républicain. Ainsi, l'Europe se présente comme un modèle des mouvements réformateurs du XVIII^{ème} siècle et influence la Turquie de façon directe et/ou indirecte, même si une petite partie de son entité territoriale s'y trouve. Comme déjà vu, son influence s'exerce d'abord dans le domaine militaire afin de prévenir le déclin de l'Empire en renforçant la puissance militaire ottomane, suivi la modernisation militaire, la modernisation politique et économique, nées d'un besoin d'unité politique, du développement économique et du changement social, sous l'influence majeure de l'Occident et de la Russie. Ainsi, pendant la période de réformes, qui a véritablement commencé au XIX^{ème} siècle, les dirigeants ottomans se tournent vers l'Occident et cherchent les moyens de sauver et de revitaliser leur État³²⁵.

Quant à la période républicaine, l'occidentalisme se traduit par une rupture, dans le sens que les réformes kémalistes diffèrent des tentatives de modernisation précédentes. Comme déjà souligné, les réformes républicaines visaient à supprimer complètement les anciennes institutions, alors que les réformes ottomanes envisageaient d'en établir de nouvelles, tout en conservant les anciennes. En quittant la tradition de la modernisation ottomane, l'idéologie fondatrice met la philosophie des Lumières du XVIII^{ème} siècle au lieu des valeurs islamiques. Mettant fin à cette « dualité » et croyant à la science et à la technologie au lieu de la religion, dans l'imaginaire de Mustafa Kemal, la modernisation était le seul moyen de créer un nouvel État, une nouvelle société et une nouvelle identité individuelle et collective, à la base des valeurs occidentales³²⁶.

La disparition, au sein des élites dirigeantes, de l'hostilité historique pour les Occidentaux, a permis de jeter les bases d'une révolution politique et socio-culturelle. D'autre part, elle a été la source des tensions et des conflits qui allaient marquer toute l'histoire politique de la Turquie³²⁷. Ce conflit entre les défenseurs de la modernisation à la base des valeurs occidentales comme condition du progrès universel et les réactionnaires, attachés aux valeurs religieuses et traditionnelles, a été l'un des principaux déterminants de la vie politique.

quels que soient ses soutiens sociaux. ». Voir Semih Vaner, *Modernisation Autoritaire en Turquie et en Iran*, (Paris : Editions l'Harmattan, 1991), 9,10.

³²⁵ Kemal H. Karpat, « Historical Continuity and Identity Change or How to Be Modern Muslim, Ottoman and Turk », in *Ottoman past and today's turkey*, ed. Kemal H. Karpat (Leiden: Brill, 2000), 48.

³²⁶ Yücel Bozdağlıoğlu, « Modernity, Identity and Turkey's Foreign Policy », *Insight Turkey*, vol.10, no 1, 2008, 55-76.

³²⁷ Nevzat Arslan, « La place de l'identité dans la politique étrangère : Le cas de la Turquie... ».

Ainsi, dès qu'ils ont l'opportunité d'arriver au pouvoir, les partis conservateurs montreraient leur attachement aux valeurs traditionnelles de la vie sociale à l'Ottoman.

En revanche, même si ce conflit est source de tensions à l'intérieur, nous pouvons toujours argumenter que la Turquie ne quitte pas l'attachement à l'Occident dans la politique étrangère. Si nous prenons l'exemple des années de Parti Démocrate (Demokrat Parti-DP) qui a mis fin à la période du parti unique (CHP) de la Turquie et qui est resté au pouvoir pendant 10 ans (1950-1960), nous constatons une tendance d'un retour aux valeurs traditionnelles au sein de la nation. Par exemple, on a supprimé l'interdiction d'appel à la prière (ezan) en d'autres langues que le turc. L'ezan avait été turquifié par Mustafa Kemal en 1932 et il était interdit de l'appeler dans une autre langue que le turc. Cela a causé une vive réaction au sein des conservateurs et le DP a supprimé cette interdiction pour satisfaire son électorat. Toutefois, de tels événements, en réaction à l'occidentalisation (dans le sens que Mustafa Kemal acceptait comme la pré-condition de la modernisation) n'ont pas influencé l'orientation de la politique étrangère. Plus encore, l'identité occidentale de la Turquie a été renforcée pendant cette période pour des raisons économiques, idéologiques, et à cause du caractère bipolaire du milieu international. L'envoi de troupes turques à la Guerre de Corée en 1950, son entrée à l'OTAN en 1952, et sa première demande à la Communauté Economique Européenne en 1959³²⁸ montrent son désir d'être occidentale au niveau international.

De même, comme chaque fois qu'un parti conservateur ou d'orientation islamique vient au pouvoir, pendant le règne d'AKP (2002-...) on s'est longtemps demandé si la Turquie dépossédait de son identité occidentale. Ainsi, les années 2000 ont été marquées par la tendance à croire que l'Occident ne constituait plus le pilier principal de la politique étrangère turque. Mais ce n'était pas le cas. Même si l'on adopte des nouvelles dimensions dans la poursuite de la politique étrangère, l' 'Occident' et l' 'identité occidentale' sont privilégiées dans les années 2000, tout en acceptant les autres identités de la Turquie. Egemen Bagis, ancien Ministre de l'Union Européenne de la Turquie, que nous avons interviewé, souligne :

« En tant que gouvernement d'AKP, on est fortement attaché à l'identité occidentale. On n'a pas quitté la politique d'occidentalisation et l'on ne peut pas le faire. L'ouverture des Turcs à l'Europe date au moins de 1000 ans, on est les enfants d'une

³²⁸ Ministère turc de l'Union Européenne, accès web : <http://www.ab.gov.tr/index.php?p=4>

nation qui a essayé d'accéder à Vienne. *Europe* et *Paris* sont des noms de princes qui ont vécu dans l'Anatolie d'aujourd'hui, donc nier le caractère européen de la Turquie, c'est les nier eux-mêmes en tant qu'Européens, et nous-mêmes en tant que Turcs. »³²⁹

D'ailleurs, comme cela a été précisé par le Ministère des affaires étrangères, l'Occident, avec l'Europe et l'Union Européenne, constitue toujours l'un des piliers majeurs de la politique étrangère turque :

« L'Europe est notre maison commune que nous avons construite en nous unissant autour de normes, de principes et de valeurs communs. En tant que membre de la famille européenne, la Turquie a non seulement eu une influence sur le développement politique, économique et socioculturel du continent, mais elle a été elle-même influencée par ce développement. Une analyse complète de l'histoire de l'Europe ne peut se faire sans tenir compte du rôle significatif qu'a joué la Turquie sur ce continent. Comme dans le passé, le destin de la Turquie et celui des autres pays européens sont étroitement liés. Nous faisons face à l'avenir ensemble. Par conséquent, les relations avec l'Union européenne constituent un aspect fondamental de la politique étrangère turque »³³⁰.

Bien que seulement 3 % de son territoire se trouve en Europe et que la plupart de sa population soit musulmane, la Turquie a toujours souhaité prendre place au sein des institutions occidentales. Son adhésion à l'UE est acceptée comme l'un des objectifs principaux de la politique étrangère. D'ailleurs, malgré l'influence d'une culture différente de la culture européenne pour la plupart des Turcs, on les voit participer aux événements culturels européens, toujours avec la même détermination et la même persévérance³³¹. Puisque l'imaginaire sécuritaire est très marqué dans la tradition politique, quitter la politique d'occidentalisation et celle de statu quo n'est pas une tâche aisée et ce, malgré la transformation et la mutation de l'identité collective domestique.

³²⁹ Entretien avec Egemen Bagis, Strasbourg, 26.06.2014. Egemen Bagis est l'ancien Ministre de l'Union Européenne (2011-2013) (le premier en Turquie) et le négociateur principal pour les relations turco-européennes au nom de la Turquie en vue d'adhésion à l'UE. Il a aussi servi comme conseiller de la politique étrangère du Premier Ministre et du Président ; député d'AKP (2002-...) et représentant de Turquie dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

³³⁰ Ministère des affaires étrangères : <http://www.mfa.gov.tr/les-relations-turquie-ue.fr.mfa>

³³¹ Mustafa Aydın, *Turkish Foreign Policy, Framework and Analysis*, (SAM, 2004)

Chapitre 3 : Les crises identitaires et la politique étrangère

3.1. Les idéologies en conflit

Les racines identitaires ainsi que de l'idéologie officielle de l'État turc se trouvent dans le processus de *nation-building* (la construction de la nation) et dans celui de la modernisation de la nouvelle République ayant émergé après le déclin de l'Empire ottoman, comme nous avons étudié dans le deuxième chapitre. Les intellectuels ottomans ont cherché les moyens de sauver l'État selon trois perspectives idéologiques : le libéralisme qui se basait sur la citoyenneté ottomane, l'islamisme qui se basait sur la solidarité musulmane, et le nationalisme turc. Puisqu'aucune de ces idéologies n'a cessé à la chute de l'Empire, les intellectuels turcs et les élites politiques, notamment les officiers militaires, ont trouvé la seule solution dans le processus de *nation building* pour le maintien de la souveraineté de l'État. Le but était d'établir une *nouvelle* nation musulmane et un État séculaire en même temps. Cependant, cette formule, devenue l'idéologie de la République, a causé les conflits d'identité domestiques entre les élites sécularistes et les acteurs conservateurs qui opposaient les politiques radicales de sécularisation, et, d'autre part, entre l'État nationaliste et les groupes ethno-religieux de résistance³³².

La dominance épisodique des différentes idéologies, depuis la fondation de la république, et les conflits qu'elles engendrent se présente en effet comme une conséquence de la nature « imposée » et « non-négociée » de la formation identitaire de *nation-building* kémaliste³³³. Le débat sur la formation identitaire est en fait se centre sur la description de « qui gagne ? », « qui perde ? » et « pourquoi ? » dans un mouvement nationaliste. La domination d'une vision particulière dans l'affirmation de l'identité nationale est considérée simplement comme la victoire politique de ceux qui défendent et partagent cette vision particulière³³⁴. Selon Karim Mezran, cette approche est limitative et insuffisante pour expliquer les conflits identitaires ultérieurs qu'un État connaît une fois que l'identité nationale est construite³³⁵. Ainsi, à partir de la construction de cette dernière, il faut établir des processus de négociation domestiques, à coté des actions des élites conscientes. Si une telle

³³² Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*. (Palgrave Macmillan, 2011), XIV

³³³ Karim Mezran, *Negotiation and Construction of national identities*, (Leiden, Boston : Martinus Nijhoff Publishers, 2007), 1,2.

³³⁴ Voir par exemple Tom Nairn *Faces of Nationalism : Janus Revisited*, (London : Verso, 1997) ; Robert Kaplan, *Balkan Ghosts : A journey through history*, (London : Vintage, 1993)

³³⁵ Karim Mezran, *Negotiation and Construction of national identities*, 1,2.

plate-forme de négociations, parmi les différents groupes identitaires, ne s'établit pas, la crise identitaire continue, comme c'est le cas en Turquie.

Ce conflit identitaire au niveau domestique se présente aussi comme l'une des déterminantes les plus importantes dans l'orientation de la politique étrangère. Dans ce sens, les identités les plus influentes dans la politique étrangère turque sont l'identité kémaliste, l'identité islamiste, l'identité nationaliste et l'identité conservatrice³³⁶. Ces quatre groupes d'identités sont les produits des confrontations entre les orientations islamistes versus sécularistes, et libérales /mondiales versus nationalistes, dont chacune a des images et des perceptions distinctes à l'égard de leurs amis, rivaux, et ennemis. Tous ces groupes reconnaissent l'existence de la « réalité » dans le sens sécuritaire des relations internationales, par contre, leur imagination concernant cette réalité est souvent contradictoire³³⁷.

Toutefois, malgré cette diversification de perception au sein de ces groupes idéologiques, il importe de prendre en considération la *méta idéologie* : « sécurité nationale » - qui se présente comme « l'expression d'une rationalité particulière »³³⁸. A côté de ces quatre idéologies dominantes, le discours méta-idéologique lié à des contraintes de sécurité est central dans les politiques domestiques et extérieures en Turquie, dont les racines se trouvent dans la construction de l'État suite à la guerre d'indépendance.³³⁹ Il s'agit aussi de la conséquence d'une perception du danger venant des menaces internes et externes contre l'intégralité territoriale³⁴⁰.

L'islamisme conservateur et le nationalisme ethnique des kurdes sont traditionnellement perçus comme deux menaces domestiques immédiates que les élites sécularistes républicaines doivent combattre³⁴¹. Le concept de « sécurité nationale » prédominant dans l'imaginaire sécuritaire turc est une conséquence de la croyance en probabilité « d'un ennemi intérieur, éventuellement en relation avec des puissances étrangères, qui travaille à la destruction de la Turquie », et ceci facilite la justification de l'intervention des institutions de sécurité dans pratiquement tous les domaines de l'activité

³³⁶Bülent Aras, *Turkey and the Greater Middle East*, (İstanbul: Tasam, 2004), 18.

³³⁷Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*, XIV

³³⁸ Gilles Dorronsoro (ed.) *La Turquie Conteste Mobilisation Sociales et Régime Sécuritaire*, (CNRS Editions, 2005), 23,24

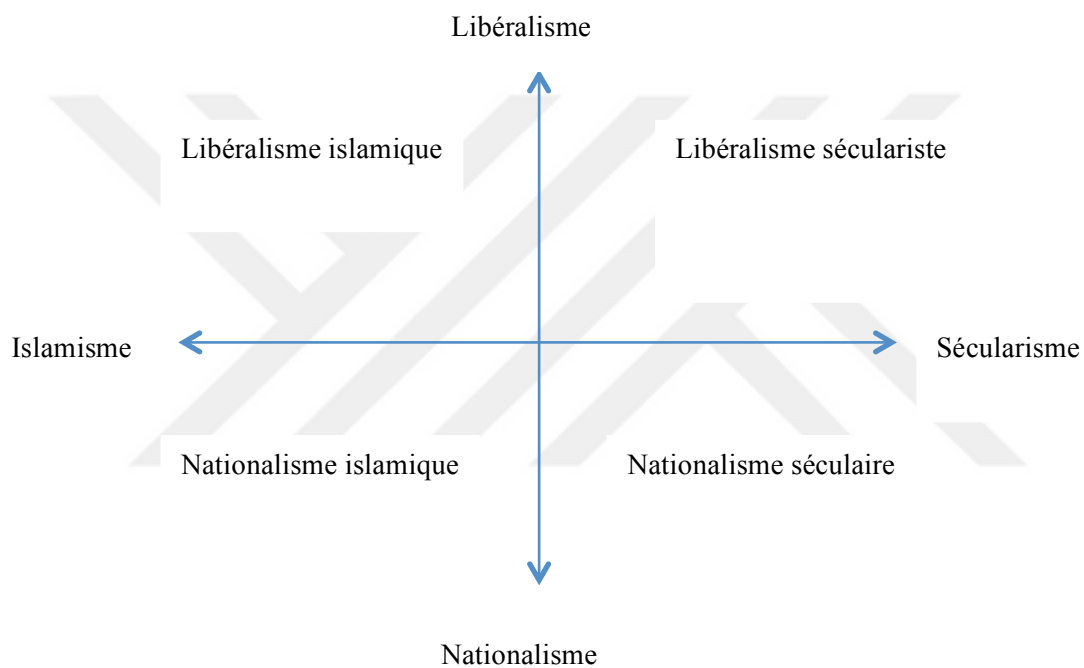
³³⁹ Ibid

³⁴⁰ Jean-François Bayart, « La politique extérieure de la Turquie : les espérances déçues », *Revue Française des Sciences Politiques*, n° 5/6, octobre-décembre 1981, 861-889

³⁴¹Voir Baskin Oran, *Türk Dis Politikasi 1919-1980*, (İletisimYayinlari, 2004) ; Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*. (Palgrave Macmillan, 2011), 1

sociale : l'information, les partis politiques, l'enseignement, entre autres³⁴². Il faut donc toujours porter l'attention sur cette perspective méta-idéologique sécuritaire³⁴³ dans l'analyse des orientations extérieures des groupes identitaires, ainsi que des partis politiques représentant ces identités, ayant des positionnements uniques et diversifiés, mais en même temps, des points communs importants par rapport à la politique étrangère.

Figure 1 : Les quatre identités majeures dans la politique turque³⁴⁴



³⁴² Gilles Dorronsoro (ed.) *La Turquie Conteste Mobilisation sociales et régime sécuritaire*, (CNRS Editions, 2005), 24.

³⁴³ Nous reviendrons à ce point dans la deuxième partie dans le cadre du « Syndrome de Sèvres » et obsessions de division territoriale.

³⁴⁴ Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalisation*. (Palgrave Macmillan, 2011), 8

Le conflit et la compétition parmi ces différents groupes d'identité (que nous les schématisons comme dans la figure 1, à partir de la conceptualisation de l'académicien turec Kosebalaban), prépare le chemin pour les orientations contestées dans la politique étrangère turque, notamment vers l'Europe, le Moyen-Orient et les Etats-Unis. Parmi ces groupes d'identités, le kémalisme a perdu sa puissance populaire et/ou électorale après 1950, ayant été défaite par les partis conservateurs libéraux dans plusieurs élections, à l'exception des circonstances créés par les interventions militaires³⁴⁵. Comme dans l'exemple du coup-d'État de 1960 qui a causé une exécution capitale du Premier Ministre élu démocratiquement (pour la première fois), ainsi que deux membres du cabinet (le Ministre des affaires étrangères inclus), la domination politique du kémalisme n'a pu être maintenue que par les interventions militaires et judiciaires. De l'autre côté, la question kurde, qui a ses origines dans les politiques d'assimilation des années 1930, a largement influencé les décisions de la politique étrangère vers le Moyen-Orient. De ce point de vue, la politique étrangère de la Turquie a toujours été une partie de la politique domestique : « le *champ de bataille* de la politique domestique de la Turquie a servi de cadre principal pour les décisions de politique étrangère »³⁴⁶.

Ce *champ de bataille* politique, marqué par les conflits identitaires et idéologiques, se compose, *grosso modo* de deux périodes : l'une marquée par la République, de 1920 à 1950, l'autre par la démocratie, depuis 1950. Le système actuel tire ces racines dans l'initiation de cette deuxième partie qui met fin à la période du parti unique de CHP par le passage au multipartisme, qui est suivi par une alternance militaro-civile³⁴⁷. En effet, l'année 1950 se présente comme un tournant dans l'histoire politique turque, non seulement parce que le parti d'opposition *Demokrat Parti* (DP), met fin à la période du parti unique, avec Adnan Menderes comme Premier ministre, mais aussi parce que, pour la première fois, un homme politique non-militaire Celal Bayar, est devenu le Président de la République³⁴⁸. Ainsi, la première étape de la transition vers la démocratie a été accomplie par la victoire du DP (408 députés alors que le CHP a obtenu seulement 69 sièges) au cours des élections de 1950, également appelée la 'révolution blanche'³⁴⁹. En fait, malgré son renversement à la fin des

³⁴⁵ Ibid, 2

³⁴⁶ Ibid,

³⁴⁷ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 45

³⁴⁸ Mehmet Ali Birand, Demir Kirat Belgeseli, Documentaire

³⁴⁹ En fait, après l'autorisation du multipartisme en 1945, les premiers élections pluralistes ont été réalisés en juillet 1946 et ont été conclu par la victoire du CHP (CHP : 396, DP : 62 et 7 députés indépendant). Les membres du DP ont été convaincus que le scrutin a été marqué par des fraudes et

élections, l'engagement pour la démocratie d'Ismet İnönü constitue l'une des bases principales de la transition vers le multipartisme et, donc, vers la démocratie³⁵⁰. Les raisons de cette grande victoire du DP sont ainsi résumé par Michel Bozdemir : « ce nouveau-né parti exploitait les mauvais souvenirs de l'État-gendarme laissées par le parti unique, les sentiments religieux que le peuple a préservés malgré tout, et le ressentiment des petites gens envers les bureaucrates méprisants qui leur imposaient corvées, sans oublier les privatisations des années de guerre 1939-1945 »³⁵¹. Quant aux dynamiques extérieures, d'un côté, la fin du bon voisinage avec URSS suite à la décision soviétique de ne pas renouveler le traité d'amitié et de non agression qui relie les deux pays depuis 1925, leur demande de participation à la défense des détroits et de rectification des frontières, au détriment de la Turquie ont provoqué un traumatisme au sein du gouvernement de CHP. D'un autre côté, le soutien militaire et économique des Américains, notamment à partir de la doctrine de Truman de 1947, a poussé la Turquie à se positionner aux côtés des États-Unis, ce qui nécessitait aussi l'adoption de l'idéologie du « monde libre » contre le « totalitarisme communiste »³⁵². C'est dans ces contextes interne et externe que la domination du kémalisme et le pouvoir du CHP, qui duraient depuis vingt-sept ans, ont pris fin grâce à la victoire du DP, qui allait marquer une expérience démocratique de 10 ans.

Le caractère pro-islamique, voir anti-kémaliste, du DP, et ses politiques de revanche avaient heurté la sensibilité de l'armée ; et, avec le soutien de l'intelligentsia et la bourgeoisie d'affaires, un coup d'état militaire a été effectué le 27 mai 1960. En fait, avec l'arrivée au pouvoir du DP, l'espace socio-politique était en profonde mutation et n'a cessé de provoquer l'armée dont le *gardien d'État*. Les raisons idéologiques se sont concentrées autour des concessions aux milieux religieux et conservateurs et des tentatives de reconstruction des mentalités par des mesures prises telles que l'introduction des cours de religion facultatifs dans les écoles, la création d'établissement scolaires à caractère religieux, les écoles des imams et des prédicateurs (*Imam Hatip Okullari*), la réouverture des écoles coraniques, la fermeture des Instituts de Villages (*Koy Enstituleri*), les écoles d'instituteurs laïques, la

des pressions sur les électeurs. Voir Mahmut Gologlu, *Demokrasiye Gecis, : 1946-1950, (Passage à la Démocratie : 1946-1950)* Istanbul : Kaynak Yayinlari, 65

³⁵⁰ Ergun Ozbudun, *Contemporary Turkish Politics : Challenges to Democratic Consolidation* (London : Lynne Rienner Publishers Inc, 2000), 16

³⁵¹ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 47

³⁵² Ali Kazancigil, « Du parti unique au multipartisme », *le Monde Diplomatique*, no132, Turquie : Des Ottomanes aux Islamistes, décembre 2013-janvier 2014

fermeture des « maisons populaires » (*Halk Evleri*), sorte de maisons de la jeunesse et de la culture, ainsi que le retour à l'arabe pour l'appel à la prière³⁵³.

Au nom des valeurs kémalistes, et afin de protéger l'idéologie officielle, l'armée a repris le pouvoir pour la première fois depuis la fondation de la République. Le pays a été dirigé par le Comité d'union nationale (CUP) pendant un an et demi, et une assemblée constituante était chargée de préparer une nouvelle constitution qui remplacerait celle de 1924. Même si elle est née suite à un coup d'État militaire, la constitution de 1961 est la plus démocratique que la Turquie ait connue avec les garanties des libertés publiques, des droits économiques et sociaux octroyés aux masses, obligeant l'État à effectuer les réformes nécessaires³⁵⁴. D'ailleurs, la constitution de 1961 est marquée par le libéralisme, la limitation du pouvoir exécutif et, l'institution de contrepoids : Cour Constitutionnelle, Indépendance des juges, Conseil d'État, autonomie des universités, de la Radio et de la Télévision, élargissement des droits et libertés individuels, et publics (expression, manifestation, organisation, etc.) et multipartisme reconnu et garanti par la constitution³⁵⁵.

Après l'intervention militaire de 1960, les premières élections générales ont eu lieu en octobre 1961 et une dure période de cabinets de coalition de quatre ans a commencé entre le CHP et les partis de droite. Cette période est marquée par deux tentatives d'intervention militaire sur le plan intérieur et l'amélioration des relations avec l'URSS, le refroidissement de celles avec les États-Unis et la crise chypriote sur le plan extérieur³⁵⁶. Durant cette période, Suleyman Demirel est entré dans le jeu politique avec l'AP (Parti de la Justice) et y est resté jusqu'aux années 2000. Ce jeune ingénieur, d'origine paysanne, formé aux États-Unis, s'est concentré plutôt sur le développement économique et industriel en renforçant le développement de l'agriculture et, est resté le Premier ministre de 1965 jusqu'au mémorandum des forces armées du 12 mars 1971, qui l'a obligé à démissionner. Après le mémorandum de 71, les premières élections générales ont été effectuées en 1973 et une période instable au plan politique et économique s'est ouverte avec Bulent Ecevit comme Premier ministre et le CHP au pouvoir. Les gouvernements de coalition infructueux, la crise économique la plus grave que la Turquie ait connue depuis la création de la République, le terrorisme qui déstabilisait le pays, les conflits idéologiques gauche-droite, la montée de

³⁵³ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 49,50

³⁵⁴ Ali Kazancigil, « Du parti unique au multipartisme », 48

³⁵⁵ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 64

³⁵⁶ Ali Kazancigil, « Du parti unique au multipartisme », 48

l'islamisme radical, allaient devenir les causes d'une troisième intervention militaire en septembre 1980.

Paradoxalement, le régime militaire de 1980 a ouvert la voie à l'ouverture de la Turquie, notamment au plan économique, au monde extérieur avec son initiation au processus de mondialisation³⁵⁷, ce qui a été réalisé par Turgut Ozal. Ozal avait été introduit dans la politique par Suleyman Demirel avant le coup d'État militaire de 80 et, il est parvenu à servir le Ministre d'État responsable des affaires économiques, même pendant le régime militaire, jusqu'à 1982³⁵⁸. Depuis qu'il a fondé l'ANAP (Anavatan Partisi) en 1983 avec la permission de Kenan Evren, alors Président de la République, il a suivi une politique inhabituelle jusqu'à sa mort en 1993 en tant que Président. D'origine kurde, Turgut Ozal, il était critiqué pour être de tendance islamique ; Michel Bozdemir précise qu' « on lui a prêté des penchants islamiques, mais il s'avère qu'il n'était pas plus islamique que Suleyman Demirel. C'est lui qui a formulé la demande d'adhésion à la CEE, demande critiquée seulement par les islamistes. C'est lui qui engage la Turquie dans la crise du golfe aux cotes des Occidentaux. C'est encore lui qui a poursuivi une politique de neutralité vis-à-vis de l'Iran et de l'Irak pendant leur guerre, tout en faisant profiter l'économie turque d'un commerce florissant »³⁵⁹.

Il était « assez courageux d'opposer et d'imposer à l'armée », l'expression empruntée à Bozdemir ; Turgut Ozal a refusé la proposition de la hiérarchie militaire pour la nomination du chef d'État-major - aucun gouvernement civil n'avait osé cela auparavant – et a imposé son choix à l'armée en 1990. Ainsi, le même chef d'État-major a démissionné en pleine crise du Golfe comme son Ministre des Affaires étrangères et celui de la Défense³⁶⁰. Il a affiché le même courage en appliquant un présidentialisme de fait. « C'est lui qui donnait les impulsions directrices dans l'économie. C'est encore lui qui participait aux grandes réunions internationales, aux réunions de l'OTAN, ou de la CSCE. Il participait en tant que Premier Ministre, ensuite il y a participé en tant que Président »³⁶¹.

Dans la période de l'après-guerre froide, la multiplication des nations turcophones indépendantes dans l'Asie centrale, la démolition de la Yougoslavie, la réapparition globale des politiques culturelles et religieuses, telle qu'elle a été exprimée dans le *Chocs des Civilisations* de Huntington, ont été des raisons pour la montée d'intérêt à la question

³⁵⁷ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 71

³⁵⁸ Mehmet Ali Birand, Documentaire, « Ozalli Yillar »

³⁵⁹ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 71,72

³⁶⁰ Ibid, 72

³⁶¹ Ibid, 71, 72

d'identité en Turquie³⁶². D'un autre côté, les conflits d'identité de Turquie d'après-guerre froide sont devenus plus visibles, car beaucoup de groupes ethniques ainsi que les Turcs ont redécouvert leurs liens historiques, culturels et religieux, en dehors de la frontière de la République. Ainsi, le besoin d'une redéfinition identitaire et l'ouverture au monde, que l'on négligeait jusqu'à cette période, ont été largement soulignés durant la période de Turgut Ozal (1983-1993), qui coïncide aussi avec la fin de la guerre froide³⁶³.

La mort inattendue d'Ozal en 1993 a donné lieu à un vacuum politique, ayant causé l'augmentation du contrôle militaire dans la politique domestique et étrangère, notamment par rapport à la question kurde. Quand Suleyman Demirel est devenu le Président de la République, la plateforme centre-droite a commencé à être dominée par les leaders (jeunes et faibles) loin de la vision d'Ozal et des compétences politiques de Demirel³⁶⁴. Dans ce contexte, il existait un vacuum de leadership, mouvement islamique a commencé à gagner du crédit. Vers la fin des années 1990, la balance des politiques électorales a connu un changement de direction vers les politiciens pro-islamiques, notamment avec les victoires des jeunes leaders, conservateurs et musulmans, lors des élections municipales de 1994 à Ankara et à Istanbul (dont Recep Tayyip Erdogan)³⁶⁵.

Lors des élections générales de 1995, la victoire d'un parti grâce à son discours pro-islamique a marqué la politique turque, pour la première fois dans l'histoire : Refah Partisi (le parti de prospérité) est entrée dans le parlement comme parti majeur, et un gouvernement de coalition a été formé. Par contre, l'intervention militaire indirecte, connue comme le processus du 28 février (1997) a repoussé la montée de l'islamisme. Ainsi, la politique domestique a connu un processus de désislamisation de 5 ans, et a été en même temps, la scène d'une instabilité politique à cause des coalitions avec des idéologies et des acteurs en conflit.

Dans ce contexte, en bénéficiant de cette instabilité politique, un groupe quittant le parti de prospérité (Refah Partisi) a formé un nouveau parti politique : le Parti de la Justice et du Développement (AKP) en 2002. Les fondateurs ont défini leur idéologie comme le *conservatisme démocratique* basé sur la continuité de l'héritage libéral conservateur, et non celle de l'islam politique traditionnel. Le nouveau parti, avec un « positionnement moins

³⁶² Hasan Kosebalaban, *Turkish Foreign Policy, Islam, Nationalism and Globalization*. (Palgrave Macmillan, 2011), 2

³⁶³ Ibid

³⁶⁴ Ibid

³⁶⁵ Ibid, 3

antisystème et plus libéral que l'islam politique turc traditionnel »³⁶⁶ a obtenu 32.4% des votes et est entré dans le parlement avec 66% des sièges. Ainsi il a formé le premier gouvernement de la majorité depuis la période d'Ozal. Le gouvernement d'AKP a suivi une politique étrangère plus assertive, notamment dans le processus d'adhésion à l'UE, avec les réformes libérales qui ont ouvert la voie pour le commencement des négociations d'accession. D'un autre côté, le processus de libéralisation, selon les demandes de l'UE, a connu la résistance des partis nationalistes et étatistes. Encore une fois, le conflit entre les groupes d'identités opposés a trouvé une plateforme de contestation autour de l'adhésion de la Turquie à l'UE³⁶⁷. En même temps que les critiques dans la politique domestique, l'AKP a perdu son enthousiasme à cause des résistances politiques et culturelles des turco-sceptiques du côté européen. Plus particulièrement, la tension avec la Grèce et la question chypriote, ainsi que la non volonté des pays européens comme la France et les critiques concernant les questions de démocratie et les droits de l'homme en Turquie ont largement bloqué le processus, l'AKP a donc cherché de nouvelles opportunités avec ses voisins non européennes³⁶⁸. En fait, durant la première période d'AKP, l'une des raisons principales de la diversification de l'orientation de la politique étrangère de la Turquie était les effets économiques de la globalisation et les relations de commerce avec le reste du monde³⁶⁹. Le gouvernement d'AKP a suivi une politique étrangère assertive vers diverses régions, y compris les domaines d'intérêts traditionnels et non traditionnels tels que l'Afrique et l'Amérique latine³⁷⁰. D'un autre côté, dans les politiques de l'AKP, notamment vers le Moyen-Orient, les traces de son identité islamique ont joué un rôle décisif comme la tension avec Israël. Ainsi, l'AKP a poursuivi une politique en utilisant l'économie comme moyen de la politique étrangère d'un côté, et son identité islamique, de l'autre.

Ainsi, le contexte non-matériel de la sphère politique turque se caractérise par le conflit entre les perspectives idéologiques majeures. Ces perspectives elles-mêmes sont les produits des deux questions majeures dans l'histoire de la Turquie : 1) la question de l'islam et du sécularisme et 2) la question du nationalisme et du globalisme libéral. Ce sont des ressources de la plupart des débats dans la politique turque et leurs interactions reproduisent

³⁶⁶ Elise Massicard, « Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ? », *Les Études CERI*, n° 205, juillet 2014, 4.

³⁶⁷ Hasan Kosebalaban, *Turkish Foreign Policy, Islam, Nationalism and Globalization*, 3.

³⁶⁸ Bezen Balamir Coskun « Uluslararası İlişkilerde Kimlik ve Türk Dis Politikası », in *Dis Politika Teorileri Bağlamında Türk Dis Politikasının Analizi*, Ertan Efeğil et Ridvan Kalayci (eds.), 615

³⁶⁹ Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalisation*, 3.

³⁷⁰ Ibid, 4

quatre groupes identitaires majeurs : 1) les libéraux pro-islamiques, 2) les libéraux séculaires, 3) les nationalistes pro-islamiques, et 4) les nationalistes séculaires ou les Kémalistes³⁷¹.

Figure 2 : Les idéologies syncrétiques de la Turquie : les acteurs (actuel et historique) et leurs visions de la politique étrangère³⁷²

La question entre l'islamisme et le sécularisme		
	Islamisme	Sécularisme
La question entre le globalisme libéral et le nationalisme	Libéralisme	Libéralisme
	Islamique	Séculaire
	AKP	DP, AP, et ANAP
	Globaliste/assertif	Globaliste/pro-western/assertif
<i>Nationalisme</i>	Nationalisme	Nationalisme
	Islamique	Séculariste
	MSP, RP, (SP)	CHP
	Nationaliste/Pro-islamique/assertif	Nationaliste/isolationniste

³⁷¹ Ibid

³⁷² Ibid, 8

3.2. L'alternance militaro-civile et la politique étrangère

La Turquie a connu trois périodes de transition passant du pouvoir militaire à la démocratie : 1960-1961 ; 1971-1973 et 1980-1983. Parmi les interventions militaires, celle de 1971 était plutôt une « rééquilibration démocratique », puisqu'elle ne s'est pas engagée à suspendre la constitution, ni l'Assemblée nationale en cours ni non plus à interdire les partis politiques, alors que les interventions militaires de 1960 et 1980 présentaient une rupture complète des systèmes institutionnels. Les points communs de ces deux derniers se concentrent autour de l'établissement d'un nouvel ordre socio-politique et ce, par une nouvelle constitution. L'armée n'avait pas l'intention d'endurer les régimes militaires, au contraire le but était de restaurer la démocratie dans une courte durée raisonnable. D'ailleurs, tous les deux avaient l'intention d'ouvrir la voie de la démocratie via les réformes où ils pouvaient contrôler les conditions et les modalités de la transition³⁷³.

Pour mieux analyser l'alternance militaro-civile et le processus des transitions démocratiques, il faut bien élaborer le rôle de l'armée dans la construction de l'État-nation et l'avènement de la démocratie³⁷⁴. Deux interventions militaires classiques (1960 et 1980) et deux mémorandums (1971 et 1997) ont eu lieu afin de sauver la démocratie et de sauvegarder l'existence nationale en toutes circonstances, par les armes, si cela s'avère nécessaire, au nom de sa « mission historique » affirmée par l'armée dès le début de la république. L'armée turque est considérée comme l'acteur principal dans la construction de la République turque. Les officiers sont donc les premiers à avoir concrétisé les bases de la vie socio-politique³⁷⁵. Dès la première Assemblée réunie à Ankara en 1920, on constate déjà une participation significative des représentants de l'armée et, pendant la période kémaliste, les ministères de la défense, des travaux publics, de l'intérieur et des télécommunications sont régulièrement occupés par les militaires ou par d'anciens officiers. Le premier gouvernement ne comprenant aucun ministre militaire, n'est formé qu'en 1948 et il a fallu attendre 1950 pour voir

³⁷³ Ergun Ozbudun, *Contemporary Turkish Politics : Challenges to Democratic Consolidation* (Lynne Rienner Publishers Inc, : London 2000), 24

³⁷⁴ Tanel Demirel, « Turk Silahlı Kuvvetlerinin Toplumsal Mesruiyeti Uzerine » Ahmet Insel et Ali Bayramoglu (dir.) *Bir Zumre, Bir Parti , Turkiye'de Ordu*, (Istanbul : Birikim Yayinlari, 2004), 348 ; Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 51

³⁷⁵ Tanel Demirel, « Turk Silahlı Kuvvetlerinin Toplumsal Mesruiyeti Uzerine », 348.

apparaître un Président de la République non-militaire. Ainsi, pendant la première période de la République, pratiquement tous les hommes-clés sont d'anciens soldats³⁷⁶.

Dans l'imaginaire socio-politique de l'armée turque, la république est considérée comme son œuvre propre. C'est au nom du kémalisme que l'armée reprend le pouvoir en 1960 et 1980³⁷⁷. Bien que le rôle de l'armée ait été clairement défini par Mustafa Kemal lui-même sur la base de la « non-ingérence dans la vie politique et du loyalisme envers les autorités civiles »³⁷⁸, l'armée s'est servie du kémalisme afin de justifier et de légitimer ses interventions³⁷⁹. En fait, pour Mustafa Kemal, la vision de non-ingérence dans la politique pour l'armée est ancienne puisque « en 1909 déjà, au moment où l'armée est plongée dans l'action politique, il se retirait du parti des Jeunes Turcs, Union et Progrès, parce qu'il était en désaccord sur ce point avec sa direction qui prônait, elle, une armée ouvertement politisée »³⁸⁰. D'ailleurs, pour souligner le caractère civil de l'État et du nouveau régime, il ne revêtit qu'une seule fois son uniforme depuis la fin de la guerre d'Indépendance, à Hatay (Alexandrette), en 1937 lors de son annexion à la Turquie³⁸¹. Ainsi, née de cette vision, la tendance naturelle de l'armée d'interférer à la politique actuelle est peu à peu éliminée jusqu'aux années 1950, à l'exception toutefois des sensibilités kémalistes telles que la laïcité, l'unité nationale, le culte de M. Kemal et l'appartenance à l'Occident³⁸².

Dans une autre perspective, le rôle socio-politique de l'armée n'est pas seulement réductible aux niveaux structurels, institutionnels ou constitutionnels dans l'imaginaire sociale des Turcs³⁸³. Au niveau socio-psychologique, l'armée est définie et elle est souvent perçue comme « l'école de la nation » pour le petit peuple. De plus, « c'est le service national qui fait d'un jeune un homme »³⁸⁴. Ainsi, à cause de cette forte fiabilité, ce n'est pas seulement l'armée qui a la volonté de sauver la démocratie (si nécessaire), c'est aussi une tendance et une tradition parmi certains groupes de la société d'appeler l'armée au pouvoir quand le sens d'insécurité augmente à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur du pays. L'instabilité socio-politique

³⁷⁶ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 51.

³⁷⁷ Ali Kazancigil, « De l'usage du kémalisme », *le Monde Diplomatique*, no132, Turquie : Des Ottomans aux Islamistes, décembre 2013-janvier 2014, 57.

³⁷⁸ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 52.

³⁷⁹ Ali Kazancigil, « De l'usage du kémalisme », 57.

³⁸⁰ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 52.

³⁸¹ Ibid, 53

³⁸² Ibid, 53, 57

³⁸³ Umit Cizre, « Türkiye'de Silahlı Kuvvetler'in Etkisi ve Gücü Yalnızca Yasalarla, Kurumlarla ve Kurallarla Olculemeyecek Büyüklüktedir » in *Kisladan Anayasaya Ordu, Siyasal Kulturde TSK'nin yeri*, Hidir Goktas et Metin Gulbay (dir.), (Istanbul : Siyahbeyaz Metis Guncel Yayinlari, 2004), 185

³⁸⁴ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 63

et économique, la peur de l'islamisme et du terrorisme, la forte confiance aux forces armées, ainsi que le faible niveau de la tradition démocratique ont eu des raisons de percevoir l'armée comme le 'garant' de survie de l'État selon l'idéologie officielle. Plusieurs fois, les hommes politiques ont été des défenseurs fanatiques des interventions militaires, si la mutation de la société civile prenait une forme contre l'idéologie qu'ils représentaient. Ainsi est apparue la distinction de « bonne ou mauvaise intervention ». Il n'y avait donc pas un large consensus anti-interventionniste dans la sphère socio-politique et celle de la société civile. Pendant longtemps, le coup d'État militaire de 1960 a été considéré par une partie de l'opinion publique comme libéral, progressiste, etc. D'un autre côté, le président Turgut Ozal s'est déclaré contre l'intervention militaire de 1960 mais pour celle de 1980³⁸⁵. Ainsi, il existe un paradoxe du système socio-politique turc : puisque la Turquie est perçue comme pro-démocratique « l'interventionnisme de l'armée turque n'est pas réductible à une dictature pure et simple »³⁸⁶, car l'armée possède une *légitimité traditionnelle* aux yeux de la société turque pour des raisons socio-culturelles et historiques mentionnées précédemment.³⁸⁷³⁸⁸

Par ailleurs, à côté du rôle politique institutionnel des forces armées, par exemple via le MGK, les mécanismes non-institutionnels, tels que les discours officiels et/ou non-officiels des officiers et leur apparition dans la presse et les médias, influencent, d'une façon directe ou indirecte, les actions politiques internes et externes des gouvernements et de la bureaucratie³⁸⁹, aussi bien que la conscience collective. Dans ce sens, les mécanismes non-institutionnels de l'armée ont été utilisés, à plusieurs reprises, dans la formulation de la politique étrangère à partir du coup-d'État militaire de 1960, avec une augmentation remarquable au cours des années 1990. Par exemple la deuxième moitié des années 90 a été marquée par les discours du Cevik Bir, chef d'État-major adjoint des armées, qui se

³⁸⁵ Michel Bozdemir, *Turquie entre Islam et Europe*, 62.

³⁸⁶ Ibid

³⁸⁷ Ugur Burc Yildiz, « Ordunun turk Dis Politikasindaki Rolu : Kurumsal Olmayan Mekanizmalar », 365.

³⁸⁸ Il faut aussi préciser que le rôle politique de l'armée n'est pas un constat observé seul en Turquie. Comme le souligne Sumbul Kaya : « Le rôle politique que joue l'armée n'est pas une spécificité turque. Les *militaires réformistes ou révolutionnaires* ont souvent œuvré à « politiser l'État et parfois la société dans certains pays comme en Ethiopie et au Bénin, alors que les militaires conservateurs « se donnent généralement pour objectif de 'dépolitiser' l'État (et la vie politique), obtenant aisément un consensus interne autour des valeurs corporative, le repliment, voir l'inertie institutionnelle et le pesanteurs organisationnelles assurant le fonctionnement politique de l'appareil militaire ». Alain Rouquié, « Avant-propos », *La politique de Mars. Les processus politiques dans les partis militaires contemporains*, Le Sycomore, Paris, 1981, 12. Cité par Sumbul Kaya, « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie ». Thèse de doctorat, 2013, 13.

³⁸⁹ Gareth Jenkins, *Context and Circumstance : The Turkish Military Politics*, (New York : Oxford University Press, 2001), 54.

comportait comme un Ministre des affaires étrangères. Ainsi il n'osait pas prévenir clairement la Russie contre ses politiques ni désigner l'Iran comme 'terroriste officiel', ce qui allait influencer négativement les relations avec ces pays³⁹⁰.

Par conséquent, l'armée a joué un rôle-clé, tout au long de l'histoire politique turque, jusqu'à récemment, dans la vie politique intérieure et extérieure de la Turquie. Malgré la tendance d'exclure les militaires de la sphère politique ces dernières années, d'une part, comme conséquence de la vision conservatrice-musulmane de l'AKP et, d'autre part, grâce à l'insistance de l'UE, l'armée continue d'être la gardienne de l'État dans l'imaginaire socio-psychologique des kémalistes sécularistes.

3.3. A la recherche d'une nouvelle identité

La période instable des gouvernements de coalition depuis le processus du 28 février 1997, qui a aussi été appelé le coup post-moderne, a pris fin avec les élections de novembre 2002. Le parti de la Justice et de développement (Adalet ve Kalkinma Partisi) nouvellement créé, ayant obtenu 34,28% des votes, a formé le premier gouvernement majoritaire depuis une décennie. Les résultats des élections étaient un véritable « choc » pour les partis au pouvoir : le parti démocratique de la gauche (DSP) du Premier ministre Ecevit, entré dans les élections en tant que le parti le plus fort dans le Parlement, a pu obtenir la cinquième position, et aucun des partis de la coalition au pouvoir n'a passé le seuil électoral de 10%, et n'ayant donc pas pu entrer au Parlement. Ainsi, seulement deux partis d'opposition, l'AKP et le CHP (le Parti républicain du Peuple), y sont entrés.

Le processus du 28 février a causé la montée des jeunes politiciens musulmans conservateurs, et l'exclusion des leaders du Parti de la Prospérité de la scène politique. Après son succès électoral aux élections de 2007, 2011 et 2015(juin et novembre) l'AKP a donc pu rester au pouvoir comme parti majoritaire pour quatre périodes électorales consécutives. Une nouvelle période signifiant « la fin de l'islam politique anti-western » et « l'hégémonie

³⁹⁰ İlhan Uzgel, « Ordu ve Dis Politika : Kumatilmislikten Kamplasmaya Turk Dis Politikasi », *Mulkiyeliler Birliği Dergisi*, Cilt 21, No204, 25

idéologique du sécularisme nationaliste » dans la politique turque a donc commencé avec l'AKP.³⁹¹

La combinaison du « conservatisme musulmane » et de l'approche globaliste libérale a marqué son soutien pour le processus d'adhésion à l'UE, notamment lors du premier mandat du gouvernement. La synthèse de l'islam conservatrice comme mode de vie, le libéralisme comme l'orientation de la politique économique et le globalisme comme la perspective de la politique étrangère sont devenus très populaires en peu de temps, ce compromis et l'hégémonie politique ont marqué la sphère socio-politique turque. Tout en restant fidèle à l'Occidentale, la Turquie a connu un changement graduel dans sa direction de la politique étrangère, vers le Moyen-Orient plutôt que vers l'Europe³⁹², dont il faut aussi prendre en compte les changements structurels, l'ambiguïté de l'UE pour la Turquie, ainsi que la nouvelle conceptualisation de l'identité et des intérêts de la politique étrangère.

Kosebalaban précise que la politique étrangère de l'AKP constitue une réponse aux changements dans le système international multipolaire, caractérisé par le globalisme. Dans ce sens, la synthèse de l'islamo-conservatisme et de libéralisme, et l'incapacité des autres groupes idéologiques à s'adapter à ces changements confère un statut hégémonique au gouvernement d'AKP. De l'autre côté, l'émergence d'une nouvelle classe bourgeoise, basée sur des valeurs conservatrices dans son mode de vie, mais libérale et globaliste dans la politique et l'économie, a été la conséquence de la transformation socio-économique que la Turquie connaissait depuis le début des années 1990.³⁹³

Avant d'élaborer la politique étrangère de l'AKP sous la lumière de ses nouveaux concepts, il faut comprendre les dynamiques de la période préparant la naissance et la montée de ce parti qui a « réussi à combiner professionnalisme militant et opportunisme idéologique pour consolider son pouvoir »³⁹⁴.

Les réformes de libéralisation et de démocratisation d'Ozal, dans les années 1980, ont résulté de l'intégration de la Turquie dans le système économique global, en même temps que la marginalisation des discours nationalistes et isolationnistes. La mobilisation socio-

³⁹¹ Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*, 146.

³⁹² Ibid

³⁹³ Ibid, 146

³⁹⁴ Dorothée Schmid, « Introduction : La Turquie au Moyen-Orient : un retour programmé ? » in Dorothée Schmid, ed. *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, (CNRS Editions, Paris, 2011), 15

économique de la société anatolienne, par le processus tiré de ces réformes, l'internationalisation des intérêts commerciaux, et l'augmentation des groupes de business anatoliens, dans des villes telles que Konya, Kayseri, Gaziantep, ont contribué à la montée du discours socio-politique islamique, orienté vers l'extérieur.³⁹⁵ Dans ce sens, Michel Bozdemir affirme qu'« à mesure que les intérêts économiques s'approfondissent, se ranime au sein de cette classe politique un sentiment d'internationalisme religieux sur un vieux fond naif de communauté islamique solidaire »³⁹⁶.

A coté de ces changements qui ont fortement influencé l'identité politique islamiste, le processus de militarisation du 28 février a contribué à la montée de l'islamisme en forçant les musulmans conservateurs à devenir des participants actifs, encore plus intéressés par la globalisation, car ils ont vu le moyen de s'émanciper de la politique répressive de l'État et d'en profiter en termes économiques³⁹⁷. Ce processus a permis de questionner les jeunes leaders musulmans conservateurs sur la façon dont ils pouvaient profiter des effets de la globalisation. Ils ont donc considéré l'ouverture à l'Occident, dont le processus d'intégration à l'UE, comme la garantie institutionnelle de démocratisation qui leur donnait le pouvoir économique³⁹⁸. Comme Ayoob le précise aussi, les partisans traditionnels du parti islamiste ont développé un intérêt dans l'interaction économique avec le monde externe, notamment avec les démocraties industrialisées de l'Europe, ils ont donc intériorisé les valeurs de la démocratie politique³⁹⁹.

Ainsi, en rejetant l'islam isolationniste, et en profitant des réseaux économiques globalisés, les nouvelles générations des leaders musulmans se sont réunies sous le parapluie de l'AKP. Dans le contexte international, ils se sont positionnés comme les équivalents des partis conservateurs européens, cependant, puisque les références religieuses ne sont pas autorisées dans le système turc, ils ont choisi « la démocratie conservatrice » comme description pratique⁴⁰⁰. Il se sont réunis autour d'une nouvelle identité qui souligne une forme limitée de la puissance politique, et qui considère la « souveraineté populaire », « l'État de

³⁹⁵ Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*, 146-147.

³⁹⁶ Michel Bozdemir, « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? », *Maghreb-Machrek*, no207, (printemps 2011), 113.

³⁹⁷ Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*, 147.

³⁹⁸ Ibid

³⁹⁹ Mohammed Ayoob *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World*. 2008, (Ann Arbor, MI University of Michigan Press), 104.

⁴⁰⁰ Pour la comparaison entre l'AKP et les partis démocrates chrétiens en Europe voir William Hale, « Christian Democracy and the AKP: Parallels and Contrasts » *Turkish Studies* 6, no. 2 (January 2005)

droit », « les normes et valeurs acceptées constitutionnellement et universellement », comme la base de la légitimité politique⁴⁰¹.

Chapitre 4 : L'évolution de la politique étrangère dans les années 2000 : continuité ou rupture ?

4.1. La profondeur stratégique

Ce chapitre a pour but d'examiner la transformation idéationnelle, identitaire et socio-politique de l'orientation de la politique étrangère sous les effets de la tendance islamo-conservatrice de l'AKP. Sous le gouvernement de l'AKP, la Turquie a suivi une politique étrangère inhabituelle, basée sur une approche théorisée, avec un rôle actif grâce au théoricien. Cette nouvelle stratégie, ayant introduit de nouveaux domaines, négligée jusqu'à la période d'AKP, soulève des questions devenues centrales dans les débats internes et externes : y a-t-il eu un changement de cap dans la politique étrangère turque ? Est-ce que la Turquie tourne le dos à l'Europe ? Les politiques de l'AKP sont-elles complémentaires ou contradictoires ? Quelles sont les raisons de cette nouvelle approche ? Quels sont les éléments de continuité et de rupture ? Pour pouvoir répondre à ces questions, nous allons élaborer l'approche « profondeur stratégique » d'Ahmet Davutoglu. Nous tenterons de mettre en évidence les nouveaux concepts de la politique étrangère et de voir à quel niveau ils représentent les éléments d'une continuité et/ou d'une rupture historique et politique dans l'affirmation identitaire. En outre, en observant les critiques apportées aux politiques de ce parti, nous nous interrogerons sur la cohérence et/ou l'incohérence entre la théorie et l'action politique.

⁴⁰¹Yalcin Akdogan "The Meaning of Conservative Democratic Political Identity" in *The Emergence of a New Turkey: Democracy and the AK Parti*. M. HakanYavuz (ed.), (University of Utah Press, 2006), 50.

4.1.1. La réinterprétation de la puissance de Turquie

Dans les Relations Internationales, le concept de *puissance* est généralement utilisé pour évaluer la capacité d'action d'un État et sa définition diffère dans le temps et selon l'approche théorique. La « puissance » est l'élément principal, étant à la fois un moyen et un objectif de forme directe et indirecte, de la politique internationale et de la politique étrangère selon le courant réaliste. L'école réaliste accepte la puissance comme « la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres » dans le système international anarchique dont les États sont les acteurs principaux.⁴⁰² Dans le système état-centrique, les États ont été perçus comme des acteurs qui cherchent à maximiser leurs intérêts nationaux, leur sécurité et, donc, leur puissance.⁴⁰³ Avec l'introduction du concept de « communautés de sécurité »⁴⁰⁴, Karl Deutsh affirme que les États, à côté de la maximisation de leur puissance, peuvent aussi réagir d'une façon interdépendante et former des communautés. Si l'on prend d'autres approches théoriques, il faut aussi considérer les normes internationales (politiques, juridiques, morales, etc.) afin d'analyser les comportements des États⁴⁰⁵, ou encore les acteurs non-étatiques⁴⁰⁶. D'ailleurs, la conceptualisation rigide de puissance fait l'objet d'une redéfinition, notamment après de la guerre froide. L'introduction du concept du *soft power*⁴⁰⁷, au début des années 1990, et l'augmentation des approches culturalistes dans l'analyse de la politique internationale, mettent en évidence la nécessité de prendre en considération les dimensions non-matérielles d'un État pour affirmer sa puissance.

Quant à l'approche géopolitique, les théoriciennes de la géopolitique et de l'école réaliste traitent les éléments de la puissance de façon similaire. L'approche géopolitique déterministe est dominée par le courant réaliste, les deux étant basés sur le paradigme centré sur l'État, le seul acteur dans le système international.⁴⁰⁸ Dans ce contexte, les réalistes et les géopoliticiens, définissent les éléments de la puissance nationale de façon semblable. Par exemple, selon Morgenthau, les éléments de la puissance nationale sont la géographie, les

⁴⁰² Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, (Calman-Levy, 1962), 16,17

⁴⁰³ Hans J. Morgenthau, *Politics among nations*, (New-York, A. Knopf, 1950).

⁴⁰⁴ Karl W. Deutsh, *Political Community and the North Atlantic Area*, (Princeton, Princeton University Press, 1957).

⁴⁰⁵ Stephen D. Krasner, *International Regimes*, (Ithaca, Cornell University Press, 1983).

⁴⁰⁶ Thomas Risse-Kappen, *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, (Cambridge University Press, 1995)

⁴⁰⁷ Joseph S. Nye, *Bound to Lead, the Changing Nature of American Power*, (New-York, Basic Books, 1990)

⁴⁰⁸ Tayyar Arı, *Uluslar arası İlişkiler Teorileri: Çatışma, Hegemonya, İşbirliği* [Les Théories des Relations Internationales: Conflits, Hégémonie, Coopération]. 5eme édition, (MKM, 2008), 211

ressources naturelles, la capacité industrielle, la puissance militaire, la population, le caractère national, le moral de la nation, la nature de la diplomatie, la caractéristique du gouvernement. Quant à Mahan les éléments de la puissance maritime sont la situation géographique, les caractéristiques topographiques, la taille du pays, la population, la puissance militaire, le caractère national et le caractère du gouvernement. On constate que les trois premiers sont directement liée à la géographie. Par ailleurs, quelques représentants de l'école réaliste accordent même encore plus d'importance à la géographie et aux facteurs environnementaux. Dans ce sens, par exemple, Strausz-Houpe, lorsqu'il traite de l'importance de la géographie, se réfère au concept "Hearthland" de Mackinder en disant: « ce qui domine l'Europe centrale, la Baltique, l'Adriatique et la mer Égée dominera l'Europe entière ». ⁴⁰⁹

L'évolution du concept de la puissance dans le temps constitue aussi l'un des points importants de la *Profondeur Stratégique* de Davutoglu, il souligne la nécessité de prendre en considération plusieurs facteurs en même temps pour une réinterprétation de la puissance d'un État. Il affirme que « de Thucydides à Ibn Haldun, de Clausewitz à Morgenthau, la question principale des philosophes et des hommes politiques scientifiques a toujours été de définir le sens du *puissance (power)*, ses *réflexions* et son *changement d'axe* » ⁴¹⁰. A la fin de la guerre froide, dans le nouvel ordre mondial, on a commencé à intégrer les notions telles que l'économie politique, la géo-culture, la géo-économie, la géopolitique ou la géostratégie pour définir la puissance d'un État, ce qui signifiait aussi la fin d'une définition simple purement réaliste. Dans ce sens, Davutoglu, tout en donnant une grande importance aux facteurs géopolitiques, précise que les paramètres de puissance d'un État doivent être interdépendants et dynamiques ⁴¹¹. En fait, dans son approche, il existe une combinaison de réflexions d'écoles réaliste, géopolitique et constructiviste. Ainsi, il conceptualise une équation complexe de puissance, même si les paramètres retenus sont « « plutôt standards » pour plusieurs ⁴¹².

⁴⁰⁹ Strausz-Houpe cité dans James E. Dougherty et Robert L. Pfaltzgraff, *Contending Theories of International Relations*, 3ème édition, (New York: Harper Collins Publishers. 1990), 92

⁴¹⁰ Ahmet Davutoğlu. *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*. [Le *Profondeur Stratégique: La Position Internationale de la Turquie*]. (Kure Yayinlari. 2001), 15

⁴¹¹ *Ibid*, 16

⁴¹² Voir par exemple Ahmet Insel, « Devenir Une Puissance Economique Mondiale : Le nationalisme de l'AKP » in *Vingt Ans de Changements en Turquie* (1992-2012), Jean Marcou, Fusun Turkmen (ed.) (l'Harmattan, 2013), 82

Selon Davutoglu⁴¹³, les éléments de la *puissance* (pouvoir) sont :

-Les éléments fixes: (Ef) : l'histoire (h), la géographie (g), la population (p) et la culture (c)

-Les éléments potentiels (Ep): la capacité économique (ce), la capacité technologique (ct) et la capacité militaire (cm).

Il formule ainsi la *puissance* (P) comme :

$$P = (Ef + Ep) * (LS * PS * PP) = [(h + g + p + c) + (ce + ct + cm)] * (LS * PS * PP)^{414}.$$

Ici, nous trouvons utile d'élaborer brièvement les composantes de cette nouvelle conceptualisation, les raisons de la nécessité d'une réinterprétation des atouts de la Turquie aussi bien que ses obstacles. Car, dès le début des années 2000, les débats autour de la volonté de devenir une « puissance régionale », voir une « puissance centrale », ont été très fréquents à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur de la Turquie. D'ailleurs, à quel niveau cette volonté est-elle cohérente avec les potentiels préexistants de la Turquie, reste au cœur des problématiques actuelles. De même, pour une meilleure compréhension de ce que signifie la Méditerranée dans la politique étrangère de la Turquie à partir des années 2000, et pour ouvrir le débat autour des actions politiques, il faut tout d'abord analyser l'approche théorique.

4.1.2. Quels paramètres pour le nouveau paradigme ?

Dans la conceptualisation de Davutoglu, les paramètres stables de la puissance sont la géographie, l'histoire, la population et la culture. Il affirme que dans cette équation, chaque paramètre constitue des éléments difficiles à changer à court-terme avec la propre volonté d'un État. Toutefois, les États peuvent et/ou doivent réévaluer leur poids par rapport à la conjoncture internationale et aux balances d'équilibre. Ainsi l'orientation de la politique étrangère doit se baser sur les facteurs géopolitiques alimentés par l'arrière-plan historique et culturel d'une nation pour affirmer sa puissance au sein international, et construire sa vision internationale⁴¹⁵. De plus, il accorde une importance à la population et pense que le caractère

⁴¹³ Ahmet Davutoğlu. *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*. [Le Profondeur Stratégique: La Position Internationale de la Turquie]. Kure Yayinlari. 2001, 17

⁴¹⁴ LS signifie la logique stratégique ; PS signifie la planification stratégique et PP signifie le pouvoir politique ; (Ef: h+ g+ p+c ; EP= ce+ct+cm).

⁴¹⁵ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*. [Le Profondeur Stratégique: La Position Internationale de la Turquie]. Kure Yayinlari. 2001 17, 18

‘jeune’ et ‘dynamique’ de la population turque présente la force et la faiblesse aux dossiers internationaux, notamment dans les relations avec l’Union Européenne. Dans ce sens, les immigrants turcs en Europe, le potentiel qu’offrent les jeunes turcs et la peur de leur circulation libre consistent l’une des réticences de l’UE à l’égard de Turquie⁴¹⁶.

Quant aux paramètres potentiels de la puissance d'un pays, ils peuvent changer à court terme ou moyen terme et reflètent la capacité d'utiliser les propres potentiels d'un État. Dans la conceptualisation de Davutoglu, les sources économiques, le développement technologique et la puissance militaire se présentent comme des paramètres potentiels et ils sont soumis à des changements dans le temps. Ces éléments *polyvalents* doivent être utilisés et réévalués en coordination et en équilibre selon les circonstances pour renforcer le poids d'un État dans les équilibres internationaux⁴¹⁷. Sur ce point, pour la valorisation et l'interprétation des éléments potentiels, il souligne aussi l'importance de la « mentalité stratégique et l'identité culturelle », ainsi que « la planification stratégique et le pouvoir politique ». Il définit la *mentalité stratégique* comme « un produit d'une nation composé des valeurs culturelles, psychologiques, religieuses et sociales à la base de son héritage historique et d'une conscience commune qui reflète sa géographie et sa manière de percevoir sa position par rapport au monde extérieur ». De son point de vue, les mentalités et les stratégies qui diffèrent selon les États sont les conséquences des différentes perceptions de *temps* et *espace*. La *Profondeur Stratégique*, repose sur une conceptualisation de *puissance* qui est dominée par la perception de l'*espace* à la base de la géographie (dans une sense élargie, comprenant la géographie ottoman) et la perception du *temps* à la base de l'héritage historique. Ainsi, un État qui peut réinterpréter ses propres réalités historiques et géographiques peut construire la base de la *mentalité* de sa politique étrangère⁴¹⁸. Cette mentalité stratégique se forme sur la base d'une *conscience identitaire* qui est *construite et reconstruite* dans le processus historique. Dans ce sens, en accentuant la nécessité d'une confrontation turco-ottomane sur les points de continuité et de rupture, il présente l'*identité culturelle* comme la pré-condition pour une *reconstruction de la conscience du temps-espace*⁴¹⁹.

Quant à la *planification stratégique*, il affirme qu'il existe une relation de *forme-contenu* entre la *planification stratégique* et la *mentalité stratégique* : une fois que la mentalité stratégique est bien définie par des données préexistantes (*contenu*), la planification

⁴¹⁶ Ibid, 23

⁴¹⁷ Ibid, 24

⁴¹⁸ Ibid, 29

⁴¹⁹ Ibid

stratégique est développée (*forme*). Davutoglu fait référence au célèbre stratège Carl Von Clausewitz qui définit la relation entre les tactiques et la stratégie, car la tactique, est l'usage des forces armées dans le combat, et la stratégie est la conduite militaire d'une alliance politique en vue d'une action totale. En adaptant la terminologie militaire à la diplomatie, il précise que, dans la détermination de la politique étrangère, on a la même corrélation entre la tactique et la stratégie, seuls les outils sont différents pour atteindre l'action totale.

Par ailleurs, le force du *pouvoir politique* est un facteur déterminant dans la politique étrangère car sa faiblesse ouvre l'État à des manipulations externes et nécessite une vision réactionnaire et défensive au lieu d'une vision proactive et offensive. Sur ce point, *l'élément humain* se présente comme « la force stratégique la plus importante d'un État ». Dans sa conceptualisation de puissance, il accorde une importance excessive au rôle de l'humain car il n'est pas possible de modifier les éléments stables tels que la géographie et l'histoire, mais avec l'intervention de l'humain *qualifié*, il est possible de donner un nouveau sens à la géographie et à l'histoire d'un État et de reconstruire la réalité. De même, l'humain non qualifié conserve le risque de transformer les mêmes données géographiques et historiques à cet État déjà faible. Dans ce sens, Davutoglu précise que le problème le plus important dans la détermination des stratégies de la Turquie est lié à l'humain. Ainsi, pour une réinterprétation stratégique des données préexistantes il faut assurer la relation entre le pouvoir politique et l'humain civil dans un cadre légitime et à la base d'une confiance mutuelle⁴²⁰.

4.1.3. La nécessité et les obstacles d'une théorisation dans la politique étrangère

Le point de départ de Davutoglu constitue sa volonté de créer une théorie cohérente avec le potentiel géopolitique et géo-historique de la Turquie, qui peut s'appliquer à tous les cas de sa politique étrangère. Il affirme ainsi que « l'une des faiblesses de la politique étrangère turque, c'est le manque d'une théorisation cohérente des actions stratégiques et tactiques (...) Et cette échec dans la construction d'une théorie stratégique a des causes institutionnelles, historiques, physiologiques et culturelles »⁴²¹.

Aux niveaux institutionnel et structurel, les acteurs qui interviennent dans la production des politiques étrangères sont le Ministère des affaires étrangères l'Assemblée

⁴²⁰ Ibid, 35-37

⁴²¹ Ibid, 47

Nationale, le MGK, les forces armées, les ministères concernés, les partis politiques, les universités, les organisations non-gouvernementales et les think-tanks. Parmi ces acteurs, c'est le Ministère des affaires étrangères qui a la responsabilité politique et bureaucratique et qui doit donc produire des stratégies constantes et cohérentes. En revanche, d'un côté, l'insuffisance des ressources économiques au sein du Ministère des affaires étrangères, et de l'autre, la désunion institutionnelle entre les académiciens et les politiciens sont les raisons structurelles les plus importantes de ne pas formuler de stratégies à long terme dans la politique étrangère⁴²². Pour souligner l'importance de construire une approche théorique, Davutoglu se réfère aux rôles joués par Mahan et Spykman sur la stratégie globale des États-Unis, Haushofer en Allemagne et Mackinder en Grande Bretagne. Il précise aussi que la base théorique assure la légitimité des politiques appliquées par des États, en partant des exemples de Fukuyama, Huntington, Kissinger et Brezinski.

Au niveau historique, Davutoglu cherche les raisons de l'échec dans la production des stratégies à long terme, notamment en Méditerranée orientale, dans l'expérience ottomane. La mentalité de « règne absolu ou abandon totale » et de ne pas suivre la politique de colonisation ont causé une approche traditionnelle de ne pas construire des sphères d'influence⁴²³. Cette politique a empêché les Turco-ottomans d'assurer la balance entre les espaces dominés et les espaces abandonnés et de construire des politiques d'influence au-delà des frontières par des moyens comme l'installation des élites politiques, ou de profiter des faiblesses et des conflits entre les grandes puissances. Dans ce sens, les politiques méditerranéennes, notamment moyen-orientales, ont été marquées par les traces de cette mentalité d'« abandon absolu » et par le manque de planification stratégique. Dès la fin de la première guerre mondiale, la Turquie a coupé toutes ses relations culturelles et stratégiques avec le Moyen-Orient et n'a pas utilisé les avantages d'avoir régné dans cette région pendant 500 ans- sauf l'annexion de Hatay. Au lieu d'avoir des politiques cohérentes qui lui serviraient à devenir une puissance, la Turquie s'est éloignée de la région et a dû suivre des politiques sous l'influence de l'Europe, dans l'obligation de surveiller l'équilibre avec Israël, un pays relativement nouveau par rapport à l'existence des Turcs dans la région⁴²⁴.

Au niveau *psychologique*, l'insuffisance théorique se présente comme une conséquence des conflits autour de l'identité et de la conscience historique et, de ses

⁴²² Ibid, 49-51

⁴²³ Ibid, 52-53

⁴²⁴ Ibid, 57

influences sur la mentalité stratégique. Afin de mettre en évidence les raisons psychologiques, Davutoglu se réfère à *The Divided Self* de Ronald David Laing⁴²⁵. Laing affirme qu'au fond des effondrements psychologiques, se trouve la disjonction entre le corps et le caractère d'une personne. Dans cette perspective, le corps humain correspond à la dimension du *temps-espace* pour le peuple et le caractère à la conscience identitaire collective. La création d'un *faux-soi* et le manque de continuité historique deviennent aussi les raisons de la création des *faux-ennemis* et de rupture historique. Dans ce sens, pour Davutoglu, la Turquie ressemble à un individu qui se sent étranger à soi-même et au monde dans lequel il vit⁴²⁶. Ainsi, il conceptualise une vision qui nécessite un retour aux sphères d'influence historique et géographique des Ottomans pour une conscience identitaire. Cette approche constitue aussi le fond des débats autour de néo-ottomanisme.

En vue de combler le vide théorique, compte tenu des raisons mentionnées, Davutoglu pense que son approche de la *Profondeur Stratégique* est le meilleur moyen pour affirmer la puissance de la Turquie au niveau international et, dès qu'il a pu aux différents niveaux de la sphère politique, en tant que conseiller, diplomate, Ministre des affaires étrangères, Premier ministre, il s'est mis à l'action en utilisant sa propre théorisation. Par contre, les critiques sont nombreux dans la sphère politique tant intérieure qu'extérieure. Ainsi, la tentative d'une redéfinition idéologique et identitaire, l'introduction de nouveaux domaines d'action autrefois négligés, l'(in)cohérence de la théorie et de la pratique, ainsi que l'approche inhabituelle vers les questions autour des conflits chroniques tels que la démocratie, la laïcité, l'islam et les droits de l'homme, préoccupent le domaine socio-politique dès le début des années 2000.

4.2. Changement de cap ?

Un changement complet d'une politique étrangère, comme le précise Frédéric Charillon, « impose de modifier plusieurs de ses composantes, notamment – et par ordre croissant de difficulté – le style qui l'exprime, le contenu du message diffusé, le fonctionnement de l'instrument diplomatique chargé de relayer ces efforts, les moyens financiers à disposition et les priorités, le tout compte tenu de l'environnement international

⁴²⁵ Ronald David Laing, *The Divided Self*, (Harmondsworth : Penguin, 1966)

⁴²⁶ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*. 59-61.

»⁴²⁷. Il ne s'agit donc pas d'une tâche simple. Ainsi, notre propos consiste à considérer que la politique étrangère turque connaît une « évolution » plutôt qu'une orientation complètement « nouvelle », conformément à ce qui est aussi proposé par Didier Billion⁴²⁸. En fait, au fond de ce qui peut être appelé « nouveau » se repose la mutation socio-politique et économique au niveau domestique à la base de la synthèse de l'islamo-conservatisme et du libéralisme et il ne représente pas nécessairement une complète rupture dans l'affirmation de l'identité officielle de la Turquie au plan international. Aux yeux du gouvernement d'AKP, il s'agit plutôt de se rendre compte du potentiel venant des registres multi-identitaires. C'est ce que résume Egemen Bagis, ancien ministre turc de l'Union Européenne dans un entretien qu'il nous a accordé : « La Turquie est un pays *sui generis* qui possède différentes identités en même temps : le “*melting pot*” c'est la Turquie. Tout au long de l'histoire, elle a accueilli plusieurs civilisations y compris la byzantine, l'ottomane, les civilisations anatoliennes. Donc favoriser un seul élément de cette grande diversité identitaire est une très grande faute ». Il ajoute également :

« En tant que gouvernement de l'AKP on est fortement attaché à l'identité occidentale de la Turquie. En fait, on dit souvent que la Turquie est un pont : un pont entre l'Europe et l'Asie, un pont entre l'islam et la christianité, entre différentes lignes énergétiques, entre l'offre et la demande. Mais le pont doit avoir quatre pieds pour qu'il soit solide. Des le début de l'histoire républicaine, on favorisait le pied ouest du pont en niant ceux du nord, du sud et de l'est. Personne ne peut croire à la stabilité et à la durabilité d'un pont qui a un seul pied. La vision la plus importante de l'AKP est d'initier le processus de renforcer les quatre pieds du pont simultanément. Bien sur, la Turquie est un pays occidental et européen, mais c'est aussi un pays moyen-oriental,

⁴²⁷ Frédéric Charillon, « Nicolas Sarkozy à mi-parcours : comment réformer une politique étrangère ? », *Politique étrangère*, 2009/02, Été, p. 392. ; Frédéric Charillon, « La diplomatie saoudienne à l'épreuve de la turbulence », *Études* 2004/2, Tome 400, p. 153-165.

⁴²⁸ « Il vaudrait mieux parler d'évolution que de nouveauté. Les questions sémantiques ont souvent leur importance dans le champ des relations internationales : le concept d'évolution signifie d'une part qu'il n'existe pas de bouleversement des paradigmes de la politique extérieure de la Turquie, et exprime d'autre part la volonté de cette dernière de sans cesse tenter de s'adapter et de s'affirmer dans un environnement international en pleine de mutation. Cette évolution s'inscrit pleinement dans la longue quête d'identité de la politique extérieure de la Turquie depuis l'avènement de la République en 1923 (...) On peut donc considérer que la politique extérieure de la Turquie connaît d'incontestables évolutions mais que ces dernières ne constituent pas des ruptures. En ce sens, les inquiétudes formulées il y a quelques années par des commentateurs un peu trop pressés ne sont pas véritablement fondées. Le qualificatif de « nouvelle », non dénué de fondement, ne peut néanmoins être repris dans l'acceptation de la politique extérieure turque nous fournit de ce point de vue de précieux enseignements. » Didier Billion, « Tentative de mise en perspective de la politique extérieure de la Turquie », *Confluences Méditerranée*, (no 83, 2013), 67,69

un pays des Balkans, un pays caucasien. Ce qui est important, est d'avoir le courage de voir ce potentiel, et puisque nous l'avons, nous avons initié une politique équilibrée, non seulement en théorie mais aussi en pratique, les choses ont été réalisées simultanément. Au cours de la même année, les négociations avec l'UE ont commencé et, un turc est devenu le secrétaire général de la Conférence Islamique. D'un côté, on a initié une campagne sérieuse après 47 ans et nous sommes devenu membre élu du Conseil de Sécurité de l'ONU, de l'autre, nous avons obtenu la poste de Secrétaire Générale députée de l'OTAN. De plus, un Turc est devenu le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et nous avons renforcé les relations avec D8, G20, et les autres organisations simultanément »⁴²⁹.

Toutefois, la question de la cohérence (ou non) des valeurs de l'AKP avec celles de l'Europe, notamment sur la base de la religion, ainsi que la « déseuropéanisation »⁴³⁰ (ou non) de la Turquie ont fréquemment marqué le débat politique depuis plus d'une décennie. D'une part, il y a un nombre de recherches indéniable sur l'harmonie des politiques de l'AKP avec celles de l'UE. Par exemple, Balci, Burns et Togun précisent qu'il existe une grande convergence entre les systèmes de valeurs représentés par l'AKP et l'UE. Ils déterminent l'existence d'au moins neuf domaines de croisement entre l'approche de l'AKP et l'UE : limitation du rôle militaire, extension des droits des minorités, stricte protection des droits des hommes, liberté d'expression et de croyance, anticorruption, privatisation, définition de sécularisme et implémentation de loi islamique.⁴³¹ De même, Kosebalaban souligne que la Turquie n'a pas quitté la voie occidentale et l'évidence se repose sur l'échappement prudent d'un nouvel engagement institutionnel non-occidental⁴³². Les gouvernements turcs précédentes ont été engagé dans les formations multilatérales dans les régions musulmanes et moyen-orientales incluant le traité de Sa'dabad pendant la période d'Atatürk, Pacte de Bagdad ou CENTO de la période de Menderes, ou encore la diplomatie active de Ozal et

⁴²⁹ Entretien avec Egemen Bagis, Strasbourg, 26.06.2014 Egemen Bagis est l'ancien Ministre turc de l'Union Européen (2011-2013) (le premier en Turquie) et le négociateur principal pour les relations turco-européennes au nom de la Turquie en vue d'adhésion à l'UE. Il a aussi servi comme conseiller de la politique étrangère du Premier Ministre et du Président ; député d'AKP (2002-...) et représentant de Turquie dans l'Assemblée parlementaire de Conseil de l'Europe.

⁴³⁰ Voir par exemple : Bastien Alex, « l'euroscpticisme, le turcoscepticisme et la Turquie : une affaire de perceptions ? » in *La Turquie aujourd'hui au miroir de l'histoire*, Bastien Alex, Didier Billion, *Confluences Méditerranée*, no 83, 2013

⁴³¹ Tamer Balci, Teresa J Burns, et Lako Togun, « Turkey and the European Union: influence of turkish islamist groups on turkey's candidacy tot he european union ». Paper read at American Political Science Association annual meeting, at Boston, MA. cité par Hasan Kosebalaban *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*. (Palgrave Macmillan, 2011), 157

⁴³² Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*.194

Demirel au sein de OCI (Organisation de la coopération islamique) et l'engagement de D-8 d'Erbakan. Par contre, le gouvernement d'AKP a évité tout engagement institutionnel dans la dimension non-occidentale de sa politique étrangère, ayant plutôt cherché à normaliser, développer et approfondir ses relations avec les pays musulmans au niveau bilatéral, toujours en gardant son engagement au sein de l'UE et de l'OTAN⁴³³.

D'autre part, nous pouvons également constater une augmentation des critiques contre l'AKP de s'éloigner de la voie occidentale et de ne pas suivre une politique pro-européenne, notamment à partir de 2009. Comme le demande le diplomate expérimenté Onur Oymen :

« La région à laquelle la Turquie appartient, avec son système de valeur partagées, est la région européenne. Par contre, on n'a pas d'accords d'exemption de visa avec la Grèce, ni avec la Roumanie, la Bulgarie, ni avec un autre pays de l'UE. Mais, d'autre part, on en a avec la Syrie et avec les autres pays musulmans. Est-ce que cela nous montre un changement de direction dans la politique étrangère ? Et on se demande si l'on se tourne vers les pays appartenant des systèmes différents de la Turquie ?... »⁴³⁴.

En fait, l'inquiétude au sein des élites et des médias concernant le changement du cap a augmenté suite à la discussion d'Erdogan avec Simon Perez en 2009, lors du Sommet du Davos. Le discours d'Erdogan, devenu populaire comme l'évènement de 'one minute', a révélé la question : « est-ce que cette approche signifiait un éloignement des États-Unis et d'Israël et un rapprochement vers le monde musulman, voire vers le monde radical du Moyen-Orient ? »⁴³⁵. La réponse de Davutoglu à la question de changement du cap était :

« Si quelqu'un nous propose de couper nos liens avec l'Europe, il faut lui dire : 'lit un peu d'histoire !', si quelqu'un nous propose de couper nos liens avec le Moyen-Orient, de même, il faut lui dire : 'lit un peu d'histoire !'. On n'a jamais considéré nos relations avec les États-Unis comme une alternative à nos relations avec l'Europe, ni nos relations avec l'Europe à celles avec nos voisins. Ce sont tous les éléments complémentaires de la grande image stratégique »⁴³⁶.

⁴³³ Ibid

⁴³⁴ Onur Oymen, Anka Ajansi, Ayhan Aktar, *Taraf*, (21 Septembre, 2009)

⁴³⁵ Sami Kohen, Enine Boyuna Ozel, *TRTI*, (Janvier 2009)

⁴³⁶ Ahmet Davutoglu, Enine Boyuna Ozel, *TRTI*, (Janvier 2009)

Gurkan Zengin précise que le débat appartient même à la logique de la période de la guerre froide, il est donc « invalide » historiquement⁴³⁷. Par contre, la question reste centrale dans les débats internes et externes et les demandeurs ne sont jamais satisfaits de la réponse. En fait la non-satisfaction vient de la croyance à un *agenda caché*. L'*agenda caché* est un concept ayant marqué les débats internes à partir de la montée au pouvoir de l'AKP. Dans l'opinion publique, plutôt kémaliste et nationaliste, on croit que les politiques de ce parti servent à cet agenda caché qui consiste à islamiser le pays. Ainsi, les politiques pro-européennes, pendant le premier mandat de l'AKP, sont souvent perçues comme l'élimination de tout ce qui est opposé à cet objectif, notamment la limitation du rôle militaire⁴³⁸ ; l'adhésion de la Turquie à l'UE dont le leitmotiv des discours d'Erdogan jusqu'à 2008, a été remplacée par une ambition de devenir une *puissance mondiale*⁴³⁹.

Il faut toutefois préciser que, pendant la première année de son poste en tant que Ministre des affaires étrangères, en 2009, dont le débat concernant le changement de cap était très populaire, Davutoglu a effectué 93 visites officielles (dont 51 aux pays de l'UE, 22 aux pays moyen-orientaux, et 17 aux pays du Caucase et d'Asie centrale)⁴⁴⁰. Ainsi, comme le souligne Ilhan Uzgel, le débat concernant le changement de cap consistant « une réflexion de la nouvelle approche multidirectionnelle et multidimensionnelle »⁴⁴¹, et l'ouverture aux domaines autrefois négligés ne signifie pas une rupture dans l'affirmation de l'identité occidentale.

⁴³⁷ Gurkan Zengin, *Hoca. Turk Dis Politikasinda Davutoglu Etkisi*, (Inkilap Kitabevi, Istanbul, 2010), 199

⁴³⁸ A propos de la limitation du rôle de la militaire voir Didier Billion, « L'affaiblissement graduel du rôle politique de l'institution militaire en Turquie », *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, novembre 2013 consulté en ligne : http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2013-11-20-Affaiblissement-armee.pdf

⁴³⁹ Ahmet Insel, « Devenir Une Puissance Economique Mondiale : Le nationalisme de l'AKP » Jean Marcou, Fusun Turkmen (eds.) *Vingt Ans de Changements en Turquie* (1992-2012) , (l'Harmattan, 2013), 75

⁴⁴⁰ Gurkan Zengin, *Hoca. Turk Dis Politikasinda Davutoglu Etkisi*, 204

⁴⁴¹ Ilhan Uzgel, « Dis Politikada AKP : Stratejik Konumdan stratejik modele », *Mulkiye Dergisi*, no 252, Cilt XXX, *AKP Bir Donemin Bilancosu*, Ankara, (automne 2006), 74

4. 3. L'approche multidimensionnelle et multidirectionnelle

Les « origines musulmanes » de l'AKP sont accueillies par inquiétude par certains milieux dès le début de son pouvoir, comme nous venons de le souligner. Il y a donc eu une tendance à expliquer la politique étrangère multidirectionnelle qui comprend le Moyen-Orient par la « sensibilité musulmane ». Gurkan Zengin, auteur du livre *Hoca* consacré à la vie et à la vision politique de Davutoglu, souligne que, quand on analyse de plus près, on constate que la politique moyen-orientale de la Turquie ne se fait pas sur la base des « sensibilités religieuses » mais par rapport aux « réalités et équations régionales »⁴⁴². Pour Zengin, la plupart des critiques « externes » sont loin d'être une analyse complète sur ce qui se passe en Turquie et cela est très normal, cependant, les critiques « internes », qui sont loin des réalités, sont « choquantes »⁴⁴³. En fait, tout débat concernant la réorientation que connaît la Turquie sous le gouvernement d'AKP se révèle le sujet des élites et des intellectuels. A ce titre, Davutoglu note que : « ces élites sans identité préfèrent ne pas être reconnu et ne pas prendre d'initiative au lieu d'être déterminant dans les temps critiques. Ces élites qui ont peur de la responsabilité, restent passives, sans avoir le courage de placer leurs pays à une position active dans l'actualité mondiale »⁴⁴⁴. Pour Hasan Bulent Kahraman, c'est une conséquence de la tendance, chez les intellectuels turques, à analyser les réalités propres à la Turquie selon une perspective occidentale à la lumière des données historiques occidentales⁴⁴⁵.

Dans ce cadre, l'approche *multidimensionnelle* de Davutoglu est caractérisée par l'échappement d'être trompé par ce qui est vu sur la surface. Pour lui, adapter une approche approfondie passe par l'abandon des moyens méthodologiques unidimensionnels. Il est difficile de faire une analyse stratégique multidimensionnelle sans connaître le processus historique⁴⁴⁶. Pour lui, on ne peut comprendre et formuler une stratégie au Moyen-Orient sans savoir ou tenter de savoir ce que signifie ou symbolise Jérusalem, pour un musulman ou pour un juif, sans comprendre la dynamique sociologique de leurs motivations⁴⁴⁷. En ce sens, pour rendre compte des réalités actuelles, l'un doit adopter une synthèse qui couvre l'histoire des religions, l'histoire politique, l'économie politique, la sociologie politique et la psychologie de

⁴⁴² Gurkan Zengin, *Hoca. Turk Dis Politikasinda Davutoglu Etkisi*, (Inkilap Kitabevi, Istanbul, 2010), 196.

⁴⁴³ Ibid

⁴⁴⁴ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik, Turkiye'nin Uluslararası Konumu*, 33, 34.

⁴⁴⁵ Hasan Bulent Kahraman, *Turk Sagi ve AKP*, (Agora Kitapligi, 2007)

⁴⁴⁶ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik, Turkiye'nin Uluslararası Konumu*, 4.

⁴⁴⁷ Ibid, 5

la religion. Ces domaines peuvent couvrir des sujets radicalement différents mais l'analyse ne peut être faite sous l'aspect unidimensionnel⁴⁴⁸.

Pour donner un sens réel à une stratégie, selon Davutoglu, il faut prendre en compte les dimensions de *temps et d'espace*. Il faut donc évoluer simultanément la profondeur historique et la profondeur géographique basée sur la « compréhension du temps », *zaman idraki* (en turc). Par exemple, pour lui, on peut argumenter que « la Turquie est un État-nation qui est apparue au XXe siècle ». Certainement, il existe des éléments corrects dans cette phrase, mais il faut en ajouter d'autres pour mieux expliquer pourquoi ce pays fait face à des problèmes internationaux plus que d'autres États-nations modernes de l'époque⁴⁴⁹. Il ajoute de nouvelles dimensions à cette définition : « la Turquie est un État-nation moderne, l'héritière de l'Empire Ottoman qui a été l'un des huit empires⁴⁵⁰ multinationaux de l'Eurasie au début de ce siècle ». Pour ouvrir la voie à une analyse approfondie, on peut aussi formuler la définition suivante : « la Turquie est un État-nation moderne, au point de croisement des zones géopolitiques principales ». Ainsi, Davutoglu, par sa profondeur stratégique, prend en compte les perspectives géopolitiques, géoculturelles, historiques et géoéconomiques et il essaye de formuler une approche multidimensionnelle en intégrant tous ces éléments⁴⁵¹. Il précise que la Turquie fait face à un des plus importants carrefours de l'histoire et qu'elle doit réussir à transformer ses dynamiques potentielles venant de sa profondeur historique et géographique avec une planification rationnelle et stratégique⁴⁵². Selon son approche qui peut-être « exagère le potentiel préexistante de l'État »⁴⁵³, une redéfinition identitaire est nécessaire, qui passe par la reconstruction psychologique et celle de la culture politique pour une redéfinition de la civilisation à partir de la position géographique de la Turquie qualifiée de pont⁴⁵⁴. Il note ainsi :

« Le rôle périphérique que l'élite politique en Turquie a désigné pour le pays en relations internationales n'est plus conforme aux réalités, expériences historiques, attentes et idéaux du peuple turc. La société turque est à la recherche d'une

⁴⁴⁸ Ibid, 5,6

⁴⁴⁹ Ibid, 6

⁴⁵⁰ Les autres étant l'Angleterre, la Russie, l'Hongrie-Autriche, la France, l'Allemagne, la Chine et le Japon

⁴⁵¹ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik, Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, 7, 8.

⁴⁵² Ibid, 11

⁴⁵³ İlter Turan, « Reorienting Turkish Foreign Policy: Successes, Failures, Limitations » in *The Eastern Mediterranean in Transition: Multipolarity, Politics and Power*, ed. Spyridon N. Litsas and Aristotle Tziampiris (London, United Kingdom: Ashgate Publishing, 2015).

⁴⁵⁴ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik, Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, 92.

redéfinition d'elle-même. Cet effort de redéfinition est la prolongation naturelle d'une crise d'identité (...) Une culture politique intérieure unidirectionnelle et unidimensionnelle et la détermination d'une politique étrangère conforme à cette idéologie empêche la création d'une politique étrangère, susceptible de mettre suffisamment en valeur l'expérience historique multidirectionnelle de la Turquie et de s'adapter aux différents scénarios au niveau international. Une approche unidimensionnelle privée de flexibilité tactique, de capacité de détermination stratégique et d'une vision ouverte à toutes sortes d'alternatives ne permet ni de se rendre compte à temps des changements de paradigme dans les relations internationales, ni de se débarrasser de la position d'un pays ordinaire que les grandes puissances considèrent comme un élément passif de leurs stratégies. Cela empêche également de saisir les opportunités de transformer la Turquie en un pays dont l'importance est ressentie à travers le monde. »⁴⁵⁵

Cette nécessité d'une redéfinition identitaire se repose sur les références de l'AKP, d'autres que l'idéologie fondatrice kémaliste, d'une part, et la fin du monde bipolaire, d'autre part. L'importance d'être plus active dans sa région avec une approche multidimensionnelle et multidirectionnelle est ainsi soulignée par Abdullah Gul, alors Président de la République :

« Il y a de grandes nations. Il y a d'énormes populations. Il y a un incroyable développement économique dans certaines régions du monde. Par conséquent, ce que nous devons faire, c'est, plutôt que de mener des actions unilatérales, d'agir tous ensemble, de prendre des décisions ensemble, de se concerter avec le reste du monde. Un nouvel ordre mondial, si je peux me permettre de le dire, doit naître »⁴⁵⁶.

⁴⁵⁵ Ibid

⁴⁵⁶ Abdullah Gul, Entretien réalisé par Stephen Kinzer: "US Must Share Power in New World Order, Says Turkey's Controversial President", *The Guardian*, 16 août 2008, consulté en ligne: www.guardian.co.uk

4.4. Zéro-problème avec les voisins ?

L'approche de « zéro-problème avec les voisins » représente l'un des principaux piliers et les plus critiqués de la politique étrangère de l'AKP. En somme, zéro problème avec les voisins signifie la minimalisation des problèmes préexistants entre la Turquie et ses voisins⁴⁵⁷. Plus techniquement, cette approche est construite sur la nécessité de « l'éloignement des réflexes défensifs venant de la psychologie autour de l'idée que 'la Turquie est entouré d'ennemis' »⁴⁵⁸.

Au fond, l'effort pour *les relations de bon voisinage* ne constitue pas un nouveau paradigme pour la Turquie, étant la continuité de *la politique de statu quo* comme nous venons d'évoquer précédemment. Déjà, en 1975, Bulent Ecevit, alors premier Ministre, précisait :

« si la Turquie peut entretenir des relations d'amitié et de coopération avec ses voisins, soit dans le Moyen-Orient, soit dans les Balkans, soit dans d'autres régions immédiates, et si elle fonde ses relations sur une confiance mutuelle par des accords (ou non), le budget de défense diminue automatiquement, et l'économie se développe autour de la coopération régionale. Et cela ne signifie pas que la Turquie veut couper ses liens avec l'Europe »⁴⁵⁹.

De même, Isamil Cem qui est qualifié de l'un des plus habiles hommes politiques de l'histoire politique turque, l'un des plus importantes idéologues du mouvement social-démocrate, et qui a aussi été le Ministre de culture et des affaires étrangères soulignait qu'il fallait changer de point de vue. Pendant sa période ministériel⁴⁶⁰, les relations bilatérales entre la Turquie et la Grèce ont été marquées par une normalisation et rapprochement. Il précisait :

« Si l'on a réussi, c'est parce que principalement, on était conscients que la Turquie était occidentale et orientale en même temps. Etre occidentale et orientale en même temps est un privilège et la Turquie peut entretenir de bonnes relations et avancer, sauf

⁴⁵⁷ Bulent Aras, « Ortadogu'da Isbirliginden Entegrasyona », *Sabah*, 22 juillet 2009

⁴⁵⁸ Ahmet Davutoglu, « Turkiye merkez ulke olmali », *Radikal*, 26 février 2004

⁴⁵⁹ Conference de Presse de Bulent Ecevit, alors premier ministre, le 4 aout 1975 cité par Gurkan Zengin, *Hoca*

⁴⁶⁰ 30 juin 1997- 11 juillet 2002

si elle se rend compte de cette synthèse. Moi, j'ai vécu cette réalité et l'on a pu réussir à la base de cette synthèse »⁴⁶¹.

Ainsi, *l'approche de bon voisinage* constitue l'une des principes fondamentaux de la politique étrangère turque qui représente des époques de continuité, au moins en théorie. En revanche, la théorisation et l'accentuation de cette approche par le gouvernement de l'AKP n'empêche pas la Turquie d'avoir des problèmes très graves avec ses voisins, et au sein des régions auxquelles elle appartient. Davutoglu est largement accusé par l'opinion publique, notamment l'opposition, de créer un pays isolé, tout seul, éloigné de son entourage. Bien que cet isolement ait été appelé comme la « solitude précieuse »⁴⁶² par Ibrahim Kalin, conseiller du Premier Ministre turc, les réflexions sur la politique de bon voisinage de l'AKP, à l'heure actuelle, se concentrent sur « zéro-ami au lieu de zéro-problème ». Par conséquent, comme le note Ilter Turan, académicien turc, la qualification désirée de gouvernement de l'AKP « la puissance régionale » a été remplacée par une qualification de « lonely hero », qui est aussi en relation avec la multitude des facteurs qui influence les balances régionaux⁴⁶³. Dans ce cadre, le mal jugement d'équations régionaux, une approche plutôt émotionnelle, la confiance exagérée en soi, aussi bien que les politiques temporaires aux questions immédiates ont été les causes de la mise en place d'une politique étrangère non-cohérente et loin d'être réalisé ses ambitions, notamment à partir des années fin 2000. De même, un changement dans la relation bilatérale de Turquie avec un État voisin, provoque tout de suite un problème avec un autre État voisin ou même avec d'autre acteur international, qui aussi empêche la mis en place d'une politique régionale cohérent. Par exemple, les initiatives de rapprochement avec l'Arménie en 2009 ont tout de suite provoqué les réactions des azéris ; et des bonnes relations avec l'Iran ou la montée des tensions avec l'Israël a crée des complications au niveaux des relations turco-américaines⁴⁶⁴. Nous reviendrons sur ce débat sur le « zéro problème avec les voisins » en analysant les relations bilatérales avec la Grèce et la question Chypriote.

⁴⁶¹ Ismail Cem ; l'interview de Zeynep Ozyol, *Editor, CNNturk*, 1 novembre 2006

⁴⁶² « Dis Politikada Degerli Yalnizlik Donemi », *Hurriyet*, 21 aout 2013

⁴⁶³ Ilter Turan, « Reorienting Turkish Foreign Policy: Successes, Failures, Limitations » in *The Eastern Mediterranean in Transition: Multipolarity, Politics and Power*, ed. Spyridon N. Litsas and Aristotle Tziampiris (London, United Kingdom: Ashgate Publishing, 2015), 143

⁴⁶⁴ Ibid

Conclusion

Partant de l'hypothèse selon laquelle les éléments constructifs de l'identité nationale turque sont en même temps les éléments principaux dans la perception de la Méditerranée à travers sa politique étrangère, cette partie avait pour but d'étudier la construction identitaire et idéologique de la Turquie républicaine, les rôles joués par les « autres » (l'*Occident* en tant que l'*autre significatif*, le passé ottoman et l'islam en tant que l'*éloignement de soi-même*) dans le processus de nation-building, ainsi que l'évolution de la sphère politique intérieure et extérieure en tenant compte des conflits idéologiques et identitaires que la Turquie a connu toute au long de son histoire politique .

La défaite de l'Empire Ottoman pendant la Première Guerre Mondiale, le traité de Sèvres qui visait à bloquer l'accès des Turcs au rivage méditerranéen et égéen, la fondation de la Turquie suit à la guerre d'indépendance, le traité de Lausanne établissant les frontières actuelles de la Turquie, l'échange de populations entre la Turquie et la Grèce pour l'homogénéisation de la nation, ont, en quel que sort, déterminé, les rapports des Turcs à la Méditerranée, en début du XX^e siècle ; et ils ont influencé la production de l'imaginaire sécuritaire de la Turquie - centrale dans ses relations avec le monde extérieur.

A la lumière de tout ce que nous venons d'exposer dans cette partie, l'idéologie fondatrice a envisagé de créer un Etat-nation *moderne, occidentale et homogène* pour la Turquie républicaine. Ainsi, tout ce qui ne conformait pas cette vision, selon l'imaginaire identitaire et sécuritaire, restait obligatoirement exclu de l'affirmation identitaire, à l'intérieure ainsi qu'à l'extérieure de l'Etat. Car la politique étrangère, en tant qu'affirmation d'identité, contribue à définir l'identité nationale, aussi bien qu'à répondre à une demande sociale et étatique d'identité collective et à maintenir une certaine cohésion sociale.

D'une part, la politique étrangère se nourrit de l'identité et, d'autre part, elle la reproduit constamment pour la survie de l'État, devient donc une reproduction constante de l'identité en construisant des menaces sécuritaires internes et/ou externes. Par ailleurs, une fois créées, les identités nationales peuvent difficilement dévier de leur trajectoire. Elles sont évaluées dans un contexte historique, quotidiennement reproduites, et elles s'institutionnalisent et se renforcent continuellement dans une dynamique de « dépendance au

sentier »⁴⁶⁵. Ainsi, malgré les conflits identitaires et idéologiques que la Turquie a connu toute au long de son histoire politique et malgré l'approche proactif caractérisé par le *profondeur stratégique* du gouvernement actuel, l'identité de la politique étrangère turque connaît une « évolution » plutôt qu'une orientation complètement « nouvelle ». Dans ce cadre, la perception de la Méditerranée, en tant que zone de conflit et de confrontation qui englobe des menaces contre ses intérêts nationaux, formulée dans la conscience politique turc à partir de la processus de nation-building à la suite des défaites historiques, reste inchangée et la signification de la Méditerranée pour la politique étrangère turque présente plus de points de continuité que de rupture.

⁴⁶⁵ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références* (Paris: A. Colin, 2013), 201

**PARTIE II. LA POSITION GEOPOLITIQUE EN TANT
QU'ÉLÉMENT D'IDENTITÉ NATIONALE ET L'ALTÉRITÉ
DANS L'AFFIRMATION IDENTITAIRE DE LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE DE TURQUIE**

Introduction

Comme précisé, dans la détermination de la politique étrangère turque, notamment en Méditerranée, il y a trois facteurs principaux : l'héritage historique, les fondements identitaires défini par l'idéologie fondatrice et la position géographique de la Turquie⁴⁶⁶. Quand on regarde l'histoire, l'Empire Ottoman s'étendait sur trois continents ; l'Europe, l'Asie et l'Afrique et la République turque héritière de cette caractéristique géographique, garde des connexions historiques et culturelles avec différentes régions⁴⁶⁷. En acceptant l'existence de liaisons historiques, ce sont les États-nations qui décident comment et dans quelles conditions ils utilisent les réalités historiques en faveur de leurs intérêts nationaux, et cela a lieu selon les facteurs géopolitiques régionaux et globaux de l'époque.

Comment l'État utilise-t-il les réalités géopolitiques ? Selon Colin Flint, « la manière dont un État s'oriente lui-même vers le monde extérieur se définit selon « *le code géopolitique* »⁴⁶⁸. Dans la détermination *du code géopolitique* d'un État, les responsables politiques prennent la position d'une perspective géopolitique, en évaluant les possibilités et les faiblesses de la géographie de cet État. Les décideurs politiques désignent le *code géopolitique* de l'État sur la base de cinq questions⁴⁶⁹ :

1. Qui sont nos alliés actuels et potentiels ?
2. Qui sont nos ennemis actuels et potentiels ?
3. Comment peut-on maintenir nos alliés actuels et évaluer nos alliés potentiels ?
4. Comment peut-on repousser nos ennemis actuels et les menaces émergentes ?
5. Comment justifie-t-on ces quatre premières équations pour la société et pour la communauté internationale ?

Les *codes géopolitiques* sont opérationnalisés selon l'échelle de la politique étrangère de l'État⁴⁷⁰. La première préoccupation de la plupart des États est celle concernant les voisins :

⁴⁶⁶ Mustafa Aydin, "Turkish Foreign Policy, Framework and Analysis", *SAM Papers*, (Decembre 2004).

⁴⁶⁷ AylaGöl «Turkey's Euro-vision », 2003. 6

⁴⁶⁸ Colin Flint, *Introduction to Geopolitics*, (London and New York, Routledge, 2006), 55.

⁴⁶⁹ Ibid, 56 ; voir aussi : Peter J. Taylor and Colin Flint, *Political Geography : World Economy , Nation State and Locality*, Fourth Edition, (Harlow : Prentice Hall, 2000), 62.

⁴⁷⁰ Huseyin Bagci « Changing Geopolitics and Turkish Foreign Policy » *Internationales Institut für Liberale Politik Wien , Reihe Studien*, 2009, 3.

sont-ils *ennemis* ou des *amis* ?⁴⁷¹ Ainsi, au premier plan se situe le voisinage immédiat. Au niveau régional, il est important d'élargir la sphère d'influence. Quant au niveau mondial, les États, plutôt les grandes puissances, ont des *codes géopolitiques mondiaux* construits à partir d'une diplomatie active pour assurer leur place dans l'agenda politique d'autres États⁴⁷².

Quels sont les *codes géopolitiques* de la Turquie ? Cette dernière se trouve dans un environnement composé de régions « instables ou déstabilisées » du Moyen Orient, de la Méditerranée orientale, des Balkans, du Caucase et de l'Asie Centrale. Ce sont des régions subissant des conflits territoriaux et en rivalité politique⁴⁷³. En tant qu'État dans l'épicentre de la région Eurasiennne des conflits, le premier but de la Turquie a longtemps été de conserver sa position existante et de survivre dans le système international. Ainsi, selon son imaginaire sécuritaire, la Turquie, à cause de sa position géopolitique, devait s'occuper des questions variées qui sont nationalement, régionalement et globalement cruciales, elle devait donc suivre une politique de *statu quo*⁴⁷⁴.

Comme nous venons de le voir dans la première partie, dès l'établissement de la République par Mustafa Kemal Atatürk en 1923, la politique étrangère turque a pris une position plus près des puissances occidentales que celle de l'Empire Ottoman. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie se situait, stratégiquement, dans le « camp occidental ». Une prise de distance diplomatique avec certains de ses voisins arabes, suite à la reconnaissance de l'État d'Israël dès sa création en 1948, et l'adhésion à l'OTAN en 1952, justifient le rapprochement de la Turquie vers l'occident. D'ailleurs la demande de la Turquie auprès de la Communauté Économique Européenne et sa forte volonté pendant des décennies de devenir membre à l'Union Européenne, montrent très clairement son orientation à l'Ouest.

Les années de l'après-guerre froide ont été caractérisées par une prise de conscience de ses atouts et de ses contraintes régionales pour la Turquie. Le changement dans le système international, la fin de la bipolarité, la chute de l'Union Soviétique, la disparition de la menace communiste, ainsi que l'émergence de l'Europe comme grande puissance à côté des États-Unis ont nécessité la formulation d'une approche plus diversifiée dans la politique étrangère. Ainsi, la revalorisation de la position géopolitique de la Turquie autour d'une

⁴⁷¹ Colin Flint, *Introduction to Geopolitics*, (London and New York, Routledge, 2006), 58

⁴⁷² Ibid, 58-59

⁴⁷³ Fatih Tayfur « The Turkish vision of the euro-mediterranean partnership » *Euromesco Paper*, (no 8, 2000). 5

⁴⁷⁴ Ibid

nouvelle approche devenait obligatoire et la politique étrangère traditionnelle, orientée vers l'Occident, et basée uniquement sur la sécurité, ne pouvait plus rester en vigueur⁴⁷⁵.

Le président Turgut Ozal⁴⁷⁶ a saisi la nouvelle conjoncture régionale et mondiale de la période d'après guerre froide et a commencé à préparer la Turquie face au nouvel ordre. Sous la présidence d'Ozal, celle-ci a reconnu tous les nouveaux pays émergents après la chute de l'Union Soviétique (y compris l'Arménie) et a établi des relations diplomatiques avec ces pays (sauf l'Arménie)⁴⁷⁷. Des ambassades ont été ouvertes dans chaque pays et plus de 200 accords bilatéraux dans les domaines des transports, culture, éducation, et coopération économique et commerciale ont été signés afin de faire avancer les relations. Cette approche diversifiée et multidirectionnelle de la période d'Ozal, a connu une rupture jusque dans les années 2000. Puisque cette approche n'était pas systématisée et compréhensive, après la mort d'Ozal en 1993, le nouveau président de la république Suleyman Demirel⁴⁷⁸ n'a pas favorisé cette diversification des axes et est retourné vers la politique traditionnelle au lieu de saisir les opportunités dans la nouvelle géopolitique régionale⁴⁷⁹. D'ailleurs, la question de sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme du mouvement kurde (PKK), et l'instabilité de la politique interne et de l'économie de la Turquie, ont été des causes de ne pas pouvoir suivre une politique étrangère continue, diversifiée, compréhensive et systématisée pendant les années 1990⁴⁸⁰.

Quant aux années 2000, la politique étrangère turque a été marquée par la revalorisation des réalités historiques, géographiques et culturelles, au moins en théorie, sous l'influence d'Ahmet Davutoglu. Afin de devenir une 'puissance régionale', il fallait profiter de la position géostratégique « unique » de la Turquie dans le nouvel ordre de l'après guerre

⁴⁷⁵ Emel Parlar Dal « Turquie la nouvelle politique extérieure turque entre le mythe européen et la nostalgie ottomane », *Eurorient*, 2011. http://www.eurorient.net/fichier_ancien_numero/fichier_n35/presentation.htm

⁴⁷⁶ La présidence de Turgut Ozal : 9 novembre 1989- 17 avril 1993

⁴⁷⁷ Ozdem Sanberk, « Turk Dış politikasının Dayanakları » ,*Stratejik Öngörü*, no5, Février 2005, 10

⁴⁷⁸ La présidence de Suleyman Demirel: 16 mai 1993- 16 mai 2000

⁴⁷⁹ Suleyman Demirel expliquait sa vision de la politique étrangère comme cela : « Le but principal de ma politique étrangère est de ne pas être en opposition avec les grandes puissances et de ne pas faire disputer ces puissances près de la Turquie parce que quand les éléphants luttent ce sont les herbes qui souffrent ». Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikasında Liderler*, Bağlam Yayınları, 2007, 147 cité par Emel Parlar Dal « Turquie la nouvelle politique extérieure turque entre le mythe européen et la nostalgie ottomane »

⁴⁸⁰ La Turquie a été gouvernée par des gouvernements de coalitions jusqu'à la prise de pouvoir de l'AKP en 2002. (Changement de 8 gouvernements dans 11 années, entre l'octobre 1991 et le novembre 2002). Voir : Şamil Tayyar, *Kıt'a Dur*, (Timaş Yayınları, 2009), 143

froide. Cela devait s'établir sur la base du renforcement des liens socio-culturels et géopolitiques de la période ottomane. Il fallait donc conduire une politique étrangère « multi-dimensionnelle », « ciblée », « équilibrée » et « humanitaire », afin de maintenir la sécurité et d'accroître la stabilité et la prospérité dans sa région⁴⁸¹. Puisque le voisinage immédiat de la Turquie est composé de problèmes et de conflits sérieux, cette approche se présente à la fois comme un choix et une nécessité par les défis régionaux⁴⁸².

Pendant ces différentes périodes de l'histoire politique de la Turquie, même si les visions divergentes, voir sont en opposition selon l'idéologie dominante de l'époque, l'usage du discours géopolitique a été très marqué dans la mise en évidence de l'orientation de la politique étrangère turque. L'explication répandue de la politique étrangère par l'approche géopolitique, selon une perspective turque, vient de la croyance en la « position géostratégique *unique* de la Turquie ».

Par ailleurs, l'approche géopolitique en soi connaît la popularité de tous ceux qui s'intéressent à la politique internationale. En reprenant les mots de Gérard Dussouy, la géopolitique est devenue un « phénomène médiatique » avec la multiplication des atlas stratégiques, des revues, des séries télévisées qui se réfèrent à la géopolitique, on peut même parler de « géopolitique spectacle »⁴⁸³. A sa popularité actuelle dans les milieux sociaux et techniques liés à la communication de masse, s'ajoute le changement dans le système international, d'un monde bipolaire vers un monde multipolaire dès la fin de la guerre froide et l'effondrement/la disparation de l'Union soviétique.

Dans une autre perspective, l'une des raisons principales de la relance dans le courant géopolitique, dès la fin de la guerre froide, est la crise identitaire de la politique étrangère d'un État. L'interprétation par des acteurs du système international, qui n'est plus bipolaire, a perturbé les rôles de l'identité préexistante dans la sécurité des États⁴⁸⁴. La reprise de la pensée géopolitique se produit dans les cas où la crise d'identité de la politique étrangère coïncide avec les dispositions matérialistes préexistantes à la politique étrangère, l'engagement actif des acteurs-clés et les implications de ce discours dans la poursuite d'un

⁴⁸¹ Le Ministre des Affaires Etrangères: <http://www.mfa.gov.tr/vue-generale.fr.mfa>

⁴⁸² Ibid

⁴⁸³ Gérard Dussouy. *Quelle Geopolitique au XXIe siècle?* (Editions Complexe, 2001), 15

⁴⁸⁴ Stefano Guzzini (ed.), "Which puzzle? An expected return of geopolitical thought in Europe?" in *The Return of Geopolitics in Europe. Social Mechanisms and Foreign Policy Identity Crises*. (Cambridge studies in International Relations: Cambridge University Press, 2012), 9-17

agenda politique conservatrice⁴⁸⁵. Cependant, dans le cas de la Turquie, ce qui est intéressant, c'est que le discours géopolitique est utilisé avec les mêmes notions et images (et plutôt influencé par la version classique de la géopolitique) par des acteurs variés dans leur poursuite des agendas politiques, même opposés. Par exemple, pendant la période de la fin de la guerre froide, les eurosceptiques, qui voulaient tenir la Turquie en dehors de l'intégration européenne, utilisaient les mêmes discours géopolitiques que ceux qui désiraient l'accession de la Turquie à l'UE. Pour cette raison, Pinar Bilgin, académicienne turque, propose le terme de « dogme géopolitique » pour mettre en évidence la centralité historique des hypothèses géopolitiques dans le langage politique et celle de l'imaginaire sécuritaire de la Turquie. Ainsi, le *dogme géopolitique* se produit à cause de l'ubiquité historique de l'hypothèse géopolitique utilisée par différents acteurs dans leurs discours pratiques, formels et officiels constituant le langage de la politique étrangère turque.

Avant de revenir à la production/reproduction et l'usage de l'approche géopolitique pour fixer les *coordonnées* de l'identité politique turque, nous allons tout d'abord étudier la notion de géopolitique. Dans cette partie, les questions suivantes sont posées : Est-ce que l'approche géopolitique est capable de comprendre les relations internationales dans le sens général et les actions internationales de la Turquie, plus spécifiquement ? Peut-on mettre en évidence l'orientation de la politique étrangère turque sur la base des réalités géopolitiques ? Comment la position géographique/géopolitique de la Turquie influence-t-elle l'affirmation de son identité et l'orientation de sa politique étrangère ? Quelles sont les lignes principales de la Turquie dans la perception de la géopolitique méditerranéenne ? La Grèce apparait-elle comme l'ennemie imaginaire ? Pourquoi la question chypriote se présente-t-elle comme *la crise la plus longue de la Méditerranée* ?

⁴⁸⁵ Pinar Bilgin "Turkey's Geopolitics Dogma" in Stefano Guzzini (ed.), *The Return of Geopolitics in Europe ? Social Mechanism and Foreign Policy Identity Crisis*. (Cambridge Studies in International Relations, Cambridge University Press, 2012), 151

Chapitre 1 : La perspective théorique

1.1. Quelle est la place de l'approche géopolitique dans l'analyse de la politique étrangère ?

La *puissance* « national power » est l'un des concepts principaux, à la fois un moyen et une fin de forme directe, de la politique internationale et de la politique étrangère. Les tenants de la géopolitique dominante et les théoriciennes rationalistes, surtout les réalistes, définissent les éléments de la puissance de façon semblable tout en prônant les facteurs géographiques⁴⁸⁶. En ce sens, l'approche géopolitique déterministe est dominée par le courant réaliste et les théories de la géopolitique dominant sont basées sur le paradigme centré sur l'État étant le seul acteur dans le système international⁴⁸⁷. Selon Morgenthau, les éléments de la puissance sont la géographie, les ressources naturelles, la capacité industrielle, la puissance militaire, la population, le caractère national, le moral de la nation, la nature de la diplomatie, le caractère du gouvernement. Toutefois, l'un des représentants de l'école réaliste Strausz-Houpe, avec une approche un peu différente des autres réalistes, accorde plus d'importance à la géographie et aux facteurs environnementaux. Lorsqu'il traite de l'importance de la géographie pour devenir une grande puissance, il se réfère au concept "Hearthland" de Mackinder en disant: "ce qui domine l'Europe centrale, la Baltique, l'Adriatique et la mer Égée dominera l'Europe entière"⁴⁸⁸.

La géographie en tant qu'un élément constructive de la puissance nationale et des relations internationales n'est pas un phénomène nouveau, car l'idée que les facteurs géographiques peuvent influencer la nature de l'homme et les politiques à suivre, ont été développées par nombreux auteur avant même qu'on a conceptualisé la géopolitique en tant que champs d'analyse⁴⁸⁹. Toutefois, l'utilisation des facteurs géographique dans les analyses

⁴⁸⁶ Tayyar Arı, *Uluslararası İlişkiler Teorileri: Çatışma, Hegemonya, İşbirliği* [Les Theories des Relations Internationales: Conflits, Hegemonie, Coopération]. 5eme edition, (MKM, 2008), 211.

⁴⁸⁷ Ibid

⁴⁸⁸ Strausz-Houpe cité dans James E. Dougherty et Robert L. Pfaltzgraff, 1990, *Contending Theories of International Relations*, 4eme edition, (New York: Harper Collins Publishers, 2000), 92.

⁴⁸⁹ L'analyse d'influence du milieu géographique sur la politique des peuples date plus de vingt-trois siècles puisque Aristote produisait des théories qui se rattachaient à cette discipline, avant que le terme géopolitique n'apparaisse. Il pensait que la géographie naturelle avait un impact sur le caractère humain des citoyens et sur les nécessités militaires et économiques d'un Etat. Pour lui, « le climat et le caractère national étaient très liés, l'hétérogénéité d'un territoire nourrissait l'hétérogénéité parmi la population et empêchait l'unité et la paix dans le pays ». L'environnement géographique favorisait

les activités humaines et la façon de subsister. Aussi, il estimait qu'un Etat qui pouvait se permettre une autarcie bénéficiait d'une protection non seulement contre une attaque militaire mais également contre des influences indésirables.

De même, Jean Bodin a développé des théories climatiques dans son ouvrage *République*. Pour lui, les responsables politiques devaient s'adapter au caractère humain modelé par l'environnement comme des architectes qui essayent d'adapter leur construction aux matériaux disponibles et aux sites sur lesquels ils construisent. Il expliquait la faillite des grands par le fait de ne s'être pas adapté aux facteurs géographiques. Egalement, Montesquieu estimait qu'un climat chaud peut favoriser le despotisme et le clivage alors qu'un climat froid privilégie la démocratie et la liberté. Il pensait que les pays qui sont riches grâce à l'agriculture sont sous la menace des envahisseurs ; « la monarchie s'y établit donc pour en protéger la richesse ». Aussi, les régions de montagne plus pauvres ne suscitent pas l'envie d'envahisseurs, la seule richesse est la démocratie.

Selon Sheldon Wolin, la conception d'un espace politique a existé dès l'apparition des premières civilisations, lorsque les groupements humains organisés ont eu conscience de leur identité et ont distingué les « nous » et les « eux » aussi que l'« intérieur » et l'« extérieur ». A partir de la fin du XIX^e siècle, notamment avec Alexander Von Humbolt et Carl Ritter en Allemagne, la géographie cesse d'être une simple description du monde pour devenir une réflexion sur la façon dont les sociétés s'insèrent dans l'espace. Le concept géopolitique a été forgé par le juriste suédois Rudolf Kjellen vers 1900 et elle a été un courant porteur au XIX^e et au début du XX^e siècle. Donc et les approches géopolitiques et de la géographie politique sont développées par plusieurs auteurs en tant que champs d'analyse de la science sociale au XX^e siècle. Même si elles sont deux branches qui lient la géographie et la politique, la géopolitique se distingue de la géographie politique. Pour Ladis K.D. Kristof, la géographie politique se concentre sur les phénomènes géographiques et leur donne une interprétation politique quant à la géopolitique ; elle se concentre sur les phénomènes politiques pour en donner une interprétation géographique en étudiant les aspects géographiques de ces phénomènes.

Alors comment définir la géopolitique ? Pour Johan Rudolf Kjellen, c'est « la science de l'Etat en tant qu'organisme géographique tel qu'il se manifeste dans l'espace ». Pour Friedrich Ratzel, la géopolitique est « la science qui établit que les caractéristiques et conditions géographiques, et plus spécialement les grands espaces, jouent un rôle décisif dans la vie des , et que l'individu et la société humaine dépendent du sol sur lequel ils vivent ayant son destin déterminé par la loi de la géographie politique ». Jacques Ancel définit la géopolitique comme : « avant tout l'observation et l'analyse des relations humaines avec le territoire sur lequel elles vivent et se développent militairement, politiquement et commercialement à partir d'invariants géographiques ». Pour Yves Lacoste, il s'agit de « l'étude des différents types de rivalités de pouvoir sur les territoires, [...] la puissance se mesurant en fonction de potentialité territoriale interne et de la capacité à se projeter à l'extérieure de ce territoire et à des distances de plus en plus grandes ». En l'acceptant comme la combinaison de la science politique et la géographie, Yves Lacoste précise que : « le terme de géopolitique dont on fait de nos jours de multiple usages désignant de fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoir ou d'influence sur les territoires et les populations qui y vivent : les rivalités entre des pouvoirs politiques de toutes sortes – et pas seulement des mais aussi entre des mouvements politiques ou des groupes armés plus ou moins clandestins- les vérités pour le contrôle ou la domination du territoire de grande ou de petite taille ». Pierre-Marie Gallois définit la géopolitique comme : « l'étude des relations qui existent entre la conduite d'une politique de puissance portée sur le plan internationale et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce ». Pour Michel Foucher c'est « une méthode globale d'analyse géographique des situations sociopolitiques concrètes, envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent. Elle procède à la détermination des coordonnées géographiques d'une situation et d'un processus sociopolitique et au décryptage des discours et des images cartographiques qui les accompagnent ». Desmond Ball la définit en tant que la relation entre une politique de puissance et le milieu géographique.

Il existe des différentes typologies de la géopolitiques par rapports aux points de vue des auteurs : la géopolitique déterministe dit dominant/ la géopolitique critique ; ou par rapport à leurs origines étatiques : les écoles allemande, russe, française, anglo-saxon, américain ou encore par rapports aux milieux de leurs intérêts : continentale/maritime. Voir Pascal Boniface. *La géopolitique Les Relations Internationales*. (Eyrolles : 2011) ; Sheldon Wolin, *Politics and Vision. Continuity and Innovation in*

internationales telle qu'elle existait au XXème siècle avait perdu de son importance en raison de l'évolution des technologies modernes (militaire, transport et communication) ainsi que le changement dans la politique internationale. Par contre, au XXIème siècle, plus particulièrement après l'effondrement de l'Union soviétique, avec l'apparition de l'*EuroAsie* comme un concept géopolitique attirant l'attention des États dans leurs politiques étrangères, la « géographie » a repris de sa popularité. Ainsi, même si les facteurs géographiques semblent perdre leur importance qu'ils avaient XXème siècle à cause du progrès technologique, les facteurs géopolitiques ont regagné leur place dans les analyses de la politique internationale⁴⁹⁰. De nombreux auteurs⁴⁹¹ qui étudie les relations entre les facteurs environnementaux et l'homme, constate que la géographie est un des déterminants les plus importants de l'attitude politique, car les facteurs environnementaux, géographiques et climatiques influencent le comportement humain. Ainsi, les facteurs géographiques ont une signification particulière sur la puissance potentielle d'un État, même de façon indirecte⁴⁹². Comment alors développer une perspective dans l'affirmation identitaire turque, ainsi que dans la prise de décision en politique étrangère en tenant compte des approches géopolitiques ?

Western Political Thought, (Princeton: Princeton University Press, 2004); Michel Foucher *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, (Fayard, 1991).

⁴⁹⁰ Selon Morgenthau; par exemple, dans la politique étrangère américain, il y aurait une très grande différence si les États-Unis avaient des frontières terrestres avec les continents européen et asiatique au lieu d'être entouré par des océans qui lui séparent de ces continents. Voir :Hans J. Morgenthau, *Uluslararası Politika*. Cilt 1. (Traduit par Baskın Oran et Unal Oskay). (Ankara, Sevinç Matbaası,1972), 130.

⁴⁹¹ Voir par exemple James N.Rosenau, "External Environment as a Variable in Foreign Policy Analysis" in *The Analysis of International Politics*, James N. Rosenau et al. (New York Press, 1972), 144-165 ; Bruce M. Russett, , "The Echology of Future International Politics" dans *The Analysis of International Politics*, James N. Rosenau et al. (New York Press, 1972), 93-103.

⁴⁹² James E. Dougherty and Robert L. Pfaltzgraff, *Contending Theories of International Relations*, 3eme edition, (New York: Harper Collins Publishers. 1990), 53-76.

1.2. Les discours géopolitiques dans l'analyse de la politique étrangère en Turquie

1.2.1. *Le dogme géopolitique : la centralité de l'approche géopolitique dans l'analyse de la politique étrangère en Turquie*

La reprise de la pensée géopolitique se produit dans les cas où la crise d'identité coïncide avec les dispositions matérialistes préexistantes de la politique étrangère ; l'engagement actif des acteurs-clés et leurs usages de ce discours dans la poursuite d'un agenda politique conservateur⁴⁹³. En Turquie, le discours géopolitique, largement inspiré par la géopolitique dominante, est utilisé avec les mêmes ensembles de notions et d'images par des milieux académiques et politiques, y compris des orientations idéologiques opposés. Les tenants des idéologies dominantes, telle que le kémalisme, l'islamisme ou même le panturquisme, utilisent des discours géopolitiques similaires en se référant à la position géographique *unique* de la Turquie.

Pour analyser l'évaluation de la théorie géopolitique en Turquie, on se dirige directement vers les publications du General Suat Ilhan qui a servi dans l'Armée turque et le professeur de l'Académie Militaire de la Turquie, qui a publié plus de 20 ouvrage sur la géopolitique depuis les années 1970. Plus récemment, c'est le livre de professeur Ahmet Davutoglu *La Profondeur Stratégique*, qui a attiré l'attention des milieux académiques et des medias turcs et étrangers. Par rapport aux nombres de livres publiés par General Ilhan, Davutoglu a attiré plus d'attention avec un seul ouvrage publié en 2001, et cela n'est pas seulement à cause de la particularité de ses hypothèses, c'est aussi grâce à sa position politique active dans le gouvernement de l'AKP. Depuis 2002 Davutoglu, a servi comme conseiller de Recep Tayyip Erdogan, conseiller du Ministre des Affaires Etrangères, puis ambassadeur nommé en dehors du Ministre des Affaires Etrangères, Ministre des Affaires étrangères, et finalement Premier Ministre. Même si Ilhan et Davutoglu viennent de milieux idéologiques et professionnels différents, ils développent leurs analyses à peu près autour des mêmes idées géopolitiques (sauf la nouvelle conceptualisation du *monde* et de la *puissance* de Davutoglu).

Pour montrer le déterminisme des facteurs géographiques dans l'imaginaire des milieux académiques et politiques, nous reprenons le concept du « dogme géopolitique »

⁴⁹³ Pinar Bilgin "Turkey's Geopolitics Dogma", in *The Return of Geopolitics in Europe ? Social Mechanism and Foreign Policy Identity Crisis*, Stefano Guzzini (ed.) (Cambridge Studies in International Relations, Cambridge University Press, 2012), 151.

proposé par Pinar Bilgin, défini comme : « la structure des hypothèses bien établies pour répondre à ce que la géographie dit de faire aux acteurs politiques et pourquoi cela est logique. C'est une structure de la réclamation géopolitique de la réalité où il est impossible de vérifier l'exactitude/ fausseté des déclarations au-delà de cette structure »⁴⁹⁴.

La première caractéristique du dogme géopolitique turc est que les éléments géographiques sont considérés comme « naturels », des « réalités constantes » qui sont là et qui attendent d'être découverts par les géopoliticiens⁴⁹⁵. C'est une approche non-réflexive de la géographie et, par cette approche la géopolitique est « vue depuis nulle part » « view from nowhere »⁴⁹⁶. Selon Suat Ilhan, la géographie est le seul élément constant de la géopolitique, (dimensions humaine et temporelle, les autres). Pour lui, l'analyse géopolitique est la « recherche de la réalité ». Il décrit la géopolitique en tant que la seule branche d'information qui peut dévoiler et établir les « réalités » qu'il considère comme étant les seuls moyens et les seules fins pour la menace à la sécurité⁴⁹⁷. Dans son livre *Il est Difficile d'Etre Turc*, les éléments de l'identité nationale turque sont présentés comme la géographie, la culture, l'histoire et les révolutions kémalistes qui établissent la base de la République⁴⁹⁸.

Une autre caractéristique du dogme géopolitique est sa nature « axiomatique » de sa tendance à voir la géographie en tant qu'élément principal qui formule la politique mondiale. Puisque l'information géographique est décrite comme *vue depuis nulle part*, les hypothèses justifiées par la référence géopolitique sont des *faits accomplis* de la géographie. Pour Ilhan, la géopolitique est « la politique formulée par la géographie » et « les sensibilités d'un pays sont déterminées par les facteurs géographiques »⁴⁹⁹. Davutoglu ajoute que les stratégies d'un pays doivent se baser sur les réalités géopolitiques, géoéconomiques et géoculturelles. Ainsi, Bilgin argumente que, Ilhan et Davutoglu nient le caractère essentiel de la *policymaking* : la réclamation géopolitique de la réalité est offerte à la place des conséquences (« outcomes ») politiques.

La troisième caractéristique du dogme géopolitique est l'hypothèse que la position géographique de la Turquie est plus « unique » que les autres pays et, d'une manière ou d'une

⁴⁹⁴ Ibid, 153

⁴⁹⁵ Ibid

⁴⁹⁶ Ibid

⁴⁹⁷ Suat Ilhan. *Jeopolitik duyarlilik* [la sensibilité géopolitique]. (Ankara : Turk Tarih Kurumu, 1989) 5,30.

⁴⁹⁸ Suat Ilhan, *Turk olmak Zordur. Kimligimizin Kaynaklari :turk kulturu, turk tarihi,turk cografyasi (jeopolitigi) , turkdevrimi*. (Alfa Basın Yayın Dağıtım, 2009), 603.

⁴⁹⁹ Pinar Bilgin "Turkey's Geopolitics Dogma", 154.

autre, elle est plus déterministe sur les politiques turques que les autres pays⁵⁰⁰. Cet « extra-déterminisme » de la position géographique de la Turquie est considéré comme une conséquence de son « unicité » et de son « originalité ». Cette approche représente la Turquie comme un pays central, la « charnière » de *l'île du monde* composée de trois continents. C'est une « serrure » et une « clé » en même temps, de cette charnière. Elle relie la Méditerranée et la Mer Noire et à la fois réunit et sépare les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient⁵⁰¹. Pour expliquer cette « extra-déterminisme » de la géographie sur la politique extérieure et domestique, Ilhan indique que seuls les États unitaires et puissants peuvent survivre dans ce lieu où la Turquie se situe. Selon ilhan, la puissance d'un État comprend seulement la puissance militaire, il ne parle pas d'une puissance en terme de normes et de pratiques démocratiques ni de relations civiles-étatiques⁵⁰². Cet argument que la Turquie doit devenir un État puissant est une version transformée de la métaphore : « l'État en tant qu'organisme vivant » utilisée par les géopoliticiennes classiques⁵⁰³. Par contre, cette version transformée que l'on trouve chez Ilhan souligne le déterminisme de la géographie dans la structure de l'État et la politique domestique (les relations intra-nationales), alors que la géopolitique classique met en évidence le déterminisme géographique d'un État en termes de besoins et d'intérêts sur la scène inter-nationale.

D'un côté, selon ce *dogme géopolitique*, dans la pensée prédominante, la Turquie est entourée par des « ennemis » et sa position géopolitique peut engendrer des jalousies des amis ou/et des adversaires. Cette façon de penser se rapproche aussi du *syndrome ou paranoïa de Sèvres* : il s'agit de la peur de la division territoriale, dont nous en parlerons plus tard. De l'autre côté, dans les publications géopolitiques en Turquie, le pays occupe une position significative en se référant aux théories des « heartland » de Mackinder et « rimland » de Spykman. Ainsi, le choix de la théorie pour l'analyse géopolitique est peu important, la

⁵⁰⁰ Ibid

⁵⁰¹ SuatI Ilhan. *Avrupa Birligine Neden Hayir: Jeopolitik Yaklasim [Pourquoi non à l'Union Européenne: L'approche géopolitique]*. (Istanbul, Otuken, 2000), 34.

⁵⁰² Voir Suat Ilhan. *Avrupa Birligine Neden Hayir: Jeopolitik Yaklasim [Pourquoi non à l'Union Européenne: L'approche géopolitique]*. (Istanbul: Otuken, 2000); SuatI Ilhan *Turk olmak Zordur.Kimligimizin Kaynaklari :turk kulturu, turk tarihi, turk cografyasi(jeopolitigi) , turk devrimi*. (Alfa Basın Yayın Dağıtım, 2009)

⁵⁰³ Pinar Bilgin. "Only Strong States can survive in 'Turkey's Geography': The Uses of 'Geopolitical Truths' in Turkey". *Political Geography* 26, 2007 , 740-756 ; Pinar Bilgin "Turkey's Gepolitics Dogma", 154

Turquie est présentée comme : « l'un des pays les plus importants qui demande la priorité dans l'analyse régionale et global de la géopolitique »⁵⁰⁴.

Pour la théorie du « heartland » de Mackinder, le pivot du monde est l'*Eurasie*. Il défend l'idée selon laquelle : « qui tient l'Europe orientale tient l'Europe centrale, qui tient l'Europe centrale domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde ». Quant à Nicolas Spykman, dans son ouvrage *Géographie et politique étrangère* (1938), il conteste la théorie du pivot de Mackinder, s'appuyant sur les faits issus de la Première Guerre mondiale (échec de l'alliance russo-germanique). Pour lui, la zone pivot est le « rimland », la région intermédiaire entre le « heartland » et les mers riveraines, d'où le choc inévitable entre les puissances maritimes et terrestres : celui qui domine le « rimland » domine l'Europe, celui qui domine l'Eurasie domine le monde.

Par ailleurs, pour explorer la centralité du dogme géopolitique dans l'imaginaire sécuritaire de la Turquie, il faut aussi analyser les débats de la politique étrangère et le langage des livres classiques de la politique étrangère en Turquie. La composante significative de l'imaginaire sécuritaire de la Turquie était la réponse de « western/occidental » des leaders républicains à la question : « qui sommes-nous ? ». Pendant la période d'entre-guerre, les Turcs ont cherché à définir l'occidentalisme de la Turquie par rapport à la race et à la langue (dans le cadre des théories dominantes de l'identité à ce jour). Pendant la période de la guerre froide, l'idéologie anticommunisme et l'adhésion à l'OTAN ont servis d'éléments constructeurs de l'identité occidentale de la Turquie⁵⁰⁵.

Ainsi, la position géographique de la Turquie est devenue de plus en plus importante pendant la période de la guerre froide. Durant des années, la Turquie a joué un rôle-clé dans la défense de l'OTAN contre l'expansionnisme soviétique. Après la fin de la guerre froide, le débat sur l'identité occidentale de la Turquie a considérablement augmenté. La position géographique de la Turquie qui a permis de s'identifier comme « occidentale » durant la guerre froide, cette fois-ci, a été largement utilisée dans les discours contre l'accession à l'UE, notamment par les Turco-septiques. Les arguments selon lesquels la capitale de la Turquie ne se trouve pas en Europe, 95% de sa population vivent en dehors de l'Europe, la Turquie n'est donc pas un pays européen, ceux-ci sont largement utilisés par les Turco-

⁵⁰⁴ Pinar Bilgin "Turkey's Geopolitics Dogma", 155.

⁵⁰⁵ Eylem Yilmaz and Pinar Bilgin. "Constructing Turkey's 'Western Identity' during the Cold War: Discourses of the 'Intellectuals of Statecraft'". *International Journal* 61 (1): 2005, 39-59.

septiques⁵⁰⁶. Par contre, les réponses des acteurs politiques, de différentes orientations, soulignent encore une fois, l'importance géopolitique de la Turquie pour l'Europe, et la façon dont elle a contribué à la sécurité européenne. Alors que l'idée était si ce n'est pas la culture, la religion, l'idéologie ou la civilisation, c'est la position géopolitique qui devrait garantir une place à la Turquie dans l'Europe⁵⁰⁷.

La popularité du discours géopolitique en Turquie vient aussi des origines occidentales de la *géopolitique*. Les géopoliticiens turcs acceptent en tant que « réalité éternelle » ce que Mackinder dit sur la géographie de la Turquie⁵⁰⁸. Malgré le fait que la Turquie ne se trouve pas dans le « heartland » de Mackinder, la plupart des publications situent la Turquie en tant que « pays central » en référence à Mackinder⁵⁰⁹. Cela revient de la nécessité de montrer que, « non seulement nous - les turcs-, mais les géopoliticiens occidentaux aussi acceptent l'importance géostratégique de la Turquie »⁵¹⁰.

D'autre part, les milieux qui s'intéressent à la politique turque peuvent facilement observer une augmentation récente dans la quantité des publications ainsi que dans le nombre de *think-tank*⁵¹¹ basé sur une perspective géopolitique des affaires internationales en Turquie. Ces think-tanks méritent d'être élaborés ici pour deux raisons : ils donnent excessivement place aux analyses basées sur les approches géopolitiques dominantes et ils prennent part dans la construction des politiques extérieures. Ces think-tanks, même si l'on ne sait pas exactement par quels milieux sont suivis leurs travaux, participent activement à la production et à la reproduction de la réalité sociale. Plusieurs d'entre eux ont des dirigeants et/ou des académiciens qui ont servi à des postes publics, diplomatiques, militaires et qui servent en tant que consultants pour des partis politiques et le parti au pouvoir (même pour le Premier

⁵⁰⁶ Voir par exemple: Valéry Giscard d'Estaing. "Turkey entry would destroy EU", 2002 : Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, déclare que « la Turquie n'est pas un pays européen » et que son adhésion marquerait « la fin de l'Europe ». Ses déclarations provoquent un large débat public en France sur l'identité européenne de la Turquie.

⁵⁰⁷ Pinar Bilgin. "A return to 'Civilisational Geopolitics' in the Mediterranean? Changing geopolitical Images of the European Union and Turkey in the post-Cold War Era". *Geopolitics* 9 (2), 2004 ,269-291

⁵⁰⁸ Pinar Bilgin "Turkey's Geopolitics Dogma", 157

⁵⁰⁹ Ibid

⁵¹⁰ Ibid

⁵¹¹ Par exemple, Jeopolitik [géopolitique], Avrasya Dosyasi [le Dossier Euro-Asien], Startejik Analiz [l'Analyse Stratégique], Strateji [Stratégie], ASAM, TUSAM, USAK, etc.

ministre et de nombreux ministres). Ainsi, ils ont une influence considérable, directe et indirecte, sur la création de la politique domestique et la politique étrangère⁵¹².

Selon Peter Singer, les think-tanks relient le monde de la recherche et le monde politique, et apportent une rigueur académique à l'étude des problèmes contemporains (il utilise la métaphore de la chaîne de bicyclette)⁵¹³. Pour James McGann, ils « aident à mettre au point les agendas politiques et dressent des ponts entre le savoir et le pouvoir ». Pour Richard N Haass⁵¹⁴, les think-tanks contribuent de cinq façons à la politique publique : 1) ils « génèrent des idées originales et des options politiques » ; 2) ils « fournissent un réservoir d'experts prêts à être employés par le gouvernement ». 3) ils constituent « un lieu où les décideurs peuvent débattre d'idées et tester de nouvelles approches ». 4) ils ont un rôle pédagogique tant au niveau des élites que les citoyens, 5) et contribuent à éclairer le débat public. Certains *think tanks* ne sont pas intéressés par le grand public, préférant se centrer sur les décideurs. D'autres, au contraire, visent le grand public. De plus, les *think tanks* consacrés aux Relations Internationales peuvent « compléter les efforts officiels pour résoudre les conflits ». Les *think tanks* ne visent pas seulement à réaliser des études originales. L'un de leurs principaux objectifs est d'adapter les idées existantes aux « besoins et contraintes du monde politique » et de créer des nouvelles idées politiques selon la nécessité.

ASAM (Avrasya Stratejik Arastirmalar Merkezi- [Le centre des Recherches Euro-Asiatique] est le premier think-tank privé fondé en Turquie en 1999, spécialisé sur la sécurité et les stratégies. Sur leur site internet, ils déclarent leurs objectifs sort de « produire des pensées et des politiques et d'augmenter la conscience géopolitique des citoyens »⁵¹⁵. Dès leur fondation, ils ont publié des articles basés sur la géopolitique et des traductions des géopoliticiens, notamment des représentants contemporains de la géopolitique classique comme Colin Grey. De plus, la républication de la collection de Colonel Muzaffer Ozdag (Colonel ultra-nationaliste de tendance extrême droite et père de Umit Ozdag, le président fondateur de ASAM). Colonel Ozdag, dans sa théorie géopolitique (même pendant la guerre froide) inspiré du panturquisme (de l'après Première-Guerre mondiale) soulignait la fraternité

⁵¹² Voir Pinar Bilgin, 2012.

⁵¹³ Peter Singer, "Washington's think tank factories to Call our Own", *The Washingtonian* 13 août 2010, consulté en ligne: <http://www.brookings.edu/research/articles/2010/08/13-think-tanks-singer>

⁵¹⁴ Voir : Richard N. Haass, "the role of think tank in US foreign policy" *U.S. Foreign Policy Agenda*, vol.7, no 3, (novembre 2002)

⁵¹⁵ ASAM, http://www.asam.org.tr/?page_id=302

turque dans l'Eurasie en utilisant la géopolitique en tant que vérification scientifique de ce qu'il disait.

Par conséquent, indépendamment de l'idéologie soutenue, kémalisme, islamisme, panturquisme, la position géopolitique se présente comme élément déterminant d'identité de la politique étrangère turque, aux milieux politiques et académiques. Les réalités constantes géographiques et la position qualifiée d'« unique » de la Turquie (comme dans la caricature ci-dessous) sont largement considérées comme des prétextes dans l'affirmation de l'imaginaire sécuritaire et de menace externe, même par des camps opposés.



A : L'hiver est très dur en Allemagne. Il faut donc tout projeter à l'avance. Cela a renforcé l'idée créative des Allemands.

B : Le pays des britanniques est petit. Ils sont donc fréquemment partis dans d'autres pays. Cela a renforcé la science et la technologie marinière.

C : En Israël, il y a très peu de terre et d'eau ; ils ont donc inventé des techniques d'arrosage.

D : Les Etats-Unis sont loin de l'Europe. Pour pouvoir contrôler à distance, ils ont développé les technologies informatiques.

E : Et alors, qu'est-ce qu'on a développé ?

F : Rien. Car on est un pays très important au niveau géopolitique.

(Source : Behic Ak, *Cumhuriyet*, 28.03.2001)

1.2.2. Le « syndrome de Sèvres » : le trauma choisi de la Turquie

La centralité de l'usage géopolitique en Turquie est aussi en relation avec le *syndrome de Sèvres*. Le livre principal d'un cours obligatoire (le cours de Sécurité Nationale⁵¹⁶) dans le programme scolaire des lycées turcs depuis 1926 souligne la nécessité de se préparer à affronter les ennemis internes et externes. Dans ce livre, les relations internationales sont présentées par rapport à la géographie de la Turquie. Les premières lignes de cet ouvrage sont les suivantes : « la Turquie a souffert de l'hostilité politique venant des puissances externes à cause de sa position géographique ».⁵¹⁷ De la même façon, dans la totalité du livre, où sont présentées les puissances externes en détail, la politique étrangère de la Turquie est exposée en tant que « réponse aux attitudes agressives des puissances », et ce en déniait l'*agence* « *agency* » des décideurs dans la politique étrangère, en les considérant comme les « slaves » du déterminisme géographique.⁵¹⁸

Il faut bien analyser l'effet de ce cours qui est obligatoire pour tous les lycéens, étant le seul à parler des affaires actuelles liées à l'internationale. Ce n'est donc pas seulement le contenu mais aussi le langage du livre qui était problématique, puisque les lycéens n'apprennent que la pensée géopolitique pour comprendre les affaires internationales à travers un livre rédigé par les militaires. Les jeunes qui n'ont pas accès au lycée apprennent ce langage géopolitique pendant le service militaire-dans des séminaires obligatoires sur les relations externes de la Turquie. Même si l'on ne connaît pas l'effet de ces cours et séminaires, dans la vie ultérieure de ces jeunes hommes, une base théorique plus diversifiée de la politique extérieure pourrait les aider à avoir une vision plus complexe des facteurs, qui ne se basent pas seulement sur la « réalité donnée »⁵¹⁹.

Selon le Traité de Sèvres de 1920 qui était une démarche consistant à diviser l'Empire Ottoman par les Alliés après la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Grèce auraient partagé la plupart des territoires ottomans. Le traité prévoyait aussi

⁵¹⁶ Le cours de « Sécurité Nationale » qui est inclut dans le programme scolaire depuis 1926 ; précédemment nommé « service militaire » visait d'augmenter la conscience de la vertu du service militaire dans la période de la post guerre d'Indépendance de la Turquie, et il a été rapporté en 2012

⁵¹⁷ Lise Milli Guvenlik Bilgisi Ders Kitabi [Le livre de Sécurité Nationale], Pinar Bilgin, 2012, 158

⁵¹⁸ Voir Pinar Bilgin, 2012, 158.

⁵¹⁹ Ibid

le droit à l'autodétermination pour les populations arméniennes et kurdes. Selon Baskin Oran, « Il était d'une véhémence incomparable. A tel point que, non seulement il est resté *caduc* (non-appliqué) mais il a aussi dialectiquement créé les conditions de la Guerre d'Indépendance qui a créé la Turquie moderne »⁵²⁰.

L'obsession de la *division territoriale*⁵²¹ qui a ses origines dans le traité de Sèvres est présente depuis la fondation de la République turque. Ainsi il était pertinent d'essayer de préserver le statu quo pendant la Deuxième Guerre mondiale. Comme Selim Deringil le montre, le but principal de la Turquie pendant la Deuxième Guerre mondiale était de survivre et de préserver sa présence en tant qu'État indépendant.⁵²² C'est pourquoi, pendant cette période, la Turquie avait de telles motivations⁵²³ : 1) La Turquie tient une *position géopolitique exceptionnellement importante*. C'est un avantage et un désavantage. C'est une avantage parce qu'elle attire plus l'attention dans l'arène internationale ; 2) mais c'est aussi un désavantage parce qu'il est difficile, pour la Turquie, de ne pas être confrontée avec les grandes puissances ; 3) la Turquie est une petite puissance ; elle doit chercher plus d'autonomie et un maximum de liberté de mouvement. Cela veut dire qu'elle doit éviter la formation de bloc de puissances ou s'il existe déjà des blocs et elle doit éviter de participer à l'un de ces blocs ; 4) une petite puissance survie ou disparaît seulement par rapport à l'efficacité de ces sources. 'L'amitié traditionnelle', la coopération historique n'ont pas de sens dans le monde anarchique ; 5) à cause du système international anarchique, la Turquie doit défendre ses droits et l'intégralité de son territoire. Aussi la Turquie doit-elle entrer en guerre pour défendre l'intégralité de son territoire national uniquement ; 6) les négociations sont des moyens importants pour une puissance relativement petite en termes de politique pratiquée, c'est pour cela que les négociations sont considérées comme l'élément du patriotisme. A la lumière de ces facteurs, les motivations de la politique étrangère turque, plutôt réalistes compte tenu de la situation interne et externe pendant la Deuxième Guerre mondiale, présentent une synthèse de l'expérience historique de la guerre, la peur de division territoriale et la conviction de l'Elite qui gouverne.

⁵²⁰ Interview de Baskin Oran consulté en ligne <http://www.baskinoran.com/roportaj/TdeGeneve-Mart08.pdf>

⁵²¹ Dans diverses publications les expressions « le syndrome de Sèvres », « L'obsession de division territoriale », « la paranoïa de Sèvres » sont utilisées pour expliquer le même concept

⁵²² Selim Deringil. *Turkish Foreign Policy during the Second World War: an Active Neutrality*. (Cambridge University Press. 1989), 3

⁵²³ Ibid, 4

En fait, l'émergence de ce syndrome venait du fait que la République Turque n'était qu'une portion minimale de ce qu'était l'Empire Ottoman. Les raisons de la Paranoïa de Sèvres sont la peur de la montée de l'islamisme et de la division territoriale par les kurdes à l'intérieur⁵²⁴ et par les impérialistes à l'extérieur⁵²⁵. Oran souligne que la psychologie sociale construite par ce traité est restructurée récemment, notamment depuis la fin de 2004, en crescendo. Les raisons de cette psychologie sociale sont : 1) la réaction à la globalisation, symbolisée par l'Union Européenne (comme les réactions aux réformes radicales effectuées en hâte entre 2001-2004 en vue de la candidature) ; 2) la réaction à la renaissance islamique ; 3) ce qui est aussi la raison principale : la « peur bleue des trois zombies: l'Islam, la question arménienne, la question kurde » : depuis 1915, nulle solution n'a été apportée à ces problèmes principaux de la Turquie, qui *sortent du placard tous en même temps*, 4) enfin, la crainte des élites kémalistes paniqués par le changement du cap de *l'idéal d'atteindre le niveau de la civilisation contemporaine* vers l'islamisme⁵²⁶.

Du côté socio-psychologique, selon Namik Volkan, les nations se fondent sur un double processus de mythification, portant sur les gloires nationales d'un côté, et sur les défaites nationales, de l'autre. En général, ce sont les défaites et les traumatismes qui tiennent les membres d'un groupe ensemble, plus que les victoires communes⁵²⁷. Dans ce sens, selon sa conceptualisation, le Syndrome de Sèvres est un exemple de *trauma choisi*⁵²⁸ :

« Quand un trauma choisi s'établit, des décennies ou des siècles après que les ancêtres ont perçu leur victimisation, celui-ci devient un marqueur permanent de

⁵²⁴ A cet égard, Elise Massicard précise que : « nationalisme kurde et islam politique sont de nature éminemment différente, mais les discours sur la « crise identitaire » les rebaptisent respectivement *bölücülük* (séparatisme) et *irtica* (réaction), et les rassemblent sous la bannière de la « menace » qu'ils feraient courir à la nation turque. ». Elise Massicard, *L'Autre Turquie: Le Mouvement Aléviste Et Ses Territoires* (Paris: Presses Universitaires de France, 2005), 136.

⁵²⁵ Interview de Baskin Oran consulté en ligne <http://www.baskinoran.com/roportaj/TdeGeneve-Mart08.pdf>

⁵²⁶ Interview de Baskin Oran consulté en ligne <http://www.baskinoran.com/roportaj/TdeGeneve-Mart08.pdf>

⁵²⁷ Vamik D. Volkan « Le Trauma Massif », 2007, consulté en ligne : <http://www.vamikvolkan.com/Le-Trauma-Massif.php>

⁵²⁸ L'expression «trauma choisi» (*chosen trauma*) développé par le socio-psychologue américain d'origine turque-chypriote VamikVolkan désigne la représentation mentale partagée du trauma massif d'un grand groupe que les ancêtres de celui-ci ont subi de la part d'un groupe ennemi, et les images de héros, de victimes ou des deux qui y sont liées. Bien entendu, les grands groupes n'ont pas l'intention de devenir victimes et de voir leur omnipotence collective diminuer, mais ils «choisissent» de mythologiser et psychologiser la représentation mentale de l'événement. Quand cela se produit, la réalité de l'événement n'a plus d'importance pour les mouvements sociétaux.

l'identité du grand groupe concerne. Les leaders politiques et/ou religieux peuvent ensuite le manipuler de diverses façons, positives ou négatives. Si ce trauma est associé à une idéologie conférant un droit excessif, il peut alors devenir la source d'une nouvelle tragédie humaine »⁵²⁹.

En Turquie, selon Baskin Oran, l'idéologie kémaliste se sert de ses traumas : « Les Turcs n'ont jamais cherché de solution aux problèmes fondamentaux que sont les questions arménienne, islamique, kurde, chypriote, etc. Ils ont tout cachés dans des placards, et ces fantômes reviennent maintenant alimenter toute une série de peurs qui se renforcent réciproquement »⁵³⁰.

Quand l'existence d'un État ou celle de son identité se trouve menacée sur le plan psychologique au point que ses membres en viennent à se demander qui ils sont, ceux-ci recourent alors à différentes méthodes afin de renforcer leur croyance en la survie de leurs identités. Des lors, ils sont prêts à réactiver leur trauma choisi. C'est ce qui était aussi prôné par Mustafa Kemal juste après la fondation de l'État républicain⁵³¹. Sa fonction principale est donc de les relier et de leur donner un sentiment de sécurité qui garantisse la survie de leur identité partagée. Cela représente une sorte de paradoxe : un trauma choisi renvoie en effet à un événement traumatique du passé où les ancêtres ont été humiliés, ou ils sont devenus impuissants et ont perdu leur omnipotence ; mais maintenant, il fait appel à ce trauma pour renforcer l'identité collective des descendants du grand groupe et alimenter

⁵²⁹ Vamik D. Volkan « Le Trauma Massif », 2007

⁵³⁰ Dorothee Schmid, « La République : visions franco-turques Interview avec Baskin Oran » Note Franco-turc No6, Mai 2011, consulté en ligne : http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6610&id_provenance=97

⁵³¹ « Jeunesse Turque ! Ton premier devoir est de protéger et de sauvegarder éternellement l'indépendance turque et la République turque. C'est l'unique fondement de l'existence et de l'indépendance. Ce fondement est ton trésor le plus précieux. Même dans l'avenir, il y aura des personnes mal intentionnées internes et externes qui voudront te priver de ce trésor. Si un jour, tu es obligé de défendre l'indépendance et la république, tu ne penseras pas aux conditions et aux circonstances où tu te trouveras pour accomplir ta mission ! Ces conditions et ces circonstances peuvent se manifester à un moment inopportun. Les ennemis qui attenteront à ton indépendance et à ta république peuvent devenir les auteurs d'une victoire sans précédent dans le monde. Tous les arsenaux de la chère patrie peuvent être occupés par force ou par ruse, toutes ses armées défaits et tous les coins du pays effectivement occupés. Le plus douloureux et le plus grave, c'est qu'à l'intérieur même du pays ceux qui détiennent le pouvoir peuvent être dans la mégarde, l'aberration et voire la trahison. Même ces détenteurs de pouvoir peuvent unir leurs intérêts aux aspirations politiques des envahisseurs. La nation peut tomber dans le besoin et la misère. Enfant de l'avenir turc ! Même dans ces conditions et circonstances, ton devoir est de sauvegarder l'indépendance et la République turque ! La force dont tu auras besoin réside dans le noble sang qui coule dans tes veines ! » *Discours de Mustafa Kemal Atatürk à la Jeunesse turque*, Ankara, 20 Octobre 1927

leur bien-être⁵³². La Turquie qui connaît des crises identitaires politiques depuis sa naissance, se sert de son *trauma choisi*⁵³³ : le syndrome de Sèvres. Ainsi, les deux chapitres suivants portent sur les relations conflictuelles entre la Turquie et la Grèce et la question chypriote, avec une optique identitaire et imaginaire sécuritaire née de cette socio-psychologie, à la lumière de la perspective théorique que nous venons d'étudier dans les chapitres précédents.

Chapitre 2 : La Turquie et la Grèce : l'ennemie imaginaire ?

Les relations conflictuelles gréco-turques constituent l'un des axes principaux dans les politiques étrangères des deux pays. D'un autre côté, elles sont fortement liées à la sécurité méditerranéenne. Dans le cadre de notre travail, les relations gréco-turques occupent une place importante au moins pour trois raisons 1) La Grèce constitue l'un des « autres » dans l'affirmation identitaire politique de la Turquie (et *vice versa*). 2) Le conflit gréco-turc est l'un des obstacles majeurs à la coopération politique dans la Méditerranée aussi bien qu'à l'adhésion entière de la Turquie à l'UE, étant l'un des objectifs principaux de la Turquie 3) La question chypriote qui est « la plus longue crise de la Méditerranée »⁵³⁴ est fondamentalement liée aux relations entre la Turquie et la Grèce et elle occupe une place primordiale dans la politique étrangère de la Turquie, étant au cœur de toutes les politiques turques concernant le bassin méditerranéen. Les perspectives d'analyse étant multiples, dans ce présent travail, nous allons aborder le conflit helléno-turc à travers les conflits idéologiques des deux nationalismes et ce à travers une perspective identitaire et sécuritaire imaginaire. Nous sommes dans

⁵³²Vamik D. Volkan « Le Trauma Massif », 2007

⁵³³Vamik Volkan souligne que : « ce qui devient important, quand un événement se transforme en trauma choisi, c'est le fait que le grand groupe porte en lui, de génération en génération, non seulement la représentation mentale de l'événement traumatique, mais aussi les sentiments partagés de blessure et de honte qui y sont associés et les défenses mentales contre les conflits perçus, également partagés, que ces sentiments font naître. Au cours de cette transmission trans-générationnelle; la représentation mentale de l'événement émerge comme un élément qui marque le grand groupe de façon significative; le groupe intègre la représentation mentale mythologisée de l'événement traumatique au sein même de son identité. Le trauma choisi sert essentiellement à relier les membres du grand groupe comme s'ils formaient une toile d'araignée invisible ».Vamik D. Volkan « Le Trauma Massif », 2007

⁵³⁴ Mehmet Hasguler, *Kıbrıs'da Enosis ve Taksim Politikalarının Sonu*, (Istanbul : İletisim, 2002), 112

l'obligation de limiter notre horizon de recherche car avec ses aspects historique, politique, idéologique, technique et juridique, ce thème peut être l'objet d'une thèse toute entière⁵³⁵.

Une identité doit-elle se construire contre « un autre » ? Cet « autre » doit-il être forcément un ennemi⁵³⁶ ? Pourquoi un ennemi et quel rôle social et politique joue-t-il dans les sociétés contemporaines ? Qui fabrique l'ennemi⁵³⁷ ? Comme d'autres auteurs, Pierre Conesa pose de telles questions dans son ouvrage *La Fabrication de l'Ennemi* dans lequel il définit la Turquie comme l'« ennemi artificiel » de la Grèce⁵³⁸.

Historiquement, la religion et le langage étaient considérés comme les composantes principales de l'identité nationale grecque depuis la seconde moitié du XVII^{ème} siècle et elles

⁵³⁵ Le terme de « relations gréco-turques » peut être compris de plusieurs manières comme le note Samim Akgönül : « La signification la plus répandue, utilisée aussi bien dans les études académiques qu'en langage courant, concerne les relations bilatérales qu'entretiennent les États grec et turc. Mais de nouvelles dimensions doivent impérativement être ajoutées à cette grille d'analyse, compte tenu de l'internationalisation des conflits bilatéraux, du développement des démocraties grecque et turque et enfin de l'explosion spectaculaire des moyens de communication. En effet, dans la dernière décennie du XX^e siècle, les conflits bilatéraux proprement dits ont pratiquement disparu de l'échiquier international, du moins dans le monde occidental. Étant donné que la Grèce et la Turquie appartiennent à ce monde de complexification du jeu international, il est normal que leurs relations sortent du cadre strict d'un conflit d'intérêts entre deux États. Les autres angles d'analyse, à savoir les relations entre la nation turque et la nation grecque, entre les individus, entre les différentes formes de la société civile sont à prendre en considération, bien que pour l'instant ils ne prennent pas le pas sur les relations étatiques proprement dites. À la multiplication des angles d'analyse et des acteurs, il faut ajouter la multiplication et complexification des composantes du conflit également. En effet, au fur et à mesure que les différends gréco-turcs se sclérosaient, de nouveaux terrains de compétition se sont ajoutés au conflit bilatéral ». Voir Samim Akgönül, « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », *Cahiers Balkaniques*, (33/2004) en ligne : <http://ceb.revues.org/4613>

⁵³⁶ L'ennemi est défini comme « personne qui veut du mal à quelqu'un, qui cherche à lui nuire, qui lui est très hostile » ou « personne, groupe, pays qui combat dans un camp opposé, en particulier en temps de guerre » Voir le dictionnaire Larousse : http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ennemi_ennemie/29672

⁵³⁷ « Le sens de la distinction de l'ami et de l'ennemi est d'exprimer le degré extrême d'union et de désunion, d'association et de dissociation, elle peut exister en théorie et en pratique (...). L'ennemi politique ne sera pas nécessairement mauvais dans l'ordre de la moralité ou laid dans l'ordre esthétique, il ne jouera pas forcément le rôle d'un concurrent au niveau de l'économie, il pourra même, à l'occasion, paraître avantageux de faire des affaires avec lui. Il se trouve simplement qu'il est l'autre, l'étranger, et il suffit, pour définir sa nature, qu'il soit dans son existence même et en un sens particulièrement forte, cet être autre, étranger et tel qu'à la limite des conflits avec lui soient possibles qui ne saurait être résolu ni par un ensemble des normes générales établis à l'avance ni par la sentence d'un tiers, réputé non concerné et impartial. (...) La guerre, ce moyen extrême de la politique, rend manifeste cette éventualité d'une discrimination de l'ami et de l'ennemi sur quoi se fonde toute notion politique, et elle n'a de sens que pour autant que cette discrimination subsiste comme une réalité, ou pour le moins virtuellement, au sein de l'humanité. » Voir Carl Schmitt, *La notion de la politique* (1932) ; *Theorie du Partisan* (1962), Flammarion, « Champs », 1992, 64-74

⁵³⁸ Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*. (Editions Robert Laffont, 2011), 139,140.

ont été complétées par des références historiques et anthropologiques à partir du début du XIX^{ème} siècle⁵³⁹. Les caractéristiques du nationalisme grec étaient réunies dans la *Megali Idea* (grande idée), une sorte de panhellénisme développé depuis le XIX^{ème} siècle, visant à réunir tous les Grecs, les hellénophones ou mêmes les orthodoxes sous l'autorité d'un État dont la capitale aurait été Constantinople⁵⁴⁰. La *Megali Idea* apparaît lors des débats autour de la constitution de 1844 : les députés doivent déterminer si la fonction publique est réservée aux seuls citoyens du royaume de Grèce ou si tous les individus considérés comme ethniquement Grecs peuvent y prétendre. Le Premier ministre, Ioannis Colettis, penche pour la deuxième solution et expose les prétentions internationales du nouveau royaume : « en ce qui concerne sa position géographique, la Grèce est le centre de l'Europe ; debout, en ayant l'est à sa droite et l'ouest à sa gauche, elle est destinée à éclairer l'ouest par sa chute et l'est par sa résurrection. Le premier fut accompli par nos ancêtres, tandis que nous sommes chargés du deuxième »⁵⁴¹. La grande idée est restée vivace au XX^e siècle et elle a servi en tant qu'« argument de la politique intérieure instrumentalisée par tous les politiciens à tout moment »⁵⁴².

En fait, le nationalisme grec a été mobilisé lors du XIX^{ème} siècle pour une indépendance nationale contre l'Empire ottoman, ensuite pour une expansion territoriale de l'État grec au détriment de la réserve territoriale du même empire. D'un autre côté, avec le traité de Sèvres, on accordait la cote ouest de la Turquie aux Grecs et ils voulaient étendre ses possessions même encore vers l'intérieur jusqu'à Ankara⁵⁴³. Dans ce contexte, pendant la Guerre d'indépendance turque de 1919-1922, la plupart des campagnes militaires étaient gagnées contre les troupes d'occupation grecque, période connue comme « grande catastrophe ». Comme conséquence, les Grecs d'Anatolie et les Turcs de la Grèce ont du émigrer. Ainsi, les identités grecques et turques ont, d'une manière, été constituées par des références plutôt négatives vis-à-vis de l'autre. Dans ce sens, les marques de l'histoire toujours vivantes dans les deux sociétés nous rappellent aussi l'effet du *trauma choisi*⁵⁴⁴.

⁵³⁹ Thanos Veremis et John Koliopoulos, « The Evolving Content of the Greek Nation », in *Greece in the Twentieth Century*, (éd.) Theodore A. Coloumbis et al. (Londres, Frank Cass, 2003), 20-25.

⁵⁴⁰ Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 139

⁵⁴¹ Rania Polycandrioti, « La Méditerranée de la Mer Egée », 40 in R. Polycandrioti et Takis Theodoropoulos (ed.), *La Méditerranée grecque*, Maisonneuve et Larousse, 2000. Cité par Gilles Bertrand, *Le Conflit helléno-turc*. (Maisonneuve et Larousse, 2003), 11

⁵⁴² Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 139

⁵⁴³ Ibid

⁵⁴⁴ Voir Chapitre 3

2.1. La perspective socio-politique : production et reproduction de l'altérité dans les sociétés turques et grecques

Au niveau de la société, le sens de l'« altérité » dans l'imaginaire des deux nations commence à s'établir dès l'enfance⁵⁴⁵. Les Grecs et les Turcs ont alors des images très négatives de leurs voisins à travers les livres destinés au jeune public⁵⁴⁶. Dans ces livres, la reproduction de l'« autre » se fait sur la base de l'« idéologie nationale ». Puisque le langage y est naïf, on s'attend à ce que l'altérité se présente sous une forme innocente, mais ce n'est pas le cas.

Il convient aussi de noter que l'usage des images hostiles contre les Grecs pour les Turcs, et vice versa, est un fait banalisé et normalisé dans les deux sociétés⁵⁴⁷. Herkul Millas, académicien turc d'origine grecque, souligne que, « ce qui est pire, c'est l'absence d'éléments positifs envers l'autre. La production de l'identité nationale se fait à partir de l'image préjugée de l'« autre » qui n'a aucun point positif et l'image de « soi » qui n'a aucun point négatif dans les livres grecs⁵⁴⁸. Ainsi les Turcs et les Grecs commencent à avoir le sens de l'hostilité à travers les « images préjugées » et les « métaphores » destinées à leur subconscient dès leur plus jeune âge⁵⁴⁹. Quand on demande ce que signifie 'turc' aux enfants grecs, la plupart répondent avec des images dans leur tête « ennemi barbare »⁵⁵⁰. Ce fait est

⁵⁴⁵ A ce propos voir : Spyros Spyrou « Constructing 'the Turk' as an Enemy : The Complexity of Stereotypes in Children's Everyday Worlds » in *When Greeks Think About Turks The view from Anthropology*, ed. Dimitrios Theodossopoulos, London and New York : Routledge Taylor & Francis Group, 2007, 95-111 ; et Herkul Millas, « Çocuk Kitapları : Beyinler Erkenden Yikanmalı ! », in *Sozde Masum Milliyetçilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 61-93

⁵⁴⁶ Herkul Millas, « Çocuk Kitapları : Beyinler Erkenden Yikanmalı ! », in *Sozde Masum Milliyetçilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 61-93

⁵⁴⁷ Ibid, 61

⁵⁴⁸ Herkul Millas souligne aussi que les écrivains grecs de ces genres de livres sont plutôt considérés les intellectuelles progressistes de leur âge, 78

⁵⁴⁹ Pour l'analyse détaillée de la production de « nous » et l'« autre » dans la littérature turque et grecque voir Herkul Millas, *Türk Romani ve « Oteki » Ulusal Kimlikte Yunan İmaji*, (Sabancı Üniversitesi, 2000), et Herkul Millas, « Çocuk Kitapları : Beyinler Erkenden Yikanmalı ! » pp 61-93, in *Sozde Masum Milliyetçilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010) ; et Iraklis Millas « Tourkokratia : History and the Image of Turks in Greek Literature » in *When Greeks Think About Turks The view from Anthropology*, ed. Dimitrios Theodossopoulos, (London and New York : Routledge Taylor & Francis Group)

⁵⁵⁰ Spyros Spyrou « Constructing 'the Turk' as an Enemy : the Complexity of Stereotypes in Children's everyday Worlds » in *When Greeks Think about Turks*, Dimitrios Theodossopoulos (ed.), (London : Taylor and Francis, 2007), 95

normalisé même dans les familles cultivé⁵⁵¹. Conesa note que : « l'école publique grecque continue à diffuser une idéologie nationaliste inquiétante puisque, selon un sondage réalisé en 2009, 77% des Grecs pensent que la Turquie est la principale menace »⁵⁵². Dans ce sens, l'institution plus visible de la dissémination d'une imagination nationaliste est le système éducatif en Grèce et à Chypre, fait d'une façon explicitement, intentionnellement et sur une grande échelle⁵⁵³.

De l'autre côté, l'inimitié historique entre les deux pays se présente au niveau de leurs médias de façon similaire, et ce particulièrement pendant les compétitions nationales entre les deux pays⁵⁵⁴. Par exemple, pendant les compétitions de football, les expressions d'hostilité se multiplient et les médias nationaux contribuent d'une façon négative aux tensions⁵⁵⁵. Dans ce sens, même des petits groupes fanatiques de football peuvent facilement provoquer les sentiments nationaux au nom de la politique et manipuler l'actualité des deux pays. Ainsi, durant le match de Fenerbahce - Panathinaikos (31 octobre 2002) un groupe fanatique grec a affiché des pancartes indiquant : « le meilleur Turc est celui qui est mort », « Istanbul est la capitale de la Grèce », ainsi qu'un drapeau montrant que Chypre appartient à la Grèce. De l'autre côté, un groupe fanatique turc a affiché un drapeau de KKTC (Chypre du Nord) indiquant : « Si vous voulez la paix vous devez reconnaître le KKTC »⁵⁵⁶. Suivant ce match, les médias des deux pays en ont profité pour consolider l'inimitié avec des titres comme « les Turcs ont provoqué », « scandales ! », « la provocation des Grecs »⁵⁵⁷. Dans ce sens, les

⁵⁵¹ Vassos Argyrou, «How Greeks think : About Turks, for exemple » in *When Greeks Think about Turks*, Dimitrios Theodossopoulos (ed.) , (London : Taylor and Francis, 2007)

⁵⁵² Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 141.

⁵⁵³ A ce propos voir Dimitrios Theodossopoulos (ed.) « Introduction : The 'Turks' in the imagination of the 'Greeks' » in *When Greeks Think about Turks*, London : Taylor and Francis, 2007, 12 ; Rebecca Brayant *Imagining the Modern : the Cultures of Nationalism in Cyprus*, (London : I.B. Tauris, 2004), Rebecca Brayant, « An Education in honor : patriotism and the schools of Cyprus » in *Cyprus and its people : Nation, Identity and Experience in an Unimaginable Community 1955-1997* (ed) V. Calotychos, Boulder, Westview Press, 53-68 ; Spyros Spyrou « Constructing 'the Turk' as an Enemy : the Complexity of Stereotypes in Children's everyday Worlds » in *When Greeks Think about Turks*, Dimitrios Theodossopoulos (ed.) , (London : Taylor and Francis, 2007)

⁵⁵⁴ Emre Gokalp and Nikos Panagiotou « Futbol ! Oyun mu Savas mi ? Türkiye Yunanistan Futbol Maclarinin İki Ülke Basınındaki Temsili ve Milliyetçilik Soylemi » in *Uygun Adım Medya*, ed. İncilay Cangoz , (Ayrac Yayınevi, 2008), 229-246

⁵⁵⁵ Tanil Bora, Emre Gokalp « Futbolda Siradan Milliyetçilik 'İste Boyle Boyle Turklugumuz Yok Oluyor..' » 179-199 , in *Sozde Masum Milliyetçilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 182

⁵⁵⁶ Ibid, 184

⁵⁵⁷ Ibid

matchs entre les deux pays, au lieu de créer une atmosphère de paix et d'amitié, servent à la reconstruction des discours nationalistes et à la reproduction de l'altérité⁵⁵⁸.

Par ailleurs, Tugce Saklica Rigatos⁵⁵⁹ nous montre comment l'imaginaire de l'« autre » et l'« hostilité » des deux nations, surtout pendant des périodes de crises, se reproduisent à travers les caricatures. Dans son analyse de la presse de la Turquie et de la Grèce, pendant les événements des 6/7 septembre 1955, elle note que même des journaux de différents orientations politiques, ont des images semblables qui reflètent l'antagonisme des nations turques et grecques l'un contre l'autre. La conférence de Londres, suivie des événements des 6/7 septembre (les attaques contre les non musulmans de Turquie) ainsi que les Turcs de Chypre sous tension ont été largement élaborés par les medias des deux pays pour vitaliser le « nous » et les « autres » et reproduire l'hostilité. Cela s'est fait à partir des images et des stéréotypes.

Dans les caricatures publiées en Turquie, les Grecs ont été montrés comme des « hypocrites », « voleurs », « des petits enfants gâtés », « ceux qui endommagent la paix entre les deux nations sont les Grecs », « ils oublient comment les Turcs sont fortes », « ils fuient des Turcs, dont ils sont faibles », « ils suivent les politiques expansionnistes basées sur Megali Idea; ils veulent conquérir Chypre quel que soit le prix, mais la Turquie ne le permettra pas »⁵⁶⁰. De même, les caricatures publiées dans les médias grecs nous montrent les éléments d'hostilité envers les Turcs. Ceux-ci ont été dessinés comme des « hypocrites », « barbares », « gros », « laids », « ils coopèrent avec les Anglais, ils ont des influences fortes sur les Anglais, ils sont si forts dans la politique étrangère qu'ils peuvent même houspiller les Anglais », ou encore « ils détruisent les églises »⁵⁶¹.

Enfin, l'hostilité basée sur l'histoire commence à être répandue aux niveaux des deux sociétés dès le plus jeune âge et soulevée pendant les rencontres et compétitions nationales ainsi que pendant les crises politiques et sécuritaires, et ce avec une forte participation des médias et l'usage des moyens de communication. Cette perspective socio-politique qui reproduit le sens de l'altérité à tous les niveaux est bien présente dans la perception bilatérale de l'imaginaire sécuritaire, limitant la croyance à la sincérité des démarches prises aux niveaux politiques et sécuritaires.

⁵⁵⁸ Ibid, 185

⁵⁵⁹ Tugce Saklica Rigatos, « Cizginin Gucu : 6/7 Eylul Olaylari ve Turk Ve Yunan Karikaturleri », pp17-60 in *Sozde Masum Milliyetcilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 17,18

⁵⁶⁰ Ibid, 38,39

⁵⁶¹ Ibid, 54,55

2.2. La perspective technique : Les différends gréco-turcs dans la mer Égée

Les disputes entre les Turcs et les Grecs continuent depuis la déclaration de l'indépendance de l'État grec et sa rupture avec l'Empire Ottoman. Au niveau politique, les deux parties poursuivent des politiques de non compromis, sur la base des discours nationalistes. Le différend dans la mer Égée n'est pas le seul problème entre ces deux pays, mais son aspect technique le différencie des autres. La résolution du conflit est problématique, aussi bien que leurs moyens. Pour plusieurs, la voie de la solution est plus envisageable pour celui-ci puisqu'il s'agit du différend le plus technique. Pour les autres, les questions autour de la mer Égée, concernant *high politics*, sont plus difficiles à résoudre, s'agissant d'une lutte autour du contrôle de la Méditerranée orientale et de ses ressources⁵⁶².

Le conflit dans la mer Égée est très important pour les deux pays car les tensions ont provoqué un conflit armé à quatre reprises : en août 1976, autour des problèmes du plateau continental, alors que les militaires Grecs et Turcs s'entraînaient dans la mer Égée, la sortie du navire turc d'exploration Sismik-1 à l'Est de la mer Égée, pour réaliser des recherches ; en mars 1987 autour des problèmes concernant l'exploration du pétrole en mer Égée au-delà de la mer territoriale ; en janvier 1996, à propos de la revendication par chacun d'eux de l'île *Kardak*, en turc, *Imia*, en grec et en 1999, quand quelques députés socialistes et les services secrets grecs facilitent l'entrée du leader du PKK Abdullah Öcalan en Grèce⁵⁶³. Pierre Conesa note : « la Grèce continue dans sa cartographie officielle et dans sa diplomatie à vouloir faire de la mer Égée une mer intérieure, en dépit des principes du droit de la mer »⁵⁶⁴. Quant à la Turquie, Didier Billion souligne qu'« il n'y a aucune revendication territoriale turque formulée à l'encontre de la Grèce »⁵⁶⁵. Selon lui, « à la lumière des événements historiques qui se sont déroulés depuis l'Indépendance de la Grèce contemporaine, les Turcs ont d'ailleurs beau jeu d'expliquer que la volonté expansionniste vient plutôt d'Athènes et que le désir affirmé de reconquête panhellénique n'est pas un fantasme (...) l'examen des faits

⁵⁶² A ce propos voir par exemple Emel Akcali, *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, Paris : l'Harmattan, 2009, 143.

⁵⁶³ Lamprini Rori, « Crises et conflits dans les relations gréco-turques des années 1974-2000 : l'attitude des socialistes grecs », *Cahiers de la Méditerranée*, (71 | 2005), 49-61, 49

⁵⁶⁴ Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 140

⁵⁶⁵ Didier Billion, *La Politique Extérieure de la Turquie: Une Longue Quête d'Identité* (Paris: L'Harmattan, 1997), 382

n'est pas aussi favorable aux Grecs qu'ils ne veulent bien l'affirmer »⁵⁶⁶. Dans ce sens, il existe quelques points essentiels poursuivant la même piste et témoignant la politique expansionniste de la Grèce sont les suivants⁵⁶⁷ :

-En 1931, la Grèce a promulgué un amendement national, un décret royal, qui prévoyait l'élargissement de l'espace aérien de 3 milles marins à 10 milles marins pour des motifs liés à l'aviation civile et à la police aérienne ;

-En 1936, elle a élargi les eaux territoriales à 6 milles marins ;

-En 1947, elle a obtenu la souveraineté de quatorze îles, ainsi que celles adjacentes à la région des îles de *Mentese* (Dodécanèse)⁵⁶⁸ avec le Traité de Paix Italien de Paris ;

-En 1952, elle a eu la responsabilité de la Région d'Information de l'aviation dans l'espace aérien égéen et a tenté de traiter cette responsabilité comme un droit de souveraineté tout en admettant les limites de cet espace comme frontières entre les deux pays ;

-A partir des années 60, elle a commencé à armer progressivement les îles égéennes ;

-Elle a tenté d'annexer Chypre jusqu'en 1974, selon la politique d'ENOSIS ;

-Depuis 1982, elle essaye de trouver une base propice afin d'élargir ses eaux territoriales dans la mer Égée.

Dans son ensemble, le contentieux dans la mer Égée représente cinq points de conflit : les eaux territoriales, le plateau continental, l'espace aérien et la ligne de FIR (flight information region/ région d'information des vols), le statut juridique des îles égéennes et leur démilitarisation.

⁵⁶⁶ Ibid, 382, 383

⁵⁶⁷ Türk-Yunan İlişkilerinin Değerlendirilmesi Bilgi Notu, Genelkurmay Başkanlığı, 2000 ; Cem Aykut, « Les différends Gréco-turcs dans la Mer Égée », Mémoire DEA, Université Galatasaray, 2006; Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie*, 382, 383,

⁵⁶⁸ Elles avaient été cédées à l'Italie par l'Empire ottoman en 1912

2.2.1. La délimitation du plateau continental

Le différend gréco-turc sur la délimitation du plateau continental⁵⁶⁹ de la mer Égée date de novembre 1973, lorsque la compagnie pétrolière publique turque (TPAO) a effectué des recherches dans cette mer. L'exploitation des ressources naturelles et les richesses pétrolières supposées dans la mer Égée orientale constituent le fond du problème⁵⁷⁰. D'autre part, un deuxième problème apparaît, il est lié au rôle à attribuer aux îles⁵⁷¹. Selon la thèse grecque, celles-ci doivent aussi avoir leur propre plateau continental. Pour la Turquie, cette thèse grecque est inacceptable, car ces zones sont le prolongement naturel du continent national, de l'Anatolie⁵⁷². Avec la signature de la Déclaration de Berne (le 11 novembre 1976), les deux parties se sont engagées à trouver des solutions au problème de la délimitation du plateau continental. Par contre, suite à l'accord de Berne, la Grèce a unilatéralement tracé une ligne imaginaire entre les îles égéennes orientales et la Turquie, que cette dernière ne reconnaît pas⁵⁷³.

Un autre argument soutenu par la Grèce est que le territoire continental grec et les îles forment un ensemble, se basant sur les concepts de l'intégralité territoriale et le statut des archipels. Du point de vue turc, la thèse grecque sur l'intégrité territoriale n'est pas conforme au droit international car, si la structure géographique ne le permet pas, ce principe ne s'applique pas. De même, selon la Convention de 1982, les archipels n'ont pas le droit de profiter des eaux archipélagiques lorsqu'ils font partie d'un État qui a déjà un territoire

⁵⁶⁹ Le « plateau continental » est utilisée pour désigner : a) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au-delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles des dites régions; et b) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.» «Convention sur le plateau continental 1958», *Nations Unies*, Recueil des traités, vol. 499, 311, l'art. Premier

⁵⁷⁰ Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie*, 385.

⁵⁷¹ Hüseyin Pazarci "Aspect juridique des différends gréco-turcs en mer Égée", *Le différend gréco-turc*, (ed.) Semih Vaner, (Éditions L'Harmattan, Paris, 1988), 103.

⁵⁷² La Grèce fait référence à l'article 1(b) de la Convention de Genève de 1958 qui attribue l'obtention du plateau continental aux îles de la même façon que celui d'un territoire continental. La Turquie soutient que d'après le paragraphe 85/c de l'arrêt de la C.I.J dans les affaires du plateau continental de la mer du Nord : « pour les raisons exposées aux paragraphes 43 et 44, le plateau continental de tout État doit être le prolongement naturel de son territoire et ne doit pas empiéter sur ce qui est le prolongement naturel du territoire d'un autre État.» Affaires du plateau continental de la mer du nord, *La Cour Internationale de Justice*, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, Arrêt du 20 février 1969, 47-48.

⁵⁷³ Deniz Vardar, « La mer Égée », *Les mots de la Turquie*, (ed.) Jean Paul Burdy, (Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2006), 43.

continental⁵⁷⁴.

Les actes unilatéraux des deux parties les ont amenés plusieurs fois au bord d'un conflit militaire⁵⁷⁵. Enfin, le contentieux n'est toujours pas réglé entre la Grèce qui veut amener le sujet au niveau international, selon le droit international et la Turquie qui cherche une solution politique bilatérale.

2.2.2. La délimitation de la mer territoriale : *casus belli*

La Grèce avait remonté la largeur de ses eaux territoriales de 3 à 6 miles en 1936, et en 1964, la Turquie, à son tour, avait mis en application le principe des 6 miles. En 1995, la Grèce a ratifié la Convention de Montego Bay (1982), en déclarant qu'elle avait désormais, en réserve, le droit d'élever la largeur de ses eaux territoriales à 12 miles. Suite à cette démarche, la Turquie a adopté, le 8 juin 1995, une résolution accordant les pleins pouvoirs au gouvernement turc pour maintenir et défendre, y compris par des moyens militaires, ses intérêts dans ces eaux et déclaré que les actes grecs seraient tenus pour un *casus belli*⁵⁷⁶. La Grèce revendique toujours le retrait du *casus belli*, en l'imposant même comme un critère pour l'adhésion de la Turquie à l'UE.⁵⁷⁷

⁵⁷⁴ Comme dans l'exemple de Maldives, si un État est constitué seulement d'îles, peut utiliser les eaux archipélagiques. Alors que la Grèce a ses eaux continentales, elle ne peut pas bénéficier des eaux archipélagiques. De l'autre côté, un autre argument turc consiste l'application des principes équitables. «Étant donnés les problèmes extrêmement complexes liés au tracé d'une frontière, les particularités de la région et son immense importance pour les deux pays, la délimitation du territoire ne peut se faire que si une solution équitable et acceptable par les deux parties puisse se trouver». Hasan Basri ELMAS, "Le conflit gréco-turc: des différends insolubles", *Turquie-Europe, Une Relations Ambiguë*, Éditions Syllepse, Paris, 1998, 145, voir aussi Hüseyin Pazarci "Aspect juridique des différends gréco-turcs en mer Égée", *Le différend gréco-turc*, (ed.) Semih VANER, Éditions L'Harmattan, Paris, 1988, 104.

⁵⁷⁵ Par exemple, au cours du printemps 1987, une compagnie pétrolière canadienne qui travaille pour le compte de l'État grec procède à des forages à 10 milles à l'est de Thasos, qui est une zone contestée par les deux pays. Deux jours plus tard, la Turquie annonce que son navire de prospection, *Sismik I*, sort en mer Égée accompagnée des navires de guerre pour une mission. La Grèce met tout de suite ses forces militaires en état d'alerte et suspend provisoirement le fonctionnement de la base militaire américaine de communication de Nea Makri. A la suite de ses événements, Turgut Ozal déclare « s'ils touchent un de nos navires, ce sera un motif de guerre ». Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie*, 386.

⁵⁷⁶ Cüneyt Yenigün, « Ege : Dünyanın en Sorunlu Denizi », in *Dünya Çatışma Bölgeleri*, (éd.) Kemal Karpat, (Ankara, Nobel Yayın, 2004), 163.

⁵⁷⁷ « Le retrait du *casus belli* a été inclus dans les critères de base pour l'adhésion de la Turquie à l'UE, dans le cadre de son obligation de respecter pleinement le droit international et les relations de bon voisinage, l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne. Il va sans dire qu'un pays candidat

L'extension éventuelle de 6 à 12 milles marins des eaux territoriales de la Grèce, inclurait 71,5% de la superficie de cette mer ; donc, pour la Turquie il s'agit de la quasi-transformation de la mer Égée en mer intérieure grecque, et par conséquent, la limite de la circulation de ses propres navires et l'encerclement de ses 2,820 kilomètres de littoral⁵⁷⁸. De même, Didier Billion note que « cette question est encore plus préoccupante que la délimitation du plateau continental, car il ne s'agit pas seulement du libre accès de la Turquie à la haute mer, mais plus fondamentalement de l'appropriation par la Grèce de la quasi-totalité de la mer Égée et de sa transformation en lac grec »⁵⁷⁹. La Grèce fait valoir le droit international coutumier et conventionnel pour justifier son intention d'étendre ses eaux territoriales à 12 milles selon l'article 15 de la Convention de Montego Bay. La Turquie invoque l'article 300 de cette même convention qui traite de l'abus des droits en faisant valoir qu'il n'est pas possible d'appliquer le principe de la zone de 12 milles dans des eaux fermées ou semi-fermées⁵⁸⁰.

2.2.3. La délimitation de l'espace aérien - FIR

Un autre élément du contentieux gréco-turc est le système de contrôle de sécurité de l'aviation civile (FIR). Les limites de la mer territoriale d'un État déterminent également celles de son espace aérien. La convention internationale sur l'aviation civile (7 décembre 1944, Chicago) prévoyait la fondation d'une organisation internationale de l'aviation civile (OIAAC). L'OIAAC délimite les zones de contrôle de l'espace aérien (Flight information zone FIR) de chacun de ses pays membres. Le FIR d'Athènes a été dans le cadre des Conférences régionales de la navigation aérienne européenne de 1950, 1952 et 1958 couvrant par conséquent, l'espace national aérien de la Grèce. Selon les règles de l'OIAAC et les usages internationaux, la Grèce exige que tous les avions militaires ou civils lui soumettent leurs plans de vol avant leur entrée dans son FIR, mais la Turquie s'y refuse depuis la crise

à l'adhésion ne peut menacer de guerre un autre pays, qui plus est un Etat membre de l'UE et partenaire futur. Il constitue par ailleurs une condition sine qua non à l'amélioration substantielle des relations gréco-turques et à la réduction des tensions. Il est évident que les efforts visant à normaliser les points de friction et à résoudre pacifiquement les différends ne peuvent aboutir sous la menace de guerre ». <http://www.mfa.gr/fr/les-relations-greco-turques/dossiers-thematiques/eaux-territoriales-casus-belli.html> (Ministre des Affaires Etrangères de la Grèce, consulté le 4 septembre 2014)

⁵⁷⁸ Emel Akcali, *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, 143

⁵⁷⁹ Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie*, 385

⁵⁸⁰ Emel Akcali, *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, 143

chypriote de 1974⁵⁸¹. Après la réintégration militaire de la Grèce à l'OTAN en 1980⁵⁸², le plan Rogers de l'OTAN a invalidé l'accord antérieur, sans résoudre totalement le problème⁵⁸³. La Turquie usant de son droit de navigation aérienne, jusqu'à 6 miles des côtes grecques, et affirmant que la convention de Chicago ne concerne pas les avions appartenant aux États, refuse les exigences grecques.⁵⁸⁴

2.2.4. Le statut des îles et la question de la démilitarisation

L'origine du contentieux remonte au partage des îles égéennes entre l'Empire ottoman et la Grèce au XIX^e siècle. De nos jours, il paraît lié aux problèmes sécuritaires et économiques⁵⁸⁵. Les îles proches des côtes anatoliennes sont dans leur quasi-totalité placées sous la juridiction grecque. La Turquie ne revendique pas l'annexion de ces îles mais s'inquiète de leur militarisation progressive par la Grèce, depuis les années 1960. Ce processus de militarisation des îles par la Grèce, en violation du traité de Lausanne de 1923, est accéléré, en 1974, après l'intervention militaire de la Turquie à Chypre⁵⁸⁶. La Grèce affirme que le statut militaire des îles grecques de la mer Égée orientale n'est pas uniforme, elles seraient donc régies par différents accords internationaux. La Grèce justifie la militarisation de ces îles, comme son droit de se défendre contre toute menace⁵⁸⁷. Des

⁵⁸¹ Ibid, 145

⁵⁸² À la suite de la junte de 1974 à Chypre, l'OTAN demande le retrait des officiers grecs le 17 juillet. La Grèce quitte les structures militaires de l'alliance du 14 août 1974 à la suite de l'intervention turque de Chypre, elle réintègre ceux-ci le 20 octobre 1980, après la levée du veto turc.

⁵⁸³ « Greece Curtailing its Renewed Role in NATO Command » le 9 décembre 1981, *Newyork Times*, <http://www.nytimes.com/1981/12/09/world/greece-curtailing-its-renewed-role-in-nato-command.html>

⁵⁸⁴ Emel Akcali, *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, 145.

⁵⁸⁵ Deniz Vardar, « La mer Égée », 43.

⁵⁸⁶ Emel Akcali, *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, 145.

⁵⁸⁷ Afin de justifier la militarisation des îles égéennes la Grèce soutient la thèse que la Turquie viole les dispositions de la charte des Nations unies et constitue une menace contre la sécurité grecque, telle que : « –La Turquie a envahi Chypre en 1974, en violation des dispositions du Traité de Garantie pour Chypre, dont la Grèce est partie et en dépit des nombreuses résolutions contraires du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies, et maintient toujours une importante force militaire postée aux territoires occupés. –la Turquie viole systématiquement l'espace aérien grec avec des avions de combat, qui, souvent armés, survolent des îles grecques habitées de la mer Égée. –Au cours de ces dernières décennies, elle possède d'importantes unités militaires dotées de moyens aériens et des navires de débarquement dans des régions de la côte d'Asie mineure situées en face des îles grecques, ce qui constitue une menace grave contre la Grèce. » <http://www.mfa.gr/fr/les-relations-greco-turques/dossiers-thematiques/pretenions-de-la-turquie-au-sujet-de-la-demilitarisation-des-iles-de-la-mer-egee.html> (Ministre grecque des affaires étrangères)

interventions de l'OTAN et des États-Unis ont souvent été nécessaires pour calmer la situation entre les deux pays membres de l'Alliance⁵⁸⁸.

Autour de ces contentieux, la vitalité de la perception de menace mutuelle, alors que les deux pays appartiennent à l'Alliance Atlantique, conduit à augmenter progressivement la capacité militaire et de défense pour la Grèce et la Turquie⁵⁸⁹. La Grèce a le plus important programme d'achat d'équipements militaires des pays de l'OTAN alors qu'elle n'a aucune industrie de défense⁵⁹⁰. Chacun des deux pays persiste à se voir réciproquement comme une menace contre son intégralité territoriale, ce qui explique aussi le rôle excessif exercé par l'armée dans ces pays. Ainsi, en Grèce, les contrats d'armement ont longtemps été un des moyens essentiels de financement des partis politiques avec un consensus entre les différents gouvernements sur les programmes militaires⁵⁹¹. D'ailleurs, la nécessité d'une défense efficace contre la Turquie est fréquente dans la presse écrite et dans les déclarations visées l'opinion publique. La situation est présentée comme une « lutte épique entre le bien et le mal, la civilisation et la barbarie, la lumière et l'obscurantisme ; le conflit entre les deux pays est également considéré, comme inéluctable »⁵⁹².

2.3. Les initiatives gréco-turques de rapprochement

Les périodes de rapprochement sont importantes dans le cadre de notre thèse, car la possibilité d'une coopération bien établie dans la Méditerranée est largement liée aux questions gréco-turques, notamment au niveau sécuritaire et *high politics*. De plus, l'existence de périodes de compromis au cours de l'histoire politique, même autour des sujets de *low politics*, laisse à penser qu'il n'est pas impossible de se retrouver autour des intérêts communes, si les intérêts nationaux des deux pays ne sont pas en conflit grave.

⁵⁸⁸ Deniz Vardar, « La mer Égée », 44.

⁵⁸⁹ Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 140

⁵⁹⁰ 2,8% du PIB avec des pointes à 6%, contre 1,7% en moyenne dans les pays de l'Alliance Atlantique (selon les statistiques de 2005). L'armée représentait 2,9% de la population active contre 1,1 % en moyenne dans le reste de l'UE. Voir Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 141.

⁵⁹¹ Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, 141.

⁵⁹² Emel Akcali, *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, 146.

Selon A. Heraclides, les relations gréco-turques ressemblent aux conflits franco-allemand, indo-pakistanaï, irano-irakien, russo-américain ou encore israëlo-palestinien ; « la résolution du conflit ne paraît donc pas possible par des moyens amicaux »⁵⁹³. De même, les efforts amicaux afin de résoudre le conflit ne semblent pas être des stratégies rationnelles pour les gouvernements, car pour l'un comme pour l'autre, l'« autre » est vu comme une « menace » et une « ennemi historique »⁵⁹⁴. Dans une autre perspective, pour la résolution du conflit gréco-turc, Dogan Tilic, académicien turc, propose le terme de « future oriented identity building » « la construction future-orientée d'identité ». Ce qu'il souligne dans sa proposition, c'est que la paix ultime peut être acquise seulement par l'oubli des éléments historiques du conflit et par la construction d'un projet mutuel de coopération. Dans ce sens, au lieu de se percevoir comme des ennemis, les deux pays doivent avoir un consensus au sein de leurs pouvoirs politiques, de leurs gouvernements et sociétés civiles⁵⁹⁵. Il faut toutefois souligner qu'il n'est pas si facile de supprimer les traces de l'histoire de la mémoire collective des deux sociétés. De même, même si Tilic favorise le rôle des médias, il admet lui-même que les médias des deux pays suivent une ligne droite conforme, aux discours officiels en provoquant l'altérité⁵⁹⁶.

Même si les éléments du conflit n'ont pas pu être résolus entre les deux pays, il existe des périodes marquées par des initiatives en faveur du rapprochement gréco-turc. L'utilisation du terme de « rapprochement » et non de « réconciliation » n'est pas sans raison. C'est parce qu'« il est employé par les acteurs eux-mêmes, et en français »⁵⁹⁷. Comme Gilles Bertrand le note :

« L'emploi de rapprochement signifie que, si la Grèce et la Turquie ne sont pas en guerre, l'état de leurs relations rend nécessaire des actions en faveur d'une meilleure compréhension mutuelle, de l'instauration d'un climat de confiance afin que les deux pays aient des rapports apaisés, tels que ceux qu'entretiennent la plupart des États démocratiques entre eux. Le mot a aussi une connotation diplomatique très marquée (...) et renvoie presque systématiquement à ce qui est perçu comme l'âge d'or des

⁵⁹³ Alexis Heraclides, « Greek-Turkish Relations from Discord to Detente : A preliminary Evaluation » *The Review of International Affairs*, CI, No3, 2002, 17

⁵⁹⁴ Dogan Tilic, « Turk Medyasinda Yunanistan : Resmi Politikalarin Izdusumunde 'Oteki'likten 'Biz'e » in *Sozde Masum Milliyetcilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 202

⁵⁹⁵ Ibid, 204

⁵⁹⁶ Ibid, 205

⁵⁹⁷ Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, (Maisonnette Larousse, 2003), 273

relations bilatérales, à savoir les années 1930 et le traité d'amitié signé par Atatürk et Venizélos »⁵⁹⁸.

La période d'Atatürk et de Venizélos a été marquée par une compréhension de « voisins » plutôt que d' « ennemi » grâce à leurs compétences de leadership, même si l'on venait de sortir de la guerre⁵⁹⁹. Cette période de rapprochement comme « choix officiel » a continué jusqu'aux années 1950. A partir de là, les deux pays ont développé des institutions politiques militaires et économiques contre le dialogue et le compromis, ainsi que des slogans et des théories de complots⁶⁰⁰. Ceux qui ne soutiennent pas ces démarches ont été accusés d'être « naïfs » ou qualifiés de « traîtres »⁶⁰¹.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont laissé agir l'armée britannique en Grèce. Cependant, l'éclatement de la Guerre civile en 1944, puis le contexte de la Guerre froide ont poussé les États-Unis à agir plus directement dans les affaires grecques⁶⁰². Ainsi, pendant la guerre froide, la Grèce et la Turquie devenaient les pays les plus convenables pour la réalisation de la politique d'endiguement, afin d'isoler l'URSS sur le plan international. Les politiques étrangères de la Grèce et de la Turquie étaient dominées par la « menace soviétique »⁶⁰³. Cette similitude allait créer à partir des années 1950 « une situation commune de clientèle par rapport aux États-Unis »⁶⁰⁴.

En fait, les deux pays, qui faisaient désormais partie du Bloc occidental, ont participé à la Guerre de Corée en 1950, contre la Corée du Nord et l'URSS et les États-Unis ont encouragé l'entrée de la Grèce et de la Turquie à l'OTAN, les deux pays en sont donc devenus membres en février 1952⁶⁰⁵. Ainsi, une période de coopération gréco-turque avait été

⁵⁹⁸ Ibid

⁵⁹⁹ Dogan Tilic, « Turk Medyasinda Yunanistan : Resmi Politikalarin Izdusumunde 'Oteki'likten 'Biz'e » in *Sozde Masum Milliyetcilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 202.

⁶⁰⁰ Kemal Kirisci, « 'The Enduring Rivalry' between Greece and Turkey : Can 'Democratic Peace' Break it ? », *Alternatives-Turkish Journal of International Relations*, (No1, 2002), 40,41.

⁶⁰¹ Ibid

⁶⁰² John O. Iatrides, « The United States and Greece in the Twentieth Century », in *Greece in the Twentieth Century*, éd. par Theodore A. Coloumbis et al., (Londres, Frank Cass, 2003), 74-76.

⁶⁰³ Pour la politique étrangère grecque de cette période voir par exemple, Evanthis Hatzivassiliou, « Security and the European Option: Greek Foreign Policy, 1952-62 », *Journal of Contemporary History*, vol. 30, no. 1, janvier 1995 ; Stephen G. Xydis, « America, Britain, and the USSR in the Greek Arena, 1944-47 », *Political Science Quarterly*, vol. 78, no. 4, décembre 1963

⁶⁰⁴ Semih Vaner, « La Turquie, la Grèce et les grandes puissances : l'une contre l'autre, trois contre une ou chacune pour soi ? », in *Le différend gréco-turc*, éd. Semih Vaner, (Paris, L'Harmattan, 1988), 168.

⁶⁰⁵ « Protocol to the North Atlantic Treaty on the Accession of Greece and Turkey », Londres, 22 octobre 1951, <http://www.nato.int/docu/basic/txt/bt-a1.htm>.

établie dans la première moitié des années 1950, sous des motifs idéologiques d'anticommunisme et d'antisoviétisme. La coopération entre les deux pays n'était pas limitée au système de sécurité transatlantique : il s'agissait également d'une coopération bilatérale et régionale dans les Balkans⁶⁰⁶. Cependant, cette coopération allait être bientôt secouée par l'apparition de la crise chypriote⁶⁰⁷.

Après la fin de la Guerre froide, dans le nouveau contexte international, la volonté de devenir une puissance régionale a caractérisé les relations gréco-turques. Dans ce nouveau contexte, l'année 1999 se présente comme un tournant dans les relations bilatérales. D'un côté, les tremblements de terre successifs ont eu des effets de détente, qui ont transformé la perception de l'« ennemi » vers le « voisin ». De l'autre côté, les préoccupations européennes de la Turquie, aussi bien que l'affaiblissement de l'économie de la Grèce suite au passage à l'euro, ont poussé les deux pays vers une période de coopération. De plus, comme Heraclides le précise, le compromis de cette période n'apparaît pas au sein des quelques hommes politiques seul, il s'agit d'un rapprochement au sein des gouvernements ainsi que des deux sociétés⁶⁰⁸.

Il faut aussi souligner, à propos de cette période de rapprochement, qu'il a eu lieu juste après la crise de la protection du leader du PKK, Abdullah Öcalan par les grecs dans le Consulat de Grèce au Kenya⁶⁰⁹. Suite à la capture d'Öcalan par les agents de service secret turcs à Nairobi, craignant une réaction hostile du gouvernement turc, trois ministres grecs ont démissionné⁶¹⁰. En fait, depuis les années 1980, la Grèce suivait la logique de « l'ennemi de

⁶⁰⁶ Au niveau bilatéral, il est possible de citer le traité culturel gréco-turc conclu le 20 avril 1951, la visite du couple royal grec en Turquie en juin 1952, et la visite du président turc Celal Bayar en Grèce en janvier 1954. Au niveau régional, la coopération a donné lieu, en 1954, à la conclusion de l'Alliance balkanique entre la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie. Voir : Erhan Gulseven, « Le Rapprochement gréco-turc à partir de 1999 dans la perspective historique », thèse de Master Recherche, Université Galatasaray, Octobre 2007, 22.

⁶⁰⁷ Erhan Gulseven, « Le Rapprochement gréco-turc... », 22.

⁶⁰⁸ Alexis Heraclides, « Greek-Turkish Relations from Discord to Detente : A preliminary Evaluation » *The Review of International Affairs*, No3, 2002, 17,18

⁶⁰⁹ Kemal Kiirsci, « 'The Enduring Rivalry' between Greece and Turkey : Can 'Democratic Peace' Break it ? », *Alternatives-Turkish Journal of International Relations*, CI, No1, 2002, 49 ; et Alexis Heraclides, « Greek-Turkish Relations from Discord to Detente : A preliminary Evaluation » *The Review of International Affairs*, CI, No3, 2002, 17,18.

⁶¹⁰ Le ministre des affaires étrangères Theodoros Panglos étant responsable de la tentative de cache d'Öcalan à la résidence de l'Ambassadeur grec au Kenya, et de lui trouver l'asile; le ministre de l'Intérieur Alekos Papadopoulos, étant le responsable des services secrets grecs impliqués dans l'opération; ainsi que le ministre de l'ordre public Philippos Persalnikos étant le responsable des forces de sécurité grecques qui ont échoué à arrêter la contrebande d'Öcalan en Grèce en janvier 1999. Voir « Greek ministers resign over Öcalan » *BBCnews*, 18/02/1999

mon ennemi est mon ami » ; elle avait donc établi des relations avec le PKK, en permettant de mener des activités sur son territoire et en faisant des provisions d'armes⁶¹¹. La Turquie souffrant du terrorisme, la Grèce reprochait la question kurde dans le cadre de la protection des droits des minorités.

Dans ce contexte de conflit d'intérêt, le premier pas vers une détente était la lettre du 24 mai 1999. Dans cette lettre, adressée par le ministre turc des Affaires étrangères, Ismail Cem, à son homologue grec Georges Papandréou, Cem l'invitait à coopérer contre le terrorisme. Cet appel a été perçu comme une occasion de la part du gouvernement grec, qui, à cause de son implication avec le PKK lors de la crise autour de l'arrestation d'Öcalan, avait commencé à sentir la pression internationale. Ainsi, la Grèce pouvait éviter les accusations sur son implication dans le terrorisme, et pouvait restaurer sa légitimité grâce à une coopération éventuelle avec la Turquie, victime des actions terroristes du PKK. Par la suite, les deux ministres des Affaires étrangères se sont réunis à New York le 30 juin 1999, et ont décidé d'entamer des négociations bilatérales pour la coopération non seulement dans le domaine du terrorisme mais aussi dans ceux du commerce, du tourisme, de la culture, de l'environnement, des crimes organisés, de la lutte contre le trafic de drogues, et de l'émigration illégale⁶¹².

Durant cette période, similaire à la période d'Atatürk et Venizélos, quitter l'éloignement était un « choix officiel », cette fois à cause des préoccupations de la Turquie au sein de l'UE et grâce aux caractères des deux hommes politiques⁶¹³. L'esprit de coopération a été consolidé par le sommet d'Helsinki du Conseil européen, où la candidature de la Turquie à l'Union Européenne a été certifiée et par la mobilisation des moyens grecs, suite au tremblement de terre du 17 août 1999, qui avait frappé une grande partie de la région de Marmara⁶¹⁴.

Après ce tremblement de terre, le gouvernement grec a immédiatement mobilisé des équipes de secours, et trois avions d'intervention ont été envoyés⁶¹⁵. Cette initiation de la part de la Grèce a aussi mobilisé les sentiments de solidarité et d'empathie entre les deux

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/281816.stm>

⁶¹¹ Hakan Abacı, « The Öcalan Affair and its Effect on The Turkish-Greek Rapprochement Process in 1999 », *Turkish Review Of Eurasian Studies*, no. 9, 2004, 14.

⁶¹² Yücel Acer, « Recent Developments and Prospects for Settlement of the Aegean Disputes », *Turkish Studies*, vol. 3, no. 2, automne 2002, 204.

⁶¹³ Dogan Tilic, « Turk Medyasinda Yunanistan : Resmi Politikaların Izdusumunde 'Oteki'likten 'Biz'e » in *Sozde Masum Milliyetçilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 203.

⁶¹⁴ Cette catastrophe naturelle avait causé la mort de plus de 150.000 personnes.

⁶¹⁵ « Akın akın yardım », *Radikal*, 18/08/1999, <http://www.radikal.com.tr/1999/08/18/dis/01akin.html>.

sociétés⁶¹⁶. Le quotidien grec, *Ta Nea*, a publié un article sur le tremblement de terre avec le titre : « Nous sommes tous des Turcs ». Dans le journal grec *Eleftherotipia*, Anna Stergiou écrivait

« L'ennemi peut-il devenir tout d'un coup un ami ? Nos sentiments nous ont fait confondre. C'est comme si la haine qui existait depuis des siècles nous avait quittés (...). Nous avons senti quelque chose que nous n'avions jamais senti auparavant. Les souffrances de ces gens-là ne nous ont pas rendu contents »⁶¹⁷.

Le quotidien *Rizospastis* a publié un article :

« Mehmet, mon frère, je suis ici. Tu m'as appelé dès que tu as senti la terre trembler. J'ai entendu ton cri en mon rêve. J'ai sursauté, et j'ai pensé 'Mon voisin est en danger'. Je t'ai vu sous les ruines, et cela m'a glacé le sang. Je vais t'aider. Elle nous unit, la mer qui est entre nous. (...) Mon frère Mehmet, je sais que tu es en fureur. Tu es en colère contre Ecevit, qui n'a jamais porté d'intérêt pour toi, et qui n'était pas avec toi quand tu étais en train de souffrir. J'étais également en colère contre Simitis. Quand nous, les ouvriers, sommes en danger, Simitis n'est jamais là. Ne le croie pas quand il te dit qu'il partage ta souffrance. Simitis ne peut que s'entendre avec Ecevit»⁶¹⁸.

Le quotidien turc *Hürriyet* a remercié le peuple grec en sous titre grec « Eftaristo poli file » (« Merci beaucoup, ami »)⁶¹⁹.

Quelques semaines après le tremblement de terre de Marmara, la Grèce a été à son tour secouée le 7 septembre 1999 par un tremblement de terre. Bien que les dommages étaient inférieurs⁶²⁰ à ceux de Marmara, il s'agissait du tremblement de terre le plus puissant qu'Athènes avait connu au XXe siècle⁶²¹. Et cette fois, c'était les hommes politiques turcs qui

⁶¹⁶ Ayse Betul Celik and Bahar Rumelili, « Necessary but not sufficient ; the rôle of the EU in resolving Turkey's Kurdish question and the Greek-Turkish conflicts », *European Foreign Affairs Review*, Vol.11, no.2, 203-222, 217.

⁶¹⁷ Yunan Basınından Görülmemiş Destek », *Radikal*, 22/08/2007, <http://www.radikal.com.tr/1999/08/22/turkiye/yun.html> Cité par Erhan Gulseven, *Le Rapprochement gréco-turc à partir de 1999 dans la perspective historique* », 81

⁶¹⁸ Ibid

⁶¹⁹ « Teşekkürler komşu : Eftaristo poli file », *Hürriyet*, 21/08/1999, <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1999/08/21/138012.asp>.

⁶²⁰ Le tremblement de terre avait causé au moins 140 morts à Athènes.

⁶²¹ Erhan Gulseven, *Le Rapprochement gréco-turc à partir de 1999 dans la perspective historique* », 81

ont exprimé leurs sentiments d'empathie, et des équipes de sauvetages turques ont été mobilisées vers Athènes. Cette double catastrophe naturelle avait paradoxalement contribué à l'établissement de sentiments de solidarité entre les deux peuples. Cependant, il faut aussi noter que le rapprochement des deux États à partir de 1999 a eu lieu dans un contexte complexe de différentes dynamiques politique. MHP (le Parti du mouvement nationaliste-Milliyetçi Hareket Partisi), partenaire du gouvernement de coalition, persistait à considérer la Grèce comme un *ennemi traditionnel*⁶²². En outre, le Premier ministre turc, Bülent Ecevit n'avait pas d'image positive, pour une partie de l'opinion grecque, depuis l'intervention de Chypre en 1974. Ainsi, malgré les efforts de la part du gouvernement turc pour normaliser les relations avec la Grèce, Ecevit était toujours perçu comme un personnage politique *intransigeant* au niveau de la société grecque⁶²³.

Quant à l'économie, le dialogue entre les ministres des Affaires Etrangères grec et turc à partir de juin 1999, a porté ses fruits au niveau des coopérations bilatérales. Jusqu'à cette période, le dernier traité économique d'un grand contenu entre la Turquie et la Grèce était le « Traité sur le Transport Routier » conclu en 1970. La question chypriote avait eu des impacts négatifs sur les relations bilatérales économiques. Dès lors, le nombre de traités de coopération conclus entre les deux pays était limité à trois. Ce nombre a été multiplié, entre les années 2000 et 2004, grâce à un nouveau cadre de coopération (inimaginable auparavant), les deux pays ont conclu vingt-cinq nouveaux traités et protocoles dans les domaines économique, social et culturel⁶²⁴. Par ailleurs, le Premier Ministre turc, Recep Tayyip

⁶²² Par exemple, le ministre de la Santé Osman Durmus (de MHP) avait refusé les secours et notamment les aides en médicaments provenant de l'étranger-y compris la Grèce, suivant le tremblement de terre du 17 août 1999. Voir « Bakan Yunan diye yardım kabul etmiyor », *Hürriyet*, 22/08/1999, <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1999/08/22/138088.asp>. Cette position du ministre Durmus avait aussi causé une sorte de crise entre les partis de coalition. Bülent Ecevit, Premier Ministre, lui-même a réagi contre Durmuş lors d'une réunion du cabinet. Voir « Ecevit Bakan'a çok kızdı : KES SESİNİ », *Hürriyet*, 24/08/1999, <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1999/08/24/138470.asp>.

⁶²³ Nikolaos Zahariadis, « A Framework for Improving Greek-Turkish Relations », *Mediterranean Quarterly*, vol. 11, no. 4, (automne 2000), 110.

⁶²⁴ Traité de coopération dans le domaine de tourisme (10 mai 2000), Mémoire sur la protection de l'environnement (16 mai 2000) Traité de l'encouragement mutuel et protection des investissements (1 août 2001) Traité de coopération dans la lutte contre le terrorisme, les crimes organisés, le trafic de stupéfiants et l'immigration clandestine (14 juillet 2001) Traité de coopération technologique et scientifique (10 mai 2000) Traité de coopération et d'entraide pour les administrations douanières (10 mai 2000) Traité de coopération culturelle (10 mai 2000) Traité de coopération économique (25 juillet 2001) Traité de transport maritime (18 juillet 2001) Protocole de coopération technique, scientifique et économique dans le domaine agricole (2 novembre 2000) Traité de prévention de la double imposition (2 décembre 2003) voir Erhan Gulseven, « Le Rapprochement gréco-turc à partir de 1999 dans la perspective historique », voir aussi *Yunanistan Raporu*, TC Başbakanlık Dış Ticaret Müsteşarlığı Anlaşmalar Genel Müdürlüğü, 3- 4.

Erdogan a effectué une visite à Athènes en 2010 afin d'inaugurer « une nouvelle ère » dans les relations entre les deux pays, alors que la Grèce était en proie à une grave crise financière. En conséquence de cette visite, le Conseil de coopération de haut niveau (High Level Coopération Council- HCL) a été inauguré et quatre réunions annuelles dans le cadre de HCL ont été effectuées à Athènes, Istanbul et Izmir jusqu'en 2016 afin de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines économique et socio-culturel, comme le tourisme, la santé, l'entrepreneuriat des femmes, etc.⁶²⁵ Toutefois, malgré les initiatives de rapprochement et de coopération bilatérale économique, actuellement, les différends dans la mer Égée restent non-résolus, la Grèce continue d'être l'« ennemie imaginaire » pour la Turquie, et vice versa. Enfin, la Grèce ne cesse de bloquer l'adhésion de la Turquie à l'UE et la mer d'Égée est représentée comme l'« endroit où la Turquie est plus près d'une guerre »⁶²⁶.

⁶²⁵ Dans le cadre du 4e Conseil de coopération de haut niveau Grèce-Turquie (Izmir, 8 mars 2016), les discussions ont essentiellement porté sur les relations bilatérales ainsi que sur la question des réfugiés et des migrants. Outre l'entretien privé entre les deux Premiers ministres, des rencontres ont été également tenues entre les ministres participants par domaine de compétence et un forum d'affaires Grèce-Turquie a été organisé. Six textes ont été signés au total (Déclaration commune des deux Premiers ministres, Accord de coopération entre l'agence de presse Anadolu et l'agence de presse athénienne et macédonienne - APE/MPE -, Protocole de coopération ERT-TRT, Protocole de compréhension entre les autorités du port du Pirée et d'Izmir, Déclaration conjointe de coopération dans le domaine du tourisme, Protocole d'intention sur l'immigration illégale). A été également abordé la perspective d'ouverture d'une liaison maritime entre Thessalonique et Izmir, ainsi que la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Istanbul à Thessalonique et dont le terminal sera à Igoumenitsa. Voir site officiel de Ministère des Affaires Etrangères de Grèce : <http://www.mfa.gr/fr/blog/relations-bilaterales-de-la-grece/turquie/>

⁶²⁶ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik*

Chapitre 3 : La question chypriote : la crise de la Méditerranée la plus longue

Essentiellement, la question chypriote constitue l'extension du conflit gréco-turc et occupe une place principale dans les politiques étrangères des deux pays⁶²⁷. Ainsi cette question chypriote ne peut être résolue qu'après la résolution d'autres problèmes gréco-turcs basés sur la perception de menace mutuelle⁶²⁸, et ce, tout d'abord dans la mer Egée. D'ailleurs, la résolution de ce conflit n'est pas une tâche simple à cause de la diversité des éléments de conflits d'un côté, et de la multitude d'acteurs internationaux (ONU, Union Européenne, Grande Bretagne, États-Unis, etc.) qui interviennent dans le sujet, de l'autre. « Plusieurs milliers de pages seraient probablement nécessaires pour rendre compte des interminables négociations intercommunautaires et des débats s'y rattachant »⁶²⁹, a noté Didier Billion en 1997. De nos jours, ils seraient encore multipliés. Nombreux sont les éléments et les perspectives sur la question chypriote ; ils ont été analysés de façon souvent détaillée dans plusieurs contributions. Ici, nous allons les évoquer dans une perspective constructiviste au niveau identitaire et sécuritaire imaginaire, afin de ne pas dépasser le cadre de notre travail.

3.1. La perspective historique

La question chypriote est historique et, avec ses aspects internes et externes, elle constitue l'une des « questions spécifiques de la politique étrangère » des deux pays ; la Turquie et la Grèce⁶³⁰. Son histoire, sa position géographique et la composition de sa population ont déterminé le sort dramatique de Chypre⁶³¹. Grace à son emplacement en

⁶²⁷ Pour cette thèse très répandue voir par exemple Kemal Karpat, *Türk Dis Politikasi Tarihi*, (*L'histoire de la Politique étrangère turque*), (Timas Yayinlari, 2012), 225.

⁶²⁸ Mehmet Hasguler, *Kıbrıs'da Enosis ve Taksim Politikalarının Sonu*, 145.

⁶²⁹ Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie*, 397.

⁶³⁰ Voir www.mfa.gr (Ministre des Affaires Etrangères de Grèce) et www.mfa.gov.tr (Ministre des Affaires Etrangères de Turquie)

⁶³¹ İlter Türkmen, « Le Problème de Chypre : Où en sommes-nous et pourquoi, où allons-nous? » Publié 19 octobre 2009 sur www.bilgesam.org

Méditerranée orientale, les grandes puissances et les puissances régionales ont voulu dominer cette troisième plus grande île de la Méditerranée⁶³². Ainsi, quand on regarde l'histoire politique de l'île, on constate que c'étaient toujours les puissances extérieures qui ont déterminé le destin des Chypriotes⁶³³.

Après avoir subi plusieurs invasions et dominations⁶³⁴, Chypre a été conquise par des troupes ottomanes en 1571, pour empêcher les pirates chrétiens réfugiés dans l'île, de continuer à monter des expéditions contre les navires ottomans en Méditerranée orientale⁶³⁵. L'île est restée sous la souveraineté turque du XVI^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e siècle, date à laquelle l'Empire Ottoman était gravement affaibli, à la suite d'une guerre contre la Russie. Puis, celui-ci a dû céder l'administration de l'île à la Grande-Bretagne tout en retenant une *souveraineté plutôt symbolique*.

Avec le Traité de Lausanne en 1923, Chypre est devenue officiellement une colonie britannique. C'est à partir de cette date qu'apparaissent les tensions et les conflits entre les deux communautés, grecque et turque, largement provoqués par la politique consistant à « diviser pour régner »⁶³⁶. Ainsi, la politique chypriote des Ottomans, qui est aussi suivie en partie par les britanniques, constitue l'un des facteurs principaux du conflit : « l'intérêt stratégique de l'île prime, et dès que la population conteste, l'Empire 'divise pour régner' »⁶³⁷. L'administration coloniale britannique ne remettant pas fondamentalement en cause le système du *millet* ottoman, elle a implanté sa propre politique de *Divide and Rule*, en faisant jouer les deux principales communautés (chypriote grecque orthodoxe et chypriote turcophone musulmane) l'une contre l'autre »⁶³⁸.

⁶³² L'île de chypre est située au carrefour de trois continents et sa côte septentrionale se trouve à une distance de 40 miles de la Turquie et sa côte orientale, à une distance de 60 miles de la Syrie, l'île est séparée de la péninsule hellénique par une distance de 500 milles.

⁶³³ Mehmet Hasguler, *Kibris'da Enosis ve Taksim Politikalarinin Sonu*, 18.

⁶³⁴ L'île a été détachée de l'Empire byzantin en 1191, soumise d'abord aux Croisés, puis à Venise (1489) avant la conquête des Ottomans en 1571.

⁶³⁵ Stanford Shaw, *L'histoire de l'Empire Ottoman et de la Turquie*. Traduit de l'anglais par Elizabeth Reyre, Tome I, (éditions Horvart, 1983), 254

⁶³⁶ Ilter Turkmen, « Le Problème de Chypre : Où en sommes-nous et pourquoi, où allons-nous? »

⁶³⁷ Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, (Maisonnette Larousse, 2003), 71.

⁶³⁸ Ibid

L'histoire politique de Chypre et la montée du nationalisme arabe au Moyen-Orient doivent être pensées sous le triangle de la « colonisation - Moyen-Orient – pétrole »⁶³⁹. Même si elle signifiait « un morceau de terre stratégique pour les puissances extérieures »⁶⁴⁰, sa valeur géostratégique a été différemment appréciée au cours de différentes périodes de l'histoire récente⁶⁴¹. D'un côté, la montée de son importance géostratégique dans le contexte du nouvel équilibre des puissances dans l'ère d'après la Seconde Guerre mondiale⁶⁴², de l'autre, le processus de décolonisation entamé à la fin de cette guerre a inévitablement affecté Chypre⁶⁴³. D'ailleurs, avec la crise du Canal de Suez (1956), son emplacement est apparu d'une prime importance pour les Britanniques, afin de faciliter leurs interventions au Moyen-Orient⁶⁴⁴. Dans ce sens, les attitudes anti-impérialistes contre la Grande-Bretagne ont aussi influencé la question chypriote. Dans le nouveau contexte d'après la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont encouragé la Turquie de prendre place dans le Pacte de Bagdad (1955) afin de tenir l'Union Soviétique en dehors du Moyen-Orient.

Chypre est devenu un pays indépendant et bi-communal, avec une constitution et sous la garantie de la Turquie, de la Grèce et de la Grande-Bretagne, grâce à un compromis entre la Turquie et la Grèce en 1959. Selon cette Constitution, les deux communautés se partageaient les responsabilités exécutives, législatives et judiciaires, mais cela n'a pas duré longtemps. L'indépendance de Chypre⁶⁴⁵ n'avait rien changé car comme le notent Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux :

« la République de Chypre n'a pas cherché à rassembler sa population autour de valeurs communes, ni même d'un hymne national ou d'un drapeau, puisque l'usage des drapeaux grec et turc était expressément autorisé par la Constitution. Il n'existait même pas de système d'éducation nationale commun aux Grecs et aux Turcs. Abandonnant l'éducation aux deux communautés, la République ne s'est pas impliquée dans la construction d'un avenir commun »⁶⁴⁶.

⁶³⁹ Mehmet Hasguler, *Kibris'da Enosis ve Taksim Politikalarinin Sonu*, 18

⁶⁴⁰ Ibid

⁶⁴¹ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, (Paris : Editions Karthala, 2011), 103

⁶⁴² Nihat Erim, *Bildigim ve Gordugum Olculer icinde Kibris*, (Ajans Turk Matbaacilik, 1975), 3-14

⁶⁴³ Ilter Turkmen, « Le Problème de Chypre : Où en sommes-nous et pourquoi, où allons-nous? »

⁶⁴⁴ Mehmet Hasguler, *Kibris'da Enosis ve Taksim Politikalarinin Sonu*, 19

⁶⁴⁵ Le 16 août 1960

⁶⁴⁶ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée, 1964-2005*, (Lyon : Aedelsa Editions, 2005), 39

Les responsables politiques de deux cotés affirmaient la supériorité de leur identité sur l'autre, étant des « nationalistes convaincus », « incapables de comprendre la nécessité de cohabitation pacifique et harmonieuse entre les communautés »⁶⁴⁷. Dès janvier 1961, Makarios a inauguré des monuments en l'honneur des activités de l'EOKA ; quant au coté turc, l'installation de bustes d'Atatürk a démontré l'attachement à la Turquie et aux valeurs nationalistes kémalistes⁶⁴⁸. L'archevêque Makarios a déclaré :

« Ce n'est que sur les bâtiments du gouvernement que flotte le drapeau chypriote. Les Chypriotes grecs arborent le drapeau grec et les Chypriotes turcs arborent le drapeau turc. Ils expriment ainsi leurs sentiments nationaux, parce que, en fait, la République de Chypre est un nouvel état, mais non point une nouvelle nation, et il n'est pas de l'intention du gouvernement chypriote de créer un sentiment national »⁶⁴⁹.

Par conséquent, l'indépendance de Chypre n'avait rien changé, car « chaque camp cultivait sa propre mémoire, une mémoire excluant et agressive »⁶⁵⁰. En 1963, le désir du Makarios d'amender la Constitution dans le but de réduire substantiellement les pouvoirs attribués à la communauté turque a été suivi par des attaques armées contre la communauté turque⁶⁵¹. Un journaliste étranger a élaboré ces événements pendant les attaques armées de 63 et 64, comme « le cercueil ou la valise » pour expliquer que « les dirigeants grecs ne voulaient laisser aux Chypriotes turcs qu'un seul choix : la mort ou l'exil »⁶⁵². Ainsi, la période 1963-74 a été marquée par des crises successives dans lesquelles, à plusieurs reprises, une guerre entre la Turquie et la Grèce a été évitée *in extremis*⁶⁵³. Pendant cette période, « les Chypriotes grecs, au lieu de militer pour un statut d'indépendance en solidarité et partenariat avec les Chypriotes turcs, ont déclenché une virulente campagne en faveur de l'union avec la Grèce »⁶⁵⁴. Cette politique a mené à de violents et parfois sanglants affrontements entre les deux communautés. Ilter Turkmen, ancien diplomate turc, note que, « pour sa part, la Turquie ne pouvait que s'opposer à l'ENOSIS qui, non seulement condamnerait les Turcs de Chypre à

⁶⁴⁷ Ibid

⁶⁴⁸ Ibid

⁶⁴⁹ La déclaration de l'archevêque Makarios, *Frankfurter Rundschau*, cité par Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, L'Institut de Politique Etrangère, Ankara, 1983, 142

⁶⁵⁰ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée*, 39

⁶⁵¹ Ilter Turkmen, « Le Problème de Chypre : Où en sommes-nous »

⁶⁵² Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, (L'Institut de Politique Etrangère, Ankara, 1983), 13

⁶⁵³ Ilter Turkmen, « Le Problème de Chypre : Où en sommes-nous »

⁶⁵⁴ Ibid

un statut de minorité opprimée, mais bouleverserait en même temps l'équilibre politique et stratégique péniblement établi dans le Traité de Lausanne entre la Turquie et la Grèce »⁶⁵⁵.

3.2. La centralité de Chypre dans la politique étrangère turque

3.2.1. L'intervention de 1974 est-elle légitime ?

A la suite d'une période de fortes tensions entre les deux communautés, et en réponse à l'ENOSIS, Bulent Ecevit, le Premier ministre turc, a déclaré son désir « d'apporter la paix » à Chypre. En fait, Ecevit avait visité Londres pour convaincre les Britanniques de prendre position contre le coup de junte des colonels grecs : « la Turquie et la Grande-Bretagne pouvaient agir ensemble en qualité de pays garants pour prévenir une mainmise grecque sur Chypre »⁶⁵⁶. Les Britanniques n'étant pas prêt à agir, le gouvernement turc s'est vu dans l'obligation d'exercer son droit d'intervention, en vertu de l'article 4 du Traité de Garantie et l'armée turque était techniquement prête. Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux notent : « un jeu complexe s'instaura entre la Grèce, la CIA et Chypre qui aboutit à un coup d'État le 15 juillet 1974, portant au pouvoir un ancien « dur » de l'EOKA, Nikos Sampson, qui se qualifiait lui-même de tueur de turcs »⁶⁵⁷. L'obsession de l'ENOSIS des Chypriotes grecs et l'appel ouvertement à « l'invasion de la Grèce » de Makarios en 1974 ont préparé le chemin pour l'intervention de la Turquie⁶⁵⁸. Ainsi, se prévalant de ses droits des traités de Garanti de Zurich et de Londres, Ankara est intervenu militairement le 20 juillet 1974, pour « empêcher à la fois l'ENOSIS et le massacre de la population turque chypriote »⁶⁵⁹ mais, en même temps cela a ouvert une crise internationale et provoquant, par contrecoup, la chute de la dictature à Athènes⁶⁶⁰.

⁶⁵⁵ Ibid

⁶⁵⁶ Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 13.

⁶⁵⁷ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée*, 48.

⁶⁵⁸ Ilter Turkmen, « Le Problème de Chypre : Où en sommes-nous et pourquoi, où allons-nous? »

⁶⁵⁹ Ibid

⁶⁶⁰ Deniz Vardar, « Chypre », *Les mots de la Turquie*, (ed.) Jean Paul Burdy, (Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2006), 22.

Les motifs et les buts de l'intervention turque ont été expliqués par la déclaration du gouvernement :

« Les forces armées turques ont lancé une *Opération de Paix* à Chypre afin de mettre fin à des décennies de luttes intercommunautaires provoquées par des éléments extrémistes et irrédentistes. Au dernier stade de la tragédie de Chypre, ces éléments extrémistes ont commencé à massacrer les membres de leur propre communauté, la communauté grecque »⁶⁶¹.

La déclaration souligne également que l'intervention turque est *légitime*, en tant qu'État garant et elle prend place, car tous les autres moyens ont été essayés avant le recours à l'action armée. De même, il précise que les forces de paix ont reçu l'ordre de ne pas tirer tant qu'il n'y avait pas de résistance armée de la part des Chypriotes grecs⁶⁶².

D'ailleurs, l'action prise est nommée *contre invasion* pour la Turquie :

« ce n'est pas une invasion, mais un acte contre l'invasion. Ce n'est pas une agression, mais un acte contre l'agression. La victoire des Forces Armées Turques sera la victoire de la justice, de la paix, de la liberté. Nous faisons appel à tous les Chypriotes grecs qui ont souffert des atrocités du terrorisme et de la dictature (...) Donnez la main à vos frères turcs pour faciliter cette victoire et bâtissez ensemble une nouvelle Chypre, libre et heureuse. Nous sommes à Chypre pour vous aider (...) Nous venons avec amour et non pas avec rancune. Nous venons non pas pour nous battre à outrance, mais pour mettre fin à vos souffrances ».⁶⁶³

Turhan Feyzioglu met en relief que *l'Opération de Paix* de la Turquie a été conçue comme l'assurance de paix pour tous les habitants de l'île, et non seulement pour la communauté turque⁶⁶⁴. En témoignage de cette hypothèse, il cite quelques discours grecs :

L'éditeur Costas Partassides écrit dans *Havarghi* : « pendant le coup d'État, des milliers de personnes parmi lesquelles se trouvaient des Chypriotes grecs en même temps que

⁶⁶¹ La déclaration du gouvernement turc, 20.07.1974, cité par Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, L'Institut de Politique Etrangère, Ankara, 1983, p14

⁶⁶² Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 14

⁶⁶³ Ibid, 14

⁶⁶⁴ Ibid, 27

des femmes turques et leurs enfants innocents, ont été massacrés par les criminels de l'EOKA »⁶⁶⁵.

Le Père Papatsestos dit : « c'est une chose difficile à admettre, mais c'est un fait que l'intervention turque nous a sauvés d'une guerre fratricide sans merci. Ils (Sampson et ses collaborateurs) avaient préparé une liste des partisans de Makarios et, sans l'intervention turque, ils les auraient tous tués »⁶⁶⁶.

Suite à l'intervention turque, il est intéressant de noter que, au contraire du discours grecque sur la légitimité de l'intervention, la Cour d'Appel d'Athènes a déclaré :

« L'intervention militaire turque à Chypre, qui fut exécutée en vertu des Accords de Zurich et de Londres, était légitime. La Turquie, en sa qualité d'État 'Garant', avait le droit de remplir ses obligations. Les vrais coupables (...) sont les officiers grecs qui ont préparé et exécuté un coup, créant ainsi les conditions pour cette intervention »⁶⁶⁷.

Dans une perspective identitaire, la Turquie a suivi une politique légitime basée sur l'identité dans l'intervention de Chypre, afin de « sauver les frères turcs »⁶⁶⁸. Umut Uzer, académicien turc, souligne que quand les éléments idéologiques et stratégiques s'unifient, l'attention de la Turquie vers un domaine spécifique augmente, ce qui est le cas dans la politique chypriote de la Turquie⁶⁶⁹. L'identité et l'intérêt s'influencent entre eux, donc se constituent, selon l'approche constructiviste. L'identité peut déterminer les intérêts et les intérêts nationaux peuvent renforcer l'usage de l'identité d'un État dans la prise de décision vers une zone spécifique tel que le cas de Chypre. D'un point de vue stratégique, « Chypre ne devait pas rester entre les mains hostiles ». Cette perspective stratégique élève les Chypriotes turcs à un niveau « minoritaire stratégique », et donne à la Turquie un statut de « protecteur d'identité turque » dans l'île. De l'autre cote, à cause des pressions nationalistes des Chypriotes turcs et de l'opinion publique turque, les décideurs ont senti la nécessité de sauver

⁶⁶⁵ Le quotidien chypriote grec Haravghi, 22 novembre 1995, cité par Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 28

⁶⁶⁶ Le quotidien d'Athènes, Ta Nea ; 28 février 1976, cité par Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, L'Institut de Politique Etrangère, Ankara, 1983, p28

⁶⁶⁷ La Cour d'Appel d'Athènes, Arrêt no 2658/79, Pierre Oberling, *The Road to Bellapais, The Turkish Chypriot Exodus to Northern Cyprus*, Brooklyn College Studies on Society in Change, no 25, 1982, p170, cité par Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 28

⁶⁶⁸ Interview avec Tahsin Ertugruloğlu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁶⁶⁹ Umut Uzer, *Identity and Turkish Foreign Policy: The Kemalist Influence in Cyprus and the Caucasus* (New York: I. B. Tauris, 2011), 187

leurs frères et sœurs (les trucs de Chypre) d'une « massacre imminent ». Nés de cette perspective, les éléments stratégiques et idéationnels interagissant ont causé l'intervention à Chypre⁶⁷⁰.

En outre, comme déjà souligné, il existe plusieurs identités à la fois harmonieuses, et conflictuelles en Turquie : turques, musulmanes, ottomanes, occidentales, orientales, etc. Dans différents cas, il est possible d'observer que les décideurs favorisent une identité parmi d'autres, selon les intérêts de la Turquie. Dans le cas de Chypre, l'identité « turque », au sens nationaliste a d'avantage, quant aux relations avec l'UE, l'identité « occidentale », basée sur le kémalisme, a la prééminence. Les préoccupations concernant Jérusalem favorisent l'identité « musulmane ». Quant à la politique vers Bosnie, par exemple, on avance les éléments d'identité « ottomane », ainsi que l'histoire commune. Une analyse compréhensive de la politique étrangère turque du point de vue constructiviste nécessite de prendre en considération toutes ces identités et de les amalgamer pour une compréhension de l'identité et les intérêts de l'État dans la poursuite des politiques spécifiques⁶⁷¹.

3.2.2. L'île divisée et les acteurs internationaux

3.2.2.1. Les États-Unis, la Grande-Bretagne l'OTAN et l'UE

Bien que les registres identitaires et idéologiques jouent un rôle dans la crise chypriote, nous ne pouvons pas la considérer comme un conflit intérieur, puisqu' « il ne s'agit pas d'un conflit entre deux fractions d'une même nation, c'est un conflit entre deux nations »⁶⁷². C'est un conflit international entre les fractions chypriotes des deux nations et « un épisode d'une tension gréco-turque » quasi continue depuis le début du XIX^{ème} siècle entre la Grèce et la Turquie⁶⁷³. D'ailleurs, le problème est international grâce à des accords de garantie établis entre les trois puissances et l'intervention d'autres institutions pour de multiples raisons.

⁶⁷⁰ Ibid, 188

⁶⁷¹ Ibid, 191

⁶⁷² Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁶⁷³ Ali L. Karaosmanoglu, « Les action militaires coercitives et non coercitives des Nations Unies », thèse de Doctorat, Université de Lausanne, (publiée par Imprimerie Pont Freres, Lausanne, 1970), 125.

En 1974, les deux pays étaient très près de la guerre, comme jamais auparavant⁶⁷⁴. En fait, les leaders de la junte grecque ont décidé de déclarer la guerre à la Turquie, mais ce n'a pas été le cas à cause de la résistance de la plupart des généraux grecs et l'état catastrophique de l'armée grecque⁶⁷⁵. De l'autre côté, la Turquie attendait que la Grèce déclare la guerre, ayant déjà mobilisé 70% de ses troupes et matériels militaires vers les côtes anatoliennes de la mer Égée, alors que seulement 30% de celles-ci étaient à Chypre⁶⁷⁶. Pendant cette période, les États-Unis n'ont pas empêché la Turquie dans ses interventions et ont préféré de rester *neutre* car, comme Kissinger a déclaré : « les intérêts stratégiques des Américains en Turquie étaient trop importants pour être à mis en péril », ils ne pouvaient donc, pas « faire pression aux turcs au delà d'un certain point ».⁶⁷⁷ D'ailleurs, les Américains prévoyaient que la guerre ne prendrait pas place, vu que l'armée grecque n'avait pas la capacité de déclarer une guerre contre la Turquie⁶⁷⁸. James Callaghan, Ministre britannique des affaires étrangères de l'époque, souligne que Kissinger ne menaçait la Turquie qu'après que l'intervention turque avait commencé, et ce sur la base de la suppression de toutes les armes nucléaires, si elle n'acceptait pas le cessez-le-feu.⁶⁷⁹⁶⁸⁰ En outre, ce n'était qu'en février 1975, le Congrès Américain a imposé un embargo militaire, et ce malgré l'opposition de l'administration⁶⁸¹.

De surcroît, l'assistance militaire de l'OTAN et des États-Unis en particulier, a créé un déséquilibre en faveur de la Turquie, provoquant un dilemme interne de sécurité⁶⁸². Quand deux pays sont en conflit, les aides militaires en se rajoutant à la perception d'insécurité, contribuent aux suspicions mutuelles. En conséquence, les adversaires peuvent décider de ne plus faire concession puisqu'ils ne savent pas l'objectif de l'acquisition des armes. Enfin, ils peuvent se trouver dans une situation avec ou sans moyen de communication pour éclaircir les malentendus⁶⁸³.

⁶⁷⁴ Hakan Akbulut, *NATO's Feuding Members : The Case of Greece and Turkey*, (Berlin : Peter Lang, 2005), 87.

⁶⁷⁵ Ibid

⁶⁷⁶ Nasuh Uslu, *Türk Amerikan İlişkilerinde Kıbrıs*, (Ankara : 21.Yüzyıl Yayınları, 2000), 277.

⁶⁷⁷ Ibid

⁶⁷⁸ Ibid

⁶⁷⁹ James Callaghan, *Time and Change*, London, 1987, p345 cité par Hakan Akbulut, *NATO's Feuding Members*, 87.

⁶⁸⁰ Les turcs ont déclaré le cessez-le-feu, le 22 juillet 1974.

⁶⁸¹ Hakan Akbulut, *NATO's Feuding Members*, 88.

⁶⁸² Ibid, 138.

⁶⁸³ Ibid

Il faut aussi souligner que les dynamiques du système international de la Guerre Froide ont facilité l'intervention de l'île⁶⁸⁴. Dans le contexte de la Guerre Froide, Chypre était un « maillon important de la chaîne de points d'appui installée par les Occidentaux aux frontières du camp soviétique ».⁶⁸⁵ Dans ce contexte bipolaire, l'OTAN s'est intéressé à la question chypriote, et ce, pour plusieurs raisons⁶⁸⁶. Tout d'abord, le conflit concernait les trois membres de l'OTAN et il existait un potentiel de guerre entre la Turquie et la Grèce. Deuxièmement, l'OTAN ne voulait pas que l'USSR intervienne directement ou indirectement dans le conflit et que l'une des parties établisse des liens avec Moscou pour renforcer sa position vis-à-vis de l'autre. La troisième raison était l'importance stratégique de l'île qui accueillait les services d'intelligence et de communication des États-Unis ainsi que les bases aériennes des Britanniques. Ainsi, comme le note Windsor, l'OTAN avait des grandes raisons pour éviter un conflit entre la Turquie et la Grèce et pour apaiser la situation à Chypre⁶⁸⁷.

Toutefois, selon Hakan Akbulut, académicien turc, l'OTAN n'a pas joué un rôle remarquable dans le conflit gréco-turc de 1974⁶⁸⁸. Cependant, l'adhésion à cette organisation a influencé les relations gréco-turques à un certain degré, alors ambivalent dans sa nature. D'un côté, l'appartenance à l'OTAN a causé l'extension du conflit vers de nouveaux domaines, et donc, de nouvelles tensions. De l'autre, l'OTAN a servi de forum de *sauvetage de dignité*, en tant que seule institution et le seul moyen de communication, où les officiers des deux pays pouvaient se rencontrer pour discuter des problèmes et éclaircir les malentendus. D'ailleurs, l'appartenance à l'OTAN pouvait aussi avoir un effet sur l'augmentation du coût politique et diplomatique de déclarer la guerre contre un allié, toutefois en le rendant pas impossible⁶⁸⁹. Par conséquent, l'OTAN n'apparaît pas comme un institution efficace dans le traitement des conflits internes, particulièrement le conflit gréco-turc⁶⁹⁰.

⁶⁸⁴ Umut Uzer, *Turkish Identity*, 190.

⁶⁸⁵ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, (Editions Karthala, Paris, 2011), 104

⁶⁸⁶ Hakan Akbulut, *NATO's Feuding Members*, 75,76.

⁶⁸⁷ Philip Windsor, *NATO and the Cyprus Crisis*, (London : Adelphi Papers, no14, 1964), 4

⁶⁸⁸ Hakan Akbulut, *NATO's Feuding Members : The Case of Greece and Turkey*, 138

⁶⁸⁹ Ibid, 139

⁶⁹⁰ Ibid, 140

Quant à la Grande Bretagne, la politique britannique à Chypre représente des éléments de continuité qui remontent à la période coloniale, et cela est perçu différemment par les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs⁶⁹¹. Emel Akcali note : « les Chypriotes grecs, aussi bien de droite que de gauche, perçoivent les États-Unis et la Grande-Bretagne comme des alliés indéfectibles de la Turquie. Les Chypriotes turcs sont persuadés du contraire »⁶⁹². De l'autre côté, Jean-François Drevet indique que la politique britannique menée à Chypre est contradictoire car, « d'une part, le *Foreign Office* affirme sa fidélité au droit international, d'autre part, il ne fait rien pour les mettre en œuvre et travaille même à la légalisation du fait accompli, par sympathie, sinon par complaisance vis-à-vis de la Turquie »⁶⁹³. Il ajoute aussi que, lorsque l'UE n'était pas présent dans la Méditerranée orientale, ces contradictions n'étaient pas très voyantes, mais désormais, elles le sont⁶⁹⁴.

Contrairement aux efforts de la Grèce et de la partie grecque de Chypre à porter le sujet au sein de l'UE, ni la Turquie ni le gouvernement du nord de l'île ne voient l'UE comme un acteur significatif pour la résolution du conflit. De plus ils sont agités par l'« européanisation » du sujet, puisqu'ils croient que les acteurs, outre la Turquie, ont la capacité d'orienter tout le processus et ce contre les intérêts de la Turquie. Ainsi, lors de la campagne électorale de 2002, l'AKP a élaboré la question chypriote en soulignant : « l'unification de l'île doit être établie avant que Chypre entre dans l'UE »⁶⁹⁵. Dans ce sens, de nombreux commentateurs estiment que l'intégration de Chypre a été une erreur de l'UE, puisque la réunification de l'île aurait dû être un préalable⁶⁹⁶. De même, les Chypriotes turcs, notamment de l'orientation nationaliste, pensent que « l'UE n'a pas de sens pour eux si la Turquie n'en devient pas membre »⁶⁹⁷.

En fait, le blocage grec à propos de la Turquie au sein de l'UE n'est pas un sujet nouveau. Comme le souligne Didier Billion,

« l'attitude grec n'est guère favorable à une décripation entre ce que certains ont appelé les frères ennemis égéens (...) il n'y a pas une seule occasion où les Grecs au

⁶⁹¹ Voir Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, (Paris : Editions Karthala, 2011), 108-115

⁶⁹² Emel Akcali, *Chypre un enjeu géopolitique actuel*, (Paris : l'Harmattan, 2010), 129

⁶⁹³ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 114

⁶⁹⁴ Ibid, 115.

⁶⁹⁵ « AKP Secim Beyannamesi » (« la manifeste d'AKP »), 3.11.2002, consulté en ligne : <http://www.akparti.org.tr/tbmm/tbmmgrup/SECİM%20beyanname-KISALTILMIŞ.doc>

⁶⁹⁶ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 26

⁶⁹⁷ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

sein de la CEE ont fait preuve d'esprit constructif (...) Pour autant, les Grecs ont posé leurs vetos à chaque fois que la question du déblocage des protocoles financiers était évoquée »⁶⁹⁸.

Ainsi, l'abandon total des revendications en mer Égée et le retrait de son armée de la partie nord de Chypre sont présentés comme les conditions préalables pour que la Grèce accepte l'adhésion de la Turquie à l'UE⁶⁹⁹.

D'ailleurs, à côté de la Grèce, à partir de son adhésion à l'UE en 2004, la règle de l'unanimité permet à Chypre de bloquer indéfiniment la candidature de la Turquie⁷⁰⁰. Ainsi, Jean-François Drevet souligne que « la réussite du processus d'adhésion contraste avec la faiblesse des progrès réalisés vers l'unification ».⁷⁰¹ En conséquence, l'intégration européenne est loin d'être le « catalyseur de la réunification, car ni les espoirs des Chypriotes turcs, ni ceux des Chypriotes grecs ne se sont concrétisés »⁷⁰². Cela a augmenté les obstacles devant la bonne conduite des relations turco-européennes⁷⁰³. Cependant, à part le domaine politique, Chypre revêt une valeur stratégique pour l'UE, dans une perspective économique, « particulièrement quand l'Europe occidentale se trouve piégée dans des troubles au Moyen-Orient »⁷⁰⁴. Ainsi, les entreprises européennes qui veulent faire des affaires avec les pays du Moyen-Orient, se servent de Chypre, pour leurs intérêts économiques⁷⁰⁵.

⁶⁹⁸ Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie*, 389

⁶⁹⁹ Ibid

⁷⁰⁰ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 26

⁷⁰¹ Ibid, 26,27

⁷⁰² Ibid, 27

⁷⁰³ L'adhésion de Chypre du Sud à l'UE a bloqué l'avancement des démarches pour un compromis même en plus a augmenté les problèmes dans les relations de la Turquie avec l'Union Européenne. La Turquie était tenue d'étendre à tous les nouveaux membres de l'UE ses obligations en vertu de l'accord de l'Union douanière de 1995. Bien que la Turquie soit prête à faire et les dispositions commerciales mises en application sans délai, les Grecs Chypriotes insistaient pour que cette application comporte en même temps la liberté pour les navires et avions battant pavillon grec chypriote de se rendre aux ports et aéroports de la Turquie. Cette situation a créé un problème, étant donné que les Grecs Chypriotes bloquaient l'initiative de la Commission de l'UE qui permettrait à Chypre du Nord d'établir des relations commerciales directes avec l'Union Européenne. En dénonçant la position de la Turquie, Chypre du Sud a bloqué plusieurs chapitres importants dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. Voir Ilter Turkmen, « Le Problème de Chypre ... ».

⁷⁰⁴ Emel Akcali, *Chypre un enjeu géopolitique actuel*, 157.

⁷⁰⁵ Ibid

3.2.2.2. L'ONU

Les Nations Unies, en tant que seule organisation internationale qui a pour objectif la résolution des conflits interétatiques et intra étatiques, ont joué, dès le début, un rôle très important dans la question chypriote. Akcali souligne qu'aucun autre, pas même celui du cachemire ou israélo-palestinien, n'a bénéficié d'autant d'efforts, de moyens et de médiations de la part de cette organisation que le problème de Chypre⁷⁰⁶. Déjà, en 1964, le Conseil de Sécurité de l'ONU avait mandaté le Secrétaire général d'une mission de bons offices et expédié dans l'île une force chargée de contribuer au maintien de la paix entre les deux communautés⁷⁰⁷. L'existence de la force de maintien de la paix (l'UNFICYP) dans l'île est l'une des plus longues opérations de ce genre dans le monde⁷⁰⁸. Cette force de l'ONU, toujours présente à Chypre, a une influence faible, et ses bases ne sont pas populaires aux yeux des Chypriotes, car, d'une part, elles ne les ont pas protégés en 1974, ni contre le coup d'État des colonels grecs, ni contre l'intervention de l'armée turque⁷⁰⁹.

Chypre, qui a résisté les efforts d'unification onusiens, est divisée en quatre parties séparées et contrôlées par des pouvoirs différents depuis 1974 : au nord, la République turque de Chypre du nord (RTCN), au sud, la zone sous le contrôle du gouvernement de Chypre, entre les deux, une zone tampon, où la sécurité est du ressort de la force d'interposition des Nations Unies (UNFICYP) et sur la cote sud, les deux territoires des bases souveraines britanniques⁷¹⁰.

La zone tampon et la ligne « verte »

Une ligne de cessez-le feu, de 180 km au total d'une extrémité de l'île à l'autre, divise Chypre artificiellement. La qualification de « verte » vient du fait qu'elle a été tracée par les officiers britanniques à Nicosie en 1964 avec un crayon vert, elle est aussi appelée ligne Attila en référence au nom de code de l'intervention turque de 1974⁷¹¹. La ligne est restée infranchissable de 1974 à 2003. L'administration du nord a rouvert la ligne verte le 23 avril

⁷⁰⁶ Ibid

⁷⁰⁷ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 107.

⁷⁰⁸ Emel Akcali, *Chypre un enjeu géopolitique actuel*, 147

⁷⁰⁹ Jean-François Drevet, *Chypre: Entre l'Europe Et la Turquie*, 107

⁷¹⁰ Ibid, 29

⁷¹¹ Ibid, 30

2003, juste après la signature du traité d'adhésion de Chypre⁷¹². A partir de cette date, les Chypriotes grecs peuvent désormais passer au Nord, dans la zone turque, et vice-versa, en traversant la ligne à Nicosie, la seule capitale européenne coupée en deux⁷¹³.

En outre, cette ligne de cessez-le-feu est devenue *de facto* une des limites externes de l'UE, ce qui a eu d'importantes conséquences juridiques, depuis l'adhésion de Chypre en 2004⁷¹⁴. Jean-François Drevet note :

« on trouve ici le problème des conciliations à apporter entre le fait et le droit : personne, y compris la Turquie, ne la reconnaît comme une frontière, mais elle l'est de facto. Il faut bien la gérer, notamment pour l'UE qui est concernée par le régime des échanges et affectée par l'immigration clandestine. Les formalités de passage pour les personnes sont plus strictes que dans la plupart des pays européens : elles impliquent non seulement un contrôle d'identité des autorités du nord, mais l'apposition d'un cachet sur une feuille volante à en-tête de la RTCN. Au Sud, les Chypriotes turcs sont admis, mais pas les immigrés anatoliens. Peuvent également bénéficier les ressortissants des pays non soumis à l'obligation de visa (notamment les Européens). Les Turcs et les autres nationaux doivent se procurer un visa »⁷¹⁵.

Quant à la circulation des marchandises, l'ouverture de la ligne verte permet aux Chypriotes turcs de commercer avec le sud et d'exporter leur produits, sauf les produits importés de Turquie, par Larnaca⁷¹⁶ et ce, selon la *Green line régulation*.

3.2.2.3. La RTCN et les organisations internationales « on existe mais on n'existe pas ! »

La République turque de Chypre du nord (RTCN) : l'« enfant-patrie »⁷¹⁷ de la Turquie

L'administration de Chypre du nord, autoproclamée « République Turque de Chypre du Nord (RTCN) », Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC), en turc « Kuzey Kıbrıs

⁷¹² Depuis l'ouverture d'une nouvelle route en octobre 2010, sept points de passage sont accessibles. Voir Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 30

⁷¹³ Nathalie Van Batten « Chypre : 'J'ai franchi la 'ligne verte' » consulté en ligne <http://www.europeplusnet.com/article344.html>

⁷¹⁴ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 31

⁷¹⁵ Ibid, 34

⁷¹⁶ The Green Line Régulation ; Règlement du Conseil no 866/2004 du 29 avril 2004.

⁷¹⁷ « Enfant-patrie » (*yavru vatan*) est l'expression utilisée dans la littérature officielle pour décrire la partie du nord de Chypre, par référence à la « mère patrie » turque

Türk Cumhuriyeti » (KKTC) n'est pas reconnu au sein international et les termes utilisés par les acteurs internationaux pour désigner cette zone sont multiples. Le gouvernement de Chypre utilise le terme de « zone occupée » ; l'UE reprend les termes utilisés pour l'Allemagne de l'Est en 1957 : « les zones de la République de Chypre dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas un contrôle effectif », la Cour des Droits de l'Homme de Strasbourg accepte qu'elle soit administrée par « a subordinate local administration of Turkey »⁷¹⁸. Ainsi, Chypre du Nord rejoint d'autres entités inexistantes en droit international : dans le passé, les Bantoustans d'Afrique du sud, plus récemment certains territoires de l'ex-URSS (la Transnistrie, l'Abkhazie, le Nagorno-Karabakh), dont l'« indépendance » est reconnue, dans des meilleurs cas, par quelques pays complaisants⁷¹⁹.

A quel niveau la RTCN et les Turcs de Chypre sont-ils inclus et représentés dans le jeu politique régional et international, dans les coopérations supra-étatiques ? La réponse est simple, pour eux : ils ne se sentent pas comme des acteurs qui peuvent influencer les balances du jeu international, car c'est la partie grecque qui représente l'île au nom de tous les Chypriotes en tant qu'« interlocuteur légitime » ils se sentent donc, complètement exclus⁷²⁰. En ce qui concerne la coopération euro-méditerranéenne, la troisième grande île de la Méditerranée n'est pas représentée dans sa totalité, en termes de représentation des communautés, ce qui risque aussi la coopération socio-politique. Quant à la sécurité méditerranéenne, le sentiment d'exclusion est encore plus grand, comme Tahsin Ertugruloğlu, ancien Ministre des affaires étrangères de RTCN, le souligne dans un entretien qu'il nous a accordé :

« Ni les Chypriotes grecs ni les Chypriotes turcs, on n'est pas des vrais acteurs dans l'île. Ce qui détermine tous les processus, ce sont les grandes puissances. En tant que Turcs de Chypre, on n'existe que si l'on agit avec la Turquie, sinon, on n'a pas la qualité d'être des acteurs dans la *realpolitik*. On n'est pas non plus des acteurs dans la Méditerranée. Dans ce sens, en fait, à part les pays européens, il n'y a pas d'autre acteur, par exemple, les pays d'Afrique du nord ne peuvent pas influencer le processus non plus, ils dépendent des intérêts des pays européens. Ce qui nous concerne en Méditerranée, c'est une Turquie plus puissante. Les intérêts de la Turquie et ceux des chypriotes turcs sont communs dans la Méditerranée. Dans notre géographie, la

⁷¹⁸ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 43

⁷¹⁹ Ibid

⁷²⁰ Interview avec Tahsin Ertugruloğlu, Ministre des Affaires Etrangères du RTCN au cours du projet de réunification du Chypre connu comme plan Annan (2004), 25.06.2014, Strasbourg, France

priorité est l'intérêt de la Turquie, plus que les nôtres, car ils défendent aussi nos intérêts. Si la Turquie devient plus puissante, nous aussi deviendrons plus puissant. En outre, les ressources naturelles, seront plus rentables s'ils trouvent des débouchés en passant par la Turquie »⁷²¹.

La semi-representation de la communauté turque de Chypre figure aussi au sein de Conseil de l'Europe⁷²². Chypre devient membre de Conseil de l'Europe en 1960, elle obtient 3 sièges dont 2 représenté par les grecs, un par les turcs. En 1968, la représentation de Chypre a été suspendue, et depuis l'auto-proclamation de RTCN en 1983, la représentation se fait par les Grecs au nom de la République de Chypre. Après que les Turcs de Chypre ont voté en faveur du plan Annan au référendum de 2004, ils ont obtenu 2 sièges de représentation au nom de la société turque de Chypre, au sein de Conseil de l'Europe. Dès lors, ils participent aux Assemblées parlementaires régulièrement, en tant que représentants élus du peuple turc, mais sans droit de vote. Il convient d'expliquer la situation des Turcs de Chypre au sein des organisations internationales : « on existe mais on n'existe pas » comme le dit Tahsin Ertugruloglu, ancien Ministre des affaires étrangères de Chypre du Nord, qui est aussi l'un des représentants de la RTCN au sein de Conseil de l'Europe⁷²³. Il ajoute qu'ils ne sont pas contents, ni satisfaits de cette semi-existence au sein des institutions européennes, mais en fait il est préférable à une non-existence⁷²⁴. Cette perception d'être « ni dedans ni dehors »⁷²⁵ est également ressenti avec leur accès aux passeports et aux avantages sociaux de la RdC, sans qu'ils y soient représentés⁷²⁶.

⁷²¹ Ibid

⁷²² Pour examiner le statut de RTCN au sein des institutions européens et internationales, on choisit comme étude de cas : le Conseil de l'Europe dont on a eu l'occasion d'interviewer ses représentantes.

⁷²³ Chypriote Turc, Membre du Parlement Chypriote, il était le Ministre des Affaires Etrangères du RTCN au cours du projet de réunification du Chypre connu comme plan Annan (2004) qui a été rejeté par la partie grecque de l'île.

⁷²⁴ Interview avec Tahsin Ertugruloglu, ancien Ministre des Affaires Etrangères du RTCN, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁷²⁵ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 65,66

⁷²⁶ « Les chypriotes turcs ayant acquis des documents du GdC (fin 2010, 84.000 cartes d'identité et 55.000 passeports ont été distribués) bénéficient des avantages de leur citoyenneté. « Rum kesimine pasaport gocu » *Milliyet*, 05.10.2011, consulté en ligne : <http://www.milliyet.com.tr/rum-kesimine-pasaport-gocu/gundem/gundemdetay/06.10.2011/1447327/default.htm>

3.3. La perspective socio-politique : le conflit des deux nationalismes « Chypre est grec ! » versus « Chypre ne sera pas une nouvelle Crète ! »

La narration et la réminiscence de l'histoire jouent un rôle significatif sur le conflit en cours. L'histoire de Chypre est divisée en deux comme la géographie de l'île : l'histoire des Grecs et celle des Turcs⁷²⁷. Cela ne provoque pas seulement l'homogénéisation de l'histoire de Chypre en tant qu'histoires des deux parties en conflit, cela supprime aussi la possibilité de croire à l'existence d'autres histoires (et l'histoire des 'autres') dans le discours officiel d'une partie⁷²⁸. L'exclusion de l'histoire de l'« autre » dans les définitions identitaires devient plus claire quand on analyse les manuels scolaires des deux nations⁷²⁹. Par exemple, Stavroula Philippou qui a examiné les manuels scolaires, indique que « la narration officielle de l'histoire des Chypriotes grecs constitue la base de la construction identitaire chypriote aux yeux des Chypriotes grecs et ce, en excluant toutes les communautés et groupes, excepté les Grecs »⁷³⁰.

Par ailleurs, l'existence de deux narrations officielles, provoque l'émergence d'une dualité académique sur l'histoire récente de l'île⁷³¹. Basés sur les discours officiels, sur les travaux académiques et sur les reproductions des médias de masse, les deux nationalismes forment leurs propres images, stéréotypes et symboles pour provoquer le sens de l'altérité. Ces reproductions, conscientes ou inconscientes, rajoutées à la mémoire personnelle ou familiale des événements vécus au cours de l'histoire, contribuent à la mémoire collective

⁷²⁷ Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis, "Introduction : Modalities of Time, History and Memory in Ethnonational Conflicts," in *Cyprus and the politics of memory: History, community and conflict*, ed. Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis (London: I.B. Tauris, 2012), 1.

⁷²⁸ Ibid

⁷²⁹ A ce propos voir Mete Hatay, Yiannis Papadakis, « A critical Comparison of Greek Cypriot and Turkish Cypriot Official Histographies (1940s to Present) in, *Cyprus and the Politics of Memory, History, Community and Conflict*, Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis (eds.), London : I.B. Tauris, 2012 , 27-51 ; Stavroula Philippou, « Official Histories in Greek Cypriot Geography and Civis Curricula » in *Cyprus and the Politics of Memory, History, Community and Conflict*, Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis (eds.) (London : I.B. Tauris, 2012) , 51-70 ; Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée, 1964-2005*, (Lyon : Aedelsa Editions, 2005).

⁷³⁰ Stavroula Philippou, « Official Histories in Greek Cypriot Geography and Civis Curricula » in *Cyprus and the Politics of Memory, History, Community and Conflict*, Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis (eds.) (London : I.B. Tauris, 2012) , 51-70, 64.

⁷³¹ Stavroula Philippou, « Official Histories in Greek Cypriot Geography and Civis Curricula » in *Cyprus and the Politics of Memory, History, Community and Conflict*, Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis (eds.) London : I.B. Tauris, 2012 , pp 51-70, p64 ; et voir aussi, Mete Hatay, Yiannis Papadakis, « A critical Comparison of Greek Cypriot and Turkish Cypriot Official Histographies (1940s to Present) in, *Cyprus and the Politics of Memory, History, Community and Conflict*, Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis (eds.), (London : I.B. Tauris, 2012) , 27-51.

« nationale ». Ainsi, leurs *traumatismes*, qui empêchent un dialogue intercommunautaire, restent vivants au sein des deux nations.

3.3. 1. Le traumatisme crétois de la communauté chypriote turque

Lorsque les confrontations entre les deux communautés ont commencé en 1964, « une génération entière avait déjà été nourrie des récits héroïques produits par les *mères patries* »⁷³². En s'appuyant sur la guerre turco-grecque de 1919 à 1923, les constructions nationales rejetaient *l'ennemie héréditaire*, et les programmes d'enseignement importés de Turquie ou de Grèce contribuaient à former des *blocs solides*⁷³³. De plus, des événements plus anciens, notamment les expulsions des musulmans turco-crétois de la Crète⁷³⁴, sont toujours vivantes dans l'imaginaire des Chypriotes turcs. Dans ce sens, les préoccupations des Turcs se nourrissent de la mémoire des événements vécus en Crète, plus que des incidents intercommunautaires survenus à Chypre⁷³⁵. Etienne Copeaux et Claire-Mauss Copeaux notent

: « Dans l'imaginaire turc, l'expulsion de la Crète est une blessure comparable à celle que les Arabes subirent en Andalousie. Le traumatisme était à vif en 1915 lors de la proposition de la cession de Chypre à la Grèce. Pour les Chypriotes turcs, il a été réactivé à chaque crise intercommunautaire par les dirigeants turco-chypriotes. Aujourd'hui encore, prononcer le seul nom de la Crète, c'est évoquer une menace qui pèse sur l'existence même de la communauté turque de Chypre. L'évènement est devenu pour la propagande, le stéréotype du malheur, refusé par le slogan 'Chypre ne sera pas une nouvelle Crète' »⁷³⁶.

⁷³² Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée*, 183.

⁷³³ Ibid

⁷³⁴ « Au XIXe siècle, la Crète ottomane était peuplée d'une forte minorité musulmane, généralement grécophone. Mais à la suite de l'insurrection chrétienne de 1897, l'île devint semi-autonome, puis fut annexé à la Grèce en 1912, l'année des incidents de Limassol. Les grecs expulsèrent les musulmans « turco-crétois » dont certaines s'installèrent alors à Chypre, d'autres en Syrie. Le plus souvent, leurs lieux de mémoire furent ruinés ou détruits. A Réthymnon, deux mosquées historiques ont été conservées mais rien n'indique que le beau jardin public, près de la vieille ville, a été aménagé sur l'emplacement de l'ancien cimetière musulman ». Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée, 1964-2005*, (Aedelsa Editions, Lyon, 2005), 27.

⁷³⁵ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée, 1964-2005*, 27 ; Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 13 ; Rauf R. Denktas, *Kibris Girit Olmasin*, (Istanbul : Remzi Kitabevi, 2004).

⁷³⁶ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée*, 27, 28.

Les événements survenus en Crète constituent la base des préjugés et de la méfiance turque vis-à-vis des Grecs et souvent représentés comme une tragédie permettant de tirer des leçons. Ainsi, Turhan Feyzioglu, académicien, juriste, homme politique qui a aussi été le Ministre de l'Education nationale et vice-Premier ministre de la Turquie, précise :

« Les Chypriotes turcs et la Turquie savaient fort bien qu'après l'annexion de la Crète à la Grèce, la très nombreuse et très prospère communauté turque, à laquelle on avait donné tant de garanties verbales, avait été complètement éliminée : on ne trouve plus de crétois turcs en Crète, les seuls survivants et leurs enfants vivent aujourd'hui éparpillés dans différents endroits en Turquie. L'exemple de l'autonomie crétoise suivie par l'Enosis est plein de leçons, pour la communauté turque de Chypre. Cette communauté connaissait fort bien le but ultime des dirigeants Grecs et des Chypriotes grecs »⁷³⁷.

D'ailleurs, le livre *Kibris Girit Olmasin (Que Chypre ne devienne pas la Crète)*⁷³⁸ du Rauf Denktas, Président fondateur du Chypre du Nord, est une preuve que le *trauma crétois* est toujours vivant, dans l'imaginaire des chypriotes turcs. Dans son ouvrage, en répondant aux critiques apportées à son caractère « de ne pas être en faveur d'un rapprochement gréco-turc », et sa présidence « de ne pas avoir trouvé une base pour la résolution du conflit », Denktas souligne que les Grecs niaient l'existence de la communauté turque, et qu'ils avaient commis un « génocide de Turcs »⁷³⁹. En s'adressant aux Chypriotes turcs et en leur conseillant de se protéger contre les Grecs, il cite quelques discours grecs afin de justifier son argument selon lequel les Chypriotes grecs veulent éliminer les Turcs de l'île, dès que la situation le permettra. Voici quelques exemples cités par Denktas pour justifier son propos vis-à-vis des Grecs :

To Periodiko :

« Vous savez pourquoi les Crétois se sont sauvés ? Une nuit ils se sont révoltés contre les Turcs et ils les ont supprimé en les égorgeant. On a eu la chance de morceler les Chypriotes turcs mais nos leaders ont gâché et échoué (...) Turc est un Turc, tous ressemblent à des chiens ».⁷⁴⁰

⁷³⁷ Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 13.

⁷³⁸ Rauf R. Denktas, *Kibris Girit Olmasin*, (Istanbul : Remzi Kitabevi, 2004).

⁷³⁹ Basant sur la théorisation de huit étapes d'un génocide de Gregory H. Stanton, il argumente que, depuis 1963, les grecs ont effectué chacun de ces huit étapes vers les turcs dans un sens planifié.

Rauf R. Denktas, *Kibris Girit Olmasin*, (Istanbul : Remzi Kitabevi, 2004), 144.

⁷⁴⁰ *To Periodiko*, juillet 1993, cité par Rauf R. Denktas, *Kibris Girit Olmasin*, 7.

De même, il cite l'un des discours de l'ancien général grec, Yeoryios Siradakis :

« Chypre c'est quoi ? N'est-ce pas la Grèce ? Si quelqu'un ne croit pas que Chypre c'est la Grèce, moi je ne suis pas l'un de ces gens. Au contraire, je dis aux Grecs qui viennent à Chypre, que vous n'êtes pas à l'étranger, parce qu'ici c'est la Grèce (...) Si les Grecs crétois vivaient à Chypre aujourd'hui, il ne resterait pas même un seul Turc au nord ». ⁷⁴¹

3.3. 2. La perspective grecque « Chypre est grecque ! »

Selon Turhan Feyzioglu, « les dirigeants Chypriotes grecs n'ont jamais essayé de créer une atmosphère de confiance, de respect et de coopération mutuels, pour ne pas parler de sentiment d'unité nationale »⁷⁴². Un ancien ministre Chypriote grec de l'éducation, M. Petrides, paraissant à la télévision sous contrôle Chypriote grec, à Nicosie, en tant que modérateur d'un jeu télévisé à l'intention des élèves des écoles primaires, leur avait posé la question suivante : « qui a crucifié le Christ ? » La réponse immédiate de l'un des enfants a été : « les Turcs ». La réponse de Pétries a été aussi rapide que surprenante : « non, a-t-il dit, ce ne sont pas les Turcs qui ont crucifié le Christ, mais je vais quand même te donner une bonne note, car tu sais qui est ton ennemi national »⁷⁴³. Ce qui est souligné par Feyzioglu, c'est que ces paroles ont été prononcées par un ancien ministre Chypriote grec de l'éducation, à la télévision, où elles pouvaient être entendues non seulement par des élèves de l'école primaire, mais par toute la population chypriote, turque et grecque. « Cette déclaration pernicieuse et provoquante d'un ex-ministre n'a provoqué aucune réaction de la part du président, ni de la presse chypriote grecque »⁷⁴⁴.

Par ailleurs, le monde académique élabore souvent le poids de la religion en Turquie en se demandant à quel niveau la religion est un élément déterminant de la sphère politique. Ce qui est intéressant à propos de la question chypriote, au contraire de la Turquie, c'est que les Grecs ont été influencés par le poids et le rôle de la religion et de l'église grecque. Manolis Vasilakis, journaliste, écrivain grec, note que « l'église grecque qui représente la religion commune en Grèce utilise un discours tout à fait politique », qui est « parallèle à l'idéologie

⁷⁴¹ Yeoryios Siradakis, *Selides*, 8 octobre 1992, cité par Rauf R. Denktas, *Kibris Girit Olmasin*, 7.

⁷⁴² Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 142.

⁷⁴³ Document des Nations Unies, A/SPC/PV 922, 29 Octobre 1974, paragraphe 53-54. Cité par Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 142.

⁷⁴⁴ Turhan Feyzioglu, *Chypre, Mythes et Realités, Documents sur le Problème de Chypre*, 143.

de l'État, dans la sphère publique »⁷⁴⁵. Ainsi, l'église grecque et l'État grec ont développé des discours idéologiques et officiels similaires pour renforcer le nationalisme au plan politique⁷⁴⁶. Nous reprenons quelques discours des autorités religieuses grecs représentant « l'orthodoxie hellénique » que Vasilakis⁷⁴⁷ souligne pour montrer comment l'inimitié contre les turcs a été renforcée. L'archevêque grec Hristodulos explique : « ce qu'on a besoin au sujet de Chypre, ce sont des canons ». En ce qui concerne le plan Annan et les démarches vers une solution au conflit, Hristodulos exprime ses idées ainsi : « au sujet de Chypre, est-ce qu'on veut la paix et l'esclavage ou la guerre et l'indépendance ? C'est ça le dilemme et les Grecs ont toujours répondu, et sans hésiter : « la guerre » ! Vasilakis note aussi qu'après la mort de Hristodulos, l'archevêque Ieronimos (février 2008), n'a pas prononcé le même discours, étant resté en dehors de la sphère politique. Donc, à côté de l'héritage institutionnel, idéologique et philosophique, c'est aussi le choix et la personnalité du représentant qui compte⁷⁴⁸.

3.4. La politique chypriote de l'AKP : le Chypre s'agit-il toujours de « cause nationale » pour la Turquie ?

Malgré sa popularité dans l'actualité turque, la question chypriote n'a pas été suffisamment discutée en vue d'une solution définitive. « Méconnue par la société »⁷⁴⁹, elle n'a été utilisée que pendant les campagnes électorales afin de contribuer aux discours nationalistes⁷⁵⁰. Il n'existe pas un consensus sur la question chypriote et il n'existe pas une thèse officielle persistante turque sur le sujet⁷⁵¹. D'un autre côté, « ce qui n'est pas le cas en Grèce où le sujet est régulièrement exploité par la classe politique, le conflit n'a jamais été électoralement payant en Turquie »⁷⁵².

⁷⁴⁵ Manolis Vasilakis, « Bir Kilisenin Milli Soylemi » in *Sozde Masum Milliyetcilik*, ed. Herkul Millas (Istanbul : Kitap Yayınevi, 2010), 239

⁷⁴⁶ Ibid

⁷⁴⁷ Ibid, 244,245.

⁷⁴⁸ Ibid, 244, 245, 248.

⁷⁴⁹ Mehmet Ali Birand, « Kıbrıs Belgeseli », Documentaire sur la Chypre, Partie I

⁷⁵⁰ Mehmet Hasguler, *Kıbrıs'da Enosis ve Taksim Politikalarının Sonu*, 64

⁷⁵¹ Ibid, 66

⁷⁵² Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, 136,137

Le soutien pour les chypriotes turcs va de soi en Turquie. Par exemple, ne pas soutenir Rauf Denktas (Président du 1976-2005) risquait d'entraîner des attaques de la part des autres partis. De même, le soutenir n'était pas particulièrement un objet électoral⁷⁵³. Comme le note Gilles Bertrand, « le discours nationaliste en politique extérieure est si commun au sein de la classe politique et les problèmes économiques, politiques et sociaux si graves qu'une attitude plus ou moins intransigeante à l'égard de la Grèce n'est certainement pas un facteur déterminant du vote »⁷⁵⁴.

Par ailleurs, Tahsin Ertugruloğlu, connu comme ultra nationaliste à Chypre, affirme que l'AKP a suivi une politique non habituelle. Il précise :

« la politique chypriote de la Turquie ne représente pas une continuité totale, il y a eu des périodes de rupture. Par exemple, Bulent Ecevit, le Premier ministre de l'intervention de 74, on le respecte, par contre, c'est aussi lui qui a ouvert la voie d'adhésion à l'UE pour la partie grecque. De l'autre côté, après le Sommet d'Helsinki, le MHP, parti nationaliste, était le partenaire de la coalition en Turquie, et il y avait des vraies contradictions au niveau des discours et des actions. Donc, on ne peut pas dire, qu'on soutient tel parti, ou tel idéologie en Turquie. On croit que, quel que soit le parti au pouvoir en Turquie, il défend nos intérêts au maximum, ce qui est le cas aussi avec l'AKP »⁷⁵⁵.

Egalement, les diplomates turcs que nous avons pu interviewer soulignent : « la question chypriote consiste l'une des axes principaux de la Turquie et aucun gouvernement au pouvoir ne peut abandonner de soutenir les Chypriotes turcs »⁷⁵⁶.

Cependant, Tugrul Turkes, député du MHP (parti nationaliste), que nous avons interviewé, critique la politique chypriote de l'AKP. Il souligne que Chypre n'est plus considérée comme *la cause nationale* et Davutoglu, Ministre des affaires étrangères l'accepte comme une question, même un fardeau sur dos »⁷⁵⁷. Car, pour lui, « les sujets dits nationaux par l'AKP présentent autant des diversités, y compris Gaza, Tripoli, Damas, Bagdad, Caire,

⁷⁵³ Ibid, 143

⁷⁵⁴ Ibid

⁷⁵⁵ Entretien avec Tahsin Ertugruloğlu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁷⁵⁶ Entretien avec les diplomates turcs, le Consulat Générale de Turquie à Paris, 23.06.2014, Paris, France

⁷⁵⁷ Entretien avec Tugrul Turkes, 25.06.2014, Strasbourg, France

Tunis, que notre vrai sujet national, Chypre, devient banalisée »⁷⁵⁸. Il ajoute : « on entend dans les coulisses près d'AKP que si Israël, et ce, en partenariat avec la partie grecque de Chypre, arrive à accéder aux ressources pétrolière au sud de l'île, la Turquie pourrait signer un accord au prix de ne plus soutenir les Chypriotes turcs »⁷⁵⁹. Quand nous avons demandé à Ertugruloglu, nationaliste convaincu, s'il était d'accord avec l'argument de Turkes que 'Chypre n'est plus la cause nationale pour la Turquie', il nous a répondu :

« à la suite de referendum, on a encore une fois compris que, quelle que soit l'orientation idéologique du gouvernement en Turquie, elle défendrait nos intérêts, et ce, quelle que soit la situation. Le gouvernement en Turquie est considéré en même temps comme le gouvernement des Chypriotes turques, les politiques peuvent changer selon le gouvernement au pouvoir mais l'objectif définitif ne change jamais : on ne tourne jamais le dos à Chypre ! Même si cela est contre les intérêts turcs du moment »⁷⁶⁰.

D'un autre côté, la politique intérieure de la partie nord de l'île a connu des mutations à partir des années 2000. Avec la nouvelle actualité sur l'entrée à l'UE, des nouveaux partis politiques socialistes sont apparus comme des alternatives aux partis nationalistes préexistants. L'argument de ces nouveaux partis se concentrait sur l'idéologie de 'kibriscilik' qui peut être traduite comme « chypriété » ou « chypriotisme » et ils défendaient « la patrie commune partagée avec les Grecs »⁷⁶¹. De même, ils ont contesté l'influence de la Turquie et la présence de l'armée turque dans l'île. Ces partis ont pu facilement toucher l'électorat à cause des problèmes vécus aux niveaux social et économique. Dans ce nouveau contexte, ce discours a pris d'avantage au leadership de Mehmet Ali Talat⁷⁶². Au cours des élections en 2003, les discussions autour du plan Annan étaient plus influentes que la propagande des élections, sur l'électorat. Ainsi, la compétition a eu lieu entre les partis de gauche soutenus par l'UE, la Grèce, et les Etats-Unis, et les partis de droite du nationalisme turque⁷⁶³. Toutefois, quelle que soit la situation, pour les partis de droite à tendance nationaliste, la présence de la

⁷⁵⁸ Discours de Tugrul Turkes, député et vice président du MHP, Assemblée Nationale de Turquie, 06.06.2012 http://www.tbmm.gov.tr/develop/owa/genel_kurul.cl_getir?pEid=3297

⁷⁵⁹ Ibid

⁷⁶⁰ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁷⁶¹ Yildiz Celiktas, « AKP Hukümeti döneminde Türkiye-Yunanistan İlişkilerinde Kıbrıs Sorunu » consulté en ligne http://www.academia.edu/6793839/AKP_Hükümeti_Dönemi_Türkiye-Yunanistan_İlişkilerinde_Kıbrıs_Sorunu

⁷⁶² Mehmet Ali Talat est devenu le président de KKTC en 2005 et occupé cette poste jusqu'au 2010.

⁷⁶³ Hasan Ikizer, *Kıbrıs : İki Ulus İki Devlet*, (Ankara : Kıbrıs Türk Kultur Dernegi Yayinlari, 2007), 71-75.

Turquie dans l'île reste obligatoire⁷⁶⁴.

3.5. Vers la résolution du conflit : la Réunification éventuelle de l'île

3.5. 1. Le Plan Annan et le referendum du 24 avril 2004

Il s'agit de la cinquième version du plan Annan, qui a été soumise à un référendum dans les deux communautés le 24 avril 2004. « Le délégué de l'ONU pour Chypre, Alvaro de Sato, a prévenu qu'il n'y aurait pas d'autre version, et qu'en cas d'échec, l'institution internationale mettrait fin à ses missions de médiation dans l'île »⁷⁶⁵.

Les autorités des deux côtés préconisaient de voter « non ». Les adversaires du plan au sud disaient que « Kyrenia n'est pas à vendre ! ». Quant à nord, les partisans de Denktas demandaient le refus de « l'hellénisation de Chypre ». Denktas n'était plus le président de Chypre ni de soutien ferme de la Turquie. Pour Denktas, le Plan Annan était en rapport avec le désir des Grecs d'assurer l'ENOSIS en attachant Chypre à la Grèce, il ne comprenait donc pas pourquoi la Turquie défendait autant ce plan⁷⁶⁶. La position officielle turque ainsi que la plupart des ONGs étaient de voter « oui » car, signifiait, pour eux, « une identité et une souveraineté garanties et la possibilité de se joindre à l'UE et au monde, tout en restant sur leurs terres »⁷⁶⁷. Le 24 avril, 65% des Chypriotes turcs n'écoutaient pas leurs dirigeants, ils approuvaient le plan Annan, et les Grecs suivaient les leurs en le refusant à 75%.⁷⁶⁸

Tahsin Ertugruloglu affirme :

« Au départ, nous étions tout à fait contre le plan Annan, on avait l'intention de voter 'non' puisqu'on pensait que cela supprimerait tous nos efforts antérieurs. On était en conflit avec Ankara qui était favorable au plan Annan, et à la fin ils nous ont persuadé de voter 'oui'. Par la suite, on a constaté que la politique chypriote de la Turquie était bien rationnelle et logique puisque qu'ils prévoyaient peut-être le rejet de la partie grecque »⁷⁶⁹.

⁷⁶⁴ Yilmaz Colak, « KKTC Siyaseti ve Kibris Sorunu », *SDE Analiz* consulté en ligne : http://www.sde.org.tr/userfiles/file/SDE_Analiz-Kibris.pdf

⁷⁶⁵ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée*, 217

⁷⁶⁶ Rauf R. Denktas, *Kibris Girit Olmasin*, (Istanbul : Remzi Kitabevi, 2004), 116, 117

⁷⁶⁷ Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre Divisée*, 217

⁷⁶⁸ Ibid

⁷⁶⁹ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

Le rejet du plan Annan par la partie grec n'était pas rationnel aux yeux des Chypriotes turcs et « il justifiait que les Grecs avaient des obsessions et qu'il voyaient Chypre comme une île hellénique ». Selon Ertugruloglu, les Grecs disent :

« Même si l'on dit non au plan Annan, on ne perd rien, on est déjà connu par la société internationale ; c'est nous qui représentons Chypre au sein des organisations internationales, on est la seule autorité représentative ; il ne s'agit pas de deux sociétés égales, donc pourquoi laisser partager le gâteau avec les Turcs ? En tout cas, on entre dans l'UE même si l'on dit non au référendum »⁷⁷⁰.

Même si les nationalistes Chypriotes turcs ont critiqué le plan Annan et qu'ils étaient contre dès le départ, à son acceptation, Ertugruloglu nous a avoué qu'il était satisfait que les Turcs de Chypre aient voté en faveur du plan. Il s'est exprimé ainsi :

« Dans notre île, on vit dans un monde unipolaire aux sujets de la politique étrangère et on ne s'occupe que de nos soucis, par contre la politique étrangère turque prend en considération un monde multipolaire. Dans ce sens, un pas qui apparaît très simple pour nous, peut avoir d'autres significations pour la Turquie »⁷⁷¹.

Il a ajouté : « Maintenant, en votant en faveur du plan Annan, on a prouvé deux choses : la première, c'est que nous souhaitons une solution, même si cela est contre nos arguments défendus depuis des années ; et la seconde, c'est que la partie grecque veut maintenir le statu quo en réduisant les Turcs à un statut minoritaire »⁷⁷².

3.5.2. Quelle solution pour l'avenir de Chypre ?

Puisqu'on perçoit différemment la question, la voie de solution est différente pour les parties concernées. D'un côté, les observateurs ne voient pas d'alternative à la réunification de l'île, notamment depuis l'adhésion chypriote à l'UE, et les négociations discrètes entre le Nord et le Sud ont repris en février 2014, sous l'égide de l'ONU, grâce à l'appui marqué de Washington, après avoir été suspendues en 2012⁷⁷³. Cependant, les nationalistes de RTCN sont sceptiques comme le souligne Ertugruloglu : « Je ne crois pas que les négociations mène

⁷⁷⁰ Ibid

⁷⁷¹ Ibid

⁷⁷² Ibid

⁷⁷³ « Une double liste pour un pays coupé en deux », *AFP, la libération*, 19.05.2014, consulté en ligne : http://www.liberation.fr/monde/2014/05/19/une-double-liste-pour-un-pays-coupe-en-deux_1021287

à une solution. Notre priorité est d'être reconnu en tant qu'un État légitime et indépendant, sinon un État fédéral fondé sur l'égalité des deux nations. Si ce n'est pas le cas, l'unification de l'île qui réduit le peuple turc de Chypre à un statut minoritaire n'est pas acceptable pour nous »⁷⁷⁴.

Comme le souligne Jean-François Drevet, la réunification éventuelle apparaît très difficile sur tous les plans : démographique, politique, économique⁷⁷⁵. D'ailleurs, ni la partie grecque, depuis l'adhésion à l'UE, ni la partie turque ne croient à une résolution qui pourrait satisfaire les deux parties en même temps, ils essaient donc de maintenir le *statu quo*⁷⁷⁶. Ainsi, l'ex-Ministre des affaires étrangères de la partie nord souligne : « le *statu quo* paraît plus logique puisque notre conflit ne constitue pas les premiers rangs dans la liste des problèmes mondiaux, donc, on ne croit pas que la résolution ait lieu dans un avenir proche. D'ailleurs, la partie grecque a obtenu tout qu'elle voulait, en tant que la représentante légitime de Chypre au sein international, quant à nous, on n'est pas sous la menace armée, on a notre État, même s'il n'est connu que par la Turquie »⁷⁷⁷. Ainsi, « ... quelle que soit leur opinion sur la Turquie et sa politique, ils (les turcs de Chypre) voient dans le *statu quo* la garantie de leur tranquillité... ».⁷⁷⁸⁷⁷⁹

D'un autre côté, il faut aussi tenir compte de la signification de l'Europe et de l'EU pour les Turcs de Chypre. Comme le précise Etienne Copeaux, pour ceux qui ont subi des violences personnellement et qui ont vécu les troubles des années soixante, l'Europe évoque avant tout la Grande-Bretagne colonialiste qui les (Turcs de Chypre) a trahis par sa passivité et la Grèce qui a soutenu l'Enosis⁷⁸⁰. Il ajoute : « ils sont sceptiques, voire hostiles à toute idée d'organisation supranationale. L'Europe, pour eux, n'est qu'une sorte d'ONU plus petite, plus inefficace, et plus partielle encore puisqu'elle compte la Grèce en son sein »⁷⁸¹. De même, l'Europe est acceptée comme responsable de la crise économique du partie nord à cause de l'ambargo commercial pour les produits de la RTCN⁷⁸². En outre, la présence de la Turquie

⁷⁷⁴ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁷⁷⁵ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 87

⁷⁷⁶ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁷⁷⁷ Ibid

⁷⁷⁸ Etienne Copeaux, « Kuzey Kıbrıs'ta Tarih ve Kimlik », in *Kıbrıslılık*, Hasgüler Mehmet (ed.), (Istanbul, Agora Kitaplığı, 2008), 20-36.

⁷⁷⁹ Toutefois, même si la politique de statu quo n'a pas été quittée, une nouvelle air politique a vu le jour depuis 2003, avec la montée au pouvoir de Mehmet Ali Talat qui est un adversaire de statu quo.

⁷⁸⁰ Etienne Copeaux, « Kuzey Kıbrıs'ta Tarih ve Kimlik », in *Kıbrıslılık*, Hasgüler Mehmet (ed.).

⁷⁸¹ Ibid

⁷⁸² Ibid

dans l'île a été longtemps perçue comme la garantie de leur identité contre le « nettoyage ethnique »⁷⁸³ et la Turquie a plus de crédibilité que l'Europe aux yeux des nationalistes : « si un jour, s'unifier avec la Turquie devient une des options, la RTCN accepterait sans aucune hésitation au lieu de s'unifier avec les Chypriotes grecs ou d'intégrer l'UE ; et donc pour nous, l'UE a une signification seulement si la Turquie devient membre »⁷⁸⁴. Toutefois, il faut aussi souligner que, malgré leurs expressions de gratitude envers la Turquie, ils ne se sentent pas forcément proches des Turcs de Turquie, estimant être « plus laïcs », « plus européens » et plus civilisés que les Turcs⁷⁸⁵. Dans ce sens, à partir des années 2000, et notamment la gauche et la société civile agitée de l'imposition nationaliste de la Turquie ont tendance à croire au « chypriotisme » qui unit les deux parties, en opposant le « turquisme » qui les sépare.

D'une optique plutôt pessimiste, la solution ne semble pas voir le jour dans un avenir proche. D'après Jean-François Drevet, le scénario le plus stable dépend de trois facteurs essentiels : la construction d'une identité chypriote européenne qui semble désormais en bonne voie ; le désengagement de la Turquie, qui reste le principal obstacle à un règlement équilibré ; la revitalisation de la fonction stratégique de l'île, en prenant en compte les intérêts des Chypriotes par les puissances anglo-saxonnes⁷⁸⁶. La partie nord est persuadée que la question est quasiment résolue pour la partie sud. À cet égard, Pour les nationalistes de la partie nord :

« La solution est dans la fédération basée sur l'égalité des deux communautés, on défend cet argument dès le départ, on négocie depuis 50 années, mais sans aucun résultat. La non-résolution vient du fait que les deux parties définissent différemment le problème. Pour la partie grecque, la base du problème, c'est l'intervention de la Turquie en 1974 ; quant à la partie turque, c'est d'être exclu de la vie politique et sociale de l'île et d'être isolé du monde entier, à cause de la politique de la partie grecque. La société internationale accepte qu'il existe deux communautés et une nation dans l'île, mais en réalité il existe deux nations à Chypre »⁷⁸⁷.

⁷⁸³ Ibid

⁷⁸⁴ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

⁷⁸⁵ Etienne Copeaux, « Kuzey Kıbrıs'ta Tarih ve Kimlik », in *Kıbrıslılık*, Hasgüler Mehmet (ed.). ; Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, « Que veulent les Chypriotes turcs ? », *Outre-Terre* 1/2005 (n° 10) , 463-475 consulté en ligne : www.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-1-page-463.htm

⁷⁸⁶ Jean-François Drevet, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, 87

⁷⁸⁷ Entretien avec Tahsin Ertugruloglu, 25.06.2014, Strasbourg, France

Enfin, même si cela paraît très difficile, nous croyons que la solution réside dans la construction et la consolidation de l'identité chypriote, tout en retenant les différences religieuses, culturelles et linguistiques. Cependant, comme nous l'avons précisé, les acteurs qui interviennent sont nombreux, ainsi que les conflits d'intérêts. Du côté de la Turquie, l'approche de « zéro problème avec les voisins », qui s'est transformée, en pratique, en « aucun voisin de bonnes relations », n'a ni aidé à normaliser les relations avec la Grèce ni à résoudre la question chypriote. D'un côté, la mer d'Égée figure comme le lieu où la Turquie est plus près d'une guerre selon Davutoglu, et de l'autre, la République de Chypre et la Grèce continuent de bloquer l'ouverture des chapitres en vue d'une adhésion entière de la Turquie à l'UE. Ainsi, les acteurs principaux, dont la Grèce et Chypre, dans la perception de la Méditerranée par la Turquie restent au cœur de l'agenda de la politique étrangère turque, et continuent d'affaiblir la croyance en une coopération politique en Méditerranée.

PARTIE III. LA TURQUIE, LA MEDITERRANEE ET LA COOPERATION EURO-MEDITERRANEENNE

Introduction

L'idée de former une « union méditerranéenne » a été lancée par Nicolas Sarkozy, lors de la campagne électorale française de 2007. Quand il l'a annoncée pour la première fois lors de son discours à Toulon en février, le projet a été perçu comme un moyen destiné à toucher l'électorat français d'origine sud-méditerranéenne. Mais, ayant continué ses démarches en vue de réaliser son projet méditerranéen, le président Sarkozy a montré que ce projet ne répondait pas qu'à des objectifs électoraux triviaux. A l'origine, l'idée du président était de former une « union méditerranéenne » construite uniquement par les pays riverains de la Méditerranée. Cependant, il a suscité plusieurs réactions et objections parmi les pays européens et sud-méditerranéens. Les pays concernés avaient du mal à comprendre la véritable intention de Nicolas Sarkozy et la raison principale de son projet. Du point de vue des pays européens, celle-ci était largement perçue comme la volonté pour la France, d'augmenter son poids dans l'Union Européenne en profitant de sa proximité géographique et de ses liens historiques avec les pays du sud méditerranéen. Du point de vue de la Turquie, l'intention du président était d'exclure la Turquie de l'Union Européenne en lui donnant un statut de partenaire à la périphérie de l'UE, au lieu d'un statut de membre de plein droit. Comme il a suscité des objections parmi les pays européens, l'Allemagne en premier lieu, la construction de cette nouvelle union a dû inclure tous les pays de l'UE à côté des pays riverains de la Méditerranée. Avec la décision du Conseil Européen du 13 mars 2008, la création d'une « union » concernant la coopération euro-méditerranéenne est devenue la politique officielle de l'UE. L'Union pour la Méditerranée : « nouvel élan dans le processus de Barcelone » a ainsi été créée lors du Sommet des Chefs d'États à Paris le 13 juillet 2008.

Avec le « projet » du président Sarkozy, la Méditerranée en tant qu'entité politique a connu une popularité -quasi temporaire- dans l'actualité politique européenne, bien que la Méditerranée ait déjà été un lieu fortement lié à l'histoire de l'Europe, comme les siècles passés le témoignent. Depuis l'Antiquité, les deux rives de la Méditerranée entretiennent des relations commerciales, culturelles, diplomatiques, politiques et stratégiques. Mais durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, les relations entre les deux rives ont pris une nouvelle forme grâce aux changements sur la scène internationale. D'une part, la décolonisation a changé la forme des rapports qu'entretenaient les puissances européennes avec leurs voisins méditerranéens et les pays du sud méditerranéen, qui sont d'anciennes colonies, devenus libres de mener les relations de leur choix avec l'Europe. D'autre part, l'intégration

européenne a contribué à changer la perception des frontières et des voisins par les pays européens. C'est donc très peu de temps après la signature du Traité de Rome que l'Europe s'est tournée vers la Méditerranée. Dès la fin des années 60, la coopération dans la zone euro-méditerranéenne est devenue un sujet important dans le cadre des relations extérieures de la Communauté Economique Européenne. Plus particulièrement, après la signature du Traité de Maastricht où la Communauté est devenu l'Union Européenne, ayant une dimension non seulement économique mais aussi politique et sécuritaire, l'UE a donc commencé à percevoir la Méditerranée comme une zone stratégique nécessitant plus d'attention dans le cadre de ses relations extérieures, dans sa périphérie.

La mer Méditerranée, qualifiée de « trait d'union » qui à la fois réunit et sépare l'Afrique, l'Europe et l'Asie, sert de ligne de contact entre les civilisations ; elle se présente aussi comme une zone de confrontation importante de la planète étant au centre de trois religions monothéistes. La Méditerranée, la zone euro-méditerranéenne, l'identité méditerranéenne, la méditerranéité, les images et les représentations de la Méditerranée, sont des concepts difficile à mettre en perspective. Ils dépendent des perceptions de différents acteurs et de l'époque de l'analyse. Cela rend plus difficile la conceptualisation de la zone analysée. En partant du courant constructiviste des relations internationales qui nous sert de base théorique de ce présent travail, il est possible d'accepter que les frontières sont imaginées et changeables sous l'effet de communication entre les acteurs ; et les régions sont socialement construites par ces acteurs, à la base d'une vision du monde socialement construit. Ainsi, afin de créer une zone de prospérité et de stabilité dans sa périphérie, la Communauté Economique Européenne, dès sa création, développe un discours successif économique, politique et sécuritaire destiné aux États du bassin. Par conséquent, la zone euro-méditerranéenne est née comme une « euro- invention » sur base d'imaginaire socio-économique de l'UE.

Bien qu'il existe d'autres initiatives européennes concernant la Méditerranée, le partenariat Euro-méditerranéen, nommé Processus de Barcelone (Euromed) lancé avec la déclaration de Barcelone en 1995, et l'Union pour la Méditerranée lancée en 2008 comme nouvel élan dans le processus de Barcelone sont deux démarches regroupant l'ensemble des États du bassin méditerranéen. Les perceptions et les réactions des acteurs concernés sont diverses ; ce présent travail a pour but d'analyser la position de la Turquie qui, dès la création du partenariat euro-méditerranéen, prend sa place dans le processus de Barcelone en tant que

partenaire tout en restant parfois indifférente. Comme un diplomate turc l'affirme « la Turquie a contribué au processus de Barcelone au niveau socio-culturel afin *d'encourager le dialogue* en tant que pays laïque, démocratique, musulman, par contre, elle s'est rapprochée avec réticence au niveau politique »⁷⁸⁸. En fait, cela ne consiste pas une prise de distance fonctionnelle par rapport à la coopération euro-méditerranéenne, c'est plutôt une prise de distance identitaire par rapport à la « Méditerranée », puisque cette dernière réunit tout ce que la nation-building républicaine avait reconnu comme « autrui » selon son imaginaire sécuritaire. Dans ce sens, le rapport de la Turquie à la Méditerranée possède plusieurs situations paradoxales.

Tout d'abord, la Turquie, l'un des pays au rivage méditerranéen le plus long, n'a pas développé une politique méditerranéenne cohérente et continue, ayant préféré conceptualiser la zone autour des sujets problématique (selon ses intérêts basés sur son imaginaire sécuritaire et afin de renforcer son identité *occidentale*-). Ainsi, dès la fondation de l'État républicain, les Turcs ont tourné le dos à la Méditerranée, puisque ce dernier s'associait à *l'autrui* (comme l'héritage impérial ottoman, le Moyen-Orient, la Grèce, l'islam, etc.) que la nouvelle identité kémaliste envisageait d'exclure. Ainsi, devenue une tradition *per se*, au lieu d'entretenir des relations fortes et de profiter des liens historiques et des avantages économiques et politiques, la Turquie a préféré une négligence complète de la Méditerranée sauf si une crise ou un problème se produisait : prise de position plutôt défensive.

Au niveau géoculturel, la conceptualisation de l'(euro)-méditerranée devient une tâche même encore plus difficile pour la Turquie. N'appartenant ni tout à fait à l'Europe, ni au Moyen-Orient, ni au monde arabe, chaque fois qu'elle trouve des points communs avec d'autres acteurs de la zone euro-méditerranéenne, émergent aussi des contradictions qui proviennent de la diversité des éléments de son identité. Cette diversité identitaire et socio-culturelle au sein de la Turquie reflète aussi le caractère complexe de la Méditerranée. Comme affirme Matvejevic :

« il n'existe pas une seule culture méditerranéenne. Il y'en a plusieurs au sein d'une Méditerranée unique. Elles sont caractérisées par des traits à la fois semblables et différents, rarement unis et jamais identiques. N'y sont absolues ou constantes ni les

⁷⁸⁸ Entretien avec les diplomates turcs, Ambassade de Turquie, Paris

similitudes ni les différences. Ce sont tantôt les premiers tantôt les seconds qui l'emportent »⁷⁸⁹.

Née de cette diversité identitaire, socio-culturelle et religieuse, la Méditerranée est perçue par les Turcs comme une « complexe des régions » où production d'une politique cohérente ne s'impose pas.

Au niveau géopolitique, la conceptualisation turque de la Méditerranée est construite autour des sujets comme le problème chypriote, les relations gréco-turques, et les conflits au Moyen-Orient, dont chacun de ces sujets est en relation -en forme d'autrui- avec l'affirmation identitaire. La stratégie de la Turquie dans la zone est dominée par l'évolution à l'est de la Méditerranée concernant ces sujets, qui également influencent ses intérêts nationaux. Ainsi, la perception turque de la Méditerranée se focalise sur la Méditerranée *orientale*. Cette perception nécessite naturellement une prise de distance à l'égard de la coopération euro-méditerranéenne selon son imaginaire identitaire, car le premier objectif de la politique étrangère turque est d'intégrer la communauté *occidentale* dont l'Union Européenne et non une autre coopération qui pourrait la remplacer. Comme la politique étrangère turque s'est tournée vers l'ouest depuis sa fondation et comme elle s'intéresse à l'intégration européenne depuis la création de la CEE, elle se rapproche avec réticence de toutes constructions susceptibles d'influencer sa démarche européenne. Ainsi, la priorité de la diplomatie turque, dans le partenariat euro-méditerranéen est d'être aux côtés de l'Europe, au lieu de rester un partenaire sud-méditerranéen. Dans ce sens, puisque l'idée de former une *Union Méditerranéenne* a été lancée comme une alternative à l'adhésion de la Turquie à l'UE par le président français, la Turquie a continué à s'approcher avec incertitude de cette nouvelle Union afin de ne pas mettre en péril son objectif européen.

Etant présente dans le processus de Barcelone à un niveau appréciable avec un rôle important concernant le dialogue social, et pensant que ce n'est pas un échec complet ; les responsables de la politique étrangère turque n'ont pas compris le but de construire une autre formation alors qu'il en existe d'autres. Ainsi, le projet français n'a pas trouvé sa place dans l'actualité turque, hormis quelques articles et discours critiquant l'initiative française. Toutefois, à charge de ne pas endommager le processus d'adhésion à l'UE et en espérant peut-être encourager les relations bilatérales avec l'Europe, le Premier ministre turc Recep

⁷⁸⁹ Predrag Matvejevic, « préface » Franco Cassano, *La pensée Méridienne*, (La Tour d'Aigues, éd de l'Aube, 1998).

Tayyip Erdogan a décidé de participer, au dernier moment, à la réunion de Paris du 13 juillet 2008 où l'Union pour la Méditerranée a été officiellement construite.

D'un point de vue plutôt fonctionnel, la coopération euro-méditerranéenne pourrait aussi servir comme un moyen de rapprochement entre la Turquie et l'Europe. Cependant ce n'est pas été le cas pour plusieurs raisons à côté de celles imaginaires-identitaires. Les défauts du processus en soi, les enjeux géopolitiques dans la zone concernée, les faiblesses d'intégration en différentes dimensions, l'hétérogénéité de la zone, et la présence d'autres acteurs plus fiables aux yeux des turcs pour une coopération politique dans la zone sont des raisons de la réaction réticente de la Turquie à propos de la coopération politique euro-méditerranéenne.

Les questions principales posées dans cette partie sont : Quelles sont les significations de la Méditerranée en tant que *mer* et en tant que *zone géopolitique* dans le cadre des relations internationales ? Que signifie la Méditerranée dans l'imaginaire sécuritaire de la Turquie ? Comment la géopolitique méditerranéenne est-elle perçue par la politique étrangère turque ? Comment la zone euro-méditerranéenne a été construite ? Comment la Turquie se positionne-t-elle dans l'espace politique euro-méditerranéen ? Pourquoi la Turquie reste-elle indifférente aux initiatives européennes dans le bassin méditerranéen ?

Chapitre 1 : La Méditerranée : une zone de contact et de confrontation

1.1. La Méditerranée en tant que mer

1.1.1. La « mer » : comme moyen d'activité d'un État

Au niveau géographique, c'est d'abord son rapport avec la terre qui caractérise le milieu marin : la mer délimite la frontière des continents et, avec l'expression d'Hegel, « elle n'est que la fin de la terre »⁷⁹⁰. D'un côté, les mers sont considérées comme des obstacles qui séparent les continents et les peuples et rendent difficile leur communication. De l'autre, la mer a été au cours de l'histoire un espace de communication entre les hommes et les civilisations⁷⁹¹. Du point de vue sociopolitique, la mer présente « l'aspect d'une grande route publique, ou mieux, peut-être d'une immense étendue de terrain banal, sur laquelle les voies se croisent dans tous les sens. Quelques-unes de ces voies bien tracées montrent, en outre, que le passage se fait dans certaines directions, choisis de préférence aux autres »⁷⁹².

Avec ses fonctions multiples, elle peut être considérée comme une frontière qui marque la fin de l'espace terrestre, lieu de résidence habituel de l'homme, comme une source de richesse, et enfin « comme un chemin qui réunit, plus qu'il ne sépare, les continents, les régions les plus éloignées et le plus diverses »⁷⁹³. Selon Castex, « c'est la vraie conception, la seule qui permette de rendre un compte exact du rôle de l'élément liquide dans les affaires humaines »⁷⁹⁴. C'est par mer que les peuples méditerranéens ont effectué des échanges depuis l'Antiquité et qu'ils ont développés les trafics commerciaux entre l'Europe et l'Asie depuis la Renaissance. Ils peuvent être aussi considérés comme des médiateurs du rapprochement et des échanges entre des hommes⁷⁹⁵. D'un autre côté, ce sont aussi « les théâtres des conflits militaires entre puissances, lieux d'affrontement lors de combats navals entre escadres de pays en guerre, enjeux de rivalités, espaces libres pour projeter des forces à distance et intervenir dans un conflit à l'autre extrémité de la planète »⁷⁹⁶.

⁷⁹⁰ Pierre Papon, *Le sixième continent géopolitique des océans*. (Editions Odile Jacob, 1996), 17

⁷⁹¹ Ibid

⁷⁹² Alfred T. Mahan, *Influence de la puissance maritime dans l'Histoire 1660-1783*. Traduit par E. Boisse, Claude Tchou (Paris : la Bibliothèque des Introuvables. 2001), 43

⁷⁹³ Hervé Couteau-Begarie, *La puissance maritime. Castex et la stratégie navale*, (Fayard, 1985)

⁷⁹⁴ Ibid

⁷⁹⁵ Pierre Papon, *Le sixième continent géopolitique des océans*, 17

⁷⁹⁶ Ibid

1.1.2. La mer Méditerranée et l'Europe

Dans le sens géographique, la mer Méditerranée est une mer intérieure délimitée par les terres qui l'enferment, par le détroit de Gibraltar à l'Ouest et les côtes du Moyen-Orient à l'Est. Elle est le point de rencontre des trois continents ; africain, asiatique et européen. Elle s'étend sur environ 45000 kilomètres de long et sur une superficie d'environ 2,5 millions de kilomètres carrés. Ses rives accueillent environ une vingtaine d'États et 450 millions d'habitants⁷⁹⁷.

Sur trois cotés, la périphérie de l'Europe est maritime et « l'histoire s'est faite attentive aux relations entre centre et périphérie. Vers le sud, c'est la Méditerranée et ses antiques civilisations, les horizons des mondes grecs et arabe, du Proche-Orient et de l'Afrique du nord, de l'islam et du pétrole. Vers le nord, c'est le monde des Vikings et à l'ouest, c'est l'océan avec les horizons africains et américains »⁷⁹⁸. Ainsi, la mer a joué un rôle considérable dans l'aventure européenne dont l'histoire s'est déroulée sur ces trois façades maritimes. C'est la maîtrise de la navigation de la mer qui a permis aux nations européennes, à partir du XVIème siècle, de dominer le monde et qui leur a permis de fonder des empires coloniaux en Amérique en Afrique et en Asie⁷⁹⁹.

La Mer méditerranée est, en quelque sorte, l'une des deux grandes frontières liquides - l'autre étant l'océan Atlantique - à travers laquelle, l'Europe reste en communication avec le reste du monde. Ces zones sont essentielles pour son trafic maritime, ses activités de pêche ou sa défense : « (...) la Méditerranée a joué un plus grand rôle dans l'histoire du monde plus que tout étendue maritime de même superficie. Chaque nation s'est efforcée de la contrôler et cette bataille continue »⁸⁰⁰.

D'ailleurs, la Méditerranée a profondément contribué à former l'identité de l'Europe comme « la configuration politique de l'Europe résulta en grande partie de la prédominance méditerranéenne »⁸⁰¹. Les rivages de la Méditerranée ont aussi favorisé la naissance de la civilisation européenne, en Phénicie et en Grèce. C'est sur ceux-ci que la cité, premier signe de l'organisation sociale, économique et politique des futurs européens, est née et s'est

⁷⁹⁷ Encyclopédie Larousse;

<http://larousse.fr/encyclopedie/#larousse/110614/4/M%C3%A9diterran%C3%A9e>

⁷⁹⁸ Michel Mollat du Jourdin, *L'Europe et la Mer*. (Editions du Seuil, 1993), 9

⁷⁹⁹ Pierre Papon, *Le sixième continent géopolitique des océans*. (Editions Odile Jacob, 1996). 7.

⁸⁰⁰ Ibid, 312

⁸⁰¹ Michel Mollat du Jourdin, *L'Europe et la Mer*. (Editions du Seuil, 1993), 314.

développée. C'est en Méditerranée que l'on trouve aussi, dès l'Antiquité, les premières manifestations de la puissance maritime ; c'est-à-dire la volonté d'exercer une suprématie politique dans une aire géographique grâce à sa force navale⁸⁰². D'autre part, la mer a, d'une certaine manière, servi de terrain d'expérimentation à la première expression juridique du droit naturel, à un moment-clé où l'Europe des marchands, confrontée aux perspectives nouvelles que lui ouvraient les grandes découvertes maritimes, avait besoin d'un cadre juridique pour une nouvelle phase de son expansion⁸⁰³. De plus, la mer a mis en relation l'Europe avec d'autres continents et civilisations : « relations avec les Amériques, dont l'Europe détruisit malheureusement les brillantes civilisations, échanges avec les pays arabes et la civilisation chinoise, etc. »⁸⁰⁴.

L'Europe établit sa domination quasi totale sur la Méditerranée et les pays riverains, à l'exception de la Turquie, en trois phases : les années 1881-1882 (protectorat français en Tunisie et installation anglaise en Egypte), 1911-1912 (protectorats français et espagnol au Maroc, installation italienne en Libye) et les années 1920 (disparition de l'Empire ottoman et mandats français et britanniques au Proche-Orient)⁸⁰⁵. Selon Claude Liauzu, chacune de ces phases coïncide avec le temps fort d'une chronologie déterminée par les dynamiques européennes : Grande Dépression et entrée dans l'Age de l'impérialisme, des rivalités et crises internationales à la veille de la Première guerre, établissement de la paix par les vainqueurs. Chacun coïncide aussi avec un seuil dans décadence de l'Empire ottoman, qui s'étendait, à son apogée, sur le pourtour méditerranéen, des Balkans à la frontière marocaine.⁸⁰⁶

Un demi siècle après l'ouverture de Suez, les structures politiques arabes et islamiques semblent, en effet, privées de tout avenir. D'un côté, les Turcs battent les Grecs et sauvent la Turquie du démembrement projeté par les vainqueurs. De l'autre, « la révolte arabe, le projet d'un Grand Royaume arabe rêvé par Lawrence d'Arabie et le chérif Hussein avortent et s'achèvent par un *magistral coup de filet sur l'Orient* ». La nouvelle carte se présente ainsi⁸⁰⁷ :

⁸⁰² Pierre Papon, *Le sixième continent géopolitique des océans*, 164.

⁸⁰³ Ibid, 165

⁸⁰⁴ Ibid, 169

⁸⁰⁵ Claude Liauzu, *l'Europe et l'Afrique Méditerranéenne. de Suez à nos jours*, (Bruxelles : Editions Complexe, 1994), 23.

⁸⁰⁶ Ibid, 23

⁸⁰⁷ Ibid, 24

- juin 1919, la Pacte de la SDN institue le régime des mandats ;
- 1920-1921, installation de la France et de la Grande-Bretagne au Liban, en Syrie, Irak, Transjordanie ; immigration juive en application de la déclaration Balfour (2 novembre 1917) promettant un foyer national juif ;
- 1923, traité de Lausanne annulant le traité de Sèvres et établissant les frontières actuelles de la Turquie.

1.1.3. La *puissance maritime*

Pour la première fois, Richelieu donne la définition de la puissance maritime dans le *Testament* : « la puissance en armes requièrent non seulement que le roi soit fort sur la terre, mais aussi qu'il soit puissant sur la mer (...) la mer est celui de tous les héritages sur le lequel tous les souverains prétendent plus de parts, et cependant, c'est celui sur lequel les droits de chacun sont moins éclaircis ». Il précise aussi : « la première chose qu'il faut faire est de se rendre puissant sur la mer, qui donne entrée à tous les États du monde (...) ». Selon Richelieu, la puissance maritime ne devait s'exercer que sur l'océan Atlantique et la Méditerranée pour pouvoir empêcher une prépondérance de l'Espagne et de l'Angleterre, et tenir en respect les *turcs, les barbaresques*⁸⁰⁸.

Selon Pierre Papon, la géostratégie maritime est « l'expression de la volonté d'une nation d'exercer une influence politique par sa puissance maritime, fondée à la fois sur sa marine commerciale et sur sa flotte de guerre »⁸⁰⁹. C'est l'amiral américain A. T. Mahan qui parle pour la première fois avec enthousiasme de l'importance de la puissance maritime « sea power » dans son livre publié en 1890, *the influence of sea power upon history*. Selon Papon, même si les raisons qu'il donne à l'appui de sa thèse ne sont pas toujours convaincantes, son livre a eu une influence considérable, à son époque. Mahan était d'accord avec F. Ratzel, géographe allemand, l'un des fondateurs de la géopolitique, qui affirmait qu'un pays ne pouvait être une grande puissance que s'il était une puissance maritime et continentale.

Mahan élabore les principales conditions affectant la *puissance maritime* des États comme suit : 1) Position géographique ; 2) Conformation physique ; 3) Etendue du territoire ;

⁸⁰⁸ Pierre Naville, *Mahan et la maîtrise des mers*. Berger-Levrault, 1981, 9

⁸⁰⁹ Pierre Papon, *Le sixième continent géopolitique des océans*, 42

4) Nombre d'habitants ; 5) Caractère nationale (caractère de la population) 6) Caractère du gouvernement, en y comprenant les institutions nationales⁸¹⁰.

- 1) Position géographique : si un État est situé de manière à n'être ni forcé à se défendre ni poussé à s'étendre du côté des terres, toutes ses aspirations seront dirigées vers la mer. Cette tendance lui donne un avantage sur un autre État dont les frontières seraient uniquement continentales.
- 2) Conformation physique : a) *conformation du rivage* : le rivage de la mer est une des frontières du pays maritime. Plus sera facile l'accès de l'intérieur du pays par cette frontière, plus grande sera la tendance des habitants à se servir d'elle pour leur relations extérieurs. b) *nécessité de fortifier les ports* : d'un côté, les ports nombreux et profonds sont une source de richesse et de force ; surtout s'ils sont les débouchés de fleuves navigables car les produits du commerce intérieur s'y concentrent facilement. De l'autre, cette facilité d'accès peut devenir une source de faiblesse si leur défense n'est pas bien organisée. c) *autres conditions physiques* : richesse du sol, climat, etc. d) *situation péninsulaire*.
- 3) Etendue du territoire : *densité de la population* : parlant des critères influençant le développement de la puissance navale, il ne faut pas considérer seulement la grandeur d'un pays mais la longueur de ses côtes et la nature de ses baies. Les conditions géographiques et physiques étant les mêmes, l'étendue des côtes est source de force ou de faiblesse, suivant que la population est nombreuse ou clairsemée.
- 4) Nombre d'habitants : en parlant de la population, il ne faut pas compter toute la population, mais seulement le chiffre des habitants vivant sur mer ou au moins aptes à être utilisés dans un bref délai sur les navires pour la construction du matériel naval.
- 5) Caractère national : a) effet produit suivant la manière de rechercher le gain b) influence des préjugés c) esprit de colonisation d) insuffisance de l'intervention de l'État. e) caractères de divers peuples en tant que colonisateurs

⁸¹⁰ A.T. Mahan, *Influence de la puissance maritime dans l'Histoire 1660-1783*, 46-50

- 6) Caractère du gouvernement : a) jalousie commerciale, b) aveuglement des autres gouvernements, etc.

Même si Mahan est très connu avec son ouvrage *the influence of sea power upon history* (1890), il existe une pensée géopolitique et géostratégique navale (ou maritime), très diverse et illustrée par quelques grands noms : l'amiral Castex avec ses *Théories Stratégiques* qui comptent cinq tomes (parus entre 1929 et 1935) et Haushofer qui parle des espaces maritimes dans son *Geopolitik des Pazifischen Ozean* (1924) sont les premiers qui abordent le sujet.

La doctrine mahanienne se concentre sur l'analyse historique des facteurs de victoires dans les grandes guerres européennes. Cependant les critiques sont nombreuses. Rosinski tente de montrer la faiblesse de sa théorie dans *Commentaire de Mahan* (qui a été publié après sa mort en 1995). John F. Guilmartin, dans son livre *Gunpowder and Galleys. Changing technology and Mediterranean Warfare at Sea in the Sixteenth Century* (1974), montre que la maîtrise de la mer est relative, contrairement à ce que soutient Mahan⁸¹¹. Selon Naville, les idées de Mahan sur la fonction décisive de la maîtrise navale avaient été mal vérifiées lors de la Première Guerre mondiale ; mais elles ont ressuscité pendant la Seconde Guerre mondiale, et sur une espace élargi. Les opérations victorieuses sur mer (Atlantique, Manche et Méditerranée, Pacifique) ont été la condition essentielle de la victoire finale pour les opérations sur terre⁸¹².

Par ailleurs, Rosinski critique Mahan en affirmant qu'il n'avait jamais donné de définition précise de la *puissance maritime*. Dans son livre, il opère une lecture à trois niveaux qui sont, par ordre de complexité : la stratégie navale, la stratégie maritime, et la stratégie générale, auxquels s'ajoute une quatrième dimension : la géopolitique : « La stratégie navale concerne la conduite de la guerre sur mer dans son élément, la lutte pour la maîtrise de la mer. (...) La stratégie maritime, pour reprendre une appellation popularisée par Corbett, replace la guerre sur mer dans la stratégie globale. Elle donne la capacité d'intervenir dans les luttes entre des États continentaux »⁸¹³. Selon Rosinski, la dimension géopolitique chez Mahan est double. Il y a d'abord la vision grandiose de l'affrontement entre la puissance terrestre et la puissance

⁸¹¹ Herbert Rosinski. *Commentaire de Mahan*. Préface de Hervé Couteau- Begarie, (Economica et ISC, 1996), 11 ; Hervé Couteau- Begarie, « Terre et Mer » in, *la Lutte pour l'Empire de la Mer*, Hervé Couteau- Begarie, ed. , (ISC-Economica, 1995), 8.

⁸¹² Pierre Naville, *Mahan et la maîtrise des mers*. Berger-Levrault, 1981, 11.

⁸¹³ Herbert Rosinski. *Commentaire de Mahan*. Préface de Hervé Couteau- Begarie, (Economica et ISC, 1996), 11, 14.

maritime⁸¹⁴. La deuxième dimension géopolitique de Mahan est l'analyse de configuration de puissance de son temps. Il a souvent mélangé trois plans que Rosinski, au contraire, a distingué : la puissance navale, la puissance maritime, la puissance nationale, montrant que cette dernière ne saurait se réduire à la précédente, point sur lequel Mahan n'insiste pas suffisamment⁸¹⁵.

1.1.4. La Turquie est-elle une puissance maritime ?

Dès leur arrivée sur les rives de la mer Egée au XI^{ème} siècle, la mer présentait un espace naturel d'expansion pour les Turcs. L'histoire officielle de la Force Navale de Turquie TDK (Turk Deniz Kuvvetleri) a ses racines au XI^{ème} siècle, puisque les Turcs se sont installés en Anatolie dès 1071 et ont accédé les mers d'Égée et de Marmara jusqu'en 1081. La première flotte turque, composée de cinquante bateaux, a été construite en 1081 à Izmir (Smyrne) dans un dock qui était considéré comme *très moderne* selon les conditions de l'époque⁸¹⁶. Ainsi, 1081 est acceptée comme l'année de la fondation de la Force Navale de Turquie. Dès la fin du XI^{ème} siècle, la Méditerranée et la Mer Noire servent à établir une relation étroite permanente avec l'Europe⁸¹⁷. Comme l'affirme Faruk Bilici : « dès cette époque-là, les Turcs sont en relation permanente avec l'Europe par la Mer Noire et la Méditerranée. Ils entretiennent notamment des relations commerciales étroites avec les républiques italiennes de Gènes et de Venise et, à partir de ce moment-là, plus jamais les Turcs n'interrompent leurs relations avec l'Europe »⁸¹⁸. La puissance Ottomane s'est élargie, particulièrement dans sa période d'expansion, avec la prise de Constantinople en 1453, la conquête de la Syrie et de l'Égypte (1516-1517), et la conquête des côtes de l'Arabie, l'Irak, le Maghreb, Belgrade, l'Île de Rhodes, Malta et la Hongrie, ainsi qu'avec la conquête de Chypre en 1571. La Méditerranée sous les effets de la *Pax Turcica*⁸¹⁹ à partir du XV^{ème}

⁸¹⁴ Ibid, 16

⁸¹⁵ Préface de Hervé Couteau- Begarie, in Herbert Rosinski, *Commentaire de Mahan.*, Economica et ISC, 1996 17

⁸¹⁶ La Force Navale de Turquie. Site officielle http://www.dzkk.tsk.tr/icerik.php?dil=1&icerik_id=11

⁸¹⁷ Faruk Bilici, « l'histoire ottomane est avant tout une histoire européenne », Interview par Marine Copin, 13 juillet 2007, consulté en ligne : ovipot.hypotheses.org

⁸¹⁸ Ibid

⁸¹⁹ Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Vol 2, (Armand Colin, 1993), 605

siècle, est donc devenue une mer intérieure : 'lac turc', pour l'Empire Ottoman, étant « la plus grande puissance maritime de l'époque »⁸²⁰.

La Méditerranée a ainsi été très marquée par la présence turque ottomane. Toutefois, comme le met en évidence Edhem Eldem, « historiquement parlant, la mémoire d'une méditerranéité turque - ou d'une turcité méditerranéenne - est fort lointaine (...) On sent donc bien que la Méditerranée n'est pas un souci central de l'historiographie turque et que, surtout elle n'est pas en elle-même un élément valorisant dans la reconstruction du passé »⁸²¹. De même, dans les manuels scolaires, l'aventure méditerranéenne de l'Empire ottoman fait rarement partie des représentations, étant surtout du narratif⁸²². Comme le montre Étienne Copeaux, un cadrage méditerranéen reste hors-carte dans les manuels scolaires, se focalisant notamment sur l'Anatolie et les Balkans⁸²³. L'historiographie turque se sert de la Méditerranée comme « un prétexte utile pour défendre la cause d'un rattachement de la Turquie au monde occidental » et « si l'on voit souvent des références à des *ancêtres forçant les portes de Vienne*, un siège de Malte ou une conquête d'Alger sont loin de susciter les mêmes émotions. En fait, la raison en est relativement simple : ne sont véritablement valorisants pour les Turcs que les éléments qui les rapprochent de l'Occident, aussi bien les conflits que les ententes. Car, après tout, la Turquie, depuis plus de cent cinquante ans ne rêve que de l'Occident, ne jure que par l'Occident. »⁸²⁴ La Méditerranée, devient donc intéressante pour les Turcs, dans la mesure où elle pourra être rattachée à une destinée occidentale⁸²⁵.

⁸²⁰ Halil Inalcik, Bulent Ari, « Bir Deniz Gucu olarak Osmanli Imparatorlugu » : http://www.shodb.gov.tr/pirireis/oturumlar/osmanli_deniz_egemenligi.htm

⁸²¹ « Les hauts faits des corsaires barbaresques et des marins ottomans du, seizième siècle - tous turcs, bien sûr, lorsqu'il s'agit de reconstruire une histoire nationale - le siège de Nice, la prise d'Otrante, l'hivernage des marins de Barberousse à Toulon, ou les protectorats nord-africains sont certes très présents dans l'hagiographie turque des héros et gloires passés. Mais ce qui manque constamment à cette image, c'est la Méditerranée elle-même qui, quoique parfois qualifiée de "lac turc", n'en reste pas moins absente, distante, toujours incomplète. », Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », in *La Méditerranée turque* Edhem Eldem and Feride Çiçekoglu, (Paris, Maisonneuve & Larose, 2000), 29.

⁸²² Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », in *La Méditerranée turque* Edhem Eldem and Feride Çiçekoglu, (Paris, Maisonneuve & Larose, 2000), 29

⁸²³ Étienne Copeaux, « Manuels scolaires et géographie historique : le cas turc. Étude d'un corpus de cartes historiques scolaires », *Hérodote*, (1994)

⁸²⁴ Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », 29.

⁸²⁵ « Même Piri Reis, ce navigateur ottoman dont le portulan méditerranéen -le Kitâb-i Bahriyye- pourrait rivaliser avec bien des équivalents occidentaux, doit surtout sa renommée à une carte de l'Atlantique et des Amériques qui le rapproche ainsi du prestigieux Colomb. Le dédain des rives méridionales de la Méditerranée devient alors plus compréhensible. Question de prestige : la Méditerranée ne vaut le détour que lorsqu'elle est européenne. Au Sud et à l'Est, c'est une toute autre histoire qui, dans la construction historique turque, est tout sauf méditerranéenne. » Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? », 30

Même si l'historiographie et la cartographie turque donnent rarement place aux représentations méditerranéennes, la domination historique des Turcs dans la Méditerranée est un fait indéniable⁸²⁶. Toutefois, le 'lac turc' d'autrefois devient un 'mer menaçante' pour eux après la chute de l'Empire Ottoman, plus particulièrement après la fin de la Première Guerre Mondiale⁸²⁷. Qu'est-ce qui a changé concernant le rapport des Turcs à la Méditerranée? Ahmet Davutoglu donne la réponse dans *la Profondeur Stratégique*⁸²⁸ : la Turquie a du mal à construire des stratégies maritimes cohérentes et permanentes dans sa politique étrangère depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Sa *position géostratégique privilégiée* a été ignorée pendant des années. Au lieu de construire une politique méditerranéenne intégrée, chaque question liée à la Méditerranée a été évaluée séparément. D'ailleurs, pendant la guerre froide la nécessité d'avoir une politique à grande échelle a été ignorée dans le bassin méditerranéen oriental et les Turcs ont mis Chypre au cœur de toute leur action politique en Méditerranée. Ainsi, selon Davutoglu, la conceptualisation turque contemporaine de la Méditerranée est une conséquence des fautes historiques et du manque d'une stratégie maritime cohérent et intégrée⁸²⁹.

En fait, sur le plan historique, cette mentalité est même plus ancienne, étant aussi en relation avec la période d'affaiblissement de l'Empire ottoman à partir du XVIIIème siècle. Pourquoi la *puissance maritime* ottomane n'a-t-elle pas été transférée aux époques suivantes ? Pourquoi les Turcs ont-ils perdu leur domination en Méditerranée ? Pour Nejat Tarakci, capitaine de vaisseau turc et universitaire, les raisons sont les suivantes : ne pas avoir d'activité dans d'autres mers entourées, ne pas avoir assez de bases en Méditerranée occidentale, ne pas construire assez des bases dans les points stratégiques comme dans les îles égéennes, Crète ou Rhodes ; avoir laissé le contrôle du commerce extérieure aux mains des étrangers, ne pas avoir une compréhension de la force navale dans le cadre de la force militaire et favoriser une séparation entre les forces d'État, ne pas avoir de connaissance nécessaire pour la formation et l'éducation des officiers marins, et ne pas avoir une vision marinière des dirigeants d'État⁸³⁰.

⁸²⁶ Halil Inalcik, Bulent Ari, « Bir Deniz Gucu olarak Osmanli Imparatorlugu » : http://www.shodb.gov.tr/pirireis/oturumlar/osmanli_deniz_egemenligi.htm

⁸²⁷ Dorothee Schmid. « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée: Un partenariat calculé ».65-76

⁸²⁸ Ahmet Davutoğlu. *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, 157.

⁸²⁹ Ibid, 157

⁸³⁰ Nejat Tarakci, *Deniz Gucunun Osmanli Tarihi Uzerindeki Etkileri*, (Deniz Basimevi, Istanbul, 2009), 268.

En effet, depuis le règne Suleyman le Magnifique (1521-1566), la suprématie navale en Méditerranée appartient aux Turcs⁸³¹. Son successeur, Selim II entreprend la conquête de Chypre en août 1571, les Vénitiens de Famagouste capitulent, ce qui provoque un grand émoi en Europe, qui cause aussi la Bataille de Lépante, par la manifestation d'une volonté commune européenne de se défendre pour de ce dernier⁸³². A cette époque, la Méditerranée, pour les Turcs, se présente aussi un champ de bataille en tant que la « défense d'une frontière liquide », notamment contre les Vénitiens⁸³³.

Par ailleurs, Fernand Braudel met en évidence le fait que l'attention des Turcs « s'est largement retournée vers l'Occident » à partir de la fin du XVIème siècle, marquant « les débuts d'une nouvelle activité maritime des Turcs en Méditerranée »⁸³⁴. Il ajoute ainsi : « (...) le long repos, l'inaction prolongée avaient désorganisé les structures mêmes de la marine turque, structures et soubassements qui ne pouvaient se reconstruire que lentement et imparfaitement. Les marins qualifiés faisaient défaut ; les ouvriers experts manquaient à l'Arsenal et il n'y avait même plus suffisance des indispensables troupes d'infanterie de

⁸³¹ Pascal Buresi, « Bataille de Lépante (1571) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bataille-de-lepante>

⁸³² « La république de Venise réagit en s'alliant au pape Pie V et au royaume d'Espagne c'est la « Sainte Ligue ». Une flotte chrétienne de plus de deux cents galères est alors constituée et placée sous la direction de Juan Autriche fils naturel de Charles Quint et demi-frère du roi d'Espagne Philippe II. Le 7 octobre 1571, dans le golfe de Patras, la coalition hispano-vénitienne inflige une sévère défaite à la flotte ottomane, dirigée par le grand-amiral Alî Pacha. Seuls une trentaine de navires turcs échappent à la destruction. Malgré sa célébrité, cette victoire navale chrétienne eut peu de conséquences dans le rapport des forces en Méditerranée : en effet, dès 1573, la conquête turque de Chypre est consacrée par un traité de paix passé entre l'empire ottoman et Venise. Et, en 1574, avec l'aide de leur marine qu'ils ont eu le temps de reconstituer, les Ottomans s'emparent de Tunis appartenait aux Espagnols » Pascal Buresi, « Bataille de Lépante (1571) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bataille-de-lepante>

⁸³³ « Pendant quatre siècles, les ottomans et les vénitiens définirent et redéfinirent leurs frontières communes sur les flots tantôt calmes, tantôt houleux de la Méditerranée. C'est cette superficie trompeuse et changeante qui fut le théâtre permanent des échanges, des affrontements et des pourparlers diplomatiques entre l'Empire et la Seigneurie. (...) Effectivement la ligne de partage territoriale entre ces deux était constituée par le *stato da mar*, une séquence des cotes et d'îles, liées les unes aux autres par un fil idéal qui, souvent superposable aux routes des navires marchands, traversait la Mer Adriatique et la Méditerranée orientale sur toute leur longueur. La définition de cette frontière *sui generis* était déterminée par un équilibre qui résultait d'une succession de conflits ouverts et d'aménagements diplomatiques ». Vera Costantini « La défense d'une frontière liquide : trois phases de proximité Vénéto ottomane » in *Les sociétés méditerranéennes face au risque. Espace et frontières*. Christian Velud (ed.) (Institut français d'archéologie orientale, 2012 Caire), 147-155, 147.

⁸³⁴ « Dès 1589 et les pourparlers de la paix turco-perse, à partir de 1590 surtout et de la signature de cette paix, l'attention de la Turquie s'est largement retournée vers l'Occident. (...) La petite expédition maritime d'Hassan Veneziano durant l'été et l'automne 1590, en direction de Tripoli (...) à but limité marquait les débuts d'une nouvelle activité maritime des Turcs en Méditerranée » Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Vol 2, (Armand Colin, 1993), 502.

marine. Depuis la dernière expédition vers Alger, depuis 1581, dix années avaient suffi pour tout détruire. L'effort de reconstruction était d'autant plus difficile que l'argent manquait et que la course chrétienne avait puissamment désolé les mers de l'Archipel dont se nourrissait depuis longtemps la force turque »⁸³⁵.

Par ailleurs, la Méditerranée actuelle est l'héritage des tensions et de bouleversements historiques, elle est en relation directe avec la chute de l'Empire ottoman. Comme conséquence directe de la Première Guerre mondiale, la chute de l'Empire ottoman, qui attirait déjà l'attention des autres grandes puissances de l'époque (Empire russe, France, Grande-Bretagne, Italie, etc.)⁸³⁶ depuis qu'elle avait été considérée comme l'*homme malade* de l'Europe, engendre le grand bouleversement du XXe siècle en Méditerranée⁸³⁷. Le plan de partage des puissances occidentales (le Traité de Sèvres), la guerre d'indépendance de la Turquie, le Traité de Lausanne annulant le Traité de Sèvres et établissant les frontières actuelles de la Turquie, la non réalisation des ambitions des puissances occidentales sur les cotes méditerranéennes de la Turquie actuelle, ont, en quelque sorte, déterminé le rapport des Européens à la Méditerranée au cours de XXe siècle et ils ont servi dans la production de l'imaginaire sécuritaire méditerranéen de la Turquie républicaine à partir de la chute de l'Empire ottoman.

⁸³⁵ Ibid

⁸³⁶ « Au début du XIXème siècle, la France et la Grande Bretagne partagent un même désir d'expansion coloniale, déjà bien concrétisé, à la veille de la Première Guerre mondiale, en Afrique du Nord et au Proche-Orient, sous des formes différentes, malgré les résistances qui leur ont été opposées. Les deux puissances européennes ont d'importants intérêts financiers dans un Empire ottoman qu'elles ont mis sous tutelle budgétaire. Au début du XXème siècle, elles y affrontent une inquiétante concurrence allemande. La grande Bretagne s'impose au Koweït et le pétrole commence déjà à constituer un enjeu stratégique. Londres s'inquiète de la construction de la ligne de chemin de fer du Hedjaz, qui permet aux Ottomans d'acheminer des troupes en Palestine en 24 heures, menaçant ainsi la mainmise britannique sur le canal de Suez, tandis que la France tient à préserver son influence au Levant, notamment auprès des chrétiens. L'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de l'Allemagne, les persuade de la nécessité de le démanteler. L'Allemagne de son côté, possède des concessions diverses dans cet empire, entre outre ferroviaires, et accroît son influence au sein de l'armée ottomane, en lui fournissant matériel et encadrement tandis que la Russie rêve encore de la reconquête de Constantinople et du contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles pour avoir accès à la Méditerranée. (...) La méditerranée devient donc un enjeu stratégique à plus d'un titre ». Voir Edmond Chidiac and Gérard Claude, "La Méditerranée Contemporaine. Déchirures Et émergence d'Une Conscience Méditerranéenne," in *Méditerranée: Une histoire à partager*, ed. Mostafa Hassani-Idrissi (Montrouge: Bayard, 2013), 360,361.

⁸³⁷ Jean François Coustillière, Pierre Vallaud, *Géopolitique et Méditerranée, la méditerranée ; un espace imaginaire et fracturé*, Volume 1, (Paris : L'Harmattan, 2014), 25

La politique maritime d'un État inclut de nombreux secteurs de l'action gouvernementale : la diplomatie, la défense, les transports, la recherche scientifique, l'économie, l'aménagement du territoire, etc. Ainsi, l'existence d'une politique maritime suppose que les pouvoirs publics soient capables de fixer des objectifs clairs, cohérents et continus⁸³⁸. Dans ce sens, il semble difficile d'arguer que la Turquie possède une politique maritime cohérente et continue concernant les mers qui l'entourent. Toutefois, partant des conditions principales de Mahan soit, la position géographique, la conformation physique, l'étendue du territoire, le nombre d'habitants, le caractère nationale et le caractère du gouvernement, nous pouvons affirmer que la Turquie a la capacité d'être une *puissance maritime*. Cependant, à cause de son agenda national, régional et international, très chargé avec des sujets émergents dans la politique extérieure et interne, elle ne montre aucune intention de transformer sa capacité à une politique/stratégie maritime cohérente à long-terme pour devenir une puissance maritime, notamment en Méditerranée.

Par ailleurs, selon Davutoglu, c'est aussi en relation avec l'une des faiblesses les plus importantes de la politique étrangère turque qui constitue la nature non-organisée des stratégies et tactiques maritime et terrestres dans un cadre théorique cohérent. Ainsi, une stratégie supérieure et globale qui unifie les stratégies pour les différentes régions, compatibles les unes avec les autres, n'a pas pu être établie⁸³⁹. Pour lui, c'est une conséquence du manque de connaissances théoriques et de non existence d'une connexion entre les théoriciens politiques et les décideurs de politique étrangère. Les milieux universitaires restent insuffisants de produire de théories propres à la géopolitique de la Turquie, ni une connexion entre les études théoriques et le décideurs- les bureaucrates et les diplomates- peuvent être établie. C'est pourquoi, une approche qui relie la théorie et la pratique d'une stratégie globale ne s'est pas produite en Turquie, comme aux États-Unis avec Mahan et Spykman sur la stratégie globale américaine; en Allemagne avec Haushofer, et avec Mackinder en Grande Bretagne⁸⁴⁰.

⁸³⁸ Pierre Papon, *Le sixième continent géopolitique des océans*, 232

⁸³⁹ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik*, 47

⁸⁴⁰ Ibid, 51

1.2. La géopolitique Méditerranéenne

La conceptualisation de la *Méditerranée*⁸⁴¹ n'est pas une tâche simple à cause de la multiplicité et de la complexité des éléments qui la caractérisent aux niveaux historique, politique, culturel, identitaire, socio-économique, et géopolitique. La difficulté de définir la Méditerranée provient du fait qu'elle réunit et concentre la rencontre de plusieurs mondes. Elle mérite son nom qui vient du fait qu'elle est une « mer au milieu des terres », en latin « *mare medi terra* ». Selon Fernand Braudel, « la Méditerranée n'est même pas une mer, c'est un complexe de mers, et des mers encombrées d'îles, coupées de péninsules, entourées de côtes ramifiées, sa vie est mêlée à la terre (...) La méditerranée c'est à la fois une mer et c'est tout ce qu'est l'entoure ».⁸⁴² Géographiquement, elle est un trait d'union entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie et politiquement, elle est au centre de l'attention de plusieurs acteurs inclus, les États riverains, les grandes puissances et les organisations internationales comme UE, OTAN, Ligue Arabe, UEO, OSCE, etc.⁸⁴³

⁸⁴¹ « Le terme « méditerrané/e » apparaît au XVI^e siècle comme un qualificatif. Formé à partir de l'étymologie latine *mare medi terra*, il signifie « situé au milieu de terres » et qualifie toute mer intérieure. En 1690, Antoine Furetière, dans son *Dictionnaire universel*, précise que le terme « méditerrané » est « dit surtout de cette grande mer qui entre dans les terres par le détroit de Gibraltar, et qui s'étend bien avant dans l'Asie jusqu'au Pont-Euxin et aux marais Méotides (mer d'Azov) ». Dans l'*Encyclopédie*, éditée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot et d'Alembert, le terme « Méditerranée » devient un nom propre et signifie « cette vaste mer qui s'étend entre les continents de l'Europe et de l'Afrique, qui communique à l'Océan par le détroit de Gibraltar, et qui mouille jusqu'à l'Asie ». Cette mer n'est pas une mais multiple : elle « s'appelait autrefois la mer de Grèce et la Grande mer ; elle est maintenant partagée en différentes divisions qui portent différentes noms ». Dans le monde ottoman, la mer méditerranée est considérée de la même façon, comme un espace entre des territoires, lesquels permettent de la situer et de la nommer. En arabe, elle est dénommée *al-Bahr al-Abyad al-Muttawasit*, « la mer blanche médiane ». Pour les Turcs, qui désignent les points cardinaux par des couleurs, la mer Noire correspond à la « mer du Nord », tandis que la « mer du Sud » se dit *Akdeniz*, « la mer Blanche ». En 1826, le cheikh el-Tahtawi, en route d'Alexandrie à Marseille, note dans son journal, *L'Or de Paris* : « Cette mer s'appelle dans les livres arabes de géographie la « mer des Roum » (Européens), car les pays des Roum donnent sur cette mer. Elle est aussi appelée la « mer des Syriens » car elle est accolée à al-Sham (elle regroupe la Palestine, la Jordanie, le Liban et la Syrie). (...) Ces définitions ont donc en commun de décrire la mer par rapport aux continents qui l'entourent. Mais elles ne prennent pas en compte ce que cet ensemble pourrait avoir de spécifique, comment il pourrait être différencié des autres mers fermées ou semi fermées, comme la mer Rouge, la mer Caspienne, la mer Baltique ». Jakline Eid, « Invention scientifique de la Méditerranée » in *Le Noir et le Bleu. Un rêve méditerranéen*. Thierry Fabre, Anissa Bouayed (eds.), (Marseille, MuCEM, 2013), 305, 306.

⁸⁴² Fernand Braudel, *La Méditerranée*, (Tome I)

⁸⁴³ Christophe Berdat. « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? Bilan et perspectives de la politique méditerranéenne de l'Union européenne », 1999, 4, consulté en ligne : <http://www.christopheberdat.ch/Recherches/pdf/BILAN%20ET%20PERSPECTIVE%23115864.pdf>

La définition géographique de la Méditerranée reste insuffisante et ne rend pas compte des réalités culturelles, socio-économiques, historiques ou géopolitiques⁸⁴⁴. Depuis l'Antiquité, la Méditerranée était une importante voie de transports maritimes ; permettant l'échange commercial et culturel entre les peuples émergents de la région - les cultures de la Mésopotamie, de l'Égypte, sémitiques, persanes, phéniciennes, carthaginoises, grecques, turques et romaines. Aujourd'hui elle conserve son importance stratégique grâce aux pays riverains.⁸⁴⁵ Elle possède « une triple caractéristique d'être à la fois une ligne de contact entre plusieurs civilisations, le berceau de trois religions monothéistes et une zone de confrontation des plus importantes de la planète »⁸⁴⁶. De plus, la conceptualisation devient plus difficile pour parler d'une « région méditerranéenne » ou de la « Méditerranée » comme une région comprenant les rives et les civilisations qui bordent cette mer. Afin de mieux comprendre ce que signifie la Méditerranée comme zone dans le sens géopolitique et de mieux la catégoriser, il faut donner la définition d'une *région* dans le cadre des relations internationales pour voir si elle convient à une « région » dans le sens politique.

En sciences politiques et en particulier dans les relations internationales, la définition d'une *région* est une question problématique. La région et le régionalisme étant des concepts relativement nouveaux dans les théories des relations internationales, c'est avec la fin de la guerre froide, qu'on commence à parler d'un monde multipolaire, divisé en grandes régions, sous les effets de la globalisation⁸⁴⁷. Dans la conceptualisation des régions, les facteurs internes et externes pris en considération varient selon les différentes écoles et approches. Beaucoup, comme Samuel Huntington, perçoivent les régions à la lumière du concept de civilisation en utilisant des facteurs internes comme la langue, l'histoire, ainsi que les systèmes politique⁸⁴⁸. D'autres soulignent l'importance des facteurs externes comme l'influence exercée par une grande puissance, l'économie internationale, le libre-échange ou la globalisation, dans la formation d'une région⁸⁴⁹.

⁸⁴⁴ Pierre Willa. « La Méditerranée comme Espace Inventé » *Jean Monnet Working Papers in Comparative and International Politics*, (University of Geneva, November 1999 - JMWP n° 25)

⁸⁴⁵ Les pays qui bordent la Méditerranée sont : au nord : la France, Monaco, l'Italie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie, la Grèce et la Turquie ; à l'est : le Liban, la Syrie, Israël, et le territoire palestinien de Gaza ; au sud : l'Égypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc ; à l'ouest : l'Espagne; le Royaume-Uni avec Gibraltar au centre : le Malte et le Chypre.

⁸⁴⁶ Christophe Berdat, « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ?... », 3.

⁸⁴⁷ Michel Fouquin «Mondialisation et Regionalisation» in *Euro- Méditerranée: Une Région a Construire*, ed. Robert Bistolfi (Publisud, 1995), 37

⁸⁴⁸ Samuel P. Huntington, "The Clash of Civilizations?," *Foreign Affairs* 72, no. 3 (summer 1993)

⁸⁴⁹ Pierre Willa. « La Méditerranée comme Espace Inventé », 4

Dans l'analyse des théories d'intégration régionale, il n'existe pas une approche unifiée. Par contre, il existe un consensus sur certains points essentiels du concept « région ». Ce sont « la continuité géographique des États concernés, le degré d'interactions, de coopération ou de conflit, l'intensité et la régularité de ces relations, le niveau d'influence réciproque entre différents acteurs, leur sentiment d'appartenance, le degré d'homogénéité politique, économique ou culturel, de la distribution du pouvoir ou de l'impact de l'influence de puissance externe »⁸⁵⁰. La région peut alors être définie comme « un sous-système international formé d'un groupe d'unités qui se différencient du système international par la nature et l'intensité de leurs interactions, sans forcément posséder un fort degré d'homogénéité »⁸⁵¹. Dans ce sens, il est clair que la Méditerranée, en ne répondant pas à l'ensemble des critères mentionnés, est un lieu de contact plutôt qu'une région elle-même. Les différentes rives de la Méditerranée ne sont pas marquées par une régularité suffisante pour la définir comme une région. En outre, les différents États perçoivent la Méditerranée de façons différentes. Le degré d'homogénéité économique, politique et culturel est faible, et il n'existe pas de défi positif commun aux différents États méditerranéens⁸⁵².

D'un autre côté, il est possible de diviser en plusieurs régions le bassin méditerranéen. La plus intégrée de ces régions est la région Nord, étant la côté européenne auquel on peut désormais ajouter Malte et Chypre suite à leur adhésion à l'UE. Celle du sud composé des pays du Maghreb et celle du Moyen Orient sont d'autres régions. En dehors de ces trois régions, il existe la Turquie, qui est « difficilement classable » entre les différentes régions bordant la Méditerranée⁸⁵³.

Parmi ces régions qui composent la Méditerranée, c'est la zone européenne qui est la plus associée, aux relations de coopérations régulières. Selon la définition de P. Willa, comme les États de la zone européenne ont la volonté de s'intégrer d'une façon approfondie en limitant leur indépendance au profit des intérêts communs, et comme ils partagent des grandes lignes culturelles et d'organisation politique, l'Europe est une *région internationale*

⁸⁵⁰ Ibid

⁸⁵¹ Willa forme des idéaltypes de région ; soit la région internationale caractérisée par des échanges intenses entre sociétés civiles et qui peut se limiter à un domaine précis, soit la région internationale intergouvernementale qui montre l'importance du caractère principalement intergouvernementale des relations ou encore la région internationale étendue qui englobe les deux précédents. Voir Pierre Willa. « La Méditerranée comme Espace Inventé », 5.

⁸⁵² Pierre Willa. « La Méditerranée comme Espace Inventé », 5.

⁸⁵³ Ibid

*étendue*⁸⁵⁴. Quant à la région arabe formée du Machrek et du Maghreb, les États sont beaucoup moins associés. Il n'existe pas de volonté forte de coopération dans la région arabe, ce n'est que le partage des sentiments religieux des peuples qui peuvent les encourager à s'unifier. La mentalité est de coopérer pour les sujets qui dépassent les frontières méditerranéennes mais les échanges internes restent limités. Ainsi, la région arabe comprend les caractères d'une *région internationale de type gouvernemental* d'un côté, et de *transnationale*, de l'autre⁸⁵⁵.

Cette approche de ne pas considérer la Méditerranée comme une région, mais de la conceptualiser comme une *complexe de régions*, une *zone de contact et de confrontation* et un *lieu de rencontre et/ou de conflit des civilisations et des religions* réduisent la possibilité de l'unification autour d'une identité, de la coopération socio-politique et culturelle et d'intégration économique dans cette zone hétérogène. Comme Jacques Attali le souligne, à côté de l'idée que les peuples méditerranéens partageraient un héritage commun autour de cette mer où sont nées les grandes civilisations, où sont apparues les religions monothéistes, il ne faut pas oublier que c'est une mer qui est « une illusion » parce que « c'est un espace où se trouvent toutes les tragédies du monde, toutes ses injustices, toutes ses intolérances, toutes ses divisions économiques, sociales, politiques, la Méditerranée est plus une utopie pour l'avenir qu'une réalité pour le passé »⁸⁵⁶.

Fernand Braudel affirmait : « dans son paysage physique comme dans son paysage humain, la méditerranée hétéroclite se présente dans nos souvenirs comme une image cohérente, comme un système où tout se mélange et se recompose en une unité originale »⁸⁵⁷. Toutefois, malgré la diversité culturelle de la zone, il n'existe ni d'identité culturelle méditerranéenne entre les deux rives de la méditerranée ni de civilisation méditerranéenne délimitée par des frontières culturelles. Afin de conceptualiser la Méditerranée au sens large, c'est souvent l'espace géographique circonscrit par cette mer intérieure qui est considéré en premier lieu, de plus « si la culture n'est pas un élément qui permet de définir la Méditerranée, la géopolitique l'est encore moins »⁸⁵⁸.

⁸⁵⁴ Ibid

⁸⁵⁵ Ibid

⁸⁵⁶ Jacques Attali. « La méditerranée ou l'ultime utopie », Conférence inaugurale, (Forum de Paris, 28 mars 2008)

⁸⁵⁷ Fernand Braudel, *La Méditerranée*, (Tome I), Introduction

⁸⁵⁸ Christophe Berdat. « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ?..... », 2, 3

En s'interrogeant sur la centralité de la Méditerranée au niveau géopolitique, Dominique Bendo-Soupou présente un long liste sur les principaux facteurs déterminant la centralité de la Méditerranée étant : « la configuration géographique, l'unité régionale incertaine, la dimension imprécise de cette région qui révèle sa spécificité en tant que frontière / carrefour de trois continents importants du monde ; les agrégations et désagréations nationales, territoriales et régionales qui s'y produisent même par des guerres atroces et inhumaines depuis 1990 ; l'intégration des peuples et des États dans de grands ensembles régionaux politiques ; Ligue des États Arabes ; OTAN, Union Africaine, Union Européenne, qui sont les protagonistes de la déstabilisation, de l'isolement et de la transformation de la Méditerranée en frontière / barrière Nord-Sud ; le poids d'une coopération et d'un partenariat stratégiques limités qui servent à tempérer les conflits entre le sud et le nord et à alimenter ceux du sud ; les ressources énergétiques stratégiques, qui sont la principale cause indéniable des conflits, de la guerre infinie et sans frontière actuelle ; les diversités culturelles, ethnico-raciales, religieuses, économiques, politiques qui suscitent l'indifférence, la haine et la violence institutionnalisées et systématiques ; l'importance géostratégique et politique de cette zone particulièrement sous-estimée et bradée par les Arabes ; les Européens, les Juifs, les Turcs en faveur des États-Unis , les conflits endémiques qui n'attirent pas moins une grande attention du monde au centre duquel se trouve la Méditerranée, etc »⁸⁵⁹.

Par ailleurs, même si la Méditerranée est géographiquement au centre du monde, elle ne l'est pas « si on raisonne en termes de puissance, d'autonomie politique et économique qu'elle ne détient pas. Elle est porteuse de trop d'intérêts divergents et ne peut constituer un pôle de puissance crédible. (...) étant si faible, et potentiellement inexistante , sinon par le fait de sa mer qui n'est pas moins un facteur de divisions et de conflits, la Méditerranée même, et surtout après la crise du système bipolaire, renforce son propre isolement. Les conflits qui font parler d'elle la mettent sans doute au centre de l'attention du monde (...) fragmenté et composé de régions qui présentent des réalités ethnico-raciales, culturelle et religieuses, politiques et économiques hétérogènes »⁸⁶⁰.

Selon le point de vue de la diplomatie turque, la conceptualisation géopolitique de la Méditerranée reste un sujet problématique car comme A. Dogan, diplomate turc, le souligne,

⁸⁵⁹ Dominique Bendo-Soupou « la question stratégique de la centralité de la méditerranée après la crise du système bipolaire » in *Géopolitique Méditerranéenne*, Dominique Bendo-Soupou, ed. (L'Harmattan, 2005), 20

⁸⁶⁰ Ibid, 53,54

dans un entretien qu'il nous a accordé : « il est impossible de conceptualiser la Méditerranée géopolitiquement parce qu'il n'est pas possible de la définir politiquement comme une entité totale »⁸⁶¹. Également, la Méditerranée n'est pas acceptée comme une entité unique par le Ministère turc des affaires étrangères et les politiques liées à la Méditerranée sont à l'attention de plusieurs sous-départements. En fait, il ne s'agit pas d'une conceptualisation unique à la Turquie comme l'affirmait ex-Premier ministre et Ministre des affaires étrangères du général de Gaulle, Maurice Couve de Murville, en 1985 : « la Méditerranée comme ensemble unique, n'existe pas »⁸⁶². De la même façon, le Quai d'Orsay a longtemps refusé l'idée même de la Méditerranée, préférant la distinction d'espaces nettement séparés, Maghreb, Proche-Orient, Levant ou Europe⁸⁶³. Parallèlement, les États-Unis préfèrent diviser la Méditerranée en plusieurs sous-systèmes selon leurs proximités par rapport à l'Europe ou au monde arabe en rejetant le concept globalisant de Méditerranée. Quant à l'Union Européenne, elle circonscrit l'espace méditerranéen à l'ensemble des pays tiers méditerranéens, avec lesquels elle entretient des relations contractuelles, ce qui inclut dans cet espace, à côté des pays ayant une façade méditerranéenne, la Jordanie et le Portugal⁸⁶⁴. Par conséquent, il n'est pas possible de parler d'une seule Méditerranée, ni au sens politique, ni au sens culturel ou identitaire, puisque la perception et la conceptualisation varient selon chaque acteur du plan politique et selon le point de vue de chacun.

1.3. La Zone euro-méditerranéenne : une euro-invention

Selon le courant constructiviste des relations internationales, les intérêts et les identités des États peuvent changer selon la compréhension collective dépassant les frontières nationales. Les frontières sont alors considérées comme imaginées et peuvent changer sous l'effet de la communication entre les acteurs. Les régions sont socialement construites par les acteurs et les diverses institutions autres que géographiques et géopolitiques⁸⁶⁵. Depuis le début du partenariat euro-méditerranéen lancé par la Déclaration de Barcelone, l'Union

⁸⁶¹ Entretien avec les diplomates chargé d'Affaires, Ambassade de la Turquie en France, Paris, 18.5.2010

⁸⁶² Christophe Berdat, « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ?..... », 3

⁸⁶³ Ibid

⁸⁶⁴ Ibid

⁸⁶⁵ Voir Emanuel Adler. « Seizing the Middle Ground : Constructivism in World Politics ». *European Journal Of International Relations*, (Sept. 1997), 319-363.

Européenne a appelé la zone « euro-méditerranéenne » et pas simplement « méditerranéenne ». De plus, la zone n'est ainsi pas conçue comme une région autonome mais comme une extension de l'Europe sous une hégémonie européenne⁸⁶⁶. Avant tout, pour l'Europe, la Méditerranée est une zone d'« expansion naturelle de son dynamisme économique et commercial » donc « la zone privilégiée qui lui permettra de stabiliser son environnement pour maximiser ses atouts dans la compétition internationale »⁸⁶⁷.

La zone Euromed est une « euro- invention », une « zone souhaitée » ou encore « une zone de chantier » par les actions et le discours de l'union Européenne. Comme B. Kodmani-Darwish le souligne : « la Méditerranée comme concept historique existe, mais celle du présent est une construction artificielle, du moins nouvelle, parce qu'elle ne correspond à aucune réalité objective, que l'on perçoit ou conçoit spontanément, ni politique, ni linguistique, ni religieuse ». Puisque des points communs civilisateurs « n'existent même pas dans les esprits des intellectuels de part et d'autres des deux rives » d'après B. Kodmani-Darwish, on parle plutôt de région « choisie » ou de région « souhaitée »⁸⁶⁸. C'est donc une zone créée par un discours politique et économique développé par l'UE, et destiné aux États du bassin⁸⁶⁹.

D'après P. Willa, le concept d'« Euro-méditerranée » n'est pas très ancien dans le discours communautaire, bien que la Commission voie ses actions précédentes dans la zone comme préparation du dernier pas qui se réalise avec la déclaration de Barcelone : « (...) On constate donc un rapprochement progressif et qualitatif important, au fil du temps, préparant la voie pour un véritable espace euro-méditerranéen »⁸⁷⁰. En fait c'est seulement après la guerre froide, que l'UE et ses États membres ont commencé à traiter la Méditerranée en termes régionaux dans leurs projets⁸⁷¹.

Le changement de discours dans la perception de la Méditerranée par l'Union Européenne devient plus clair suivant quatre orientations : les réflexions de la fin de la guerre

⁸⁶⁶ Pierre Willa. « La Méditerranée comme Espace Inventé », 13.

⁸⁶⁷ Bassma Kodmani-Darwish, « Pulsions et impulsions : l'euro-méditerranée comme enjeu de société », *Politique étrangère*, 1/98, printemps 1998, 38.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1998_num_63_1_4722

⁸⁶⁸ Ibid

⁸⁶⁹ Pierre Willa, « La Méditerranée comme Espace Inventé », 13.

⁸⁷⁰ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement, « Renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne : vers un partenariat euro- méditerranéen » (SEC-94-427 final Bulletin de l'UE, 2/95), 10

⁸⁷¹ Pierre Willa. « La Méditerranée comme Espace Inventé », 13.

froide, la structure actuelle de la Méditerranée, les évolutions de la politique internationale et régionale et la logique interne de l'Union Européenne⁸⁷². Avec la fin de la guerre froide dans un système international, puisque la bipolarité s'est terminée, la Méditerranée est devenue un espace « multipolaire », « instable » et « indéfini »⁸⁷³. Dans ce nouvel ordre mondial, il y a eu un vide que les puissances cherchent à occuper. C'est dans cette ambiance où les dynamiques internationales et régionales ont changé, que l'UE saisit les nouvelles possibilités de coopération à travers la Méditerranée en désirant créer une zone stable dans sa périphérie.

Chapitre 2. La coopération euro-méditerranéenne et la Turquie

2.1. La perspective théorique : la coopération, le régionalisme et l'intégration régionale dans les relations internationales

La *coopération* peut être définie comme le processus de travailler ou d'agir ensemble, qui peut être assuré par des agents internationaux et non-internationaux. C'est une alternative à agir séparément dans le cadre de la compétition. La coopération, qui présuppose au moins deux parties en relation⁸⁷⁴, peut être volontaire, forcée, ou encore non prévue. Ainsi, les acteurs peuvent coopérer, même s'ils n'ont pas d'intérêts et/ou de buts communs⁸⁷⁵.

Selon le courant réaliste, le système international est anarchique et les États sont unitaires, égoïstes, cherchant à maximiser leurs gains selon leurs intérêts nationaux. Dans le système anarchique, où il n'y a pas d'autorité centrale supérieure aux États, il est difficile de coopérer autour des intérêts communs pour les réalistes. Ainsi, comment l'intégration et la coopération peuvent-elles se développer dans des situations où chaque État a des raisons d'être égoïste ? Pourquoi les États coopèrent-ils, et dans quelles conditions les coopérations sont-elles institutionnalisées ? La coopération dans le système anarchique est rare parce que les États se comportent comme autonomes où le *self help* est la règle principale. Pour les

⁸⁷² Ibid

⁸⁷³ Christophe Berdat. « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? », 4.

⁸⁷⁴ Arthur A. Stein, *Why Nations Cooperate: Circumstance and Choice in International Relations*, 2nd ed. (Baltimore, MD, United States: Cornell University Press, 1990), 13

⁸⁷⁵ Robert Axelrod. *The Evolution of Cooperation.*, (New York: Basic Books, 1984)

réalistes, la coopération se forme donc sous la menace commune et en tant que situation *temporaire, inhabituelle et non importante*⁸⁷⁶.

De l'autre côté, selon le libéralisme, les acteurs sont *self-interested* et il y a des interactions entre les États, pré-informés, qui connaissent bien les coûts des conflits. D'après A. Stein, la base de la coopération, c'est la *rationalité self-interested*. Le système international est caractérisé par l'existence de *normes, de règles, de régularisations et d'ordre*, où il y a des interactions internationales et des arrangements coopératifs⁸⁷⁷. Les pays ne désirant pas une intégration régionale sont poussés à s'y inclure, car, sinon les coûts de la défection deviennent beaucoup plus élevés après qu'auparavant. Ils participent au « club » afin de ne pas payer les coûts de non participation. La théorie de « clubs » de A. Baldwin montre un aspect particulier de la volonté « d'admission dans le club » ou plus précisément de ne pas rester en dehors de celui-ci; qui est destiné à produire un bien collectif ayant des effets d'exclusion pour les acteurs restés en dehors⁸⁷⁸.

Pour les intergouvernementalistes, comme Andrew Moravcsik, ce sont les États-membres d'une intégration régionale qui décident rationnellement de faire converger une politique dans un domaine précis selon leurs choix liés à leurs intérêts⁸⁷⁹. Et les explications des deux approches néo-fonctionnaliste et néo-institutionnaliste, comme celle de Ernest Haas et de Paul Pierson, insistent sur les dynamiques institutionnelles d'une intégration régionale⁸⁸⁰. Ernest Haas définit l'intégration comme un processus par lequel les différents acteurs politiques transfèrent leurs attentes, activités politiques et allégeances vers une nouvelle construction, vers les institutions qui sont au centre et qui remplacent les États-nationaux préexistants⁸⁸¹. D'après David Mitrany, ce sont les besoins humains qui sont à la base de toutes sortes de relations sociales, étant donné que « de nombreux besoins traversent les frontières », des coopérations et des organisations internationales sont acceptées par des

⁸⁷⁶ Arthur A. Stein, *Why Nations Cooperate: Circumstance and Choice in International Relations*, 2nd ed. (Baltimore, MD, United States: Cornell University Press, 1990), 6-7

⁸⁷⁷ Ibid

⁸⁷⁸ Gerard Kebabdjian. «Economie Politique du Regionalisme: le Cas Euro- Méditerranéen», *Revue Region et Développement* (no 19–2004), 156

⁸⁷⁹ Andrew Moravcsik, *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, (Ithaca, Cornell University Pres. 1998)

⁸⁸⁰ Gerard Kebabdjian «Economie Politique du Regionalisme: le Cas Euro- Méditerranéen», 156

⁸⁸¹ Ernest Haas, *The Uniting of Europe*, (Standford: Standford University Press, 2e ed, 1968), 16.

États puisqu'elles fonctionnent afin d'assurer le bien-être sans endommager la souveraineté de ces derniers⁸⁸².

Comme évoqué, le régionalisme est un concept récent dans les théories des relations internationales et la région s'est présentée d'une façon différente avec la perception changeante des territoires. C'est durant la période ayant suivi la fin de la guerre froide que le sujet de régionalisme est réapparu parallèlement à la montée de la globalisation, dans le nouvel ordre mondial, de plus en plus multipolaire, divisé en grandes régions, marqué par des accords régionaux signés. Ces deux tendances, régionalisation et globalisation, peuvent sembler contradictoires à première vue. Par contre, pour plusieurs, la régionalisation apparaît comme une simple étape de la mondialisation⁸⁸³.

Si l'on prend l'intégration régionale au sens économique, selon J.M. Siroen, il existe plusieurs phases dans le processus d'intégration. Ces phases peuvent être distinguées comme⁸⁸⁴ : les associations et forums de coopération, les accords de préférence non réciproques, la zone de libre échange, premier stade véritable de l'intégration : les pays adhérents renoncent à imposer leurs échanges commerciaux, l'Union douanière où, en plus du libre échange, tous les pays s'alignent sur un tarif extérieur commun, le marché commun, où les facteurs de production autant que les biens circulent librement à l'intérieur de la zone, l'union monétaire, où les pays abandonnent leur souveraineté monétaire afin d'adopter une monnaie commune.

D'après la Typologie de Siroen, en Méditerranée, on constate que les Pays du sud et de l'est méditerranéen (PSEM) sont à des stades différents de l'intégration avec l'UE. La Turquie est celle qui est la plus avancée, puisqu'elle a conclu l'Union douanière avec l'UE. D'autres pays comme la Tunisie et le Maroc sont liés à l'Europe par des accords de coopération depuis les années 1970 et le sont maintenant par des accords dits d'associations, signés depuis la déclaration de Barcelone. Ainsi, au sens économique la zone euro-méditerranéenne n'en est qu'au premier stade de l'intégration⁸⁸⁵.

⁸⁸² David A Mitrany, *Working Peace System : An argument for the Functional Development of International Organization*, (Oxford University Press, 1944)

⁸⁸³ Michel Fouquin «Mondialisation et Régionalisation» *Euro- Méditerranée: Une Région à Construire*, ed. Robert Bistolfi, (Publisud, 1995), 37

⁸⁸⁴ J.M. Siroen cité par Remy Bouallegue «L' intégration régionale euro méditerranéenne». 2002, 12

⁸⁸⁵ Ibid

2.2. Le Partenariat Euro-méditerranéen et le Processus de Barcelone

La Communauté européenne entretient, depuis l'origine, des relations proches avec les pays du bassin méditerranéen. La coopération entre la Communauté économique européenne et les pays méditerranéens a débuté peu de temps après la création de la CEE dans les années 1960, avec la signature d'accords de coopération économique et commerciale avec les pays du Maghreb et du Machrek et d'accords d'association avec ceux d'Europe du Sud-Est⁸⁸⁶. Depuis les années 60, la Méditerranée continue à représenter l'un des axes majeurs de l'action extérieure européenne. Etant resté dans des domaines économiques durant les années 1970-1980, la coopération euro-méditerranéenne a, et notamment depuis 1989, considérablement évolué.

La politique globale méditerranéenne lancée en 1972 est née de la nécessité et de l'importance stratégique de la Méditerranée pour les pays européens. Cette politique globale méditerranéenne soulignait plutôt les régulations sur le libre échange des produits industriels mais ne concernait pas la coopération politique et sécuritaire. Entre 1977 et 1985, la politique méditerranéenne de la CEE a connu une phase difficile avec l'élargissement vers la Méditerranée. D'abord, l'adhésion de la Grèce en 1981, puis l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté ont créé une nouvelle dimension méditerranéenne et une nouvelle période dans les relations CEE-PTM a commencé⁸⁸⁷.

Pendant la période avant Barcelone, notamment avant la fin de la Guerre Froide, il existait plusieurs raisons pour avoir une coopération économique, politique et stratégique avec les pays méditerranéens pour la Communauté Européenne. Selon Christopher Pienning, ces raisons étaient :⁸⁸⁸

- les relations coloniales entre quelques pays européens et méditerranéens,
- la déstabilisation de la zone en raison de l'établissement d'Israël après la Deuxième Guerre mondiale et donc le commencement des problèmes avec ses voisins arabes ;
- le développement des relations économiques afin de faciliter la circulation des produits méditerranéens dans le marché européen

⁸⁸⁶ Turquie en 1963, Malte et Chypre respectivement en 1972 et 1973

⁸⁸⁷ Christophe Berdat « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? », 39.

⁸⁸⁸ Christopher Pienning. *Global Europe: The European Union in the World Affairs*, (London, Lynne Rienner Publisher, 1997), 70

- la fourniture du gaz naturel et du pétrole du Moyen-Orient qui est nécessaire pour le développement économique et technologique des pays européens.

Au cours des années qui ont suivi la fin de la Guerre froide, la politique méditerranéenne a connu une importante « redéfinition à la fois qualitative et quantitative »⁸⁸⁹ et l'Europe a pris conscience de la nécessité de mener une politique plus cohérente et globale dans cette région qui lui est proche et qui revêt un intérêt stratégique. Deux ans avant la déclaration de Barcelone, la CEE est devenue Union Européenne et a obtenu une nouvelle dimension avec le Traité de Maastricht. Puisqu'elle a obtenu une identité politique et socio-culturelle, l'Union Européenne a dû construire une zone de prospérité en Méditerranée afin de soutenir sa périphérie stable et assurer un cadre au système sécuritaire de l'Union. Elle avait besoin d'une coopération forte en Méditerranée pour mieux combattre les nouvelles menaces apparues au lendemain de la Guerre Froide⁸⁹⁰. Ainsi les raisons qui expliquent l'avancement des relations euro-méditerranéennes après la Guerre froide sont plutôt des problèmes sécuritaires. Selon Christopher Pienning, le rapprochement euro-méditerranéen pendant la période après la Guerre froide était dû à :⁸⁹¹

- l'augmentation de l'immigration illégale en provenance de l'Afrique du Nord et à destination de l'Europe ;
- l'augmentation des crimes terroristes liés à la promotion du conservatisme, de l'extrémisme islamique.

L'ambition forte de l'UE s'est traduite en 1992, par le lancement de la Politique Méditerranéenne Rénovée (PMR) qui a donné à la coopération dans la zone euro-méditerranéenne un contenu plus ambitieux par des efforts financiers, par le développement d'une coopération régionale, s'appuyant sur l'ajustement structurel pour les pays méditerranéens menant une politique d'ouverture et de réforme économique, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre d'un véritable partenariat euro-méditerranéen⁸⁹².

⁸⁸⁹ Chrsitophe Berdat « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? ... », 44.

⁸⁹⁰ Sibel Oktay « Avrupa Birliğinin Doğu Genişlemesinin Avrupa-Akdeniz Ortaklığına Etkisi: üye devletlerin tercihlerinin bir analizi », 2007, 50

⁸⁹¹ Christopher Pienning *Global Europe: The European Union in the World Affairs*. 1997, 70

⁸⁹² La documentation Française « Quel Partenariat Euro- Méditerranéen » <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-mediterranee/partenerariat-euro-mediterraneen.shtml>

Avec les Sommets de Corfou et d'Essen de 1994, où l'Espagne propose la création d'une plateforme régulière de coopération et avec la décision du Sommet de Cannes de 1995, l'Europe s'est décidée en faveur d'un partenariat euro-méditerranéen en signant le protocole qui définit la position de l'Europe. Même s'il y avait des efforts européens pour une coopération dans le bassin méditerranéen, il manquait, pour l'essentiel, une certaine réciprocité et donc c'est avec la déclaration de Barcelone que la politique méditerranéenne de l'UE est devenue un partenariat multilatéral et stratégique entre l'Europe et la Méditerranée⁸⁹³.

2.2.1. La Déclaration du Barcelone et ses dispositions

Lancé en 1995, le partenariat euro-méditerranéen incluait les quinze pays de l'Union européenne et douze pays de la région Méditerranée : Algérie, Autorité palestinienne, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie. Avec l'élargissement du 1er mai 2004, l'UE a intégré deux des partenaires méditerranéens : Chypre et Malte. Après les élargissements de l'UE, le partenariat compte quarante-trois pays soit les vingt-huit de l'UE et quinze pays tiers méditerranéens (PTM). La Libye assiste aux conférences des Ministres des affaires étrangères à titre d'observateur.

La déclaration de Barcelone, adoptée lors de la Conférence Euro-méditerranéenne, et signée à Barcelone le 28 novembre 1995 par les représentants européens et ceux des États prenant part au partenariat comporte trois volets⁸⁹⁴ :

- le volet politique et de sécurité afin de définir et assurer un espace commun de paix et de stabilité ;
- le volet économique et financier ayant pour objectif la construction d'une zone de prospérité partagée ;
- le volet social, culturel et humain visant à favoriser la compréhension entre les cultures, les échanges entre les sociétés civiles et à développer les ressources humaines.

Le volet politique et sécuritaire du PEM est celui qui est le moins développé dans le texte de la Déclaration⁸⁹⁵. En revanche, même si ce n'est pas très détaillé, l'UE a voulu

⁸⁹³ Sibel Oktay « Avrupa Birliğinin doğu genişlemesinin avrupa-akdeniz ortaklığına etkisi: üye devletlerin tercihlerinin bir analizi », 2007, 51.

⁸⁹⁴ Déclaration de Barcelone, Adoptée lors de la Conférence Euro-Méditerranéenne, (27-28 novembre, 1995)

introduire ce volet politique afin d'assurer une triple dimension qui serait plus avantageuse pour les partenaires. Habitué à des coopérations dans le domaine économique avec les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, l'UE a pris conscience que d'autres secteurs devraient aussi être renforcé pour que la coopération court sur le long terme. Dans ce but, les partenaires de Barcelone se sont mis d'accord sur une série de principes afin de stabiliser l'espace euro-méditerranéen⁸⁹⁶ :

- agir conformément au droit international, et notamment à la Charte des Nations-Unies et à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ;
- développer l'État de droit et la démocratie dans leur système politique, respecter et faire respecter la diversité, la tolérance, les droits de l'homme et les libertés fondamentales et échanger des informations sur ces questions ;
- respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale, l'égalité de droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays partenaires, et régler les différends avec eux de manière pacifique ;
- intensifier la coopération dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée ou encore le trafic de drogue ;
- promouvoir la non-prolifération nucléaire, la limitation des armements en tous genres, ne pas développer une capacité militaire qui dépasse les moyens de légitime défense, et si possible, faire du Moyen-Orient une région exempte d'armes de destruction massive.

Les dispositions ont un caractère général et les signataires ont utilisé une définition large du terme sécurité englobant les dimensions politique, socio-économique, écologique, culturelle et militaire.

Quant au volet économique et financier du partenariat euro-méditerranéen, il consiste à parvenir à la construction d'une zone de prospérité partagée en Méditerranée. Cet objectif nécessite un développement socio-économique durable et équilibré par l'amélioration des conditions de vie des populations, l'augmentation du niveau de l'emploi, ainsi que par la promotion de la coopération et de l'intégration régionale. Pour réussir à les obtenir, trois moyens sont mis en œuvre :

⁸⁹⁵ Institut MEDEA « Au-delà du processus de Barcelone, l'Union Méditerranéenne. Quelles ambitions, et pour quels changements? » (2008)

⁸⁹⁶ Voir la Déclaration de Barcelone, 1995

- l'établissement progressif d'une zone de libre-échange (ZLE) ;
- la mise en œuvre d'une coopération et d'une concertation économique appropriées dans les domaines concernés ;
- l'augmentation substantielle de l'assistance financière de l'UE aux PTM.

La construction d'une ZLE devait passer par des accords de libre-échange entre les partenaires méditerranéens eux-mêmes, à côté des accords euro-méditerranéens existants et ceux à venir, c'est-à-dire une intégration économique Sud-Sud. En fait, ce marché commun serait le plus conséquent du monde grâce au nombre d'États participant, ainsi que par le nombre de consommateurs y résidant. L'année 2010 avait été choisie comme date pour l'instauration de la ZLE. Jusque là, les États partenaires devaient lever tous les obstacles tarifaires et non- tarifaires concernant les échanges de produits manufacturés. La libéralisation des produits agricoles avait été aussi envisagée⁸⁹⁷ mais elle n'a pas vu le jour.

La coopération économique existait déjà entre l'UE et les PTM mais son renforcement est prévu par le partenariat euro-méditerranéen dans plusieurs domaines spécifiques comme l'intensification de l'investissement et de l'épargne privée, le renforcement de la coopération au niveau régional (en vue de l'instauration de la ZLE) et de la coopération environnementale, la promotion du rôle des femmes dans le développement, la création d'instruments communs de gestion et de conservation des ressources de la pêche (halieutiques), le développement de la coopération dans le secteur énergétique, secteur pivot du partenariat économique euro-méditerranéen et la modernisation et restructuration de l'agriculture. Les domaines de concertation et de coopération sont donc nombreux et l'on peut en ajouter d'autres comme les transports, les technologies d'information les télécommunications ou encore le respect du droit maritime, l'aménagement du territoire ou la coopération statistique.⁸⁹⁸

Quant au partenariat social, culturel et humain, les partenaires ont le but d'assurer le rapprochement et la compréhension entre les peuples, ainsi que l'amélioration de la perception mutuelle. Selon le document officiel, ce partenariat est basé sur le compromis entre, d'un côté, l'existence, la reconnaissance et le respect mutuel de cultures et de civilisations diverses des deux parties de la Méditerranée, et, de l'autre, la mise en valeur de racines communes. Afin de satisfaire un tel objectif, la Déclaration de Barcelone met l'accent

⁸⁹⁷ Ibid

⁸⁹⁸ Institut MEDEA « Au-delà du processus de Barcelone, l'Union Méditerranéenne. Quelles ambitions, et pour quels changements? » 2008

sur l'importance du dialogue interculturel et interreligieux, le rôle des médias pour la connaissance et la compréhension réciproque des cultures, la nécessité de la participation de la société civile au partenariat euro-méditerranéen et le renforcement des instruments de la coopération décentralisée, pour favoriser les échanges entre les différents acteurs du développement, ainsi que la coopération dans le domaine de l'immigration clandestine, dans la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogues, la criminalité internationale et la corruption.

L'Union Européenne à travers le programme MEDA, la Banque Européenne d'Investissement et les aides bilatérales des États membres sont les sources de financement du partenariat euro-méditerranéen. Le programme MEDA est l'instrument principal de financement du Partenariat euro-méditerranéen afin d'appliquer les mesures prises dans les trois volets du processus de Barcelone⁸⁹⁹.

Les priorités pour les ressources MEDA au niveau bilatéral sont :

- L'appui à la transition économique: l'objectif est de préparer la mise en œuvre du libre-échange en améliorant la compétitivité en vue de parvenir à une croissance économique durable, en particulier grâce au développement du secteur privé ;
- Le renforcement de l'équilibre socio-économique, l'objectif étant d'alléger les coûts à court terme de la transition économique par des mesures appropriées dans le domaine de la politique sociale.

Il existe aussi des programmes régionaux agissant dans les trois domaines de la Déclaration de Barcelone et ses activités sont ouvertes à tous les partenaires. Pour donner quelques exemples des projets financés nous pouvons citer le réseau EuroMeSCo des instituts de politique étrangère, le réseau Femise des instituts de recherche économique, le programme SMAP pour l'environnement, le programme Euromed Heritage et le programme Euromed Jeunesse.

Le rôle de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), quant à elle, est d'accorder des sommes égales à celles allouées par MEDA, mais sous forme de prêts. La BEI a créé une structure dédiée à l'intervention dans les PTM ; la Facilité euro méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP), depuis 2002. Elle intervient dans le cadre du

⁸⁹⁹ Ibid

Processus de Barcelone, mais aussi dans celui de la Politique Européenne de Voisinage. Elle aide à la mise en application du Processus de Barcelone et de la PEV afin de favoriser la modernisation, l'ouverture et l'intégration régionale des économies des PTM. Elle se concentre sur deux axes : le soutien au secteur privé, et la création d'un environnement favorable à l'investissement. La BEI travaille en collaboration avec la Commission Européenne, les représentants des pays méditerranéens, les institutions financières internationales et bilatérales européennes (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement et les Institutions européennes de financement du développement (IEFD) opérant en Méditerranée.

2.2.2. La Turquie et le Processus de Barcelone

2.2.2.1. La perception de la Méditerranée par la politique étrangère turque

Prenant place dans la Méditerranée orientale en tant qu'un des pays les plus peuplés, n'appartenant ni au Moyen Orient, ni à la région arabe, ni à l'Europe totalement, et se positionnant en tant que pont entre ces régions, la conceptualisation géopolitique de l'(Euro)-Méditerranée et sa signification constitue un sujet problématique pour la Turquie. Selon l'approche géopolitique dominante en Turquie, étudié dans la deuxième partie de ce présent travail, elle est un pays de caractère *unique* dans l'espace euro-méditerranéen car chaque fois qu'elle trouve des points communs avec d'autres pays dans cet espace émergent aussi des contradictions qui proviennent de son caractère musulman mais laïque, oriental mais pas arabe, occidental mais pas chrétien.

A ces registres multi-identitaires s'ajoute l'environnement externe dans lequel la Turquie essaye de survivre comprenant des régions instables ou déstabilisées, sous les conflits territoriaux et sous la rivalité. En tant qu'État dans l'épicentre des régions sous conflits, le premier but de la Turquie est de conserver sa position existante⁹⁰⁰. Dans ce contexte imaginaire sécuritaire, la Turquie a pris sa place dans la coopération euro-méditerranéenne depuis sa création en 1995, mais, d'une manière indifférente. Il y a plusieurs raisons derrière

⁹⁰⁰ Fatif Tayfur, « The Turkish vision of the euro-mediterranean partnership », *Euromesco Paper* no 8, 2000. 5

cette indifférence mais, à ce stade, nous allons élaborer la perception de la zone euro-méditerranéenne par la Turquie qui est l'une des plus importantes de ces raisons.

Pour la diplomatie turque, la Méditerranée n'est pas simplement une « région » mais un complexe de régions où elle n'a pas une seule politique⁹⁰¹ et où ses attitudes ont été dominées d'abord, sur la base du syndrome de Sèvres, ensuite par la mentalité de la guerre froide⁹⁰². N'ayant pas une seule compréhension de l'Euro-méditerranée, ni dans le sens géographique, ni politique, ni géopolitique, sa conception est influencée par les faits autour des sujets comme la candidature à l'UE, le problème chypriote, les relations gréco-turques, les problèmes dans la mer Egée, les relations arabo-turques, les conflits au Moyen Orient.

La Turquie ne se voit pas méditerranéenne parce que, pour la diplomatie turque, un concept « d'appartenance à la méditerranée n'existe pas elle-même » affirme une diplomate turc⁹⁰³. De la même façon, l'auto perception de la Turquie dans sa politique étrangère c'est d'avoir, en premier lieu, une identité européenne et pas méditerranéenne. Percu comme « un cul-de-sac plus qu'un espace d'ouverture », la Turquie reste donc « incapable d'aller vers la Méditerranée et de considérer celle-ci dans sa totalité, au delà des contacts directs et immédiats (...) »⁹⁰⁴. Témoignant de cette perception turque, la Méditerranée est dans l'intérêt des différents départements régionaux s'occupant d'Europe, du Moyen Orient, et des Balkans au sein de Ministère des Affaires Etrangères de Turquie.

A la différence des autres pays d'intégration euro-méditerranéen qui se concentrent sur les interactions Nord-Sud, la stratégie de la Turquie dans la zone est dominée par les événements à l'est de la Méditerranée où se trouvent des sujets qui influencent ses intérêts nationaux. Le nord et l'ouest de la Méditerranée, qui sont relativement stables, n'attirent pas beaucoup l'attention des responsables de la politique étrangère turque⁹⁰⁵ dans le cadre des politiques méditerranéennes puisque cela concerne un autre volet principale de la politique étrangère turque qui est le désir d'adhérer à l'Union européenne.

Afin de mieux comprendre la perception méditerranéenne de la Turquie, il faut observer la politique étrangère turque vers l'ouest dans le cadre de ses relations profondes

⁹⁰¹ Entretien avec les diplomates chargé d'Affaires, l'Ambassade de la Turquie, Paris, (18.05.2010)

⁹⁰² Suhnaz Yılmaz, « The role of Turkey in Euro Mediterranean Security » *Euromesco Briefs* 2. 2003, 2.

⁹⁰³ Entretien avec les diplomates turcs, l'Ambassade de la Turquie a Paris, (18.05.2010)

⁹⁰⁴ Eldem, Edhem, *La Méditerranée Turque*.

⁹⁰⁵ Suhnaz Yılmaz « The role of Turkey in Euro Mediterranean Security », 2

avec l'Union Européenne. Dès la création de la Communauté Economique Européenne, le premier objectif de la politique étrangère Turque c'est d'intégrer l'UE. En fait comme analysé dans la première partie, le désir d'intégrer à l'Occident est apparu avant même la création de la CEE et ce grâce à l'idéologie fondatrice. C'est pour cette raison que la Turquie accueille avec réticence toute autre démarche qui pourrait endommager le processus d'adhésion complet à l'UE.

Pourtant, la Turquie prend sa position et réagit activement dans le cadre du volet sociopolitique du processus de Barcelone afin de contribuer à l'intégration Euro-méditerranéenne. Elle contribue au processus afin *d'encourager le dialogue* en profitant du multiple caractère de son identité : laïque, démocratique, musulman et séculaire. La zone euro-méditerranéenne est un lieu de conflits et comme un senior-officier turc le souligne, avec son importance stratégique et géopolitique, la Turquie peut jouer *un rôle stabilisateur* important dans le bassin méditerranéen surtout dans les zones de conflit en servant comme un *pont* grâce à sa proximité à l'Europe ainsi qu'au Moyen Orient afin d'assurer la paix dans la région⁹⁰⁶.

Par ailleurs, la coopération politique en Méditerranée n'a jamais été au cœur de l'agenda immédiat de la Turquie. En fait, les responsables turcs n'y ont pas vu un intérêt intéressant puisque la politique étrangère turque est tournée vers d'autres sujets plus importants -à la base de son imaginaire identitaire, sécuritaire et socio-politique- dans plusieurs domaines concernant cette zone⁹⁰⁷. Comme déjà évoqué, Chypre et Grèce ainsi que les relations bilatérales turco-européennes, sont des sujets qui attirent bien plus l'attention des acteurs de la politique étrangère turque. En outre, comme les turcs « ne se considèrent pas comme arabes ou asiatiques mais comme des européens » ils ont toujours voulu une intégration en Europe. Ainsi, « la Turquie est restée relativement en retrait » dans le partenariat euro-méditerranéen et les facteurs limitatifs de sa participation étaient « son contentieux avec la Grèce et ses déceptions vis-à-vis de l'Union Européenne »⁹⁰⁸. Toutefois, il importe de souligner que les responsables turques ont participé à toutes les réunions et les

⁹⁰⁶ Entretien avec Fikret Demirbükten; Chef contrôleur et chef inspecteur, Le sous-secrétariat du Trésor du Première Ministère de la République Turque, Ankara, Turquie, (24.04.2008)

⁹⁰⁷ Fatih M. Tayfur, «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership and the Black Sea Economic Cooperation: A Comparative Analysis », 48, <http://www.ceeol.com/aspx/getdocument.aspx?logid=4&id=cd810b69-8a01-4d99-98ac-48e071442268>

⁹⁰⁸ Michel M. Vauzelle ; Député. « Le partenariat euro-méditerranéen » La Commission des Affaires Etrangères (Rapport d'information n° 1737, 1999)

conférences qui concernent le partenariat Euro Méditerranéen depuis la Conférence de Barcelone de 1995. Même pendant la Haute Réunion de 2006, c'était seulement la Turquie et l'Autorité Palestinienne qui étaient présentes à côté des acteurs de l'UE. « Nous participons à Euromed et au processus de Barcelone et nous nous intéressons à tout ce qui concerne la Méditerranée » annonce le président de la République Turque Abdullah Gül dans un interview publiée dans un quotidien français.⁹⁰⁹

D'ailleurs, la Turquie a un statut différent des autres pays méditerranéens puisqu'elle est le seul pays méditerranéen qui continue les négociations en tant que pays candidat pour une adhésion entière à l'Union Européenne et qui appartient au processus de Barcelone depuis 1995. La Turquie, « tout en étant intéressée par le processus de Barcelone, a pris dès l'origine sa distance à l'égard du processus essentiellement parce qu'elle est elle-même engagée sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne » affirme M. Vauzelle⁹¹⁰.

Le statut « sur mesure » de la Turquie dans l'Euromed et les faibles relations politiques entre l'UE et la Turquie ont influencé négativement son attitude dans le partenariat⁹¹¹. Quelles que sont les raisons de l'indifférence turque à l'égard du partenariat euro-méditerranéen, chaque fois que nous interrogeons un représentant officiel pendant nos études de terrain, ils se trouvent dans l'obligation de souligner que la Turquie devait s'occuper simultanément de plusieurs problèmes nationaux, régionaux ainsi que globaux qui sont cruciaux du fait de *sa localisation géopolitique particulière* et que la Méditerranée ne donc constituait pas l'une des priorités de la Turquie parmi ces questions variées. Pour mieux comprendre la position de la Turquie dans le processus de Barcelone, il faut jeter un regard aux relations avec l'UE qui est prioritaire dans le cadre des relations euro-méditerranéennes.

⁹⁰⁹ Pierre Rousselin « Ce que la Turquie peut apporter à l'Europe », interview d' Abdullah Gül; Président de la République Turque *le Figaro*, (27 novembre 2007)

⁹¹⁰ Michel Vauzelle ; Député. « Le partenariat euro-méditerranéen » (Rapport d'information n° 1737, 1999)

⁹¹¹ Fatih M. Tayfur, « Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership and the Black Sea Economic Cooperation: A Comparative Analysis », 48

2.3. La Turquie, l'Union Européenne et la coopération euro-méditerranéenne

« En 1699, à la suite du 2^e siège de Vienne par l'Empire Ottoman, les parties se sont réunies à Karlowitz pour la conclusion du Traité de paix. Une maison en bois avec quatre portes a été construite à cet effet. Symboliquement, les représentants de l'Empire ottoman étaient entrés dans cette maison par la porte de l'Est, les autrichiens par la porte de l'Ouest, les vénitiens par la porte du Sud et les polonais par la porte du Nord. A l'issue des négociations, une chapelle, la chapelle de la paix, a été construite à l'emplacement de la maison en bois avec les quatre mêmes portes. La porte de l'Est a été murée pour symboliser la volonté de ne pas voir les turcs revenir en Europe. Aujourd'hui, cette chapelle est en rénovation. Les trois portes par lesquelles étaient entrées les puissances européennes sont ouvertes, celle de l'Est reste fermée par une plaque métallique. On ne sait pas encore aujourd'hui si celle-ci va à nouveau être condamnée à l'issue des travaux ou si elle restera ouverte »⁹¹².

Depuis la naissance de la Turquie républicaine, le pays s'est tourné vers l'*Occident*⁹¹³. La Turquie est un membre fondateur de l'ONU et un membre de l'OTAN depuis 1952. Ankara siège au sein du Conseil de l'Europe depuis 1949, de l'OCDE depuis 1961, et a accédé au statut de membre associé de l'Union de l'Europe occidentale en 1992. Les responsables de la politique étrangère turque ayant déclaré très tôt leur volonté de prendre part dans l'intégration européenne se sont engagés sur la voie d'une coopération étroite avec la Communauté économique européenne dès 1959, et depuis cette date qui a marqué le dépôt de sa candidature à une accession au statut de membre associé à la CEE, la question de l'entrée de la Turquie au sein de la CEE fait l'objet de sa politique étrangère. C'est en 1963 que la Turquie et la CEE ont signé l'Accord d'Ankara plaçant la Turquie sur la voie de l'Union douanière et d'une adhésion entière, qui est en même temps un des documents principaux dans les relations bilatérales. En 1987, la Turquie a présenté sa candidature à l'entrée dans la CEE et en 1995, après avoir complété les phases prévues par l'accord d'Ankara, elle est entrée dans l'union douanière. Après la déception d'être refusée lors du Sommet de Luxembourg en 1997, elle a obtenu, en 1999, le statut de pays candidat lors du Sommet d'Helsinki. Finalement, le 3 octobre 2005, est devenu un point très important dans son aventure européenne puisque les négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie qui étaient déjà prévues en décembre 2004

⁹¹² Metin Munir « Duvar », *Milliyet*, 13 juillet 2008, cité par Kiymet Ant, *l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Une conditionnalité hors commun*. Prologue, (l'Harmattan, 2010).

⁹¹³ Ministre des Affaires Etrangères de la Turquie. Accessed : <http://www.mfa.gov.tr/vue-generale.fr.mfa>

lors du sommet de Bruxelles se sont officiellement ouvertes au Luxembourg. Cependant, plusieurs chapitres des négociations restent bloqués sur divers plans, et avec un blocage venant notamment de Grèce, Chypre ; deux voisins méditerranéens et de la France, l'État promoteur du projet euro-méditerranéen.⁹¹⁴ Ainsi, la porte de l'Est de la *chapelle de la paix* qui avait été murée pour symboliser la volonté de ne pas voir les turcs revenir en Europe, reste toujours fermée, même au sens imaginaire.

Toutefois, avec l'entrée en vigueur en 1996 de l'union douanière, la Turquie est devenue le seul pays non membre de l'UE qui est institutionnellement le plus intégré à l'UE.⁹¹⁵ Elle est la 6ème plus grande économie en Europe et a de vastes relations commerciales et économiques avec l'UE qui est le plus grand partenaire de commerce et d'investissements de Turquie. Par ailleurs, d'un part, l'UE et la Turquie ont des intérêts

⁹¹⁴ Dans le processus d'adhésion, les négociations ont été ouvertes sur quatorze chapitres jusqu'à présent : « 4- Libre circulation des capitaux », « 6- Droit des sociétés », « 7- Droit de la propriété intellectuelle », « 10- Société de l'information et médias », « 12- Politiques vétérinaire et phytosanitaire et de la sécurité alimentaire », « 16- Fiscalité », « 18- Statistiques », « 20- Politique d'entreprise et politique industrielle », « 22- Politique régionale et coordination des instruments structurels », « 21- Réseaux transeuropéens », « 25- Science et recherche », « 27- Environnement », « 28- Protection des consommateurs et de la santé », « 32- Contrôle financier ». L'un d'entre eux (25- Science et recherche) a été provisoirement clos. Le 29 juillet 2005, le Protocole additionnel étendant la validité de l'Accord d'Ankara aux nouveaux États membres ayant adhéré à l'UE en 2004 a été conclu par un échange de lettres entre la Turquie, la présidence de l'UE et la Commission. Une déclaration officielle, faisant partie intégrale de la lettre et de signature de Turquie a été également faite. Dans la déclaration, il a été explicitement indiqué que la Turquie n'a reconnu en aucun cas l'« administration chypriote grecque de Chypre du Sud » par la signature du Protocole additionnel. Avec la décision du Conseil européen en décembre 2006, les négociations sur huit chapitres ne peuvent pas s'ouvrir (« 1- Libre circulation des marchandises », « 3- Etablissement de société et libre prestation de services », « 9- Services financiers », « 11- Agriculture et développement rural », « 13- Pêche », « 14- Politique du transport », « 29- Union douanière » et « 30- Relations extérieures ») et des autres chapitres ne peuvent être provisoirement clos au motif que la Turquie n'assume pas ses obligations découlant du Protocole additionnel de l'Accord d'Ankara dans son intégralité (la position de la Turquie à l'égard de l'Administration chypriote grecque de Chypre du Sud). D'autre part, la France a déclaré qu'elle ne permettrait pas l'ouverture de négociations sur cinq chapitres (« 11- Agriculture et développement rural » (l'un des huit chapitres également bloqués en raison du Protocole additionnel), « 17- Politique économique et monétaire », « 22- Politique régionale et coordination des instruments structurels », « 33- Dispositions financières et budgétaires », « 34- Institutions »), qu'elle considère directement liées à l'adhésion. La France a ensuite levé son blocage en février 2013 sur le chapitre 22, le chapitre ci-dessus a été ouvert à la négociation par la Conférence intergouvernementale tenue à Bruxelles le 5 novembre 2013. François Hollande, Président de la France, a souligné lors de sa visite en Turquie les 27-28 janvier 2014 que la France ne sera pas le pays bloquant le processus de négociation. Par ailleurs, à la suite de la réunion du Conseil européen en décembre 2009, l'Administration chypriote grecque de Chypre du Sud a unilatéralement déclaré qu'elle bloquerait l'ouverture de six chapitres (« 2- Libre circulation des travailleurs », « 15- Énergie », « 23- Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux », « 24- Justice, liberté et sécurité », « 26- Éducation et culture », « 31- Politique étrangère, de sécurité et de défense »). Ministère des Affaires Étrangères de Turquie : <http://www.mfa.gov.tr/les-relations-turquie-ue.fr.mfa>

⁹¹⁵ Christophe Berdat, « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? », 77

communs en matière de sécurité énergétique⁹¹⁶, d'autre part la Turquie contribue aux opérations civiles et militaires menées par l'UE⁹¹⁷.

Contrairement aux relations économiques qui s'effectuent à très haut niveau⁹¹⁸, les relations politiques entre la Turquie et l'UE ont toujours été caractérisées par des tensions constantes. La Turquie est *unique* pour l'UE et quelques États membres veulent qu'elle ne soit que son partenaire stratégique privilégié dans sa périphérie, et non un membre à part entière. Aussi, sa localisation géographique, qui est difficile à définir proprement, produit des problèmes puisque la Turquie est un pays européen mais Moyen-Orient en même temps⁹¹⁹. Malgré la redéfinition des critères d'adhésion pour tous les pays candidats, plus précisément lors du Sommet du Copenhague⁹²⁰ en 1993, pour quelques pays européens il ne suffit pas que la Turquie remplisse ces critères, à cause de questions politiques⁹²¹. D'ailleurs, la perception européenne de la politique intérieure turque s'est longtemps concentrée sur deux points : la démocratie et le poids de l'Armée dans la politique qui empêchent l'avancement des relations⁹²².

⁹¹⁶ Le dialogue sur l'énergie de haut niveau entre l'UE et la Turquie a été lancé au cours de la visite du Commissaire européenne à l'Energie Maroš Šefčovič en Turquie les 16-17 mars 2015. Ministère des Affaires Etrangères de Turquie. Accessed : <http://www.mfa.gov.tr/les-relations-turquie-ue.fr.mfa>

⁹¹⁷ « La Turquie contribue aux opérations civiles et militaires menées par l'UE. Dans ce cadre les contributions de la Turquie ne sont pas seulement en raison de son statut de candidat à l'adhésion à l'UE, mais aussi elles constituent un élément de sa politique étrangère multilatérale visant à soutenir la paix et la stabilité internationale et régionale. L'opération EUFOR-ALTHEA en Bosnie-Herzégovine et la mission EULEX au Kosovo et EUPOL COPPS en Palestine sont les opérations et missions de l'UE auxquelles la Turquie contribue actuellement. La Turquie a contribué à neuf opérations et missions de l'UE au total jusqu'à ce jour ». Ministère des Affaires Etrangères de Turquie. Accessed : <http://www.mfa.gov.tr/les-relations-turquie-ue.fr.mfa>

⁹¹⁸ Christophe Berdat, « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? ». 1999, 78

⁹¹⁹ Ayla Göl, « Turkey's Euro-vision ». *National Europe Centre Paper* (No.107, 2003), 7. <http://www.anu.edu.au/NEC/Archive/Eurovision.pdf>

⁹²⁰ Les conditions d'adhésion à l'Union européenne sont définies par l'article 0 du traité concernant l'adhésion à l'Union européenne indiquant que : "Chaque Etat européen peut devenir membre élu de l'Union". Il n'y a pas de définition officielle du terme "européen". Le terme associe des éléments géographiques, historiques et culturels qui, réunis, définissent une identité européenne. Selon les conclusions du sommet de l'UE à Copenhague en 1993, les critères d'adhésion à l'Union européenne dits *critères de Copenhague* sont:

- Mise en place des institutions stables assurant l'état de droit, la démocratie, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ;
- Une économie de marché ouverte, viable ainsi que concurrentielle;
- la capacité d'assumer les obligations pour l'adhésion à l'UE, et notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire

⁹²¹ Christophe Berdat, « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? ... », 78.

⁹²² Ayla Göl, « Turkey's Euro-vision », 10.

D'ailleurs, il faut ajouter que le sommet d'Helsinki où la Turquie a obtenu le statut de candidat pour l'adhésion à l'Union Européenne en décembre 1999, est un tournant dans la perception de la zone euro-méditerranéenne par la diplomatie turque⁹²³. Après le sommet d'Helsinki, le degré d'indifférence a régressé, particulièrement dans les domaines économiques et sociaux. Ainsi, le point de vue turc dans sa perception du partenariat euro-méditerranéen peut être divisé en trois phases. La première phase est la période allant du lancement de la Déclaration de Barcelone de 1995 jusqu'au Sommet d'Helsinki de Décembre 1999. La deuxième phase commence par le Sommet d'Helsinki et arrive jusqu'à l'initiation de l'Union pour la Méditerranée en 2008. La troisième phase est celle qui est en cours, depuis 2008. Dans la première phase avant le sommet d'Helsinki, les relations bilatérales et multilatérales de la Turquie, dans le cadre du partenariat Euromed, se sont construites autour des coopérations économiques et de l'union douanière⁹²⁴. Puisque la Turquie voyait le PEM comme un instrument avec lequel elle pourrait mettre en péril sa démarche européenne, et qu'elle avait peur de rester en tant qu'une partenaire méditerranéenne, elle s'est approchée avec incertitude au PEM au niveau politique, durant cette première phase⁹²⁵.

Selon Fatih Tayfur, académicien turc, les responsables de la diplomatie turque voyaient l'UE comme un « acteur inefficace » et « agent non- honnête » dans la Méditerranée⁹²⁶. Plus particulièrement, la décision de débiter des négociations avec Chypre pour son adhésion à l'UE, en refusant de donner le statut de candidat à la Turquie, durant le Sommet de Luxembourg en 1997, a renforcé, dans l'opinion turque le fait que les intérêts de l'Europe et ceux de la Turquie s'opposaient et que l'UE soutenait la Grèce contre la Turquie en Méditerranée. Avec cette décision, la Turquie avait perdu l'espoir en tant que membre associé depuis le début des années 1960, puisqu'on a décidé d'ouvrir les négociations avec Chypre même si elle n'était pas considérée comme un membre potentiel de « second-level ». Pour les diplomates turcs, l'UE avait choisi la Grèce comme partenaire stratégique dans la Méditerranée sacrifiant la Turquie qui était très importante pour la sécurité européenne pendant les années de la fin de la Guerre Froide⁹²⁷.

⁹²³ Fatih M. Tayfur «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership...»

⁹²⁴ Senem Çeşmecioğlu. *Avrupa Akdeniz Ortaklığı ve Türkiye* [Le partenariat Euro-Méditerranéen et la Turquie] (İstanbul Ticaret Odası, 2003), 49.

⁹²⁵ Ibid

⁹²⁶ Fatih M. Tayfur «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership... », 7.

⁹²⁷ Ibid

D'ailleurs, jusqu'en 1999 et pendant la première moitié de cette année, les expériences de la Turquie avec ses partenaires et voisins méditerranéens n'étaient pas en mesure de témoigner d'une amitié même dans les domaines très importants comme la lutte contre le terrorisme⁹²⁸. Ainsi, les comportements non amicaux des Grecs dans le cas d'adhésion de la Turquie à l'UE ; les non supports de l'Italie et de la Grèce dans ses initiatives contre le terrorisme, ainsi que leurs réactions contre les intérêts de la Turquie sur un sujet chronique pour la Turquie aussi bien pour la région, ont été les répercussions qui ont augmenté l'indifférence de cette dernière au sein de la coopération en Méditerranée. De plus, ils ont influencé la perception sécuritaire de la politique étrangère de la Turquie dans cet espace⁹²⁹.

Dans ce cadre, à partir du sommet d'Helsinki où la Turquie a obtenu le statut de candidat pour l'adhésion à l'Union Européenne en décembre 1999, le degré de désintérêt s'est réduit particulièrement dans les domaines économiques et sociaux. Néanmoins, il n'était pas toujours possible de considérer le partenariat euro-méditerranéen à l'ordre du jour immédiat dans la politique étrangère de la Turquie⁹³⁰. Cependant, même si cela n'a pas duré longtemps, la nature des relations Gréco-turcs a changé considérablement vers la fin de l'année 1999, en créant une atmosphère coopérative. Premièrement, grâce aux négociations réussies entre la Turquie et la Grèce afin de coopérer dans les domaines du tourisme, du commerce, du crime organisé et, deuxièmement, grâce au retrait grec de son veto contre l'adhésion de la Turquie lors du sommet d'Helsinki, la politique étrangère de la Turquie concernant la Méditerranée, le partenariat euro-méditerranéen, l'UE et la Grèce a changé de direction, pour une durée toutefois limitée⁹³¹.

⁹²⁸ Le problème chypriote, et les relations bilatérales avec l'UE et la Grèce ont marqué la politique étrangère vis-à-vis de la Méditerranée, pendant des années fin 1990, notamment en 1999. Le problème chypriote est entré dans une nouvelle phase par la capture du leader du PKK, Ocalan, avec un passeport chypriote Grec au Kenya. En plus la protection d'Ocalan dans l'Ambassade de Grèce au Kenya malgré les proclamations (disant en même temps que la Grèce n'avait aucune relation avec le PKK) faites par le premier ministre de la Grèce a bloqué le développement des relations Gréco-turques. Voir la deuxième partie de cette thèse.

⁹²⁹ La Grèce réagit contre les intérêts de la Turquie au sein de l'Union Européenne ainsi que dans d'autres forums internationaux. Du fait que les Turcs sont convaincus du comportement non amical des Grecs et des Italiens sur un sujet si sensible pour la Turquie ainsi que pour toute la région, ont fait réfléchir pour ces premiers sur l'efficacité de la coopération euro méditerranéenne et le processus de Barcelone.

⁹³⁰ Senem Çeşmecioğlu. *Avrupa Akdeniz Ortaklığı ve Türkiye*, 49.

⁹³¹ Ibid

2.4. Les coopérations régionales dans la politique étrangère turque et les raisons de réticences à l'égard du PEM

L'indifférence de la Turquie à l'égard de la coopération euro-méditerranéenne n'est pas due à sa perception globale des coopérations régionales. Pour mieux étudier la politique étrangère turque dans le cas euro-méditerranéen, il faut observer la perspective turque à l'égard des coopérations régionales, en analysant en même temps à quels ensembles régionaux la Turquie appartient.

Dans la détermination de l'identité politique d'un pays, la géopolitique et l'histoire jouent un rôle très important, comme souligné dans les deux premières parties de cette présente thèse. Puisque l'Empire Ottoman s'étendait sur trois continents, l'Europe, l'Asie et l'Afrique, la République moderne turque, héritière de cette caractéristique géographique, garde des connexions historiques et culturelles avec différentes régions ; l'Europe, les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient. La position géographique de la Turquie influe sur son poids politique relative dans les relations internationales. La Turquie a des frontières avec la Bulgarie, la Grèce dans les Balkans ; l'Iran, l'Irak et la Syrie dans le Moyen-Orient, les nouvelles Républiques de l'ancienne Union Soviétique, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie dans le Caucase. La Turquie est une péninsule baignée par la Mer Méditerranéenne, la Mer Noire et la Mer Egée. Dans ce sens, la Turquie est située au carrefour de la politique internationale où se retrouvent les intérêts et les modes de vie occidental et oriental⁹³².

Etant entre les régions en tant que point de rencontre⁹³³, elle n'est pas loin de l'identité européenne mais il n'existe pas non plus de liens culturels entre la Turquie et les pays occidentaux. Bien qu'elle se situe au Moyen-Orient géographiquement, elle ne partage ni l'identité culturelle et sociale des peuples de la région, ni le contexte économique puisqu'elle n'est pas un pays riche en pétrole. Quant à l'Asie Centrale, la Turquie a plus de points communs avec les pays qui la composent qu'avec ceux du Moyen-Orient dans le sens linguistique et culturel. Mais puisqu'elle ne partage pas les perspectives politiques ou économiques des États post soviétiques, elle n'appartient pas non plus à cette région. Ainsi, la Turquie est vue et perçue comme « l'autre » par toutes ces régions mentionnées auquel elle fait partie géographiquement.

⁹³² Göl, Ayla «Turkey's Euro-vision »,6.

⁹³³ Ibid, 7

En principe, elle accueille avec *sympathie* les coopérations régionales puisque les responsables de la politique étrangère turque croient que la coopération régionale est un des moyens les plus importants contribuant à la paix et à la stabilité ainsi qu'au développement économique⁹³⁴. Dès que cela est opportun, la Turquie prend part dans des initiatives régionales. L'organisation de coopération économique de la Mer Noire (CEMN)⁹³⁵, l'organisation de Coopération Economique (OCE)⁹³⁶ et le D-8⁹³⁷ sont des exemples témoignant de l'attitude positive de la Turquie vers la coopération régionale avec son rôle formative⁹³⁸.

Dans le cadre des coopérations régionales, il existe deux projets de coopération « sub-régional », importants pour la politique étrangère turque pendant la période de post Guerre Froide, et nommée à partir d'une mer. Le premier est le PEM au sud, et le second est la Coopération Economique de la Mer Noire (CEMN), au nord. Ce qui est intéressant pendant cette période, c'est l'attitude contradictoire de la Turquie à l'égard de ces deux coopérations régionales puisqu'elle est indifférente au sud alors qu'elle est enthousiaste pour la coopération au nord⁹³⁹. En partant de cette hypothèse, Tayfur analyse l'attitude de la Turquie vis-à-vis de ces deux initiatives dans une base comparative. Selon lui, la CEMN est un point de référence afin de montrer la perception turque de la coopération régionale. Tout d'abord, c'est parce qu'il s'agit d'une initiative dans la périphérie de l'UE comme le PEM. Ensuite, il est

⁹³⁴ Tayfur, M. Fatih, «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership », 7.

⁹³⁵ L'Organisation de Coopération économique de la Mer Noire (CEMN) (BSEC-Black Sea Economic Cooperation) a été créée en 1992 sous la forme d'une « Coopération économique intergouvernementale de la Mer Noire » et s'est transformée en organisation économique internationale en 1999 avec les initiatives de la Turquie. L'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, le Géorgie, la Grèce, le Moldavie, la Roumanie, la Fédération de Russie, le Serbie, la Turquie et l'Ukraine sont membres de l'Organisation qui a son siège à Istanbul en Turquie

Le statut d'observateur a été accordé aux pays et organisations suivants : Egypte, Autriche, France, l'Allemagne, -Unis, Israël, Italie, Croatie, Biélorussie, Pologne, Slovaquie, République Tchèque et Tunisie, au Club international de la Mer Noire (International Black Sea Club), à la Commission du Secrétariat de la Charte énergétique (Energy Charter Secretariat Black Sea Commission) ainsi qu'à la Commission de protection de la Mer Noire contre la pollution (Energy Charter Secretariat Black Sea Commission).

⁹³⁶ L'OCE inclut la Turquie, les pays d'Asie Centrale et l'Iran et le Pakistan

⁹³⁷ A l'initiative de la Turquie, huit pays musulmans ont officiellement lancé le 15 juin 1997 le "Groupe de Coopération Economique des Huit Principaux Pays en Développement" (D-8) lors d'un sommet à Istanbul. Leur principal objectif est d'encourager la coopération économique des pays membres, ainsi que de renforcer le rôle des pays en développement dans l'économie globalisée. Il est composé de la Turquie, le Bangladesh, l'Egypte, l'Indonesie, l'Iran, la Malaisie, le Nigeria, et le Pakistan.

⁹³⁸ Tayfur, M. Fatih, «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership...», 7.

⁹³⁹ Ibid

intéressant d'observer l'enthousiasme de la Turquie à l'égard de cette coopération tandis qu'elle est indifférente au PEM.

La définition de la CEMN comme « l'enfant de la Turquie », et donc le sentiment de responsabilité de l'initiative explique, en fait, pourquoi les responsables turcs sont enthousiastes pour cette construction. Aussi, l'initiative CEMN peut être utilisée comme un exemple réussi pour augmenter la contribution de la Turquie dans le PEM puisque leurs objectifs sont similaires. En premier lieu, parce que les deux visent à augmenter la prospérité et le bien-être des États via la coopération et, en deuxième lieu, ils visent à assurer la stabilité régionale. En envisageant de lutter contre le terrorisme et le crime organisé la xénophobie et la discrimination, ils permettent d'augmenter le dialogue entre les individus et entre les institutions. Par contre, malgré les similarités existantes, ce qui est important ce sont les différences qui vont nous aider à comprendre l'attitude de la politique étrangère turque. Tout d'abord, le PEM est apparu suite aux initiatives de l'UE sans aucun désir des pays sud-méditerranéens concernant une telle coopération, tant que la CEMN a été construite par la volonté forte des pays membres. Deuxièmement, malgré la diversité historique dans le sens politique, les pays de la CEMN ont plus ou moins des niveaux économiques et politiques similaires à l'inverse des pays de la zone Euromed. Ainsi, bien qu'il existe des problèmes politiques bilatéraux dans la région de la Mer Noire, ces problèmes n'empêchent pas la coopération économique comme dans le cas du PEM⁹⁴⁰.

D'après les responsables de la politique étrangère turque, le CEMN est la preuve d'une organisation régionale dans lequel les pays participants ont engagé des projets multilatéraux et ont pris conscience des profits mutuels en mettant de côté leurs différences. De plus, la CEMN a montré que les pays musulmans et chrétiens pouvaient coopérer dans le cadre d'une organisation régionale sans conflits religieux, ni culturels malgré leurs niveaux différents de développement, des intérêts nationaux variables, ainsi que leurs évaluations politiques différentes. En observant la tendance de la politique étrangère turque vers les coopérations régionales, nous constatons que l'indifférence à l'égard du PEM n'est pas une conséquence d'une perspective générale. Dès lors, quelles sont les raisons de réticence de la Turquie à l'égard du PEM ?

⁹⁴⁰ Ibid, 11.

Les raisons des réticences turques à l'égard du PEM

La Turquie en tant que *pays méditerranéen*, « l'un de ceux qui ont le rivage le plus étendu » a participé au processus de Barcelone dès le début, faisant preuve d'une dégrée d'indifférence à la base de sa perception de la zone euro-méditerranéenne au niveau identitaire et sécuritaire imaginaire comme nous venons d'aborder⁹⁴¹.

Dans le domaine politique, les raisons principales de l'indifférence turque à l'égard du PEM sont l'évaluation européenne du statut de la Turquie dans le projet de la coopération avec l'UE, la nature utopique des mesures proposées par le volet sécuritaire, ainsi que la non croyance à la sincérité des partenaires en terme de menaces régionales. Sur la base de l'existence des accords d'association qui envisagent l'adhésion entière et faisant partie de l'union douanière, la Turquie refuse d'être considérée en tant que « partenaire stratégique » dans la périphérie de l'UE. De même, la Méditerranée n'a jamais été la première zone géographique par rapport à laquelle la Turquie vise à s'identifier. Ainsi, la priorité de la Turquie concernant ses relations avec l'UE, est d'intégrer l'UE, il devient donc inévitable, pour la Turquie, d'être réticente car le PEM ne contribue pas à l'intégration de la Turquie vers l'Europe puisque ce dernier lui donne un statut à l'autre coté de la table⁹⁴².

Au sens économique depuis l'origine du PEM, la Turquie a soutenu la construction d'une zone de libre échange jusqu'en 2010. Afin d'établir la zone de libre échange, la politique étrangère turque encourage les accords bilatéraux dans la Méditerranée mais toujours en hésitant sur le même sujet ; de quel coté de la table les responsables turcs vont-ils s'asseoir : du côté européen ou du coté méditerranéen ? Selon les diplomates turcs, ils doivent prendre place du côté européen car la Turquie a conclu l'union douanière. D'après Yuksel Akça, haut- fonctionnaire du sous-secrétariat au commerce extérieur de la République Turque, l'un des handicaps les plus importants du Processus de Barcelone est d'être obligé d'accepter les accords commerciaux signés entre l'UE et les troisième parties sans avoir la possibilité pour la Turquie de négocier. Il s'agit d'une situation paradoxale pour la Turquie car elle n'a

⁹⁴¹ En fait, ce n'est pas une particularité pour la Turquie puisque la réticence à l'égard du PEM concerne la plupart des pays sud-méditerranéen. Comme le précise Jacques Huntzinger « ...l'Union Européenne a été incapable d'inventer un mode de relations avec la Méditerranée. Mais il faut le souligner fortement, les Etats du Sud eux-mêmes, à l'exception peut-être du Maroc et de la Tunisie, s'y sont montrés assez indifférentes, simplement intéressés qu'ils étaient par la réception des fonds provenant des accords d'association et des fonds MEDA. » Jacques Huntzinger, *Il était Une Fois la Méditerranée* (Paris: CNRS Éditions, 2010), 122.

⁹⁴² Tayfur, M. Fatih, «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership and the Black Sea Economic Cooperation: A Comparative Analysis », 8

pas droit de négocier comme les pays européens, mais elle doit accepter les accords négociés et signés entre l'UE et les tierces parties, puisqu'elle fait partie de l'union douanière⁹⁴³. En outre, selon plusieurs auteurs, pour la Turquie l'objectif d'assurer des relations économiques sud-sud est utopique, car il n'y a pas de produits négociable parmi les pays du sud où il existe plusieurs problèmes bilatéraux politiques⁹⁴⁴.

D'ailleurs, un autre sujet qui influe sur la position réticente de la Turquie est le fonds du MEDA qui est l'instrument de financement du PEM. Pour des raisons politiques, la Turquie n'a pas pu obtenir de fonds de l'UE concernant l'Euromed. Cette exclusion de la Turquie au financement dans le cadre du PEM résulte d'un côté, du veto de la Grèce, de l'autre, de l'engagement de l'UE qui oblige à n'utiliser les fonds que pour les projets des droits de l'homme uniquement dans le sud-est de la Turquie⁹⁴⁵. Ainsi, la Turquie refuse ce double standard qui bloque l'allocation des fonds du MEDA. Cependant, à partir de 1999, les relations économiques et sociopolitiques ont obtenu une nouvelle dimension avec la reconnaissance du statut de candidat à l'UE pour la Turquie, et donc avec l'allocation de nouveaux fonds en tant que pays candidat.

Quant au partenariat sécuritaire, la politique étrangère turque considère la coopération comme utopique sur les sujets de « hard security » tout d'abord puisque le conflit Israélo-arabe influence toutes les autres démarches dans la région. D'après les diplomates turcs, il y a très peu de choses à faire pour le PEM comme tous les sujets sont liés au processus de paix au Moyen-Orient⁹⁴⁶. La Turquie ne réagit pas en tant que partenaire euro-méditerranéen dans ce dernier. Elle préfère plutôt utiliser sa qualité de membre puissant dans l'OTAN et dans l'OCSE que d'être un pays candidat à l'UE. Le titre préféré par la Turquie dans le Moyen-Orient, en premier lieu, vient de sa position militaire forte dans l'OTAN et, en second lieu, de sa capacité à influencer la prise de décision dans l'organisation. Quant à l'initiative du PEM dans le Moyen-Orient, la Turquie est désavantagée puisqu'elle ne peut pas influencer la prise de décision et « doit attendre pour que l'UE l'ordonne »⁹⁴⁷.

⁹⁴³ Entretien avec Yuksel Akça, le sous-directeur générale de la Direction Générale des Accords Internationales ; Le sous- secrétariat du commerce extérieur de la République Turque, Ankara, Turquie (24.10.2010)

⁹⁴⁴ Tayfur, M. Fatih, « Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership ... », 8.

⁹⁴⁵ Ibid

⁹⁴⁶ Entretien avec les diplomates turcs, Ambassade de Turquie, Paris, (29.10.2011)

⁹⁴⁷ Tayfur, M. Fatih, « Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership », 9

Même après le sommet d'Helsinki par laquelle la perception turque de la PEM a relativement changé, à l'inverse du domaine économique, la perspective sécuritaire de la politique étrangère turque est restée inchangée⁹⁴⁸. Concernant les questions sécuritaires, la Turquie qui souffre du terrorisme depuis plusieurs décennies, encourage la coopération régionale et internationale à tous les niveaux. Cependant, les responsables de la politique étrangère turque « ne croient pas en la sincérité du PEM », puisqu'elle a vécu plusieurs événements où « les partenaires et les voisins méditerranéens étaient tolérants et même protecteur de certaines initiatives terroristes telle que l'attitude amicale de la Grèce et de l'Italie envers Öcalan, leader du PKK (organisation déclarée terroriste) » comme il avait été évoqué⁹⁴⁹.

Chapitre 3 : L'Union pour la Méditerranée : un nouveau stade du Partenariat Euro-Méditerranéen

3.1. Un projet français : Quelles ambitions ?

Bien qu'elle devienne une politique extérieure de l'Union Européenne, l'Union pour la Méditerranée (UPM) est à l'origine un projet français. La France, qui semblait avoir remporté ses ambitions méditerranéennes à l'échelle européenne à partir de l'initiation du PEM, montrait un retour au *méditerranéisme traditionnel français* en re-nationalisant la perspective méditerranéenne *sous couvert d'une initiative multilatérale* au profit de la France⁹⁵⁰. Ainsi, à partir de 2007, la coopération en Méditerranée semble regagner sa place perdue dans l'actualité française mais également européenne. L'Assemblée Nationale a publié un Rapport d'Information, en juillet 2007, sur le thème « Comment construire l'Union Méditerranéenne », dans lequel les responsables français ont élaboré trois approches concernant l'« Union Méditerranéenne »⁹⁵¹. Selon ce rapport, la première approche se basait sur les périmètres du processus de Barcelone, à savoir les 27 pays membres de l'Union européenne et douze pays de la rive sud. Comme la première possibilité était trop large au sens géographique, la deuxième approche consistait à lancer l'Union Méditerranéenne à partir

⁹⁴⁸ Ibid

⁹⁴⁹ Ibid, 10

⁹⁵⁰ Dorothee Schmid « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée : Un Partenariat calculé », 65-76 ; Jacques Huntzinger, *Il était Une Fois la Méditerranée* (Paris: CNRS Éditions, 2010), 36.

⁹⁵¹ Voir le Rapport d'information, 2007

du « dialogue 5+5 », créée en 1990 et relancée en 2001, qui regroupe dix pays riverains du bassin occidental de la Méditerranée⁹⁵². D'ailleurs, pendant la conférence ministérielle euro-méditerranéenne qui s'est tenue à Lisbonne le 5 novembre 2007, les responsables italiens ont exprimé leur préférence pour une construction "6+6" ajoutant la Grèce et l'Égypte. Ces deux propositions réduisant le nombre d'États concernés excluait la Turquie et les autres pays méditerranéens. Une troisième proposition consisterait à faire de la notion de pays riverain l'unique critère d'appartenance à l'Union Méditerranéenne. Cette construction sur les critères géographiques recensait 22 pays riverains du sud et du nord de la Méditerranée⁹⁵³.

Parmi ces trois approches du Rapport d'Assemblée, c'est la première qui se base sur le processus de Barcelone est entré en vigueur. Cependant quand elle avait été lancée pour la première fois, avait été critiquée puisqu'elle était un approfondissement plus qu'une nouvelle formation. À cause des réactions fortes des pays européens, particulièrement l'Allemagne au projet français, il était impossible d'exclure les pays membre de l'UE d'une construction qui irait au profit de la France seule.

3.2. Les démarches préparant l'Union pour la Méditerranée

Les discours de Toulon et de Tanger et l'Appel de Rome

Malgré le changement de discours observé, les démarches françaises préparant la construction de l'UPM étaient nombreuses depuis la campagne électorale présidentielle de 2007, les plus importantes étant les deux discours de Toulon, et de Tanger de Nicolas Sarkozy et l'Appel de Rome qui unissaient les Premiers Ministres italien et espagnol et le président français. En premier lieu, le discours de Toulon de février 2007, selon Schmid, répondait d'abord à des objectifs électoraux simples et avec sa « sensibilité lyrique, il était destiné à toucher l'électorat français d'origine méditerranéenne, mobilisant les musulmans d'origine maghrébine auprès desquels le candidat à la présidentielle souffrait d'un déficit d'image ». Le

⁹⁵² Le processus de coopération régionale "5+5" en Méditerranée occidentale réunit les cinq pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie et Libye) et cinq méditerranéens membres de l'Union européenne (Espagne, Portugal, France, Italie et Malte)

⁹⁵³ *au Nord* : l'Espagne, la France, Monaco, l'Italie, la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie, la Grèce, la Turquie, la Malte et le Chypre et *au Sud* : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, Israël, l'Autorité Palestinienne, le Liban et la Syrie. En plus, bien qu'ils n'aient pas de rives sur la méditerranée trois autres étaient concernés; le Portugal, la Mauritanie et la Jordanie

projet de l'UPM de Nicolas Sarkozy était l'annonce d'un retour diplomatique de la France dans ce Bassin méditerranéen avec lequel elle partage une histoire agitée.⁹⁵⁴

Le discours de Tanger s'est avéré important, car il a mis en évidence l'intention forte de Nicolas Sarkozy et prouvait que ce n'était pas une idée destinée tout simplement à augmenter les votes en sa faveur. A Tanger, le 23 octobre 2007, il affirmait que « l'avenir de l'Europe est au Sud. En tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe se couperait non seulement de ses sources intellectuelles, morales, spirituelles, mais également de son futur. Car c'est en Méditerranée que l'Europe gagnera sa prospérité, sa sécurité, qu'elle retrouvera l'élan que ses pères fondateurs lui avaient donné »⁹⁵⁵. En fait, Nicolas Sarkozy exprimait sa volonté d'unir tous les peuples riverains, mais il ne parlait que des pays d'Afrique du nord comme méditerranéens. N'ayant pas évoqué d'autres pays méditerranéens comme la Turquie, ce discours donnait l'impression que la France essayait d'assurer la coopération euro-africaine ou euro-arabe. Il a ajouté : « c'est à travers la Méditerranée que l'Europe et l'Afrique s'uniront. C'est à travers la Méditerranée que l'Europe et l'Afrique se construiront une destinée commune. C'est à travers la Méditerranée que l'Europe et l'Afrique pèseront ensemble sur le destin du monde et sur le cours de la mondialisation. C'est à travers la Méditerranée que l'Europe et l'Afrique tendront la main à l'Orient. Car si l'avenir de l'Europe est au Sud, celui de l'Afrique est au Nord »⁹⁵⁶.

Le troisième pas important a été fait le 21 décembre 2007 quand les Premiers Ministres italien et espagnol, Romano Prodi et José Luis Zapatero et le Président français Nicolas Sarkozy se sont réunis afin de soutenir le projet Méditerranéen. Cet appel était important car, en premier lieu ; il n'était plus un projet français puisque l'Italie et l'Espagne, deux États Méditerranéens puissants au sein de l'Union Européenne favorisaient la coopération en Méditerranée en exprimant leur soutien au projet de Nicolas Sarkozy. En deuxième lieu, les trois leaders européens garantissaient, pour la première fois, que cette Union ne remplacerait aucun processus d'adhésion pour les pays candidats comme la Turquie à l'Union Européenne. En outre, annonçant que l'Union Méditerranéenne devrait être fondée sur le principe de la coopération et non sur celui de l'intégration, ils se sont mis d'accord pour inviter les chefs d'État et de gouvernement des pays riverains de la Méditerranée à se réunir

⁹⁵⁴ Dorothee Schmid « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée : Un Partenariat calculé »

⁹⁵⁵ Voir le Discours de Tanger de Nicolas Sarkozy, (Tanger, 23 octobre 2007)

⁹⁵⁶ Ibid

avec les pays de l'Union Européenne lors d'un sommet les 13 et 14 juillet à Paris pour définir leur vision commune⁹⁵⁷.

En fait, en 2005, pour la première fois la question de la construction communautaire de la Méditerranée a été soulevée. En montrant une volonté commune, les responsables économiques, politiques et culturels des deux cotés de la Méditerranée ont annoncé « l'Appel pour une Communauté du Monde Méditerranéen » le 6 décembre 2005. Dans la dixième année du processus de Barcelone, cet appel soulignait : « les inquiétudes que les initiatives de l'Union européenne ne sont pas à la hauteur des enjeux du monde Méditerranéen » ainsi que « l'indifférence, le manque d'espérance voire la désespérance, notamment dans les pays arabes mais aussi en Turquie et en Israël ». C'est dans cet appel qu'on a proposé « la création d'une Communauté du Monde Méditerranéen » établie sur la base d'une « charte définissant les valeurs communes, comme l'état de droit et la démocratie qui devaient se concrétiser à court terme par une coopération renforcée fondée sur la parité entre, d'une part, les États membres de l'Union européenne et, d'autre part, les États du Sud, et sans fermer la porte aux pays qui souhaitent les rejoindre »⁹⁵⁸.

Lors du Conseil européen, qui s'est tenu à Bruxelles les 13 et 14 mars 2008, les dirigeants européens se sont mis d'accord sur la création de l'Union pour la Méditerranée, née en tant qu'initiative française⁹⁵⁹. Le Conseil européen a annoncé qu'il avait approuvé « le principe d'une Union pour la Méditerranée qui engloberait les États membres de l'UE et les États riverains de la Méditerranée qui n'étaient pas membres de l'UE. Il a invité la Commission à présenter au Conseil les propositions nécessaires pour définir les modalités de ce que l'on appelle "*Le processus de Barcelone: une Union pour la Méditerranée*", en vue du sommet à Paris le 13 juillet 2008 »⁹⁶⁰. Par cette décision le projet français est devenu officiellement un projet de l'Union Européenne. Pourquoi et pour qui avait-on besoin de cette « union » malgré l'existence d'autres initiatives⁹⁶¹ concernant la même zone ?

⁹⁵⁷ Voir l'Appel de Rome, 21 Decembre 2007

⁹⁵⁸ Voir le Rapport d'information, 2007

⁹⁵⁹ « Conseil européen: « Les 27 approuvent l'Union pour la Méditerranée » euractiv.fr, (16.03.2008)

⁹⁶⁰ Voir la Déclaration sur « Le processus de Barcelone: une Union pour la Méditerranée » <http://europa.eu/bulletin/fr/200803/i1021.htm>

⁹⁶¹

3.3. Les défauts du processus de Barcelone et les objectifs de l'Union pour la Méditerranée

L'une des raisons principales de la nouvelle initiative tire ses racines dans la croyance que le Processus de Barcelone avait été un échec. Dès le début de ce processus, plusieurs difficultés empêchent les États de coopérer de manière plus forte. D'un côté l'hétérogénéité de la zone avec de très nombreux acteurs, et, de l'autre, les faiblesses d'une synergie nord-sud ainsi que celles d'une intégration sud-sud, rendent difficiles les interactions plus profondes. D'ailleurs, il y a une perception mutuelle d'un manque de copropriété entre les États partenaires puisqu'il n'existe pas de balance institutionnelle entre les poids de l'UE et ceux des partenaires Méditerranéens. Un autre défaut du processus de Barcelone est son invisibilité par les citoyens et leurs perceptions que ce processus, manifestement, ne s'attaque pas à leurs problèmes quotidiens ni à leurs besoins⁹⁶².

L'objectif principal de l'Union pour la Méditerranée est de modifier la construction afin de contribuer aux insuffisances du Processus de Barcelone en améliorant les relations multilatérales, en augmentant la coopération entre tous les États, et en la rendant plus visible pour les citoyens⁹⁶³. Cette Union se construit sur les éléments réussis du processus de Barcelone existant. Ainsi les buts, les domaines de la coopération ainsi que les trois piliers du Processus de Barcelone restent au cœur de cette nouvelle construction. En mettant au point les projets régionaux et transnationaux, « le processus de Barcelone : l'Union pour la Méditerranée », vise à devenir un partenariat multilatéral qui augmenterait la cohésion et la coopération régionale. Cette dernière englobe tous les membres de l'Union européenne et de la Commission européenne, tous les membres et les observatoires du processus de Barcelone (la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Turquie, la Libye, l'Égypte, la Jordanie, l'Autorité Palestinienne, Israël, le Liban, le Syrie et l'Albanie) et en plus les autres États riverains (la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, et Monaco). L'UPM est complémentaire aux relations bilatérales entre ces pays et l'Union européenne dans le cadre des structures politiques comme la politique européenne de voisinage (PEV) ainsi qu'à la dimension régionale de la politique d'élargissement de l'UE, comprenant les processus de négociation et de pré-accessions.

⁹⁶² Ibid

⁹⁶³ Ibid

En théorie, cette nouvelle initiative de renforcer les relations euro-méditerranéennes donne une impulsion au processus de Barcelone en le modifiant au moins de trois façons⁹⁶⁴ :

- En augmentant le niveau politique des relations entre l'UE et ses partenaires méditerranéens ;
- En assurant la copropriété dans les relations multilatérales ;
- En rendant plus visibles et plus concrètes les relations, ajoutant des projets subrégionaux liés aux citoyens de la région.

Du point de vue institutionnel, selon les premières démarches, l'Union Méditerranéenne s'inspirerait de son homologue européen.⁹⁶⁵ Comme Nicolas Sarkozy l'a exprimé à Tanger, en 2007 :

« Nous bâtissons l'Union de la Méditerranée comme l'Union de l'Europe sur une volonté politique plus forte que le souvenir de la souffrance, sur la conviction que l'avenir compte davantage que le passé (...) Comme l'Europe avait commencé avec le charbon, l'acier et le nucléaire, l'Union de la Méditerranée commencera avec le développement durable, l'énergie, les transports, l'eau »⁹⁶⁶.

Ainsi, il est clair que c'est une union des projets plus qu'un projet d'union, mais malgré les similarités des motifs qui préparent sa naissance, elle est tout à fait différente de l'UE avec sa construction et ses institutions prévues.

Alain le Roy, le nom moteur du projet Méditerranéen français affirme: « ce que nous avons fait c'est de disposer de tout ce qui n'a pas marché dans l'EuroMed, et l'Union pour la Méditerranée est une réponse au déséquilibre du partenariat d'EuroMed ». Il ajoute : « cette nouvelle architecture se présente à travers une coprésidence Nord-Sud et un secrétariat qui n'existait pas dans le processus de Barcelone (...) Ce n'est plus le Conseil européen qui pilote tout (...) pour que cette Union soit un vrai partenariat »⁹⁶⁷. En se mettant d'accord sur la nécessité d'une copropriété dans différentes dimensions, pour un partenariat plus fort, les décideurs sont conscients qu'une des insuffisances les plus importantes dans le PEM était la

⁹⁶⁴ Ibid

⁹⁶⁵ Institut MEDEA « Au-delà du processus de Barcelone, l'Union Méditerranéenne. Quelles ambitions, et pour quels changements? » 2008

⁹⁶⁶ Voir Discours de Tanger

⁹⁶⁷ Hichem Ben Yaïche « L'Union pour la Méditerranée vue de l'intérieur » Entretien avec Alain Le Roy, *Le Quotidien d'Oran* 22.04.2008

représentation limitée des pays du sud. Tous les partenaires croient que la copropriété peut être rendue possible par la coprésidence et à travers le secrétariat conjoint.

3.4. Les réactions européennes et méditerranéennes au projet français

Le projet français n'a pas réussi à attirer l'attention prévue, ni celle des pays du sud ni celle du nord de la Méditerranée, avec sa version originale. D'après les pays européens, une nouvelle construction était inutile puisqu'il existait d'autres politiques européennes qui concernaient la même zone. D'un autre côté, comme plusieurs pays croyaient que le processus de Barcelone était un échec, la coopération Euro-méditerranéenne a été perçue comme impossible à cause des obstacles dans la zone ; il était donc inutile de le mettre au cœur de leurs politiques extérieures.

Le projet de Nicolas Sarkozy a suscité des inquiétudes parmi les pays de l'Union européenne, et en premier lieu l'Allemagne, avec qui la France entretenait des relations très fortes. Au début, Angela Merkel, la chancelière était réticente au projet pour deux raisons. Elle s'est d'abord opposée au fait que la construction de l'Union Méditerranéenne était basée sur les principes de celles de l'UE. Elle a affirmé à Paris : « Si, à côté de l'Union européenne, les États riverains de la Méditerranée devaient constituer une deuxième union totalement différente, je dis que cela risquait de constituer une épreuve difficile pour l'Europe »⁹⁶⁸. En prenant en compte les inquiétudes, l'*appel de Rome* a précisé que toutefois « L'Union devrait être fondée sur le principe de la coopération et non sur celui de l'intégration »⁹⁶⁹. Ensuite, Merkel s'est opposée à une formation dans laquelle l'Allemagne et les pays européens soient exclus au profit de la France, en rappelant l'importance de la *responsabilité commune* de la France et de l'Allemagne au sein de l'Europe.

Par le projet Méditerranéen, la France a non seulement tenté d'accroître son rôle dans la région Méditerranéenne, mais aussi sur la scène européenne. Ainsi, la figure de Nicolas Sarkozy a été perçue comme « l'image d'un président français aimant jouer le cavalier seul et

⁹⁶⁸ Voir Déclaration d'Angela Merkel, décembre 2007, Paris

⁹⁶⁹ Henri De Breson, « l' Union Méditerranéenne sera lancé par un sommet à Paris» *le monde*. 21.12.2007

s'attirer la gloire »⁹⁷⁰. Pour les diplomates turcs, la date avait été « bien choisie » : le 14 juillet 2008 pour lancer l'UPM et préparer un Sommet à Paris. A partir du 1^{er} juillet 2008 la France allait en effet présider l'UE comme cela avait également été le cas durant la première moitié de l'année 1995, période pendant laquelle la Conférence de Barcelone avait été préparée afin de lancer le partenariat euro-méditerranéen. D'ailleurs, cette date montrait bien l'intention de Nicolas Sarkozy à vouloir fêter sa gloire personnelle le même jour que la fête nationale de la France le 14 juillet »⁹⁷¹.

En conséquence, la France après toutes ces réactions, a porté son dossier méditerranéen au sein européen. L'idée de coopération euro-méditerranéenne restant toujours au cœur des débats, l'architecture du projet a changé lorsqu'elle est devenue une politique extérieure de l'Union Européenne. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes de la France, Bernard Kouchner a annoncé : « Ceci prouve deux choses : qu'il ne faut jamais désespérer et qu'il nous faut toujours travailler avec les Allemands »⁹⁷².

Selon Bichara Khader, académicien, le projet de l'Union Méditerranéenne envisageait de mettre en place quelque chose qui soit plus petit que la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et plus efficace que le Partenariat euro-méditerranéen (PEM)⁹⁷³. En outre, après le changement de la proposition française vers une politique Méditerranéenne de l'UE, la nouvelle Union « n'avait pas vocation à se substituer aux procédures de coopération et de dialogue qui réunissent déjà les pays de la Méditerranée, mais à les compléter, et à leur donner une impulsion supplémentaire »⁹⁷⁴. Ainsi, pour la plupart des pays européens, l'idée de former une nouvelle union ne faisait pas de sens si « le processus de Barcelone et la politique européenne de voisinage resteraient centraux dans le partenariat entre l'Union européenne dans son ensemble et ses partenaires de la Méditerranée »⁹⁷⁵.

⁹⁷⁰ Institut MEDEA « Au-delà du processus de Barcelone, l'Union Méditerranéenne. Quelles ambitions, et pour quels changements? » 2008

⁹⁷¹ Entretien avec des diplomates chargé d'affaires, Ministre des Affaires Etrangères, Ankara, Turquie. 29.10.2010

⁹⁷² Bernard Kouchner. « L'Union pour la Méditerranée « un coup de jeune au processus de Barcelone » .18.03.2008. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/europe_828/union-europeenne

⁹⁷³ Bichara Khader. « L'Union Méditerranéenne : Une Union de projets ou un projet d'Union » 2007. <http://www.confluences-mediterranee.com/v2/spip.php?article1704>

⁹⁷⁴ Voir l'Appel de Rome

⁹⁷⁵ Henri De Breson, « l' Union Méditerranéenne sera lancé par un sommet à Paris» *le monde*. 21.12.2007

A coté des pays européens, les pays riverains sud méditerranéens, particulièrement les pays arabes n'étaient pas certains de ce qu'allait apporter l'Union pour la Méditerranée, et ils n'étaient pas très enthousiasmés par la nouvelle construction. Deux sujets étaient importants pour eux concernant cette formation. Le premier était le conflit israélo-arabe, car les pays arabes ne voulaient pas prendre place dans une coopération politique avec l'Israël. Selon *le Journal Expression* (le 25 mai, 2008), le président Algérien, Abdelaziz Bouteflika refusait de s'asseoir à la même table qu'Israël en affirmant que, « pour l'Algérie, s'associer à Israël avec qui elle n'entretient aucune relation diplomatique, même au sein de l'Union pour la Méditerranée, équivaudrait à une négation de l'État palestinien et cautionnerait l'occupation des territoires palestiniens par Israël »⁹⁷⁶. En outre, les déclarations de Nicolas Sarkozy qui annonçait être un « ami inconditionnel d'Israël », a créé l'incertitude arabe à cette union⁹⁷⁷.

Le deuxième sujet important était la non-intégralité des pays arabes. Après le Sommet du 11 juin 2008 de la Ligue Arabe qui s'est réuni à Tripoli, avec la présence de la Syrie, de l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie et le Maroc, le leader libyen, Muammar Kadhafi a affirmé que la Ligue Arabe devait être considérée dans sa totalité. Il a souligné que l'Union pour la Méditerranée tentait de diviser l'Afrique. Selon lui, si l'Europe voulait coopérer avec le monde arabe, cela devait être avec la Ligue Arabe. Mais en divisant l'Afrique le projet ne pourrait pas réussir. Il a ajouté : « quand ce projet a été critiqué par les pays Européens, l'inclusion des pays Européens était assurée, maintenant, on attend que toute l'Afrique soit considérée dans son intégralité »⁹⁷⁸.

3.5. Les réflexions turques et l'intention de la France vue de la Turquie

La Turquie, dès la création du partenariat euro-méditerranéen a pratiquement pris sa place dans le processus de Barcelone, tout en montrant un important degré d'indifférence politique à plusieurs reprises. Malgré sa « contribution au niveau socio-culturel »⁹⁷⁹, à la base de ses réticences, se trouvent sa perception de la zone Méditerranéenne ainsi que son

⁹⁷⁶ Lara Mace. "Bouteflika va aussi secher le Sommet de l'Union pour la Méditerranée". 26.06.2008 <http://www.bakchich.info/article3918.html>

⁹⁷⁷ Nicolas Sarkozy est le premier d'un chef d'Etat français qui est parti à Tel-Aviv en douze ans.

⁹⁷⁸ Arzu Çakır "Kaddafi'den Akdeniz Birliği Eleştirisi", 11.06.2008 <http://www.voanews.com/turkish/2008-06-11-voa1.cfm>

⁹⁷⁹ Entretien avec Fikret Demirbüken, Ankara, Turquie. 24.10.2008

autodéfinition identitaire. Ici, en analysant les réactions turques à l'égard du projet de Sarkozy, nous tenterons de mettre en évidence la centralité d'affirmation identitaire *occidentale* de la Turquie au cours de 2008 sous le gouvernement d'AKP, lorsqu'il constituait déjà une problématique dans le fait de savoir s'il existait un changement du cap dans la politique étrangère turque.

Il faut toutefois souligner que la construction de l'Union pour la Méditerranée et les initiatives françaises n'ont pas pris beaucoup de place dans l'actualité turque. En outre, la coopération euro-méditerranéenne n'est pas un sujet qui attire l'attention des médias ou du monde académique, par rapport aux autres sujets de politique étrangère. Ce sont les relations turco-européennes et non euro-méditerranéennes qui sont au cœur de l'actualité turque concernant ses relations extérieures dans cet espace. Comme la proposition de construire l'Union Méditerranéenne de la part de Sarkozy a été lancée en tant qu'alternative à l'adhésion de la Turquie en lui donnant « une position-clé » dans cette nouvelle construction pour compenser la non adhésion, les responsables turcs ont montré leurs réactions. Selon un fonctionnaire turc, le but essentiel de ce projet était « d'exclure la Turquie de l'UE mais aussi de la tenir à sa proximité », la France désirait alors que « la Turquie soit un partenaire stratégique plutôt qu'un membre à part entière de l'UE »⁹⁸⁰.

Dans un entretien publié dans le quotidien *le figaro*, le Président de la République Turque, Abdullah Gul, a affirmé que la Turquie avait participé à toutes les formations concernant l'espace méditerranéen mais le projet d'Union Méditerranéenne défendu par le Président Sarkozy ne pouvait pas constituer une alternative à l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Il a ainsi souligné : « Les relations entre la Turquie et l'UE ont une base juridique. Les négociations sont en cours, l'objectif est défini. Il ne saurait être question que ce projet soit une alternative à notre adhésion à l'Union européenne (...) Nous étudions aussi attentivement le projet proposé par M. Sarkozy ».⁹⁸¹

Par ailleurs, les responsables turcs n'avaient pas une grande volonté pour l'Union Méditerranéenne et ils étaient plus « *ulcérés par le justificatif* » de cette union⁹⁸². Sinan Ulgen, un ex-diplomate turc, a déclaré que les diplomates turcs n'accepteraient pas l'Union Méditerranéenne puisqu'elle a été présentée comme « un prix de consolation, un ersatz ou une

⁹⁸⁰ Ibid

⁹⁸¹ Pierre Rousselin, « L'interview de Abdullah GÜL « Ce que la Turquie peut apporter à l'Europe » *Le Figaro*, 27 Novembre 2007

⁹⁸² Bichara Khader, « L'Union Méditerranéenne : Une Union de projets ou un projet d'Union » 2007.

alternative à leur volonté d'adhésion. Certes la Turquie jouera le rôle qui lui revient de droit dans toute architecture Méditerranéenne, mais pas au prix d'une non-adhésion »⁹⁸³. Selon Can Baydarol, universitaire turc, le projet d'une union dans le bassin Méditerranéen n'était pas une nouveauté parce que la France avait proposé un tel projet dans des années 1990. Il a affirmé que la Turquie refusait ce projet parce qu'il était une tentative « de changer l'actualité de la Turquie de la part de la France dans sa démarche européenne ». D'après Baydarol, aucune autre proposition qu'une adhésion définitive ne pouvait satisfaire la Turquie car ce n'était pas simplement un but économique mais aussi politique, que la Turquie visait à obtenir dans sa démarche⁹⁸⁴.

De plus, pour les diplomates turcs, la proposition du président français pour une *Union Méditerranéenne* était « une proposition vide qui n'avait pas de sens pour les Turcs car la Turquie ne se voyait pas comme un pays méditerranéen », c'était donc un débat lié à l'auto-perception de la Turquie⁹⁸⁵. De l'autre côté, dans la prise de décisions concernant la politique étrangère, il fallait parler de réalités concrètes, et puisqu'on changeait toujours les modalités de la nouvelle construction Méditerranéenne, la Turquie devait observer les développements jusqu'au dernier moment pour déclarer sa décision finale⁹⁸⁶.

D'après Mensur Akgün, universitaire et Directeur du Programme de la politique étrangère de la Fondation Turquie des Etudes Sociales et Economiques (TESEV), cette nouvelle formation méditerranéenne ne pouvait rien ajouter à la Turquie autour de ses intérêts nationaux⁹⁸⁷. Selon lui, la Turquie « ne rien perdrait » si les responsables de la politique étrangère décidaient de ne pas participer à l'Union pour la Méditerranée. De plus, ce faisant, la Turquie, pouvait justifier trois réalités aux plans européen et international. Tout d'abord, en restant en dehors de cette formation, elle pouvait montrer qu'elle « ne considérait pas la France comme un acteur influençant les décisions de la diplomatie turque »⁹⁸⁸. Les responsables de la politique étrangère pouvaient donc « donner une réponse à Monsieur Sarkozy » qui n'acceptait pas la Turquie comme un pays européen et qui « refusait les paroles

⁹⁸³ Ibid

⁹⁸⁴ Baydarol cité par Fulya Özerkan. «Mediterranean project vs. EU: An illusion or reality for Turkey? » *Turkish Daily News*. 30.05.2007. <http://www.turkishdailynews.com.tr/article.php?enewsid=74479>

⁹⁸⁵ Entretien avec des diplomates, Ministre des Affaires Etrangères, Ankara, Turquie

⁹⁸⁶ Ibid

⁹⁸⁷ Mensur Akgün. « Türkiye Akdeniz Birliğine Katılmazsa Ne Olur? » .14.06.2008 http://www.referansgazetesi.com/haber.aspx?HBR_KOD=99276&YZR_KOD=11

⁹⁸⁸ Ibid

données en niant le passé »⁹⁸⁹. Deuxièmement, les responsables de la politique étrangère turque pouvaient montrer que le premier objectif de la Turquie était une intégration européenne et aucune autre initiative ne pouvait le remplacer : ainsi quand la Turquie adhérerait à l'UE, elle prendrait part automatiquement à ce processus, mais comme un pays européen au lieu d'être un partenaire méditerranéen. Troisièmement, les responsables turcs avaient trouvé une occasion de montrer que sans l'existence de la Turquie, aucune construction dans la région ne pourrait avoir de succès. Selon lui, ce pays n'avait pas besoin de cette 'Union pour la Méditerranée' ni au plan économique ni au plan politique. Par contre, la diplomatie turque avait besoin de consolider sa réputation et c'était l'occasion pour elle d'avoir la réputation d'être difficile à persuader et de ne pas accepter toutes les propositions⁹⁹⁰.

Dans une autre perspective, selon un journaliste syrien, Nizam Mardini, cette union pourrait renforcer la coopération entre la Turquie et l'UE dans les domaines économiques, politiques et militaires⁹⁹¹. Selon lui, partant de l'hypothèse que la Turquie resterait en tant que pays candidat pendant quelques années de plus, elle doit bénéficier de toutes les occasions en vue de consolider ses relations bilatérales avec l'UE.⁹⁹² En revanche, selon les think-tanks et la presse turque, cette initiative française ne pourrait pas être à l'avantage de la Turquie car au sens économique, politique ou militaire, la Turquie n'avait pas besoin d'une union méditerranéenne, puisque'elle a déjà complété l'Union douanière avec l'UE, et est déjà entrée à l'Europe au niveau économique. En outre, l'Armée turque est la plus grande armée de l'Europe et la deuxième puissance militaire de l'OTAN après les États-Unis. Ainsi, sur plan économique ni sur le plan militaire, la Turquie n'attend grande chose d'une Union pour la Méditerranée, et si elle ne prend pas part à cette formation, elle ne « perdrait rien »⁹⁹³.

Comme mentionné plusieurs fois au cours de cette thèse, l'objectif principal de la République Turque depuis sa fondation, c'est d'intégrer l'*Occident*, dont l'Union Européenne. D'après les responsables turcs, cette intégration doit se réaliser selon les critères égalitaires qui vont porter la Turquie vers une adhésion à part entière. Comme l'intégration européenne a une place prioritaire dans la politique étrangère turque, la Turquie s'approche avec réticence

⁹⁸⁹ Ibid

⁹⁹⁰ Ibid

⁹⁹¹ Nizam Mardini. « Ankara'nın AB yerine Akdeniz Birliği'ne üye olması mantıklı ». 26.08.2007.
<http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=231039>

⁹⁹² Ibid

⁹⁹³ Mensur Akgün. « Türkiye Akdeniz Birliğine Katılmazsa Ne Olur? ». 14.06.2007

de toutes les formations susceptibles de mettre en péril sa démarche européenne. Construire l'Union Méditerranéenne (l'Union pour la Méditerranée), né d'un projet français, avait été lancé comme alternative à l'adhésion turque à l'UE en proposant un partenariat stratégique avec la Turquie au lieu d'une pleine adhésion entière, mais les responsables turcs se sont opposés à la proposition française. Selon un diplomate chargé des Affaires à l'Ambassade de la Turquie à Paris, la Turquie n'a pas accepté tout de suite le projet méditerranéen car c'était un projet « français ». S'il avait été italien ou espagnol, la Turquie ne serait pas restée si indifférente⁹⁹⁴. Témoinant cette hypothèse, depuis la campagne électorale, Sarkozy agissait d'une manière hostile à la Turquie, ayant répété plusieurs fois qu'il allait faire tout ce qu'il pouvait afin de bloquer la démarche européenne de la Turquie. Il a affirmé : « je ne crois pas que la Turquie ait sa place en Europe, pour une raison simple, c'est qu'elle est en Asie mineure. Simplement, la Turquie, c'est un très grand pays, et ce que je souhaite proposer à la Turquie, c'est un véritable partenariat avec l'Europe qui n'est pas une intégration en Europe »⁹⁹⁵. Comme la proposition d'un partenariat euro-méditerranéen renforcé est venu de la France, et comme il s'est réalisé lors de la présidence de la France dans l'UE, les responsables turcs ont préféré observer les développements au lieu de réagir rapidement.

Selon Sedat Laçiner, universitaire et directeur de l'Institut international pour la recherche stratégique (USAK), les déclarations de Nicolas Sarkozy signifiaient, d'abord, que la France était un pays qui ne tenait pas ses promesses. Dans son article, il prend une position plutôt agressive et il affirme qu'« aucun des présidents français, de 1959⁹⁹⁶ à 2007 n'a fait valoir que la Turquie n'appartiendrait pas à l'Europe »⁹⁹⁷. Il ajoute que cette promesse a été non seulement orale mais aussi écrite, avec des traités successifs.⁹⁹⁸ Selon Laçiner, la Turquie n'est pas un pays qui s'est intéressé récemment à la construction européenne. Son intérêt continue depuis cinquante-sept ans.⁹⁹⁹ Ainsi : « président Sarkozy doit être le plus génial des sept présidents de la République française, meilleur que les différents chefs de gouvernements et ministres jusqu'à présent, puisqu'il est le premier à réaliser que la Turquie ne fait pas partie

⁹⁹⁴ Entretien avec des diplomates chargés, l'Ambassade de Turquie, Paris, France

⁹⁹⁵ Voir Entretien du président, Nicolas Sarkozy, avec "France 2" et "TFL"- extraits (Paris, 20 septembre 2007), <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/editorial/actual/ael2/bulletin.asp?liste=20070921.html>

⁹⁹⁶ Il prend l'année 1959 ; où la Turquie a présenté sa candidature pour une association, en vue de l'adhésion. « France, Asia Minor and Mind Minor » , *Turkish Daily Week*

⁹⁹⁷ Sedat Laçiner, «France, Asia Minor and Mind Minor» , *Turkish Daily Week* <http://www.turkishweekly.net/editorial.php?id=63>

⁹⁹⁸ Traité d'Ankara de 1963, protocole additionnel de 1970, Traité d'union douanière de 1995

⁹⁹⁹ Sedat Laçiner «France, Asia Minor and Mind Minor». Il fait allusion à l'adhésion de la Turquie au Conseil de l'Europe, en 1950

du continent européen ». ¹⁰⁰⁰ En soulignant qu'il ne faut pas violer le premier principe des relations internationales, et du droit international « *pacta sunt servanda* » ¹⁰⁰¹, il précise que, Nicolas Sarkozy doit avoir connaissance qu'il est président d'un État, et que les États ne sont pas respectés par les autres États et les peuples, s'ils ne respectent pas les promesses qu'ils ont faites et les accords qu'ils ont signés. ¹⁰⁰²

Dans une autre perspective, à travers ce projet, la France ne voulait pas seulement créer une alternative à la Turquie dans sa démarche européenne, « Nicolas Sarkozy voulait en même temps que les pays nord-africains apparaissent en tant qu'alternative à la position prioritaire de la Turquie au sein de l'Union Européenne » ¹⁰⁰³. En ce sens, « comme la Turquie était unique pour l'UE grâce à son importance stratégique dans sa périphérie, la France voulait détourner l'attention des pays européens vers les pays nord-africains et créer des alternatives à la Turquie. Ainsi, utilisant les signes de l'histoire, et profitant de sa proximité géographique, la France voulait créer une zone stratégique où elle pouvait être plus puissante que les autres pays européens en augmentant son poids au sein de l'Europe » ¹⁰⁰⁴.

Par ailleurs, selon Laçiner, voir la Turquie comme un pays d'Asie mais pas d'Europe est « une logique sans fondement, et difficile à comprendre » puisque l'est, l'ouest, le sud et le nord de la Turquie peuvent être considérés comme des terres du continent européen tandis que la Turquie est située en « Asie mineure ». En outre, les voisins du nord-ouest de la Turquie, la Bulgarie et la Grèce sont déjà membres de l'UE, ainsi que Chypre, île située au sud de la Turquie qui est à au moins 600 kilomètres à l'est du point le plus occidental de la Turquie. ¹⁰⁰⁵

L'indifférence de la Turquie à l'égard du partenariat euro- méditerranéen ainsi que les réactions négatives et plutôt agressives lors de la création de l'Union pour la Méditerranée ne sont pas étonnantes. En effet, il s'agit de l'une des hypothèses principales de ce présent travail : depuis la construction identitaire de l'État républicain, la Méditerranée, tel que dans l'imaginaire identitaire et sécuritaire de la Turquie, réunit tout ce auquel la Turquie ne veut pas s'identifier. La perception de la Méditerranée par la politique étrangère turque se trouve

¹⁰⁰⁰ Ibid

¹⁰⁰¹ *Pacta sunt servanda* : tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi.

¹⁰⁰² Sedat Laçiner, «France, Asia Minor and Mind Minor» , *Turkish Daily Week*

¹⁰⁰³ Entretien avec Fikret Demirbüken, Ankara. 25.04.2008

¹⁰⁰⁴ Ibid

¹⁰⁰⁵ Sedat Laçiner «France, Asia Minor and Mind Minor ». *Turkish Daily Week*

alors au cœur de la réticence turque à l'égard de la coopération euro-méditerranéenne. En outre, la Turquie a des raisons politiques, économiques et sécuritaires venant de son imaginaire concernant cette zone de conflit pour se rapprocher avec incertitude du PEM. Dans le domaine politique, les raisons principales de l'indifférence turque à l'égard du PEM sont l'évaluation du statut « sur mesure » de la Turquie dans le projet de la coopération par l'UE et la nature utopique des mesures proposées par ses volets.¹⁰⁰⁶ Sur le plan économique, depuis l'origine, la Turquie a soutenu la construction d'une zone de libre échange et encouragé les accords bilatéraux. Cependant, l'un des handicaps les plus importants du PEM pour la Turquie, c'est d'être obligé d'accepter les accords commerciaux signés entre l'UE et pays divers sans avoir la possibilité, pour la Turquie, de négocier, à cause de l'union douanière.¹⁰⁰⁷ En outre, l'objectif d'assurer des relations économiques sud-sud semble utopique, pour la Turquie, puisque il n'y a pas de produit négociable parmi les pays du sud où il existe divers problèmes bilatéraux politiques. D'ailleurs, un autre facteur qui influence la perspective turque, est qu'elle soit exclue des fonds du MEDA, étant le moyen de financement du processus, pour de raisons politiques.

Quant au partenariat sécuritaire, les responsables considèrent la coopération comme utopique dans les sujets de *hard security*, parce qu'en premier lieu le conflit israélo-arabe influence toutes les autres démarches dans la région. D'après les diplomates turcs, il y a très peu de choses à faire pour le PEM, car tous les sujets sont liés au processus de paix au Moyen-Orient. La Turquie préfère utiliser sa qualité d'être membre puissant dans l'OTAN et dans l'OCSE que d'être un pays candidat à l'UE dans ses actions concernant la région. Le titre préféré par la Turquie dans le Moyen-Orient vient de sa puissance tant militaire que politique dans l'OTAN, avec sa capacité d'influencer la prise de décision. D'ailleurs, dans les sujets de *soft security* même après le Sommet d'Helsinki, les responsables de la politique étrangère turque ne croient pas en la sincérité du PEM, car la Turquie a vécu plusieurs événements où les partenaires et les voisins méditerranéens étaient tolérants, voire protecteurs de certaines initiatives terroristes.

Ainsi, les responsables turcs se sont opposés à la création d'une « Union » pour la Méditerranée à cause de l'autodéfinition identitaire « occidentale » et de la perception

¹⁰⁰⁶ Tayfur, M. Fatih, «Turkish Foreign Policy towards the Euro- Mediterranean Partnership and the Black Sea Economic Cooperation: A Comparative Analysis», 7

¹⁰⁰⁷ Entretien avec Yuksel Akca, le sous-directeur générale de la Direction Générale des Accords Internationales, Le sous-secrétariat du Commerce Extérieure de la République Turque, Ankara, 24.09.2009

générale de la zone Euromed, en premier lieu. En deuxième lieu, dans des domaines économiques, politiques et sécuritaires, la diplomatie turque ne considérait pas le PEM comme un moyen efficace, et ce, dès sa création. En troisième lieu, c'était une initiative de Nicolas Sarkozy qui ne montrait pas une attitude amicale envers la Turquie depuis la campagne présidentielle de 2007. Le président français déclarait sans cesse qu'il était contre l'adhésion turque à l'UE en proposant « un rôle-clé dans la Méditerranée », au lieu d'une adhésion à part entière, tout en considérant la Turquie comme un pays d'Asie mineure et non d'Europe. Ainsi, les responsables turcs n'ont pas cru longtemps à la sincérité que le projet soit au profit des pays Méditerranéens afin d'assurer la prospérité et la stabilité dans la zone euro-méditerranéenne, et non au profit de la France seul.

3.6. Les Institutions de l'Union pour la Méditerranée et la participation de la Turquie

Six domaines prioritaires pour les projets à mettre en œuvre dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée ont été déterminés lors du Sommet tenu en 2008 à Paris: la dépollution de la mer Méditerranée, le transport maritime et terrestre, la protection civile; les énergies alternatives et le Plan de l'énergie solaire méditerranéen, l'enseignement supérieur et la recherche / L'Université euro-méditerranéenne, le renforcement des possibilités d'emploi.

Au niveau institutionnel¹⁰⁰⁸, l'Union pour la Méditerranée est co-présidée par le Service des affaires extérieures de l'UE au nom des membres de l'UE et par un pays méditerranéen non-membre de l'UE. Un Secrétariat a été établi à Barcelone afin d'effectuer des tâches techniques sur la base des projets. Actuellement, Fathallah Sijilmassi, Ambassadeur marocain, est le Secrétaire général de l'UpM. Son mandat a été prolongé de trois années à partir de 2015. Le Bureau du Secrétaire général adjoint chargé des questions de transport a été pris en charge par la Turquie et l'Ambassadeur (retraité) Yiğit Alpogan a été nommé à ce poste.

Quant à l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), qui a commencé ses activités en 2004, elle constitue la dimension parlementaire de la coopération euro-méditerranéenne. L'Assemblée comprend les États-membres de l'UE, les non-membres de

¹⁰⁰⁸ Voir Annexe : Structure Institutionnelle de l'UpM

l'UE, les pays méditerranéens qui ne sont pas les membres de l'ONU et les parlementaires du Parlement européen. La Turquie est représentée par le groupe turc d'APEM (6 députés) dirigé par Mme Zeynep Karahan Uslu, députée de Şanlıurfa. En outre, l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM) a été fondée afin d'apporter ces deux dimensions à l'Union pour la Méditerranée en 2010. La municipalité métropolitaine d'Istanbul, la municipalité métropolitaine de Gaziantep, la municipalité d'Antakya, la municipalité de Balıkesir et la municipalité de Muğla figurent parmi les participants turcs à l'ARLEM.¹⁰⁰⁹

En vue de renforcer le dialogue interculturel dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne, la Fondation Anna Lindh a été créée en 2005. Avec son siège à Alexandrie, les réseaux nationaux (ONG) ont été trouvés dans le corps de la FAL et la Fondation Troisième Secteur de Turquie ((*Türkiye Ucuncu Sektor Vakfı- TUSEV*)) coordonne le réseau turc. Dans le cadre de la FAL, la Chair Anna Lindh a été fondée à l'Université de Sabancı à Istanbul.

L'Université euro-méditerranéenne (EMUNI), qui constitue l'un des six projets prioritaires de l'Union pour la Méditerranée, a été fondée en Slovénie en 2008 en vue de créer un espace commun de l'enseignement supérieur et de la recherche en Méditerranée¹⁰¹⁰. Ahmet Davutoğlu, est membre du conseil honoraire de l'UEM. Les six universités turques (Çukurova, Ege, ODTÜ, Hacettepe, Kadir Has et de l'Université technique d'Istanbul) sont membres de l'EMUNI¹⁰¹¹.

¹⁰⁰⁹ Ministère des Affaires Étrangères de Turquie. Accessed : http://www.mfa.gov.tr/l_union-pour-la-meditteranee-upm_fr.mfa

¹⁰¹⁰ Dans le cadre de cette présente thèse, nous avons participé à une Ecole d'Été de deux semaines, organisé par l'Université euro-méditerranéenne (EMUNI) sur « la politique européenne et la transition économique dans le bassin méditerranéen » à l'Université de Catane, Italie, en 2009. Notre but consistait d'un part d'enrichir notre connaissance sur le thème proposé, et d'autre part, de pouvoir faire une contribution à cette thèse en observant la dimension socio-culturelle de l'Union pour la Méditerranée. Tout d'abord, il faut souligner que nous avons observé une diversité d'enseignant venant d'Italie, de Turquie, d'Allemagne, *etc.* ainsi qu'une diversité de participant (des étudiantes de Master, de Doctorat, des fonctionnaires, des représentants des organisation non gouvernementales et des organisation à but non lucratif, *etc.*) venant d'Espagne, Turquie, Bulgarie, Italie, Roumanie, Grèce, *etc.* Cette diversité que nous avons pu constater ainsi que la productivité de ces deux semaines dans une ambiance amicale, des deux rives de la Méditerranée, nous a montré que les dispositions de l'UpM ne sont pas sans intérêt et que nous pouvons toujours espérer d'une coopération socio-culturelle- au moins au niveau des sociétés- en Méditerranée, malgré les défauts de la coopération euro-méditerranéenne au niveau politique et sécuritaire.

¹⁰¹¹ Ministère des Affaires Étrangères de Turquie. Accessed : http://www.mfa.gov.tr/l_union-pour-la-meditteranee-upm_fr.mfa

3.7. Les obstacles à la coopération euro-méditerranéenne

Depuis la création du Partenariat Euro-méditerranéen, le processus connaît plusieurs difficultés qui empêchent les États d'avoir une coopération plus forte. Comme abordé dans la deuxième partie, le conflit gréco-turc et la question chypriote sont liés à la sécurité méditerranéenne et il semble qu'il ne sera pas résolu dans un avenir proche à cause de la perception de la menace mutuelle de ces deux États euro-méditerranéens. Par ailleurs, les dispositions du Partenariat Euro-Méditerranéen ne facilitent pas le rapprochement gréco-turc, et ne peuvent non plus mettre fin à la question chypriote, un simple constat affirme donc que la coopération euro-méditerranéenne est de nature utopique concernant les questions politiques et sécuritaires.

Une enquête de l'IEMed¹⁰¹², adressée à plus de 370 experts et acteurs des 43 pays de l'UpM en 2010, met en évidence les améliorations sur le plan de l'économie et du dialogue culturel, mais considèrent que la résolution des conflits, la promotion de la démocratie et le pluralisme politique demandent une attention prioritaire. Selon cette enquête¹⁰¹³, l'évaluation des progrès réalisés par rapport aux objectifs définis au niveau de la coopération politique et sécuritaire est plutôt négative :

« la plupart des répondants estiment qu'aucun progrès n'a été réalisé, voire qu'il y a eu un recul par rapport à la réalisation des objectifs suivants : permettre aux citoyens de participer à la prise de décisions au niveau local (73 %), élargir le pluralisme politique et la participation des citoyens (71 %), garantir la liberté d'expression et d'association (69 %) et permettre le développement et la mise en application de Chartes et de Conventions régionales de l'ONU (68 %) ».

De même, dans le domaine de la coopération sociale et culturelle :

« les répondants estiment qu'aucun progrès n'a été réalisé, voire qu'il y a eu un recul dans la réalisation des objectifs suivants : réduire les disparités en termes de niveau

¹⁰¹² Fondé en 1989, l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed) est un consortium formé par le gouvernement autonome Catalan, le Ministère Espagnol des affaires étrangères et de la coopération et la Mairie de Barcelone. La société civile y est également représentée par l'intermédiaire de son Haut Comité et du Conseil d'Orientation composé d'Universités, d'entreprises et de personnalités méditerranéennes de notoriété internationale. Site officiel : www.iemed.org

¹⁰¹³ « Enquête Euromed auprès d'experts et d'acteurs : Evaluation du Partenariat Euro-Méditerranéen : Perceptions et Réalités » consulté en ligne : <http://www.iemed.org/publicacions-fr/historic-de-publicacions/enquesta-euromed-fr/euromed-survey-2009/enquete-euromed-2009.pdf>

d'éducation entre les pays européens et méditerranéens (73 %), améliorer l'emploi des personnes ayant suivi des études universitaires au moyen d'études supérieures de haute qualité (70 %) et promouvoir l'égalité d'accès à une éducation de qualité (61 %). »¹⁰¹⁴

Dans la cinquième édition de l'enquête d'IEMed, réalisé en 2014, les 838 personnes consultées (leaders d'opinion, experts en affaires internationales et acteurs significatifs du monde méditerranéen), font toujours un bilan négatif de l'évolution globale de la région au cours des dernières années. Toutefois, cette évaluation « contraste avec l'optimisme dont ils font preuve quant à son évolution à long terme, surtout en ce qui concerne l'amélioration de la gouvernance et les questions socio-économiques »¹⁰¹⁵. A cet égard, il importe de noter qu'

« il existe un contraste saisissant entre, d'une part, l'évaluation négative du passé immédiat et, d'autre part, l'optimisme qui se dégage des perspectives d'avenir et de l'espoir d'une amélioration à long terme sur des questions comme l'État de droit, la bonne gouvernance, l'indépendance judiciaire, les perspectives économiques, la qualité de vie, la situation de la femme, ou la liberté d'expression. Par contre, l'amélioration des relations entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire et la réduction des niveaux de corruption sont exclues de ces prévisions positives. »¹⁰¹⁶

Par ailleurs, l'hétérogénéité de la zone avec de très nombreux acteurs, rendant difficiles les interactions profondes, ainsi que les faiblesses d'une synergie nord-sud et une intégration sud-sud qui ne favorise pas l'avancement des relations, figurent parmi les difficultés qui empêchent les États concernés d'avoir entre eux une forte coopération.

Le Partenariat Euro-Méditerranéen concerne 43 acteurs aux structures très diverses sur les plans politique, économique et social. Ainsi, pour les pays membres de ce processus, il est

¹⁰¹⁴ Ibid

¹⁰¹⁵ « L'Enquête Euromed met en relief l'optimisme avec lequel la progression de la région méditerranéenne est perçue sur le long terme », 07.07.2014, consulté en ligne : http://www.iemed.org/actualitat-fr/noticies/enquesta-euromed-veu-amb-optimisme-levolucio-de-la-regio-mediterrania-a-llarg-termini?set_language=fr

¹⁰¹⁶ Euromed Survey of Experts and Actors (Fifth Edition) consulté en ligne <http://www.iemed.org/publicacions-fr/historic-de-publicacions/enquesta-euromed-fr/euromed-survey-of-experts-and-actors-2013>

très difficile de se réunir autour d'intérêts communs. Comme Kenneth Oye le souligne¹⁰¹⁷, la possibilité de la coopération diminue quand le nombre des acteurs augmente, car dans ce cas, l'identification des intérêts communs devient plus difficile et les problèmes de la reconnaissance et du contrôle augmentent. Selon Oye, les États peuvent créer des pré-conditions pour la coopération par « des stratégies changeant les conséquences (payoff), en prolongeant l'ombre du futur et en réduisant le nombre des acteurs »¹⁰¹⁸.

Toutefois, ce n'est pas seulement le nombre des acteurs qui empêche une coopération forte, c'est aussi le caractère de la zone Euromed qui est hétérogène sur les plans démographique, économique et politique. Au niveau démographique, le premier élément marquant de la zone est la démographie très dynamique des pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM) s'opposant à la faible natalité enregistrée en Europe. Les pays de l'UE, qui avaient 350 millions d'habitants en 1995 risquent de connaître une perte de 40 millions de personnes d'ici jusqu'au 2050, selon les estimations, si aucun mouvement d'immigration ne vient compenser la tendance. Par contre, les populations des PSEM augmentent régulièrement et rapidement¹⁰¹⁹. Il est évident que, jusqu'en 2050, le gouffre démographique entre les deux rives constituera un problème d'équilibre de la zone. Un autre constat établi est le vieillissement de la population où le groupe des 0-14 ans devrait passer de 65 millions en 1995 à 48 millions en 2050, celui des actifs européens de 250 à 188 millions et celui des 65 ans et plus de 58 à 96 millions sur la même période¹⁰²⁰.

Egalement, la zone Euro-méditerranéenne montre une hétérogénéité profonde au sens économique. Il importe de comparer la taille des économies afin de mieux comprendre les enjeux. En premier lieu la taille des économies des États sud-méditerranéens est faible. Moisseron souligne que la somme des PIB de tous les pays du sud de la Méditerranée est comparable à celle de la seule Espagne. Les pays arabes du partenariat euro-méditerranéen sont les plus pauvres et leur PIB est inférieur à celui de la Belgique, à elle seul.¹⁰²¹ Les partenaires en dehors des membres de l'UE, sont la Turquie et Israël, à savoir, deux pays non

¹⁰¹⁷ Kenneth Oye, "The Mitigation of Anarchy. The Conditions for Cooperation in World Politics," in *International Politics: enduring Concepts and Contemporary Issues*, ed. Robert J Art and Robert Jerwis (New York: Pearson/Longman, 2006), 90

¹⁰¹⁸ Ibid

¹⁰¹⁹ Ahmet Biyikli, «Avrupa Birliğinin Akdeniz ve Ortadoğu Ülkelerine Yönelik Demokrasi ve İstikrar Politikaları », 2006, 54

¹⁰²⁰ Bouallegue «L'intégration régionale euro méditerranéenne », 13

¹⁰²¹ Jean-Yves Moisseron, *Le Partenariat Euro-méditerranéen : Léchec d'une ambition régionale* (Presses Universitaires de Grenoble, 2005), 33

arabes qui représentent plus de la moitié du PIB des PSEM¹⁰²². En deuxième lieu, les spécialisations des pays méditerranéens sont diverses. Certaines économies sont plutôt agricoles (secteur primaire) comme le Maroc, d'autres comme l'Algérie, la Libye ou la Syrie se tournent vers le secteur secondaire (les hydrocarbures essentiellement) et les autres sont orientés vers les services (secteur tertiaire) comme le Liban et la Tunisie.¹⁰²³

Henri Regnault modélise différentes formes d'intégration dans la zone européenne et méditerranéenne afin de montrer les multiples dimensions du processus (nord-nord, nord-sud, sud-sud)¹⁰²⁴. C'est l'intégration nord-nord qui est la plus riche puisque l'UE représente une intégration globale des pays. Il distingue même, dans l'intégration nord-nord, une « intégration latine » selon l'augmentation la plus rapide des échanges entre la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal qu'entre le reste des pays européens. Pourtant, il existe toujours des obstacles intra-européens, qui sont historiques, structurels et conjoncturels. Les obstacles historiques et structurels résultent du poids du passé dans les ambitions présentes des pays européens ayant chacun des amitiés et des connexions différentes en Méditerranée. L'obstacle conjoncturel est la présence d'autres acteurs tels que les États-Unis dans la zone. L'Europe joue souvent un deuxième rôle derrière ces derniers dans la zone euro-méditerranéenne et elle premier n'a pas saisi l'occasion de la fin de la guerre froide pour s'y imposer. Elle joue plutôt un rôle de bailleur de fonds et de facilitateur du dialogue socio-culturel.¹⁰²⁵ De l'autre côté, l'intégration nord-sud représente justement les relations euro-méditerranéennes : libre échange unilatéral. Quant à la dimension sud-sud, elle est la plus pauvre des trois, l'intégration effective n'étant quasi-nulle.

Si l'intégration euro-méditerranéenne n'a pas pu réussir à réaliser ses objectifs, c'est tout d'abord à cause du manque d'intégration forte nord-sud. Comme cela a été lancé par l'Europe aux pays tiers méditerranéens, ignorant les intérêts et les attentes du sud, le partenariat euro-méditerranéen n'a pas été avancé sur le principe de « réciprocité », pourtant crucial pour une coopération réussie. Comme Kenneth Oye le souligne¹⁰²⁶, le principe de

¹⁰²² Ibid

¹⁰²³ Bouallegue «L'intégration régionale euro méditerranéenne ». 2002. p 10

¹⁰²⁴ Henri Regnault (ed.), *Intégration euro-méditerranéenne et stratégies économiques* (l'Harmattan, 2003) ; Henri Regnault, « Les Integrations Economiques en Méditerranée », 1997

¹⁰²⁵ Institut Européen de Recherche sur la Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe (MEDEA) « Au-delà du processus de Barcelone, l'Union Méditerranéenne. Quelles ambitions, et pour quels changements? » <http://www.medeabe/index.html?doc=1788>, (22.01.2008)

¹⁰²⁶ Kenneth Oye, "The Mitigation of Anarchy. The Conditions for Cooperation in World Politics," in *International Politics: enduring Concepts and Contemporary Issues*, ed. Robert J Art and Robert Jerwis (New York: Pearson/Longman, 2006), 90.

« réciprocité » est au cœur de la coopération et ce que Robert Axelrod¹⁰²⁷ fait remarquer, c'est que les stratégies de la réciprocité ont des effets encourageant la coopération en construisant une connexion directe entre les comportements présents d'un acteur et le profit espéré dans le futur. En outre, pour Attali, aucune relation internationale ne peut être basée sur l'octroi par l'un aux autres et le partenariat euro-méditerranéen est fondé sur l'octroi par le Nord au Sud ; il ne donc fonctionne pas.¹⁰²⁸

Cependant, parmi des nombreux obstacles d'une coopération forte que nous pouvons observer dans cette zone, tous ne résultent pas de tensions nord-sud entre pays développées et pays sous développés, comme le souligne Rémi Caucanas, sur le pourtour de la Méditerranée orientale, les rivalités territoriales sont nombreuses entre des États voisins dont les niveaux de développement ne sont pas très différents. En témoignent le conflit israélo-palestinien, les conflits de Bosnie (1992-1995), du Kosovo 1999, la tension persistante entre la Turquie et la Grèce sur la question chypriote aussi bien qu'en mer Égée, la question du Sahara occidental qui oppose le Maroc et l'Algérie depuis 1975 ; les nouveaux enjeux sahariens libérés par la chute du régime de Kadhafi en Libye ; les déstabilisation successives de l'Irak et aujourd'hui, de la Syrie qui posent différents questions d'ordre géopolitique et sécuritaire.¹⁰²⁹ A ces conflits s'ajoute la lutte incessante pour le leadership régional et la nouvelle donne géopolitique à partir de la transformation socio-politique de la zone causée par le *Printemps Arabe*. Par ailleurs, afin de rendre plus fort le processus de coopération, il importe que les PSEM aient une dynamique en créant une dimension entre eux-mêmes, en dehors des impositions de l'UE, ce qui ne semble pas envisageable dans l'avenir proche. Cette dynamique n'est pas inscrite dans les objectifs à court terme de la coopération euro-méditerranéenne. Toutefois, le partenariat observe le manque d'une telle dimension malgré le fait que l'interaction volontaire et réciproque sud-sud soit la condition indispensable de la coopération politique en Méditerranée. D'ailleurs, comme la Méditerranée se définit par « la fracture visible entre le Nord riche et le Sud pauvre »¹⁰³⁰ en soulignant les différences structurelles, économiques, politiques et démographiques, il semble difficile de trouver des points communs pour une coopération plus forte.

¹⁰²⁷ Robert Axelrod. *The Evolution of Cooperation*. (New York: Basic Books, 1984)

¹⁰²⁸ Jacques Attali «La méditerranée ou l'ultime utopie » Forum de Paris, 2008

¹⁰²⁹ Institut MEDEA « Au-delà du processus de Barcelone, l'Union Méditerranéenne. Quelles ambitions, et pour quels changements? » 2008 ; Rémi Caucanas, *Relations Islamo-Chrétiennes En Méditerranée. Entre Dialogue Et Crispation* (Rennes: Presses Universitaires des Rennes, 2015), 13,14.

¹⁰³⁰ Christophe Berdat. « L'Union européenne et la méditerranée : quelle coopération ? », 4

Conclusion

La dé Méditerranéisation des Turcs coïncide avec l'affaiblissement de l'Empire Ottoman suite à la perte de ses provinces dans les Balkans, avec l'indépendance de la Grèce en 1821, l'abandon de Chypre aux Britanniques en 1878, puis de l'Égypte en 1882, la perte de Tripoli en 1911, de la Crète et de l'Albanie en 1912, les soulèvements des Arabes de 1916 et enfin avec l'abandon de Rhodes en 1918¹⁰³¹. La défaite de l'Empire Ottoman pendant la Première Guerre Mondiale a aussi accéléré le recul des Turcs de la mer Méditerranée. Suite à la fin de Première Guerre Mondiale, le traité de Sèvres qui visait à emprisonner les turcs en Asie mineure sans leur accorder le moindre rivage méditerranéen et égéen, a été imposé par les gouvernements de l'Entente à l'Empire ottoman. Par le traité de Lausanne (1923), remplaçant le traité de Sèvres, les frontières actuelles de la Turquie ont été établies (à l'exception d'Hatay) et un échange de populations entre la Turquie et la Grèce¹⁰³² a été effectué. Ce cadre historique, en début du XX^e siècle a déterminé, en quel que sorte, les rapports des Turcs à la Méditerranée, l'imaginaire sécuritaire de la Turquie - centrale dans ses relations avec le monde extérieur-, et l'affirmation identitaire dans la politique étrangère sur la base de « nous » et « eux » à partir de la construction identitaire de la Turquie républicaine.

La Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle la bataille de Méditerranée se présente « comme un front périphérique essentiel », figure comme un tournant majeur pour la géopolitique méditerranéenne, car sa fin marque le début du déclin des impérialismes européens en Méditerranée¹⁰³³. La Méditerranée d'après-guerre se présente « un espace de

¹⁰³¹ Jean-François Pérouse, « La “mer blanche” des Turcs, en quoi la Turquie est-elle aussi méditerranéenne ? », *Hérodote*, n° 90, (juillet-septembre 1998), 164,165

¹⁰³² « L'échange des populations entre la Grèce et la Turquie - élément essentiel de la purification ethnique tant recherchée par les deux parties - achevait de balayer les dernières traces de cosmopolitisme du territoire anatolien. Le départ en masse de l'élément grec, en particulier, avait vidé les rives de la Mer Egée de la majeure partie de sa population. Avec eux disparaissait toute une mémoire, tout un savoir, toute une vie intimement liés à la mer. Après avoir perdu ses territoires méditerranéens, la Turquie perdait aussi ce qui lui restait de population méditerranéenne, remplacé par "autres déracinés, pour la plupart étrangers à la mer et à sa culture ». Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? »

¹⁰³³ Edmond Chidiac and Gérard Claude, «La Méditerranée Contemporaine. Déchirures Et émergence d'Une Conscience Méditerranéenne,» in *Méditerranée: Une histoire à partager*, ed. Mostafa Hassani-Idrissi (Montrouge: Bayard, 2013), 373.

conflits de toutes sortes »¹⁰³⁴ et dès 1946, ce premier entre dans la guerre froide, mais « selon une logique spatiale et une temporalité qui lui sont propres »¹⁰³⁵. Les deux superpuissances se livrent à une lutte d'influence et à sortir du conflit mondial, les pays du nord de la Méditerranée sont déjà fortement liés aux États-Unis ou à l'URSS : La France et l'Italie sont dans la zone d'influence américaine, et la prise de la guerre civile en Grèce en 1946, incite président Truman à soutenir le gouvernement légal pour lutter contre la guérilla communiste. Les États-Unis s'inspirent de la politique des diplomates européennes du XIXe siècle, qui visait à empêcher la Russie d'accéder aux mers chaudes. La création de la VIe Flotte, puis l'adhésion de la Turquie et la Grèce à l'OTAN en 1952, assurent aux armées américaines une présence forte dans la Méditerranée. La crise de Suez permet à l'URSS de prendre une place dans ce dernier. Cependant, la création de l'État d'Israël, soutenu par les États-Unis, devient aussi la garantie de leur stabilité dans la zone¹⁰³⁶.

La géopolitique méditerranéenne de la Turquie est fortement associée à celle des États-Unis pendant la Guerre Froide, notamment à partir de mis en œuvre la stratégie américaine pour la Méditerranée orientale suite à la doctrine Truman en 1947¹⁰³⁷. Suite à l'entrée de la Turquie dans l'OTAN, et l'établissement des relations « spéciales » avec les États-Unis, notamment par le biais de la signature d'un nombre important de traités bilatéraux hors du cadre de l'OTAN entre les deux pays, la Turquie réagit conformément aux intérêts stratégiques américains, avec un rôle de poste avancé dans la Méditerranée orientale¹⁰³⁸.

La période de la guerre froide a ainsi été une occasion de consolider l'identité occidentale, pour la Turquie, en se servant de la Méditerranée comme un élément valorisant son attachement à l'Occident, et en soulignant son importance géostratégique pour la sécurité de ce dernier¹⁰³⁹. Dans ce sens, l'émergence des premières références à la « méditerranée turque » à partir des années 50, se réalise sur « les perceptions turques d'une Méditerranée valorisée par ses liens avec l'Occident »¹⁰⁴⁰.

¹⁰³⁴ Ibid

¹⁰³⁵ Laurent Escande, « La Méditerranée dans la guerre froide » in *Méditerranée: Une histoire à partager*, ed. Mostafa Hassani-Idrissi (Montrouge: Bayard, 2013), 423-430.

¹⁰³⁶ Ibid

¹⁰³⁷ Emel Parlar Dal, « Le Paradoxe Méditerranéen de la Turquie. » *L'Europe en Formation* 356, no. 2 (2010).

¹⁰³⁸ Dorothée Schmid, « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée : un partenariat calculé », 73 ; Emel Parlar Dal, « Le Paradoxe Méditerranéen de la Turquie ».

¹⁰³⁹ Eylem Yilmaz and Pinar Bilgin. « Constructing Turkey's 'Western Identity' during the Cold War: Discourses of the 'Intellectuals of Statecraft' ». *International Journal* 61 (1): 2005, 39-59

¹⁰⁴⁰ Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? »

L'un des premiers ouvrages sur une vision turque de la Méditerranée est celui de Resit Saffet Atabinen¹⁰⁴¹. Dans *Les Turcs occidentaux et la Méditerranée*¹⁰⁴², il souligne l'importance des turcs pour la sécurité méditerranéenne, en évoquant le rôle joué conjointement par la France et l'Empire Ottoman à partir du seizième siècle pour la défense de la Méditerranée. L'auteur tente de persuader les occidentaux à reconnaître la contribution turque à l'identité et à la stabilité méditerranéennes, contribution qui, aux côtés de celles des Français et Italiens constituait la base culturelle de la zone¹⁰⁴³.

Par ailleurs, toujours au cours des années 50, nous voyons une sorte d'idéologie identitaire méditerranéenne chez Cevat Sakir Kabaagaçlı, connu sous le nom d' Halikarnas Balıkcısı (le pêcheur d'Halicarnasse)¹⁰⁴⁴. Il faut toutefois préciser que les approches d'Atabinen et de Kabaagaçlı diffèrent sur plusieurs plans y compris en matière d'objectifs et d'audiences, comme le note Eldem : « les conférences d'Atabinen visaient toutes une audience étrangère, occidentale, qu'il fallait convaincre de l'utilité et de la légitimité de la présence de la Turquie en Europe ; Kabaagaçlı, lui, s'adresse à un public turc auquel il propose, dans des envolées souvent romantiques, une nouvelle vision du pays. »¹⁰⁴⁵.

La conceptualisation méditerranéenne de Kabaagaçlı figure comme un « effort de créer une -nouvelle représentation du monde turc, une représentation qui, sur bien des points, va à l'encontre des idéologies dominantes et officielles de l'époque »¹⁰⁴⁶. Ce courant dit aussi *anatoliste* est un mouvement de pensée qui prend l'Anatolie comme le territoire de référence et estime que la Turquie est l'héritière de toutes les cultures qui se sont succédé en Anatolie. Formulée par le « pêcheur » cette idée a été reprise par des personnalités aussi diverses que le président de la République Turgut Ozal ou l'historien de gauche Dogan Avcıoglu¹⁰⁴⁷. En

¹⁰⁴¹ Membre fondateur de la Société d'Histoire Turque, fondateur du Touring et Automobile Club de Turquie, président de l'Association culturelle franco-turque.

¹⁰⁴² Resit Saffet Atabinen, *Les Turcs occidentaux et la Méditerranée*, (Paris, Éditions du TACT, 1956)

¹⁰⁴³ Pour plus détails sur l'approche de cet auteur voir Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? » et Emel Parlar Dal, « Le Paradoxe Méditerranéen de la Turquie ».

¹⁰⁴⁴ Quelques ouvrages de Cevat Sakir Kabaagaçlı: *Ege Kıyılarından* (1939), *Merhaba Akdeniz* (1947) *Ege'nin Dibi* (1952), *Anadolu Efsaneleri* (1954), *Yaşasın Deniz* (1954), *Anadolu Tanrıları* (1955) *Gülen Ada* (1957), *Anadolu'nun Sesi* (1971), *Ege'den* (1972) *Hey Koca Yurt* (1972), *Gençlik Denizlerinde* (1973).

¹⁰⁴⁵ Edhem Eldem, « La Turquie et la Méditerranée : une quête stérile ? »

¹⁰⁴⁶ Ibid

¹⁰⁴⁷ Etienne Copeaux, *Une Vision Turque Du Monde à Travers les Cartes de 1931 à Nos Jours*. (Paris: CNRS Éd., 2000), 108 109

rejetant le nationalisme panturquiste, l'anatolisme propose l'appellation d' « Anatolie » à la place de la « Turquie » prenant en compte, avant tout, le caractère méditerranéen de la Turquie¹⁰⁴⁸. Selon Etienne Copeaux, « son argumentation repose sur une redéfinition des aires géographiques, rejetant la division classique des continents, de manière à exclure l'Anatolie-et les Turcs d'aujourd'hui – de l'aire asiatique » :

« On peut considérer la Méditerranée, sur le plan ethnique et sur d'autres plans, comme la sixième partie du monde. Arbitrairement, les géographes ont séparé les grandes étendues de terres en prétendus continents, comme l'Europe, et l'Asie. Ainsi, la méditerranée serait bordée de trois continents. Mais les cotes de la Méditerranée ne sont pas européennes, asiatiques ou africaines ; elles sont méditerranéennes. L'Afrique ne commence que plus au sud, avec les grands déserts de sable. La Grèce, la France, l'Espagne ne sont pas européennes, elles sont méditerranéennes. (...) La Méditerranée, c'est l'histoire d'un type humain fluide et bleu, comme ses eaux. C'est pourquoi les paroles d'Atatürk « Soldats, notre premier objectif, c'est la Méditerranée » (...) sont bien plus qu'un commandement militaire ; elles se réfèrent à une idée très profonde. Car l'Anatolie, ce n'est pas l'Asie, c'est la Méditerranée. »¹⁰⁴⁹

Cette tentative de formulation d'une Méditerranéité à la turque (*Turkish Mediterraneanism*) chez Halikarnas Balıkcısı, s'est produite à l'époque où les historiens turcs ont été influencés par l'idée méditerranéenne de Fernand Braudel, toutefois loin de produire les effets similaires¹⁰⁵⁰. Car cette fois, si la Méditerranée ne sert de moyen pour une affirmation identitaire occidentale de la Turquie, elle sert d'une justification de « tourner le dos à l'Asie et se réconcilier avec l'Antiquité classique »¹⁰⁵¹.

En fin de compte, à la lumière de tout ce que nous venons d'exposer dans cette partie, la position réticente de la Turquie dans la coopération euro-méditerranéenne ainsi que les réactions turques à l'égard de l'Union pour la Méditerranée ne sont pas étonnant car la Méditerranée, telle qu'elle existe dans la conscience géopolitique turque, a peu de

¹⁰⁴⁸ Etienne Copeaux, *Espaces Et Temps de la Nation Turquie: Analyse d'Une Historiographie Nationaliste: 1931-1993*. (Paris: CNRS Editions, 1997), 294, 295

¹⁰⁴⁹ Halikarnas Balıkcısı, *Anadolu'nun Sesi*, (Istanbul : Bilgi Yayınevi, 1984) cité par Etienne Copeaux, *Espace et Temps de la nation turque*, 295.

¹⁰⁵⁰ Eyup Ozveren « Writing the mediterranean in the twentieth century : the advent of the fisherman of Halicarnasus », *Mediterranean Studies*, (vol 23 issue 2, 2015)

¹⁰⁵¹ Etienne Copeaux, *Espaces Et Temps de la Nation Turquie*, 296.

signification si elle n'est pas rattachée à la justification d'une idéologie. Elle devient donc, la prétexte d'une affirmation identitaire qui n'est surement pas méditerranéenne.





Conclusion Générale

« La Méditerranée n'est pas une évidence pour les sciences sociales et humaines turques, ni comme objet de recherche, ni comme cadre d'organisation de la recherche ni comme référent ; et moins encore comme horizon de sens, d'identification ou de nostalgie. Ce n'est pas une géo-idéologie qui serait un « arrière-plan » habituel de la recherche. D'autres géo-idéologies et d'autres nostalgies transnationales (Empire ottoman, monde musulman ou monde turc...) travaillent la recherche turque. Cette absence de Méditerranée peut surprendre ceux qui, de l'extérieur – qu'ils soient journalistes, politiciens ou même chercheurs –, seraient enclins à procéder à une assignation identitaire en apposant a priori une identité méditerranéenne à la Turquie »¹⁰⁵².

C'est cette absence de la « Méditerranée » *comme objet de recherche* qui nous a amené à entamer ce travail. Ainsi nous avons cherché les raisons du manque d'une méditerranéité et la perception de cette espace dans la mentalité politique turque, se basant sur les éléments identitaires et idéologiques, dès la fondation de la Turquie, dans une perspective constructiviste.

La politique étrangère, en tant qu'affirmation d'identité, contribue à définir l'identité nationale, aussi bien qu'à répondre à une demande sociale et étatique d'identité collective et à maintenir une certaine cohésion sociale¹⁰⁵³. Selon le constructivisme de Wendt, l'identité est l'élément stable et préexistant sur lequel s'établit la politique étrangère¹⁰⁵⁴. Pour les post-structuralistes, qui vont au-delà du constructivisme de Wendt, l'identité n'est pas que le guide de la politique étrangère, c'est aussi son objectif¹⁰⁵⁵. D'une part, la politique étrangère se nourrit de l'identité et, d'autre part, elle la reproduit constamment pour la survie de l'État. C'est une reproduction constante de l'identité en construisant des menaces sécuritaires internes et/ou externes. En reprenant la perspective d'Anderson des « communautés

¹⁰⁵² Jean-François Pérouse « La Méditerranée dans les sciences sociales et humaines turques : une discrète nouvelle venue ? » en ligne : <http://dipnot.hypotheses.org/author/jeanferouse>

¹⁰⁵³ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références* (Paris: A. Colin, 2013), 206.

¹⁰⁵⁴ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics* (Cambridge, U.K.: Cambridge University Press, 1999)

¹⁰⁵⁵ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère*, 205

imaginées », où il n'existe pas d'unité nationale préalable aux interactions sociales, ce sont les États qui construisent un sentiment d'appartenance à une collectivité¹⁰⁵⁶, et cela se fait souvent par la guerre.¹⁰⁵⁷ En construisant des menaces, même imaginaires, pour assurer l'identité, le sentiment d'insécurité de la nation devient l'élément fondateur de la sécurité de l'État. Dans ce sens, « l'articulation constante de dangers par le biais de la politique étrangère n'est pas une menace à l'identité ou à l'existence de l'État : c'est la condition même de sa possibilité »¹⁰⁵⁸. D'ailleurs, l'auto-perception de l'identité est la source primaire dans la formation de l'intérêt national d'un État, d'une perspective constructiviste. Néanmoins, *comment* ces identités se construisent autour des structures non-matérielles s'avère très importante, parce que les identités produisent des intérêts, dès lors, elles déterminent les comportements politiques¹⁰⁵⁹. De cette façon, les intérêts sont déterminés par rapport aux identités qui ont des fonds historiques, culturels, sociaux-politiques et idéologiques. Ainsi, les systèmes des idées, des croyances et des valeurs partagées comportent des caractéristiques structurelles, et de ce fait, ils influencent l'action politique¹⁰⁶⁰.

Par ailleurs, la probabilité de sentiment d'appartenance à une identité (la méditerranéité dans notre cas) dépend du caractère associé aux symboles et aux images de ce dernier. Par exemple, à quelle condition un acteur peut-il risquer son rôle dans le jeu politique, en tenant compte des coûts et des gains symboliques, afin de défendre ou maintenir l'image valorisée de soi ou de sa collectivité ? Quel est le rôle des normes partagées, en termes d'image de soi, dans l'identification d'une appartenance régionale ? A ce propos la Turquie, dès sa fondation, n'a pas pris de risques, tout en rejetant les gains associés, elle s'est trouvé dans un déni complet des images attachées à la Méditerranée afin de construire et de consolider son identité au niveau intérieur aussi bien qu'extérieur. En même temps, étant un choix conscient effectué par les acteurs du processus du nation-building, l'image de la Méditerranée – en tant que zone qui englobe les éléments de son *autrui* - a longtemps permis d'assurer la cohésion sociale. Ainsi, la Turquie devait s'éloigner de toute identification à cette zone.

¹⁰⁵⁶ Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* (London: Verso, 1983).

¹⁰⁵⁷ Erik Ringmar, *Identity, Interest and Action: A Cultural Explanation of Sweden's Intervention in the Thirty Years War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996).

¹⁰⁵⁸ David Campbell, *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia* (Minneapolis, MN: University of Minneapolis Press, 1998), 13

¹⁰⁵⁹ Christian Reus-Smit, « Constructivism » in Scott Burchill, *Theories of International Relations*, (New York, 2001), 217.

¹⁰⁶⁰ Ibid

La faillite d'une conceptualisation de la Méditerranée comme une entité totale et singulière et le fait de se focaliser sur la Méditerranée orientale sont aussi liés à l'imaginaire sécuritaire de la Turquie. Dans ce cadre, presque toutes les menaces immédiates contre l'intégralité territoriale, ainsi que la plupart des éléments extérieurs qui influencent la prise de décision dans la politique étrangère se trouvent en Méditerranée. Comme un diplomate turc l'affirme « les trois pieds du triangle politique pour la Turquie sont les relations avec l'UE, celles avec les États-Unis et la question chypriote, la Méditerranée se présente donc comme le point de croisement ». Dans ce sens, la Méditerranée se trouve au cœur de la politique étrangère turque en termes de menace selon son imaginaire sécuritaire ; d'autre part ce dernier rejette toute identification et images associées, dans l'affirmation identitaire. Étant parti de ce constat, ce présent travail avait pour but d'analyser les trois dimensions des rapports de la Turquie à la Méditerranée.

D'abord, les relations conflictuelles gréco-turques font partie de cette thèse puisqu'elles constituent l'un des axes principaux dans les politiques étrangères des deux pays, et elles sont fortement liées à la sécurité méditerranéenne. Dans le cadre de ce travail, les relations gréco-turques occupent une place importante au moins pour trois raisons. Tout d'abord, la Grèce constitue l'un des « autres » principaux dans l'affirmation identitaire politique de la Turquie (et *vice versa*). En suite, le conflit gréco-turc est l'un des obstacles majeurs à la coopération politique dans la Méditerranée ainsi qu'à l'adhésion toute entière de la Turquie à l'UE, ce qui est l'un de ses objectifs principaux. Enfin, la question chypriote étant « la crise la plus longue de la Méditerranée »¹⁰⁶¹ est fondamentalement liée aux relations entre la Turquie et la Grèce, et elle occupe une place primordiale dans la politique étrangère de la Turquie, étant aussi au cœur de toutes les politiques turques concernant le bassin méditerranéen.

Les perspectives d'analyse étant multiples, nous avons abordé le conflit helléno-turc à travers les conflits idéologiques des deux nationalismes, et ce, dans une perspective identitaire et sécuritaire-imaginaire. Le sentiment d'altérité basé sur l'histoire des deux nationalismes commence à se répandre au niveau des deux sociétés chez les très jeunes enfants, et continue pendant les rencontres et les compétitions nationales, comme pendant les crises politiques et sécuritaires, avec une forte participation des médias et l'utilisation massive des moyens de communication. Cette perspective socio-politique qui reproduit le

¹⁰⁶¹ Mehmet Hasguler, *Kıbrıs'da Enosis ve Taksim Politikalarının Sonu*, 112.

sens de l'altérité à tous les niveaux, est aussi présente dans la perception bilatérale de l'imaginaire sécuritaire, limitant la croyance à la sincérité des démarches prises aux niveaux politique et de sécurité. Par ailleurs, autour des contentieux dans la mer Égée, la vitalité de perception de la menace mutuelle, alors que les deux pays appartiennent à l'Alliance Atlantique, les conduit à augmenter progressivement la capacité militaire et de défense¹⁰⁶² et n'aide pas à la probabilité d'une forte coopération politique euro-méditerranéenne.

Ensuite, cette thèse avait pour but d'aborder la question chypriote qui se trouve au cœur de toutes les politiques méditerranéennes de Turquie. Essentiellement, cette question constitue l'extension du conflit gréco-turc et elle occupe une place primordiale dans les politiques étrangères des deux pays concernés. Ainsi la question chypriote ne peut trouver une solution qu'après la résolution d'autres problèmes gréco-turcs basés sur la perception d'une menace mutuelle. Cependant, il semble difficile de trouver une solution qui satisferait toutes les parties concernées dans un avenir proche, à cause de la diversité des éléments de conflits d'un côté, et de la multitude des acteurs internationaux (ONU, Union Européenne, Grande-Bretagne, États-Unis, etc) qui interviennent sur le sujet, de l'autre.

Puis, notre attention portait sur la position réticente de la Turquie vis-à-vis de la coopération euro-méditerranéenne. D'un point de vue fonctionnel, nous estimons que la coopération euro-méditerranéenne pourrait aussi servir de moyen de rapprochement vers l'Europe pour la Turquie, étant l'objectif désiré dès la fondation de la Turquie républicaine, pourtant, la perception turque de cette initiative européenne est contraire pour plusieurs raisons, outre celles imaginaires identitaires. Les défauts du processus en soi, les enjeux géopolitiques dans la zone concernée, les faiblesses d'intégration de différentes dimensions, l'hétérogénéité de la zone et la présence d'autre acteurs plus fiables aux yeux des Turcs pour une coopération politique dans la zone, figurent parmi les raisons de la réaction réticente de la Turquie à propos de cette coopération.

¹⁰⁶² Pierre Conesa. *La Fabrication de l'Ennemi*, 140.

Une fois créées, les identités nationales peuvent difficilement dévier de leur trajectoire. Elles sont évaluées dans un contexte historique, et sont quotidiennement reproduites par les discours politiques, la culture médiatique, l'enseignement, etc. En outre, elles s'institutionnalisent et se renforcent continuellement dans une dynamique de « dépendance au sentier »¹⁰⁶³.

De même, un changement complet d'une politique étrangère « impose de modifier plusieurs de ses composantes, notamment le style qui l'exprime, le contenu du message diffusé, le fonctionnement de l'instrument diplomatique chargé de relayer ces efforts, les moyens financiers à disposition et les priorités, le tout compte tenu de l'environnement international »¹⁰⁶⁴. Quitter la dépendance au sentier n'est donc pas une tâche aisée. Ainsi, notre propos consiste à considérer que la politique étrangère turque connaît une « évolution » plutôt qu'une orientation complètement « nouvelle »¹⁰⁶⁵.

En fait, au fond de ce qui peut être appelé « nouveau » repose la mutation socio-politique et économique sur le plan domestique à la base de la synthèse de l'islamo-conservatisme et du libéralisme, et il ne représente pas nécessairement une complète rupture dans l'affirmation identitaire de la Turquie au sein international. Aux yeux du gouvernement de l'AKP, il s'agit de l'ambition de se rendre compte du potentiel venant des registres multi-identitaires. Toutefois, la question de la cohérence (ou non) des valeurs de l'AKP avec celles de l'Europe, notamment sur la base de la religion et de la démocratie ainsi que la « déseuropéanisation »¹⁰⁶⁶ (ou non) de la Turquie marquent fréquemment les débats politiques depuis plus d'une décennie. Il convient, pourtant, de souligner que la Turquie ne connaît pas de rupture dans l'affirmation identitaire occidentale dans la politique étrangère, et l'évidence de ce constat repose dans l'évitement prudent d'un nouvel engagement institutionnel non-occidental¹⁰⁶⁷. Les gouvernements turcs précédents

¹⁰⁶³ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère*, 201.

¹⁰⁶⁴ Frédéric Charillon, « Nicolas Sarkozy à mi-parcours : comment réformer une politique étrangère ? », *Politique étrangère*, 2009/02, Été, p. 392. ; Frédéric Charillon, « La diplomatie saoudienne à l'épreuve de la turbulence », *Études* 2004/2, Tome 400, p. 153-165.

¹⁰⁶⁵ Voir Didier Billon, « Tentative de mise en perspective de la politique extérieure de la Turquie », *Confluences Méditerranée*, (no 83, 2012), 67,69.

¹⁰⁶⁶ Bastien Alex, « L'euro-scepticisme, le turco-scepticisme et la Turquie : une affaire de perceptions ? » *Confluences Méditerranée*, (no 83, 2012).

¹⁰⁶⁷ Hasan Kosebalaban. *Turkish Foreign Policy Islam, Nationalism and Globalization*. (Palgrave Macmillan, 2011), 194.

avaient été engagés dans les formations multilatérales dans les régions musulmanes et moyen-orientales. Cependant, le gouvernement d'AKP a évité tout engagement institutionnel dans la dimension non-occidentale de sa politique étrangère, ayant plutôt cherché à normaliser, développer et approfondir ses relations avec les pays musulmans au niveau bilatéral, maintenant son engagement au sein de l'UE et de l'OTAN.

Par ailleurs, la Turquie ne se prononce pas méditerranéenne autant qu'européenne, au niveau identitaire, bien qu'elle soit plus méditerranéenne qu'européenne, au niveau géographique. Cet éloignement de sa propre géographie, comme conséquence de la nation-building à la suite d'une guerre d'indépendance douloureuse, qui aussi nourrit son imaginaire sécuritaire sur la base d'une obsession de division territoriale, reste centrale dans la conceptualisation géopolitique de son voisinage immédiat. D'un autre côté, l'extra-déterminisme de sa position géopolitique dans la poursuite de la politique étrangère ainsi que la croyance à la *position unique géostratégique*, entourée par autant de questions vitales contre ses intérêts nationaux, la conduit à diviser la Méditerranée en sous-régions pour lesquelles des politiques séparées s'imposent. Ainsi les rapports politiques des Turcs à la Méditerranée se caractérisent par une prise de position plutôt défensive, notamment pendant les périodes des crises et cela sur la base des politiques temporaires, au lieu d'une vision politique globale, cohérente, continu et unifié. Dans ce cadre, les relations bilatérales avec la Grèce ainsi que la question chypriote, sans nécessairement chercher à établir une continuité politique et diplomatique, restent et resteront comme les deux piliers centraux dans l'imaginaire méditerranéenne de la Turquie.

En outre, malgré les conflits idéologiques et identitaires que la Turquie a connu tout au long de son histoire politique, malgré l'ambition multi-identitaire et multidirectionnelle du gouvernement actuel - destiné notamment à consolider son pouvoir à l'intérieur plus qu'une affirmation identitaire au sein international -, et en dépit de quelques initiatives - restées à un niveau discursif -, la Méditerranée continue d'être perçue par la Turquie comme une zone de confrontation complexe, englobant la plupart des menaces contre ses intérêts nationaux sur la base de son imaginaire sécuritaire et identitaire. Ainsi, nous arrivons à la conclusion que la perception actuelle de la Méditerranéenne par la politique étrangère turque reste fortement attachée à l'idéologie fondatrice dans une logique de *dépendance au sentier*.

Les perspectives d'analyse étant multiples, cette thèse fait l'objet d'une étude des éléments non-matériels de la sphère socio-politique domestique de la Turquie, en prenant l'Etat comme acteur principal, sur la formation de la politique étrangère vers une zone spécifique : la Méditerranée. Toutefois, en acceptant la multitude de facteurs influençant la prise de décision dans la politique étrangère, il serait aussi intéressant d'analyser les éléments matériels tels que l'économie, les enjeux énergétiques, *etc.*, en prenant compte d'autres acteurs non-étatiques tels que les ONGs, les acteurs privés, les entreprises transnationales ainsi que la société civile, sur la formation des politiques méditerranéennes de la Turquie. Une telle étude pourrait élargir le champ de recherche, ouvrant aussi la voie vers une analyse comparée entre les contextes matériels et non-matériels ainsi que les acteurs étatiques et non-étatiques de la sphère politique.

Par ailleurs, la dimension moyen-orientale de la géopolitique méditerranéenne, qui reste hors-cadre de cette présente thèse, nécessite une attention particulière. D'une part, la transition socio-politique des États de la région, à partir du Printemps arabe, a changé l'enjeu politique tant régional qu'international, et, d'autre part, la politique étrangère turque a connu des mutations vers la région, notamment avec la crise syrienne. Ainsi, les enjeux géopolitiques ont été bouleversés non seulement pour la Turquie mais aussi pour tous les pays de la région, ainsi que pour d'autres acteurs extérieurs. Dans ce cadre, deux axes pour de futures recherches pourront être privilégiés: le problème migratoire des réfugiés syriens, au niveau intérieur, et ; les relations avec les grandes puissances et d'autres pays de la région, au niveau extérieur.

Bibliographie

Abaci, Hakan. "The Öcalan Affair and Its Effect on The Turkish-Greek Rapprochement Process in 1999." *Turkish Review Of Eurasian Studies*, no. 9 (2004).

Abdelal, Rawi, Yoshiko M. Herrera, Alastair Iain Johnston, and Rose McDermott. "Identity as a Variable." *Perspectives on Politics* 4, no. 04 (November 28, 2006). doi:10.1017/s1537592706060440.

Abulafia, David. *The Great Sea: A Human History of the Mediterranean*. Oxford: Oxford University Press, 2011.

Acer, Yucel. "Recent Developments and Prospects for Settlement of the Aegean Disputes." *Turkish Studies* 3, no. 2 (2002).

———. *The Aegean Maritime Disputes and International Law*. Aldershot, United Kingdom: Dartmouth Publishing Co, 2003.

Acharya, Amitav and Barry Buzan, eds. *Non-Western International Relations Theory: Perspectives on and Beyond Asia*. London: Routledge, 2010.

Adler, Emanuel. "Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics." *European Journal of International Relations*, no. 3 (September 1997): 319–63. doi:10.1177/1354066197003003003.

Adler, Emanuel, Federica Bicchì, Beverly Crawford, and Raffaella Del Sarto, eds. *The Convergence of Civilizations: Constructing a Mediterranean Region*. Toronto: University of Toronto Press, 2006.

Ahmad, Feroz. "Local Elections Set Turkey's Political Configuration." *MERIP Reports*, no. 124 (June 1984): 27. doi:10.2307/3011615.

———. *İttihatçilikten Kemalizme*. Translated by Fatmagül Berktaş. Istanbul: Kaynak yayınlari, 1986.

———. *Turkey: The Quest for Identity*. London: Oneworld Publications, 2014.

Ait- Chaalal, Amine. "Le Partenariat Euro Méditerranéen : Dix Ans Après, Quel Bilan Politique?" *Géostratégiques*, no. 8 (July 2005).

Akbulut, Hakan. *NATO's Feuding Members: The Cases of Greece and Turkey*. Berlin: Peter Lang, 2005.

Akcura, Yusuf. *Uc Tarz-i Siyaset*. Ankara: Turk Tarih Kurumu Yayinlari, 1976.

Akdogan, Yalcin. "The Meaning of Conservative Democratic Political Identity." In *The emergence of a new turkey: Democracy and the AK Parti*, edited by Hakan M. Yavuz. Salt Lake City: University of Utah Press, 2006.

Akgun, Birol and Saban Calis. "Tanrı Dağı Kadar Türk, Hira Dağı Kadar Müslüman: Türk Milliyetçiliğinin Terkibinde İslamcı Doz." In *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt IV: Milliyetçilik*, edited by Tanil Bora, 584–600. Istanbul: İletisim Yayınları, 2003.

Akgönül, Samim. "İslam Turc, Islams de Turquie: Acteurs Et Réseaux En Europe." *Politique étrangère* Printemps, no. 1 (2005). doi:10.3917/pe.051.0035.

———. "Les Relations Gréco-Turques Au Tournant Du Siècle: Ruptures, évolutions Et Permanences." *Cahiers balkaniques*, no. 33 (January 1, 2004). doi:10.4000/ceb.4613.

———, ed. *Laïcité En Débat: Principes Et Représentations En France Et En Turquie*. Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 2008.

Akiman, Nazmi. "Turkish-Greek Relations: From Uneasy Coexistence to Better Relations? A Retired Ambassador Takes Stock." *Mediterranean Quarterly* 13, no. 3 (July 1, 2002): 22–32. doi:10.1215/10474552-13-3-22.

Aksin, Aptulihat. *Ataturk'un Dis Politika İlkeleri Ve Diplomasisi*. Ankara: Turk Tarih Kurumu Basimevi, 1991.

Aksin, Sina. *Jon Turkler, Ittihat Ve Terakki*. Ankara: Imge Kitabevi, 1998.

Aktar, Cengiz. *L'Occidentalisation de la Turquie: Essai Critique*. Paris: L'Harmattan, 1986.

Akçali, Emel. *Chypre: Un Enjeu Géopolitique Actuel*. Paris: L'Harmattan, 2009.

Alex, Bastien. "L'Euroscepticisme, le Turcoscepticisme Et la Turquie: Une Affaire de Perceptions ?" *Confluences Méditerranée* 83, no. 4 (2013). doi:10.3917/come.083.0019.

Alexandre, Defay. *Jeopolitik*. Translated by Ismail Yerguz. Ankara: Dost Yayınevi, 2005.

Alons, Gerry C. "Predicting a State's Foreign Policy: State Preferences Between Domestic and International Constraints." *Foreign Policy Analysis* 3, no. 3 (July 2007): 211–32. doi:10.1111/j.1743-8594.2007.00048.x.

Altınay, Ayse Gül. *The Myth of the Military Nation: Militarism, Gender, and Education in Turkey*. New York: Palgrave Macmillan, 2005.

Anderson, Benedict. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso, 1983.

Ant, Kiymet. *l'Adhesion de la Turquie à l'Union Européenne. Une Conditionnalité Hors Commun*. Paris: L'Harmattan, 2010.

Aras, Bulent. *Turkey and the Greater Middle East*. Istanbul: Tasam, 2004.

Arbid, Walid, Salgur Kancal, Jean-David Mizrahi, and Samir Saul, eds. *Méditerranée, Moyen-Orient: Deux Siècles de Relations Internationales ; Recherches En Hommage à Jacques Thobie*. Paris: L'Harmattan, 2003.

Argyrou, Vassos. "How Greeks Think : About Turks, for Example." In *When Greeks think about Turks*, edited by Dimitrios Theodossopoulos. London: Taylor and Francis, 2007.

- Armaoglu, Fahir. *Siyasi Tarih: 1789-1960*. Ankara: Sevinc Matbaasi, 1973.
- Aron, Raymond. *Paix Et Guerre Entre les Nations*. Paris: Calmann-Lévy, 1962.
- Arslan, Nevzat. “La Place de l’Identité Dans la Politique étrangère : Le Cas de la Turquie Dans la Période Post 11 Septembre 2001.” *Thèse de Doctorat* 2011, Université de Liege.
- Arı, Tayyar. *Uluslararası İlişkiler Teorileri: Çatışma, Hegemonya, İşbirliği*. 5th ed. Bursa: MKM Yayinlari, 2008.
- . *Uluslararası İlişkiler Ve Dış Politika*. 7th ed. İstanbul: MKM Yayıncılık, 2008.
- Ates, Toktamis. *Dunyada Ve Turkiyede Laiklik*. Ankara: Umit Yayıncılık, 1994.
- Atesoglu Guney, Nursin. “The Region-Building Practices of the EU in the Mediterranean: The EMP and ENP, What Is Next?” *European Security* 17, no. 1 (March 2008): 123–39. doi:10.1080/09662830802503789.
- Attalides, Michael. *Cyprus, Nationalism and International Politics: Nationalism and International Politics*. New York: St. Martin’s Press, 1979.
- Attinà, Fulvio. “Mediterranean Security Revisited.” *Democracy and Security* 9, no. 1-2 (January 2013): 120–36. doi:10.1080/17419166.2013.747842.
- . “The Euro-Mediterranean Partnership Assessed: The Realist and Liberal Views,” *European Foreign Affairs Review* 8 (2003): 181–99.
- Axelord, Robert and Robert O. Keohane. “Achieving Cooperation Under Anarchy : Strategies and Institutions.” In *Neorealism and neoliberalism: The contemporary debate*, by David A Baldwin, edited by David A. Baldwin. New York: Columbia University Press, 1993.
- Axelrod, Robert M. *The Evolution of Cooperation*. New York: Basic Books, 1984.
- Aydin, Mustafa. *Ten Years After: Turkey’s Gulf Policy (1990-91) Revisited*. London: Frank Cass, 2002.
- . *Turkish Foreign Policy: Framework and Analysis*. Ankara: SAM, 2004.
- Aydin, Suavi. “Cumhuriyetin İdeolojik Sekillenmesinde Antropolojinin Rolu: İrkci Paradigmanın Yükselişi Ve Düşüşü.” In *Kemalizm: Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: cilt2*, edited by Murat Gültekinçil and Tanil Bora, 344–69. İstanbul: İletişim Yayınları, 2002.
- . *Türk Kimliğinin Yaratılması Ve Ulusal Kimlik Sorunu Üzerine*. Ankara: Özgür Üniversite Yayınları, 2009.
- Aymes, Marc, Benjamin Gourisse, and Elise Massicard, eds. *L’Art de l’Etat En Turquie: Arrangements de l’Action Publique de la Fin de l’Empire Ottoman à Nos Jours*. Paris: Karthala, 2014.
- Ayoob, Mohammed. *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World*. Ann Arbor: The University of Michigan Press, 2007.

Baaz, Mikael. *A Meta-Theoretical Foundation for the Study on International Relations in a Global Era- A Social Constructivist Approach*. Goteborg: Goteborg University, 2002.

Bagci, Huseyin. "Changing Geopolitics and Turkish Foreign Policy." *Internationales Institut für Liberale Politik Wien, Reihe Studien* 2009,.

———. *Türk Dis Politikasında 1950'Li Yillar*. Ankara: METU Press, 2001.

Balamir Coskun, Bezen. "Uluslararası İlişkilerde Kimlik Ve Türk Dis Politikası." In *Dış politika teorileri bağlamında Türk dış politikasının analizi, cilt 1*, by Ertan Efeğil and Ridvan Kalayci. Ankara: Nobel Yayınevi, 2012.

Baldwin, David A. "Neoliberalism, Neorealism and World Politics." In *Neorealism and neoliberalism: The contemporary debate*, edited by David A Baldwin. New York: Columbia University Press, 1993.

Balta, Paul. *Méditerranée, Défis Et Enjeux*. Paris: L'Har, 2000.

Barnett, Michael. "Culture, Strategy and Foreign Policy Change: Israel's Road to Oslo." *European Journal of International Relations* 5, no. 1 (March 1, 1999): 5–36. doi:10.1177/1354066199005001001.

Battistella, Dario. *Théories Des Relations Internationales*. 2nd ed. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2006.

Bayart, Jean-Francois. *L'Illusion Identitaire*. Paris: Fayard, 1996.

Bayart, Jean-François. "La Politique Extérieure de la Turquie: Les Espérances Déçues." *Revue française de science politique* 31, no. 5 (1981): 861–89. doi:10.3406/rfsp.1981.393982.

Bendo-Soupou, Dominique, ed. *Géopolitique Méditerranéenne*. Paris: L'Harmattan, 2005.

Bensidoun, Isabelle and Agnes Chevallier. *Avrupa Birliği- Akdeniz Bölgesi İlişkileri Ve Serbest Ticaret Alanı Oluşumu*. Translated by Unal Targan. Istanbul: Istanbul Ticaret Odası, 1997.

Berger, Peter L and Thomas A. Luckmann. *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*. London: Allen Lane The Penguin Press, 1967.

Bertrand, Gilles. *Le Conflit Helléno-Turc: La Confrontation Des Deux Nationalismes à l'Aube Du XXIe Siècle*. Paris: Maisonneuve Larousse, 2003.

Bilgic, Ali. "Security Through Trust-building in the Euro-Mediterranean Cooperation: Two Perspectives for the Partnership." *Southeast European and Black Sea Studies* 10, no. 4 (December 2010): 457–73. doi:10.1080/14683857.2010.529994.

Bilgin, Nuri. *Kimlik İnşası*. Ankara: Asina Kitaplar, 2007.

———. *Kollektif Kimlik*. Istanbul: Sistem Yayıncılık, 1999.

———. *Sosyal Bilimlerin Kavşagında Kimlik Sorunu*. Izmir: Ege Yayıncılık, 1994.

Bilgin, Pinar. “‘Only strong states can survive in turkey’s Geography’: The Uses of ‘geopolitical truths’ in Turkey.” *Political Geography* 26, no. 7 (September 2007): 740–56. doi:10.1016/j.polgeo.2007.04.003.

———. “A Return to ‘Civilisational Geopolitics’ in the Mediterranean? Changing Geopolitical Images of the European Union and Turkey in the Post-Cold War Era.” *Geopolitics* 9, no. 2 (June 2004): 269–91. doi:10.1080/14650040490442863.

———. “Alternative Futures for the Middle East.” *Futures* 33, no. 5 (June 2001): 423–36. doi:10.1016/s0016-3287(00)00084-7.

———. “Securing Turkey Through Western-Oriented Foreign Policy.” *New Perspectives on Turkey* 40 (2009): 103–23. doi:10.1017/s0896634600005239.

———. “Turkey’s Geopolitics Dogma.” In *The Return of Geopolitics in Europe ? Social Mechanism and Foreign Policy Identity Crisis*, edited by Stefano Guzzini. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.

Bilgin, Pinar and Ali Bilgic. “Turkey and EU/rope: Discourses of Inspiration/anxiety in Turkey’s Foreign Policy.” *Review of European Studies* 4, no. 3 (June 28, 2012). doi:10.5539/res.v4n3p111.

Billion, Didier. “Les Atouts de la Politique Extérieure de la Turquie.” *Pouvoirs* 115, no. 4 (2005): 113. doi:10.3917/pouv.115.0113.

———. “Tentative de Mise En Perspective de la Politique Extérieure de la Turquie.” *Confluences Méditerranée* 83, no. 4 (2012): 59. doi:10.3917/come.083.0059.

———. *La Politique Extérieure de la Turquie: Une Longue Quête d’Identité*. Paris: L’Harmattan, 1997.

———. *La Turquie: Vers Un Rendez-Vous Decisif Avec L’Union Europeenne*. Paris: Institut de relations internationales et strategiques, 2004.

Birand, Mehmet Ali. *30 Hot Days*. Britain: Rustem & Brothers, 1985.

Blanc, Pierre. *La Déchirure Chypriote, Géopolitique d’Une Ile Divisée*. Paris: L’Harmattan, 2000.

Bloom, William. *Personal Identity, National Identity, and International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press, 1990.

Boniface, Pascal. *La Géopolitique: Les Relations Internationales*. Paris: Eyrolles, 2011.

Bora, Tanil. “Cumhuriyetin İlk Döneminde Milli Kimlik.” In *Cumhuriyet, Demokrasi ve Kimlik*, edited by Nuri Bilgin, 53–62. Istanbul: Baglam Yayinlari, 1997.

Bora, Tanil and Emre Gokalp. “Futbolda Siradan Milliyetçilik ‘Iste Boyle Boyle Turklugumuz Yok Oluyor..’” In *Sözde masum milliyetçilik*, edited by Herkül Millas, 179–99. Kâğıthane, İstanbul: Kitap Yayınevi, 2010.

Bostan, Idris. *Beylikten İmparatorluğa Osmanlı Denizciliği*. 3rd ed. İstanbul: Kitap Yayınevi, 2008.

———. *Osmanlılar Ve Deniz: Deniz Politikaları, Teşkilat, Gemiler*. İstanbul: Küre, 2007.

Bouquet, Olivier. “Faut-il Que Encore Parler de Modernisation Ottomane? .” In *L’art de l’Etat en Turquie: Arrangements de l’action publique de la fin de l’empire ottoman à nos jours*, edited by Marc Aymes, Benjamin Gourisse, and Elise Massicard, 53–74. Paris: Karthala, 2014.

Boutan, Pierre, Bruno Maurer, and Hassan Remaoun, eds. *La Méditerranée Des Méditerranéennes à Travers Leurs Manuels Scolaires*. Paris: l’Harmattan, 2012.

Bozarslan, Hamit. “Les Minorités En Turquie.” *Pouvoirs* 115, no. 4 (2005): 101. doi:10.3917/pouv.115.0101.

———. *Histoire de la Turquie: De l’Empire à Nos Jours*. Paris: Tallandier, 2013.

Bozdag, Ismet. *Demokrat Parti Ve Otekiler*. İstanbul: Kervan Yayinlari, 1977.

Bozdaglioglu, Yucel. “Constructivism and Identity Formation: An Interactive Approach.” *Uluslararası Hukuk ve Politika*, no. 11 (2007): 121–44.

———. “Modernity, Identity and Turkey’s Foreign Policy.” *Insight Turkey* 10, no. 1 (2008): 55–75.

———. *Turkish Foreign Policy and Turkish Identity: A Constructivist Approach*. New York&London: Routledge, 2003.

Bozdemir, Michel. “La Turquie Désorientée, Ou l’émergence d’Une Puissance Régionale ?” *Maghreb - Machrek* 207, no. 1 (2011): 99. doi:10.3917/machr.207.0099.

———. *Les Clés de la Méditerranée Orientale : Turquie, Grèce, Chypre*. Dossier no 25: Fondations Pour les Etudes de Défense Nationale, 1989.

———. *Turquie, Entre Islam Et Europe*. Paris: Ellipses, 2007.

Bozdoğan, Sibel and Reşat Kasaba. *Rethinking Modernity and National Identity in Turkey*. Edited by Sibel Bozdoğan. Seattle: University of Washington Press, 1997.

Braudel, Fernand. *Akdeniz: Mekân, Tarih, İnsanlar Ve Miras*. Translated by Necati Erkurt and Aykut Derman. Originally published as *La Méditerranée, L’Espace et L’histoire. Arts et Metiers Graphiques, 1977* and *La Méditerranée, les Hommes, et l’Héritage. Arts et Métiers Graphiques, 1977*. İstanbul: Metis, 2007.

———. *La Méditerranée Et le Monde Méditerranéen à l’époque de Philippe II*. 9th ed. Paris: A. Colin, 1990.

Brumett, Palmira. *Osmanlı Denizgücü: Keşifler Çağında Osmanlı Denizgücü Ve Doğu Akdenizde Diplomasi*. Translated by Nazlı Piskin. Originally published as *Ottoman Seapower and Levantine Diplomacy in the Age of Discovery*. İstanbul: Timas Yayinlari, 2009.

Bryant, Rebecca. *Imagining the Modern: The Cultures of Nationalism in Cyprus*. London: I. B. Tauris & Company, 2004.

Bryant, Rebecca and Yiannis Papadakis. "Introduction : Modalities of Time, History and Memory in Ethnonational Conflicts." In *Cyprus and the politics of memory: History, community and conflict*, edited by Rebecca Bryant and Yiannis Papadakis. London: I.B. Tauris, 2012.

———. *Cyprus and the Politics of Memory: History, Community and Conflict*. London: I.B. Tauris, 2012.

Burchill, Scott, Andrew Linklater, Richard Devetak, Jack Donnelly, Mathew Patterson, and Christian Reus-Smith. *Theories of International Relations*. 2nd ed. New York: Palgrave Macmillan, 2001.

Cagri, Erhan. *Türk Dis Politikasının Güncel Sorunları*. Ankara: İmaj Yayınevi, 2010.

Calis, Saban H. *Hayalet Bilimi Ve Hayali Kimlikler; Neo-Osmanlılık, Özal Ve Balkanlar*. Konya: Cizgi Kitabevi, 2004.

Calotychos, Vangelis. *Cyprus and Its People: Nation, Identity, and Experience in an Unimaginable Community, 1955 - 1997*. Boulder, CO: Westview Press, 1998.

Campbell, David. *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia*. Minneapolis, MN: University of Minneapolis Press, 1998.

———. *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998.

Caucanas, Rémi. *Relations Islamo-Chrétiennes En Méditerranée. Entre Dialogue Et Crispation*. Rennes: Presses Universitaires des Rennes, 2015.

Cesmecioglu, Senem. *Avrupa Akdeniz Ortaklığı Ve Türkiye. [Le Partenariat Euro-Méditerranéen Et la Turquie]*. Istanbul: Istanbul Ticaret Odası, 2003.

Chaigneau, Pascal and Pierre Pascallon. *Que Devient la Sécurité Euro-Méditerranéenne Avec les Révolutions Arabes ?* Défense. Paris: l'Harmattan, 2013.

Charillon, Frédéric. "Nicolas Sarkozy à Mi-Parcours: Comment Réformer Une Politique étrangère ?" *Politique étrangère* Été, no. 2 (2009). doi:10.3917/pe.092.0391.

———, ed. *Politique étrangère. Nouveaux Regards*. Paris: Presses de Science Po, 2002.

Checkel, Jeffrey T. "International Norms and Domestic Politics: Bridging the Rationalist--Constructivist Divide." *European Journal of International Relations* 3, no. 4 (December 1, 1997): 473–95. doi:10.1177/1354066197003004003.

———. "The Constructive Turn in International Relations Theory." *World Politics* 50, no. 02 (January 1998): 324–48. doi:10.1017/s0043887100008133.

———. "Why Comply? Social Learning and European Identity Change." *International Organization* 55, no. 3 (September 1, 2001): 553–88. doi:10.1162/00208180152507551.

Chidiac, Edmond and Gérard Claude. “La Méditerranée Contemporaine. Déchirures Et émergence d’Une Conscience Méditerranéenne.” In *Méditerranée: Une histoire à partager*, edited by Mostafa Hassani-Idrissi, 325–78. Montrouge: Bayard, 2013.

Cicekoglu, Feride and Edhem Eldem. *La Méditerranée Turque, Les Représentations de la Méditerranée*. Paris: Maisonneuve & Larousse, 2000.

Cizre, Umut. “Turkiye’de Silahlı Kuvvetler’in Etkisi Ve Gucu Yalnizca Yasalarla, Kurumlarla Ve Kurallarla Olculemeyecek Buyukluktedir.” In *Kisladan Anayasaya Ordu, Siyasal Kulturde TSK’nin yeri*, edited by Hidir Goktas and Metin Gülbay. Istanbul: Siyahbeyaz Metis Guncel Yayinlari, 2004.

Clayer, Nathalie. “Un Laiklik Imposé Ou Négocié ? L’Administration de l’Enseignement de l’Islam Dans la Turquie Du Parti Unique.” In *l’Art de l’Etat en Turquie Arrangements de l’action publique de la fin de l’Empire Ottoman à nos jours*, edited by Marc Aymes, Benjamin Gourisse, and Elise Massicard. Paris: Editions Karthala, 2013.

Conesa, Pierre. *La Fabrication de l’Ennemi, Ou, Comment Tuer Avec Sa Conscience Pour Soi*. Paris: Robert Laffont, 2011.

Connolly, William E. *Identity Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2002.

Copeaux, Étienne. “Kuzey Kıbrıs’Ta Tarih Ve Kimlik.” In *Kibrislilik*, edited by Mehmet Hasgüler, 20–36. Istanbul: Agora Kitapligi, 2008.

———. *Espaces Et Temps de la Nation Turque: Analyse d’Une Historiographie Nationaliste: 1931-1993*. Paris: CNRS Editions, 1997.

———. *Une Vision Turque Du Monde à Travers les Cartes de 1931 à Nos Jours*. Paris: CNRS Éd., 2000.

Copeaux, Étienne and Claire Mauss-Copeaux. “Que Veulent les Chypriotes Turcs ?” *Outre-Terre* 10, no. 1 (2005): 463–75. doi:10.3917/oute.010.0463.

———. *Taksim!: Chypre Divisée, 1964 - 2005*. Lyon: Aedelsa Editions, 2005.

Copeland, Dale C. “The Constructivist Challenge to Structural Realism: A Review Essay.” *International Security* 25, no. 2 (October 2000): 187–212. doi:10.1162/016228800560499.

Costantini, Vera. “La Défense d’Une Frontière Liquide : Trois Phases de Proximité Vénétienne Ottomane.” In *Les sociétés méditerranéennes face au risque. Espace et frontières*, edited by Christian Velud. Cairo: Institut français d’archéologie orientale, 2012.

Coustillieres, Jean-Francois. “Les Risques En Méditerranée. Analyse de la Situation Et Essai Prospectif.” *Enjeux Diplomatiques et Stratégiques* 2006,.

Coustillière, Jean-François and Pierre Vallaud. *La Méditerranée: Un Espace Imaginaire Et Fracturé*. Paris: L’Harmattan, 2014.

Coutau-Bégarie, Hervé. *L’ Ocean Globalise: Geopolitique Des Mers Au XXIe Siecle*. Paris: Economica, 2007.

———, ed. *La Lutte Pour l'Empire de la Mer: Histoire Et Géostratégie Maritimes*. Paris: Economica, 1995.

———. *La Puissance Maritime: Castex Et la Stratégie Navale*. Paris: Fayard, 1985.

Daniel, Georges. *Atatürk: Une Certaine Idée de la Turquie*. Paris: Harmattan, 2000.

Davison, Andrew. "Secularization and Modernization in Turkey: The Ideas of Ziya Gökalp." *Economy and Society* 24, no. 2 (May 1995): 189–224. doi:10.1080/03085149500000008.

Davutoglu, Ahmet. *Alternative Paradigms: The Impact of Islamic and Western Weltanschauungs on Political Theory*. Hanover, NH, United States: University Press of America, 1993.

———. *Stratejik Derinlik: Türkiye’Nin Uluslararası Konumu*. 6th ed. Aksaray, İstanbul: Küre Yayınları, 2001.

Davutoğlu, Ahmet and Faruk Deniz. *Küresel Bunalım: 11 Eylül Konuşmaları*. 33rd ed. Edited by Faruk Deniz. İstanbul: Küre, 2012.

Del Sarto, Raffaella and Tobias Schumacher. "From EMP to ENP: What's at Stake with the European Neighbourhood Policy Towards the Southern Mediterranean?" *European Foreign Affairs Review* 10, no. 1 (2005): 17–38.

Denktaş, Rauf R. *Kıbrıs Girit Olmasın*. İstanbul: Remzi kitabevi, 2004.

Deringil, Selim. *Turkish Foreign Policy During the Second World War: An "active" Neutrality*. Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

Desch, Michael C. "Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies." *International Security* 23, no. 1 (July 1998): 141–70. doi:10.1162/isec.23.1.141.

Dieckhoff, Alain and Riva Kastoryano, eds. *Nationalismes En Mutation En Méditerranée Orientale*. Paris: CNRS Éd., 2002.

Dincer, Osman Bahadır, Habibe Ozdal, and Hacıali Necefoglu. *Yeni Donemde Turk Dis Politikasi, Uluslarasi IV. Turk Dis Politikasi Sempozyumu Tebligleri*. Ankara: Usak Yayinlari, 2010.

Doppfer, François. *L'Imbroglia Turc*. Paris: Lignes de Repères, 2008.

Dorronsoro, Gilles. "Mobilisation Et Régime Sécuritaire." In *La Turquie contestée: Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, edited by Gilles Dorronsoro. Paris: CNRS Éd., 2005.

———. *Que Veut la Turquie? Ambitions Et Stratégies Internationales*. Paris: Autrement, 2009.

Dorronsoro, Gilles and Olivier Grojean, eds. *Identités Et Politique: De la Différenciation Culturelle Au Conflit*. Paris: Presses de Sciences Po, 2015.

Dorronsoro, Gilles, Élise Massicard, and Jean-François Pérouse. "Turquie: Changement de Gouvernement Ou Changement de Régime ?" *Critique internationale* 18, no. 1 (2003): 8. doi:10.3917/crii.018.0008.

Dougherty, James E and Robert L Pfaltzgraff. *Contending Theories of International Relations: A Comprehensive Survey*. 4th ed. New York: Addison Wesley Publishing Company, 2000.

Drevet, Jean-François. *Chypre: Entre l'Europe Et la Turquie*. Paris: Karthala, 2011.

Dumont, Paul. *Mustafa Kemal Invente la Turquie Moderne: 1919-1924*. Bruxelles: Editions Complexe, 2006.

Duroselle, Jean-Baptiste. "L'étude Des Relations Internationales: Objet, Méthode, Perspectives." *Revue française de science politique* 2, no. 4 (1952): 676–701. doi:10.3406/rfsp.1952.392166.

Dursun, Yildiz and Dogan Yasar. *Dogu Akdenizde Kuresel Satranc*. Istanbul: Truva Yayinlari, 2012.

Dussouy, Gérard. *Quelle Géopolitique Au XXIe Siècle?* Bruxelles: Éd. Complexe, 2001.

Eisenstadt, Shmuel N. "The Kemalist Regime and Modernization : Some Comperative and Analytical Remarks." In *Ataturk and Modernization of Turkey*, edited by Jacob M. Landau. Boulder: CO: Westview Press, 1984.

——— "The Kemalist Revolution in Comparative Perspective." In *Ataturk Founder of a Modern State*, edited by Ali Kazancigil and Ergun Ozbudun. Hamden: Archon Books, 1981.

Eldem, Edhem. "Kontrolu Kaybetmek : 18 Yuzyilin Ikinci Yarisinda Dogu Akdenizde Osmanli Varligi." In *Turkler ve Deniz*, edited by Ozlem Kumrular, 63–79. Istanbul: Kitap Yaynevi, 2007.

Eldem, Edhem and Feride Cicekoglu. *La Méditerranée Turque*. Paris: Maisonneuve & Larousse, 2000.

Ereker, Fulya. "Dis Politika Ve Kimlik : Insaci Perspektiften Turk Dis Politikasinin Analizi." *Thèse de Doctorat, Ankara Universitesi* 2010,.

Erim, Nihat. *Bildigim Ve Gordugum Olculer Icinde Kibris*. n.p.: Ajans Turk Matbaacilik, 1975.

Ertan, Efegil and Ridvan Kalayci. *Dis Politika Teorileri Baglaminda Turk Dis Politikasi Analizi, Cilt 1*. Ankara: Nobel Yaynevi, 2012.

Farale, Dominique. *La Turquie Ottomane Et l'Europe: Du XIVe Siècle à Nos Jours*. Paris: Economica, 2009.

Fearon, James and Alexander Wendt. "Rationalism Vs. Constructivism: A Skeptical View." In *Handbook of international relations*, edited by Walter E. Carlsnaes, Thomas Risse, and Beth A. Simmons. London: Sage Publications, 2005.

Feyzioglu, Turhan. *Chypre, Mythes Et Realités, Documents Sur le Problème de Chypre*. Ankara: L'Institut de Politique Etrangère, 1983.

Finnemore, Martha. *National Interests in International Society*. New York: Cornell University Press, 1996.

Flint, Colin. *Introduction to Geopolitics*. London and New York: Routledge, 2006.

Foucher, Michel. *Fronts Et Frontières: Un Tour Du Monde Géopolitique*. 2nd ed. Paris: Fayard, 1991.

Fouquin, Michel. "Mondialisation Et Regionalisation." In *Euro- Méditerranée: Une Région a Construire*, edited by Robert Bistolfi. Publisud, 1995.

Georgeon, François. *Des Ottomans Aux Turcs: Naissance d'Une Nation*. Istanbul: Les Editions Isis, 1995.

Giddens, Anthony. *The Constitution of Society*. Berkeley: University of California Press, 1984.

Gokalp, Emre and Nikos Panagiotou. "Futbol ! Oyun Mu Savas Mi ? Türkiye Yunanistan Futbol Maclarinin Iki Ulke Basinindaki Temsili Ve Milliyetçilik Soylemi." In *Uygun Adim Medya*, edited by Incilay Cangoz, 229–46. Istanbul: Ayraç Yayınevi, 2008.

Gokovali, Sadan, ed. *Halikarnas Balıkçısı. Altıncı Kıta Akdeniz: Butun Eserleri: 9*. İstanbul: Bilgi Yayınevi, 1998.

Gol, Ayla. "The Identity of Turkey: Muslim and Secular." *Third World Quarterly* 30, no. 4 (June 2009): 795–811. doi:10.1080/01436590902867383.

———. "Turkey's Euro-Vision." *National Europe Centre Paper*, no. 107 (2003).

Goldstein, Judith. "Ideas, Institutions, and American Trade Policy." *International Organization* 42, no. 01 (December 1988): 179. doi:10.1017/s0020818300007177.

Grieco, Joseph M. "Anarchy and the Limits of Cooperation: A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism." In *Neorealism and neoliberalism: The contemporary debate*, edited by David A. Baldwin. New York: Columbia University Press, 1993.

Groc, Gérard. "La Doctrine Davutoglu: Une Projection Diplomatique de la Turquie Sur Son Environnement." *Confluences Méditerranée* 83, no. 4 (2012): 71–85. doi:10.3917/come.083.0071.

———. "La Vision Turque de l'Europe." *Hermès*, no. 23-24 (1999): 219–24. doi:10.4267/2042/14735.

———. "Le Paramètre Turc Dans l'Espace Public Méditerranéen." In *Politiques Méditerranéennes Entre Logiques Etatiques et Espace Civil: Une Réflexion Franco-Allemande*, edited by Jean-Robert Henry and Gérard Groc, 191–209. Paris: Karthala, 2000.

———. “Refonder l’Espace Euro-Méditerranéen à Partir de la Turquie”. *Rayonnement du CNRS*, no. 55 (December 2010): 37–43. <http://www.anciens-amis-cnrs.com/bulletin/b55/Groc.pdf>.

———. “Turkey’s Perspective on the Mediterranean.” In *Mediterranean policies from above and below*, edited by Isabel Schaefer and Jean-Robert Henry. Baden-Baden: Nomos, 2009.

Gumrukcu, Harun. “ABD Ve AB Rekabeti, AB’Nin Akdeniz Politikası Ve Türkiye » [La Politique Méditerranéenne de l’UE : La Compétition Entre les Etats Unis Et l’UE].” In *Küresellesme ve Türkiye*, edited by Harun Gumrukcu. Hamburg: ATA Enstitüsü, 2003.

Guzzini, Stefano, ed. *The Return of Geopolitics in Europe? Social Mechanisms and Foreign Policy Identity Crises*. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.

Gülalp, Haldun. *Kimlikler Siyaseti: Türkiye’de Siyasal İslamın Temelleri*. İstanbul: Metis, 2002.

Haas, Ernst B. *The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces, 1950-57*. 2nd ed. Stanford: Stanford University Press, 1968.

Hale, William. “Christian Democracy and the AKP: Parallels and Contrasts.” *Turkish Studies* 6, no. 2 (January 2005): 293–310. doi:10.1080/14683840500119601.

Hale, William and Ergun Özbudun. *Islamism, Democracy and Liberalism in Turkey: The Case of the AKP*. London: Routledge, 2011.

Hamdouch, Bachir and Bernard Yvars. *Enjeux Et Défis de la Coopération Euro-Méditerranéenne*. Strasbourg: Néothèque, 2012.

Hanioglu, M. Sukru. *The Young Turks in Opposition*. New York and Oxford: Oxford University Press, 1995.

Hansen, Lene. *Security as Practice: Discourse Analysis and the Bosnian War*. New York, NY: Taylor & Francis, 2006.

Hasanov, Ali. *Jeopolitik*. İstanbul: Babiali Kultur Yayinciligi, 2012.

Hasgüler, Mehmet. *Kıbrıs’Da Enosis Ve Taksim Politikalarının Sonu*. İstanbul: İletişim Yayınları, 2002.

———, ed. *Kıbrıslılık*. İstanbul: Agora Kitaplığı, 2008.

Hassani-Idrissi, Mostafa, ed. *Méditerranée: Une Histoire à Partager*. Montrouge: Bayard, 2013.

Hatzivassiliou, Evanthia. “Security and the European Option: Greek Foreign Policy, 1952-62.” *Journal of Contemporary History* 30, no. 1 (January 1, 1995): 187–202. doi:10.1177/002200949503000108.

Henry, Jean-Robert. “Métamorphoses Du Mythe Méditerranéen.” In *Politiques méditerranéennes entre logiques étatiques et espace civil: Une réflexion franco-allemande*, by Jean-Robert Henry and Gerard Groc, 41–56. Paris: Karthala-Iremam, 2000.

Heraclides, Alexis. "Greek-Turkish Relations from Discord to Detente : A Preliminary Evaluation." *The Review of International Affairs*, no. 3 (2002).

Hibou, Béatrice. "Les Faces Cachées Du Partenariat Euro-Méditerranéen." *Critique internationale* 18, no. 1 (2003): 114. doi:10.3917/crii.018.0114.

Hollis, Martin and Steve Smith. *Explaining and Understanding International Relations*. New York: Clarendon Press, 1990.

Hopf, Ted. "The Promise of Constructivism in International Relations Theory." *International Security* 23, no. 1 (1998): 171–200. doi:10.2307/2539267.

———. *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*. United States: Cornell University Press, 2002.

Houghton, David Patrick. "Reinvigorating the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach." *Foreign Policy Analysis* 3, no. 1 (January 2007): 24–45. doi:10.1111/j.1743-8594.2007.00040.x.

Huntington, Samuel P. "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs* 72, no. 3 (1993): 22. doi:10.2307/20045621.

Huntington, Samuel P. and Lawrence E Harrison. *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*. New York: Basic Books, 2000.

Huntzinger, Jacques. *Il était Une Fois la Méditerranée*. Paris: CNRS Éditions, 2010.

Ikenberry, G. John and Alexander Wendt. "Social Theory of International Politics." *Foreign Affairs* 78, no. 6 (1999): 142. doi:10.2307/20049552.

Ilhan, Suat. *Dünya Yeniden Kuruluyor: Jeopolitik Ve Jeokültür Tartışmaları*. İstanbul: Ötüken, 1999.

———. *Jeopolitik Duyarlılık*. İstanbul: Otügen Yayınevi, 2003.

———. *Türk Olmak Zordur : Kimliğimizin Kaynakları : Türk Kültürü, Türk Tarihi, Türk Coğrafyası, Türk Devrimi*. İstanbul: Alfa Yayınları, 2010.

———. *Türkiye’Nin Ve Türk Dünyasının Jeopolitiği*. 2nd ed. Ankara: Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü, 1993.

———. *Türkiye’Nin Zorlaşan Konumu: Uygarlıklar Savaşı, Küreselleşme, Petrol*. İstanbul: Ötüken, 2004.

———. *Türklerin Jeopolitiği Ve Avrasyacılık: Bir Millet Uyaniyor 2*. Edited by Atilla İlhan. Ankara: Bilgi Yayınevi, 2006.

Insel, Ahmet. "Devenir Une Puissance Economique Mondiale : Le Nationalisme de l’AKP." In *Vingt Ans de Changements en Turquie (1992-2012)*, edited by Jean Marcou and Fusun Türkmen. Paris: L’Harmattan, 2013.

Insel, Ahmet and Ali Bayramoglu, eds. *Bir Zümre, Bir Parti : Türkiye’de Ordu*. İstanbul: Birikim, 2004.

Istrati, Panait. *Akdeniz [La Méditerranée]*. İstanbul: Karanfil Yayinlari, 2008.

Jabbour, Jana. “Le Retour de la Turquie En Méditerranée : La ‘ profondeur stratégique ’ Turquie En Méditerranée Pré- Et Post-Printemps Arabe.” *Cahiers de la Méditerranée*, no. 89 (2014): 45–56.

Jackson, Patrick Thaddeus. “Bridging the Gap: Toward A Realist-Constructivist Dialogue.” *International Studies Review* 6, no. 2 (June 2004): 337–52. doi:10.1111/j.1521-9488.2004.419_1.x.

Jenkins, Gareth. *Context and Circumstance: The Turkish Military and Politics*. Oxford: Oxford Univ. Press, 2001.

Jepperson, Ronald L. and Alexander Wendt. “Norms, Identity and Culture in National Security.” In *The culture of national security: Norms and identity in world politics*, edited by Peter J. Katzenstein. New York: Columbia University Press, 1996.

Jervis, Robert. “Realism in the Study of World Politics.” *International Organization* 52, no. 4 (October 1, 1998): 971–91. doi:10.1162/002081898550707.

Josseran, Tancrède. *La Nouvelle Puissance Turquie, l’Adieu à Mustapha Kemal*. Paris: Ellipses, 2010.

Kahraman, Hasan Bülent. *Türk Sağı Ve AKP*. İstanbul: Agora Kitapligi, 2007.

Kaliber, Alper. “Türk Modernleşmesini Sorunsallaştıran Üç Ana Paradigma.” In *Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce Cilt III : Modernleşme ve Batıcılık*, edited by Uygur Kocabasoglu. İstanbul: İletişim Yayinlari, 2004.

Kamel, Ayhan Atay. *Dış Politika Kısacasında Türkiye*. İstanbul: Yenyüzyıl Yayınları, 2009.

Kaplan, Robert D. *Balkan Ghosts: A Journey Through History*. New York: Vintage books, 1994.

Karal, Enver Z. “The Principles of Kemalism.” In *Atatürk: Founder of a Modern State*, edited by Ali Kazancigil and Ergun Ozbudun. Hamden: Archon Books, 1981.

Karpat, Kemal. *Türk Dış Politikası Tarihi*. İstanbul: Timaş Yayinlari, 2012.

Karpat, Kemal H. “Historical Continuity and Identity Change or How to Be Modern Muslim, Ottoman and Turk.” In *Ottoman past and today’s turkey*, edited by Kemal H. Karpat. Leiden: Brill, 2000.

Katzenstein, Peter J. *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press, 1996.

Kazancigil, Ali. *La Turquie*. Paris: Le Cavalier Bleu Editions, 2008.

Kazancigil, Ali and Ergun Özbudun, eds. *Atatürk, Fondateur de la Turquie Moderne*. Paris: Masson, 1984.

Kazancigil, Ali, Faruk Bilici, and Deniz Akagül. *La Turquie, d'Une Révolution à l'Autre*. Paris: Fayard/Pluriel, 2013.

Kebabdjian, Gerard. "Economie Politique Du Regionalisme: Le Cas Euro- Méditerranéen." *Revue Region et Developpement*, no. 19 (2004).

Keohane, Robert O., ed. "Realism, Neorealism and the Study of World Politics." In *Neorealism and Its Critics*. New York: Columbia University Press, 1986.

———. *After Hegemony: Co-Operation and Discord in the World Political Economy*. Princeton: Princeton University Press, 1984.

Keohane, Robert O. and Joseph S Nye. *Power and Interdependence*. 3rd ed. New York: Addison Wesley Longman, 2001.

Kessler, Oliver and Jan Helmig. "Of Systems, Boundaries, and Regionalisation." *Geopolitics* 12, no. 4 (September 28, 2007): 570–85. doi:10.1080/14650040701546053.

Keyder, Caglar. "Wither the Project of Modernity: Turkey in the 1990s." In *Rethinking Modernity and National Identity in Turkey*, edited by Sibel Bozdogan. Seattle: University of Washington Press, 1997.

Keyman, Fuat E and Ziya Önis. *Turkish Politics in a Changing World: Global Dynamics and Domestic Transformations*. Istanbul: Istanbul Bilgi University Press, 2007.

Kirisci, Kemal. "Comparing the Neighborhood Policies of Turkey and the EU in the Mediterranean." In *Turkey: Reluctant Mediterranean Partner*, edited by Natalie Tocci, Meliha Altunisik, and Kemal Kirisci. Washington, D.C: German Marshall Fund, Mediterranean Paper Series, 2011.

———. "The Enduring Rivalry' Between Greece and Turkey : Can 'Democratic Peace' Break It ?" *Turkish Journal of International Relations*, no. 1 (2002).

Kodmani-Darwish, Bassma. "Pulsions Et Impulsions: L'Euro-Méditerranée Comme Enjeu de Société." *Politique étrangère* 63, no. 1 (1998): 35–49. doi:10.3406/polit.1998.4722.

Koloğlu, Orhan. "The 'Mediterraneite' of the Turks." *Turkish Review of Middle East Studies* 13 (2002): 187–211.

Krasner, Stephen. "Global Communications and National Power. Life on the Pareto Frontier." In *Neorealism and neoliberalism: The contemporary debate*, edited by David A. Baldwin, 234–50. New York: Columbia University Press, 1993.

Krasner, Stephen D. *International Regimes*. Ithaca: Cornell University Press, 1983.

Kratochwil, Friedrich V. *Rules, Norms, and Decisions: On the Conditions of Practical and Legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs*. Cambridge: Cambridge University Press, 1989.

Kratochwil, Friedrich and John Gerard Ruggie. "International Organization: A State of the Art on an Art of the State." *International Organization* 40, no. 04 (September 1986): 753–75. doi:10.1017/s0020818300027363.

Kubalkova, Vendulka, ed. *Foreign Policy in a Constructed World*. Armonk, NY: M.E. Sharpe, 2001.

Kumrular, Ozlem. *Turkler Ve Deniz*. Istanbul: Kitap Yayınevi, 2007.

Kupchan, Charles A. *How Enemies Become Friends: The Sources of Stable Peace*. Oxford: Princeton University Press, 2010.

Kösebalaban, Hasan. *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism, and Globalization*. New York: Palgrave Macmillan, 2011.

Kışlalı, Ahmet Taner. *Kemalizm, Laiklik Ve Demokrasi*. 3rd ed. Ankara: Imge Kitabevi, 1994.

Laciner, Sedat, Hacıali Necefoglu, and Hasan Selim Ozerter. *Urk Dis Politikasi : Uluslararası III. Turk Dis Politikasi Sempozyumu Tebligleri*. Ankara: Usak Yayınevi, 2009.

Lacoste, Yves. *Géopolitique de la Méditerranée*. Paris: A. Colin, 2006.

Latrides, John O. "The United States and Greece in the Twentieth Century." In *Greece in the Twentieth Century*, edited by Theodore A. Coloumbis, 74–76. London: Frank Cass, 2003.

Lewis, Bernard. *Islam Et Laïcité: La Naissance de la Turquie Moderne*. Translated by Philippe Delamare. Paris: Fayard, 1988.

Lewis, Geoffrey. *La Turquie, le Déclin de l'Empire, les Réformes d'Atatürk, la République Moderne*. Paris: Université Marabout, 1968.

Liauzu, Claude. *L' Europe Et l'Afrique Méditerranéenne: De Suez (1869) à Nos Jours*. Bruxelles: Editions Complexe, 1994.

Lindemann, Thomas. *Penser la Guerre: L'Apport Constructiviste*. Paris: L'Harmattan, 2008.

———. *Sauver la Face, Sauver la Paix: Sociologie Constructiviste Des Crises Internationales*. Paris: L'Harmattan, 2010.

Litsas, Spyridon N. and Aristotle Tziampiris, eds. *The Eastern Mediterranean in Transition: Multipolarity, Politics and Power*. London, United Kingdom: Ashgate Publishing, 2015.

Luizard, Pierre-Jean. *Laïcites Autoritaires En Terres D'Islam*. Paris: Fayard, 2007.

Macleod, Alex. "L'Approche Constructiviste de la Politique étrangère." In *Politique étrangère. Nouveaux Regards.*, edited by Frédéric Charillon. Paris: Presses de Sciences Po, 2002.

———. "Les études de Sécurité: Du Constructivisme Dominant Au Constructivisme Critique." *Cultures & conflits*, no. 54 (June 1, 2004): 13–51. doi:10.4000/conflits.1526.

Macleod, Alex, Isabelle Masson, and David Morin. "Identité Nationale, Sécurité Et la Théorie Des Relations Internationales." *Études internationales* 35, no. 1 (2004): 7–24. doi:10.7202/008445ar.

Mahan, Alfred T. *Influence de la Puissance Maritime Dans l'Histoire: 1660-1783*. Translated by E. Boisse. Paris: Bibliothèque des introuvables, 2001.

Makovsky, Alan and Sabri Sayari, eds. *Turkey's New World: Changing Dynamics in Turkish Foreign Policy*. Washington, DC: Washington Institute for Near East Policy, 2000.

Malmvig, Helle. "Security Through Intercultural Dialogue? Implications of the Securitization of Euro-Mediterranean Dialogue Between Cultures." *Mediterranean Politics* 10, no. 3 (November 2005): 349–64. doi:10.1080/13629390500289391.

Mantran, Robert. *Histoire de l'Empire Ottoman*. Paris: Fayard, 1989.

Marcou, Jean. "Islamisme Et 'post-islamisme' En Turquie." *Revue internationale de politique comparée* 11, no. 4 (2004): 587. doi:10.3917/ripc.114.0587.

Marcou, Jean and Füsün Türkmen. *Vingt Ans de Changements En Turquie 1992-2012*. Paris: L'Harmattan, 2013.

Marcussen, Martin, Thomas Risse, Daniela Engelmann-Martin, Hans Joachim Knopf, and Klaus Roscher. "Constructing Europe? The Evolution of French, British and German Nation State Identities." *Journal of European Public Policy* 6, no. 4 (January 1999): 614–33. doi:10.1080/135017699343504.

Mardin, Serif. "Religion Et Laïcité En Turquie." In *Ataturk fondateur de la Turquie moderne*, edited by Ali Kazancigil and Ergun Özbudun. Paris: Masson, 1984.

———. *The Genesis of Young Ottoman Thought: A Study in the Modernization of Turkish Political Ideas*. Syracuse: Syracuse University Press, 2000.

———. *Türk Modernleşmesi*. Istanbul: İletişim yayınları, 1997.

Massicard, Élise. "L'Organisation Des Rapports Entre État Et Religion En Turquie." *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* 4 (2005): 119–28.

———. "Une Décennie de Pouvoir AKP En Turquie : Vers Une Reconfiguration Des Modes de Gouvernement ?" *Les Études CERI*, no. 205 (July 2014): 1–37.

———. *L'Autre Turquie: Le Mouvement Aléviste Et Ses Territoires*. Paris: Presses Universitaires de France, 2005.

Matvejevitch, Predrag. *La Méditerranée Et l'Europe: Leçons Au Collège de France Et Autres Essais*. Paris: Fayard, 2005.

Mearsheimer, John J. "The False Promise of International Institutions." *International Security* 19, no. 3 (1994): 5. doi:10.2307/2539078.

Melakopides, Costas. "Implications of the Accession of Cyprus to the European Union for Greek-Turkish and Euro-Turkish Relations." *Mediterranean Quarterly* 17, no. 1 (January 1, 2006): 73–101. doi:10.1215/10474552-17-1-73.

Meunier, Vincent. "Union Méditerranéenne: Des Incertitudes Pour l'Union Européenne." *Géopolitique* July 2007,.

Meyriat, Jean. "L'étude de la Politique Extérieure." *Revue française de science politique* 11 (1961).

Mezran, Karim. *Negotiation and Construction of National Identities*. Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2007.

Millas, Herkül. *Türk Roman Ve Oteki: Ulusal Kimlikte Yunan İmajı*. Istanbul: Sabancı Üniversitesi, 2000.

Millas, Herkül. "Çocuk Kitapları : Beyinler Erkenden Yıkanmalı !" In *Sözde masum milliyetçilik*, edited by Herkül Millas, 61–93. Kâğıthane, İstanbul: Kitap Yayınevi, 2010.

———. *Sözde Masum Milliyetçilik*. Edited by Herkül Millas. Kâğıthane, İstanbul: Kitap Yayınevi, 2010.

Millas, Iraklis. "Tourkokratia : History and the Image of Turks in Greek Literature." In *When Greeks Think About Turks The view from Anthropology*, by Iraklis Millas, edited by Dimitrios Theodossopoulos. London and New York: Taylor and Francis, 2013.

Mohammad Nia, Mahdi. "Holistic Constructivism : A Theoretical Approach to Understand Iran's Foreign Policy." *Perceptions* Spring-Summer (2010).

Moisseron, Jean-Yves. *Le Partenariat Euroméditerranéen: L'échec d'Une Ambition Régionale*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 2005.

Mollat du Jourdin, Michel. *L'Europe Et la Mer*. Paris: Éd. du Seuil, 1993.

Moravcsik, Andrew. *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*. Ithaca: Cornell University Press, 1998.

Morgenthau, Hans J. *Politics Among Nations*. New York: A. Knopf, 1950.

Morin, Jean-Frédéric. *La Politique étrangère: Théories, Méthodes Et Références*. Paris: A. Colin, 2013.

Moullat du Jourdin, Michel. *L'Europe Et la Mer*. n.p.: Editions du Seuil, 1993.

Nabli, Bélig. *Géopolitique de la Méditerranée*. Paris: Armand Colin, 2015.

Nairn, Tom. *Faces of Nationalism: Janus Revisited*. London: Verso Books, 1997.

Naville, Pierre. *Mahan Et la Maîtrise Des Mers*. Paris: Bibliothèque Berger-Levrault, 1981.

Nye, Joseph S. *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York: Basic Books, 1990.

Ogun, Suleyman Seyfi. "Türk Milliyetçiliğinde Hakim Millet Kodunun Dönüşümü." In *Cumhuriyet, Demokrasi, Kimlik*, edited by Nuri Bilgin, 207–30. Istanbul: Baglam Yayinlari, 1997.

Onis, Ziya. "Turkey, Europe and the Paradoxes of Identity : Perspectives on the International Context of Democratisation." *Mediterranean Quartely* 10, no. 3 (1999).

Onuf, Nicholas Greenwood. *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*. Columbia, SC: University of South Carolina Press, 1989.

Oran, Baskin, ed. *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar*. 8th ed. İstanbul: İletişim Yayınları, 2005.

Ortayli, İlber. *İmparatorlugun En Uzun Yuz Yili*. Istanbul: Alkim Yayinlari, 2006.

Ovali, Sevkett and Yucel Bozdoglioglu. "Role Theory and Securitization: An Agency Based Framework for Decoding Turkey's Diplomatic Offensive Against Israel." *Turkish Yearbook of International Relations* 43 (2012): 1–28. doi:10.1501/intrel_0000000277.

Oye, Kenneth. "The Mitigation of Anarchy. The Conditions for Cooperation in World Politics." In *International Politics: enduring Concepts and Contemporary Issues*, edited by Robert J Art and Robert Jerwis. New York: Pearson/Longman, 2006.

Oye, Kenneth A. "The Mitigation of Anarchy. The Conditions for Cooperation in World Politics." In *International Politics: Enduring Concepts and Contemporary Issues*, edited by Robert C. Art and Robert Jerwis, 81–94. New York, 1996.

———, ed. *Explaining Cooperation Under Anarchy: Hypotheses and Strategies*. n.p.: The Johns Hopkins University Press, 1985.

Panebianco, Stefania. "The Constraints on EU Action as a 'norm exporter' in the Mediterranean." In *The European Union's roles in international politics: Concepts and analysis*, edited by Ole Elgstrom and Michael Smith, 136–54. London: Routledge, 2006.

Papon, Pierre. *Le Sixième Continent: Géopolitique Des Océans*. Paris: Editions Odile Jacob, 1996.

Parlar Dal, Emel. "Le Paradoxe Méditerranéen de la Turquie." *L'Europe en Formation* 356, no. 2 (2010). doi:10.3917/eufor.356.0087.

———, ed. *La Politique Turque En Question: Entre Imperfections Et Adaptations*. Paris: l'Harmattan, 2012.

Pazarci, Hüseyin. "Aspect Juridique Des Différends Gréco-Turcs En Mer Égée." In *Le différend grécoturc*, edited by Semih Vaner. Paris: L'Harmattan, 1988.

Piening, Christopher. *Global Europe: The European Union in World Affairs*. London: Lynne Rienner Publishers, 1997.

Pierros, Filippas, Jacob Meunier, and Stan Abrams. *Bridges and Barriers: The European Union's Mediterranean Policy, 1961-1998*. London: Ashgate Publishing, 1999.

Polycandrioti, Rania. "La Méditerranée de la Mer Egée." In *La Méditerranée grecque*, by Rania Polycandrioti and Takis Theodoropoulos. n.p.: Maisonneuve et Larousse, 2000.

Price, Richard and Christian Reus- Smit. "Dangerous Liaisons? Critical International Theory and Constructivism." *European Journal of International Relations* 4, no. 3 (September 1, 1998): 259–94. doi:10.1177/1354066198004003001.

Prizel, Ilya. *National Identity and Foreign Policy: Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*. Cambridge: Cambridge University Press, 1998.

Pérouse, Jean-François. "La Méditerranée Dans les Sciences Sociales Et Humaines Turques : Une Discrète Nouvelle Venue ?" February 2, 2015. Accessed June 2015. <http://dipnot.hypotheses.org/author/jeanfperouse>.

———. "La Turquie Et la Méditerranée : Une Appartenance En Voie de (re)construction." In *La Méditerranée en questions*, edited by Vincent Moriniaux, 343–76. Paris: Editions du Temps, 2001.

———. *La Turquie En Marche: Les Grandes Mutations Depuis 1980*. Paris: Editions de La Martinière, 2004.

Regnault, Henri. "Nord Et Sud En Méditerranée : De la Confrontation à la Coopération, De la Divergence à la Convergence ?" *Revue Région et Développement*, no. 19 (2004).

———, ed. *Intégration Euro-Méditerranéenne Et Stratégies économiques*. Paris: L'Harmattan, 2003.

Rengger, N J. *International Relations, Political Theory and the Problem of Order: Beyond International Relations Theory?* New York: Taylor & Francis, 1999.

Reus-Smit, Christian. *The Moral Purpose of the State: Culture, Social Identity, and Institutional Rationality in International Relations*. Princeton, NJ, United States: Princeton University Press, 1999.

Ringmar, Erik. *Identity, Interest and Action: A Cultural Explanation of Sweden's Intervention in the Thirty Years War*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

Risse-Kappen, Thomas, ed. *Bringing Transnational Relations Back in: Non-State Actors, Domestic Structures, and International Institutions*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995.

Rori, Lamprini. "Crises Et Conflits Dans les Relations Gréco-Turques Des Années 1974-2000 : l'Attitude Des Socialistes Grecs." *Cahiers de la Méditerranée*, no. 71 (2005): 49–61.

Rosenau, James N. "External Environment as a Variable in Foreign Policy Analysis" in *The Analysis of International Politics; essays in honor of Harold and Margaret sprout*, edited by James N. Rosenau, Vincent Davis, and Maurice A. East. New York: New York Press, 1972.

Ruggie, John Gerard. "What Makes the World Hang Together? Neo-Utilitarianism and the Social Constructivist Challenge." *International Organization* 52, no. 4 (October 1, 1998): 855–85. doi:10.1162/002081898550770.

———. *Constructing the World Polity Essays on International Institutionalization*. London: Routledge, 1998.

Rumelili, Bahar. “Constructing Identity and Relating to Difference: Understanding the EU’s Mode of Differentiation.” *Review of International Studies* 30, no. 01 (December 2, 2003). doi:10.1017/s0260210504005819.

———. “Turkey: Identity, Foreign Policy, and Socialization in a Post-Enlargement Europe.” *Journal of European Integration* 33, no. 2 (March 2011): 235–49. doi:10.1080/07036337.2011.543528.

Saklica Rigatos, Tugce. “Cizginin Gucu : 6/7 Eylul Olaylari Ve Turk Ve Yunan Karikaturleri.” In *Sözde masum milliyetçilik*, edited by Herkül Millas. İstanbul: Kitap Yayınevi, 2010.

Salih, Halil Ibrahim. *Cyprus, the Impact of Diverse Nationalism on a State*. United States: The University of Alabama Press, 1978.

Schmid, Dorothée. “La Turquie Et l’Union Pour la Méditerranée: Un Partenariat Calculé.” *Politique étrangère* Printemps, no. 1 (2008): 65–76. doi:10.3917/pe.081.0065.

———. “La Turquie, Alliée de Toujours Des États-Unis Et Nouveau Challenger.” *Politique étrangère* Automne, no. 3 (2011): 587. doi:10.3917/pe.113.0587.

———. “Turquie: Le Syndrome de Sèvres, Ou la Guerre Qui N’En Finit Pas.” *Politique étrangère* Printemps, no. 1 (2014): 199. doi:10.3917/pe.141.0199.

———, ed. *La Turquie Au Moyen-Orient: Le Retour d’Une Puissance Régionale?* Paris: CNRS éd., 2011.

Schäfer, Isabel and Jean-Robert Henry, eds. *Mediterranean Policies from Above and Below*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 2009.

Searle, John. *The Construction of Social Reality*. New York, NY: Free Press, 1995.

Shaw, Stanford J. *Histoire de l’Empire Ottoman Et de la Turquie*. Translated by Elizabeth Reyre. Roanne: Horvath, 1983.

Spyrou, Spyros. “Constructing ‘the Turk’ as an Enemy : The Complexity of Stereotypes in Children’s Everyday Worlds.” In *When Greeks think about Turks*, edited by Dimitrios Theodossopoulos. London: Taylor and Francis, 2007.

———. *When Greeks Think about Turks: The View from Anthropology*. Edited by Dimitrios Theodossopoulos. United Kingdom: Taylor and Francis, 2013.

Stein, Arthur A. “Coordination and Collaboration: Regimes in an Anarchic World.” In *Neorealism and neoliberalism: The contemporary debate*, edited by David A. Baldwin, 29–60. New York: Columbia University Press, 1993.

———. *Why Nations Cooperate: Circumstance and Choice in International Relations*. 2nd ed. Baltimore: Cornell University Press, 1990.

Tamkoç, Metin. *The Turkish Cypriot State: The Embodiment of the Right of Self-Determination*. London: Rustem & Brother, 1988.

Taner, Timur. *Osmanlı Kimliği*. 4th ed. Ankara: İmge Kitabevi, 2000.

Tarakcı, Nejat. *Deniz Gücünün Osmanlı Tarihi üzerindeki Etkileri*. İstanbul: Deniz Basımevi, 2009.

Tayfur, M. Fatih. "Turkish Foreign Policy Towards the Euro- Mediterranean Partnership and the Black Sea Economic Cooperation: A Comparative Analysis." *Foreign Policy*, no. 4 (1999): 48–63.

———. "Turkish Perceptions of the Mediterranean: The Turkish Vision of the Euro-Mediterranean Partnership." *Euromesco Paper*, no. 8 (March 2000).

———. "Turks and Greeks." *New Perspectives on Turkey* 16 (1997): 115–23. doi:10.1017/s0896634600002673.

Taylor, Peter J. and Colin Flint. *Political Geography: World-Economy, Nation-State, and Locality*. 4th ed. Harlow: Prentice Hall, 2000.

Tayyar, Şamil. *Kıt'a Dur*. İstanbul: Timas Yayınları, 2009.

Ternon, Yves. *Empire Ottoman: Le Déclin, la Chute, l'Effacement*. Paris: Kiron/Felin, 2002.

Theodossopoulos, Dimitrios. "Introduction : The 'Turks' in the Imagination of the 'Greeks.'" In *When Greeks think about Turks: The view from anthropology*. London: Taylor and Francis, 2007.

———, ed. *When Greeks Think about Turks: The View from Anthropology*. London, New York: Taylor and Francis, 2007.

Thobie, Jacques, Roland Perez, and Salgur Kançal. *Enjeux Et Rapports de Force: En Turquie Et En Méditerranée Orientale*. Paris: L'Harmattan, 1996.

Tilic, Dogan. "Turk Medyasında Yunanistan : Resmi Politikaların İzduşumunde 'Oteki'Likten 'Biz'E." In *Sözde masum milliyetçilik*, edited by Herkül Millas. İstanbul: Kitap Yayınevi, 2010.

Triandafyllidou, Anna. "National Identity and the 'other.'" *Ethnic and Racial Studies* 21, no. 4 (January 1998): 593–612. doi:10.1080/014198798329784.

Turan, İlter. "Reorienting Turkish Foreign Policy: Successes, Failures, Limitations." In *The Eastern Mediterranean in Transition: Multipolarity, Politics and Power*, edited by Spyridon N. Litsas and Aristotle Tziampiris. London, United Kingdom: Ashgate Publishing, 2015.

Türkmen, Füsün. *Turquie, Europe, le Retour Des Nationalismes?* Paris: L'Harmattan, 2010.

Uslu, Nasuh. *Türk-Amerikan İlişkilerinde Kıbrıs*. Ankara: 21. Yüzyıl Yayınları, 2000.

Ustun, Cigdem. "Europeanization of Foreign Policy: The Case of Turkish Foreign Policy Towards the Black Sea Region." *Southeast European and Black Sea Studies* 10, no. 2 (June 2010): 225–42. doi:10.1080/14683857.2010.486949.

Uzer, Umut. *Identity and Turkish Foreign Policy: The Kemalist Influence in Cyprus and the Caucasus*. London&New York: I. B. Tauris, 2011.

Uzgel, Ilhan. "Ordu Ve Dis Politika : Kumatilmislikten Kamplasmaya Turk Dis Politikasi." *Mulkiyeliler Birligi Dergisi* 21, no. 204.

Vaner, Semih, ed. *Le Differend Gréco-Turc*. Paris: L'Harmattan, 1988.

———. *Modernisation Autoritaire En Turquie Et En Iran*. Paris: L'Harmattan Edition, 1991.

Vardar, Deniz. "Chypre." In *Les mots de la Turquie*, by Jean Paul Burdy, 22. Toulouse: Presses Universitaires du Mirail, 2006.

———. "La Mer Égée." In *Les mots de la Turquie*, edited by Jean Paul Burdy. Toulouse: Presses Universitaires du Mirail, 2006.

Veremis, Thanos and John Koliopoulos. "The Evolving Content of the Greek Nation." In *Greece in the twentieth century*, edited by Theodore A. Couloumbis, Fotini Bellou, and Theodore C. Kariotis. London: Frank Cass Publishers, 2003.

———. *Greece in the Twentieth Century*. Edited by Theodore A. Couloumbis, Fotini Bellou, and Theodore C. Kariotis. London: Frank Cass Publishers, 2003.

Védrine, Hubert and Cercle des économistes. *5 + 5 = 32: Feuille de Route Pour Une Union Méditerranéenne*. Paris: Perrin, 2007.

Waltz, Kenneth N. "Realist Thought and Neorealist Theory." In *Controversies in International Relations Theory: Realism and the Neoliberal Challenge*, edited by Charles W. Kegley. New York: St Martin's Press, 1995.

———. *Man, the State, and War: A Theoretical Analysis*. 2nd ed. New York, NY: Columbia University Press, 2001.

———. *Theory of International Politics*. New York: McGraw-Hill, 1979.

Wendt, Alexander. "Anarchy Is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics." *International Organization* 46, no. 02 (March 1992): 391–425. doi:10.1017/s0020818300027764.

———. "Constructing International Politics." *International Security* 20, no. 1 (1995): 71. doi:10.2307/2539217.

———. *Social Theory of International Politics*. Cambridge, U.K.: Cambridge University Press, 1999.

Willa, Pierre. "La Méditerranée Comme Espace Inventé." *Jean Monnet Working Papers in Comparative and International Politics*, no. 25 (November 1999).

Wolin, Sheldon S. *Politics and Vision: Continuity and Innovation in Western Political Thought*. Princeton, NJ, United States: Princeton University Press, 2004.

Wæver, Ole. "The Sociology of a Not so International Discipline: American and European Developments in International Relations." *International Organization* 52, no. 4 (October 1, 1998): 687–727. doi:10.1162/002081898550725.

Xydis, Stephen G. "America, Britain, and the USSR in the Greek Arena, 1944-1947." *Political Science Quarterly* 78, no. 4 (December 1963): 581. doi:10.2307/2146356.

Yasin, Nese. "School Is a Textbook : Symbolism and Rituals in Turkish Cypriot Schools." In *Clio in the Balkans. The politics of History Education*, edited by Christina Koulouri, 414–22. Thessalonique: Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe, 2002.

Yegen, Mesut. "Kemalizm Ve Hegemonya." In *Kemalizm: Modern Turkiyede Siyasi Dusunce: cilt2*, edited by Murat Gultekingil and Tanil Bora, 56–74. Istanbul: Iletisim Yayinlari, 2002.

Yenigün, Cüneyt. "Ege : Dünyanın En Sorunlu Denizi." In *Dünya çatışma bölgeleri*, edited by Kemal Karpat. Ankara: Nobel, 2004.

Yildiz, Dursun. *Dogu Akdenizde Isinan Sular*. Istanbul: Bizim Kitaplar, 2009.

Yilmaz, Eylem and Pinar Bilgin. "Constructing Turkey's 'western' Identity During the Cold War: Discourses of the Intellectuals of Statecraft." *International Journal* 61, no. 1 (2005): 39. doi:10.2307/40204128.

Yilmaz, Suhanaz. "The Role of Turkey in Euro Mediterranean Security." *Euromesco Briefs*, no. 2 (February 2003).

Young, Oran R. "The Problem of International Cooperation." In *International cooperation: Building regimes for natural resources and the environment*, edited by Oran R. Young. Ithaca, NY: Cornell University Press, 1989.

Zahariadis, Nikolaos. "A Framework for Improving Greek-Turkish Relations." *Mediterranean Quarterly* 11, no. 4 (October 1, 2000): 110. doi:10.1215/10474552-11-4-98.

Zalewski, Piotr. "The Self-Appointed Superpower." *World Policy Journal* 27, no. 4 (2010): 97–102. doi:10.1162/wopj.2011.27.4.97.

Zehfuss, Maja. *Constructivism in International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press, 2009.

Zengin, Gürkan. *Hoca: Türk Dış Politikası'Nda "Davutoğlu etkisi."* İstanbul: İnkılap, 2010.

Zürcher, Erik J. *The Young Turk Legacy and Nation Building: From the Ottoman Empire to Atatürk's Turkey*. London, United Kingdom: I B Tauris & Co, 2010.

———. *Turkey: A Modern History*. 3rd ed. London: I.B.Tauris, 2004.

Önis, Ziya. "Greek-Turkish Relations and the European Union: A Critical Perspective." *Mediterranean Politics* 6, no. 3 (January 23, 2001): 31–45. doi:10.1080/713604530.

Önis, Ziya and Şuhnaz Yılmaz. “Greek-Turkish Rapprochement: Rhetoric or Reality?” *Political Science Quarterly* 123, no. 1 (March 2008): 123–49. doi:10.1002/j.1538-165x.2008.tb00619.x.

Öymen, Onur. *Uçurumun Kenarında Dış Politika: Eleştiriler, Yorumlar, Uyarılar*. İstanbul: Remzi kitabevi, 2012.

Özbudun, Ergun. *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic Consolidation*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2000.

Özbudun, Ergun and Ömer F Gençkaya. *Democratization and the Politics of Constitution-Making in Turkey*. Budapest: Central European University Press, 2009.

Özkırımlı, Umut and Spyros A Sofos. *Tormented by History: Nationalism in Greece and Turkey*. London: Hurst & Company, 2008.

Özveren, Eyüp. “Writing with the Mediterranean in the Twentieth Century: The Advent of the Fisherman of Halicarnassus.” *Mediterranean Studies* 23, no. 2 (2015). doi:10.5325/mediterraneanstu.23.2.0195.

Özveren, Eyüp, Kudret Emiroğlu, Oktay Özel, and Suha Unsal. *Akdeniz Dünyası: Düşünce, Tarih, Görünüm*. İstanbul: İletişim Yayınları, 2006.

Ünsaldi, Levent. *Le Militaire Et la Politique En Turquie*. Paris: L’Harmattan, 2005.

Atatürk’ün Söylev Ve Demeçleri I: TBMM Meclislerinde Ve CHP Kurultaylarında (1919-1938). İstanbul: Maarif Matbaası, 1945.

Atatürk’ün Söylev Ve Demeçleri III (1918-1937). Ankara: Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1961.

Documents Officiels / Institutionnels et Rapports

Appel de Rome pour l’Union pour la Méditerranée de la France, l’Italie et l’Espagne (20 décembre 2007- Rome)

COM (2008) 319: Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil - le processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée

Déclaration de Barcelone, Barcelone, 27-28 novembre 1995

Déclaration finale du Sommet de Paris, 13 Juillet 2008, Paris

Déclaration finale Marseille -3-4 novembre 2008

Discours de Nicolas Sarkozy à Toulon - 7 février 2007

Discours de Nicolas Sarkozy, Tanger - 23 octobre 2007

IEMed Mediterranean Yearbook (de 2009 à 2016)

Sites Internet

Euro-Mediterranean Study Commission EuroMeSCo www.euromesco.net

Forum Euro-méditerranéen des Instituts de Science Economiques (FEMISE)
<http://www.femise.org>

Institut Européen de la Méditerranée (IEMed) www.iemed.org

Institut Européen de Recherche (MEDEA) www.medeas.be

La documentation française <http://ladocumentationfrancaise.fr>

Ministère des Affaires Etrangères de Grèce : <http://www.mfa.gr/fr/>

Ministère des Affaires Etrangères de Turquie : www.mfa.gov.tr

Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée <http://ufmsecretariat.org/fr/>

Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV) <http://tesev.org.tr/en/>

La liste des interviewés

- **AKP** Parti de la justice et du développement, (Adalet ve Kalkınma Partisi) parti au pouvoir en Turquie depuis 2002

Egemen Bagis: l'ancien Ministre de l'Union Européen (2011-2013) (et cela le premier en Turquie) et le négociateur principale pour les affaires Européennes au nom de la Turquie au sein de l'UE. Il est actuellement conseiller de la politique étrangère du Premier Ministre, député d'AKP (2002-...) et représentant de Turquie dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Strasbourg 26.06.2014

Reha Denemec, député fondateur d'AKP, représentant et président de la délégation turque dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Strasbourg 25.06.2014

Mehmet Kasim Gulpinar, député d'AKP, membre du Commission des Affaires Etrangères dans l'Assemblée Nationale de Turquie, représentant de Turquie dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ainsi que membre du groupe turc dans l'Assemblée Parlementaire de l'Union pour la Méditerranée. Strasbourg 26.06.2014

Omer Selvi, député d'AKP, membre du groupe turc dans l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe. Strasbourg 26.06.2014

- **CHP** (Parti Républicain du Peuple) : parti social-démocrate, républicain ; parti d'opposition principale actuellement

Deniz Baykal, l'ancien président du CHP, élu député du CHP plusieurs fois depuis 1973, servi en tant que Ministre des affaires étrangères, Ministre de l'énergie et ressources naturelles ainsi que ministre de finance au cours de différents gouvernements de coalitions. Strasbourg 25.06.2014

Ayşe Gülsün Bilgehan ; député de la Parti Populaire Républicain et Représentante de Turquie dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Paris ,29.03.2008 ; Ankara, 24.05.2008 ; et Strasbourg 25.06.2014

- **MHP** Parti d'Action Nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi), d'idéologie nationaliste-idéaliste, parti d'opposition actuelle

Tugrul Turkes, député et vice-président - responsable des affaires étrangères- du MHP, Représentant de Turquie dans l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, aussi le fils d'Alparslan Türkeş- le fondateur du MHP-. Strasbourg 26.06.2014

- **HDP** Parti démocratique du peuple (Halkların Demokratik Partisi), parti de gauche allié au **BDP** Parti pour la paix et la démocratie (Barış Ve Demokrasi Partisi), parti de socialisme démocratique, autonomiste kurde.

Nazmi Gur, député de HDP, membre du comité d'accord entre la Turquie et l'UE, membre de la commission parlementaire mixte UE-Turquie, représentant de Turquie dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ancien Président et Secrétaire Générale d'Association des Droits de l'Homme qui a aussi été signataire d'Euromed Human Rights Network de 1995; l'une des initiatives du Processus de Barcelone. Strasbourg 26.06.2014

Les interviewés hors parti politiques

Tahsin Ertugruloglu, Chypriote Turc, Membre du Parlement Chypriote, Ministre des Affaires Etrangères au cours du projet de réunification du Chypre connu comme le plan Annan (2004), rejeté par la partie grecque de l'île. Strasbourg, 25.06.2014

Fayik Yagizay, représentant des organisations kurdes en France et représentant du BDP au sein du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 26.06.2014

Muslum Aygun, Consul, Consulat Général de Turquie à Paris, 16.06.2014, Paris

Bassam Ishak, Président du Conseil National Syriaque de Syrie. Strasbourg, 26.06.2014

Les Spécialistes du Ministère de l'Union Européenne. Istanbul, Turquie. 29.06.2012

Roberto Aliboni ; universitaire, spécialiste de coopération Euro- Méditerranéenne. Chypre. 15.05.2010

Atilla Eralp ; universitaire, spécialiste de la Politique étrangère turque. Catane, Italie. 15.07.2009

Les diplomates chargés d'Affaires. L'Ambassade de la Turquie. Paris, France. 18.05.2008, 19.05.2009 et 29.10.2010, 23.04.2014

Les spécialistes du Secrétariat Générale pour les Affaires Européennes ; Ankara, Turquie. 24.09.2008 et 12.04.2012

Fikret Demirbüken ; le Chef contrôleur et Chef inspecteur. Le Sous-secrétariat du Trésor du Première Ministère de la République Turquie. Ankara, Turquie. 24.09.2010

Muhsin T. Kılıçaslan; sous-directeur générale de la Direction Générale des Affaires Européennes. Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Turquie. Ankara, Turquie. 25.09.2010

Yuksel Akça ; Le sous-directeur générale de la Direction Générale des Accords Internationales. Le sous- secrétariat du commerce extérieur de la République Turque. Ankara, Turquie. 24.09.2010

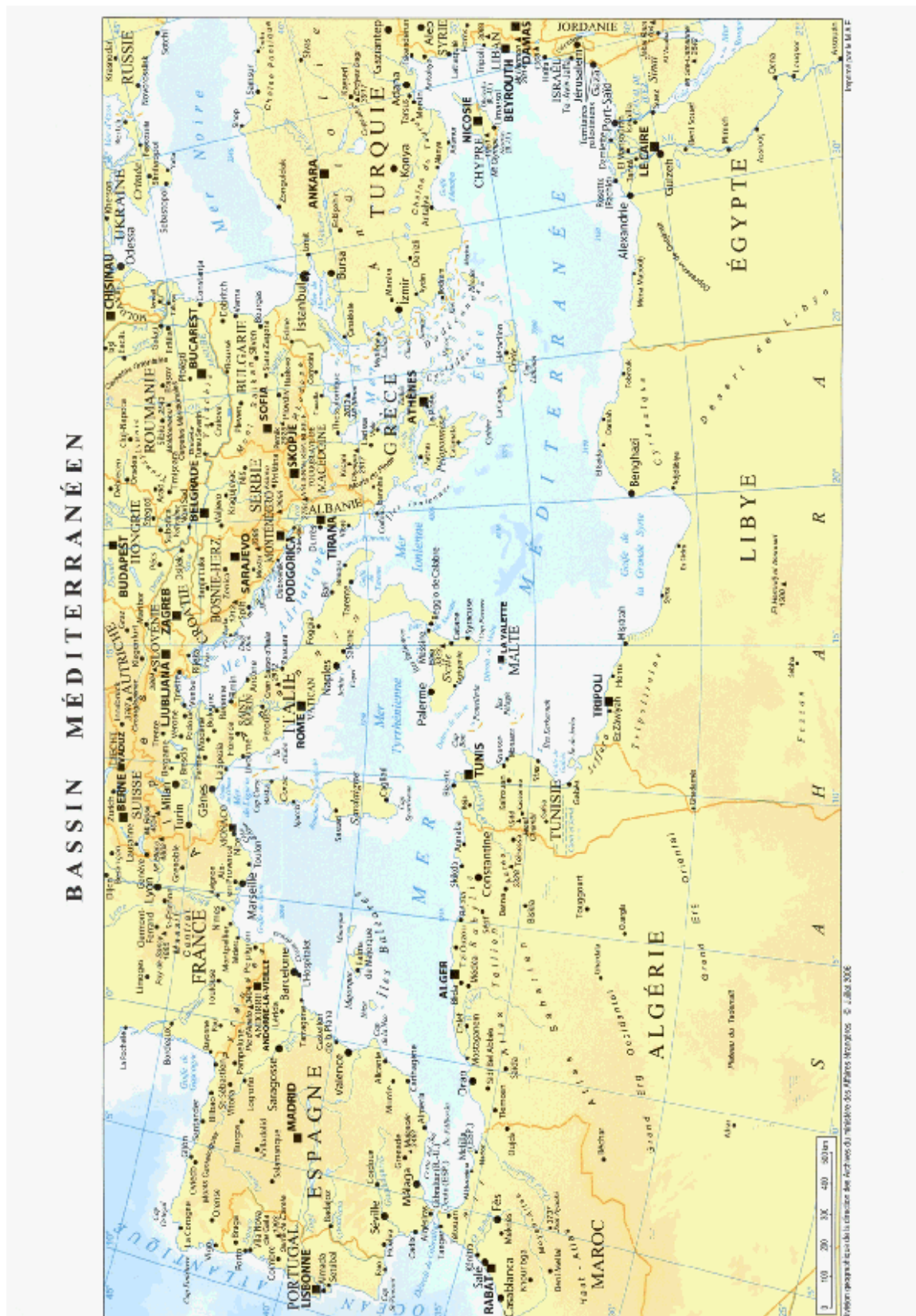
Les spécialistes et les responsables de la Direction Générale des Affaires Européennes. Le Sous- secrétariat du commerce extérieur de la République Turque ; Ankara, Turquie, 13.04.2012



Annexes



Carte IV : Le bassin Méditerranéen



Histoire Politique de la Turquie contemporaine- Chronologie

1839 Début des grandes réformes politiques et administratives ottomanes connues sous le nom de *Tanzimat* (réorganisations).

1876 Coup d'État se soldant par l'assassinat du sultan Abdül Aziz. Couronnement, après le bref règne de Murad V, du sultan Abdül Hamid II. Proclamation de la monarchie constitutionnelle, suspendue en 1878.

1889 Opposition « jeune-turque » en Europe.

1908 23-24 juillet : « Révolution constitutionnelle », « proclamation de la Liberté ». Officialisation des organisations jusque-là clandestines.

1909 13 avril (31 mars) : Insurrection du 31 mars à Istanbul.

1914 29 octobre : Entrée de l'Empire ottoman dans la Première Guerre mondiale.

1915 24 avril : Début des « déportations » d'Arméniens. L'extermination fait, selon les estimations ottomanes de 1919, 800 000 victimes.

1918 8 octobre : Démission du gouvernement unioniste. Fuite des dirigeants unionistes dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre.

30 octobre : Armistice de Moudros, suivi, le 10 août 1920, du traité de Sèvres qui consacre le partage de l'Anatolie et prévoit la constitution d'un État arménien et d'une région autonome kurde.

1919-1922 Guerre de l'Indépendance.

1922 1^{er} novembre : Abolition de la monarchie.

17 novembre : Le dernier sultan ottoman Mehmed VI (Mehmed Vahideddin) s'enfuit d'Istanbul.

1923 20 octobre : Proclamation de la République. Mustafa Kemal devient le premier président, Ismet İnönü, Premier ministre (remplacé le 22 novembre 1923 par Fethi Okyar, İnönü revient au pouvoir le 4 mars 1925).

1924 24 juillet : Traité de Lausanne.

3 mars : Abolition du califat.

1925 Février : Révolte kurde de Cheikh Said (30 dirigeants kurdes seront exécutés), suivie du passage au régime de parti unique et de réformes dans le domaine religieux.

1928 Suppression de toute référence à la religion dans la Constitution (10 avril) et adoption des caractères latins (1^{er} novembre).

1930 Août : Formation et dissolution du Parti républicain libéral de Fethi (Okyar).

23 décembre : Insurrection messianique à Menemen. Début d'une politique répressive à l'égard des confréries religieuses.

1931 Début de la politique d'« étatisation », nationalisation des grandes entreprises, notamment celles d'importance stratégique, et construction des infrastructures par des investissements publics. Adoption des « Six Flèches » du kémalisme.

1932 12 avril : Fondation de l'Institut turc de l'histoire (suivie de celle de l'Institut turc de langue). Début du vaste chantier de la « Thèse turque de l'histoire » et de la « Théorie de la Langue-Soleil » proclamant l'origine turque de l'humanité.

1934 24 novembre : Par une loi spéciale, l'Assemblée nationale donne à Mustafa Kemal le nom d'Atatürk.

1937 5 février : Les « Six Flèches » du kémalisme entrent dans la Constitution.

1^{er} novembre : Celal Bayar remplace İnönü comme Premier Ministre.

1938 10 novembre : Mort de Mustafa Kemal Atatürk, İsmet İnönü lui succède comme président de la République.

1945 23 février : La Turquie déclare la guerre à l'Allemagne nazie.

7 juillet : La formation d'un parti d'opposition marque le début du pluralisme politique.

1947-1948 La doctrine Truman, officialisée le 12 juillet 1947, assure la protection de la Turquie contre le bloc soviétique. Le 4 juillet 1948, la Turquie est incluse dans le cadre du plan Marshall.

1950 22 mai : À la suite de la victoire du Parti démocrate aux élections législatives du 14 mai, Bayar succède à İnönü comme président, Menderes devient Premier ministre.

1951 17 octobre : Entrée de la Turquie à l'OTAN.

1955 24 février : Signature du pacte de Bagdad L'Irak et la Turquie signent à Bagdad un traité de défense auquel se joindront au cours de l'année le Royaume-Uni (4 mars), le Pakistan (23 septembre) et l'Iran (3 novembre).

6 et 7 septembre : Des émeutes anti grecques à Istanbul font plusieurs morts et des dégâts considérables.

1959 Février : La conférence de Zurich fonde la République bicommunautaire de Chypre, dont la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie sont « garantes ».

1960 27 mai : Coup d'État militaire (exécution, un an après, du Premier ministre déchu Menderes). Gouvernements de Gürsel (30 mai 1960-28 octobre 1961), İnönü (20 octobre 1961-13 février 1965) et Suat Hayri Ürgüplü (20 février 1965-22 octobre 1965).

1962 Crise des missiles à Cuba, qui place la Turquie au cœur de la « guerre froide », sans altérer pour autant sa politique étrangère. Les États-Unis acceptent de démanteler les missiles Jupiter installés en Turquie.

1963 *25 juin* : Signature de l'accord de partenariat entre la Turquie et la Communauté économique européenne, prévoyant la constitution d'une union douanière et, à terme, l'entrée de la Turquie dans la Communauté.

1964 *5 juin* : Suite à une grave crise à Chypre, où Ankara menace d'intervenir militairement, le président Lyndon B. Johnson envoie une « lettre ultimatum » à İnönü, mettant la Turquie en garde contre toute utilisation unilatérale des armes dont la vente est autorisée par le gouvernement américain.

1965 *27 octobre* : Gouvernement de Süleyman Demirel, dont le Parti de la justice obtient 52,9 % des votes (le Parti républicain du peuple d' İnönü : 28,8 %). Les élections de 1969 reconduiront le PJ au gouvernement, marginalisant davantage la formation d' İnönü.

1968 Radicalisation du mouvement étudiant. Premiers affrontements.

1971 *12 mars* : Ultimatum militaire, démission du gouvernement Demirel.

1971-1973 Régime militaire. Gouvernements d'Erim, de Melen et de Talu. Exécution de trois dirigeants de la gauche radicale.

1973 *14 octobre* : Élections législatives. Victoire du Parti républicain du peuple de B. Ecevit et du Parti du salut national de N. Erbakan (26 janvier 1974-16 septembre 1974).

1974 *22 juillet-16 août* : Les « opérations de paix » à Chypre, suite au coup d'État de Nikos Samson, aboutissent à l'invasion de 40 % de l'île par Ankara.

1975-1980 Crises politiques successives (gouvernement de transition de Sadi Irmak, trois gouvernements Demirel, deux gouvernements Ecevit). Violence politique et civile.

1977 *1^{er} mai* : Massacre du 1^{er} mai à Istanbul : 34 morts.

5 juin : Élections législatives : le Parti républicain du peuple d'Ecevit obtient 44 %, le Parti de la justice de Demirel (41 %) constitue une nouvelle alliance avec les autres formations de droite.

1980 *12 septembre* : Renversement du gouvernement Demirel par les militaires.

1980-1983 Régime militaire. Massives violations des droits de l'homme.

1982 *6 novembre* : Référendum constitutionnel : 92 % de oui. Le chef de la junte Kenan Evren devient président de la République. La junte est déclarée, par un article provisoire, juridiquement irresponsable de ses actes durant le régime militaire.

1983 *6 novembre* : L'ANAP gagne les élections. Turgut Özal Premier ministre de 1983 à 1989.

15 novembre : Proclamation de la « République turque du nord de Chypre », reconnue uniquement par Ankara.

1984 *15 août* : Début de la guérilla du PKK, qui en quinze ans fait près de 40 000 morts.

1987 *14 avril* : La Turquie pose officiellement sa candidature à la CEE.

1989 *8 novembre* : Présidence de Turgut Özal. Gouvernements de Yildirim Akbulut (9 novembre 1989-23 juillet 1991) et de Mesut Yilmaz (23 juillet 1991-20 octobre 1991).

1991 *Mars* : À la suite de la première guerre du Golfe, la Turquie autorise l'usage oral de la langue kurde.

Avril : Des centaines de milliers de Kurdes se réfugient en Turquie après l'écrasement de leur révolte en Irak. Turgut Özal et François Mitterrand demandent l'établissement d'une « zone de protection » dans une partie du Kurdistan irakien, l'ONU accède à leur demande.

20 octobre : Élections législatives. Coalition gouvernementale entre Demirel, président d'un nouveau parti de droite (Parti de la juste voie : 27 %), et İnönü fils, président d'un parti de gauche (20 novembre 1991-25 juin 1993).

1993 *17 avril* : Mort de Turgut Özal. Demirel devient président, Tansu Çiller lui succède au poste de Premier ministre (25 juin 1993-5 octobre 1995).

2 juillet : Un incendie provoqué à Sivas par les partisans de l'islam radical et de la droite radicale cause la mort de 37 intellectuels, pour la plupart alévis.

1994 *2-3 mars* : Levée de l'immunité des députés kurdes qui sont arrêtés.

27 mars : Élections municipales. Avec 19 % le Refah (islamiste) s'impose comme le deuxième parti du pays, remportant les municipalités d'Istanbul et d'Ankara.

1995 *12 mars* : Des émeutes aléviées à Gazi (Istanbul) font 25 morts.

24 décembre : Avec plus de 21 % des voix, le Refah devient la première formation du pays.

1996 *28 juin* : Au terme d'une crise politique aiguë (gouvernements de Çiller [novembre 1995-mars 1996] et de Yilmaz [mars-juin 1996], Necmeddin Erbakan, président du Refah devient le nouveau Premier ministre. Tansu Çiller est nommée vice-Premier ministre.

3 novembre : Scandale de Susurluk, du nom de la ville où Abdullah Çatlı, militant de la droite radicale recherché par Interpol, et H. Kocadağ, l'un des chefs de la police d'Istanbul, trouvent la mort dans un accident de voiture. Un troisième passager, S. Bucak, chef d'une tribu kurde, député, proche de la présidence, en sort indemne.

1997 *18 juin* : Pressions et ultimatum militaires contraignent Erbakan à la démission.

30 juin : Nouveau gouvernement dirigé par Mesut Yilmaz. Il est renversé le 25 novembre 1998 par une motion de censure qui l'accuse de collusion avec Alaaddin Çakıcı, militant de la

droite radicale, figure importante du « milieu ».

1998 2 décembre : Gouvernement minoritaire de Bülent Ecevit (Parti de la gauche démocratique).

16 janvier : Interdiction du Refah.

16 janvier : Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Atilla Ates menace la Syrie d'une guerre si elle continue à abriter Abdullah Öcalan. Öcalan est expulsé vers la Russie et demande ensuite l'asile politique à l'Italie.

1999 16 février : Capture du chef du PKK Abdullah Öcalan au Kenya, suivie de la fin de la guérilla.

18 avril : Élections législatives. Deux partis nationalistes, le Parti de la gauche démocratique (B. Ecevit) et le Parti de l'action nationaliste (D. Bahçeli), en tête, forment une coalition.

11 décembre : Lors de son sommet d'Helsinki, l'Union européenne accorde à la Turquie le statut de candidat à la candidature.

2002 3 novembre : Élections législatives qui donnent au Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdogan la majorité absolue. En dehors du Parti populaire républicain, dirigé par D. Baykal, aucun autre parti n'entre au Parlement.

2003 1^{er} mars : Le Parlement turc refuse d'accorder aux États-Unis le droit d'ouvrir un deuxième front contre l'Irak depuis le sud-est de la Turquie. Crise turco-américaine.

7 octobre : La résolution de l'Assemblée nationale autorisant le gouvernement à envoyer, à la demande des États-Unis, quelque 10 000 soldats en Irak provoque une opposition irakienne unanime. Ankara est obligé de revenir sur sa décision.

29 octobre : Crise ouverte entre l'Assemblée et la présidence de la République, qui décide de ne pas inviter les épouses « en foulard » des députés et des ministres de l'AKP à la « réception d'État » organisée à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la République.

5 novembre : Le rapport de la Commission européenne sur l'élargissement salue les progrès accomplis par Ankara, mais insiste sur nombre de restrictions politiques et juridiques. Il souligne en outre que la non-résolution de la question chypriote risque de constituer un obstacle à l'intégration de la Turquie.

Novembre : Une série d'attentats, attribuée à al-Qaida et aux islamistes radicaux turcs, vise la communauté juive d'Istanbul, ainsi que les intérêts britanniques. Ils font 62 victimes.

2004 Février : Après plus d'un an d'opposition, Ankara décide de discuter du « plan Annan » concernant le statut de Chypre.

1^{er} juin : Le PKK met fin à sa trêve unilatérale et lance une nouvelle phase de guérilla.

17 décembre : Les chefs d'États et de gouvernements européens donnent leur feu vert au

début des négociations d'adhésion avec la Turquie.

2005 22-24 septembre : Malgré l'opposition de certains ministres, dont Cemil Çiçek (ministre de la Justice) et en dépit de l'interdiction d'un tribunal d'Istanbul, des historiens appartenant à trois universités d'Istanbul organisent la première conférence de l'école « dissidente » sur la question arménienne.

3 octobre : Début officiel des négociations entre la Turquie et l'Union européenne.

2006 12 octobre : Alors que le blocage dans le dossier chypriote provoque une nouvelle crise dans les relations entre l'Union européenne et la Turquie, le Parlement français vote, en première lecture, une loi qui pénalise la négation du génocide arménien. Le même jour, le prix Nobel de littérature est décerné au romancier dissident Orhan Pamuk. Une violente campagne voit le jour contre la France, le Comité Nobel ainsi que Pamuk lui-même, accusé par les milieux nationalistes de trahison.

Novembre : voyage du Pape Benoît XVI en Turquie, premier voyage officiel d'un souverain pontife dans un pays musulman. Benoît XVI se prononce pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

Décembre: les ministres des affaires étrangères européens décident un gel partiel des négociations avec la Turquie en raison de son refus d'appliquer à Chypre les dispositions de l'union douanière qui la lie à l'UE, en particulier l'ouverture de ses ports et aéroports aux navires et aux avions chypriotes.

2007 Janvier: le journaliste turc, membre de la minorité arménienne, Hrant Dink est assassiné.

Avril : Recep Tayyip Erdogan renonce à se porter candidat à l'élection présidentielle (au suffrage indirect) à la suite de manifestations en faveur de la laïcité. L'AKP décide de présenter Abdullah Gül, ministre des affaires étrangères. Le Parti républicain du peuple (CHP, opposition) qui a boycotté le vote, fait annuler le scrutin par la cour constitutionnelle.

Mai: le Premier ministre propose une réforme pour faire élire le président de la République au suffrage universel. Il annonce la tenue d'élections législatives anticipées, réclamées par l'opposition, les milieux d'affaires et la plupart des médias.

Juin: le président de la République Ahmet Necdet Sezer et le principal parti d'opposition, le CHP, demandent l'annulation, par la Cour constitutionnelle, de la réforme prévoyant l'élection du président au suffrage universel. Le président Sezer décide de soumettre cette réforme à référendum, à l'automne.

Juillet: la Cour constitutionnelle valide la proposition du gouvernement d'instaurer l'élection du président au suffrage universel.

Elections législatives anticipées. Le Parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan remporte une large victoire avec 47% des voix, soit 13 points de plus qu'en 2002.

Août: le Parlement élit au troisième tour Abdullah Gül, à la présidence de la République.

Octobre: la Turquie adopte par référendum le principe de l'élection du président de la République au suffrage universel direct, par 69% des voix.

Le parlement vote le principe d'une intervention militaire contre les rebelles kurdes basés en Irak.

2008 Février : la légalisation du port du voile islamique à l'université par le parlement provoque une vaste manifestation de plus de 100 000 opposants.

Mars: le procureur de la Cour de cassation dépose devant la Cour constitutionnelle une demande d'interdiction du parti au pouvoir en raison d' "*activités allant à l'encontre de la laïcité*".

Juin: la cour constitutionnelle annule la réforme de la Constitution votée en février par les députés qui autorisait le port du foulard pour les étudiantes sur les campus.

Juillet: la cour constitutionnelle rejette la demande d'interdiction de l'AKP

86 personnes soupçonnées d'appartenir au réseau ultranationaliste Ergenekon, accusé de fomenter des coups d'État, sont mises en examen.

Septembre: visite du président Abdullah Gül en Arménie, à l'occasion d'un match de football, première visite d'un président turc depuis l'indépendance de l'ancienne république soviétique.

2009 Janvier: au sommet de Davos, Recep Tayyip Erdogan fustige l'opération militaire israélienne à Gaza qui a fait plus de 1300 morts, avant de quitter un débat auquel participait le président Shimon Pérès.

Mars: l'AKP emporte les élections municipales avec un score (39%) inférieur aux élections municipales de 2004 (41,6%).

Cinquante-six personnes, dont deux généraux à la retraite sont inculpés à leur tour dans le procès de la nébuleuse Ergenekon, organisation secrète ultranationaliste soupçonnée d'avoir comploté contre le gouvernement.

Juillet: le président de la République signe une loi limitant le pouvoir des militaires

En temps de paix, les tribunaux militaires ne pourront plus poursuivre de civils et les tribunaux civils pourront juger des militaires accusés de crimes contre la sécurité nationale ou de tentative de renversement du gouvernement.

Ouverture du procès des 56 personnes inculpés en mars pour leurs liens avec le réseau Ergenekon

Août: le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan annonce que des projets de réformes en faveur des Kurdes seront mis en oeuvre avant la fin de l'année.

Octobre: la Turquie et l'Arménie signent à Zurich (Suisse) un accord historique visant à

normaliser leurs relations.

Ankara annule la participation d'Israël à l'exercice militaire aérien commun.

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, un groupe de 34 membres et de proches du PKK est autorisé à rentrer en Turquie depuis les camps irakiens.

Décembre: la Cour constitutionnelle dissout le Parti pour une société démocratique (DTP), le principal parti prokurde du pays, accusé d'être lié aux séparatistes du PKK.

2010 Janvier : la Cour constitutionnelle invalide une réforme du système judiciaire adoptée en juin 2009 par le Parlement qui obligeait les militaires en exercice à répondre de leurs crimes devant la justice.

Février: plusieurs dizaines de hauts gradés de l'armée sont interrogés par la justice pour leur implication présumée dans un complot visant à renverser en 2003 le gouvernement Erdogan. (plan "Balyoz" ("Marteau de forge")).

Mars: le gouvernement présente un projet de révision de la constitution destiné à mettre le pays "en conformité avec les normes européennes". Ce projet entend réduire les possibilités d'intervention des militaires dans la gestion des affaires publiques.

Mai: la Turquie et le Brésil annoncent la signature d'un accord avec l'Iran concernant l'enrichissement d'uranium par Téhéran. L'accord est rejeté par le reste de la communauté internationale. Neuf militants turcs sont tués dans l'abordage de leur flottille par un commando israélien. Cette dernière acheminait de l'aide humanitaire pour Gaza, sous blocus israélien. Ankara rappelle son ambassadeur à Tel Aviv.

Juin: durcissement de la situation politique et militaire au Kurdistan; arrestations de dizaines de militants dans l'Est du pays; affrontements armés avec le PKK.

Septembre : 58% des Turcs disent "oui" à un référendum sur une série d'amendements visant à réviser la Constitution en réduisant le poids de l'armée.

Décembre: ouverture du procès de 200 militaires accusés d'avoir fomenté en 2003 un coup d'État pour renverser le gouvernement islamo-conservateur.

2011 Mai: des manifestations se tiennent dans une trentaine de villes dont Istanbul et Ankara, pour dénoncer le durcissement du contrôle d'internet par le pouvoir.

Juin: l'AKP d'Erdogan remporte les élections législatives pour la troisième fois consécutive, avec 49,8% des voix, mais il lui manque 4 voix pour obtenir la majorité requise à l'Assemblée pour modifier seul la Constitution afin d'aller vers un système présidentiel.

Aout: remaniement de l'État major de l'armée après la démission des commandants des trois armes (terre, marine et aviation). Ils dénonçaient l'arrestation de 250 officiers accusés de complot présumé contre le gouvernement Erdogan lors de "l'opération Marteau de forgeron".

2012 Janvier: Nouveau coup porté contre les militaires. Kenan Evren, auteur du putsch de

1980 est inculpé pour "crime contre l'État. L'ancien chef d'État-Major Ilker Basbug est lui aussi arrêté et inculpé pour conspiration.

Juillet: procès de 205 opposants de l' Union des communautés du Kurdistan (KCK), accusée d'être la branche urbaine du PKK.

Septembre/novembre: après deux mois de grèves de la faim de plusieurs centaines de détenus kurdes, Ankara dépose un projet de loi les autorisant à se défendre dans leur langue devant les tribunaux.

Mars: Abdullah Öcalan appelle le PKK à renoncer aux armes et demande aux "éléments armés" de se "retirer en dehors des frontières de la Turquie".

Avril: condamnation du pianiste, Fazil Say, pour blasphème.

Le PKK annonce son retrait du pays à partir du 8 mai 2013.

Juin: un projet d'aménagement urbain du parc Gezi près de la place Taksim à Istanbul, déclenche une vague de contestation.

Juillet: adoption d'une loi visant à limiter le champ d'intervention de l'armée.

Aout: la justice condamne à la perpétuité l'ancien chef d'État-major Ilker Basbug et plusieurs anciens généraux accusés dans le cadre du procès Ergenekon

Octobre: levée de l'interdiction du port du voile islamique dans les institutions publiques.

Décembre: un coup de filet anticorruption contre l'entourage du Premier ministre provoque une grave crise politique. Trois ministres dont des proches ont été inculpés démissionnent, le fils d'Erdogan lui-même est la cible d'une enquête. Derrière l'opération, un bras de fer oppose le Premier ministre à la très influente confrérie de Fethullah Gülen

2014 *Février*: adoption d'une série de lois restrictives, visant à renforcer le contrôle de l'État sur Internet et sur la nomination des juges et procureurs.

Mars: le Parlement vote la fermeture des écoles du mouvement Hizmet de Gülen, accusé de comploter contre le gouvernement.

Les autorités ordonnent le blocage de YouTube à la suite de la diffusion de l'enregistrement d'une conversation entre hauts responsables turcs, dont le ministre des Affaires étrangères et le chef des services de renseignement.

30 mars: en dépit des polémiques et scandales qui secouent la Turquie depuis trois mois, l'AKP remporte une large victoire aux municipales avec 45% des suffrages pour un taux de participation de 87%.

10 aout : Election présidentielle, Recep Tayyip Erdogan devient le Président de la République Turque (avec 52% des suffrages)

(Sources : Hamit Bozarslan, « Chronologie », *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, «Repères», 2010 ; Catherine Goueset, « Chronologie de la Turquie (1918-2014) » : consulté en ligne : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/chronologie-de-la-turquie-1918-2011_478605.html)

Relations gréco-turques- Chronologie

Janvier 1923	Le protocole d'échange obligatoire de populations est signé à Lausanne. Selon ce protocole, les ressortissants grecs de confession musulmane sont échangés avec les ressortissants turcs de confession grecque orthodoxe
Juillet 1923	Le traité de Lausanne est signé. Les clauses 39 à 47 de la section intitulée « protection des minorités » institutionnalisent le statut des minorités réciproques en Turquie et en Grèce.
Juin 1930	La convention d'Ankara est signée entre la Grèce et la Turquie pour régler les différends concernant les échangés et les établis.
Septembre 1933	La Grèce et la Turquie signent un traité de non-agression de dix ans.
Février 1934	Pacte balkanique contracté entre la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie.
1941	La Turquie reste en dehors de la Guerre mais les minoritaires non-musulmans sont mobilisés dans des corps militaires spéciaux.
1942	Impôt sur la fortune en Turquie. Étrangers et minoritaires seront imposés beaucoup plus lourdement que les Turcs musulmans.
Février 1947	Traité de Paris. Le Dodécanèse est attribué à la Grèce mais son statut de zone démilitarisée est maintenu.
1945-1949	Guerre civile en Grèce.
Mars 1947	Déclaration de Truman. Aide américaine à la Grèce et à la Turquie.
Septembre 1949	La Turquie devient membre du Conseil de l'Europe.
Juillet 1950	La Turquie et la Grèce envoient des soldats en Corée.
Avril 1951	Signature d'un accord de coopération culturelle.
Février 1952	La Turquie et la Grèce deviennent des membres à part entière de l'OTAN.

Novembre 1952	Victoire électorale en Grèce du maréchal Papagos, vainqueur de l'insurrection communiste.
Décembre 1952	À l'initiative du roi Paul, construction d'un lycée pour la minorité turque à Komotini. Son inauguration coïncide avec la visite du président Celâl Bayar. En son honneur, le lycée est appelé Celâl Bayar Lisesi.
Février 1953	Traité d'Ankara entre la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie.
Août 1954	La Turquie, la Grèce et la Yougoslavie signent l'accord balkanique pour 20 ans.
Avril 1955	Début de la lutte armée menée par l'Organisation nationale des combattants chypriotes (EOKA), contre les Britanniques.
Août 1955	Conférence à Londres à propos de Chypre. L'Angleterre, la Turquie et la Grèce y participent.
Septembre 1955	Événements anti-grecs à Istanbul.
Février 1959	Signature des accords de Zurich et de Londres par la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne faisant de Chypre un État indépendant.
Mai 1960	Coup d'État militaire en Turquie.
Août 1960	La République de Chypre est proclamée. Mgr Makarios en devient le président, Dr. Küçük le vice-président.
Décembre 1962	Les Turcs de Chypre déclarent qu'à partir de 1 ^{er} janvier 1963, ils se conformeront au principe des municipalités séparées.
Septembre 1963	Mgr Makarios refuse le droit d'opposition de la Turquie en cas de changement de la constitution.
Décembre 1963	Meurtre de deux Turcs à Chypre. Les relations se tendent. Des avions turcs survolent Chypre.
Janvier 1964	Mgr Makarios demande l'annulation des accords de Zurich et de Londres. La Turquie transmet un ultimatum à l'Angleterre et à la Grèce et réclame l'augmentation des forces communes sur l'île. Les États-Unis prennent la décision d'envoyer des soldats à Chypre. Les Chypriotes grecs refusent de faire de Chypre une question de l'OTAN.
Février	La marine turque se positionne à İskenderun. Giorgios Papandréou est devenu Premier

1964	ministre en Grèce.
Mars 1964	Vellétés d'intervention militaire turque à Chypre freinées par les Américains. Montée d'un sentiment anti-américain confus. Décision aux Nations Unies d'envoyer une force multinationale à Chypre. Le problème est internationalisé ce qui affaiblit la position de la Turquie. La Turquie met en garde Makarios. L'Assemblée nationale autorise le gouvernement à intervenir à Chypre si nécessaire. Adoption du décret du conseil des ministres turc n° 6-2806 qui bloque le bénéfice des biens des ressortissants grecs en Turquie.
Mai 1964	La Turquie étend la limite de ses eaux territoriales à six miles.
Juin 1964	Le Premier ministre turc İsmet İnönü reçoit une lettre du Président américain Johnson le mettant en garde contre une intervention militaire à Chypre.
Août 1964	Les entrevues de Genève à propos de Chypre s'interrompent. Manifestations anti-grecques et anti-américaines en Turquie.
Octobre 1964	Visite officielle d'Erkin à Moscou, une première depuis 1939. Évolution immédiate des relations russo-turques. Fin de l'isolement diplomatique turc.
Novembre 1964	Accord culturel russo-turc.
Avril 1965	Selon la presse, le Patriarcat aurait fait l'objet d'une perquisition relative à l'affaire de Chypre.
Décembre 1965	La thèse de Makarios sur Chypre est acceptée à l'ONU. Selon cette thèse, Chypre devrait échapper aux interventions étrangères en tant que membre indépendant de l'ONU. Nouvel isolement de la Turquie. La Turquie refuse la décision de l'ONU. Manifestations à Ankara pour une intervention à Chypre.
Janvier 1966	La copie de la lettre du Président Johnson à İnönü est publiée par le quotidien Hürriyet. La réponse d'İnönü à Johnson est publiée. Le ressentiment anti-américain augmente.
Février 1966	Dégradation des relations gréco-turques. La Turquie rappelle son ambassadeur d'Athènes.
Avril 1967	Coup d'État militaire des colonels en Grèce contre les courants gauchistes.

Septembre 1967	Rencontre entre Demirel et le Premier ministre grec Kollias à Kesan-Alexandroupolis.
Octobre 1967	La Turquie proteste contre la répression que subissent les Turcs de Thrace occidentale.
Novembre 1967	Les soldats grecs chypriotes attaquent deux villages turcs. 23 morts.
	Manifestations anti-grecques à Ankara et Istanbul.
	Le Président de la République turque, Cevdet Sunay, déclare que la Turquie a décidé d'intervenir à Chypre. Les États-Unis rappellent que les armes de l'OTAN ne pourraient être utilisées. L'intervention n'a finalement pas lieu.
	Accord gréco-turc. La Grèce renonce à l'enosis et la Turquie au taksim. Retour à la situation de 1960.
Décembre 1967	La Direction provisoire turque de Chypre (Kıbrıs Geçici Türk Yönetimi) est proclamée.
	Protocole gréco-turc sur la culture.
Décembre 1969	La Grèce se retire du Conseil de l'Europe.
Mars 1971	« Memorandum » des militaires en Turquie.
Avril 1971	Rauf Denktaş, leader de la Communauté turque de Chypre, déclare à Ankara qu'au cas où les Grecs insisteraient sur l'enosis il y aurait « double enosis ».
Juillet 1972	Le Patriarche grec-orthodoxe Athénagoras meurt à Istanbul.
	Le Métropolite d'Imbros, Dimitri Papadopoulos, devient Patriarche sous le nom de Dimitrios.
Février 1973	En l'absence d'autres candidats, l'Archevêque Makarios est réélu Président de la république à Chypre. Rauf Denktaş est vice-Président.
Juin 1973	Proclamation de la république en Grèce. Le Premier ministre Giorgios Papadopoulos déclare à la radio que la royauté est abolie et qu'il va devenir Président de la république.
Août 1973	Selon les résultats officiels du référendum en Grèce, 4 000 000 de Grecs ont répondu « oui » à la République.
Novembre 1973	Coup d'État militaire en Grèce. L'armée abolit le régime de Papadopoulos. Le général Fedon Gizikis devient Premier ministre.
Mai 1974	Crise en Égée à cause des recherches turques de pétrole.

Juin 1974	La Grèce refuse la proposition de négocier tous les problèmes en une fois.
Juillet 1974	Un coup d'État organisé par Athènes et exécuté par l'EOKA b et la Garde nationale renverse Makarios à Chypre. Nicos Sampson, un partisan de l'enosis, s'autoproclame président de la République chypriote. Les forces militaires turques interviennent à Chypre. La loi martiale est décrétée dans 14 provinces de Turquie. Les forces turques gagnent le contrôle du couloir Nicosie-Kyrenie. Fin de la junte en Grèce. Retour à la démocratie. Konstantin Karamanlis revient de Paris. La Turquie, la Grèce et la Grande-Bretagne signent un accord de cessez-le-feu.
Août 1974	L'opération de l'armée turque reprend et la frontière actuelle est fixée. Mgr Makarios revient d'exil et Karamanlis, pour apaiser l'opinion, retire la Grèce de l'OTAN.
Septembre 1974	L'embargo américain sur les ventes d'armes à la Turquie est instauré.
Novembre 1974	Résolution 3212 de l'Assemblée générale de l'ONU demandant le retrait des troupes étrangères de Chypre et le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers.
Février 1975	L'État fédéré turc de Chypre est proclamé. Rauf Denktaş est le chef de l'État.
Juillet 1976	Tentative d'attentat contre Bülent Ecevit à New York. L'agresseur grec chypriote est arrêté.
Août 1976	Nouvelles tensions gréco-turques à propos de recherches pétrolières en mer Égée.
Août 1977	Mort de Mgr Makarios. Celui-ci est remplacé par Spyros Kiprianou. Le ministre des Affaires étrangères Çağlayangil déclare que la Grèce viole les traités internationaux en militarisant les îles égéennes.
Mars 1978	Les Premiers ministres grec et turc, MM. Karamanlis et Ecevit, se rencontrent à Montreux. Pour Ecevit, les causes de la tension sont « en grande partie psychologiques ».
Septembre 1978	Le Président Carter lève formellement l'embargo américain.
Janvier 1979	Les experts grecs et turcs se réunissent à Vienne pour discuter du problème du plateau continental en Égée.
Avril 1979	Les ministres du Tourisme de la Grèce et de la Turquie se rencontrent à Istanbul pour faire de l'Égée « une mer de paix ».

Juin 1979	La Turquie et la Grèce signent le premier accord sur le tourisme.
Février 1980	La Turquie ouvre unilatéralement la mer Égée à la circulation aérienne. La Grèce ouvre aussi l'Égée à la circulation aérienne.
Juin 1980	La Turquie rejette la proposition grecque d'étendre l'espace aérien à 10 miles nautiques.
Juillet 1980	Un protocole de coopération gréco-turc dans le domaine du tourisme est signé à Ankara.
Septembre 1980	Coup d'État militaire du chef d'état-major Kenan Evren en Turquie.
Novembre 1980	Réintégration de la Grèce dans l'OTAN.
Janvier 1981	La Grèce adhère à la CEE (10 ^e membre).
Octobre 1981	Victoire du PASOK d'Andréas Papandréou aux élections législatives en Grèce.
Avril 1982	À New York, la Convention sur le droit de la mer est mise aux voix aux Nations-Unies. Cent trente États (dont la Grèce et la France) l'approuvent, dix-sept (dont l'URSS et la RFA) s'abstiennent, quatre (dont la Turquie et les États-Unis) votent contre.
Octobre 1983	Déclaration d'indépendance de la « République turque du nord de Chypre ».
Mars 1987	En riposte à la décision grecque de procéder à des forages au large de l'île de Thasos, le gouvernement turc annonce la sortie de son bâtiment de recherches en mer Égée. La Grèce met ses forces militaires en état d'alerte.
Avril 1987	Demande officielle d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne.
Août 1987	Visite de Dimitrios en URSS. Il est le premier Patriarche de Constantinople à aller à Moscou depuis quatre siècles.
Janvier 1988	Özal et Papandréou se rencontrent à Davos. Début du rapprochement gréco-turc appelé « l'esprit de Davos ».
Avril 1993	Mort de Turgut Özal. Süleyman Demirel est élu Président de la République en Turquie.
1996	Crise égéenne gréco-turque autour de l'îlot d'Imia / Kardak.
Juillet 1997	Rencontre de Süleyman Demirel et de Kostas Simitis à Madrid. Nouvelle ère de rapprochement.
Décembre	Refus des 15 de considérer la Turquie comme candidate à l'Union européenne. Les

1997	relations turco-européennes et turco-grecques se tendent.
Juin 1998	Nouvelle doctrine de défense gréco-chypriote commune.
Février 1999	Arrestation d'Abdullah Öcalan, le chef des rebelles kurdes de Turquie, à la sortie de l'Ambassade grecque à Nairobi (Kenya).
Mai 1999	Nouvelle crise égéenne autour de l'îlot Platia.
Août 1999	Tremblement de terre en Turquie.
Novembre 1999	Tremblement de terre en Grèce. Entraide réciproque.
Décembre 1999	La Turquie est acceptée en tant que candidate officielle à l'Union européenne à Helsinki, la Grèce ayant levé son veto.
Janvier 2000	Le ministre des Affaires étrangères Giorgios Papandréou est à Ankara pour signer une série d'accords bilatéraux avec son homologue turc İsmail Cem.
2004	La Grèce ne s'oppose plus à la candidature turque à l'Union européenne. Comme conséquence d'une politique « des petits pas » : plus de vingt accords bilatéraux ont été signés entre les deux entre 2000 et 2004.
Mai 2010	Visite de Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Athènes afin d'inaugurer « une nouvelle ère » dans les relations entre les deux pays, alors que la Grèce est en proie à une grave crise financière. Le Conseil de coopération de haut niveau (High Level Coopération Council- HCL) inauguré lors de la visite du Premier ministre turc.
Mars 2013	La 2e réunion du Conseil de coopération de haut niveau à Istanbul. 25 textes ont été adoptés et signés sur la coopération gréco – turque dans les domaines de la santé, du tourisme, de la prévention de l' immigration clandestine, des sports, de la promotion de l' entrepreneuriat des femmes, e.t.c.
Décembre 2014	La 3ème réunion du Conseil de coopération de haut niveau à Athènes.
Mars 2016	Dans le cadre du 4e Conseil de coopération de haut niveau Grèce-Turquie à Izmir (Izmir, 8 mars 2016). Six textes ont été signés au total (Déclaration commune des deux Premiers ministres, Accord de coopération entre l'agence de presse Anadolu et l'agence de presse athénienne et macédonienne - APE/MPE -, Protocole de coopération ERT-TRT, Protocole de compréhension entre les autorités du port du Pirée et d'Izmir, Déclaration conjointe de coopération dans le domaine du tourisme, Protocole d'intention sur l'immigration illégale).

(Source : Samim Akgonul. *Annexe 1 : Chronologie* In : *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ?* (Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001) : <<http://books.openedition.org/ifeagd/549>> ; Ministère des Affaires Etrangère de Grèce : <http://www.mfa.gr/fr/blog/relations-bilaterales-de-la-grece/turquie/>)

Question chypriote : les cycles de négociation

1965 : premier plan de l'ONU pour résoudre le conflit (rapport Plaza).

1968-74 : Glafcos Clerides et Rauf Denktash, présidents des assemblées parlementaires communautaires, négocient à Beyrouth.

1975-76 : négociations de Vienne qui n'aboutissent qu'à un échange de populations perçu comme transitoire au Sud, comme définitif au Nord.

1977 : deux sommets entre Mgr Makarios et Rauf Denktash qui se termine par un « Accord de haut niveau ». Après la mort de Mgr Makarios, son successeur à la présidence de la République de Chypre, Spyros Kyprianou, interrompt les négociations.

1979-87 : plusieurs cycles de négociation S. Kyprianou-R. Denktash, sous l'égide des Secrétaires généraux des NU K. Waldheim (« Accord de haut niveau », 1979) puis J. Perez de Cuellar (*Proximity Talks*, 1984-87). Ce dernier soumet un « projet de cadre d'accord » qui est finalement rejeté par S. Kyprianou après de multiples rebondissements. Ce rejet explique en partie sa non réélection.

1989-1993 : négociations sur « l'Ensemble d'Idees » (*Set of Ideas*) de l'ONU, entre George Vassiliou et R. Denktash qui rejette le plan malgré les efforts de J. Perez de Cuellar puis de son successeur B. Boutros-Ghali. S'ensuit la défaite électorale de G. Vassiliou, remplacé par G. Clerides qui s'engage à ne plus négocier.

1997-2002 : G. Clerides et R. Denktash négocient à nouveau alors que la perspective de l'adhésion de la République de Chypre à l'UE se précise. De ces négociations sort le plan Annan.

2002-2004 : pourparlers sur le plan Annan entre G. Clerides et R. Denktash, puis entre Tassos Papadopoulos et R. Denktash, et enfin entre T. Papadopoulos et Mehmet Ali Talat. Le plan est rejeté par 76 % des Chypriotes grecs, approuvé par 65 % au Nord (référendum du 24 avril 04). La République de Chypre entre dans l'UE.

2006-2008 : T. Papadopoulos et M.A. Talat renouent le dialogue sous l'égide du Secrétaire général adjoint des NU aux Affaires politiques, Ibrahim Gambari (« processus Gambari »). Sans résultat. T. Papadopoulos est éliminé dès le 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2008.

2008-2010 : Dimitri Christophias et M. A. Talat négocient sur la base de discussions antérieures au plan Annan, sans résultat. M.A. Talat perd l'élection présidentielle de 2010.

2010-2012 : D. Christophias et Derviş Eroğlu restent dans le dialogue de sourds car le second veut comme base de la négociation la reconnaissance de la RTCN.

2014 : Nicos Anastasiadis et D. Eroğlu se rencontrent plusieurs fois, sans résultat.

(Source : Gilles Bertrand, « Chypre. Quelles perspectives de réunification ? » *P@ges Europe*, 18 novembre 2015, La Documentation française, consulté en ligne : www.ladocumentationfrancaise.fr)

Liste des Ministres des Affaires Etrangères de Turquie

Nom	Date	
Bekir Sami Bey	03.05.1920	08.05.1921
Ahmet Muhtar Bey	09.02.1921	16.05.1921
Yusuf Kemal Tengirşenk	16.05.1921	25.10.1922
İsmet Paşa (İNÖNÜ)	26.10.1922	21.11.1924
Şükrü Kaya Bey	22.11.1924	04.03.1925
Tevfik Rüştü Aras	04.03.1925	11.11.1938
Şükrü Saraçoğlu	11.11.1938	13.08.1942
Numan Menemencioğlu	13.08.1942	26.06.1944
Hasan Saka	13.09.1944	10.09.1947
Necmettin Sadak	10.09.1947	22.05.1950
Prof. Fuat Köprülü	22.05.1950	20.06.1956
Fatin Rüştü Zorlu	25.11.1957	27.05.1960
Selim R. Sarper	28.05.1960	16.02.1962
Feridun Cemal Erkin	01.04.1962	20.02.1965
Hasan Esat Işık	23.02.1965	22.10.1965
İhsan Sabri Çağlayangil	27.10.1965	12.03.1971
İhsan Sabri Çağlayangil	31.10.1975	21.06.1977
İhsan Sabri Çağlayangil	21.06.1977	05.01.1978
Osman Olcay	26.03.1971	03.12.1971
Ü. Haluk Bayülken	11.12.1971	25.01.1974
Prof. Turan Güneş	25.01.1974	07.11.1974
Melih Esenbel	13.11.1974	30.03.1975
Prof. Gündüz Ökçün	21.06.1977	21.07.1977
Prof. Gündüz Ökçün	05.01.1978	12.11.1979
Hayrettin Erkmen	12.11.1979	05.09.1980
İlter Türkmen	21.09.1980	24.11.1983
Vahit Melih Halefoğlu	13.12.1983	21.12.1987
Mesut Yılmaz	22.12.1987	20.02.1990
Prof. Dr. Ali Bozer	22.02.1990	12.10.1990
Ahmet Kurtcebe Alptemoçin	12.10.1990	23.06.1991
İ.Safa Giray	23.06.1991	21.11.1991
Hikmet Çetin	21.11.1991	27.07.1994
Mümtaz Soysal	27.07.1994	28.11.1994
Murat Karayalçın	12.12.1994	27.03.1995
Erdal İnönü	27.03.1995	06.10.1995
A. Coşkun Kırca	06.10.1995	31.10.1995
Deniz Baykal	31.10.1995	06.03.1996
Prof. Emre Gönensay	06.03.1996	28.06.1996
Prof. Dr. Tansu Çiller	28.06.1996	20.06.1997
İsmail Cem	30.06.1997	18.04.1999
İsmail Cem	18.04.1999	11.07.2002
Prof. Dr. Şükrü Sina Gürel	12.07.2002	19.11.2002
Yaşar Yakış	19.11.2002	14.03.2003
Abdullah Gül	14.03.2003	28.08.2007
Ali Babacan	29.08.2007	02.05.2009

Ahmet Davutoğlu
Mevlüt Çavuşoğlu

02.05.2009
29.08.2014

28.08.2014

(Source : Ministère des Affaires Etrangère de Turquie)

L'Union européenne et la Méditerranée : Chronologie

1972 - 1995 : la politique méditerranéenne avant la première conférence de Barcelone

1972 Lancement de la politique méditerranéenne globale (PMG), qui se distingue des accords antérieurs par une dimension politique régionale. La CEE (Communauté économique européenne) négocie une série d'accords de commerce et de coopération bilatéraux avec les pays du pourtour méditerranéen à l'exception de la Libye. Un régime spécial d'accords est mis en place pour la Grèce, la Turquie, Malte et Chypre avec un projet d'union douanière ou une adhésion éventuelle.

16 février 1976 Signature de la Convention de Barcelone ou "Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution" qui entrera en vigueur le 6 février 1978 et adoption d'un Plan d'action pour la Méditerranée sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Le plan est le résultat d'un effort de coopération régionale qui implique l'Union européenne et 21 pays riverains de la mer.

Juin 1990 La Commission européenne propose une politique méditerranéenne renouvelée (PMR). Elle «réitère sa conviction que la proximité géographique et l'intensité des rapports de toute nature font de la stabilité et de la prospérité des pays tiers méditerranéens des éléments essentiels pour la Communauté elle-même".

13 septembre 1993 Accords d'Oslo I. Négociations secrètes d'Oslo et signature de la Déclaration de principes à Washington entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

6 mars 1995 Signature de l'accord d'union douanière UE - Turquie. Il entre en vigueur le 31 décembre 1995.

17 juillet 1995 Signature de l'accord d'association UE - Tunisie, qui entre en vigueur le 1er mars 1998. 1995 - 2000 : le lancement du partenariat euro-méditerranéen

27-28 novembre 1995 Conférence de Barcelone, signée dans le contexte des lendemains de la

guerre du Golfe et de la relance du processus de paix au Proche-Orient avec les accords d'Oslo. Les ministres des affaires étrangères des 15 pays de l'Union et ceux de 12 pays méditerranéens (les pays du Maghreb et du Machrek ainsi que l'Autorité palestinienne, Israël, la Turquie, Malte et Chypre) se réunissent à Barcelone et lancent le partenariat euro-méditerranéen (ou processus de Barcelone). L'innovation est l'établissement d'une approche globale, économique mais aussi politique, sociale, culturelle et humaine. 20 novembre 1995 Signature de l'accord d'association UE - Israël qui entre en vigueur en juin 2000.

26 février 1996 Signature de l'accord d'association UE - Maroc qui entre en vigueur le 1er mars 2000.

23 juillet 1996 Approbation par le Conseil européen de la réglementation MEDA principal instrument financier de la coopération euro-méditerranéenne.

24 février 1997 Signature de l'accord intérimaire d'association UE - Autorité palestinienne qui entre en vigueur le 1er juillet 1997.

15-16 avril 1997 Deuxième conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères à Malte. Elle établit un bilan des activités entreprises dans le cadre du processus de Barcelone et propose des orientations pour l'avenir.

24 novembre 1997 Signature de l'accord d'association UE - Jordanie qui entre en vigueur le 1er mai 2002.

15-16 avril 1999 La troisième conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères, à Stuttgart constate le développement et le renforcement du partenariat, trois ans et demi après la conférence inaugurale de Barcelone et lui donne de nouvelles impulsions.

2000-2003 : renforcement du partenariat

Juin 2000 Conseil européen de Santa Maria da Feira, au cours duquel est adoptée la «Stratégie commune de l'Union européenne pour la Méditerranée» visant à promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans la région. Cette stratégie, qui découle du partenariat, vise à la coopération entre l'Union européenne, les partenaires méditerranéens et la Libye dans de nombreux domaines tels que la sécurité, la démocratie, la justice et l'économie.

6 septembre 2000 Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen en vue de préparer la quatrième réunion des ministres euro-méditerranéens des affaires étrangères «Un nouvel élan pour le processus de Barcelone».

15-16 novembre 2000 Quatrième conférence euro-méditerranéenne à Marseille, réunissant les ministres des affaires étrangères des quinze membres de l'Union ainsi que leurs partenaires, à l'exception du Liban et de la Syrie qui ont refusé d'y participer. Cette conférence, qui permet la réunion de délégués arabes et israéliens, donne un nouvel élan au processus de Barcelone. Les ministres recommandent de renforcer la dimension sous-régionale du partenariat en encourageant la mise en place d'initiatives de développement et

d'intégration économique entre les pays et territoires de la rive sud de la Méditerranée. Pas d'accord sur la Charte euro-méditerranéenne de paix et de stabilité.

27 novembre 2000 Adoption de la réglementation MEDA II sur le financement du partenariat euro-méditerranéen.

29 mai 2001 Première conférence des ministres euro-méditerranéens du commerce, à Bruxelles. Elle donne une nouvelle impulsion aux aspects commerciaux du processus de Barcelone.

25 juin 2001 Signature de l'accord d'association UE - Egypte qui entre en vigueur le 1er juin 2004.

13 février 2002 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen en vue de préparer la réunion des ministres euro-méditerranéens des affaires étrangères à Valence les 22 et 23 avril 2002. Un inventaire est fait des progrès réalisés dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen : développement des d'accords d'association avec les partenaires méditerranéens, recentrage du programme MEDA sur des objectifs stratégiques, maintien du dialogue politique. La Commission envisage la création d'une nouvelle facilité financière ou d'une banque euro-méditerranéenne pour promouvoir le développement du secteur privé dans les pays partenaires méditerranéens.

16 mars 2002 Création de la FEMIP (Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat) qui a pour objectif le soutien au développement du secteur privé en Méditerranée.

19 mars 2002 Conférence des ministres du commerce à Tolède.

22 avril 2002 Signature à Valence d'un accord d'association entre l'Union européenne et l'Algérie Il entre en vigueur en septembre 2005.

22-23 avril 2002 La cinquième conférence euro-méditerranéenne, à Valence en Espagne est marquée par la situation au Moyen-Orient, le Liban et la Syrie ayant refusent d'y participer en raison de la présence des représentants israéliens. Le Plan d'action de Valence adopté à l'unanimité, réaffirme la création d'une zone de libre-échange d'ici 2010, propose une banque euro-méditerranéenne et prévoit une collaboration en matière de lutte contre le terrorisme. Il recommande le renforcement de la dimension parlementaire du partenariat avec la création d'une assemblée parlementaire euro-méditerranéenne.

17 juin 2002 Signature de l'accord d'association UE - Liban .L'accord intérimaire entre en vigueur le 1er mars 2003.

2003 - 2004 : élargissement de l'UE et lancement de la politique européenne de voisinage

11 mars 2003 Lancement de la politique européenne de voisinage par le président de la Commission européenne, Romano Prodi. Le document «L'Europe élargie - Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud» propose un nouveau

concept, celui de la politique de voisinage de Marrakech à Moscou, pour les pays voisins de l'est et du sud de l'Union européenne, qui n'ont pas vocation à entrer dans l'UE.

1er juillet 2003 Communication de la Commission européenne «Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage» qui confirme la volonté de l'Union européenne de développer une nouvelle politique de voisinage avec ses voisins de l'Est et du Sud.

7 juillet 2003 Conférence des ministres du commerce à Palerme.

1er décembre 2003 Réuni à Naples, le forum parlementaire euro-méditerranéen décide de sa transformation en une assemblée parlementaire. Cette décision est approuvée par la sixième conférence euro- méditerranéenne des ministres des affaires étrangères, qui se tient à Naples les jours suivants.

2-3 décembre 2003 Sixième conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères à Naples au cours de laquelle les ministres des affaires étrangères examinent les perspectives de développement économique et politique que l'Europe élargie offre aux pays méditerranéens et adoptent un plan de relance du processus. Le renforcement de l'instrument de coopération financière FEMIP est décidé et la transformation du forum parlementaire en Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne approuvée.

12 décembre 2003 Adoption par le Conseil européen du document du Haut Représentant de la PESC (politique étrangère et de sécurité commune), Javier Solana : «Une Europe sûre dans un monde meilleur : stratégie européenne de sécurité».

25 février 2004 Signature de l'Accord d'Agadir, visant à créer une zone de libre-échange entre l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie d'ici 2006. La Commission européenne soutient cette initiative depuis la signature de la déclaration d'Agadir en mai 2001 et l'appuie avec un programme de 4 millions d'euros financé par le programme MEDA. Son entrée en vigueur, prévue en janvier 2005, est repoussée faute des ratifications nécessaires.

22-23 mars 2004 Séance inaugurale de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) à Athènes. D'après le règlement adopté au cours de cette séance, cette assemblée se réunira au moins une fois par an pour délibérer de l'évolution et des objectifs politiques du processus de Barcelone. Elle est composée de 240 membres dont 120 proviennent des pays méditerranéens partenaires et 120 européens (75 membres des parlements nationaux et 45 du Parlement européen).

1er mai 2004 Elargissement de l'Union européenne à dix nouveaux membres, dont Chypre et Malte, qui faisaient partie du partenariat euro-méditerranéen. Celui-ci compte désormais trente-cinq membres.

12 mai 2004 Avec le document intitulé «Politique européenne de voisinage - Document d'orientation» , la Commission européenne balise les prochaines étapes de la nouvelle politique européenne de voisinage, après l'élargissement de l'UE à dix nouveaux pays. Elle précise les contours de la PEV, soit dix pays méditerranéens (Algérie, Autorité palestinienne,

Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie) et trois pays est-européens (Biélorussie, Moldavie, Ukraine) et recommande l'intégration des trois pays du Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan).

14 juin 2004 - Le Conseil de l'Union européenne (affaires générales) approuve la mise en place de la nouvelle Politique de voisinage définie par la Commission dans ses communications de mars 2003 et mai 2004, sans reprendre l'adhésion complète aux quatre libertés (libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux) préconisée par la Commission. Il rappelle que la Biélorussie et la Libye ont vocation à y participer lorsqu'ils auront normalisé leurs relations avec l'UE. Il exclut, à la demande de cette dernière, la Russie du champ de la politique de voisinage, l'UE et la Russie ayant décidé de développer un partenariat stratégique spécifique dans le cadre des «quatre espaces communs» définis lors du sommet de Saint-Petersbourg en mai 2003. Enfin, il décide d'inclure l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie dans la PEV. - Il propose en outre un Partenariat stratégique avec la Méditerranée et le Moyen-Orient, cadre global s'adressant aux pays de la Méditerranée (y compris la Libye), aux pays du Conseil de coopération du Golfe, à l'Iran, au Yémen et à l'Irak, en réponse à l'initiative américaine concernant le «Grand Moyen-Orient».

21 juillet 2004 Quatrième réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur le commerce, à Istanbul en Turquie. Adoption d'un protocole-cadre détaillant les principes qui devraient régir les futures négociations sur la libéralisation des services.

13-14 septembre 2004 A Marseille, réunion de lancement du programme de coopération MEDACT, dont l'objectif est de promouvoir la coopération entre les villes sous forme d'échanges d'expériences, de promotion des bonnes pratiques de développement local et de formation.

29 septembre 2004 La Commission européenne propose la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat (ENPI), qui remplacerait MEDA à partir de 2007. Cette nouvelle structure qui devrait devenir opérationnelle dans le cadre des nouvelles perspectives financières 2007-2013, concerne les seize pays inclus dans la nouvelle politique européenne de voisinage plus la Russie.

6 octobre 2004 Adoption d'une charte euro-méditerranéenne des entreprises à Caserta en Italie par la Commission européenne et les pays méditerranéens du partenariat.

11 octobre 2004 Levée de l'embargo européen sur les armes et des sanctions économiques imposées à la Libye, ouvrant la voie à l'entrée de la Libye dans le partenariat.

19 octobre 2004 Fin des négociations sur l'accord d'association Union européenne - Syrie lancées en 1998.

9 décembre 2004 La Commission européenne présente les sept premiers plans d'action adoptés dans le cadre de la politique européenne de voisinage, dont cinq avec des pays méditerranéens : Israël, Jordanie, Maroc, Autorité palestinienne et Tunisie. Les principaux éléments sont une coopération renforcée dans le domaine politique et de sécurité, une mise à

niveau législative liée au marché intérieur et le développement de réseaux d'infrastructures dans l'énergie, les transports et les télécommunications. Le Conseil de l'UE donne son feu vert le 21 février 2005.

2005 : l'année du bilan

1er janvier 2005 Début de «l'année de la Méditerranée».

1er janvier 2005 Levée des quotas d'importation sur l'industrie textile dans le monde avec le démantèlement de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Cela entraîne la suppression des quotas établis par l'UE pour l'importation de produits textiles en provenance du sud de la Méditerranée, secteur qui constitue l'une des principales branches industrielles des pays de la région méditerranéenne.

12-15 mars 2005 Première réunion formelle de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) au Caire.

20 avril 2005 Inauguration de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures à Alexandrie (Egypte). Son objectif principal est le rapprochement des deux rives de la Méditerranée et la constitution de réseaux euro-méditerranéens favorisant la mise en oeuvre de programmes de coopération dans divers domaines. Elle est financée par les 35 membres du partenariat .

12 avril 2005 La Commission européenne dresse un bilan assorti de propositions, en vue du dixième anniversaire du partenariat, «Un programme de travail pour relever les défis des cinq prochaines années» .

30-31 mai 2005 La 7ème conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères réunie à Luxembourg, prend acte des progrès au niveau institutionnel du partenariat, malgré un bilan global mitigé.

1er septembre 2005 Entrée en vigueur de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Algérie signé en avril 2002, qui se traduit par une première vague de démantèlement de droits de douane sur quelque 2 000 produits.

22 novembre 2005 La Communication de la commissaire chargée des relations extérieures Bénita Ferrero- Waldner à la Commission européenne : «Appliquer et promouvoir la politique européenne de voisinage» établit un bilan de la PEV.

27-29 novembre 2005 Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement à Barcelone pour le dixième anniversaire du partenariat euro-méditerranéen. Marqué par l'absence de la quasi-totalité des dirigeants arabes, le sommet se termine sans déclaration finale, en raisons de tensions entre les participants sur le Proche-Orient. L'Union européenne et ses dix partenaires méditerranéens ont finalement pu adopter un "Code de conduite contre le terrorisme", en laissant à l'ONU le soin de donner au terrorisme une définition reconnue par la communauté internationale, et un "Programme de travail à cinq ans" . Dans le domaine de

l'immigration, les trente-cinq pays décident de développer des mécanismes de coopération pratique afin de "gérer humainement les flots migratoires" et "fournir de l'assistance aux pays d'origine et de transit".

19 janvier 2006 Résolution du Parlement européen sur la politique européenne de voisinage.

24 mars 2006 La 5ème Conférence euro-méditerranéenne des ministres du commerce, à Marrakech (Maroc) rassemblant les 25 États membres de l'UE, la Bulgarie et la Roumanie, ainsi que les 10 pays méditerranéens partenaires, marque le coup d'envoi des négociations sur la libéralisation des services et des investissements, dans le cadre de l'établissement d'une zone de libre échange Euromed d'ici 2010.

13-15 septembre 2006 La première conférence de "l'Atelier culturel Europe-Méditerranée-Golfe", initiée lors de la conférence de Barcelone en décembre 2005, se réunit à Paris, sous la présidence de Jacques Chirac. Elle marque le lancement d'un cycle d'échanges et de réflexion qui se poursuivra à Séville en février 2007, puis à Alexandrie au printemps 2007 sur la diversité culturelle et le dialogue inter-culturel dans la région Europe-Méditerranée. Réalisé en partenariat privilégié avec la plate-forme non-gouvernementale euro-méditerranéenne (Paris) et la fondation euro- méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les cultures d'Alexandrie, l'Atelier culturel présente une dominante non-gouvernementale.

24 octobre 2006 Décision du Conseil arrêtant les dispositions générales instituant un Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) (Règlement CE 1638/2006). Crédité d'un montant de 11,181 milliards d'euros pour la période 2007 à 2013, il remplace TACIS (aide aux pays de la Communauté des indépendants, CEI) et MEDA (partenariat euro- méditerranéen).

27-28 novembre 2006 8ème réunion ministérielle d'Euromed à Tampere (Finlande). La déclaration commune signée par les Vingt-cinq et leurs dix partenaires méditerranéens réaffirme leur engagement sur la Feuille de route pour le Proche-Orient qui prévoit la création d'un État palestinien indépendant. Ce n'est que la deuxième fois depuis la création d'Euromed en 1995 que les 35 arrivent à se mettre d'accord sur une déclaration commune.

17 janvier 2007 Adoption du plan d'action Union européenne - Liban dans le cadre de la politique européenne de voisinage.

6 mars 2007 Adoption du plan d'action Union européenne - Egypte dans le cadre de la politique européenne de voisinage.

14-15 mars 2008 Lors du Conseil européen de Bruxelles, les 27 chefs d'État et de gouvernement donnent leur accord de principe au projet d'"Union pour la Méditerranée". Cette initiative française, renommée "le processus de Barcelone: une union pour la Méditerranée", qui a fait l'objet d'un compromis franco-allemand, intègre finalement le processus de Barcelone et sera ouverte aux 27 pays de l'Union européenne et à tous les pays riverains de la Méditerranée. Une présidence conjointe, assurée par un pays du sud et un pays du nord de la Méditerranée, sera assistée d'un secrétariat chargé d'organiser tous les deux ans

un sommet. Le premier sommet doit avoir lieu le 13 juillet 2008 à Paris. La Commission européenne conserve la gestion du budget communautaire qui sera alloué pour la période 2008-2010 aux pays du Sud.

2008-2011 : Les débuts de l'Union pour la Méditerranée

En janvier 2009, l'UpM investit Pierre Laffitte d'une mission pour la création d'un réseau spécifique de développement de l'innovation en Euro-méditerranée. D'une durée de deux ans, la mission est de favoriser cette coopération avec les membres de l'Union pour la Méditerranée, d'aider à la création de nouveaux pôles en Méditerranée autour des axes prioritaires. Dans ce cadre, la fondation "Réseau Innovation Euromed" est créée après quelques semaines

28 avril 2010, la commission des affaires étrangères du Parlement européen s'est prononcée pour une relance de l'UpM (Union pour la Méditerranée) à travers le vote du rapport de Vincent Peillon, eurodéputé socialiste. En effet, les socialistes européens considèrent l'UpM comme étant une priorité stratégique pour l'Europe.

26 mai 2010, la France annonce la création du fonds Inframed par la Caisse des dépôts française et la Cassa depositi e prestiti italienne, qui a pour objectif un montant global de 600 millions d'euros, pour à termes, financer les projets de l'UpM.

22 juin 2011, l'UpM labellise son tout premier projet, la création d'une usine de dessalement d'eau de mer pour la bande de Gaza.

Depuis 2012

Janvier 2012, le secrétaire général de l'UpM, le Marocain Youssef Amrani, est nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au sein du gouvernement Benkirane. Il est remplacé à ce poste de secrétaire général de l'UpM par son compatriote le diplomate Fathallah Sijilmassi.

En 2013, l'Union pour la Méditerranée lance ses premiers projets :

30 avril: Jeunes femmes créatrices d'emploi,

28 mai : Gouvernance & Financement du secteur de l'Eau en Méditerranée

17 juin : LogismedTA

Septembre 2013, La troisième conférence ministérielle sur le renforcement du rôle des femmes dans la société a eu lieu en septembre 2013 à Paris. La conférence a rassemblé des ministres des 43 États membres de l'UpM chargés des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

14 novembre 2013, les ministres du Transport des 43 pays de l'UpM se sont réunis à

Bruxelles, à l'occasion de la Conférence Ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur le Transport.

Entre 2013 et 2015, 7 réunions ministérielles sectorielles ont lieu :

- Renforcer le rôle des femmes dans la société – septembre 2013
- Transport – novembre 2013
- Énergie – décembre 2013
- Coopération industrielle - février 2014
- Environnement et changement climatique – mai 2014
- Économie numérique - septembre 2014
- Économie Bleue - novembre 2015

2015, l'UpM a un total de 37 projets labellisés dont 19 sont en phase de mise en œuvre.

16 janvier 2015, lors de l'ouverture du forum "Renouveaux du monde arabe" à l'Institut du monde arabe, François Hollande, évoque dans son discours la situation difficile des réfugiés en Europe et précise qu'il faudrait "utiliser davantage les institutions qui existent telles que l'Union pour la Méditerranée"

21 janvier 2015, le roi d'Espagne Philippe VI réitère son engagement pour l'UpM et déclare : "L'Afrique du Nord, le Maghreb en particulier, reste une priorité de notre politique étrangère. D'où nos efforts pour renforcer les relations bilatérales et notre participation active à des forums tels que l'Union pour la Méditerranée ou le Dialogue 5 + 5".

mars 2015, la conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune décrit dans ses conclusions finales l'UpM comme étant "le forum le plus efficace et le plus multilatéral de la région".

5 juin 2015, l'Espagne et le Maroc renouvellent « *leur plein engagement en faveur de l'Union pour la Méditerranée, en tant que cadre idoine pour un partenariat fort et solidaire entre les deux rives de la Méditerranée* ». Le 29 mai 2015, le Portugal et la Tunisie se félicitent « *du rôle de l'Union pour la Méditerranée dans les relations euro-méditerranéennes* » et appellent à renforcer son rôle et sa capacité financière.

18 novembre 2015, la révision de la politique européenne de voisinage (PEV), publiée par le Service Européen pour l'Action Extérieure et par la Commission et confirmée par le Conseil européen le 14 décembre, positionne l'UpM comme une force motrice pour l'intégration et la coopération régionale.

26 novembre 2015, À l'occasion du 20^e anniversaire de la déclaration de Barcelone, , et à l'initiative des co-présidents de l'UpM, Federica Mogherini (Vice-présidente de la Commission Européenne et Haute Représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère et la sécurité) et Nasser Judeh (ministre des Affaires étrangères du Royaume de Jordanie), une réunion informelle des ministres des affaires étrangères des pays de l'UpM a lieu à Barcelone, renouvelant leur engagement politique en faveur du développement de la coopération régionale dans le cadre de l'UpM.

14 décembre 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution A/70/124 octroyant à l'Union pour la Méditerranée le statut d'observateur en son sein.

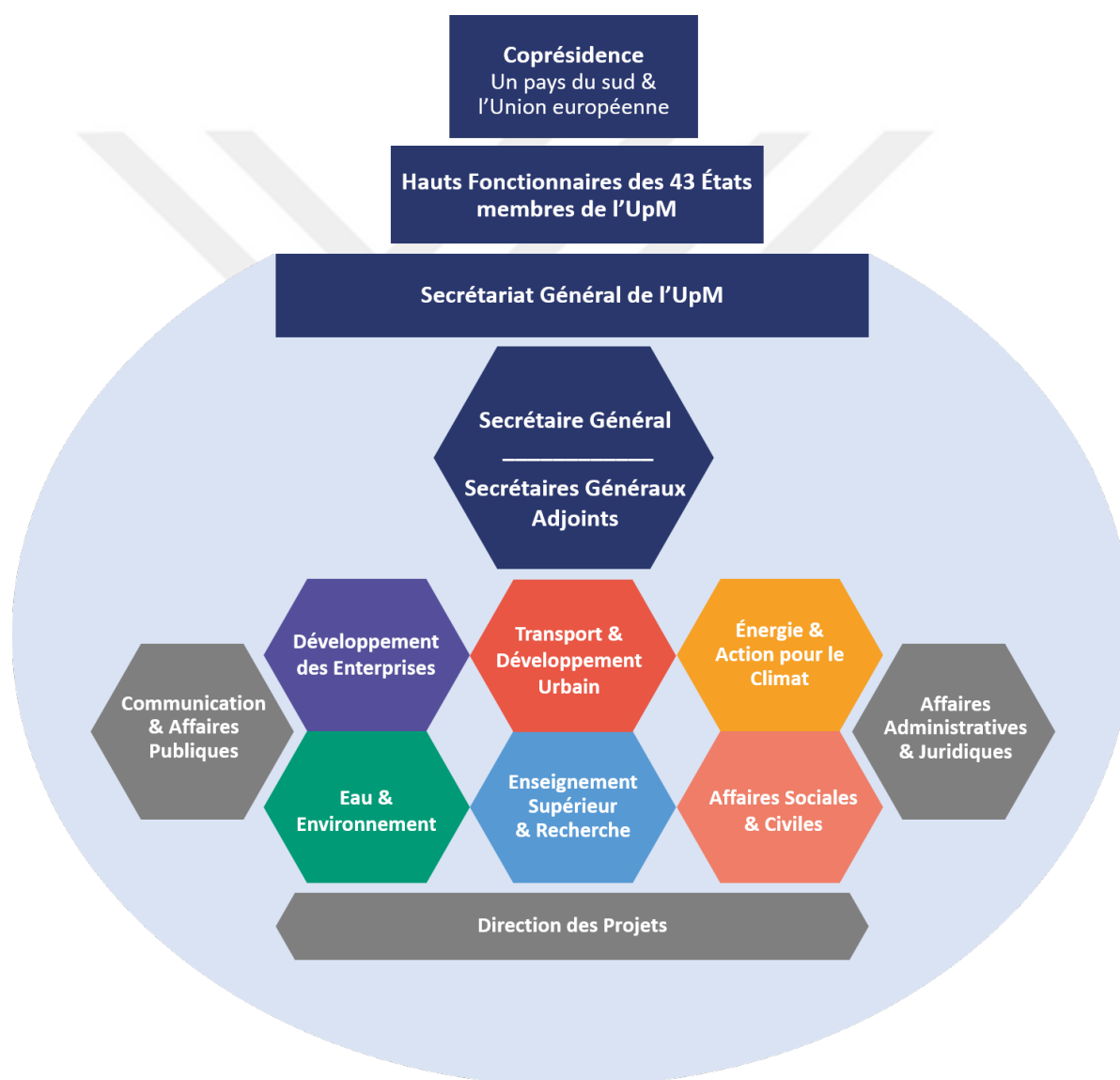
Plus de vingt réunions ministérielles sectorielles ont été organisées entre les quarante-trois pays depuis le lancement de l'UpM en 2008, dont 7 depuis 2013 (Renforcer le rôle des femmes dans la société – septembre 2013, Transport – novembre 2013, Énergie – décembre 2013, Coopération industrielle - février 2014, Environnement et changement climatique – mai 2014, Économie numérique - septembre 2014, Économie Bleue - novembre 2015).

2016, À l'occasion de leur première réunion de l'année 2016, les hauts fonctionnaires des États membres de l'UpM ont approuvé 4 nouveaux projets régionaux dans les domaines de la croissance inclusive, du développement durable et de l'autonomisation des femmes.

2016, l'UpM compte plus de 40 projets labellisés par les États membres.



La structure Institutionnelle de l'Union pour la Méditerranée



La co-présidence

La gouvernance de l'Union pour la Méditerranée est établie à travers d'un processus conçu pour garantir la co-appropriation des décisions et la responsabilité partagée entre les pays du Nord et les pays du Sud de la Méditerranée. L'UpM est présidée par une co-présidence partagée entre ses deux rives. Depuis 2012, elle est assurée côté Nord par l'Union européenne, et côté Sud par la Jordanie. La co-présidence s'applique à tous les niveaux : sommets, réunions ministérielles et réunions de hauts fonctionnaires.

Réunion des hauts fonctionnaires (SOM)

Les membres de l'Union pour la Méditerranée se rencontrent régulièrement au niveau des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères des 43 États membres de l'UpM, des institutions de l'UE et de la Ligue des États arabes. Les réunions des hauts fonctionnaires (SOM) forment le cadre permettant de discuter du contexte politique actuel et de coordonner le travail du Secrétariat général de l'UpM. Elles visent à approuver le budget et le programme de travail du Secrétariat général et à établir les bases pour préparer les réunions ministérielles. Elles permettent également de discuter des propositions de projets soumises afin qu'elles soient approuvées et adoptées. Les hauts fonctionnaires prennent leurs décisions par consensus.

Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée

Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée est dirigé par un Secrétaire général ainsi que par six Secrétaires généraux adjoints. Le Secrétariat général de l'UpM compte 60 personnes (diplomates, financiers et experts techniques ainsi que gestionnaires de projets) issus de 20 pays de la région, et des représentants de la Commission européenne et des institutions financières internationales, à savoir la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Caisse des Dépôts.

(Source : UfM Secrétariat : <http://ufmsecretariat.org/fr/governance/>)